

PARTI SOCIALISTE

(Section Française de l'Internationale Ouvrière)

XXXII^e Congrès National

TENU A MULHOUSE

les 9, 10, 11 et 12 Juin 1935

COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE

PRIX : 25 FR.

LIBRAIRIE POPULAIRE

6, Rue Victor-Massé, 6

PARIS (9^e)

LIBRAIRIE POPULAIRE, 6, Rue Victor-Massé, PARIS (9^e)

Téléphone : Trudaine 31-68

Chèque postal : 701-63

(Joindre le montant à la commande)

	(Franco)
ADLER (FR.) — Au cas où la guerre éclaterait néanmoins...	1 20
AURIOL (VINCENT) — Bilan de réaction.....	0 95
BLUM (LÉON). — Pour être socialiste (8 ^e édition).....	0 9
— Radicalisme et Socialisme.....	0 70
— Bolchevisme et Socialisme.....	0 70
— Notre plate-forme.....	0 95
— Notre tactique électorale.....	0 70
— Commentaires du Programme d'action.....	0 95
— Jean Jaurès.....	1 50
— Pour la vieille Maison.....	1 20
— Le Socialisme devant la crise.....	1 20
— La Jeunesse et le Socialisme.....	1 20
— Radicaux et nous.....	0 95
Le Parti Socialiste et la participation ministérielle (Discours de Léon Blum et Paul Faure).....	1 25
BUISSON (SUZANNE). — Le Travail des Femmes et ses répercussions.....	0 95
CABANNES (RENÉ). — Agriculture et Socialisme.....	0 95
— Jules Guesde et les communistes.....	1 20
— La Nation armée et le Parti Socialiste.....	5 45
— De Jules Guesde à Staline.....	2 75
— Le Marxisme aux champs.....	1 25
COMPÈRE-MOREL. — Le Socialisme et la Terre.....	0 70
— La petite propriété paysanne et le Socialisme.....	1 70
DEVILLE (G.) — L'évolution du capital.....	3 45
DINER-DENES. — Karl Marx (en deux ou un seul volume).....	5 25
DOLEY. — La loi sur les accidents du travail.....	0 70
DUNOIS (AMÉDÉE). — Le Premier Mai, esquisse historique.....	1 70
DUMOULIN (GEORGES). — Le Parti Socialiste et la C. G. T.....	0 95
ENGELS (FR.) — Socialisme utopique et Socialisme scientifique.....	0 95
FAUCHÈRE (GERMAINE). — Le travail des femmes.....	1 20
FAURE (PAUL). — Socialisme et petite propriété.....	1 20
— Les marchands de canons contre la paix.....	0 95
— Le Problème du désarmement.....	0 95
— La Crise agricole.....	0 95
— Les Cahiers de Huyghens.....	0 95
— Au seuil d'une révolution.....	10 50
FERRETTI. — Ce qu'est le Parti Socialiste (Préface de Séverac).....	0 95
GRUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT. — Les principaux scrutins de la législature (1928-1932).....	2 15
GUESQUIÈRE (E. et H.). — La Jeunesse Socialiste; son organisation.....	1 20
GROS. — La loi sur les accidents du travail à la Chambre.....	0 70
GUESDE (JULES). — Double réponse à MM. de Mun et Deschanel.....	1 25
— Le Collectivisme (Conférence à Bruxelles).....	0 70
— Collectivisme et Révolution.....	0 95
— La loi des salaires et ses conséquences.....	0 95
— Le problème et la solution.....	0 70
— Le Collectivisme au Collège de France.....	0 70
GUESDE et LAFARGUE. — Pourquoi l'avenir est au socialisme.....	0 95
GUESDE et JAURÈS. — Les deux méthodes (Lille 1900).....	1 20
JAURÈS (JEAN). — Discours à la jeunesse.....	0 70
— Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste.....	0 95
JAURÈS et LAFARGUE. — Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'Histoire.....	1 20
LACORE (SUZANNE). — Femmes socialistes.....	1 70
LAFARGUE (P.). — Le Communisme et l'évolution économique.....	0 95
— La Charité chrétienne.....	1 15
LAURAT (LUCIEN). — Le Socialisme à l'ordre du jour.....	1 20
— La liquidation socialiste de la crise.....	1 75
LEBAS (J.). — Critique socialiste du Parti Communiste (Organisation, tactique, doctrine).....	1 20
— Loi sur les Conseils généraux et l'action socialiste.....	1 50
— Le Socialisme (but et moyen).....	1 25
— Pour un parti unique des travailleurs.....	1 20

LEBAS (J.) — Tâche et organisation des Jeunesses socialistes	1 20
LÉVY (Marthe-Louis). — L'émancipation politique des femmes	1 20
LEVY (L.) et BOUYER (R.) — Pour les jeunes	0 70
LE NORMAND (Guy). — Le Parti agraire	1 70
MARX (Karl) et F. ENGELS. — Manifeste Communiste	1 20
MOCH (Jules) — Le Parti Socialiste et la question financière	3 25
— Socialisme, crise et nationalisation	2 45
MODIANO (René). — La presse pourrie	5 50
NICOLITCH SUZANNE. — Le Socialisme et les Femmes	0 95
PIERRE-MARIE. — Pour la santé du sédentaire	0 70
— Pour le sport ouvrier	0 95
PLEKHANOF (G.) — La conception matérialiste de l'Histoire	4 25
ROSENFELD (O.) — Le Plan quinquennal	5 »
ROUGER (HUBERT). — Le Socialisme en France	0 90
SEVERAC (J.-B.) — Le Socialisme (Lettre à Paul-Boncour)	1 15
— Lettres à Brigitte (Le Parti Socialiste, ses principes et ses tâches), en réimpression	2 25
SICARD (R.) — La réduction des loyers 1935	2 25
SPINASSE (Ch.) — La crise économique	0 95
VANDERVELDE. — La Commune de Paris	0 70
WELLS. — Cette misère des soulés	0 93
ZYROMSKI (J.) — Les formations politiques	1 20
— La position des problèmes de méthode socialiste	1 20
OFFICE DE DOCUMENTATION. — Vade-Mecum du candidat et du propagandiste (importante brochure de près de 216 pages)	5 45
— Le programme municipal du Parti	0 70
— Le programme d'action immédiate du Parti Socialiste	1 20
— Le programme agraire du Parti Socialiste	0 70
POUR L'ÉDUCATION SOCIALISTE. — 17 brochures de propagande	13 50
CHANSONS	
<i>L'Internationale. — Le Drapeau rouge. — Les Coquelicots. — L'Insurgé. — La Marche du Premier Mai. — La Complainte du Proletaire, etc.</i> , de Lucien Roland, l'exemplaire	0 25
Les dix, 2 francs ; le cent, 16 francs.	
MEDAILLES-BRELOQUES	
De Jaurès, vieil argent et doré (prix spéciaux en nombre)	2 25
De Guesde, vieil argent et doré (prix spéciaux en nombre)	2 25
De Jaurès et Guesde (ensemble) argenté (prix spéciaux en nombre)	3 25
Épingles de cravates de Guesde et Jaurès (prix spéciaux en nombre)	1 50
INSIGNES du Parti et des Jeunesses, chaque (port 0,25)	1 50
— antifasciste : les 3 flèches (port 0,25)	1 50
DRAPEAUX ET INSIGNES à prix modérés.	
CARTES POSTALES	
de Guesde, Jaurès, Vaillant, Sembat, Bebel, Karl Marx, Liebknecht, B. Malou, Engels, Rosa Luxembourg, Léon Blum, Paul Faure, Séverac, Bracke, V. Auriol, Lebas, Le Mur des Fédérés, La Maison du Parti, <i>l'une</i>	0 20
La série de douze, 2 fr. 25 ; les cinquante : 8 francs ; le cent, 15 fr. ; le mille, 130 fr.	
Carte postale Jaurès tissée sur soie artistique	2 »
PORTRAITS ARTISTIQUES	
de Guesde et Jaurès 50 × 32	4 25
Jaurès 27 × 37 simili sur papier crème	2 75
Portraits artistiques 50 × 60, agrandissement photo (plus port et emballage)	2 25 »
BUSTES de Guesde et de Jaurès, en plâtre (haut. 0 ^m 32)	50 »
— Jaurès (haut. 0 ^m 22), port 8 fr.	20 »
— de Karl Marx, par Carl Longuet	60 »
(Port et emballage en sus).	
EGLANTINES	
Le cent franco : 13 fr. ; les cinq cents : 55 fr. ; le mille	100 »
Coquelicots : le 100 : 9 fr. ; le mille	80 »
Cravates rouges avec insigne jeunesse	4 75
POUR LA PROPAGANDE	
Tracts pour adhésions : le mille, franco	40 »
Affiches passe-partout : le cent, 1/4 col. 15 fr. ; 1/2 col.	23 »
— — — — — : 1/2 col. en 2 couleurs, les 10	4 65
— — — — — : le 100	43 »

**Groupes, Sections
et Militants !**

*Achetez tous vos livres,
brochures de propagande,
- - - cartes postales - - -
articles de fêtes, églantines,
bustes, drapeaux rouges, à la*

**Librairie Populaire
DU PARTI SOCIALISTE**

6, Rue Victor-Massé PARIS (9^e)

Téléphone : Trudaine 31-68

Chèque postal 701-63

*et vous contribuerez à la
..... propagande du
PARTI SOCIALISTE*

XXXII^e CONGRÈS NATIONAL

TENU A MULHOUSE

les 9, 10, 11 et 12 Juin 1935

167

215840

8° Lb 57

13528

PARTI SOCIALISTE

(Section Française de l'Internationale Ouvrière)

XXXII^e Congrès National

TENU A MULHOUSE

les 9, 10, 11 et 12 Juin 1935

COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE

PRIX : 25 FR.



LIBRAIRIE POPULAIRE

6, Rue Victor-Massé, 6

PARIS (9^e)

PREMIÈRE SÉANCE

Dimanche 9 Juin 1935

(Séance du matin)

Président : MERSCH, secrétaire fédéral du Haut-Rhin.

Assesseurs : GRANDJEAN (Haute-Saône); MIDON (Meurthe-et-Moselle).

OUVERTURE DU CONGRÈS

SÉVERAC. — Camarades, je déclare ouvert le XXXII^e Congrès National du Parti Socialiste. Cette première séance sera présidée par nos camarades Mersch, secrétaire fédéral du Haut-Rhin, assisté de nos camarades Grandjean, de la Haute-Saône, et Midon, de Meurthe-et-Moselle.

(La société ouvrière de Mulhouse « Le Progrès » joue plusieurs morceaux. Elle est vivement applaudie.)

MERSCH. — Chers camarades, je suis heureux et fier qu'il me soit donné de présider cette première séance de notre Congrès National. Depuis plusieurs années déjà, nos amis ne cessaient de nous demander, lors des assem-

blées de notre Parti, quand est-ce que la Fédération du Haut-Rhin demanderait enfin que le Congrès se tienne à Mulhouse. Cependant, comme nous n'avions pas de salle à notre disposition, nous étions obligés de renoncer à organiser ce congrès.

C'est avec une satisfaction particulière que la classe ouvrière de Mulhouse vous reçoit aujourd'hui dans son propre Foyer. Cette réalisation est la plus récente d'entre beaucoup qui ont été accomplies, grâce à l'initiative socialiste de la ville ouvrière de Mulhouse.

Mulhouse fut jusqu'au développement de son industrie une ville de province sans aucune importance, une République indépendante qui était affiliée à l'Union des villes suisses. Lors de sa réunion à la France, en 1798, elle ne comportait à peine que 5.000 habitants. La fabrication de l'indienne contribua tout spécialement à faire le renom mondial de Mulhouse, et la ville se développa rapidement. Elle est donc le fruit immédiat de la production capitaliste.

Il va sans dire que la lutte des classes commença relativement tôt. Il y a un siècle déjà que les ouvriers mulhousiens fondèrent la première mutuelle, qui fut naturellement l'objet d'une surveillance très serrée de la part des industriels et de l'Administration. Dans la quatrième décade du siècle dernier, la classe ouvrière de Mulhouse eut à traverser de dures épreuves, grâce à la misère qui allait en augmentant, et les industriels ne se gênèrent pas de payer leurs ouvriers avec des morceaux de pain.

Pour l'Assemblée Nationale de 1848, les ouvriers présentèrent la première candidature socialiste, un candidat des Phalanstères de l'école socialiste Fourier. Malgré l'oppression constante dont elle fut l'objet, l'élite des ouvriers mulhousiens préconisa toujours l'idée de l'organisation. Les industriels et le clergé crurent qu'il leur serait possible d'abstraire les ouvriers de la lutte des classes par de philanthropiques soupes de mendiants ou des sociétés cléricales. Lorsque la loi de Bismarck contre les socialistes fut prête à disparaître en 1890, l'organisation politique s'était, malgré l'oppression et les chicanes poli-

cières, très bien développée, et les ouvriers mulhousiens envoyèrent leur premier député dans la Reichstag (Conseil de l'Empire).

Le Parti socialiste exigeait également d'être représenté à la mairie, et c'est en 1902 qu'il y obtint, avec une autre fraction de gauche, pour la première fois la majorité. De cette époque date le développement culturel de Mulhouse. Malgré les actes de sabotage de la part de la bourgeoisie et des cléricaux, la ville fut assainie et est actuellement une des plus saines du pays.

La réaction avait encore une fois réussi à disloquer la majorité, mais, après quelques années, les habitants renonçaient d'eux-mêmes au régime du désordre et de la corruption et élirent à nouveau la majorité socialiste.

Après la guerre, nous nous sommes immédiatement mis en rapport avec notre parti français, et je puis dire que nous ne tardions pas à devenir de bons amis.

En 1925, nous avons de nouveau obtenu la majorité à la mairie et, depuis, cela n'a pas changé.

Lors des récentes élections, il y a à peine quelques semaines, les capitalistes et cléricaux déployèrent des efforts extraordinaires pour nous chasser de la mairie. Ils comptaient même remporter la victoire certaine dès le premier tour.

La classe ouvrière de Mulhouse, guidée par l'organisation exemplaire du Parti de Mulhouse, leur a cependant livré une bataille qui marquera une borne mémorable dans l'histoire de notre lutte. Avec une avance de 1.500 voix, nous avons conservé la majorité. Mulhouse est rouge, elle est socialiste et le sera toujours.

Ainsi je vous répète, au nom de la classe ouvrière, que nous hébergeons avec une heureuse fierté notre Congrès et nous espérons que ce Congrès forgera les armes qui nous permettront de défendre les libertés politiques et de conquérir le pouvoir. Tous pouvoirs au Socialisme ! Vive le Socialisme ! (*Vifs applaudissements.*)

(*La musique joue l'Internationale.*)

LE PRÉSIDENT MERSCH. — Je remercie, au nom du Con-

grès, notre brillante musique ouvrière « Le Progrès ». (*Applaudissements.*)

A midi, la ville de Mulhouse vous invite à prendre un vin d'honneur dans les promenoirs de la Maison du Peuple.

Je donne la parole à Séverac, pour une série de communications.

SÉVERAC. — Je vous donnerai plus tard, camarades, la liste des adresses qui nous sont arrivées de diverses sections de l'Internationale. Un certain nombre de délégués de l'Internationale sont dans la salle. On va aménager une table pour eux sur l'estrade.

Je vous demande d'approuver le projet d'ordre de nos travaux qui vous est proposé par la C. A. P. et que vous avez tous sous les yeux.

WEILL-RAYNAL (*Oise*). — Camarades, la Fédération de l'Oise a chargé ses délégués de demander au Congrès une légère intervention de l'ordre des travaux. Nous estimons que les deux questions de réforme électorale et de la défense de l'Ecole laïque sont assez importantes pour ne pas être rejetées en fin de Congrès. J'insiste d'autant plus que la question de la défense de l'Ecole laïque intéresse particulièrement les membres de l'Enseignement qui peuvent être délégués au Congrès et, je dois vous dire, si vous l'ignorez, que nous sommes obligés d'être à nos postes dès mercredi matin.

Et c'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir mettre, immédiatement après la discussion des rapports statutaires et avant l'importante question de la prise du pouvoir, c'est-à-dire dans la séance du lundi matin, les deux questions de la réforme électorale et de la défense de l'Ecole laïque.

MARCEAU-PIVERT (*Seine*). — Camarades, le sentiment qui vient d'être exprimé par la Fédération de l'Oise est le même que celui qui m'amène à cette tribune. En effet, un certain nombre de délégués — et on a cité une catégorie professionnelle, mais il y a aussi d'autres délégués, ouvriers, — obligés d'être à leur travail mercredi matin...

De plus, nous voudrions discuter immédiatement les questions les plus importantes. Autant nous souhaitons que, dans la journée de mardi, la défense de la laïcité soit largement étudiée, autant nous souhaitons que, tout de suite, le Congrès se mette au travail pour la partie essentielle de son ordre du jour. Camarades, c'est en effet pour cela que nous sommes venus. Des problèmes extrêmement graves se posent. Ils sont, que vous le vouliez ou non, liés entre eux, et si nous avons des observations à faire sur les différents rapports, nous sommes tout prêts à nous abstenir de discuter le passé, à condition que le Congrès fasse sur lui-même un effort de discipline, qui lui permette d'examiner immédiatement le présent et l'avenir proche.

Camarades, nous proposons au Congrès de commencer maintenant la discussion générale sur la situation politique, ainsi que sur les questions qui ont pu être écartées antérieurement, mais qui se sont posées depuis la décision du Conseil National. Par exemple, la lutte contre la guerre : on n'a pas voulu mettre cela à l'ordre du jour. Mais est-ce que le Parti Socialiste n'a rien à dire sur la situation créée par les déclarations de Staline, par exemple ? (*Applaudissements.*) Est-ce que vous croyez que le Parti doit se taire ? Est-ce que vous croyez que les événements parlementaires, qui viennent d'être portés à l'attention de tous peuvent, aujourd'hui, être examinés dans le cadre étroit d'un rapport du Groupe parlementaire ? Est-ce qu'ils ne touchent pas à la politique générale ? Enfin, est-ce qu'ils ne sont pas rattachés à ces conceptions générales sur la conquête du pouvoir, sur lesquelles nous devons nous prononcer ? Nous voudrions examiner tout cela ensemble, pour dégager de grands courants, une ou plusieurs lignes politiques claires. Nous voudrions qu'il y ait, dès ce soir, une séance de nuit. Nous voudrions que la Commission des résolutions soit désignée à la fin de ce débat, c'est-à-dire à la fin de la troisième séance de lundi, et qu'elle se mette au travail aussitôt, pendant que le Congrès continuerait à délibérer sur les rapports, sur l'Ecole laïque et sur la réforme électorale.

Voici nos propositions.

Je veux ajouter quelques mots : nous avons le souci, en faisant ces propositions, que le Parti ne soit pas, comme malheureusement cela arrive trop souvent, à la remorque des événements, à la traîne; nous voulons qu'il soit au contraire à l'avant-garde, qu'il ne soit plus constamment en retard.

Camarades, je voudrais ici faire un petit retour en arrière : ces questions, de même que des questions de discipline intérieure, vous avez refusé déjà de les examiner, de les trancher. Je rappellerai que presque seuls, dans le Congrès du 14 juillet 1933, défendant une motion d'une forte fraction de la Fédération de la Seine, nous demandions au Congrès de prononcer l'exclusion immédiate... (*applaudissements*)... d'hommes qui s'appelaient Marquet, Varenne, Fiancette, Frossard. Vous n'avez pas voulu, camarades !... (*applaudissements*)... Mais, en toute conscience, est-ce que vous croyez que le Parti a été grandi de les laisser partir, et, aujourd'hui même, de donner l'impression que vous n'avez même pas le courage d'exclure le dernier ? Ils démissionnent ! Camarades, c'est tout cela qui affaiblit la position politique du Parti; quand des hommes ont été amenés à une différenciation telle que celle...

...Je fais observer au Secrétaire Général que je justifie, actuellement, la position d'une forte fraction...

LE PRÉSIDENT. — Oui, mais nous n'avons que trente minutes pour toute la discussion.

MARCEAU-PIVERT. — Bien, j'ai presque terminé, mais je veux faire observer que c'est exactement l'argument sur lequel j'insiste qui justifie notre proposition : d'autres sujets plus importants ont été ainsi écartés, d'autres décisions ajournées. Même lorsque le Parti a été consulté, vous n'avez pas permis que le Congrès décide, par exemple en 1933, sur la guerre, sur l'unité, sur le pouvoir; mais, que vous le vouliez ou non, ces sujets demeurent posés par la réalité. Ce que nous vous demandons aujourd'hui, en face d'événements extrêmement graves, c'est de permettre au Congrès de dire ce que nous allons faire devant la guerre qui monte, devant le fascisme qui

vient, devant l'unité qu'il faut refaire, devant les rassemblements antifascistes qui s'imposent, et qui se feront hors de vous, ou qui vous entraîneront, alors que vous devriez être à leur tête.

Nous voulons une discussion générale, tout de suite.

Nous voulons que le Parti se prononce tout de suite, quelles que soient ses décisions. Au moins ce sera clair et nous pourrons partir d'ici, satisfaits et prêts à l'action. (*Applaudissements.*)

SÉVERAC demande au Congrès de maintenir le projet d'ordre des travaux, tel que la C. A. P. l'a présenté. Les problèmes évoqués par Marceau-Pivert trouveront place dans les débats sur les Rapports.

Il en est ainsi décidé.

SÉVERAC. — Je propose que la Commission de vérification des mandats soit constituée par les camarades Laurent, du Nord ; Arnol, de l'Isère ; Masquère, de la Haute-Garonne ; Pantigny, du Pas-de-Calais, et Lambot, de la Loire-Inférieure.

LE PRÉSIDENT. — Pas d'opposition ? Adopté.

SÉVERAC. — Je prie une fois de plus les camarades de l'Internationale qui sont dans la salle de venir prendre place à côté de nous.

LE PRÉSIDENT. — On va donc entamer l'ordre du jour.

LES RAPPORTS STATUTAIRES

RAPPORT MORAL

ET

RAPPORT ADMINISTRATIF DE LA C. A. P.

SÉVERAC. — Le Rapport moral (comme aussi d'ailleurs le rapport administratif, a été repoussé par des majorités ou des minorités de certaines fédérations. Paul Faure et moi-même demandons instamment que ceux qui n'ont

pas approuvé nos Rapports moraux fassent connaître les raisons de leur attitude.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Zyromski.

ZYROMSKI (Seine). — Camarades, je vais parler ici au nom d'une fraction de la Fédération de la Seine, qui a décidé de repousser purement et simplement le Rapport moral.

Je tiens à dire qu'en ce qui me concerne, j'avais la ferme volonté de voter le rapport moral, présenté par notre camarade Paul Faure. Je suis allé devant la Commission de résolution de ma Fédération, avec cette ferme volonté de demander à tous mes amis de voter le Rapport moral, tel qu'il se présente, en présentant ce texte d'approbation :

Le Congrès de la Fédération de la Seine, adopte le Rapport moral.

Le problème du recrutement soulevé par ce rapport doit être examiné par le Congrès de Mulhouse. La Fédération de la Seine pense que la baisse des effectifs ne saurait être imputée à l'unité d'action qui a produit des résultats bienfaisants pour le Parti et la classe ouvrière.

Le recrutement doit être intensifié par une meilleure organisation de la propagande.

Cette réorganisation doit être de chercher dans le cadre du système adopté par le Congrès de Toulouse, qui suppose la constitution de secteurs et de régions, seul système permettant d'assurer à toutes les fédérations une égalisation qualitative et quantitative de la propagande.

Je dis tout de suite, que le Rapport moral, tel qu'il était présenté, pouvait ne pas donner à un certain nombre de camarades toute satisfaction. En particulier, nous étions un certain nombre à trouver qu'étant donnée la période qui avait vu se réaliser dans notre pays l'unité d'action des partis de la classe ouvrière, prélude et étape vers la reconstitution de l'unité d'organisation de l'ensemble de la classe ouvrière, le Rapport moral aurait dû contenir des appréciations moins laconiques sur ce point capital. A l'issue de cette année, qui a été féconde pour l'avenir du mouvement ouvrier et qui a vu la constitution d'un puis-

sant barrage antifasciste, on aurait pu tout de même se féliciter, quelles que soient les opinions que l'on ait pu avoir ou que l'on ait encore sur certaines formes d'unité d'action, de la réalisation de cette unité d'action.

Nous étions un certain nombre à trouver que notre camarade Paul Faure avait été un peu bref. De même, nous étions de ceux qui pensons que le problème du recrutement et le problème de la baisse des effectifs, qui, je crois, heureusement maintenant, est arrêtée, devaient légitimement soulever l'attention du Congrès. Nous sommes un parti de recrutement, et rien de solide ne peut durer, rien de durable ne peut être édifié sans un parti à effectifs nombreux et à effectifs croissants.

Mais nous ne voulions pas laisser croire que l'unité d'action avait été une cause de la baisse des effectifs, comme on peut le supposer à la lecture du rapport. Et nous étions persuadés — c'est le secrétaire de la sous-Commission de propagande qui parle, — que justement cette baisse des effectifs devrait être enrayerée en réorganisant profondément notre système de propagande, et je ne peux pas oublier qu'au dernier Congrès du Parti, au Congrès de Toulouse, un système de réorganisation de la propagande avait été décidé par l'unanimité du Congrès, système qui n'a pas pu être mis véritablement en application, parce que les secteurs et les régions qui formaient la base de ce système, n'ont pas été constitués.

Voilà les observations que le Rapport moral entraînait pour un certain nombre d'entre nous. Et malgré cela, nous avons la volonté de voter ce Rapport moral, de le voter sans réserve, de le voter sans réticence, car je comprends parfaitement que les hommes qui ont des responsabilités à la tête du Parti, n'acceptent pas cette position diminuée d'un vote avec réserves.

Dire que l'unité d'action a produit des résultats bien-faisants pour la classe ouvrière, je ne crois pas qu'on puisse dire que ce jugement était une réserve quelconque ! Les résultats sont reconnus dans tous les projets de résolution qui seront discutés à ce Congrès. Il m'a été toutefois impossible de voter le Rapport moral, parce que notre camarade Séverac m'a déclaré que ce vote devait être

un vote pour, ou un vote contre, sans aucun commentaire. Et j'ai compris, dans les explications qu'il me donnait, que l'adoption du Rapport moral, cela ne signifiait pas seulement l'approbation du texte que vous avez sous les yeux ; cela signifiait, en outre, l'approbation de toute une série d'attitudes politiques qu'il m'est impossible d'accepter. Notre désaccord s'est exprimé au dernier Congrès National ; notre désaccord s'est manifesté dans les colonnes du *Populaire*, et jusque dans les colonnes de la *Bataille Socialiste*. Si le vote du Rapport moral devait entraîner l'approbation d'une ligne politique vis-à-vis de laquelle je suis et reste en désaccord, alors il devenait impossible pour moi d'exprimer un tel vote.

Voilà la situation, camarades.

Je vous ai lu le texte que je voulais faire voter par la Fédération de la Seine. Je le répète, j'en ai été empêché par un certain nombre d'explications, et un certain nombre de commentaires qui donnaient au Rapport moral une signification que le Rapport moral, dans le Parti, n'a jamais eue jusqu'à présent.

Nous sommes en divergence avec Paul Faure et Séverac, depuis plusieurs mois, en ce qui concerne ce problème fondamental de l'unité d'action et de la reconstitution de l'unité organique. Non pas, camarades, que vous vous opposiez à l'unité d'action et à l'unité organique ; non, je sais que vous ne vous y opposez pas. Je sais que le Parti ne s'y oppose pas. Mais ce que j'aurais voulu, et ce que je veux encore, c'est que dans la recherche de l'élargissement de cette unité d'action, dans la recherche passionnée des points de jonction nécessaires pour arriver à l'unité organique et à l'unité d'organisation, notre Parti montre à la fois plus d'initiative, plus d'audace et plus d'élan, et que vous ne vous soyez pas crus obligés, en vertu de la constitution de notre Parti, d'exécuter simplement un certain nombre de décisions prises tardivement, mais que vous ayez été à la tête du mouvement pour l'Unité.

Vous avez cru ne pas pouvoir le faire. Et cela est une des raisons des désaccords qui se sont manifestés entre nous. Ils se sont manifestés dans de nombreuses séances de la Commission administrative permanente. Je veux rap-

peler ici, lorsque, par exemple, l'année dernière, après le Congrès de Toulouse, le Parti socialiste et le Parti communiste ont échangé un certain nombre de lettres, sur une action à mener, et lorsque les Fédérations de la Seine et les Fédérations de Seine-et-Oise, usant librement de l'initiative qui leur était accordée par la décision du Conseil National du 11 mars, ont organisé, en commun, avec les régions parisiennes du Parti communiste, ce meeting du 2 juillet, de Bullier, dont l'élan, le dynamisme et le rayonnement ont eu une si grande résonance dans le pays — ce sera un des souvenirs inoubliables de ma vie de militant, que cette nuit du 2 au 3 juillet, où de Huyghens à Bullier, où toute la classe ouvrière de Paris s'était retrouvée unie pour la défense contre le fascisme, pour la défense des libertés ouvrières et démocratiques (*applaudissements*) — ce meeting a été organisé en opposition directe avec vous ; mais cependant, dans la séance de la Commission administrative permanente qui précédait le 2 juillet, lorsque représentant la Fédération de la Seine, et toujours soucieux de ne pas me mettre en opposition avec les organismes centraux, car je considère que la discipline de la Fédération de la Seine et de la Seine-et-Oise doit être absolue et qu'aucune discordance ne doit exister entre elle et les organismes centraux du Parti, lorsque je demandais en réponse à certaines interventions qui se produisaient, si nous étions bien dans le cadre de la discipline du Parti, j'avais la surprise de voir le Secrétaire général du Parti, s'abstenir dans le vote, en déclarant non pas que nous étions indisciplinés, mais qu'il ne pouvait pas approuver certaines initiatives et certaines politiques.

Là, se trouvait déjà la racine du désaccord. Là, se trouvaient les germes de divergence ; alors que nous sommes un certain nombre à penser que le mouvement d'unité d'action doit être plein d'élan, plein d'initiatives, plein d'audace de la part de notre Parti, vous, avec des scrupules que je n'approuve pas, mais que je saisis ; avec des inquiétudes que je n'approuve pas, mais dont je me rends compte, car j'essaie toujours de comprendre les opinions de ceux qui ne pensent pas comme moi, vous suivez avec hésitation et résignation ce mouvement indispensable

pour entraîner le Parti dans la voie de l'unité d'organisation.

J'ai relu la brochure de Séverac, sur l'unité d'action et l'unité organique, et je lui dis de nouveau : « Non, Séverac, nous ne sommes pas d'accord ; car vous, avec une sorte de complaisance et peut-être même avec une sorte de nostalgie, vous envisagez une unité d'action qui serait amenée, qui serait rétrécie, et qui serait limitée à l'organisation en commun de quelques manifestations ; c'est déjà quelque chose, mais pour cet élargissement de l'unité d'action, pour cette jonction des forces ouvrières de ce pays, pour une action commune et positive devant conduire à l'unité organique, on sent dans votre brochure vos troubles et vos méfiances ». Que nous devons être vigilants, que nous devons protéger le cadre et l'intégrité de notre Parti, que nous devons dénoncer un certain nombre de manœuvres que je connais, je suis de votre avis. Nous ne devons pas y faillir. Mais, voyez-vous, et c'est la raison profonde de notre désaccord qui s'est produit ensuite par ces positions différentes prises à l'égard de certaines grandes manifestations, vous n'avez pas senti dans ce mouvement à la fois toute sa nécessité et sa puissance, et le trouble, la méfiance et l'inquiétude ont dominé en vous l'initiative, l'élan et l'audace.

Autre point : en ce qui concerne les barrages et les rassemblements antifascistes. Là encore, je trouve, laissez-moi vous le dire, que vous n'avez pas suffisamment compris la nécessité de constituer ces barrages antifascistes, parce que vous avez toujours craint que le Parti se dilue, se noie dans une masse antifasciste, et comme vous avez — et je vous en félicite — une haute idée de ce que c'est que le Parti, vous avez vu dans cette dilution possible du Parti, un péril dont la crainte, à plusieurs reprises, vous a empêché de profiter même des initiatives que nous prenions.

En ce qui concerne ce dispositif d'autodéfense et de sécurité, que le Congrès de Toulouse avait estimé nécessaire, là encore je trouve que vous n'avez pas rempli votre tâche, et que vous n'avez pas accordé à la Com-

mission spéciale, nommée à cet effet, toute l'importance qu'elle méritait.

Je sais bien que sur ce point, comme sur les autres, il y a des risques de déviations possibles ; je sais qu'il y a des imprudences et un esprit d'aventure qu'il faut freiner ; mais, croyez-moi, les imprudences, les déviations, l'esprit d'aventure, on ne les combat pas en étant absent de la Commission spéciale. On ne les combat pas en n'apportant pas véritablement son travail et sa collaboration aux efforts remarquables de camarades qui, depuis des mois et des mois, essayent justement de doter le Parti de ce dispositif de sécurité.

Si les camarades Auriol et Blum sont dans la salle, ils pourraient m'apporter le témoignage de la véracité de ce que j'avance.

Je sais que vous considérez la propagande et le recrutement du Parti comme une tâche essentielle. Moi aussi. Mais pour que cette propagande et ce recrutement puissent s'accomplir, il ne faut pas laisser le Parti sans défense et désarmé contre les ligues fascistes, qui supprimeront toute possibilité de propagande et toute possibilité de recrutement. (*Applaudissements.*) Je vous demande aussi — et c'est là encore un des points où je suis en opposition avec vous — de ne pas considérer la structure actuelle du Parti, la structure statutaire actuelle du Parti, comme quelque chose d'immuable, et qui ne peut pas être changée. Moi, je suis convaincu depuis longtemps que la structure de notre Parti ne répond pas, ne répond plus aux nécessités de la lutte présente, non pas que je veuille porter atteinte, le moins possible, à la conception démocratique de notre Parti ; mais je crois qu'il faut, dans notre Parti, des organismes de direction plus homogènes, une rapidité d'exécution plus grande, une liaison plus forte entre les diverses fédérations, et également la mise en mouvement de formes d'activité qui ne peuvent pas être réalisées par une organisation essentiellement fédérative.

Eh bien ! je sais que sur ce terrain-là, comme sur les autres, vous représentez une opposition qui n'est pas justifiée par les nécessités de la lutte de l'heure présente.

Et alors, si par le vote du Rapport moral, il s'agit de

manifester une adhésion à ces attitudes et à ces conceptions, je vous déclare très franchement que je ne saurais lui apporter mon vote.

J'aurais voulu agir différemment, parce que le refus du Rapport moral risque de faire naître des interprétations que je repousse et je pense que le Congrès me fera l'amitié de me croire. Mais, après avoir réfléchi, étant en désaccord sur la conception de l'unité d'action, sur les moyens d'aboutir à l'unité organique, sur la nécessité de constituer largement les barrages antifascistes qui doivent assurer notre liberté et notre souveraineté de propagande ; étant en désaccord sur la nécessité d'apporter des modifications profondes à la structure du Parti, pour faire de lui non pas simplement une Fédération de Comités électoraux, comme il l'est trop souvent, mais un outil de forces révolutionnaires au service du prolétariat ; en désaccord sur cette nécessité urgente d'organiser le dispositif de sécurité, de défense de tout le pays par les liaisons inter-fédérales et les liaisons centrales, je me sens dans l'impossibilité de voter ce Rapport moral. Je le fais sans joie. Je le fais parce que je crois que les idées que nous défendons, que ces idées que vous défigurez souvent, en les accusant d'être du putchisme, de l'insurrectionnalisme, du bolchevisme ou du blanquisme, sont marquées de l'esprit vrai du socialisme révolutionnaire et du marxisme le plus authentique. Je le fais parce que je crois que ces idées-là doivent imprégner le Parti et l'inspirer dans sa lutte. Sinon, il ne sera pas à la hauteur de sa mission historique, parce qu'il n'aura pas su s'adapter aux nécessités de la lutte présente. (*Applaudissements.*)

TUFFOU (Constantine). — Camarades, ce n'est pas pour critiquer le Rapport moral, puisque nous l'avons voté à l'unanimité, mais c'est seulement pour présenter une observation sur l'organisation de la propagande en Algérie.

Je suis chargé par ma fédération de vous demander que soit réorganisée complètement cette propagande en Afrique du Nord. Vous n'êtes pas sans savoir que nous menons là-bas une lutte d'autant plus difficile que nous nous trouvons devant une double embûche : d'abord, la

classe ouvrière européenne fustigée, comme elle l'est en France, par le capitalisme, et, de plus, une classe ouvrière indigène qui en est encore, dans certaines régions, à l'état de servage, et qui ne sortira de cet état que lorsque le Parti socialiste aura enfin permis à ses organismes de devenir forts et d'être capables de diriger l'Afrique du Nord, c'est-à-dire d'être capables de rendre à cette classe ouvrière la libération à laquelle elle a droit.

Eh bien ! camarades, je n'insisterai pas longuement, parce que la motion est claire, nette, précise, et que nous n'avons pas de temps à perdre à des discours inutiles. Je vous donnerai simplement lecture de cette motion, et je demanderai à mes camarades du Congrès, et aux camarades de la C. A. P., de vouloir bien la prendre en considération. La voici :

La Fédération de Constantine vote à l'unanimité le Rapport moral. Elle manifeste toute sa confiance, toute sa reconnaissance au Bureau du Parti, à la C. A. P., qui ont bien servi les intérêts du Parti dans des conditions particulièrement difficiles.

Mais elle demande instamment que la propagande en Algérie soit enfin étudiée et organisée. Les fédérations nord-africaines luttent dans des conditions inconnues des fédérations de la métropole. L'ignorance de la population, son caractère hétérogène, l'emprise des puissances d'argent sur un grand nombre de prolétaires compliquent infiniment la propagande. Les résultats obtenus prouvent cependant que nous aurions demain des fédérations nombreuses et agissantes, un nombre respectable d'élus... si le Parti voulait bien nous aider !

Nous demandons que le Groupe parlementaire nous assure, chaque trimestre, le concours d'un élu par département. Le Groupe parlementaire aurait donc à désigner chaque année trois de ses membres pour visiter un département algérien. Nous ne demandons donc pas un effort excessif. Quand les parlementaires ne bénéficieraient pas du passage gratuit, les frais du voyage en mer incomberaient au Parti.

Par contre, ainsi que nous l'avons toujours fait, nous prendrions entièrement à notre charge les frais de voyage et d'hôtel des parlementaires qui seraient nos hôtes.

Nous demandons un sacrifice au Parti. Ce sacrifice ne serait pas énorme. Parce que :

1° Nous envoyons très rarement des délégués directs aux Congrès et Conseils Nationaux.

2° En plein accord avec les délégués à la propagande nous demandons la suppression de la délégation permanente en Afrique du Nord.

Ces deux économies notables ne seraient rien en comparaison du surcroît de ressources que nous donnerions au Parti en augmentant sensiblement, grâce à l'organisation méthodique de la propagande, la vente des cartes et timbres, cotisations.

C'est au hasard des initiatives individuelles que nous avons pu, jusqu'ici, bénéficier du concours des élus, les seuls militants qui attirent la foule dans nos pays.

Nous demandons instamment que la C. A. P. et le Groupe parlementaire, se mettent d'accord pour que nous puissions bénéficier, dès octobre prochain, de l'organisation méthodique, féconde, que nous préconisons.

(Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Bracke.

BRACKE (Nord). — Camarades, je vais dire ici presque les mêmes choses que j'ai dites à la Fédération du Nord dans son Congrès, lorsque, à une énorme majorité, dont j'étais, elle a décidé d'approuver le Rapport moral.

Voici : Il peut paraître un peu comique, non pas seulement qu'il s'établisse une discussion qui, tout de suite, prend une importance, mais que cette discussion s'appuie sur des oppositions senties au cours des derniers mois, à propos d'un rapport de quelques lignes, en réalité, qui ne dit pas grand'chose !... auquel, peut-être, on pourrait même reprocher de ne pas dire davantage, puisque, dans un rapport portant sur l'activité d'un parti qui se trouve devant la situation où l'on se trouve maintenant, où la France se trouve à l'extérieur et à l'intérieur, on pourrait dire davantage, il y aurait peut-être eu lieu d'entrer dans un peu plus de détails. Mais je voudrais dire d'abord ceci : Il faut que nous nous méfions tous de l'entrée et de l'intervention de personnalités dans des discussions qui regardent l'action du Parti tout entière. *(Applaudissements.)*

Comment on est arrivé, soit d'un côté, soit de l'autre, pour dire oui, pour dire non ! On est arrivé à dire : « On

approuve celui-ci, on n'approuve pas celui-là », et « la confiance dans le citoyen Un Tel » est engagée dans le fait qu'on fera des réserves sur un rapport, sur ce qui a été l'action du Parti dans une année, et par conséquent les conséquences qu'on doit en tirer pour l'année suivante ! Mauvaise méthode ! Paul Faure et Séverac... Zyromski... on est arrivé à opposer ces noms, non seulement ici, dans ce qui vient d'être dit, mais dans les discussions qui ont eu lieu dans les fédérations.

Vous savez, je suis un vieux militant, je sais à peu près lire les comptes rendus des fédérations, ceux qui paraissent dans le *Populaire* et ceux qui paraissent dans les hebdomadaires, et j'entends même des choses qui ont été dites et qui ne se lisent pas, peut-être, dans les comptes rendus. Elles ne m'ont pas toujours fait plaisir, parce qu'on ne prend pas les questions comme elles doivent l'être.

Rapport moral, est-ce un rapport sur l'action de Paul Faure ou sur l'action de Séverac ? Pas du tout ! c'est le rapport de la C. A. P. (*Très bien !*)

Si Séverac, si Paul Faure, qui sont nommés par le Conseil National, sur la proposition de la C. A. P., et chargés de rapporter continuellement devant la C. A. P., s'ils ne faisaient pas la politique qu'il faut, c'est à la C. A. P. qu'il faut s'en prendre, et je ne dis pas qu'on ne puisse pas lui reprocher quelque chose. Je ne le dis pas. Moi, je suis prêt à discuter, mais à condition de ne pas m'entendre dire : « Si tu fais la moindre observation, si tu dis : Je trouve qu'il n'y a pas assez d'initiative dans le Parti, je trouve qu'il y a vis-à-vis de décisions prises par le Parti tout entier, une défiance, un mouvement de soi-disant prudence qui est en réalité un mouvement de peur, ou plutôt non, un mouvement d'appréhension, contre les élans de soi-même... ».

..Une Voix. — D'immobilité !

BRACKE. — Il ne faut pas exagérer, camarade ! Je tâcherai, précisément, je suis monté à la tribune... vous savez, ce n'est jamais pour mon grand plaisir, encore peut-être moins pour le vôtre ! (*rires*), mais c'est parce que je trouve

qu'il y a quelques petites choses qui sont à dire, et qui peut-être, dites par moi, dites par un camarade qui a passé par toutes sortes de transformations du Parti, qui est l'ami de tous ceux qui prennent part aux délibérations ici (*applaudissements*) qui peut dire à chacun ou bien : « Te rappelles-tu, comme nous avons lutté ensemble, il y a des années, Paul ? » Ou bien à Zyromski : « Je ne vous ai pas vu naître, mais je vous ai vu en réalité presque naître au socialisme, et j'ai avec vous, pendant des années et des années, et cette année même, travaillé à faire que le Parti entende des conseils de direction et d'action qui me semblent les bons... ». A cause de cela, vous savez, il me semble que dit par moi, ça prend peut-être une importance que le Parti me pardonnera de lui donner. (*Applaudissements.*)

Voyez-vous, nous n'avons pas, dans le Parti, un gouvernement qui a le droit de dire : « Si vous n'acceptez pas ma politique, moi je pose la question de confiance et je fous le camp ! » Ce n'est pas vrai ! Nous n'avons pas de gouvernement ! Nous avons des organismes du Parti nommés par le Parti, dirigés par le Parti, contrôlés par le Parti, vérifiés à chaque instant par les Conseils nationaux et par les Congrès nationaux, et il peut très bien se faire que l'on dise même : « Des réformes profondes seraient à faire dans la manière dont on entend l'action du Parti », sans que personne ait le droit de se sentir ni visé, ni offensé. (*Applaudissements.*)

Je tiens à dire cela : c'est ce que j'ai dit à la Fédération du Nord. Nous avons parfaitement le droit de dire à la C. A. P., c'est-à-dire à nous-mêmes, que peut-être on se maintient un peu trop dans une action qui répond aux années par lesquelles on a passé, et qui ne tient pas toujours assez compte de la situation dans laquelle on est. Je ne sais pas si je monterai à la tribune quand il s'agira de discuter les motions sur la marche au pouvoir. Mais si je le fais, en tout cas, ce sera précisément pour dire qu'il manque quelque chose à la façon dont nous voyons le présent, et dont nous y répondons.

Eh bien, camarades, moi je dis, qu'en acceptant le Rapport moral, s'il l'accepte, le Parti doit donner en réalité

à la Commission administrative permanente qu'il nommera le mandat de tenir compte de l'effort qui a été fait cette année, des décisions que le Parti a prises lui-même — je dirai même des réserves; des objections et des propositions qui auront été apportées de tous les côtés du Parti — et de s'en servir pour faire que l'action menée soit sentie à la fois plus unanime et plus efficace.

Il y a, dans le Rapport, une chose qui, je l'avoue, m'a choqué, parce qu'elle est invraisemblable, il s'agit des causes de la diminution des feuilles de cotisations, des cartes prises.

La crise ? Voilà la véritable cause ! Et la grande cause, c'est le départ des néos ! Toute scission dans un parti, quelque justifiée que soit une expulsion qui y a donné lieu, crée un groupe de neutres qui, déjà, n'étaient pas bien chauds; naturellement ce n'est pas les meilleurs. Ceux qui étaient « néoistes ». si je peux ainsi m'exprimer (*Rires*) ; sont naturellement partis avec les néos ! Mais aussi ceux qui n'étaient ni l'un ni l'autre, et qui ne cherchaient qu'un prétexte. Tous les hommes qui ont formé des syndicats ou ont été secrétaires de syndicats, qui ont travaillé dans les syndicats depuis longtemps, connaissent bien cela : la recherche du prétexte pour ne pas en être, pour ne plus en être, pour tirer son épingle du jeu. Nous connaissons bien ça ! Voilà les raisons.

L'unité d'action ? Camarades, c'est dans les dernières périodes de l'année qu'elle a commencé à exister. Si elle doit, si elle devait diminuer la propagande, la force de propagande et de recrutement du Parti, ce serait l'année prochaine que vous le constateriez, dans le Rapport moral. Il vous faudrait alors chercher les causes, non pas simplement sous une formule, mais sous l'examen de l'action qui aura été faite par le Parti. Parce que, voyez-vous, chercher des causes ailleurs que chez soi, c'est toujours une erreur.

J'ai l'air d'être un moraliste, en disant cela. Mais c'est une vérité. Tout est toujours de notre faute. Quand nous ne réussissons pas, c'est parce que nous n'avons pas fait assez de propagande. Peut-être que nous ne pouvions pas en faire davantage, mais toujours est-il que nous n'en avons pas fait assez. Ou bien c'est parce que nous n'avons

pas compris exactement quelle forme nous devons donner à notre action ; peut-être que nous ne pouvions pas le voir (*Applaudissements*), mais c'est toujours pour cela. Toutes les causes cherchées au dehors, même s'il y a un ennemi, même s'il y a un diviseur, même s'il y a des manœuvres faites pour vous empêcher d'opérer votre recrutement, c'est encore votre faute si elles réussissent ! C'est parce que vous vous y laissez prendre. Les pièges, vous n'avez qu'à ne pas y tomber, ou bien vous n'avez qu'à y entrer, pour abîmer le piège, pour le démolir, parbleu ! Voyez-vous, cela, c'est l'état d'esprit des nationalistes français qui ne veulent jamais aller avec un pays avec lequel ou bien ils ont eu des souvenirs de guerre, ou même seulement des souvenirs d'alliance, et qui se disent : « Ah ! mais si nous y allons encore une fois, nous serons roulés ». On n'est jamais roulé que par soi-même ! (*Applaudissements.*) Pensez-y bien ! C'est toujours votre faute si vous êtes roulés, — la mienne aussi, naturellement ! (*Rires.*)

Voilà des choses que je voulais dire, camarades, au nom de la Fédération du Nord. Je demande à tous ceux même qui ont voté contre le Rapport moral de lever la main quand on en mettra aux voix l'approbation avec l'idée qu'ils conservent absolument leur droit de critique, j'entends d'autocritique, non pas de critiques dirigées contre des personnes, mais de critiques dirigées contre soi-même et contre l'usage que l'on fait de sa force d'action. (*Applaudissements.*)

MARCEAU-PIVERT (Seine). — Camarades, je suis tenté de remercier notre camarade Bracke d'avoir marqué que c'est à la majorité de la C. A. P. qu'en réalité nos observations doivent s'adresser. Mais je demanderai à cette majorité de me concéder que je n'ai pas attendu l'heure du Congrès pour faire ces observations. C'est donc un grand nombre d'interventions de minorité que je voudrais résumer ici.

Notre vote contre le Rapport moral, au nom d'une forte majorité de la Fédération de la Seine, signifie d'abord que nous protestons contre les conditions dans lesquelles le Parti est consulté sur les grands problèmes

qui se posent aujourd'hui. Il signifie aussi que nous ne sommes pas satisfaits de la manière dont on a pratiqué la démocratie intérieure dans le Parti. Il signifie surtout que nous avons le sentiment qu'on n'a pas vraiment traduit en actes la volonté du Parti exprimée au Congrès de Toulouse.

Je vais donner quelques exemples.

Vous vous rappelez que la motion de Toulouse commence par une déclaration qui nous avait paru très séduisante et très significative :

« Le Parti doit se considérer comme en état de mobilisation permanente. »

Eh bien, nous n'avons pas eu le sentiment d'être effectivement en état de « mobilisation permanente ». Bien au contraire ! La mobilisation permanente du Parti, cela signifie qu'au moins on commence par connaître les forces dont il dispose. Et parmi elles, un certain nombre d'éléments techniques, points d'appui extrêmement précieux, dans les grandes Administrations, au sein des forces de coercition de l'Etat bourgeois, dans les cadres dirigeants de certaines grandes usines, existent soit à l'état d'adhérents au Parti, soit à l'état de sympathisants. Où est l'effort qui a été fait pour essayer de déterminer ces forces latentes, puis pour établir leur coordination indispensable ? Nous ne l'avons pas observé. Au contraire, non seulement nous avons rencontré des résistances, lorsque nous avons voulu commencer ce recensement des forces socialistes à l'intérieur de la société capitaliste en décomposition, mais nous avons presque constamment découvert une véritable répugnance à aborder ce genre d'activité.

Je passe ainsi à l'inactivité totale de la Commission spéciale désignée à Toulouse. Je ne voudrais pas demander combien de séances elle a tenues, à combien de séances le Bureau du Parti a assisté, apporté des propositions, des initiatives. Je suis obligé, par la nature même des discussions qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de la Commission spéciale, de ne pas donner de précisions. Mais je veux dire, comme membre de cette Commission — et je pense qu'aucun autre membre de la Commission

ne viendra contester cette affirmation — que nous n'avons pas rempli le mandat que le Congrès de Toulouse nous avait confié. Aujourd'hui, un an après, alors que le fascisme a fait d'énormes progrès d'organisation qui lui permettent par exemple, de mobiliser ses formations dans les grandes cités ouvrières, aussi bien à Lille qu'à Limoges, nous inscrivons, nous, en ce qui concerne nos liaisons, en ce qui concerne la coordination de tous nos groupes d'auto-défense — ce sont les phrases mêmes de la motion de Toulouse — nous inscrivons au bilan d'activité : zéro !

Voilà, camarades, pourquoi nous votons contre le Rapport moral, c'est là une raison sérieuse.

Il y en a d'autres. Sur ce travail spécial, nous avons peut-être des divergences. Il serait bon alors qu'on essaye de les liquider. Et par exemple, nous avons le droit de savoir ce qu'on entend par « neutralisation des forces de coercition de la bourgeoisie ». Il y a là des tâches précises sur lesquelles on ne peut pas trop insister à la tribune d'un congrès. Mais alors, lorsque nous demandons au Bureau du Parti d'agir dans ce sens, lorsque nous attendons qu'il prenne des initiatives à ce sujet, est-ce que ce genre de travail n'est pas écarté par nos camarades parce qu'il implique une action clandestine ? Ainsi, il ne faut pas d'action clandestine, c'est au plein jour, au grand soleil que le socialisme veut monter ? Oui ? Alors, qu'on le dise ! Mais alors qu'on ne dise pas, en même temps, qu'on veut essayer de neutraliser les forces de coercition de la bourgeoisie, et qu'on fera ce travail, car il exige l'illégalité, la clandestinité, si l'on veut savoir exactement l'état d'esprit et connaître les points d'appui que l'on peut avoir ou développer à l'intérieur de l'armée et de la police.

Voilà des questions, camarades, sur lesquelles nous sommes en désaccord.

Mais ce que nous regrettons, et ce que nous redoutons, c'est que ce désaccord ne soit pas liquidé par la discussion générale, et que le Parti continue encore à rester dans cette interprétation qui nous paraît, à nous, catastrophique.

D'autres sujets, comme la défense des locaux, qui sont

exactement dans le cadre de la motion de Toulouse, nous ont mis en présence de résistances extrêmement légitimes, peut-être même du point de vue des camarades qui ont cette opinion, mais que nous ne croyons pas conformes à la volonté du Parti ; quand, par exemple, on nous dit : « C'est inutile de protéger des militants responsables, car au lieu d'une victime, si l'un d'eux doit être abattu, alors il y en aura plusieurs, avec ceux qui l'accompagneront ». Ou bien : « Il est inutile de protéger les locaux et de mettre une garde car alors l'autre jour, lors du raid des Croix de Feu, 12, rue Feydeau, s'il y avait eu un malheureux garde de nuit, il aurait été assassiné ». Camarades, cela, c'est une thèse. Nous avons le droit de demander si c'est celle du Parti. Et c'est tout ce que nous demandons, et en tant que Fédération de la Seine, nous faisons observer que non seulement nous sommes prêts à assurer, pour le Parti, cette protection des militants responsables qui vivent à Paris, cette protection des locaux, qui nous paraît indispensable, mais nous faisons observer qu'actuellement, nous le faisons, dans les circonstances critiques, sans rien demander au Parti. C'est la Fédération de la Seine qui permet, et dans des conditions financières extrêmement médiocres, à des camarades ayant passé la nuit, de rentrer en taxi le matin, et de retourner à leur travail, ou qui leur donne un petit ravitaillement ; mais le Parti n'a pas étudié le problème, n'a pas voulu le régler à la Commission spéciale. A ce propos, camarades, je vous demande de faire une expérience, de visiter, par exemple...

Une Voix. — Il a refusé !

MARCEAU PIVERT. — Oui, je vous demande de visiter le local de l'*Humanité*, ou du Parti communiste, puis de visiter le local de la rue Victor-Massé. Vous verrez la différence, camarades ! (*Applaudissements.*) Vous verrez qu'on n'entre pas au Parti communiste ou à l'*Humanité*, comme dans un moulin ! Or, nous avons voulu aménager les locaux de la rue Victor-Massé ; nous avons voulu prendre un certain nombre de dispositions pratiques. Eh bien ! les camarades qui ont été chargés par le Service d'auto-

défense de la région parisienne, d'étudier la topographie de la maison du Parti, de faire des propositions, ont été priés de s'abstenir et de passer à un autre genre d'exercices ; cela ne les regardait pas !

Voilà où nous en sommes, camarades ! Voilà exactement dans quelle atmosphère nous vivons. C'est pourquoi la Fédération de la Seine sollicite avec impatience du Parti qu'il se prononce sur ces sujets.

Naturellement, ceux-ci en entraînent d'autres ; ainsi lorsque nous demandons qu'il y ait des gardes, la nuit, dans nos locaux, naturellement cela veut dire que nous ne tenons pas à laisser ces camarades seulement avec une matraque. Mais alors, nous entamons un grand sujet de controverse : Est-ce qu'on va interdire à des militants qui défendent un local, de recevoir comme il convient les Croix de Feu qui viendraient l'assaillir ? Est-ce qu'on va leur interdire de faire ce que, par exemple, à Lyon, des ouvriers du bâtiment ont fait pour repousser les fascistes qui attaquaient le local de La Flèche ? Il faudra répondre, et le plus vite possible. Nous n'aurons pas éternellement la chance d'obtenir, par des actions de masse seules, la neutralisation des formations paramilitaires du fascisme. Si nous l'avons fait reculer, si nous avons suspendu pendant un certain temps, sa volonté d'agression, il faut se rendre compte, à moins de vouloir fermer les yeux sur la réalité, qu'il voudra passer un jour ou l'autre à tous les genres d'opérations qui ont illustré son avènement dans d'autres pays.

Alors, que fera le Parti ? Est-ce que vous pensez que la Fédération de la Seine pourra rester l'arme au pied, dans l'expectative ? Déjà, je dois le dire à cette tribune, il a été extrêmement difficile de l'empêcher de mettre en contradiction cette ligne politique actuelle du Parti (ou plutôt cette absence de politique du Parti) avec la volonté d'action de nos camarades de l'autodéfense de la région parisienne. (*Applaudissements.*) Déjà, je dois le dire, le jour où les Croix de Feu ont démoli notre siège, le soir même notre réplique était prête, camarades ! (*Applaudissements.*) Mais nous n'avons pas pu, parce que nous engagions tout le Parti, et c'est à cause de notre fidélité, de notre esprit

de discipline, que nous sollicitons du Parti lui-même le choix d'une doctrine, d'une stratégie de lutte contre le fascisme. Nous ne voulons pas mettre le Parti devant des faits accomplis, qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques. Mais l'ensemble du Parti doit prendre des décisions viriles. Alors il rencontrera, bien plus qu'il l'imagine, à la fois le concours de ses militants dévoués et tout autour du Parti, l'enthousiasme d'une grande partie de la classe ouvrière qui n'attend qu'une chose : c'est l'action directe contre les bandes fascistes ! (*Applaudissements.*)

Nos scrupules étant exprimés, nous sentons qu'ils ne se manifestent pas seulement sur ce point spécial que, très arbitrairement, les camarades qui ne pensent pas comme nous séparent de l'ensemble de notre conception politique. Nous l'avons déjà dit à bien des Congrès, car ce n'est pas d'aujourd'hui que la question se pose ; je rappelle qu'à Avignon, déjà, j'ai dénoncé le danger du mouvement Croix de Feu, alors qu'on ne s'occupait que de questions de discipline parlementaire. Je rappelle qu'au Conseil National de novembre 1933, j'ai renouvelé la question du rassemblement antifasciste. C'est donc le travail de masse, aussi bien que le travail spécifique de défense physique contre les fascistes, qui nous intéresse. Tout cela est lié et c'est pourquoi nous voulons, en modernisant notre propagande, créer l'atmosphère politique, sans laquelle il n'y a pas de possibilité de conquête du pouvoir.

Or, sur tout cela, nous avons découvert des désaccords avec le Bureau du Parti et la majorité de la C. A. P., et nous sommes obligés de les évoquer devant le Congrès.

Un mot encore à propos de la modernisation de la propagande : Nous avons fait, à la C. A. P., des propositions. Elles ne sont pas sorties. J'ai sous les yeux, un rapport sur l'organisation de la propagande par le cinéma daté du 26 juillet 1934. En accord avec la C. A. P., j'ai rédigé moi-même une circulaire aux fédérations. Or, j'ai été stupéfait d'apprendre, par des camarades secrétaires fédéraux que cette circulaire n'avait pas même été envoyée.

Camarades, voilà des faits que nous ne pouvons pas

taire. Il y a un travail énorme que nos adversaires font, qu'autour de nous des éléments actifs de la classe ouvrière réalisent, il n'y a pas de raison que notre Parti soit en retard, qu'il se laisse aller à une sorte d'abandon, à une politique de la tête sous l'aile, ou du chien crevé ! Il faut, au contraire, qu'il soit à la tête du mouvement de rassemblement. Il est plus qualifié qu'aucun autre, parce que cela fait plus longtemps qu'il revendique cette politique. Il est plus qualifié que d'autres, également, pour l'unité organique de la classe ouvrière. Nous voulons, sur tous ces terrains, des initiatives telles, qu'on ait l'impression d'un parti qui vit, qui se développe, qui va de l'avant, qui chaque jour propose de nouveaux objectifs à l'ensemble de la classe ouvrière. Si, au contraire, le Parti ne réagit pas, si nous continuons ainsi, ni sur les problèmes spécifiques de la lutte contre le fascisme, ni dans les rassemblements de masse, nous ne serons à l'avant-garde ; nous ne pouvons pas, d'ailleurs, résister au mouvement sans perdre le prestige de toute notre action antérieure, et autour de nous ce sont les formations politiques qui auront su comprendre mieux que nous la situation actuelle, ses exigences à la fois tactiques et doctrinales, qui feront à leur profit le rassemblement et qui mèneront la classe ouvrière au pouvoir.

Nous persistons à penser, camarades, que notre Parti socialiste peut remplir ce rôle, et c'est à lui-même que nous nous adressons. (*Applaudissements.*)

COSTEDOAT (Ariège). — Camarades, la Fédération de l'Ariège m'a donné mandat de voter le Rapport moral. Mais je serai très court.

D'abord, la C. A. P. a fait ce qu'elle a pu, au profit d'un parti qui, lui-même, ne savait pas très bien ce qu'il voulait faire au point de vue antifasciste. Et si j'avais à voter des félicitations, même au Comité exécutif de la Fédération de la Seine, je lui dirais que je ne les voterais pas, parce que même cette fédération n'a pas fait tout ce qu'elle aurait pu faire. Elle n'a pas fait tout ce qu'elle aurait pu faire, et elle a eu de la veine que les fascistes n'aient pas attaqué, sans cela aujourd'hui même, ici, nous

ne pourrions pas et vous ne pourriez pas, Zyromski, prendre la parole !

Je crois que nous devançons le débat de demain, en nous appesantissant là-dessus. Nous arrivons tous ici pleins d'une idée, c'est que le Parti doit s'orienter sinon dans une autre direction, du moins avec une puissance vers l'avant accrue. Nous parlerons de ceci, demain. Aujourd'hui, ce n'est pas le moment.

Seulement, je vais observer que c'est très urgent, parce que, mettez-vous à la place des fascistes : Si le Saint-Esprit ne les retenait pas dans leurs bureaux, aujourd'hui, tous les militants essentiels des fédérations étant ici, même ceux de Paris, s'ils voulaient faire un coup de main sur Paris, rien ne les empêcherait de le faire ! Ceci souligne d'une façon concrète le manque de préparation, et peut-être aussi la responsabilité, non pas de la C. A. P., mais du Parti tout entier, de n'avoir même pas commencé de faire quelque chose.

Or, tout le débat de ce Congrès, le reste étant des questions accessoires, sera précisément de savoir que faire, de savoir comment le faire, et de donner mission expresse à la C. A. P. de demain, de faire, dès 1935 et avant la fin de l'année, ce qui constituera peut-être un crime, si nous sommes devancés, de ne l'avoir pas déjà préparé.

Voilà ce que je voulais dire simplement. Mais, je vous en prie, camarades, pour que nous ayons le temps de voir clair, ne nous « dégorgeons » pas déjà, en quelque sorte, des pensées essentielles qui dirigeront nos interventions dans cette question de prise du pouvoir, de conquête et maintien du pouvoir.

Et le problème est celui-ci : C'est que le pays veut qu'on fasse quelque chose. Je viens du profond de l'Ariège ; vous seriez très surpris de savoir quelles flammes jacobines et socialistes sortent de ces profondeurs-là ! Et tous, nous-mêmes, nous nous sentons en arrière de la main des masses elles-mêmes. C'est cette initiative des masses, cette ardeur des masses qu'il nous faut canaliser, qu'il nous faut organiser pour les mener au succès. Nous devons étudier demain et après-demain, nous devons peser

l'organisation, nous devons peser comment l'appliquer à la société capitaliste actuelle, pour l'abattre, et, ayant tout pesé, il faudra que nous disions également s'il faut tout oser, qu'est-ce qu'il faut oser, et comment l'oser ! (*Applaudissements.*)

LEBAS (Député du Nord). — Camarades, les critiques faites par Zyromski et par Pivert, ne peuvent pas me laisser indifférent. Comme membre de la Commission administrative permanente, j'en prends ma part, et je tiens à leur répondre brièvement.

Et tout d'abord, je dirai comme Bracke : Les rapports présentés par les secrétaires du Parti, sont des rapports approuvés par la majorité de la Commission administrative permanente. Par conséquent, autant que possible, ne donnons pas à ce débat un caractère personnel.

Mais les secrétaires du Parti exprimant l'opinion de la C. A. P., ont bien fait d'appeler l'attention des fédérations sur ce fait grave : la diminution des effectifs de l'organisation socialiste. Quand notre Parti perd des membres, des adhérents, on ne saurait examiner avec trop d'attention les causes de cet affaiblissement.

Le Parti est un parti de masse, et lorsqu'il perd des adhérents, cela veut dire qu'il n'a pas su augmenter son influence sur les masses ; peut-être, ce qui est plus grave encore, cela signifie-t-il que les masses n'écoutent plus le Parti, ou ne le comprennent plus.

Le fait mérite de retenir l'attention du Congrès. Nous avons eu une baisse dans la prise des feuilles-cotisations et des timbres, et il s'agit d'en rechercher les causes.

Si l'on pouvait faire un reproche à la Commission administrative, et à ses secrétaires, ce serait celui-ci : « Vous ne vous êtes pas donné la peine de rechercher les raisons qui expliquent cette perte des adhérents. Vous auriez dû le faire. Vous vous êtes contentés de poser la question, d'appeler l'attention des fédérations sur ce fait inquiétant ». Oui, c'est vrai. Votre Commission administrative et ses secrétaires se sont contentés de vous poser la question, par conséquent il appartient de l'examiner et d'y répondre.

Camarades, rien que par l'énumération des causes possibles de cette diminution, il nous est assez facile de trouver et de prendre les dispositions qui permettront au Parti, dans le courant de cette année, de remonter le courant.

D'abord, départ des néos. Il suffit de consulter la carte, le tableau des forces fédérales du Parti, pour faire cette constatation : C'est que dans les fédérations où les néo-socialistes étaient une force, où ils avaient un nombre important d'élus législatifs, d'élus municipaux et cantonaux, leur départ a provoqué une baisse sensible de nos forces ; qui pourrait s'en étonner ? La Gironde, le Var, la Seine, d'autres fédérations encore, ont été sérieusement touchées par le départ des néo-socialistes. C'est un fait. Mais déjà dans le courant de cette année, un effort sérieux de nos camarades de ces départements a été fait. Et l'on peut espérer qu'à la fin de 1935, nos effectifs approcheront et peut-être même pour quelques fédérations, dépasseront ceux de l'année dernière.

Puis, il y a le chômage. Il est bien évident que pour un parti ouvrier, la crise économique crée une grande difficulté à la propagande et au recrutement des adhérents.

Et enfin, n'y a-t-il pas l'unité d'action ? Deux mots sur ce point : L'unité d'action a été absolument nécessaire, et je dis tout de suite que pour nous, elle doit être continuée jusqu'au jour où nous en aurons fait sortir l'unité d'organisation. Mais, suivant que l'on pratique d'une façon ou d'une autre l'unité d'action, les effectifs sont conservés ou même on les fait croître, ou bien ils diminuent. Je suis sûr que dans un certain nombre de fédérations, on doit lui attribuer pour une mesure que l'on peut difficilement fixer, la perte de nos adhérents ; mais cela se comprend parfaitement ! Lorsqu'une fédération ne voit plus comme action que l'unité d'agitation avec le Parti communiste, on n'a plus de temps à consacrer à la propagande socialiste. (*Applaudissements.*) Lorsqu'on est, chaque mois, pour ne pas dire chaque semaine, sur le pavé ou dans des réunions de Front populaire, où l'on se borne à crier : « A bas le fascisme ! » mais où précisément, parce que c'est une manifestation

où une réunion d'unité d'action, ou de Front populaire, on ne peut pas aller à la racine du mal, où l'on se borne à être d'accord sur des négations, sur des critiques, comment voulez-vous que les masses auxquelles on parle, comprennent que leur devoir, que leur intérêt, que leur avenir et leur affranchissement se trouvent dans la force du Parti socialiste à développer ? Cela, on ne peut le leur dire pour ne pas entrer en contradiction, en opposition avec nos voisins. On se tait, par conséquent, sur les choses les plus essentielles. Et cependant, dès le début, lorsque nous avons discuté au Conseil National, de l'unité d'action, nous avons bien vu immédiatement cet inconvénient grave; nous l'avons dénoncé aux fédérations; nous avons dit : « Attention ! l'unité d'action ne doit pas vous faire oublier l'action socialiste, la propagande socialiste ! (*Applaudissements.*) C'est dit en toutes lettres, dans la résolution prise par le Conseil National, et toujours, depuis, nous l'avons rappelé. Seulement, cette vérité essentielle a échappé à bien des fédérations. On est dans la rue, on est dans des meetings monstres, on subit l'influence de ce milieu d'un moment, et alors la tâche, la véritable tâche des fédérations, elle est pour quelque temps oubliée. Mais le Parti en souffre, et lorsqu'on fait le calcul du nombre d'adhérents dans les sections, et dans la fédération, on constate, et parfois avec un certain étonnement, qu'il y a une baisse.

Camarades, il est temps de parer à ce qui pourrait être demain un péril pour le Parti socialiste. Nous voulons l'unité organique, nous, nous la voulons sans aucune arrière-pensée, parce que nous l'avons toujours eue en vue dans toute notre existence de parti; nous n'avons toujours eu en vue que l'intérêt des travailleurs, et nous savions que cet intérêt était profondément blessé par les déchirements entre socialistes et communistes. Nous la voulons, cette unité organique; c'est le Parti socialiste qui, d'ailleurs, l'a proposée, il ne faut pas l'oublier, et quand on fait des reproches au Parti ou à ses organismes centraux de manquer d'esprit d'initiative, il faut être juste, même envers soi-même, n'est-ce pas ? Eh bien ! le dernier Conseil National, quand il a pris sa décision d'unité orga-

nique, a immédiatement trouvé sa C. A. P. prête pour appliquer sa décision et les convocations n'ont pas tardé à être envoyées au Parti communiste, au Parti pupiste, et à quelques autres petites organisations ouvrières que nous n'avons pas dédaignées, car pour nous, aucune organisation ouvrière, si petite soit-elle, n'est à écarter, ni à laisser hors de l'unité politique des travailleurs, et nous pouvons dire, et le rapport le dit, d'ailleurs, que le travail en vue de cette unité organique est en bonne voie. Souhaitons qu'il aboutisse le plus vite possible.

Camarades, c'est tout ce que je voulais dire sur ce point important, je pourrais dire capital, du Rapport moral et du Rapport administratif.

Maintenant, deux mots à notre ami Pivert.

Pivert présente souvent des propositions à la Commission administrative permanente qui sont écartées par la majorité. Mais il y a un reproche qui ne me laisse pas insensible : « Qu'a fait la Commission administrative permanente pour la protection de ses locaux ? Elle est restée indifférente, elle a même refusé de faire quoi que ce soit ».

Camarades, si même la C. A. P. a manqué à son devoir, en prenant certaines initiatives, la C. A. P. n'empêchait pas les fédérations de prendre les mesures qui les regardaient. Ce n'est pas à la C. A. P. qu'incombe la protection des locaux de la Fédération du Nord. Ce n'est pas la C. A. P. qui est chargée de la protection des locaux des autres fédérations. Mais il y a un esprit extrêmement vigilant, à la Fédération de la Seine : on est en état d'alerte journalière. (*Mouvement dans la salle.*) Mais, dites donc, malgré votre vigilance, et malgré les mesures que vous avez prises, ce sont les locaux de la Fédération de la Seine qui ont été cambriolés ! (*Applaudissements, rires.*)

MARCEAU-PIVERT. — Alors nous serons obligés de préciser demain ! Vous allez m'obliger à tirer des précisions et le Congrès sera juge ! (*Bruit.*)

Une voix. — Et les Croix de Feu à Lille ?

LEBAS. — Toutes les précisions que tu voudras apporter,

mon cher, ne me gêneront pas du tout. En tout cas, il y a un fait : c'est que la C. A. P. ne vous a pas empêchés de prendre toutes les mesures pour la protection de vos locaux.

Quelques voix. — Si ! Si !

LEBAS. — Non, la C. A. P. n'a pas les pouvoirs d'empêcher une fédération de prendre des mesures de cet ordre. C'est l'évidence même.

ZYROMSKI. — Je demande la parole ! Nous constatons que la Fédération de la Seine est mise en cause d'une manière injuste par notre camarade Lebas ! (*Applaudissements.*) Alors, puisque, tout à l'heure, Blum et Auriol n'étaient pas là, je leur demanderai de dire ce qu'ils pensent de l'activité de la Commission spéciale en ce qui concerne l'auto-défense du Parti ! Il n'est pas juste, Lebas, de venir reprocher à la Fédération de la Seine son manque de vigilance, alors que vous savez que, depuis des mois et des mois, ce qui nous fait souffrir — je ne crains pas de le dire — c'est de voir l'incompréhension totale d'une certaine fraction du Parti à l'égard des problèmes que vous soulevez ici ! Ce n'est pas parce qu'il y a eu un raid de Croix de Feu qui a réussi à la Fédération de la Seine, pour que vous puissiez douter de la vigilance de la Fédération de la Seine ! Mais lorsque nous faisons des propositions, lorsque nous allons voir le Secrétaire Général du Parti, je suis obligé de dire ce qu'on nous répond et de marquer l'incompétence de ceux qui nous font des reproches !

LE PRÉSIDENT. — L'orateur continue.

LEBAS. — Je ne fais que répondre à une critique de Marceau-Pivert.

ZYROMSKI. — Seulement, ici, la Fédération..., (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Non ! non !

ZYROMSKI, Seulement ici, la Fédération de la Seine... (*Protestations diverses, bruit dans la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — Zyromski, je t'en prie, je t'ai inscrit encore une fois.

ZYROMSKY. — Je te dis, Lebas, et je le dis à toi tout spécialement... (*Bruit, confusion.*) Nous sommes ici... (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Tout de même ! (*Applaudissements.*)

Une voix. — Et la Fédération du Nord, qu'est-ce qu'elle a fait contre les Croix de Feu, à Lille ?

LE PRÉSIDENT. — Si vous commencez à parler tous, maintenant !

ZYROMSKI. — Je dis, Lebas... (*Bruit, protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Permettez-vous, Lebas, que Zyromski continue ? Oui ? Zyromski a la parole avec la permission de Lebas.

ZYROMSKI. — Je veux dire que je n'aurais pas cru que tu aurais apporté à la tribune du Congrès un argument pareil, car tu sais qu'il ne vaut rien ! Car tu sais que je pourrais vous reprocher, en ce qui concerne la protection des locaux de la rue Victor-Massé, en ce qui concerne la protection de la C. A. P., je pourrais vous reprocher un certain nombre de phrases qui m'ont profondément meurtri, et blessé, ainsi qu'un certain nombre de camarades de la Fédération de la Seine ; et c'est probablement de ces blessures qui, quelquefois, déterminent, dans la Fédération de la Seine, un certain nombre de courants dont tu sais que c'est moi qui suis obligé de me mettre en travers pour l'ensemble du Parti et pour la discipline du Parti ! Cela, je ne te permets pas de l'oublier ! Je le dis, et je demanderai de remonter à la tribune pour mettre au point un certain nombre de propositions.

LE PRÉSIDENT. — Ecoutez l'orateur. Je t'ai inscrit, Zyromski, encore une fois.

LEBAS. — Je répète que je ne fais que répondre à une critique adressée par Marceau-Pivert à la Commission administrative permanente. Et je suis dans l'obligation, après

l'intervention de Zyromski, de répéter que la C. A. P. n'a pas qualité ni pouvoir pour interdire à une fédération, quelle qu'elle soit, fût-elle la Fédération de la Seine, de prendre toutes les mesures qu'elle juge nécessaire pour sa propre-protection et pour sa sécurité. (*Applaudissements.*)

Seulement, j'ajoute ceci : c'est qu'il vaut mieux, vous savez, ne pas trop discuter de ces choses dans un Congrès... (*Oui ! Très bien !*) ...quand il s'agit de mesures à prendre pour notre sécurité. Ce sont des choses qu'il n'est point bon de discuter dans un Congrès public... (*Très bien !*) ...et qu'il n'est même pas nécessaire de mettre dans une résolution de Congrès, je trouve cela enfantin ! (*Applaudissements.*)

Plusieurs voix. — Très bien !

Une voix. — Alors c'est l'action clandestine !

LEBAS. — Ces choses-là se font, elles se décident, par les sections, par les fédérations, sûres qu'elles sont, en le faisant, de répondre au désir ou à la volonté du Parti. (*Confusion, conversations particulières, interruptions diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Pas d'interruptions, écoutez l'orateur !

LEBAS. — Vous avez donc toujours besoin de l'appui de la C. A. P. pour entreprendre quelque chose dans ce sens ! Camarades, je puis vous dire ceci, en ce qui concerne la Fédération du Nord : Nous ayons prochainement, à Lille, une grande réunion des élus municipaux du Parti. Nous sommes près de 2.000 élus dans le Nord, c'est quelque chose ! et en accord avec nos Jeunesses socialistes, nous avons estimé qu'une réunion spéciale s'imposait pour examiner les agissements des organisations réactionnaires et fascistes de notre département. Nous tenons à vous dire ceci : c'est que notre réunion sera rigoureusement privée (*Très bien !*) et qu'il n'y aura pas de compte rendu, et que nous n'éprouverons pas le besoin de voter une résolution que nous publierons dans nos organes. (*Très bien !*) Faites comme nous, et vous pourrez lutter efficacement contre les organisations fascistes.

C'est tout ce que je veux dire sur ce point.

Camarades, un dernier mot sur la propagande, et j'en aurai terminé.

Notre ami Zyromski tient beaucoup à son organisation de la propagande par grandes régions...

ZYROMSKI. — Ce n'est pas « mon » organisation ; c'est l'organisation voulue par le Parti.

LEBAS. — Oui, je sais. Tu en as été le rapporteur, j'en ai conservé le souvenir ; tu l'as très bien défendue. Tu as su répondre, à ce moment, victorieusement, aux observations et aux critiques qui étaient faites. Nous avons eu ce système de propagande, nous l'avons mis en pratique. On a pu le juger...

Léon BLUM. — Non ! Non !

LEBAS. — ...à l'épreuve...

Léon BLUM. — Non ! Non !

Quelques voix. — Non ! il ne faut pas dire cela.

LEBAS. — Camarades, est-ce que je me trompe ? J'ai conservé le souvenir d'une réunion tenue par les secrétaires des grandes régions. Je crois que Blum y assistait...

Léon BLUM. — Bien entendu !

LEBAS. — Un échange de vues eut lieu, il fut même, m'a-t-on dit, assez long. Car les secrétaires de régions étaient désignés, ils ont même reçu des lettres les invitant à organiser des réunions. Donc le système, je crois, a fonctionné ?

Léon BLUM. — Non ! Non !

LEBAS. — Eh bien, vous vous expliquerez.

Une voix. — On n'a même pas essayé !

LEBAS. — Vous vous expliquerez. Mais l'opinion fut unanime à cette réunion, les secrétaires des grandes régions demandèrent qu'on abandonnât un système qui n'aurait pas reçu un commencement d'exécution:

Léon BLUM. — Voulez-vous me permettre un mot ?

LEBAS. — Mais très volontiers, oui.

Léon BLUM. — Ceci s'est fait à la veille, je crois, d'un Conseil national. Il y a eu à Paris une réunion des secrétaires de régions, et leur opinion a été, en effet, unanime : tous ont été hostiles à l'organisation qui avait été prévue à Toulouse. Ce fait est parfaitement exact. Mais, selon moi, ce qui n'est pas exact, c'est de dire que cette opinion des secrétaires de régions se soit manifestée après une épreuve sérieuse. (*Applaudissements.*) Voilà, selon moi, ce qui n'est pas exact. Je n'ai, pour ma part, pas le sentiment...

Paul FAURE. — Il y a au moins un préjugé défavorable après avoir consulté les secrétaires de sections.

Léon BLUM. — Je dis les choses comme il faut. Seulement (c'était quelques mois après), pendant cet intervalle de quelques mois, l'organisation régionale qui demande du temps, des efforts et de la patience pour donner ses résultats, n'avait pas été mise au point, comme elle aurait dû l'être, selon moi. Voilà ce sur quoi je suis en désaccord avec Lebas.

LEBAS. — Bien. Mais alors moi, je vais être obligé d'entrer un peu plus dans le fond de la question. Je le ferai très brièvement, camarades. Comme parlementaire, et comme membre de la délégation exécutive du Groupe, j'ai assisté aux séances où l'on a examiné la question de l'organisation des tournées de masses. Ces tournées, bien entendu, se faisant sur l'ordre du Secrétariat du Groupe parlementaire, en accord avec le Secrétariat du Parti. Des correspondances étaient envoyées aux secrétaires des régions qui devaient se mettre immédiatement en correspondance avec les secrétaires de fédérations qui, à leur tour, devaient se mettre en relation avec les secrétaires des sections. Quelle complication ! Que de temps perdu ! Nous avions devant nous quinze jours, trois semaines tout au plus, pour organiser ces réunions à travers toutes les régions de France. Aucune de ces tournées n'a réussi. On

dira peut-être que c'est parce que le temps a manqué ? Non. Mon avis, sur ce point, le voici : il est très net, et c'est un peu comme secrétaire de la Fédération du Nord, aux prises avec les difficultés inévitables que l'on rencontre lorsqu'on organise des tournées de réunions, que je parle : il est mauvais de mettre des intermédiaires entre le centre du Parti et les secrétaires des fédérations. Les rapports doivent être directs, le Secrétariat du Parti n'a pas à entrer en communication avec un secrétaire de région ; celui-ci, pour remplir sa besogne, aurait besoin d'un secrétariat lui-même. Que de difficultés ! en effet, à surmonter, pour obtenir des fédérations et pour des dates fixes, des réponses définitives pour l'organisation de réunions. Je ne veux pas en dire plus. Les délégués sont aussi des camarades d'expérience, et je suis sûr que, quand on examinera à fond cette organisation de la propagande, on l'écartera parce qu'on reconnaîtra qu'elle a plus d'inconvénients que d'avantages, et que si l'on veut, demain, par suite d'un événement important qui passionne le pays, organiser de grandes réunions, eh bien, l'on pourra facilement le faire, bien entendu en s'y prenant assez tôt, avec le concours direct des fédérations, organiser dans de bonnes conditions la tournée que nous aurons reconnue nécessaire.

Voilà, camarades, ce que je tenais à dire, en réponse à quelques critiques qui ont été faites à la C. A. P., et au Rapport qu'elle vous présente.

Et, en terminant, je tiens à déclarer que la quasi-unanimité de la Fédération du Nord votera et le Rapport moral et le Rapport administratif. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il est plus de midi. Je propose une interruption de la séance jusqu'à 2 heures et demie. Vous êtes d'accord ? (*Approbatons.*)

Je donne la parole au camarade Séverac, pour vous lire un texte.

SÉVERAC. — Nous sommes saisis, par un certain nombre de camarades, du texte suivant :

Le Congrès national du Parti socialiste, en présence de

l'application particulièrement scandaleuse des lois scélérates faite au camarade Louis Lévy par le tribunal de Lille, s'élève contre ce jugement scandaleux. Réclame une fois de plus l'abrogation d'une législation liberticide détestable, que notre Parti a toujours repoussée et flétrie.

Se solidarise avec Louis-Lévy.

Affirme que le Parti socialiste tout entier fait sienne la déclaration imputée à crime à Louis-Lévy, conforme à la tradition socialiste et républicaine constante sur le devoir impérieux pour les soldats de ne jamais tourner leurs armes contre les institutions républicaines et les libertés démocratiques. (Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Tout le monde est unanime dans ce sentiment de solidarité. (Applaudissements.)

MOLINIER (Seine). — Non, nous ne voterons un texte pareil que s'il est précis et s'il se solidarise avec le camarade Zeller, secrétaire de la Fédération des Jeunes de la Seine, et avec tous les soldats condamnés pour action antimilitariste.

LE PRÉSIDENT. — Dans ces conditions, le texte est accepté.

SÉVERAC. — La Commission de vérification des mandats se réunira à 3 heures et demie pendant le commencement de la séance.

LE PRÉSIDENT. — La séance est levée.

DEUXIÈME SÉANCE

Dimanche 9 Juin 1935

(Séance de l'après-midi)

LES RAPPORTS STATUTAIRES

(SUITE)

Président : DORMOY (Allier).

Assesseurs : AURICOSTE (Lot) ; DEHUZ (Ardennes).

RAPPORT MORAL
ET
RAPPORT ADMINISTRATIF DE LA C. A. P.
(SUITE ET FIN)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous allons continuer la discussion sur le Rapport moral. La parole est à Dupont, de la Fédération de la Seine.

DUPONT (Seine). — Camarades, je ne voudrais pas que le Congrès soit appelé à voter le Rapport moral dans l'atmosphère créée ce matin par Lebas, à propos de la Fédération de la Seine.

Lorsque, analysant les motifs de la diminution des effectifs au sein de notre Parti, Lebas a cru devoir en reporter la responsabilité sur l'unité d'action qui, dans une certaine mesure, aurait trop accaparé l'activité des militants du Parti, au détriment de la propagande spécifiquement socialiste, il nous est facile, à nous, Fédération de la Seine, et même à nos camarades de la Fédération de la Seine-et-Oise, de dire que c'est là une erreur que nous pourrions rectifier, si nous avions le temps de donner des chiffres. Mais les camarades comprendront que je veux être bref, et je dirai à mon camarade Lebas, et à tous les délégués du Congrès, que c'est précisément où l'unité d'action a été conduite avec méthode et avec sérieux, que les effectifs, dans nos deux fédérations, ont grossi (*très bien !*) et que c'est là où nous avons su faire l'unité d'action loyale et honnête, que le chiffre des voix a été accru aux dernières élections municipales et cantonales.

Quelques exemples : Je veux citer le canton d'Asnières, fief de M. Billiet, où j'ai mené la campagne avec mes camarades, et le quinzième arrondissement, à Paris, où mon ami Marceau Pivert a été candidat, et où avec ses camarades il a gagné plusieurs centaines de voix, sur les élections municipales dernières. Mais je veux ajouter : là où la propagande a été faite avec méthode, à propos de l'unité d'action, comme à propos d'une propagande spécifiquement socialiste, — nous sommes en progrès, — je veux citer en exemple cette Fédération de la Seine-et-Oise, où les gains communistes ont paru si forts, et surtout de tout un coin de cette Fédération où, précisément, il y a eu de la méthode et de l'initiative, ce secteur de la banlieue ouest, où nous avons gagné sept municipalités au Parti socialiste. (*Applaudissements.*) Et alors, pourquoi des différences ? Pourquoi les gains d'un côté et les pertes de l'autre ? Je crois, camarade Lebas, que vous vous êtes trompé. Ah ! vous avez voulu, en parlant de l'unité d'action, renforcer la position du Rapport moral ? Je ne sais pas si vous ne l'avez pas diminuée. Je m'explique :

Au lendemain du 6 février 1934, au moment où notre Parti a été amené à faire une action publique à laquelle il n'était pas habitué, au moment où il a dû prendre des

responsabilités nouvelles, qu'est-ce qu'a fait le centre du Parti, en face de la situation devant laquelle il s'est trouvé ? Oh ! certes !... je ne viendrai pas dire au Parti qu'il aurait dû diriger, car chez nous, il ne s'agit pas de direction. Mais il aurait dû tout au moins guider les initiatives, guider les camarades qui, au sein des sections, se trouvaient brusquement dans une situation nouvelle, dont quelques-uns n'ont pas su tirer parti. S'ils sont restés dans l'équivoque, c'est précisément parce que centre, on n'a pas su leur dire : « Il faut travailler de telle façon, il faut œuvrer de telle manière que le Parti sorte grandi de cette nouvelle épreuve, devant laquelle il était placé. »

Vous vous rappelez le 6 février 1934, vous vous rappelez les réunions du Comité d'action ? Quels sont les mots d'ordre que les délégués du Parti socialiste ont eu à apporter aux travailleurs, à propos de ces réunions ? Et cependant sans vouloir faire le Grand Soir, ni la Révolution totale, il y en avait tout de même quelques-uns à diffuser. Il suffisait de se rappeler ce qu'avait été le 6 février : manifestation des anciens combattants, manifestation d'une opinion publique trompée par la presse, et alors en face de cela, affaiblissement d'une classe ouvrière qui n'a pas su réagir tout de suite, parce que divisée sur le terrain politique et sur le terrain syndical. Au moment où nous acceptions l'unité d'action, il aurait fallu que le centre dise : « Il faut participer aux manifestations d'unité d'action, mais il ne faut pas y aller pour faire des discours creux, il faut y aller porter des mots d'ordre précis. »

Ces mots d'ordre, ça devait être à l'endroit des anciens combattants : démasquer ceux qui les avaient entraînés dans des formations réactionnaires. Je le dis à mon camarade Lebas, qui est un vieux guesdiste : les mots d'ordre, cela devait être de reprendre devant les travailleurs, à propos du 6 février, la nécessité de l'organisation syndicale, car on a beau prêcher l'unité syndicale, tant qu'il y aura tant de travailleurs en dehors des organisations syndicales, l'unité ne sera qu'un vain mot.

Et puis, il fallait répandre le mot d'ordre de boycottage de la presse bourgeoise. Et si, à ces trois-là, on ajoutait le mot d'ordre d'autodéfense, alors... alors seulement, l'unité

d'action pouvait réellement profiter au Parti. La preuve, c'est que là où ces mots d'ordre ont été répandus, sur l'initiative de certains camarades, non seulement le Parti n'a pas pâti, mais il a progressé, et les victoires lui sont venues au cours des récentes consultations électorales.

J'en ai terminé. Je voudrais demander aux camarades délégués à ce Congrès, de faire surtout moins de questions de personnes, de localités ou de fédérations. Lorsqu'on se bat sur le terrain des idées et de la doctrine, on est toujours sûr de ne jamais se séparer. (*Applaudissements.*) Il nous serait facile à nous, Fédération de la Seine, de répondre sur le terrain des fédérations ou des personnes. Allons ! Lebas, vous regretterez longtemps d'être venu attaquer la Fédération de la Seine, comme vous l'avez fait ! Vous avez eu là une intervention malheureuse !... (*Applaudissements.*)

Comment ! vous avez ici parlé de quelque chose qui nous pèse à nous, membres de la Fédération de la Seine, comme à tous les membres du Parti ! Vous vous êtes emparé à cette tribune, d'une manifestation des Croix de Feu, contre les organisations de notre Parti ! mais la vigilance de la Fédération du Nord que vous avez soulignée ici, n'a-t-elle pas, quelquefois, été trompée aussi par ses adversaires ?

Une voix. — On n'a jamais été cambriolé, quoi !

DUPONT. — Je ne veux citer que la manifestation des Croix de Feu à Cambrai, jeudi dernier, de laquelle vous n'avez pas été alertés, et contre laquelle vous n'avez pas pu réagir ! (*Applaudissements.*)

Cela veut dire...

La même voix. — Et dans la Seine, ils ne se réunissent jamais, les Croix de Feu ?

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Dupont !

DUPONT. — Cela veut dire que lorsqu'on s'engage dans ce débat, les conséquences les plus fâcheuses ne peuvent être que des inimitiés qui se créent et cela, les militants doivent l'éviter à tout prix !

La Fédération de la Seine veut travailler en accord avec

le Parti tout entier, et avec le centre du Parti. Et c'est parce qu'elle a cette volonté, c'est parce qu'elle veut arriver à cela, qu'elle veut dans une certaine mesure, réformer les méthodes de travail du Centre. A la suite d'une bonne collaboration, on pourra avoir raison du fascisme, surtout si on écarte des débats tout ce qui peut décevoir, tout ce qui peut décourager, et tout ce qui ne peut aboutir à rien pour le triomphe des idées que nous défendrons ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Citoyens, il y a encore sept orateurs inscrits sur le rapport moral. Je vous propose de les entendre et de prononcer la clôture.

(*La clôture est prononcée.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Moinard, de la Fédération du Loiret.

MOINARD (Loiret). — Qu'il me soit permis, camarades, de faire appel à votre indulgence. C'est, en effet, la première fois que j'aborde la tribune d'un Congrès national du Parti, et vous comprendrez aisément mon embarras.

Je vais pourtant essayer de vaincre ma timidité et de remplir le mandat que ma fédération m'a confié.

Mes amis socialistes du Loiret m'ont chargé d'attirer l'attention du Secrétariat général du Parti sur ce qu'ils appellent l'insuffisance de propagande des membres du Groupe parlementaire. (*Applaudissements.*)

Je le ferai et je m'empresse de dire tout de suite que personnellement, j'ai la conviction profonde que ce n'est pas en vain que je m'adresserai à nos amis Paul Faure et Séverac, qui dans toutes les fédérations, ont de nombreuses et vives sympathies (*applaudissements*) malgré les différences de conceptions ou de modes d'action qui peuvent exister entre nous, car nous ne pouvons pas oublier, les uns et les autres, qu'ils ont derrière eux un passé et que, depuis 1920, l'un et l'autre sont pour quelque chose dans les progrès du socialisme dans ce pays. (*Applaudissements.*)

Si j'ai accepté de venir ici, ce n'est pas pour apporter

des critiques, mais pour dire à nos amis du Secrétariat général qu'il ne faudrait pas continuer de laisser les petites fédérations dans l'embarras. On semble, en effet, — et il faut avoir le courage de le dire — laisser de côté les petites fédérations. On les oublie, et je suis certain que j'aurai ici l'accord des amis que j'ai nommés tout à l'heure. Je citerai en exemple la région du Loiret, région fertile en céréales, puisqu'elle a été nommée, à juste titre, le grenier de la France, mais région singulièrement aride quand il s'agit de faire lever la rouge semence que nous avons semée pendant de nombreuses années !... Ce que nous demandons, c'est que soit entendue la voix des humbles militants dont l'unique ambition est de servir le socialisme.

Nous serions heureux de voir tout de même nos élus répondre avec plus de promptitude à nos appels. (*Applaudissements*). Et quand je lance cet appel au monde, ma toute petite Fédération du Loiret, dans l'ambition unique de la voir mieux placée au point de vue des effectifs; quand je plaide en faveur de cette petite fédération, vous me permettez également de parler au nom des autres petites fédérations qui sont légion. Mais je vous en supplie, réfléchissez une seconde que si elles sont petites, ce n'est pas toujours de la faute des militants humbles et obscurs — et qui désirent rester tels, — c'est parce que le sol est difficile à défricher. Aussi, comme je le demandais récemment à notre éminent ami Léon Blum, je viens aujourd'hui devant ce Congrès supplier nos camarades du Groupe parlementaire de venir seconder nos efforts. J'espère que vous entendrez cet appel, j'en suis même sûr, et, à l'avance, je vous en remercie, camarades ! (*Applaudissements*.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Naville, de la Fédération de la Seine.

NAVILLE (Seine). — Camarades, je prends la parole au nom de la tendance bolchevik-léniniste du Parti...

(*Mouvement dans la salle ; protestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville !

NAVILLE. — Nous n'avions pas l'intention de prendre la

parole sur le Rapport moral déposé à l'occasion du Congrès national. Nous pensons, en effet, d'accord en cela avec ce que le camarade Marceau Pivert avait préconisé au début de cette séance, que l'ensemble des questions qui sont traitées dans le Rapport moral de la C. A. P., pouvait être abordé avec plus de fruit, dans la discussion qui viendra avec le problème de la prise du pouvoir.

Mais l'intervention de certains camarades, et en particulier celle de Lebas, nous ont obligés à venir à cette tribune, affirmer un certain nombre de choses que nous considérons de l'intérêt du Parti, de la Fédération de la Seine et de la classe ouvrière tout entière, en France, de dire à cet instant.

J'ajoute que dans le Congrès il faut s'exprimer en toute liberté et en tout sérieux, sans qu'il soit possible qu'on coupe un certain nombre de discussions avec un argument qui ne vaut rien, et qui est le suivant : Nous devons taire un certain nombre de divergences et de choses, étant donné la possibilité qu'elles soient connues par l'ennemi qui est chez nous

S'il y a, dans cette salle, des représentants des journaux bourgeois, voire de journaux semi-fascistes, nous n'y sommes pour rien, et je saisis cette occasion pour dire que nous considérons que les Congrès d'un Parti ouvrier, dans la situation actuelle, délibérant des questions qui sont à l'ordre du jour, comme elles le sont actuellement, ne devraient pas se dérouler en présence des représentants officiels des journaux de la classe ennemie ! (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il fallait le dire avant ! Il fallait le demander à l'ouverture.

NAVILLE. — Ceci dit, connaissant notre devoir, étant des camarades qui dans toutes les questions, même les plus difficiles, faisons montre du sérieux indispensable à ceux qui veulent conduire la classe ouvrière au pouvoir, nous expliquerons tout à fait nettement que Lebas a exposé à cette tribune un certain nombre de faits et d'accusations plus ou moins voilés qui mettent en plein relief l'impossi-

bilité pour la Fédération de la Seine, de continuer son travail en avant, si elle doit se heurter demain, comme aujourd'hui, et comme hier, à quelque chose qui est plus que de l'indifférence, et qui est de l'hostilité. Cette hostilité, camarades (*quelques applaudissements*) — bien entendu, n'a rien à voir avec des questions personnelles que pour notre part, nous mettons entièrement de côté, — mais ressort d'une attitude politique déterminée que nous examinerons plus tard dans le Congrès, et qui s'oppose, d'une façon de plus en plus dangereuse, sur laquelle j'attire votre attention, car ce sera à vous à vous prononcer, et il faudra le faire en toute clarté ; qui s'oppose d'une façon de plus en plus dangereuse à la perspective d'action nouvelle qui s'est dégagée dans la Fédération de la Seine, qui commence à se dégager dans cette fédération, par suite du travail qui lui est imposé au centre du pays dans les circonstances politiques actuelles.

Comment est-il possible que la C. A. P., responsable devant tout le Parti, responsable devant le Congrès de l'action générale du Parti, vienne dire ici, par un de ses membres les plus représentatifs, qu'en ce qui concerne la question absolument décisive, en ce moment, de l'autodéfense contre le fascisme, autodéfense qui ne vise pas seulement des militants isolés ou tel ou tel camarade, mais qui vise la classe ouvrière tout entière, cela ne la regarde pas. Il est absolument inadmissible qu'un tel représentant de la C. A. P. vienne faire comme Ponce-Pilate, et se laver les mains devant vous de ce que telle ou telle fédération peut faire ou ne pas faire, selon ses ressources plus ou moins grandes, ses possibilités d'action plus ou moins grandes, et aussi selon sa position politique. (*Applaudissements.*)

La C. A. P. joue forcément, dans la Seine, un rôle particulier, par le fait qu'elle y a son siège, que le centre du Parti est à Paris, que la presse centrale du Parti est avant tout, — bien entendu, je vise le *Populaire* — éditée dans la Seine, et que son appui est indispensable à l'action des militants qui veulent se maintenir sur la position révolutionnaire, la seule qui, aujourd'hui, puisse donner des résultats.

Or, camarades, il ne suffit pas d'une formule hypocrite selon laquelle la C. A. P. nous laisse libres dans la Seine comme tels autres le sont dans leurs fédérations, de prendre les dispositions qui leur conviennent ou qu'ils peuvent prendre. Il s'agit de ceci : Que si les décisions qui sont prises, même par des membres responsables de la direction de la Seine, sont sabotées par la C. A. P. (*quelques applaudissements*) ; que si le *Populaire*, qui applique les décisions de la C. A. P. — et s'il y a des démentis à m'apporter, je les attendrai ferme — refuse dans certaines occasions, de soutenir des actions décidées en plein sérieux et en pleine connaissance de cause par la Fédération de la Seine...

ZYROMSKI. — J'oppose le démenti le plus formel à ce qu'a dit le camarade Naville ! au nom de la majorité de la Fédération de la Seine ! (*Quelques applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Ecoutez Naville !

ZYROMSKI. — Je serai (*bruit, protestations diverses*) contre vous et contre les autres ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville !

ZYROMSKI. — Je ne veux pas que vous attaquiez le *Populaire*, qui a toujours défendu la Fédération de la Seine.

NAVILLE. — Camarades !

ZYROMSKI. — Je sais prendre toutes les responsabilités, toutes, toutes ! (*Applaudissements et protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville !

NAVILLE. — Tout le monde, ici, est partisan de prendre ses responsabilités. Ceux qui les prennent et qui les prendront avec le plus de sérieux sont ceux qui ne changeront pas d'opinion plusieurs fois !

ZYROMSKI. — Je n'admets pas que vous disiez (*applaudissements, protestations*), je ne veux pas que vous disiez que je change d'opinion ! (*Applaudissements.*) Et je n'admets pas d'être injurié par vous, à cette tribune. (*Applaudissements, bruit.*)

NAVILLE. — Camarades, tout de même !...

LE PRÉSIDENT. — Allons, un peu de silence ! La parole est à Naville.

NAVILLE. — Camarades, tout de même, ce n'est pas moi, c'est Lebas qui a apporté à cette tribune une opinion...

(Zyromski proteste dans le bruit et la confusion générale.)

LE PRÉSIDENT. — Mais enfin, Zyromski !

(Bruit, protestations.)

LE PRÉSIDENT. — Citoyens, ce n'est pas le Congrès de la Fédération de la Seine !

NAVILLE. — Ce n'est pas moi qui ai soulevé cette question, c'est Lebas qui l'a soulevée. Il faut y répondre.

LE PRÉSIDENT. — Je crois que cette question ne mérite pas l'émotion qu'elle a soulevée. Je demande à notre camarade de bien vouloir se rappeler qu'il est devant le Congrès national, et non pas devant le Congrès de la Fédération de la Seine *(applaudissements)* et qu'il y aurait, par conséquent, intérêt à diriger ses critiques ou ses observations sur le Rapport moral, qui est actuellement en discussion, et rien que sur le Rapport moral. *(Applaudissements.)*

NAVILLE. — Absolument d'accord.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville.

NAVILLE. — Camarades, je suis absolument d'accord avec cette déclaration du Président. Je ne comprends pas du tout pourquoi, je ne peux pas comprendre pourquoi le camarade Zyromski s'est ému de ce que je disais ; ce n'est pas le camarade Zyromski que j'ai mis en cause, pour l'instant. J'ai mis en cause, comme c'est mon devoir devant le Congrès national, les positions que Lebas avait défendues, et c'est lui qui a mis en cause la Fédération de la Seine, et en particulier son attitude dans ce qui concerne l'autodéfense. C'est tout.

Une Voix. — Oui, eh bien ! elle nous fatigue, la Fédération de la Seine !

LE PRÉSIDENT. — Silence !

NAVILLE. — Ceux qui sont fatigués peuvent aller dormir. Je demande aux camarades de ne pas croire — ce serait inutile — que ce que nous avons à dire représente l'opinion personnelle de moi ou d'un autre ; cela représente la préoccupation profonde de tous les camarades qui ont voté contre le Rapport moral national dans la Seine, car ne croyez pas que les camarades qui s'expriment dans les sections et qui ont voulu marquer leur opinion sur le Rapport moral, se prononcent sur des subtilités très délicates. Ils jugent l'affaire dans son ensemble.

Ils votent contre, parce qu'ils ont senti profondément, eux qui militent comme vous, tous les jours, que dans la Seine, la situation n'est plus tenable s'il ne se produit pas au bénéfice de la politique de la fédération, une liberté d'action qui doit entraîner tout le Parti en avant. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi j'avais le droit de dire — encore une fois ce n'est pas la majorité ou la minorité dans la Fédération de la Seine qui est en cause — ce que je mets en cause, c'est la C. A. P., c'est la direction nationale du Parti. Je déclare, parce que c'est vrai et ce sont des faits, et non pas des choses d'opinion, que la direction de la Fédération s'est heurtée plusieurs fois à l'hostilité des organismes nationaux pesant sur elle en lui faisant comprendre que si elle voulait se décider à telle ou telle action, elle ne trouverait pas l'appui des organes centraux et du journal central, le *Populaire*. Voilà les faits. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, il faut conclure.

NAVILLE. — Voilà les faits, camarades, et vous comprenez bien que ces faits-là ne sont pas des faits isolés, ne sont pas des faits dus au hasard, et surtout ne sont pas des faits dus à des inimitiés personnelles de l'un ou de l'autre.

Il s'agit de savoir si, dans ses centres vitaux et aussi bien dans son action périphérique, dans ses organismes de

base, dans ses sections, dans ses multiples liens avec la classe ouvrière, le Parti pourra se sentir protégé dans son ensemble, pourra autour de lui, organiser la cuirasse qui est indispensable, organiser la milice ouvrière, si nous voulons vraiment mener l'assaut contre le régime dans la période qui s'ouvre.

Et vous savez bien que l'action, sur laquelle nous reviendrons dans la suite de la discussion, ne peut pas être menée sans toute une étude technique dont on ne peut pas se passer, ainsi que l'expérience l'a montré internationalement, et aussi dans le propre passé du prolétariat français ; et que toute cette action n'a rien à voir avec la prudence (soi-disant) dont le citoyen Lebas se faisait ici le héraut et qui consiste, paraît-il, pour éviter la connaissance de tel ou tel fait, à organiser par exemple, dans le Nord, des assemblées sur cartes privées.

S'il y en a un qui croit que parce qu'une assemblée sera faite sur cartes privées, ou qu'elle sera organisée d'une autre manière, cela évitera qu'un certain nombre de nos dispositions générales soient connues, c'est une grosse erreur, car à l'heure actuelle nous avons... (*Bruits divers.*)

LE PRÉSIDENT. — Naville, vous n'avez plus que trois minutes pour conclure.

NAVILLE. — Eh bien, c'est suffisant ! Parce que, à l'heure actuelle, toute la question ne consiste pas seulement à savoir si nous allons prendre des décisions pour que ce travail soit organisé avec méthode et sérieux, mais elle consiste avant tout, et surtout, à savoir si nous allons nous décider à proclamer ouvertement et publiquement que nous nous livrerons au travail de contre-attaque contre le fascisme, au travail d'armement général de notre mouvement, de la combativité de la classe ouvrière ! Voilà le problème, voilà ce que nous voulons.

Or, nos camarades du Nord, interprètes en cela de la majorité de la C. A. P., ne le veulent pas. J'en prends pour témoins aussi les interventions de Séverac dans le Congrès de la Fédération de la Seine, qui nous a reproché, ainsi qu'aux camarades de la *Bataille Socialiste*, bien à tort, à mon avis, en ce qui le concerne, de s'occuper beau-

coup trop de ces questions-là au préjudice de la propagande.

Camarades, plus de propagande quand vous n'aurez pas la sécurité de la parution des journaux ! Plus de propagande quand vous n'aurez pas la sécurité des réunions dans les salles ! Plus de propagande quand vous n'aurez pas la sécurité de la vente des journaux dehors, de la possibilité de l'agitation des masses, et d'une façon générale quand les libertés démocratiques, prises non pas comme des articles de la Constitution sacro-sainte de 1875, mais comme les vérités palpables, nécessaires à la vie de la classe ouvrière, seront abolies !

Or, sans la politique que nous préconisons dans la Seine, politique qui contribuera à donner aux ouvriers de cette région, et bien entendu, à ceux de la France tout entière aussi, la possibilité d'organiser cette résistance, nous marcherons à la défaite. En ridiculisant, comme on l'a fait ici, le fait que les Croix de Feu ont pu s'introduire dans la rue Feydeau, parce que le local n'était pas gardé, on jette, à mon avis, moralement, un coup fatal aux militants dans la Fédération de la Seine ! (*Applaudissements.*)

THÉO-BRETIN. — Voulez-vous me permettre un mot ? Je demande à celui qui représente les G. B. N., de bien vouloir nous expliquer, puisqu'il est partisan de cette action commune. Dans l'article du journal *La Vérité*, qui a été donné à tous les délégués dans ce Congrès, je lis cette phrase — et vous allez voir combien il est difficile de faire une unité d'action avec des phrases semblables :

De toute évidence, Blum et ses amis se présentent à en juger par leurs déclarations, comme les intermédiaires de la bourgeoisie et ils prennent au sérieux, à l'égard des communistes, la préoccupation parlementaire d'assurer l'équilibre du budget. Les phrases sur le budget de classes, sont laissées et réservées pour les Congrès et les meetings. Sitôt franchie la porte du Palais-Bourbon, Blum, Auriol, Thorez, Renaud Jean, n'ont de souci que pour assurer l'équilibre de ce budget, pour expédier les affaires de la bourgeoisie.

NAVILLE. — Camarades, nous répondrons à cette ques-

tion-là longuement, dans le débat qui viendra demain, car c'est la question centrale. (*Quelques applaudissements.*)

Je ne le fais pas maintenant, car je ne veux pas entrer dans tout le fond du débat ; mais je prie notre camarade de croire que ce n'est pas nous qui l'éviterons.

Nous croyons, en effet, que les huit derniers jours écoulés ont donné la démonstration éclatante que toute la politique de la direction de la C. A. P. ne nous mènerait qu'à la faillite, alors que seulement celle que nous préconisons pourra opérer le redressement indispensable ! (*Applaudissements et protestations d'autre part.*)

CÆYLAS (Seine-et-Oise). — Camarades, le Rapport moral s'est particulièrement inquiété — et il a eu bien raison — de la baisse de nos effectifs. Mais je crois que ce n'est pas avec des hypothèses ou des points d'interrogation, que l'on peut régler une question semblable. Je crois que c'est avec des faits et de l'expérience. Et dans notre Fédération de Seine-et-Oise, où nous avons justement pratiqué d'une manière tout à fait spéciale et tout à fait ardente, cette unité d'action, je crois que nous avons pu faire une expérience ! Elle se traduit, à l'heure actuelle, pour nous, d'une manière très simple : c'est que nous avions, il y a un an, trois mille quatre cents adhérents, et qu'à l'heure actuelle, nous sommes aux quatre mille. (*Bravo !*) Et que dans un département où nous n'avions pour ainsi dire pénétré ou conquis aucune municipalité, nous en avons conquis complètement une dizaine, et nous avons pénétré sur tous les points dans des municipalités nombreuses.

LÉON BLUM. — Très bien !

CÆYLAS. — Dans le coin que je connais particulièrement, dans la deuxième de Corbeil, où se trouvent deux cantons : le canton de Longjumeau et celui de Villeneuve-Saint-Georges, j'ai pu suivre l'expérience d'une manière beaucoup plus précise encore. Ces cantons sont ceux qui, aux dernières élections législatives, étaient encore d'une manière complète, entre les mains de M. Mottu. Cela vous indique la situation en 1932. Dans l'un de ces deux cantons, dans celui de Longjumeau, en 1925, nous groupions

360 et quelques voix. Et au cours des dernières élections municipales, dans ce canton de Longjumeau, où nous avons réalisé l'unité d'action, où nous l'avons poursuivie, avant même qu'elle existe, nous sommes passés, en ne touchant que les trois quarts des communes, de 360 voix, à 4.000 passées. (*Applaudissements.*) Nous avons conquis les deux municipalités les plus importantes, dont une, Juvisy, est un point particulièrement intéressant, à l'heure actuelle, pour notre Parti. Et nous avons pu pénétrer dans quatre des principales municipalités.

Dans le canton d'à côté, où l'unité d'action, au contraire, a toujours été à la traîne, où l'unité d'action a toujours été paralysée par ce que l'on a appelé justement — et il faudra tout de même en dire un mot tout à l'heure, — le patriotisme de parti, nous avons perdu la municipalité la plus importante, et nous n'avons pu pénétrer nulle part, sauf dans une municipalité. Nous avons eu sous les yeux l'expérience de deux cantons, l'un renâclant devant l'unité d'action, et l'autre la poursuivant avant la lettre, et c'est celui-ci qui a remporté la victoire et c'est l'autre qui a été vaincu. Voilà l'expérience. Ce ne sont pas des hypothèses, ce ne sont pas des points d'interrogation, ce sont des faits.

Et, puisque je parlais tout à l'heure de ce mot lancé dans la bataille depuis quelque temps, de « patriotisme de parti », qui est presque toujours opposé à notre volonté d'unité d'action, je pense que nous, internationalistes, qui savons que le patriotisme, même quand il représente quelque chose de très pur, glisse très facilement au nationalisme le plus étroit et le plus sectaire, nous pouvons nous poser la question de savoir s'il ne serait pas bon de délimiter ce que doit être, dans notre Parti, ce patriotisme, car il existe chez nous, mais il existe aussi à côté, dans le Parti communiste. Eh bien, quoique le problème soit difficile à résoudre, car le patriotisme est quelque chose de très flou, difficile à délimiter, je crois que toutes les fois où nous avons un acte à accomplir, une décision à prendre, si nous pouvons répondre affirmativement à cette question : « La décision prise, l'acte accompli, est-il dans l'intérêt de la classe ouvrière tout entière, celle qui est grou-

pée dans le Parti socialiste, celle qui est groupée dans le Parti communiste, et celle qui n'est groupée nulle part, parce qu'elle est inorganisée », nous aurons répondu au patriotisme de parti le plus acceptable, celui que nous devons défendre. Mais toutes les fois, ou contraire, où l'acte et la décision prise aboutissent à se dresser contre l'intérêt d'une fraction quelconque de la classe ouvrière, qu'elle soit dans l'un ou l'autre des partis, ou qu'elle soit inorganisée, ce pour-là nous serons tombés dans le nationalisme le plus étroit et le plus dangereux. Je crois qu'il y a là une délimitation que nous devons retenir, car elle peut nous guider sur la route à suivre dans la bataille pour l'unité d'action.

En tout cas, à propos du Rapport moral, ce que nous lui reprochons particulièrement, en Seine-et-Oise, c'est sa brièveté, c'est d'avoir oublié toute la vie du Parti pendant l'année qui vient de s'écouler, les grandes batailles que nous avons menées les uns et les autres. Et quand nous estimons que l'unité d'action n'a été qu'un renforcement de puissance pour notre Parti partout où elle a été véritablement comprise, partout où on a mené la bataille à fond, sans arrière-pensée, comme il fallait la mener, eh bien ! nous estimons que mettre un point d'interrogation devant cette question : « Est-ce là la cause de la baisse de nos effectifs ? » c'est une erreur. Et c'est pourquoi une grosse majorité, dans notre fédération, s'est prononcée contre le Rapport moral.

Nous voudrions qu'à l'heure actuelle, on comprenne bien que l'unité d'action des forces ouvrières est l'un des points principaux de la bataille engagée et poursuivie, et que malgré toutes les difficultés rencontrées, elle ne pourra se réaliser que si elle se fait à l'avantage de la classe ouvrière tout entière, non pas contre un parti et pour un autre ; c'est dans cette voie que tous, nous devons nous engager. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Pierre Bloch, de la Fédération de l'Aisne.

PIERRE BLOCH (Aisne). — Camarades, la Fédération de l'Aisne a voté, à une énorme majorité, contre le Rapport

moral. Les délégués des sections qui sont intervenus dans notre Congrès, ont tenu tout de suite à montrer qu'ils n'intervenaient pas et qu'ils ne dirigeaient pas le débat contre des personnalités, mais qu'en touchant et en attaquant le Rapport moral, c'était surtout un état d'esprit dans le Parti qui leur déplaisait et qu'ils combattaient.

Et certains camarades de nos sections, plus particulièrement un de nos camarades, montrait que sa section s'était refusée à participer à la discussion, parce que, disait-il : « Vous allez aller au Congrès de Mulhouse, vous allez discuter, les camarades vont venir les uns après les autres exposer leurs points de vue, puis vous irez dans une Commission des résolutions ; et au moment où le Congrès tirera à sa fin, où des délégués seront forcés de partir, on viendra vous lire une motion plus ou moins unanime, et dans le courant de l'année on l'aura oubliée, elle ne sera pas appliquée ». Et c'est parce que l'esprit de la motion de Toulouse n'a pas été appliqué, dans l'année qui est passée, parce qu'on n'a pas retrouvé ces résolutions qui étaient sorties de ce Congrès, qui avait déclaré que notre Parti devait être en état d'alerte permanente, que la Fédération de l'Aisne a voté contre le Rapport moral. Nous avons également pensé que la C. A. P. n'a pas toujours été le moteur d'action que nous attendions, que bien souvent elle était absente de grandes manifestations ; nous aurions voulu que la C. A. P. du Parti soit capable d'entraîner les fédérations, qu'elle participe avec plus d'action dans la lutte. Nous aurions voulu, par exemple, que dans ce mouvement de grève des petits commerçants, qui a créé particulièrement dans la région parisienne, une grande agitation, nous aurions voulu que dans cette manifestation-là, la C. A. P., le Parti donne son avis, et qu'il soit à côté des petits commerçants dans les grandes réunions de Wagram.

Nous aurions voulu aussi que pendant cette crise, où les ministères tombaient et se reformaient, nous aurions voulu qu'à ce moment-là la C. A. P. donne le texte d'une affiche aux fédérations, montrant que le Parti réclamait le pouvoir et que M. Lebrun aurait dû appeler notre camarade Blum pour former le ministère, et qu'une fois de plus nous revendiquions le pouvoir, tout le pouvoir pour

le Parti socialiste. Dans cette bataille, nous avons été absents. Les Croix de Feu ont affiché sur tous les murs de France, le Parti communiste a fait une affiche, le Parti socialiste n'était pas dans cette bataille engagée devant l'opinion publique ; il paraissait absent ! (*Quelques applaudissements, quelques protestations.*)

Certes, cette bataille, vous l'avez menée vigoureusement à la Chambre, mais nous aurions voulu une affiche sur les murs de Paris, comme les Croix de Feu et comme le Parti communiste l'ont fait opportunément.

Et si nous avons voté contre le Rapport moral, c'est parce que nous avons été douloureusement émus de sa brièveté ; nous avons pensé qu'un Rapport moral devait s'étendre sur l'action passée du Parti ; qu'un Rapport moral devait nous donner des directives pour la lutte que nous allons engager dans une année particulièrement pénible.

Une Voix. — C'est nous qui les donnerons, ce n'est pas la C. A. P. !

PIERRE BLOCH. — Nous aurions voulu...

Le même Délégué. — C'est nous qui les donnerons !

PIERRE BLOCH. — ...Vous permettrez bien à la Fédération de l'Aisne de donner son avis et de dire ce qu'elle pense ? (*Bruit, applaudissements, protestations.*)

Camarade, je ne suis pas monté à cette tribune pour engager un dialogue avec vous, mais pour causer avec tout le Congrès ! Et nous pensions qu'il était regrettable de voir le Secrétaire général de notre Parti laisser supposer que l'unité d'action avait diminué nos effectifs, alors que c'est seulement le 27 juillet 1934 que le pacte d'unité d'action avait été signé ; si les effectifs diminuent pour cette cause, ils diminueront en 1935, ils n'ont pas diminué dans l'année passée, comme le rapport de Paul Faure essaye de le montrer. Et nous estimons que cette unité d'action qui a créé dans le pays un tel dynamisme de lutte, même dans les petites fédérations, dans ces fédérations de province où on essayait de nous montrer comme épouvantail le communisme, nous avons vu que l'unité d'action a créé un élan

enthousiaste dans toute la classe ouvrière, dans toutes les couches de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! nous aurions voulu voir dans ce Rapport moral, l'éloge de cette unité d'action préparant l'unité organique du prolétariat, que le Parti socialiste désire de toutes ses forces. Et nous voudrions dire, en terminant : Si, il y a trois jours, les avions fascistes ont lancé des tracts sur la région parisienne, demain peut-être ils lanceront autre chose ! Est-ce qu'à ce moment-là nous n'aurons que des motions et des archives à opposer à la violence fasciste ? (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Maurice Maurin, de la Fédération de l'Indre.

MAURICE MAURIN (Indre). — Citoyens, il y a.... (*Bruit dans la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Maurin, je le répète, et à Maurin tout seul !

MAURICE MAURIN. — Citoyens, il y a déjà un certain nombre d'années que je n'ai pas abordé la tribune dans un Congrès du Parti, et je me demande dans quelle mesure j'aurai à la fois l'oreille du Congrès et l'assentiment d'un certain nombre de mes amis.

Nous discutons, en ce moment-ci, le rapport moral présenté, je ne pense pas par le Secrétaire général du Parti seul, mais présenté par la majorité de la C. A. P.

Dans le passé, depuis au moins dix ans, mes amis et moi nous avons toujours voté contre le rapport de la C. A. P. Nous continuerons aujourd'hui encore. Mais nous avons tout de même un certain nombre d'observations à présenter.

Dans le Rapport moral, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de deux choses : de la propagande dans le Parti et de la pratique du front commun. Ce sont les deux choses qui sont débattues depuis ce matin, par les différents orateurs.

La question de la propagande ? Evidemment, il y a beaucoup à dire. J'oserai même dire qu'un Congrès extraordinaire aurait suffisamment à faire en s'occupant de

la seule question de la propagande. La propagande dans le Parti ? Elle repose sur trois éléments : elle repose d'abord sur la délégation à la propagande, elle repose sur le journal du Parti et elle repose sur le Groupe parlementaire, sur l'activité du Groupe parlementaire.

BRACKE. — Et sur l'activité des militants dans les Fédérations ! C'est même le principal !

MAURICE MAURIN. — Mais mon cher Bracke, sur l'activité des militants dans les Fédérations, nous sommes tout à fait d'accord, étant donné que la plupart des militants, dans les Fédérations, sont membres de la C. A. P., un certain nombre d'entre eux en tous les cas, sont membres du Conseil national du Parti qui n'est qu'un élargissement de la C. A. P.

Mais, je veux simplifier les problèmes. La question du journal, la question du *Populaire*, je l'élimine tout de suite, puisqu'il y a dans les rapports du Parti un chapitre particulier qui concerne le *Populaire*, uniquement au point de vue administratif et au point de vue de propagande.

Au point de vue de la délégation permanente, eh bien mais, citoyens, vous qui venez ici pour la plupart toujours les mêmes, d'ailleurs, dans les Congrès, à quelques unités près...

UN DÉLÉGUÉ. — Pas du tout ! Je suis membre du Parti depuis 1908, et c'est la première fois que j'assiste à un Congrès...

LE PRÉSIDENT. — Pas d'exceptions !

MAURICE MAURIN. — Vous voulez faire constater que vous êtes un jeune ? Je vous en félicite, et tout le monde s'en réjouit ! Mais il est incontestable que tous les délégués se connaissent dans les Congrès, nous sommes à peu près toujours les mêmes... Eh bien, cette question de la délégation permanente, elle a été agitée ici, à différentes reprises. Elle a été discutée à fond. On a tourné autour du problème de la délégation permanente. Les uns ont trouvé que la délégation permanente était insuffisante, et

qu'il fallait lui substituer une délégation régionale. Je n'ai pas besoin d'insister. Mon ami Zyromski lui-même, qui était chargé d'organiser ces délégations régionales, d'assurer la propagande régionale, les secrétaires fédéraux sont venus reconnaître ici que ça n'avait pas donné les résultats pour des raisons sur lesquelles je n'ai pas à revenir...

ZYROMSKI. — Mais pardon ! je ne reconnais absolument rien du tout ! Ça n'a pas donné de résultats parce que les secteurs et les régions n'ont pas été organisés ! Et il faut que les secteurs et les régions soient organisés pour que cette propagande marche ; autrement on met la charrue avant les bœufs ! Et si je vote contre le rapport moral, c'est également parce que j'estime que le Secrétariat n'a rien fait pour que ces secteurs et ces régions soient organisés. Je demande à Vincent Auriol de confirmer mes paroles !

LE PRÉSIDENT. — Non, mais la parole est à Maurin !

MAURIN. — J'attends la réponse du berger à la bergère ! Il n'est pas là...

LE PRÉSIDENT. — Mais la parole est à Maurin ; Vincent Auriol a répondu à Zyromski...

MAURIN. — Je vois, Zyromski, que tu donnes des raisons, mais que la conclusion ne change pas. Le fait, c'est que la propagande régionale n'a pas fonctionné et qu'elle n'est même pas prête de fonctionner demain. Voilà la constatation que nous sommes obligés de faire, mais il reste tout de même un organisme traditionnel, un organisme classique du Parti, qui s'appelle la Délégation permanente à la propagande. C'est dans son utilisation qu'il faut chercher la solution du problème, ce n'est pas dans votre propagande régionale, que vous avez tenté de calquer sur les méthodes du Parti communiste, qui ne sont pas mauvaises en soi. Seulement quand vous avez envisagé le fonctionnement de vos régions à la propagande, laissez-moi vous dire que vous avez oublié que c'était d'abord une question budgétaire qui se posait pour le Parti...

Plusieurs voix. — Très bien !

MAURIN. — Oui, je le répète, c'est une question budgétaire pour le Parti ! Vous ne pouvez pas faire assumer aux Fédérations que vous avez groupées plus ou moins arbitrairement, en régions, la responsabilité financière de la propagande dans ces régions. Il faut un chapitre spécial dans le budget du Parti, si vous voulez calquer le Parti communiste à la lettre. Il faudra, d'autre part, que dans chaque région vous ne vous en rapportiez plus aux divers secrétaires fédéraux, que vous avez agglomérés plus ou moins arbitrairement dans la région pour assumer la responsabilité de la propagande, mais il faudra vous en rapporter à un secrétaire régional appointé à la propagande. Voilà où vous devrez en venir ! Et si vous n'arrivez pas à cette solution, eh bien, il y en a une autre, et vous savez, entre nous, je ne sais pas si ce n'est pas encore la meilleure, expérience faite, expérience acquise : je me demande si la meilleure méthode pour la propagand, au lieu d'établir ces propagandes régionales, ce ne serait pas de réorganiser, de rénover, d'élargir votre système actuel, de délégués permanents à la propagande.

Je ne veux pas, vous le pensez bien, mettre en cause d'anciens camarades de la délégation permanente, qui ont travaillé avec moi pendant une certaine période. Mais il y a là quelque chose à faire dans cette direction : délégation permanente réorganisée, élargie, avec des moyens modernes, mis à sa disposition.

Et puis, dans le rapport moral, après le journal, après la délégation à la propagande, vous avez encore abordé une autre question : c'est la question du recrutement et c'est la question de la pratique du front commun et du front unique.

Ah ! vous savez, s'il y a quelqu'un ici, dans ce Congrès, et à cette tribune, qui a peut-être quelque qualité pour parler du front commun et du front unique, je peux bien dire que c'est celui qui vous parle à cette minute ! Quoi ! vous ne voulez pas voter maintenant le rapport de la C. A. P., mais il y a plus de dix ans, moi, que je vous in-

vite à ne pas le voter, ce rapport de la C. A. P. ! Il y a plus de dix ans que mes amis et moi, nous vous avons appelés dans les Congrès du Parti, à l'action commune, avec toutes les fractions du prolétariat et notre grande déception, notre grande désillusion, c'est qu'au moment où vous arrivez à vous convaincre de la nécessité, je dirai presque même de l'obligation physique de cette action commune, avec toutes les fractions du prolétariat, c'est que vous ne pratiquez pas cette action commune, ce front commun, dans l'intérêt du Parti et quand je dis dans l'intérêt du Parti, je veux dire dans l'intérêt de la classe ouvrière elle-même. (*Applaudissements.*)

Quoi ! le front commun ? L'action unique ? Mais au Congrès de Lyon, en 1927, j'ai été frappé de suspension, en partie, pour des réunions de front commun pratiquées sous ma responsabilité. Mais à l'appel des sections locales, à Vénissieux, dans le Rhône; à Nîmes, dans le Gard; à Béziers, dans l'Hérault. Et cependant dans toutes ces actions communes, pour ma part, je n'avais jamais perdu de vue l'intérêt primordial du Parti.

Or, à l'heure actuelle, ce qui m'inquiète, moi, je ne sais pas si tous mes amis sont dans le même état d'esprit, ce qui m'inquiète; c'est la façon dont vous pratiquez ce front commun, lancés tête baissée, dans les bras du Parti communiste. C'est cela que je vous reproche ! et c'est là qu'est le danger pour le Parti !

Comment ! le front commun sur n'importe quel sujet ? Avec n'importe qui ? Avec n'importe quel orateur ? C'est le plus grave danger que vous puissiez faire courir au Parti, car savez-vous qu'elle est la conclusion de toutes ces réunions que vous faites, et en particulier dans la région de la Seine ? C'est ce que le prolétariat qui ne vient à vos grands meetings que mû par des questions d'ordre sentimental, d'autodéfense quasi physique, c'est que ce prolétariat n'est pas éduqué et la conclusion qu'il tire après tous vos grands meetings, est la suivante : « Quoi ! après tout, entre le Parti socialiste et le Parti communiste, quelle différence y a-t-il ? Adhérons à l'un ou à l'autre, ou n'adhérons encore à aucun, en attendant

l'unité organique qu'on nous fait entrevoir. » Ce qui est encore beaucoup mieux, pour eux, puisqu'ils ne payent pas de cotisation !

Et sur ce point-là, je rejoins complètement la théorie qui a été soutenue ici, ce matin, par notre camarade Lebas, c'est là qu'est le grand danger pour le Parti ! Lebas a signalé (je ne parle pas de la défense du local de la rue Feydeau) le danger de ces meetings d'action commune, de front commun, au cours desquels on ne fait aucune éducation révolutionnaire, aucune éducation socialiste... J'ai assisté anonymement, dans le rang, à un certain nombre de ces réunions dans la région parisienne : Elles ne sont pas autre chose que des concours de démagogie abominable entre les différents orateurs. Voilà la vérité, citoyens ! (*Applaudissements.*)

Eh bien, voici la conclusion de mon exposé. Je ne veux pas le développer, et il y aurait cependant beaucoup à dire encore. D'autant plus à dire que la plupart des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune sont des camarades qui nous auraient condamnés froidement, il y a deux ou trois ans à peine, pour avoir participé à des actions communes, et maintenant... oh ! le front commun ! avec la Ligue des Droits de l'Homme, avec les radicaux, avec tout ce que vous voudrez, même avec les néos et des renégats d'hier, pourvu que ça rende électoralement ! C'est là !... (*Protestations et applaudissements.*)

Moi, je ne suis pas dupe de ces opérations : nous sommes dans le Parti un certain nombre de vieux militants, de vieux membres du Parti qui, ayant consacré toute notre vie au Parti, qui ne sommes, nous, candidats que par hasard, et dans des circonscriptions d'ailleurs dont personne ne veut... Mais nous connaissons ici, dans le Congrès, un certain nombre de camarades qui sont maintenant front commun avec n'importe qui, avec n'importe quoi !

ZYROMSKI. — Merci beaucoup !

LE PRÉSIDENT. — Ça ne s'adresse pas à Zyromski.

MAURIN. — Zyromski, tu as bien tort de prendre des responsabilités qui ne sont pas les tiennes ! Tu sais fort bien ce que je veux dire !

ZYROMSKI. — Oui, je sais fort bien ce que tu veux dire !

MAURICE MAURIN. — Nous nous comprenons trop bien, il y a trop longtemps que nous nous comprenons !... Ce qu'il y a de regrettable, entre toi et moi, c'est que nous nous soyons divisés au Congrès de Grenoble, pour ne nous retrouver d'accord à ce Congrès de Mulhouse, après avoir fait un certain nombre d'expériences. Et quand je parle des éléments électoralistes, front commun avec n'importe qui, pour n'importe quoi, tu sais bien qu'il ne peut pas s'agir de toi, et de quelques-uns de tes amis, mais que dans ce vaste mouvement de front commun, il y a un appétit « électoraliste » contre lequel nous avons le devoir, nous qui sommes de vieux militants, de résister. Et je suis de ceux qui résisteront.

Eh bien, citoyens, ma conclusion est donc la suivante : Quoi ! vous avez un rapport moral ; on vous l'a dit ici ce matin, la responsabilité de ce rapport moral, elle n'incombe pas à des hommes auxquels j'ai dit tout de même, depuis un certain nombre d'années, bien qu'amis personnels, comme Paul Faure et Séverac, un certain nombre de choses que je croyais être la vérité ; et ces choses, je les ai dites assez vertement, avec une telle sévérité parfois que des relations d'amitié les plus cordiales ont été interrompues pendant un certain temps. Mais tout de même, à l'heure présente, il ne s'agit pas de rapports de tel ou tel fonctionnaire du Parti, il s'agit de la C. A. P. elle-même !

Eh bien quoi ! Vous avez un rapport sur lequel vous allez voter ? Moi, ce que je regrette, Zyromski, c'est qu'il n'y ait pas deux rapports, au lieu d'un seul présenté par la majorité de la C. A. P. Elle vous présente un rapport contre lequel vous avez voté ? Soit. Mais vous, minorité à la C. A. P., vous aviez la faculté, vous aviez la possibilité de présenter un autre rapport écrit, qui aurait été inséré dans les rapports du Parti, comme tous les autres. Je regrette de ne pas l'avoir en main, et comme je ne l'ai

pas en main, je voterai contre le Rapport du Parti, mais je ne voterai pas pour vous !

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Campargue, de l'Yonne.

PAUL CAMPARGUE (Yonne). — Il nous apparaît, camarades, que le vote ou le rejet du Rapport moral, qui est en cause, n'aurait pas, en soi, une importance capitale, sur les destinées de notre Parti, si derrière ce vote, derrière la discussion qui vient de s'instaurer, il n'y avait des questions graves, des questions complexes, qui ont été évoquées à cette tribune, mais que je me permettrai de préciser devant le Congrès.

Nous voterons sans doute le Rapport moral. Nous le voterons parce que Paul Faure en a fait volontairement le memorandum d'une année d'action. C'est le passé. Et le rythme des événements politiques est assez rapide pour que nous ne restions pas des heures à considérer le passé. Il est préférable de tourner ses yeux vers l'avenir. Celui-ci est lourd de menaces. (*Applaudissements.*)

Nous le voterons aussi parce que, comme le rappelait ce matin Bracke, avec une profonde émotion, notre Parti, la force de notre organisation ne réside pas seulement dans la doctrine qui anime le Parti; cette force réside aussi dans la fraternité qui nous unit. Nous sommes des hommes, nous sommes des militants, nous nous réunissons en Congrès nationaux, mais il y a quelque chose de plus que ces réunions, il y a un lien, un lien d'amitié profonde et il me semble que refuser le vote du Rapport moral serait condamner cette amitié, cette fraternité dans laquelle nous ne serons pas capables de faire quoi que ce soit. (*Applaudissements.*)

Cependant, camarades, le vote ne nous interdit pas d'examiner ce qui se cache derrière cette longue discussion. Car, en vérité, c'est bien la première fois qu'un rapport moral donne lieu, dans le Congrès d'un Parti, à une discussion aussi longue.

Il m'apparaît que cette discussion révèle une sorte de divergences parmi les hommes, auxquels nous avons confié

les destinées de notre organisation. Il semble bien que depuis le jour de l'unité d'action, il y ait non pas deux tendances, mais deux conceptions qui n'osent pas s'avouer l'une à l'autre. Tendances : ce serait normal, nous vivons de la bataille de tendances. Nous sommes un Parti de démocratie intérieure, les volontés suprêmes exprimées par nos organisations responsables ne sont que les volontés de la masse des militants. La tendance s'exprime à cette tribune, bravo ! Cette liberté intérieure de discussion est notre gloire, et c'est pour une part de ce qui nous différencie des partis d'autocratie de ceux-là mêmes qui sont très près de nous.

Mais ce n'est pas seulement une lutte de tendances. J'ai l'impression, je le rejète, en pesant mes mots, qu'il y a une dualité profonde parmi ceux qui ont la charge de diriger nos destinées; dualité, divergence de conceptions, et ce qui est plus grave, divergence et dualité de réflexes devant les événements qui viennent à nous.

Je n'apprendrai rien aux militants qui connaissent notre Parti et qui connaissent notre maison, en leur disant — on a le droit d'ouvrir son cœur dans le Congrès d'un parti — en leur disant qu'entre le premier étage où siègent les organismes centraux, le rez-de-chaussée où siège le journal, il n'y a pas toujours un synchronisme parfait...

LÉON BLUM. — Mais je n'accepte pas cela !

PAUL CAMPARGUE. — Je le dis comme je le pense, espérant et appelant de tous mes vœux une explication franche qui dissipera le malentendu. Mais je le dis parce que, au fond de mon cœur, j'ai l'impression qu'il y a depuis l'unité d'action, plus que deux tendances, il y a, j'allais dire deux clans, disons deux conceptions contraires qui s'affrontent, et je crois que c'est le devoir de ce Congrès, de vider un abcès qui a fait assez de mal au Parti.

Camardes, depuis l'unité d'action, il y a deux méthodes dans nos organismes centraux. Il y a ceux qui subissent l'unité d'action, il y a ceux qui animent et qui propulsent l'unité d'action. Je voudrais que la conclusion de ce débat amène un vote, un vote quasi unanime, en

faveur du rapport moral... (*Quelques applaudissements*). Je voudrais que nous refassions par là même une sorte de serment de fidélité à ceux à qui nous avons donné notre confiance. Mais c'est également notre droit, entre camarades, d'essayer de voir clair en nous-mêmes, et de livrer à ceux qui ont la charge de diriger nos destinées, nos craintes et nos appréhensions. Je le fais. Et encore une fois, en terminant, je souhaite que ceux qui, demain, recevront du Conseil national, du Congrès et de la C. A. P. la mission de mener pendant un an, pendant un an qui est lourd d'imprévu, les destinées du Parti socialiste, je voudrais que ces hommes comprennent, de la discussion même qui s'est instaurée dans cette salle, qu'il y a assez d'immobilisme, qu'il y a assez de statique, qu'il faut du dynamisme et de l'action ! (*Applaudissements*.)

LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole à l'accusé, c'est-à-dire à Paul Faure, je voudrais vous indiquer que, conformément à une heureuse habitude, la C. A. P. a adressé des invitations pour ce Congrès, d'abord aux deux Internationales, l'Internationale ouvrière et socialiste et la Fédération syndicale internationale. Elle a adressé également des invitations aux différentes sections de notre Internationale.

Ont adressé des télégrammes de fraternelle sympathie, d'abord : la Fédération syndicale internationale, puis le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti ouvrier social démocrate russe, le Parti ouvrier social-démocrate de Hollande, et j'ai la joie de saluer la présence parmi nous de nos camarades Frédéric Adler et de Brouckère. (*Applaudissements*)... délégués de l'Internationale ouvrière et socialiste ; Winter, du Parti social-démocrate tchécoslovaque (*Applaudissements*) ; Delvigne, du Parti ouvrier belge (*Applaudissements*).

Je suis sûr, et vos applaudissements le prouvent, d'être l'interprète du Congrès unanime, en adressant à nos camarades notre fraternelle bienvenue. (*Applaudissements*).

La parole est à Paul Faure.

MARCEAU PIVERT. — Un mot ! Au moment de l'incident avec Lebas, j'avais demandé la parole pour préciser le rôle de la Fédération de la Seine. Je ne veux pas retarder l'audition de notre camarade Paul Faure. Je pense que vous êtes déjà au courant, mais je dois dire tout de suite que je suis surpris que ma demande de parole n'ait pas été retenue, car il s'agissait, en somme, de la part de Lebas, d'une mise en accusation du service d'auto-défense de la région parisienne, et j'ai promis moi-même, à ce moment, de donner des précisions au Congrès. Je me tiens à sa disposition.

LE PRÉSIDENT. — Je veux dire à Marceau Pivert que, personnellement, je n'en suis pas responsable, puisque je n'étais pas président du Congrès ce matin. C'est le fait d'une erreur, et c'est tellement vrai que Zyromski lui-même était inscrit, et qu'il a renoncé spontanément à la parole. Mais je ne vois aucun inconvénient, avec l'agrément du Congrès, à donner la parole à Marceau Pivert. (*Applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Camarades, c'est spécialement et le plus brièvement possible, sur l'incident qui a été soulevé avec une ironie qui nous a blessés, et concernant le manque de vigilance de notre organisation par rapport à la protection du local de la rue Feydeau. Je veux apporter, comme je l'ai promis, quelques précisions : si nous avons été amenés à ne pas prendre toutes les dispositions de sécurité, c'est parce que nous sommes obligés de tout créer avec rien, d'assurer financièrement des efforts qui pèsent sur notre Fédération...

Une voix. — Et les autres Fédérations ?

MARCEAU PIVERT. — Camarades, c'est tout à fait exact, je suis tellement d'accord, que je vais vous dire qu'ayant à choisir, pour ménager nos efforts, entre la sécurité du *Populaire*, de la Maison du Parti et celle de notre siège fédéral, nous avons assuré la sécurité du *Populaire* et de la Maison du Parti, toutes les fois que, d'accord avec les responsables, on a considéré que c'était nécessaire. Mais nous avons volontairement abandonné la protection de

notre local pour pouvoir mieux assurer celles, a nos yeux plus importantes, de l'imprimerie et de la Maison du Parti. (*Applaudissements.*)

Seulement, vous comprendrez qu'il est un peu singulier maintenant qu'après des mois et des mois de carence, on nous fasse un tel grief ! Nous avons insisté, fait des propositions non seulement orales, mais écrites, que nous pourrions lire ici. Nous avons dit et répété ce que nous attendions du Parti ! et s'il y a eu négligence politique, ce n'est pas la nôtre, camarades. Voici la situation : lorsque, à la Fédération, nous avons été placés devant le raid de la rue Feydeau, j'ai pris en effet la décision, premièrement de ne pas assurer, néanmoins, la défense de notre siège; deuxièmement, de ne pas déclencher les répliques qui étaient préparées, parce que c'était m'engager, c'était engager ms camarades dans une action pour laquelle le Parti ne s'est pas encore prononcé; nous risquions d'avoir des camarades victimes, sans la certitude de la solidarité du Parti. Je me refuse, et je ne continuerai pas dans ces conditions, à engager des camarades à lutter directement contre des fascistes, si je n'ai pas l'assurance de cette solidarité. Je crois avoir noté quelque chose à ce sujet dans ce que Lebas a dit ce matin... Il a eu l'air de dire aux fédérations : « Débrouillez-vous ! » Cela veut dire sans doute que s'il y a des victimes, les camarades peuvent être sûrs que le Parti sera avec eux, qu'il ne sera pas tenté de désavouer ce qu'on appellerait de l'aventurisme. (*Applaudissements.*) S'il en est ainsi c'est déjà quelque chose; tout de suite, ici j'en prends acte, si c'est la position du Congrès, la Fédération de la Seine et la Fédération de Seine-et-Oise feront alors leur politique d'autodéfense avec le sentiment reconfortant que la solidarité du Parti ne leur manquera pas. (*Bruit, conversations.*)

Camarades, je vous réponds. (*Bruit, discussions particulières.*)

Camarades, je vous demande de tenir compte de ce qu'il faut...

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Marceau Pivert, et à lui seul !

MARCEAU PIVERT. — Je vous demande, camarades ; je supplie le Congrès, de tenir compte des efforts de maîtrise de nos nerfs, que nous sommes obligés de faire, dans la Fédération de la Seine, pour empêcher ce qui pourrait être peut-être une catastrophe, car nous sommes au pied du mur, à Paris, nous sentons la menace peser chaque jour sur nous, nous connaissons la liste des victimes désignées, nous savons qu'il y aura un certain nombre de camarades abattus le jour où le fascisme aura décidé son coup. Et cependant, nous attendons, pour prendre des dispositions de stratégie antifasciste, que le Parti veuille bien considérer la bataille dans son ensemble, en tenant compte du point le plus menacé, c'est-à-dire Paris, le Paris fasciste, qui a actuellement Chiappe et Weygand à la tête de ses troupes de coup d'Etat ! (*Applaudissements.*)

Voilà pourquoi nous n'acceptons pas, ni l'ironie entre camarades, ni surtout une accusation quelconque de manque de vigilance. Il y a des positions politiques qui sont prises, il faut avoir le courage de les faire sanctionner par le Congrès ; quand nous demandons à protéger des locaux, il est bien évident que nous demandons à les protéger autrement qu'avec un porte-plume ! Il faut les protéger avec quelque chose d'efficace. (*Applaudissements.*)

Or, camarades, actuellement, la position de nos camarades du Bureau du Parti, est claire : ils nous ont dit, ils nous ont répété, et nous tenons compte de cette situation « Nous vous demandons de ne pas vous servir des mêmes armes que les fascistes... ».

Cela a été dit, camarades ! Alors, la question est posée. Vous l'avez voulu, Lebas ! Alors, vous expliquerez pourquoi, si les renseignements qui me sont parvenus sont exacts, ce que nous demandons depuis des mois vient enfin d'être commencé à la Maison du Parti, il y a trois jours ; si l'on s'occupe de protéger les locaux du *Populaire* c'est donc que nous avons raison. Oui ou non, est-ce que nous avons raison ? (*Applaudissements.*) Si nous avons raison, et si vous êtes prêts à agir dans le sens que nous attendons, alors j'apporte ici la solidarité complète de la Fédération de la Seine, nous ne demandons pas du tout à diriger quoi que ce soit, vous choisirez des responsables en qui

vous aurez confiance, nous mettrons nos troupes à votre disposition, mais une chose est sûre : Nous ne permettrons pas que le Parti demeure dans l'impréparation actuelle. Agissez et ne nous obligez pas à agir tout seuls ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Faure. (*Applaudissements.*)

PAUL FAURE. — Camarades, j'ai à remercier l'avant-dernier orateur, notre camarade Paul Campargue, de la déclaration qu'il a faite tout à l'heure, à cette tribune, à savoir qu'il invitait le Congrès à voter unanimement le Rapport moral pour ne pas blesser ou diminuer dans leurs personnes et dans leur activité les secrétaires du Parti.

Je le remercie, mais je supplie le Congrès de ne tenir aucun compte de cette suggestion, quelles qu'aient été les intentions amicales qui l'ont dictée. Il faut que le Congrès soit libre. Il ne s'agit pas du tout de nos personnes. (*Très bien !*) Ni la personnalité de Séverac, ni la mienne, ni la personnalité collective de la majorité des membres de la C. A. P., ne sont en cause dans ce débat. Il faut que le Congrès délibère en toute indépendance et qu'il ne se préoccupe en rien de blesser en quelque manière que ce soit les petites susceptibilités personnelles de l'un quelconque d'entre nous.

Non, non ! ce n'est pas du tout de cela qu'il est question, il s'agit de voter pour ou contre le Rapport moral, en vous mettant au-dessus de nos personnes, en interrogeant purement et simplement vos consciences de socialistes et de membres du Parti ; persuadés que vous êtes d'avance, que quel que soit votre verdict, les camarades en cause s'inclineront devant lui et demeureront demain à la disposition totale du Parti et des organismes du Parti. (*Applaudissements.*)

Justement, l'un des orateurs de ce matin, de la séance du matin, notre ami Bracke, a invité lui aussi le Congrès — et j'ai applaudi — à laisser en dehors du débat, toute espèce de point de vue personnel. Ce n'est pas, en effet, dans le Rapport moral, une personnalité qui apparaît, c'est un homme chargé par vous de fonctions déterminées

et qui, ayant à la veille du Congrès national, à rédiger un rapport, n'a pas du tout cherché, dans aucun mot, dans aucune ligne, à exprimer des considérations d'un ordre personnel, mais qui, fidèle au mandat que vous lui avez donné, s'est attaché, dans quelques formules brèves, à définir ce qu'il croit être les préoccupations de l'ensemble de ce Parti.

Voyez quel est mon étonnement, à l'heure présente ! J'ai écouté avec déférence et, croyez-le bien, avec une attention soutenue, les observations et les réquisitoires abondants et divers et même contradictoires qui ont été apportés contre le Rapport moral. J'en fais mon profit pour moi ou pour ceux qui pourront être appelés dorénavant à rédiger les rapports statutaires pour nos Assemblées générales. Mon étonnement, c'est que ce rapport — et je vais ainsi vous faire une confidence, sur l'état d'esprit qui m'animait quand je l'ai conçu et quand je l'ai rédigé — c'est qu'il n'ait pas été admis, pour ainsi dire sans discussion, par l'unanimité du Parti ; car, très objectif, je me suis efforcé de ne condamner aucune des méthodes d'action, ni aucune des conceptions qui peuvent présentement diviser les groupes, les fédérations et les hommes de notre Parti.

Relisez-le. La lecture sera courte, car il ne dépasse pas deux petites pages. J'étais loin de penser que ces deux pages-là susciteraient un débat aussi long et aussi ample que celui qui arrive à terme maintenant. Car, au fond, je cherche une phrase, dans ce rapport, qui puisse justifier pour qui que ce soit, un vote hostile.

J'ai constaté, par exemple, la diminution des effectifs. Je pense que c'est une réalité devant laquelle vous pouvez tous vous incliner, et j'ai naturellement, tout naturellement, puisque nous devons en discuter aujourd'hui, exprimé par trois phrases, quelles étaient les raisons, les motifs que les camarades, dans nos fédérations, donnent pour expliquer la diminution de ces effectifs. Je n'ai pas conclu, je ne vous ai pas dit qu'un tel ou tel autre avait raison. Je vous ai dit : « Voilà ce qu'on dit, dans vos fédérations ». C'est d'ailleurs tellement vrai, que vous l'avez, les uns après les autres, répété à cette tribune. Certains

ont dit : « Départ des néos ». Personne ne conteste, en effet, personne ne peut contester que le départ des néos a été, dans un certain nombre de fédérations, la cause d'une diminution, généralement pas énorme, mais enfin à retenir, de nos effectifs.

Avais-je le droit de le dire ? Je pense que oui.

Une autre cause : la crise, et le chômage. Quand nous interrogeons des camarades des régions où sévissent précisément le plus la crise et le chômage, on nous répond : « Il faut probablement, il faut très certainement trouver là une explication de la baisse de nos effectifs, encore que ce ne soit pas vrai partout. C'est ainsi que je pourrais citer des villes, parmi les plus ravagées de chômage et de misère, où il y a plus d'adhérents et plus de cotisations qu'avant la crise elle-même. Mais dans l'ensemble, il est incontestable qu'en présence des difficultés de la vie, les ouvriers sans travail, les paysans ne vendant plus leurs produits, les petits commerçants acculés à la faillite, trouvent dans ces duretés de leur existence quotidienne, des raisons pour venir un peu moins au Parti, pour payer un peu plus au ralenti leurs cotisations. C'est une autre constatation que j'avais le droit de faire, et que j'ai faite. Personne ne saurait légitimement me le reprocher.

Alors quoi ? La troisième raison ? « Pour d'autres encore, ai-je écrit, c'est l'unité d'action qui empêcherait le recrutement ». J'ai énuméré purement et simplement ces trois thèses.

Pourquoi me faites-vous dire ce que je n'ai pas dit ? Vous n'avez pas le droit de discuter mes intentions ou ma pensée personnelle, vous n'avez le droit de discuter que sur le texte même du rapport. Pourquoi prenez-vous la liberté de dire que moi j'accuse l'Unité d'action de la diminution des effectifs ? Mais moi, par contre, j'avais le devoir d'indiquer qu'il y a des camarades qui prétendent — c'est leur droit et c'est vrai dans certains cas — que l'unité d'action a facilité le recrutement, et la marche du Parti.

Seulement, il faut être juste et admettre que d'autres camarades — il en est dans ce Congrès — aient une opi-

nion contraire et soutiennent que l'unité d'action a deservi dans leur coin ou dans leur région la propagande et le recrutement propres du Parti.

Avons-nous le droit de dire cela, oui ou non ? (*Applaudissements.*)

Plusieurs voix. — Très bien !

PAUL FAURE. — J'ai là un texte, je ne le sors pas, pour les circonstances, qu'on vient de me donner à l'instant. Il émane de la Fédération du Vaucluse, qui n'est pas satisfaite de la manière générale dont l'action commune a été pratiquée en France. Pourquoi ne voulez-vous pas reconnaître à des camarades le droit de le dire ? Ils l'ont signifié par une lettre adressée au Parti communiste de leur département en termes très clairs :

Il — le Parti — n'acceptera, d'ailleurs, de reprendre le contact qu'avec la certitude absolue que la lutte antifasciste, dont il apparaît qu'elle n'est pour certains qu'une occasion, un moyen, de propager des calomnies et d'alimenter des fratricides polémiques, sera dirigée contre nos seuls adversaires.

Notez que c'est la base même du pacte d'unité d'action dont ils réclament le respect.

Il n'acceptera de reprendre le contact que lorsque les camarades communistes du Comité Antifasciste cesseront, sous le couvert de ce Comité, leurs attaques contre le Parti socialiste, ses élus et ses militants.

Cette position est parfaitement correcte. Les faits reprochés ne sont pas spéciaux au Vaucluse. On peut les constater en beaucoup d'autres endroits, même dans la Fédération de la Seine, où par exemple, contre notre camarade Gérard, de Kremlin-Bicêtre, une campagne abominable a été menée par le Parti communiste ! (*Applaudissements.*)

Un autre camarade, ce matin — s'il m'y autorise, je le nommerai — me disait : « Moi, dans ma fédération, le renouvellement trop fréquent de manifestations antifascistes avec les communistes nous a, pendant des mois,

fait perdre notre temps. Nous avons négligé par force le recrutement, et notre fédération perdait des adhérents. Depuis, nous avons signifié aux communistes, conformément, d'ailleurs, au pacte d'unité d'action et à la motion de Toulouse...

Une voix. — Alpes-Maritimes !

PAUL FAURE. — Oui, Alpes-Maritimes ! « ...et à la motion de Toulouse, que nous procéderions seulement de temps en temps sur des points très précis, à des manifestations communes, et qu'entre temps notre préoccupation centrale serait la propagande socialiste et le recrutement socialiste. (*Applaudissements.*)

» Le résultat, a-t-il ajouté, c'est que depuis que nous avons pris cette décision, notre fédération a presque doublé le chiffre de ses effectifs, cependant que deux sections qui n'ont pas voulu écouter les conseils sages du Bureau fédéral, ont perdu des effectifs, ou n'ont en tout cas pas gagné comme les autres sections. »

Une voix. — Exact !

PAUL FAURE. — Voilà des faits. Tout à l'heure, Coeylas, au nom de la Fédération de Seine-et-Oise, disait : « Chez nous, c'est le contraire, électoralement ce sont les camarades qui ont le plus renâclé à l'action commune, qui ont perdu les municipalités, comme Villeneuve-Saint-Georges ou autres. Tandis qu'au contraire dans les autres coins du département, où l'on a pratiqué le plus intensément l'action commune, vous avez gagné des municipalités ». Tant mieux ! Mais croyez-vous avoir convaincu tout le monde ? Vous n'avez pas convaincu le président de cette séance du Congrès, qui vous répondra, lui, que jamais il n'avait eu autant de voix à Montluçon, qu'aux dernières élections municipales, alors qu'il n'avait pas voulu pratiquer l'action commune avec des gens qui l'injuriaient !

Soyez donc tolérants les uns pour les autres, et acceptez que le secrétaire du Parti, sachant tout cela, ayant été mis au courant et sachant que la situation est différente ici et là, vous ait simplement posé la question, non pas

pour la résoudre par la rupture du front commun, que personne d'entre nous ne propose, mais au contraire pour examiner comment le front commun devra être poursuivi avec le souci de sauvegarder la physionomie, l'intérêt, le développement, la marche en avant du Parti et de ses organisations fédérales. (*Applaudissements.*)

Alors, que reste-t-il de vos réquisitoires sur les passages incriminés du rapport ? Autant dire rien du tout, n'est-ce pas ?

Il y a un autre passage... est-ce que je vais oser le rappeler ? Personne n'y a fait allusion, mais j'en parle parce que je ne sais pas si ce que vous reprochez au Rapport moral, c'est ce que vous avez dit, ou bien si c'est ce que vous n'avez pas dit !

Ecoutez :

Le Congrès de Mulhouse aura à examiner très sérieusement la question, car notre Parti a un besoin vital de recrutement. Il n'a jamais voulu être un groupement faible, en effectifs et caporalisé, avec pour objectif de diriger la masse et au besoin de la jeter dans une aventure, c'est-à-dire de faire surgir d'événements quelconques une révolution prématurée où le dynamisme insurrectionnaliste constituerait le facteur prépondérant de la victoire. Il a été et entend demeurer un parti régi par des règles démocratiques, cherchant sa raison d'être et ses forces dans la masse des travailleurs dont il poursuit, au grand jour, de la propagande publique, l'éducation et l'organisation.

Le secrétaire du Parti pouvait-il écrire cela ? Le jour où il ne le pourrait plus, c'est que vous auriez renversé complètement toute la doctrine, toute la tradition, toute la pratique du Parti. Vous ne me l'avez pas reproché, je n'y insiste pas ; c'est que sur ce point, nous sommes tous d'accord. Car s'il y avait un seul camarade qui s'élèverait contre ces conceptions, je ne doute pas de son courage, il l'aurait dit à cette tribune !

Alors quoi ? Maintenant, des reproches.

La propagande par secteurs : je voudrais ici m'expliquer très franchement.

Oh ! je ne vous cache pas que lorsque vous avez pris

cette décision à laquelle, naturellement, j'ai donné mon adhésion — si j'étais, comme on le dit, un chef, je pourrais employer cette formule : « Etant un chef, je n'avais qu'à suivre », mais je ne suis pas chef, et j'ai suivi — je ne vous cache pas que je n'étais pas très convaincu du caractère heureux et fécond de la réforme.

Vous voudrez bien croire que je n'avais d'autre préoccupation que l'intérêt réel et profond du Parti, comme vous d'ailleurs j'en suis sûr, quand vous avez proposé la réforme. Mais, est-ce que, parce que j'avais cette crainte, nous n'avons pas fait, au Secrétariat, tout ce qu'il fallait pour mettre en mouvement les secteurs ? Hé quoi ! Ne nous sommes-nous pas adressés immédiatement à tous les secrétaires des fédérations ? En accord avec eux, nous avons fait procéder à la désignation des secrétaires de secteurs et ces secrétaires de secteurs, nous leur avons demandé de remplir leurs fonctions aussitôt et durant plusieurs mois. Puis, comme cela ne marchait pas très bien — oh ! ce serait indigne de moi de mettre en cause qui que ce soit, la mauvaise volonté, ou la paresse des uns, l'immobilisme des autres — le fait est là : ça n'a pas très bien fonctionné. Et pour savoir comment on pourrait y remédier, qu'a fait le Secrétariat du Parti et que pouvait-il faire de mieux ? Il a convoqué à Paris, à la veille d'un Conseil national, tous les secrétaires de secteurs, et il leur a donné la parole ; et ni Séverac ni moi n'avons rien dit pendant tout le débat. Nous avons écouté. Les camarades des secteurs ont été réunis et on leur a dit : « Parlez, on vous a mis une arme entre les mains, quel est votre sentiment ? Est-ce que vous croyez qu'il faut pousser plus avant, développer un peu mieux l'expérience ? Ou bien est-ce que vous préférez l'ancien système ? Dites-nous ce que vous pensez, dites-le nous sans aucune gêne. » Et, à l'unanimité moins un, car on a dit ce matin à l'unanimité... je crois qu'un de nos camarades, celui de l'Indre-et-Loire...

Une voix. — Deux !

PAUL FAURE. — Deux, peut-être... ont fait des réserves. Mais tous les autres secrétaires de secteurs ont répondu :

« Le système ne peut pas fonctionner. » Alors, après cela, vous vous tournez vers le Secrétariat et vous dites : « C'est votre faute. » Il faudrait avoir un peu plus de justice dans la recherche et la fixation des responsabilités réciproques, parce que, vous savez... moi aussi, je pourrais vous dire : « Si on a perdu beaucoup de temps, c'est parce que vous aviez mis debout un système qui ne pouvait fonctionner. » Je crois que ce serait injuste de vous mettre en cause de cette façon-là. Mais n'accusez pas le Secrétariat d'avoir empêché un système comme celui-là de tourner, car il avait précisément créé tous les éléments de fonctionnement. Quelles sont les raisons que les secrétaires de secteurs nous ont données ? Ils nous ont dit : « Secrétaire de secteur ? Je suis déjà secrétaire d'une fédération, et j'ai du mal, car je ne suis pas appointé, je vis de mon travail, je suis instituteur, ou je suis petit commerçant, ou agriculteur, je travaille; il faut que je travaille; j'ai beaucoup de peine à faire vivre ma fédération, je passe un temps du diable pour organiser la propagande dans mon département; je n'ai pas assez de ma journée. Et vous allez me donner cinq ou six ou huit départements ? Comment voulez-vous que je fasse ! Et ensuite vous me chargerez d'organiser de grandes tournées de propagande. Un beau jour, vous me direz : « Allez ! tournée de masse, le 18 mai, tout le monde marche à la même heure ! »

Trois semaines pour organiser cela ! Le malheureux prend sa plume, il n'a pas de dactylo, il n'a pas de secrétaire particulier, il écrit, il écrit encore ! Il attend les réponses des orateurs prévus, elles ne viennent pas, ou elles viennent mal, ou ce sont des promesses vagues, et quand le 18 mai arrive, souvent plus personne pour les réunions ! Voilà la réalité ! (*Applaudissements.*)

Est-ce que c'est la faute du Secrétariat, s'il y a eu des accidents de route de ce genre ? Alors quoi ?

Il y a d'autres objections que les secrétaires de secteurs nous faisaient : c'est que lorsqu'on veut organiser à jour fixe, à heure fixe, des réunions, dix, quinze, vingt réunions dans toute une région, ceux qui ont décidé que ces réunions auraient lieu, ne se sont pas — et je ne leur en fais pas grief, ils ne peuvent pas le savoir — ne se sont

pas informés, naturellement, si à ce moment-là, les réunions sont bienfaisantes, si elles peuvent avoir de l'utilité, si les camarades à qui vous allez écrire : « Tu auras un député ou deux députés tel soir... », pourront avoir une salle libre ce soir-là. Il y a ensuite le cas de ceux qui promettent de venir et qui ne viennent pas. Il y a des réponses tardives de secrétaires qui écrivent au secrétaire de secteur : « Je n'ai pas pu trouver de salle, nous avons eu une élection, ou bien ce jour-là il y a des travaux agricoles, impossible d'organiser à cette date-là une réunion. »

Ne croyez pas que sur un bout de papier on puisse toujours organiser, comme cela, schématiquement, à heure fixe, une propagande efficace et des manifestations réussies. Tous ceux qui savent ce que c'est que la propagande savent bien qu'il faut pour qu'une réunion réussisse, des semaines et des semaines de préparation, quelquefois des mois, et qu'alors seulement la réunion a toute son importance et toute son efficacité. Cela vaut mieux que de déplacer un parlementaire, ou un militant du Parti, qui ont fait parfois 1.500, 1.800 kilomètres aller et retour, et qui viennent parler devant 50 personnes, soit parce que la date était mal choisie, soit parce qu'on n'a pas pu faire assez tôt la propagande. Ne prenons pas pour de l'action sérieuse une agitation désordonnée qui ne vaut rien et ne donne rien pour l'ensemble de la propagande.

De telles pratiques desservent le Parti au lieu de le servir ! (*Applaudissements.*)

Cela signifie-t-il qu'il faut renoncer à la propagande et que nous allons de nouveau, Séverac et moi, être comparés à des paralytiques dans un fauteuil à roulettes, poussés par Granvallet et par Hug, attendant que passent les jours et que le mois soit touché ? Est-ce que nous avons boudé à l'organisation de la propagande ? Est-ce que lorsque vous vous êtes adressés à nous, nous n'avons pas répondu à l'appel des camarades ? au delà même de nos forces. (*Applaudissements.*) Est-ce que, chaque fois que vous avez demandé un parlementaire, nous ne nous sommes pas adressés à ce parlementaire ? Est-ce que chaque fois que vous avez fait appel à nous, nous ne vous avons pas donné au maximum les satisfactions que vous dési-

riez ? dans la mesure de nos possibilités, de nos moyens ?

Quels sont les autres reproches de nos sévères censeurs ? Notre camarade Marceau Pivert a dit : « Pas d'action au centre. » Dupont a renchéri : « Il faut réformer les méthodes de travail du centre. » Pivert a confirmé sur un autre point : « Pour le cinéma, a-t-il dit, qu'avez-vous fait ? » Un autre a dit : « Et l'affiche ? Vous n'avez pas posé une affiche à propos des petits commerçants, une affiche dans toute la France ! »

Résumons : nous n'avons pas traité la question du cinéma, nous n'avons pas collé d'affiche, comme le font d'autres partis évidemment plus riches que nous dans toutes les communes de France, il faut réformer les méthodes d'action du centre. Avec cela, le malheureux accusé que je suis a son compte !

NAVILLE. — C'est grotesque !

PAUL FAURE. — Laissez-moi vous dire que je vous ai écouté avec la plus grande attention, sans vous interrompre, et je vous demande, à vous, de m'écouter jusqu'au bout ! (*Applaudissements.*)

Je réponds pour le cinéma : un jour, précisément, à la C. A. P., notre camarade Marceau Pivert nous a révélé qu'il avait un projet chiffré, nous a-t-il dit, de propagande par le cinéma. Nous le lui avons demandé. Il ne l'avait pas sur lui, et il nous a dit : « Adressez-vous à la Fédération de la Seine. » J'ai les lettres. Nous nous sommes adressés à la Fédération de la Seine, et nous avons demandé que le rapport chiffré en question nous soit adressé. On nous a répondu, à la Fédération de la Seine, qu'on n'avait pas le rapport chiffré, mais qu'on allait le demander à Marceau Pivert, et nous attendons encore le rapport chiffré pour l'étudier !

MARCEAU PIVERT. — La date de la lettre ?

PAUL FAURE. — Je l'ai là... 30 mars.

MARCEAU PIVERT. — Bien : le rapport a été rédigé en juillet 1934 — j'appelle en témoignage le secrétaire du Comité de propagande — c'est à partir de ce moment que

l'effort a été fait auprès du Parti; que les documents étaient à sa disposition. Je répète qu'une circulaire a été rédigée par nos soins, qu'aucun secrétaire général ne l'a reprise, et qu'en désespoir de cause, oui! nous avons, avec nos propres moyens, créé notre système cinématographique. Nous avons actuellement édité pour la première fois le film du Mur des Fédérés, de 100.000 manifestants. Nous l'enverrons en province, mais c'est nous qui avons été obligés, en mars, après avoir proposé au Parti de le faire, huit ou dix mois avant, qui avons été obligés de passer à la réalisation. (*Quelques applaudissements.*)

PAUL FAURE. — Je réponds toujours que nous attendons le rapport chiffré et que nous l'examinerons avec beaucoup d'attention.

Mais en attendant, et préalablement, le Parti s'était occupé de la propagande, par le cinéma. Il avait même voté un crédit important de sept à huit mille francs pour commencer, et si vous interrogez nos camarades du Pas-de-Calais, notamment, ils vous diront : « Ne recommencez pas, surtout, cette expérience qui a été malheureuse. »

Une voix. — Surtout qu'il y a à payer ces dettes d'abord!

Une autre. — Ne parlez pas de cela dans le Congrès!

PAUL FAURE. — N'en parlons pas. J'ai voulu dire simplement que du centre nous avons fait ce que nous avons pu, à cet égard-là. Et maintenant, je voudrais, Marceau Pivert, en toute sérénité, te dire que lorsque tu traduis les actes ou les écrits du secrétaire du Parti, je te demanderais de le faire autrement que tu ne l'as fait dans le numéro de *La Vérité*, à propos du cambriolage de la rue Feydeau.

Voilà ce que je lis, sous ta signature :

M. Il est inconcevable que le secrétaire général du Parti réagisse à cet événement en se félicitant que nous n'ayons pas installé une garde prête à recevoir, comme il convenait, les cambrioleurs Croix de Feu.

Voilà ta phrase. Et voilà mon article :

Ces Messieurs les Croix de Feu vont-ils adopter les mœurs du « milieu », des escarpes et cambrioleurs ? De là à l'assassinat, il n'y a qu'un pas qui, sans doute, eût été franchi, si derrière la porte dont on faisait sauter les serrures, un pauvre diable de gardien de nuit se fût trouvé.

Voilà ma phrase ! Et vous traduisez que je « me félicite que le Parti ne défende pas ses organisations, ses maisons ! (*Vifs applaudissements.*)

Allons donc !...

Je n'insiste pas sur cet incident, pour éviter les mots désobligeants, tu le comprends très bien. Seulement, quand dans un journal vendu à Paris, tu écris cela, qui est le contraire de la vérité, j'ai le droit de protester devant le Congrès de mon Parti, contre ces procédés ! (*Applaudissements. Quelques colloques dans le fond de la salle.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, dans le fond !

PAUL FAURE. — On nous reproche de n'avoir pas voulu — ce que je vais dire aussi à quelque importance, à mon avis — on nous reproche également de n'avoir pas voulu organiser ou prendre notre responsabilité officielle de la C. A. P., dans ce que vous appelez « la réplique au cambriolage de la rue Feydeau ». Mes camarades de la C. A. P. diront ce qu'ils voudront à cet égard. Mais, parlant là-dessus en mon nom, je vous répète ici qu'en effet, je n'accepterai jamais pour mon parti, d'organiser une riposte à main armée, d'aller comme des cambrioleurs au siège des Croix de Feu, et d'user de leurs procédés, parce que ce jour-là, si nous entrons dans cette voie, notre parti est perdu. (*Applaudissements.*)

(*Bruits divers, confusion, colloques.*)

LE PRÉSIDENT. — Paul Faure ne permet pas qu'on demande la parole, non ! non !

(*Balay demande la parole avec insistance.*)

LE PRÉSIDENT. — Non, il ne veut pas !

(*Bruit, protestations vives contres Balay qui demande la parole.*)

LE PRÉSIDENT. — Balay, vous n'avez pas la parole ! Paul Faure veut terminer son discours !

BALAY. — Je demande.. .

(*Vives protestations, conversations générales.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Faure !

PAUL FAURE. — Camarades...

BALAY. — Je demande à Paul Faure s'il...

LE PRÉSIDENT ET L'ASSEMBLÉE. — Non ! Non ! Non !

PAUL FAURE. — Camarades, ne croyez pas...

BALAY. — Au nom du...

L'ASSEMBLÉE. — Non ! Non ! Non !

PAUL FAURE. — Ne croyez pas, camarades, que parce que je refuse la parole à un camarade qui la demande, je fuis un débat quelconque, mais c'est parce que depuis ce matin, toutes les opinions, toutes les accusations, tous les reproches ont pu être apportés ici contre le Rapport moral que je défends et que je n'ai rien dit : je demande la liberté de la défense ! (*Applaudissements.*)

Je sais bien d'avance, que ce que j'ai à riposter à des accusations injustes, passionnées et personnelles n'est pas de nature à plaire à ceux qui, précisément, m'ont accusé. Mais je suis à cette tribune justement pour cela.

Je ne soutiens pas que la classe ouvrière devra supporter toutes les brimades de ses ennemis, mais tant qu'il existe encore un minimum de libertés publiques et de cette démocratie dont nous réclavons le maintien et la sauvegarde, ce n'est pas à nous d'utiliser les armes des cambrioleurs, alors que vous savez bien que ce qui a le plus desservi peut-être le fascisme, ces derniers mois, c'est l'acte même de la rue Feydeau ! (*Applaudissements.*) Interrogez nos camarades même de Paris, de la banlieue, de Seine-et-Oise et de province, tous vous diront : « L'opinion publique — non seulement l'opinion communiste, ou l'opinion socialiste — l'opinion tout court des braves gens

de France, ne veut pas d'une lutte d'apaches à main armée, l'incendie ou le revolver, ou la violence physique; non, elle ne veut pas de cela ! (*Applaudissements.*)

Et est-ce que — je le demande maintenant en toute loyauté à nos camarades de la Seine — est-ce que, à tous les moments de notre vie commune, depuis que nous sommes dans le Parti, chaque fois que vous avez été mis injustement en cause, même quelquefois peut-être pas si injustement que cela ! est-ce que le secrétaire du Parti et ses amis ne sont pas venus mettre leur poitrine en avant, pour défendre la Fédération de la Seine, et pour expliquer au reste de la France socialiste, les difficultés spéciales que vous aviez dans ce Paris si compliqué ? Est-ce que, au moment même des élections cantonales, abandonnant pour un moment cette immobilité qui vous choque tant, nous n'avons pas pris l'initiative de nous adresser directement à la Fédération de la Seine pour l'avertir et la conseiller en ces termes : « Prenez garde ! dans la banlieue, les communistes, depuis des mois et des mois, organisent la propagande électorale, pour s'emparer des sièges cantonaux. Tâchez, si vous le pouvez, de vous préparer, vous aussi, d'avoir un programme commun pour tous vos candidats, et d'aller à la bataille avec le maximum de chances pour éviter une déroute. » Et quand la bataille a été engagée, c'est moi-même qui ai écrit au secrétariat du Groupe parlementaire, pour lui demander de mettre tous les députés du Parti présents à Paris, à la disposition de la Fédération de la Seine, pour ses propres besoins. Les concours manquaient-ils ? Votre serviteur partait. En trois semaines, il a fait dix-huit réunions publiques dans la banlieue de Paris ! (*Applaudissements.*) Demandez à vos camarades, à ceux d'Asnières comme à ceux de Saint-Maur, comme à ceux de Champigny, du 20^e, du 11^e ou du 10^e arrondissements, de partout où je suis allé et d'où je rentrais à 1 heure du matin, mort de fatigue : on m'a fait faire quatre réunions le même soir, en me transportant d'une ville à l'autre; demandez-leur à tous vos camarades, s'ils ne m'ont pas manifesté non seulement de l'amitié, mais des remerciements parfois en termes lyriques... Merci, 24 heures après, ils votaient una-

niment contre le Rapport moral sous je ne sais quelles influences. (*Applaudissements.*)

JEAN LONGUET. — Pas tous, Paul !

PAUL FAURE. — Je sais !

ZYROMSKI. — Contre le Rapport moral, j'ai voté contre le Rapport moral pour les réformes que je demandais à la tribune, et maintenant tu es en train de personnaliser ! Je n'ai jamais nié que tu étais un bon propagandiste !

LE PRÉSIDENT. — Silence ! voyons !

ZYROMSKI. — Je n'ai jamais nié tes qualités de propagandiste, ni ton dévouement, mais ce que je dis, et ce que je dis ici devant le Congrès, c'est qu'il nous était impossible, à un certain nombre de camarades, de voter le Rapport moral parce qu'il signifiait une approbation de conceptions que je considère comme ne répondant pas aux nécessités de la lutte, et sur le fond desquelles du reste, tu n'as pas répondu dans ton discours ! C'est facile de répondre aux camarades de la *Vérité* — et tu sais que je ne suis pas d'accord avec eux et la lutte qu'ils engagent dans la Fédération de la Seine — mais tu n'as pas répondu aux observations que j'ai présentées à la tribune.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Faure.

PAUL FAURE. — Je voulais justement, après avoir rappelé ces choses, répondre encore à l'un des arguments de Zyromski. Je crois avoir répondu à la plupart; si j'en ai oublié, tant pis pour moi ! mais je crois avoir répondu à la plupart, je crois même à tous les reproches et arguments que vous avez apportés ici.

Il y en a un dernier que j'avais noté, et auquel je veux répondre. Grande manifestation à Paris, Huyghens-Japy. De là un dynamisme, se répercutant sur l'ensemble de la province, et enfin la province se décidant à son tour, sous l'impulsion de Paris, à lutter contre fascisme.

Ce n'est pas parce qu'ils sont là, ceux de la province, mais je veux le dire parce que c'est vrai — qu'ils n'ont

attendu et attendent à Toulouse, à Lille, à Limoges, à Mulhouse, à Marseille, en mille autres endroits, une manifestation à Japy, pour organiser la lutte contre le fascisme ! (*Applaudissements.*) Quelqu'un, c'est Bloch ou c'est Dupont, je ne sais plus qui, a reproché au Secrétariat du Parti d'avoir été absent de certaines grandes manifestations. Là encore le reproche n'est pas fondé. Généralement, il y a toujours l'un de nous. Quand ce n'est pas moi, c'est Séverac. Il est exact que je n'étais pas au Mur des Fédérés ? On a insinué dans certaines fédérations que je n'avais pas voulu aller au Mur des Fédérés pour ne pas répondre à un appel du Front commun. Demandez à Guy Normand, qui est là : il y avait six mois, six mois, vous m'entendez bien ? que des manifestations à Morlaix et dans un autre canton breton — je ne sais plus lequel — manifestations importantes, de rassemblements populaires et paysans avaient été organisés sous le signe et la direction de notre Parti. Là-bas, autour de Prigent, le plus jeune conseiller général socialiste de France, 600 paysans m'ont accueilli au chant de l'Internationale, dans la vieille Bretagne des prêtres. La veille, à Morlaix, une très belle réunion avait été donnée. Il y avait six mois que mes engagements étaient pris, que depuis des semaines des camarades avaient loué des salles, que depuis quinze jours ils avaient collé des affiches dans tout l'arrondissement, qu'ils avaient fait des frais énormes ! Alors, parce que vous décidiez subitement d'aller au Mur des Fédérés, à une date fixée au dernier moment, il fallait que je dise aux camarades de Bretagne : « Je ne viens pas, je vais au Mur des Fédérés ! » J'ai pensé que la présence du secrétaire du Parti devait être où il avait donné sa parole, qu'il a fait besogne utile, pour le Parti, au moins autant que de défilé avec une foule de manifestants. D'ailleurs, je le répète, le Secrétariat était représenté par Séverac. (*Applaudissements.*)

Et enfin, il me faut répondre à cette question singulière que l'on nous adresse parfois : « Qu'est-ce que vous faites, contre le fascisme ? Pourquoi, à chaque instant, ne répondez-vous pas avec assez d'élan, à nos propositions de la Fédération de la Seine ? »

Il faut ici dissiper une équivoque. Je comprends, croyez-

moi, autant que quiconque, l'importance des manifestations parisiennes, pour des considérations de géographie et par le fait que c'est la capitale de ce pays. Mais je sais aussi et ne puis l'oublier que je ne suis pas secrétaire général de Paris ou de la Seine, que je suis le secrétaire général de toutes les fédérations de France (*applaudissements*) et que je n'ai pas à chaque instant à quitter mon travail de propagande ou d'activité, pour répondre chaque jour, chaque semaine, à chaque instant, à vos mots d'ordre fédéraux. Faites tout de même, enfin, votre besogne comme on la fait à Avignon ! comme on la fait à Lille ! et laissez le Secrétariat du Parti se souvenir qu'il est le secrétaire de la France entière, et de toutes les fédérations. C'est cela que je voulais préciser une fois pour toutes. (*Applaudissements.*)

Est-ce que, pour lutter contre le fascisme — je prends à témoin les camarades de toutes les régions de France — on ne fait pas en beaucoup d'endroits aussi bien qu'à Wagram ou à Japy ? Tenez ! je vais vous dire, moi, comment notre Parti a lutté efficacement contre le fascisme : lorsque, au mois de mai dernier, il a planté le rouge drapeau du socialisme à Dijon, Marseille, Avignon, Nîmes, Narbonne, Perpignan, Toulouse, Limoges, en remontant jusque dans la Bretagne, à Nantes, Saint-Nazaire, Lorient, puis dans le Nord, à Lille, Roubaix — excusez-moi d'en oublier — de Nantes jusqu'à Mulhouse, de Lille jusqu'à Perpignan, des centaines de grandes villes ont été conquises par nous, par nos camarades, témoignage de notre force et de l'influence de notre idéal sur les masses. Est-ce que ce jour-là, vous n'avez pas eu l'impression que la France respirait mieux, se rassurait au moins autant qu'après des événements parisiens, parce qu'elle avait senti que le fascisme ne passerait pas dans ce pays ! (*Applaudissements.*)

Immobilité ? Capitulation ? Carence devant l'action à mener contre le fascisme ? Qu'est-ce que j'ai donc dit, comme secrétaire du Parti, engageant ma responsabilité à toutes les tribunes où je suis allé ? « Si le coup du 6 février recommence, si des généraux — je le répète ici pour que nul n'en ignore — si des généraux oublient le serment

de fidélité qu'ils doivent à la Constitution, à la République, et s'ils prennent parti pour une insurrection fasciste, ils dégagent par là-même tous les soldats de France de la discipline ! » (*Très vifs applaudissements.*)

Je n'hésite cependant pas à vous rendre hommage à vous, et aux communistes, et aux républicains de la Seine et de la Seine-et-Oise : si le coup du 6 février était recommencé, je crois que les seules forces prolétariennes de Paris et de la banlieue suffiraient à briser l'offensive fasciste. J'ai ajouté que si malgré tout, par un soir de malheur, Paris était conquis avec la complicité de la police et de la haute armée, par le fascisme un moment triomphant, non, pour les camarades de France la bataille ne serait pas perdue, elle commencerait. (*Très vifs applaudissements.*) Et je ne dis pas ces choses sans avoir songé à la tactique à employer. Oh ! il ne s'agit pas dans ma pensée de ces formules faciles qui ont du succès devant des réunions de sections ou dans des réunions surchauffées et qui desservent et dénaturent la propagande révolutionnaire beaucoup plus qu'elles ne l'aident en laissant croire ou en tentant de laisser croire, au prolétariat, qu'il est armé, quand il ne l'est pas ! Je crois que la grande illusion, qui provoquerait le fascisme, serait de croire que des groupes d'autodéfense ont une valeur révolutionnaire quelconque, même si les quelques douzaines ou les quelques centaines de camarades qui les composent étaient décidés à mourir ; que c'est cela la défense révolutionnaire !

Une voix. — Personne n'a dit cela !

LE PRÉSIDENT. — Laissez parler, il va le dire !

PAUL FAURE. — Nous verrons, dans la discussion générale, et plus particulièrement à la Commission des résolutions où nous pourrons parler plus librement, ce que nous aurons à dire des positions réciproques que nous prenons, les uns et les autres dans ces problèmes. La grande force de résistance du peuple, qui peut devenir à un moment donné une force d'offensive victorieuse, c'est le mouvement de masse. C'est le 12 février qui a fait reculer

le fascisme. Et je n'hésite pas à reconnaître qu'au début je n'y avais pas cru... (*Quelques murmures.*)

PAUL FAURE. — Quoi... « oh ! » Ah ! vous savez, moi...

Mais vous savez, ceux qui m'interrompent ne sont peut-être pas... Non ! je ne veux pas le dire !

Quelques voix. — Si ! si !

PAUL FAURE. — Non, je ne veux pas attaquer... Mais vraiment il me serait trop facile de répondre à ceux qui ricanent, quand j'affirme qu'à un moment donné, je n'avais pas cru à l'efficacité et à la vertu d'une tactique, et que j'en fais la confession publique devant mon Parti... (*applaudissements*) qu'ils sont mal placés pour donner une leçon à qui que ce soit. Le fait d'avoir passé subitement des 21 conditions de Moscou au Parti socialiste, ne leur donne aucune autorité particulière pour recommencer ici leurs attaques. *Applaudissements.* « Très bien ! » *Quelques protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Enfin, c'est intolérable ! Laissez parler Paul Faure !

PAUL FAURE. — Camarades, nos moyens de lutte, notre conception de l'action révolutionnaire, c'est dans les mouvements de masses rendus possibles par les événements, les conditions historiques et une préparation préalable que nous les trouvons. Nous n'écartons par pour cela, l'appel au suffrage universel et à la démocratie, parce que c'est dans la ligne, la tradition et la doctrine de notre Parti. Et nous ne reconnaissons à personne le droit de venir débâter contre cette action électorale, alors qu'à chaque élection, les mêmes sont candidats à tous les sièges disponibles. (*Applaudissements.*)

Vous nous demandez comment notre Parti peut réagir contre le fascisme ? Eh bien, j'avais pris tout à l'heure cette hypothèse d'un Paris conquis quand même, malgré la force prolétarienne, par le fascisme. Oui, la bataille s'engagerait à travers tout le pays. Je ne le dis pas seulement à cette tribune de Congrès, je l'ai dit à Toulouse, l'année dernière, au nom de notre Congrès, à la réception

au Capitole, du maire Billière, tant regretté de nous et de tous ses camarades ; je l'ai répété à Lille, je l'ai répété à Roubaix, je le disais hier soir encore ici, à Mulhouse, au meeting public, au nom du Parti. Devant l'insurrection fasciste, le centre de résistance, le point de rassemblement, la seule force capable de sauver la démocratie, la République, le prolétariat, ce sont vos grandes municipalités qui les constitueront. Autour d'elles devront spontanément se former des gouvernements provisoires, réunissant les socialistes, les communistes, les républicains, tous ceux qui voudront briser le fascisme, avec comme mot d'ordre partout pratiqué : « Arrêter les trains de ravitaillement sur Paris, et faire capituler Paris au fascisme ! » (*Très vifs applaudissements.*)

J'attends qu'on nous définisse d'autres méthodes d'action.

Voilà ma défense ! voilà la défense de la majorité de la C. A. P.

Ma dernière parole sera celle-ci et je l'adresse à tous les membres de ce Congrès :

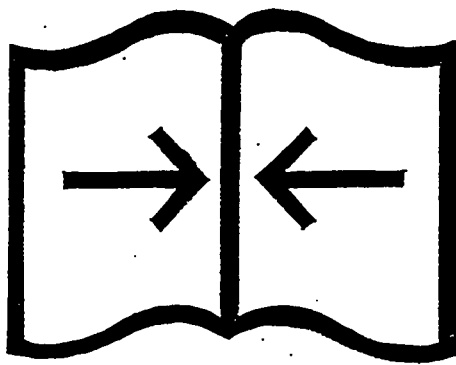
Ne vous préoccupez pas de l'amitié qui peut nous unir, les uns et les autres. Je supplie ceux de nos amis qui ne pensent pas comme nous, dans les circonstances présentes, d'oublier à cette minute qu'ils sont des amis, tout en le demeurant quand même et de voter contre le Rapport moral ; et à tous d'accomplir ce geste en toute liberté ; et je demande un vote par mandat pour essayer de voir clair dans ce parti ! (*Vifs applaudissements.*)

(*Les délégués se lèvent et chantent l'« Internationale ».*)

LE PRÉSIDENT. — Après cette belle manifestation, je pourrais dire que le Rapport moral est adopté à l'unanimité.

Plusieurs voix. — Non ! non ! non !

LE PRÉSIDENT. — Mais bien entendu, et je le sais bien !... Je crois, par conséquent, que conformément à la demande de Paul Faure, il y a lieu, maintenant, de procéder au vote par mandat.



RELIURE SERRÉE
ABSENCE DE MARGES INTÉRIEURES

VALABLE POUR TOUT OU PARTIE DU
DOCUMENT REPRODUIT

Quelques voix. — Oui ! oui !

D'autres voix. — Non !

LE PRÉSIDENT. — Nous allons faire l'appel des fédérations. Les délégués qui voteront le Rapport moral répondront : « pour » ; et ceux qui voteront contre, répondront : « contre ». Mais Léon Blum demande la parole pour expliquer son vote. Je la lui donne. (*Applaudissements.*)

LÉON BLUM. — Camarades, j'ai demandé à expliquer mon vote, bien que je ne vote pas, puisque je ne suis ici que comme délégué du Groupe parlementaire ; mais je veux, avant que le Congrès procède lui-même, au vote, lui adresser le même appel qui lui a été adressé, ce matin, par mon ami Bracke.

Je pense tout ce qu'a dit Bracke, ce matin, et je m'associe à tout ce qu'il a dit. Mon témoignage a été invoqué, ici, à diverses reprises. Je ne veux pas entrer dans le détail des faits, ou dans le détail des controverses. S'il fallait expliquer, par exemple, pourquoi la Commission spéciale dont vous aviez décidé la création à Toulouse, n'a pas donné grand résultat, et si je devais parler ici, comme un témoin, comme un témoin d'une impartialité entière, je devrais dire bien des choses différentes, je devrais dire assurément qu'il y a eu, de la part de Paul Faure et de Séverac, de l'appréhension ; je devrais dire aussi que le système des régions, sur lequel devait reposer toute notre tâche, n'a pas fonctionné, et que nous nous sommes adressés, vainement, dans notre effort, à ceux qui devaient représenter ces régions nouvellement constituées. Je devrais dire aussi, parce que c'est la vérité, qu'il y a eu dans le Parti, à tort ou à raison, dans les mois qui ont suivi immédiatement le 6 février, une chute de température, et le sentiment que le danger le plus imminent était passé. Et je devrais dire aussi qu'il y a eu, de la part de certains de nos jeunes camarades de la Seine, par exemple, un effort pour tirer la motion de Toulouse au delà de son sens et de sa portée véritable.

Voilà le témoignage que j'aurais eu à rendre d'une façon plus explicite, si j'étais entré dans le fond du débat.

Et j'aurais dû dire aussi, répondant à un mot qu'a dit ce matin Lebas, quand il déclarait à la Fédération de la Seine : « Faites comme nous, faites vos affaires vous-mêmes, sans rien demander à personne », qu'à mon avis, pour la Fédération de la Seine, cet argument ne vaut pas ; qu'au contraire Lebas, de même que vous-mêmes, il y a un an, vous étiez alarmés avant que vous eussiez pris vos décisions définitives sur l'unité d'action, de voir le Parti engagé par certaines initiatives de la Fédération de la Seine, et qu'alors vous ne lui disiez pas cela, de même aujourd'hui vous devez penser, et vous devez dire que quand il s'agit de la région parisienne, où malgré tout, tous les événements voient leur importance amplifiée et multipliée (*applaudissements*), un accord étroit, même sur ces questions d'autodéfense, est nécessaire entre le centre du Parti et la direction fédérale. (*Applaudissements.*)

Je ne pouvais pas ne pas dire cela, puisque je le pense.

Mais maintenant, je veux dire autre chose : je veux m'adresser à ceux des délégués qui sont venus ici, avec le mandat de voter contre le Rapport moral, et parmi ces délégués qui ont reçu le mandat de voter contre le Rapport moral, il y en avait probablement beaucoup qui, tout à l'heure, se levaient avec nous, et chantaient l'« Internationale » quand Paul Faure a terminé son discours. (*Applaudissements.*) Si, il y en a ! croyez-moi.. je sais ce que c'est qu'un Congrès du Parti !

ZYROMSKI. — Je me suis levé pour chanter l'« Internationale » !

LÉON BLUM. — C'est ce que je dis, mon cher Zyromski. Et je veux m'adresser à eux, et je veux leur demander de tirer la conséquence naturelle et logique de cet acte de solidarité, et d'enthousiasme, auquel, en effet, ils se sont associés tout à l'heure.

Le rapport étroit, entre les dirigeants du Parti et les dirigeants de la Fédération de la Seine, chers amis, j'entendais dire ce matin : « Encore la Fédération de la Seine. Comme elle est absorbante ! comme elle est encombrante ! » C'est peut-être un peu vrai. Nous avons entendu beaucoup d'orateurs qui y appartiennent, moi-même j'ai appartenu

longtemps à la Fédération de la Seine ; je crois que je suis encore membre honoraire de deux sections de la Fédération de la Seine. Mais comprenez-moi bien : c'est que le problème est sérieux, et je vous le répète, cet accord, cette entente dans l'action, elle est indispensable à la vie du Parti, ne serait-ce que par la façon dont sont constitués vos organismes centraux, et en particulier votre C. A. P., presque entièrement composée de militants de la région parisienne, ne serait-ce qu'à cause du caractère particulier que prennent, je le répète, toutes les manifestations parisiennes reproduites et amplifiées dans la presse.

Et alors, je vous le demande à tous, membres de ce Congrès, votez ensemble, à l'unanimité, le Rapport moral, et que ce vote unanime, sanctionne cet accord dans l'action nécessaire à la vie et à la victoire de notre Parti.

Chers amis, je ne sais pas quel sera le rythme des choses. Peut-être ferons-nous un jour, ensemble, la révolution. Ce jour-là, il nous arrivera ce qui est arrivé à tous les révolutionnaires dans le passé : nous nous fusillerons et nous nous guillotinerons les uns les autres, comme l'ont fait les Jacobins, et comme vous l'avez vu faire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — N'applaudissez pas ça !

LÉON BLUM. — Mais oui ! aucune révolution ne s'accomplit sans sacrifices. Mais, pour arriver jusqu'au seuil de l'action révolutionnaire, alors il faut rester unis, fraternellement et intimement unis. Et c'est à cette union à laquelle bien des fois, dans nos congrès, je n'ai pas fait vainement appel, que je fais appel, une fois de plus ! Je voudrais que le vote que vous allez émettre passât l'éponge sur tout ce qui a pu se passer, sur tout ce qui a pu se passer de malentendus, de froissements personnels, de peines personnelles, car je vous l'ai dit un jour, dans un Conseil National : Ces froissements entre amis s'altèrent par la souffrance même qu'ils causent aux uns et aux autres.

Je vous demande d'effacer tout cela, de manifester votre volonté par votre vote, et je supplie nos camarades, quel

que soit le mandat qu'ils ont reçu, de donner par un vote unanime, au Rapport moral, de la C. A. P., sa signification véritable. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Nous allons, maintenant, procéder au vote par appel nominal.

(*Séverac fait l'appel nominal des fédérations, pour le vote sur le Rapport moral.*)

LE PRÉSIDENT. — Le scrutin est clos.

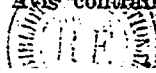
SÉVERAC. — Au Rapport administratif, maintenant. Camarades, en vous présentant le Rapport administratif, je tiens à vous signaler tout de suite que deux erreurs ont été commises au préjudice de deux camarades : André Blumel, dont le nom a été omis sur la liste des membres de la C. A. P., et le camarade Bachert, dont le nom a été déformé. Je m'en excuse auprès d'eux.

Je dois également vous signaler deux omissions : d'abord j'ai oublié de signaler à l'attention du Parti l'existence du groupe des Avocats socialistes qui, sous le nom de « Groupe de défense socialiste », ont accompli une besogne dont le Parti tout entier doit se féliciter.

Autre omission : dans les travaux du Bureau, j'ai omis de signaler que nous envoyons toutes les semaines à tous les journaux du Parti, un *Bulletin* comprenant un article et un certain nombre de filets d'informations ou de polémiques. Et je tiens à dire, parce que c'est vérité, que chaque semaine, de trente à trente-cinq journaux fédéraux utilisent complètement ou partiellement le contenu de ce *Bulletin*.

J'ajoute que ce Rapport administratif est le relevé des principaux actes du Parti, des principaux textes du Parti, constituant ainsi les éléments d'une sorte d'Histoire, au jour le jour, de l'activité du Parti. Je vous demande de l'adopter.

LE PRÉSIDENT. — Je mets le Rapport administratif aux voix. Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ? Baissez les mains. Avis contraires ? Adopté.



LE PRÉSIDENT. — Rapport sur la Trésorerie. La parole est à Granvallet.

Plusieurs voix. — Ce rapport est adopté.

LE PRÉSIDENT. — Pas d'opposition ? Il est adopté. Passons à la Commission de contrôle.

SÉVERAC. — Pour la Commission de contrôle, s'il y a des camarades qui ont des observations à faire, qu'ils les fassent maintenant.

LE PRÉSIDENT. — Pas d'opposition : il est adopté. Voici les résultats du vote sur le Rapport moral :

Pour : 2.698.

Contre : 441.

Abstentions : 90. (*Applaudissements.*)

Ont approuvé avec réserves : 13.

Mandats de fédérations absentes : 35.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES CONFLITS

LE PRÉSIDENT. — Sur le rapport de la Commission des conflits, je donne la parole à Balay.

BALAY (Seine). — Camarades, je dois intervenir brièvement pour expliquer un vote de la Fédération de la Seine, au sujet de la Commission nationale des conflits.

Ce vote est la conséquence d'une motion déposée par la section de Drancy, en ce qui concerne le cas Duchanel. Ce n'est pas pour entraîner le Congrès sur un cas particulier de section, que je prends la parole, mais c'est parce que vous serez vous-mêmes impressionnés par la proportion du vote que vous jugerez inadmissible de ne pas venir traduire ici la volonté de nos camarades.

Cette motion a été adoptée par 2.250 voix contre 1.624 et 544 abstentions. Elle doit uniquement juger l'attitude

de la Commission nationale des conflits dans le cas Duchanel, qui se résume brièvement en ceci : C'est que les camarades de la section de Drancy ayant décidé de faire appel à la justice bourgeoise pour le cas de leur ex-camarade Duchanel, la Commission nationale des conflits a expliqué à notre Congrès fédéral qu'elle jugeait, en l'occurrence, sa mission comme suspendue du fait que la section de Drancy avait voulu avoir recours directement à cette justice.

Nous considérons, nous, que notre jugement doit, en tout état de cause, s'exprimer ! D'ailleurs, il n'y a que deux éventualités, et dans les deux cas, la réponse est la même : ou la Commission nationale des conflits était persuadée qu'elle pouvait dire à l'instar de la section de Drancy : « Oui, Duchanel est une fripouille; oui, Duchanel est un voleur », et alors dans ce cas-là, quelle que soit l'influence que pouvait avoir sa sanction sur la justice bourgeoise, nous n'avions qu'à nous en féliciter parce que nous n'avions pas du tout le devoir, ni intérêt à soutenir un tel individu. Ou, au contraire, elle considérait que, pièces en main, sa position était nette, qu'elle pouvait émettre un jugement de non-lieu sans discussion et sans appel, et alors son devoir de fraternité devait lui dicter de rendre public ce jugement le plus rapidement possible, de façon, s'il était possible, qu'il ait une influence quelconque dans la détermination de la justice bourgeoise. Duchanel était en droit de compter non seulement sur la Commission nationale des conflits, mais surtout sur son parti tout entier.

Voilà tout ce que je devais vous dire, pour justifier à la fois la position des camarades de la Seine, qui ont voté contre la Commission nationale des conflits, et celle de ceux qui se sont prononcés en faveur de la motion présentée par la section de Drancy. (*Quelques applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Vanrullen, de la Fédération de la Marne.

VANRULLEN. — Camarades, la section de la Marne m'a mandaté pour demander qu'une modification soit proposée aux statuts du Parti, en ce qui concerne la Commission nationale des conflits.

En effet, à Reims, fief de M. Marchandeaup, nous avons eu des camarades élus du Parti, qui se sont refusés à s'incliner devant les décisions de la section et devant les décisions de la Fédération. Une motion d'exclusion a été votée en 1934 par la section de Reims et par la Fédération de la Marne du Parti socialiste. Malgré cette motion d'exclusion, et en raison de l'appel fait devant la Commission nationale des conflits...

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous me permettre ? Je crois, camarades, que notre ami demande une modification aux statuts, il vient de le dire. Or, sa proposition n'est pas recevable aux termes mêmes du règlement. Il y a lieu, par conséquent, d'en saisir le prochain Congrès, pour que les Fédérations et les sections en soient saisies et puissent en discuter. Dans ces conditions-là, je vous demande de ne pas insister et d'en saisir le prochain Congrès.

VANRULLEN. — Faut-il lire la motion ?

SÉVERAC. — Oui, lisez-la.

VANRULLE. — Camarades, étant donné les explications qui viennent d'être apportées sur la situation à Reims, et le fait que les élus exclus de leur Fédération et non à jour de leurs cotisations pour 1935, peuvent encore se présenter devant le corps électoral comme membres du Parti socialiste, nous proposons la modification suivante des statuts, à l'article 55, dans le dernier paragraphe, qui est conçu comme suit :

Pendant ce délai, appel pourra être fait à la Commission nationale des conflits,

La Fédération de la Marne propose d'ajouter :

...pour les membres du Parti à jour de leurs cotisations.

LE PRÉSIDENT. — Renvoyé au prochain Congrès.

La parole est à Jamin.

JAMIN. — Je demande au Congrès un peu de silence. Tout

d'abord je veux répondre à nos camarades de la Marne que tout appel étant suspensif, aux termes mêmes des statuts, nul n'a le droit de refuser sa carte à un membre qui a frappé d'appel une décision d'une Commission fédérale. Et j'ajoute que si la Commission nationale des conflits a retardé d'un mois sa solution, c'est à la demande même de la Fédération de la Marne.

Et maintenant, je ne veux pas occuper la tribune bien longtemps, vous le comprendrez, il y a à l'ordre du jour des questions trop importantes; mais je voudrais qu'on m'épargne l'effort que je suis obligé de faire dans le bruit. Pour nos camarades de Drancy, je dois indiquer d'abord, et ceci en réplique au camarade Balay qui a pris la parole tout à l'heure, qu'il y a un axiome dont on ne devrait jamais se départir : C'est qu'on ne doit parler que de ce qu'on connaît, et quand on connaît quelque chose, il faut avoir l'élémentaire bonne foi de dire la vérité.

Voyez-vous, s'il s'agissait ici de discuter au fond l'affaire de Drancy, je m'y refuserais, à moins que le Congrès se constitue en Conseil national. J'estime que nous n'avons pas le droit dans ce Congrès, de nous saisir d'une affaire au fond; seul un Conseil national peut le faire.

Mais je veux rapidement exposer les conditions qui ont amené la Commission nationale à prendre la décision contre laquelle protestent nos camarades de Drancy. Et là encore, je regrette que des camarades aussi informés de la situation, comme le sont nos camarades de la Seine, aient pu prendre un ordre du jour qui reflète le mensonge — je me permets de dire le mot...

Une voix. — L'erreur.

JAMIN. — Oh ! ce n'est pas une erreur, c'est une erreur volontaire : venir dire dans une motion que la Commission nationale a frappé seulement Duchanel d'une peine de suspension, est une chose fautive, et que tous les camarades de la Seine, de la Fédération savaient d'autant mieux que notre camarade Jousse, secrétaire adjoint de la Commission nationale, a pris le soin de leur expliquer.

Comment ? La Commission nationale des conflits a été

saisie de l'appel de Duchanel, et au moment même où la Commission nationale instruisait l'affaire, au moment même où la juridiction du Parti était en action, nos camarades de Drancy saisissaient la justice bourgeoise ? Et alors quelle attitude vouliez-vous que nous puissions prendre, nous, dans ces conditions-là ? Nous avons pensé que la justice bourgeoise étant saisie — et nous avions pour cela des précédents — nous avons pensé que la justice bourgeoise étant saisie, nous devions, nous, arrêter la procédure.

BALAY. — Donc j'ai dit la vérité !

LE PRÉSIDENT. — Vous avez parlé.

BALAY. — Je veux répondre...

LE PRÉSIDENT. — Entendu !

JAMIN. — Seulement, ce que Balay n'a pas dit, ce sont les attendus mêmes de la décision de la Commission nationale. Oui, pardon... c'est très joli de faire des effets de tribune ! Je ne cherche pas des effets de tribune, pour ma part. Nous avons une action assez difficile pour que je repousse les effets faciles des camarades. Et je leur répondrai simplement en leur citant le texte même tel qu'il résulte du procès-verbal.

La Commission nationale des conflits, saisie par le citoyen Duchanel, ancien maire de Drancy, d'un recours contre la décision de la Commission fédérale des conflits de la Seine, qui le 20 août 1934, a prononcé son exclusion, considérant que les griefs d'ordre politique reprochés à Duchanel et retenus par la Commission fédérale ne paraissent pas être les véritables motifs pour lesquels Duchanel a été frappé.

Considérant en effet que des griefs d'ordre administratif et moral infiniment graves ont été formulés contre lui, qu'une plainte en détournement et prévarication a été récemment déposée au Parquet par le citoyen Chirol, maire actuel de Drancy, et qu'une information judiciaire est ouverte contre le citoyen Duchanel ;

Considérant qu'un principe supérieur de droit veut qu'un accusé soit réputé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été publiquement...

LE PRÉSIDENT. — Silence !

JAMIN. — Considérant qu'un principe supérieur de droit veut qu'un accusé soit réputé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été publiquement et légalement démontrée,

Estime qu'il y a lieu de surseoir à statuer jusqu'à la clôture de l'information judiciaire en cours et le cas échéant, jusqu'au verdict du jury.

La Commission nationale des conflits demande aux camarades de Drancy de faire confiance à son esprit de justice impartiale pour suivre cette affaire avec tout le sérieux qu'elle comporte.

Et j'attire l'attention de Balay sur la fin de l'attendu :

Elle estime enfin qu'en attendant la décision, le citoyen Duchanel doit s'abstenir de toute action politique, une sentence d'exclusion même entachée d'appel, entraînant la suspension de toute délégation. (Article 57 des statuts).

Et maintenant vous comprenez que je ne tiens pas à entrer dans l'affaire au fond. Nous nous tiendrons, si besoin est, lorsque la justice bourgeoise aura statué, à la disposition de nos camarades, si appel est fait devant le Conseil national. Pour l'instant, je ne veux pas aller plus loin. Je demande simplement au Congrès s'il y a d'autres griefs à faire à la Commission nationale, et je voudrais pour ma part, ajouter aussi quelques mots, quelques commentaires : J'ai besoin, et nous avons besoin, tous, et c'est au nom de la Commission nationale unanime que je parle, nous avons besoin tous que de ce Congrès sortent des directives précises, données à toutes nos fédérations. Or, depuis que les rapports que vous avez pu lire, ont été rédigés, nous avons été saisis de quelques dossiers qui nous rappellent les événements que nous avons vécus, voici deux ans, au moment des affaires d'Amsterdam.

A nouveau nous sentons nos camarades engagés dans des actions parallèles à celle du Parti. A nouveau, des fédérations ont laissé, à tort, selon moi (parce que aucun texte voté par les Conseils nationaux ou les Congrès n'autorise à le faire) des camarades donner leur adhésion à

des filiales du Parti communiste. Il s'ensuit, pour l'action de nos fédérations, une gêne qui motive des demandes de contrôle, des sentences d'exclusion, et ces sentences nous sont déférées à nouveau. Je pense que le Congrès sera unanime à penser qu'il doit donner à ses fédérations des directives claires, des mots d'ordre précis, afin que les secrétaires fédéraux sachent où ils vont, qu'en même temps les militants sachent quels sont leurs droits; mais aussi quels sont leurs devoirs, vis-à-vis du Parti, qui, comme on l'a si bien dit ce matin, doit être seulement et seulement pour nous socialistes, le but de l'action précise que nous avons à mener; c'est à cette action que nous vous convions. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les conclusions de la Commission des conflits? Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main? Avis contraires? Le rapport est adopté.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES ÉDITIONS

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Blumel, secrétaire de la Commission des éditions.

BLUMEL. — Citoyens, il n'est pas d'usage que la Sous-Commission des éditions et de la documentation de la Commission administrative permanente, rapporte devant le Congrès. Je m'excuse, conformément pourtant à une décision de cette sous-commission, de faire un acte insolite, mais enfin, ce n'est pas le moment où la présidence de la Chambre a supprimé le Service des précédents, pour que nous le rétablissions ici.

La Sous-Commission a estimé que puisque le Congrès de Toulouse avait chargé l'une des sous-commissions de

la C. A. P. d'établir un certain nombre d'études, elle devait en rendre compte au Congrès qui suivait celui de Toulouse.

Le Congrès de Toulouse avait décidé que c'était la Commission de propagande de la C. A. P., qui devait se charger de faire préparer, de rédiger ou de faire rédiger ces études. La Sous-Commission des éditions avait été omise. Ce n'était qu'une erreur; par une décision de la C. A. P., la Sous-Commission des éditions a été adjointe à la Sous-Commission de propagande, et les deux sous-commissions, en commun, se sont occupées du travail.

Je voudrais vous dire ce qui a été réalisé, ce qui a été fait, ce qui n'a pas été fait et les raisons pour lesquelles le travail décidé par le Congrès de Toulouse, n'a été que partiellement exécuté.

Le Congrès de Toulouse avait dit que « la Sous-Commission de propagande était invitée, en faisant appel au concours des camarades qui lui paraîtront le plus qualifiés, à préparer sans délai un plan méthodique de diffusion par brochures, tracts et conférences, en s'attachant à faire ressortir la liaison entre les différents chapitres d'un plan.. » que je vais analyser.

Codes de travail comportant durée réduite et salaire constant. — C'est la première fois qu'on chargeait la Commission administrative permanente de faire préparer des travaux de cette nature, où nous étions obligés de faire appel à des techniciens autres, évidemment, que ceux que l'on peut trouver habituellement dans les réunions des fédérations et du Parti. (Je sais que ce que je raconte est un peu aride, je m'en excuse auprès du Congrès, mais je m'engage à être bref...)

LÉON BLUM. — Le Congrès se plaint qu'on ne vous entend pas assez !

BLUMEL. — Je disais que le Congrès de Toulouse avait adopté un plan dont les différents chapitres devaient être préparés par des personnalités auxquelles ferait appel la Commission consultative permanente, et ses sous-commissions.

Codes de travail comportant durée réduite et salaire constant. — Les Sous-Commissions ont étudié cette question et là, elles se sont trouvées devant une impossibilité technique de faire étudier ou rédiger ces Codes du travail. Rien qu'aux Etats-Unis, il paraît qu'il y a actuellement plus de 118 Codes du travail pour l'industrie privée.

LEBAS. — Il y en a plus de 500 !

BLUMEL. — Mes chiffres datent de plusieurs mois. Mon camarade Lebas m'a fait remarquer qu'il y a davantage de Codes de travail; cela augmente encore les difficultés pour la Sous-Commission. Elle a chargé néanmoins notre camarade Marc Joubert de suivre la question et de prendre connaissance des études de la Confédération générale du travail.

Réalisation de grands travaux financiers par l'épargne régionale. — Là-dessus, le Groupe socialiste au Parlement avait déposé différentes propositions, dues notamment à notre camarade Bedouce. La Sous-Commission a demandé à notre camarade Bedouce de bien vouloir se charger de les rassembler; à l'heure actuelle, je dois dire que la Sous-Commission n'est pas encore en possession du travail de Bedouce.

Socialisation du crédit et des assurances. — La Sous-Commission s'en est occupée d'une manière très spéciale. Pour les assurances, vous savez que des projets existent. Il y a un contre-projet du Groupe socialiste au Parlement, un amendement du même groupe, et une brochure de notre camarade Brissaud, qui a rencontré à la Librairie Populaire, un très vif succès. L'amendement, le contre-projet et la brochure de Brissaud présentent quelques divergences qui sont naturelles; même quand le Parti socialiste réalisera la nationalisation des assurances, il est possible que le projet adopté soit différent des études initiales, mais il y a un ensemble d'idées communes qui fait qu'à ce sujet, les décisions du Congrès de Toulouse ont été exécutées.

Socialisation du crédit. — Là nous nous trouvons devant un domaine inculte, car jusqu'ici à la connaissance de

la Commission administrative permanente, il n'y a en France, aucun projet sérieux de socialisation du crédit. Nous avons cherché des techniciens socialistes qui puissent effectuer ce travail. Finalement, et non sans difficultés, nous avons trouvé deux camarades : notre camarade André Philip, qui est professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Lyon, et un de nos camarades, un technicien bancaire, de Paris, qui m'a demandé de ne prononcer que son pseudonyme, car il est employé dans un très grand établissement capitaliste : notre camarade Monceau.

Etant donné l'importance de cette étude, comme nous ne voulons pas qu'au nom du Parti, soit éditée seulement l'opinion personnelle d'un camarade, la première partie du travail a été envoyée à tous les membres de la Sous-Commission et également à nos camarades Léon Blum et Vincent Auriol. La Sous-Commission a examiné ensuite la seconde partie de l'étude. Finalement, elle a nommé un rapporteur qui est notre camarade Moch, qui s'est entendu avec notre camarade Philip pour la publication, car le travail est fait, il existe et va être publié incessamment. Il est nécessaire d'en remercier nos camarades Philip et Monceau pour leur étude substantielle et si documentée. J'attire l'attention du Congrès sur cette brochure qui contiendra un examen original qui, jusqu'ici, n'a jamais été réalisé en France..

Quelques voix. — Très bien !

BLUMEL. — Je dis que cette brochure est prête.

En ce qui concerne l'économie agricole, les offices publics et les coopératives de répartition, là nous n'avons pas pu encore aboutir à trouver des camarades qui veulent bien se charger de rédiger des études. Nous sommes entrés en communication avec Paul Rives, avec Monnet, et j'espère que Castagnez voudra bien aussi nous aider à ce sujet, pour aboutir, réaliser assez rapidement une étude de ces questions.

En ce qui concerne la socialisation des grandes industries, monopolisées : chemins de fer, mines, électricité, je rappelle que pour les chemins de fer, ce travail existe.

Notre camarade Moch, en effet, dans son rapport du budget des conventions, a dressé un projet de déchéance des Compagnies de chemins de fer et de nationalisation. Il a fait paraître deux livres sur ce sujet : un livre très complet et très substantiel, et un résumé. Par conséquent, nos camarades ont en main des études sérieuses, précises et documentées.

En ce qui concerne l'électricité, jusqu'ici, nous n'avons pas grand'chose et nos camarades de la région parisienne, lors de la campagne municipale, ont été bien gênés. Ils ont dû se servir, car ceci est une question qui intéresse Paris au premier chef, ils ont dû se servir d'une brochure éditée par le Syndicat unitaire du gaz, mais qui contient — notre camarade Moch l'a démontré à la première réunion de la Commission de la vie chère — de nombreuses inexactitudes. Moch nous a promis de se charger lui-même de ce travail, mais il demande encore un délai de plusieurs mois, car ce sont des questions très complexes.

En ce qui concerne les mines, nos camarades Marc Joubert, du *Populaire*, et Raoul Evrard, député du Pas-de-Calais, ont bien voulu s'en occuper. Notre camarade Evrard possède une documentation très complète à ce sujet; notre camarade Joubert suit de très près les questions économiques internationales; j'espère qu'à bref délai les sous-commissions seront saisies de leur travail.

J'en arrive aux dernières questions : *organisation démocratique de la presse, de la radiodiffusion, refonte administrative sur la base de l'autonomie régionale, refonte gouvernementale*. La Sous-Commission s'est trouvée là devant une grande difficulté, car si on connaît la pensée du Parti, sur la question des mines, des assurances, on la connaît peu en ce qui concerne le nouveau régime de la presse, et la réforme gouvernementale.

La Sous-Commission a fait à ce sujet un rapport à la C. A. P., qui l'a envoyé au Conseil national. J'ai rapporté l'analyse des questions qui se sont posées devant le Congrès au Conseil national, qui a décidé de les renvoyer à un prochain Conseil national, lequel les a renvoyées au Congrès, puis finalement ces questions ont été retirées par un vote du dernier Conseil national, de l'ordre du

jour du Congrès. Par conséquent, si les études précitées n'ont pas été envisagées, le Parti ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

Il est évident qu'il est impossible, pour la Commission administrative permanente, de demander des études précises et substantielles sur ces questions sans que le Parti ait fait au moins connaître son opinion dans ces grandes lignes. Mais, citoyens, la Sous-Commission avait également dans son rôle, comme vous l'avez vu, l'élaboration de tracts. Je voudrais vous dire ce qu'elle a fait.

D'ailleurs, vous trouverez cela au rapport de la propagande écrite. Un certain nombre de brochures, pour lesquelles Léon Blum est resté notre grand fournisseur; un certain nombre de discours et conférences, qu'il a prononcés à Paris; une brochure de Suzanne Buisson, sur les répercussions du travail féminin; l'étude de Dumoulin sur le Parti socialiste et la C. G. T., qui était parue dans le *Populaire*; celle de Laurat sur « la liquidation socialiste de la crise »; l'étude de Germaine Fauchère, sur le travail des femmes; l'étude de Marthe Lévy, sur l'émancipation politique des femmes; le programme d'action du Parti socialiste, de 1919, qu'on avait décidé de rééditer; une réédition du Manifeste communiste.

Et j'en arrive aux questions proprement dites de documentation : le Parti a édité un petit livre que pour ma part j'estime tout à fait remarquable, c'est le livre de notre camarade Modiano, sur la vénalité de la presse. Il est certain qu'à l'heure actuelle, aucune étude aussi substantielle, aussi précise, aussi documentée n'est parue. Et il est infiniment regrettable que la Librairie Populaire n'en vende qu'un petit nombre d'exemplaires. (*Applaudissements.*) Pourtant, dans les réunions publiques, quand on s'attelle à ces questions, quand on parle de la vénalité de la presse bourgeoise, de la corruption de la presse, on a l'impression de voir tout un auditoire vibrer, et il est bien regrettable qu'un certain nombre de nos camarades, qui font de la propagande, ne trouvent pas, ne cherchent pas à trouver, en lisant le livre de Modiano, des renseignements aussi précis, et aussi sûrs que ceux qu'il a donnés.

J'en arrive aux autres questions de documentation. La C. A. P. a réédité le *Vade-Mecum* de Dunois, nouvelle édition, en ajoutant des renseignements nouveaux. Vous connaissez la probité intellectuelle de notre camarade Dunois, et quand il rédige un texte, vous savez combien il est exact et précis.

D'autre part, en quelques jours, et pour la dernière campagne des élections cantonales, le Parti a mis sur pied les tracts que vous avez eus en votre possession, pour la plupart, dont le titre général est : « Six mois de bloc national. » Ces différents tracts ont connu, eux, un très gros succès de librairie. Le tract sur l'agriculture a été vendu à 450.000. Le tract sur les questions fiscales a été vendu à 200.000. Le tract sur le petit commerce, 225.000; celui sur le travail, 225.000; sur la question de l'école laïque, 225.000; sur la défense de la République, 250.000; sur les marchands de canons, 225.000; sur le désarmement, 175.000; sur la réforme administrative, 150.000.

Il en reste un petit reliquat, mais on peut dire qu'à l'heure actuelle, le Parti a vendu, la librairie du *Populaire* a vendu 2.125.000 tracts. Par conséquent, il y a là un effort de documentation qui a eu du succès, et qu'il faudra reprendre pour les élections législatives, comme j'en parlerai tout à l'heure. (*Applaudissements.*)

Mais se posent devant le Congrès, en réalité, deux questions qui sont liées : la question de la diffusion de ces publications, et la question de leur vente. Je dois dire que les membres du Parti et ceux qui les entourent ne semblent pas lire beaucoup. Notre camarade Granvallet le signale dans son rapport de la Trésorerie. Notre dévoué libraire Ferretti le constate chaque jour. Notre camarade Nantillé l'enregistre également et il a suggéré que l'attention des camarades semblant se diriger surtout vers les romans, il fallait éviter l'aridité des brochures de propagande ! Pourtant, il est difficile de publier une image d'Epinal sur la plus-value ou bien de traduire les œuvres de Jaurès en roman policier ! Il y a là un certain nombre d'études qui sont des études théoriques du socialisme, qu'on peut présenter sous une forme plus ou moins attrayante, mais qui restent quand même assez compac-

tes, assez substantielles, et évidemment pas toujours amusantes, au sens de la comédie ou du vaudeville !

Néanmoins, il est impossible qu'un Congrès, qu'un parti sérieux puisse discuter de questions comme celles qu'il a à son ordre du jour actuel, sans faire des études théoriques extrêmement poussées. C'est pourquoi nous demandons instamment, les uns et les autres, que le Parti fasse un effort de lecture. Seulement, il faut également faciliter cette lecture aux membres du Parti.

Là-dessus, nous avons demandé à notre camarade Descourtieux un rapport. Je pense qu'il le donnera très prochainement, à la C. A. P. Comme nous avons demandé à Pétonnet un rapport sur la librairie. Il faut utiliser le *Populaire* pour faire lire. Il faut par exemple que le jour où Lebas monte à la tribune de la Chambre, pour parler du chômage, on indique dans le *Populaire* les brochures de Lebas, et les livres qui se trouvent à la Librairie Populaire, traitant du chômage ou des questions économiques connexes. Il y a là un effort de propagande actuelle qu'il faut pouvoir mener au jour le jour.

D'autre part, il est évident que trop de nos camarades organisent des réunions publiques sans se préoccuper de la vente des brochures...

Plusieurs voix. — Très bien !

BLUMEL. — On m'a dit que récemment, pour une réunion organisée par un des membres de notre parti, on avait vendu près de 2.500 francs de médailles, de cartes postales, de figurines; j'en suis heureux pour la Fédération qui a eu un gain notable, mais si elle avait vendu des brochures de ce même camarade, elle aurait eu un bénéfice semblable et, en outre, il y aurait eu un bénéfice intellectuel pour le Parti. (*Applaudissements.*) C'est pourquoi, non sans difficultés, la C. A. P. avait renvoyé à l'examen du Conseil national, l'envoi de paquets à crédit, contenant les brochures du camarade qui était appelé à faire une conférence. Cela ne visait évidemment qu'un nombre limité de militants, puisque tous les orateurs du Parti n'ont pas fait de travaux intellectuels, n'ont pas rédigé

des livres, ni des brochures, mais en tout cas, c'était déjà un premier effort, un premier essai de propulsion.

Je ne sais pas exactement où en est cette réalisation. Ferretti a bien voulu me dire qu'il n'avait pas reçu, toujours, le montant correspondant des paquets envoyés. J'espère que les fédérations s'en acquitteront; en tout cas, je dirai que l'effort financier a été limité, il est limité à 5.000 francs. Par conséquent, même si les rentrées ne se faisaient pas — et pour ma part je le regretterais — il resterait quand même une propagande intellectuelle, une propagande théorique faite dans l'ensemble du Parti. (*Applaudissements.*)

Citoyens, j'en aurais terminé, si je ne voulais pas parler un peu d'autres questions qui sont venues devant la Sous-Commission des éditions. Il y a eu notamment ce problème du cinéma. Je suis obligé d'en reparler, j'espère que je ne passionnerai pas le Congrès, au surplus je crois qu'une confusion s'est faite dans l'esprit des congressistes. Comment s'est posée la question devant les sous-commissions de la propagande et des éditions? Il ne s'agit pas du tout de l'expérience du Pas-de-Calais, que les sous-commissions n'ont pas eu à étudier, qui a été commencée en dehors d'elles, et qui a donné des résultats que l'on sait. Il s'agit de tout à fait autre chose.

La Sous-Commission des éditions — et je rappelle qu'elle est composée d'un certain nombre de camarades, à la lecture des noms, vous verrez qu'elle comprend toutes les nuances, presque, où toutes les positions dans le Parti, se compose de : Delépine, Granvallet, Itard, Louis Lévy, Longuet, Monnet, Moch, Pétonnet, Séverac, Marceau Pivert, Zyromski et moi-même. Cette sous-commission se réunit de manière très fréquente. Les questions ont été examinées, je dirai dans un très grand esprit de compréhension mutuelle et de cordialité. Il n'y a jamais eu aucune discussion vive entre ses membres.

La Sous-Commission a été saisie d'un projet de notre camarade Marceau Pivert sur le cinéma. La Sous-Commission a estimé que ce projet était un peu complexe. Elle l'a dit très franchement à Marceau Pivert, et je dois dire que tout de suite notre camarade a dit : « Eh bien, dans

ces conditions, je vais remanier mon projet. » Un autre projet a été fait, d'accord avec lui, par la Sous-Commission des éditions et présenté par elle à la C. A. P., qui l'a adopté. C'était un projet de circulaire aux secrétaires généraux, dont je me permets de donner lecture :

Aux Secrétaires généraux :

Chers camarades, les sous-commissions d'édition et de propagande du Parti se proposent de développer et de coordonner l'utilisation du film pour les réunions organisées par le Parti.

Pour la création, tout d'abord, d'un service de location de films, nous aurions besoin de savoir s'il correspond à vos besoins. Dans certaines régions, la propagande par le film a eu des résultats très efficaces. Pouvez-vous, dans votre Fédération, examiner cette nouvelle formule ?

Une séance comprend, généralement, une heure environ de projection, pour trois à quatre cents francs de location de films. Un orateur d'un Parti fait un exposé autant que possible en rapport avec le film. Si celui-ci est censuré, comme certains films soviétiques, la réunion est privée sur invitations. De toutes façons, la participation aux frais de deux ou trois francs doit permettre de faire de la propagande agréable sans dépenses considérables. Le placement de cartes dépend de l'activité et de l'ingéniosité des militants. Nous ferons des démarches pour obtenir la location de films à caractère social dès que nous pourrons être sûrs d'obtenir un contrat avantageux avec les firmes bourgeoises ou soviétiques.

Votre réponse au présent questionnaire nous sera très utile pour l'établissement de nos prévisions.

Y a-t-il dans les grandes villes de votre Fédération, des possibilités d'organiser des séances sur le type indiqué ci-dessus ?

Combien de salles, combien de séances par mois.

Il s'agit, naturellement, de films de 35^{mm} standard, muets, sonores et parlants.

En outre, nous étudions la forme à employer pour les bourgs et les petites communes. Avez-vous des suggestions à faire à ce sujet ?

Enfin, nous voudrions créer un service d'édition de *actualités prolétariennes*, manifestations de toutes sortes : grèves, cortèges paysans, chômeurs.

Avez-vous, dans vos services, des opérateurs de cinéma, opérateurs ou autres ?

(*Applaudissements.*)

C'est la Sous-Commission qui a arrêté ce texte. Marceau Pivert a donné son assentiment et tous les membres de la Sous-Commission ont été d'accord pour demander que la Commission administrative permanente adresse cette circulaire aux secrétaires fédéraux. La C. A. P., dans sa séance du 21 novembre dernier, a adopté cette proposition à la suite des réunions des deux sous-commissions, en date du 17 octobre 1934.

Je ne sais plus ce qui s'est passé depuis, mais enfin j'avais le devoir de dire comme rapporteur de la Sous-Commission, quelle était exactement la nature...

HUG. — C'est la première fois que j'entends parler de cette circulaire. Jamais je ne l'ai eue en main, je le déclare de la façon la plus formelle !

BLUMEL. — Eh bien, moi je dis — de la façon la plus formelle — que le secrétaire de la Sous-Commission a fait à ce sujet un rapport à la C. A. P... Et que la C. A. P. l'a adopté le 21 novembre dernier.

HUG. — J'oppose le démenti le plus formel.

BLUMEL. — Je dis à Hug que ce texte a été envoyé au Secrétariat du Parti.

HUG. — C'est inexact !

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Blumel.

BLUMEL. — Je répète que la décision a été prise par la Commission administrative permanente et que le texte de cette circulaire a été régulièrement envoyé.

HUG. — C'est inexact !

BLUMEL. — Je vais en avoir terminé. Je voudrais attirer l'attention du Congrès sur un petit incident qui s'est passé à la dernière réunion de la Sous-Commission des éditions

et que celle-ci m'a donné le mandat exprès de signaler au Congrès : elle a appris qu'un crédit important avait été engagé par le trésorier du Parti, pour une question d'édition. Elle souhaite qu'il prenne des initiatives, mais je crois qu'il serait dans l'intérêt d'une bonne méthode que ces questions soient soumises aux sous-commissions préalablement, soit à la Sous-Commission de propagande, soit à la Sous-Commission des éditions.

Je pense qu'il suffit de signaler le fait pour qu'il ne se produise plus.

J'en ai fini...

Une voir. — Quel est le montant du crédit engagé ?

BLUMEL. — Je crois qu'il est de 22.000 francs.

Ceci est du passé. Voyons vers l'avenir. Il y a un certain nombre de projets à envisager, notamment, en ce qui concerne la documentation, nous entrons dans une année d'élections; les tracts datent déjà un peu. Il faut penser à autre chose. Je pense qu'il faudrait éditer une brochure contenant le récit complet des négociations de ces derniers jours avec les communistes et les radicaux...

VINCENT AURIOL. — Nous en avons parlé, nous sommes d'accord.

BLUMEL. — Un de nos camarades en a parlé au Groupe parlementaire en demandant que le Parti hâte l'exécution d'un pareil travail. Cela dépend du Congrès. Je crois que si cette étude contenait une relation sténographique des entretiens avec les communistes, et des conversations avec les groupes des gauches, ainsi que les articles que notre ami Léon Blum a commencé de publier sur la question, elle constituerait une brochure très substantielle, qui donnerait des armes à nos militants.

Je crois aussi que les nouvelles sous-commissions de la C. A. P. auront à faire un travail pour documenter les candidats pour les élections législatives. Il est certain qu'il ne faut pas attendre les derniers jours pour donner des arguments indispensables à nos militants, et qu'il faudrait, je crois, employer une formule nouvelle pour

nous, mais qui a donné déjà des preuves : c'est la documentation par fiches. Charles Dulot, qui dirige avec la compétence que vous connaissez, l'*Information Sociale*, avait édité en 1924 des fiches de différentes couleurs, contenant des résumés sur toutes les questions — Longuet me dit qu'au Labour Party on pratique le même système — qui avaient donné aux candidats une documentation précise. Si le Parti faisait la même chose, je crois qu'il pourrait donner à ses militants un arsenal très précis de documents de manière à leur éviter un certain nombre de difficultés que nous avons tous connues. (*Applaudissements.*)

Trop souvent des campagnes électorales se sont engagées sans documentation précise, de telle manière que les candidats du Parti sont amenés à soutenir des thèses qui ne sont pas les leurs, faute de renseignements exacts.

Je pense que le Parti voudra adopter ce projet et donnera mandat à sa nouvelle Commission administrative permanente, de hâter l'exécution d'un pareil travail. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je crois que vous m'autoriserez à remercier notre camarade Blumel de son très remarquable rapport. (*Applaudissements.*) Et je le mets aux voix. Il est adopté.

Maintenant, si vous le voulez bien, nous allons lever la séance. Nos camarades de Mulhouse offrent aux délégués de Congrès une soirée artistique dans cette salle; mais il faut immédiatement l'aménager. Je vous prie donc de ne rien laisser sur les tables. La prochaine séance aura lieu demain à 9 heures.

La séance est levée.

TROISIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935

(Séance du matin)

Président : GRAZIANI.

Assesseurs : LAMY (Doubs) ; GARRIC (Hérault).

LE PRÉSIDENT. — Camarades, le secrétaire de la sous-Commission des colonies demande aux camarades faisant partie de cette sous-Commission de se réunir à 2 heures et demie, ici, à l'ouverture de la séance de cet après-midi.

Je vous demande d'accorder quelques minutes à notre camarade Lucien Rolland, délégué honoraire à la propagande.

La parole est à Rolland. (*Applaudissements.*)

LA MÉMOIRE DE JEAN ALLEMANE

ROLLAND. — Camarades, il appartient à ceux de la génération dont je fais partie et dont les rangs s'éclaircissent malheureusement tous les jours, de rendre hommage à ceux d'entre nous qui disparaissent.

L'autre jour, en visitant Besançon, où je venais précisément de saluer la statue de Proudhon, j'ai appris la

mort de notre vieux camarade Jean Allemane. J'ai beaucoup connu ce vieux camarade, autrefois. C'est lui, et Jules Guesde, qui ont été mes premiers éducateurs. J'adhérais à ce moment-là au groupe des Travailleurs de Bercy. C'était en 1880, quand ces vieux camarades étaient rentrés de nouveau sur le sol français, après l'amnistie aux membres de la Commune. Eh bien, camarades, vous devez vous souvenir de ce qu'a été le vieux Allemane. Il a été un de ceux qui non seulement ont reconstitué avec les anciens camarades de la Commune et les nouveaux venus au socialisme, le parti actuel. Il a été l'initiateur et le fondateur de beaucoup de syndicats ouvriers. On retrouve à la base même de la formation des Bourses du Travail, son nom et ses efforts.

J'invite donc les camarades à se souvenir de ce brave et bon camarade. (*Applaudissements.*) Et je crois que le Congrès sera unanime à envoyer à sa famille toute notre sympathie, et pour honorer sa mémoire j'invite le Congrès à se lever et à garder une minute de silence.

(*L'assemblée se lève et garde le silence une minute. Applaudissements.*)

JEAN LONGUET. — J'indique au Congrès qu'à la suite des démarches que j'ai faites, d'accord avec nos camarades élus de la Seine, les obsèques d'Allemane qui a demandé à être enterré au pied du Mur des Fédérés, auront lieu sans doute jeudi. La date n'est pas encore fixée. Il y a eu, hier, des obsèques provisoires à Herblay, où Allemane est mort. Mais on doit ramener son corps à Paris. J'espère que le Parti tout entier s'associera à cette manifestation du souvenir et de la reconnaissance socialiste. (*Applaudissements.*)

LES RAPPORTS STATUTAIRES

(SUITE)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous avons une demi-journée de retard. Il faudrait qu'au moins cet après-midi à deux heures, nous abordions le gros débat de ce Congrès, et il nous reste six rapports à discuter. Vous ne serez donc

pas étonnés que je limite à cinq minutes au maximum les interventions de chaque orateur.

Je donne la parole à Molinier, sur le Rapport de l'I. O. S.

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION A L'INTERNATIONALE

MOLINIER (Seine). — Camarades, il est infiniment regrettable que lorsque nous traversons une situation mondiale pareille, on ne puisse réserver au débat sur l'Internationale, que quelques minutes à ce Congrès. Je veux toutefois vous exposer brièvement, les raisons pour lesquelles près du quart de la Fédération de la Seine s'est opposé au Rapport sur l'I. O. S.

Il ne s'agit pas pour nous, de qualifier, de critiquer, d'approuver ou de désapprouver l'attitude de la délégation française à l'I. O. S., et son opposition parfois, opposition qui aurait mérité, certes, d'être plus irréductible.

Il s'agit pour nous, de poser ici par notre vote, tout le problème de l'Internationale Ouvrière à l'heure présente.

Camarades, hier, nous avons chanté l'*Internationale* ; cela signifiait plus, pour un bon nombre d'entre nous, notre attachement à l'internationalisme prolétarien, qu'un accord avec le Rapport moral. (*Applaudissements.*) Cet attachement, il convient aujourd'hui, d'y revenir.

Cette question internationale, c'est une question-clef pour les tendances et pour l'orientation politique des partis. Actuellement, cette question marque et marquera l'évolution des tendances du Parti. C'est un carrefour où ces tendances doivent ou se réunir ou se séparer. C'est un carrefour qui contrôle leur volonté réelle de lutte contre la guerre. C'est un carrefour, comme sera sur le plan national, demain, la question de l'armement, qui est, elle aussi, une *question-clef*. Cette question de l'Internationale doit à nouveau se poser devant le Parti socialiste dans son entier, comme se pose aujourd'hui, à nouveau, devant le Parti socialiste dans son entier, la question du pouvoir.

Elle se pose, parce que se pose pour nous et pour les

masses prolétariennes, en France et dans le monde, la question de la guerre impérialiste.

Il faut savoir revenir sur ce débat une autre fois, puisqu'il n'est pas à l'ordre du jour. Mais tout au moins, ici, il faut marquer le sens de notre vote au sujet de l'Internationale. Il faut que vous vous prononciez, camarades ; est-ce que vous pensez aujourd'hui, comme dans le temps, qu'on peut arriver à un développement graduel national et international de la démocratie vers le socialisme, ou est-ce qu'il faut, sur le plan national, comme sur le plan international, organiser, combiner, coordonner toutes les forces du prolétariat contre le capitalisme et l'impérialisme mondial ?

Camarades, je vais prendre ici un exemple : Si dans le monde entier, chaque parti, nationalement, fait ce qu'il veut, nous n'aboutirons à rien dans la lutte contre la guerre. Si dans le monde entier, on procède sans une liaison des efforts de tout le prolétariat contre cette guerre, sans une combinaison des forces de chaque prolétariat, pour affaiblir dans un point, puis dans un autre, afin d'affaiblir dans son ensemble l'impérialisme, nous serons demain, jetés dans la guerre, sans une direction internationale du prolétariat !

C'est une question cruciale, une question décisive. L'ouvrier, le simple travailleur, qui organise une grève, veille à ce que son usine ne soit pas alimentée pendant cette grève par d'autres usines, ou veille à ce que son action ne soit pas sabotée par l'absence de conscience des ouvriers d'autres usines.

La grève contre le capitalisme, elle ne peut, à des moments donnés, réussir, que si elle est généralisée. La lutte contre la guerre ne peut réussir que si elle est organisée internationalement par une Internationale vivante ! (*Applaudissements.*) Oui, on prononce des discours, on chante et on s'émeut en ce qui concerne l'internationalisme, mais à quoi bon cet internationalisme de langage, si nous ne sommes pas capables de construire, de reconstruire notre Internationale ?

Et où en sommes-nous avec l'I. O. S. Je ne veux pas vous apporter l'appréciation de notre tendance. Vous la

connaissez. Je prendrai comme appréciation, celle des hommes qui ont encore une autorité pour la majorité de ce Congrès. Je prendrai Lebas au moment du Congrès de Strasbourg où se posait déjà, et pour les mêmes raisons, le problème de l'Internationale ; je vous citerai quatre lignes de Lebas à cette époque :

« La guerre, disait Lebas, a tué non seulement des hommes et détruit des richesses, mais un de ses cadavres et de ses victimes, c'est la deuxième Internationale ». *(Applaudissements.)*

« La guerre, disait Paul Faure, qui lui aussi, pour une partie importante de ce Congrès, a encore une autorité politique... ».

Plusieurs voix. — Pour tous !

MOLNIER. — Camarades, puisque vous dites qu'il en a une, écoutez donc ce qu'il disait sur la question de l'Internationale...

(Quelques mouvements dans la salle.)

LE PRÉSIDENT. — N'interrompez pas !

MOLNIER. — Oui, camarades, nous qui étions jeunes à cette époque de Strasbourg, et qui avons suivi l'effort du Comité de la Troisième, nous n'avons rien à renier de ce qu'il a fait à cette époque, et nous sommes restés, nous, sur les mêmes positions ! Nous vous demandons, camarades, d'être aujourd'hui sur les mêmes positions que celles que Paul Faure définissait dans ces lignes. Il disait :

« Nous demandons aux camarades du Parti socialiste français de quitter la seconde Internationale. Notre résolution reste inébranlable ; de plus en plus nous étions impatientes et comprenions que l'atmosphère de la deuxième Internationale devenait, au point de vue socialiste, absolument irrespirable. »

C'est Paul Faure qui parle ! C'est Lebas qui parle ! Et, permettez-moi, camarades, de vous demander : qu'est-ce qu'il y a de changé depuis..., depuis que le Parti socialiste allemand est écrasé, depuis que dans le monde entier le

socialisme et les socialistes sont sous la dalle des prisons. Qu'est-ce qu'il y a de changé ? Rien ! Le problème de l'Internationale à nouveau se pose aujourd'hui, et l'Internationale, si elle est un organisme existant, n'est pas un organisme de coordination des forces de tout le monde ouvrier international. C'est un fait, partout, dans tous les pays, on peut faire ce que l'on veut ; on peut participer en Belgique en ignorant les gaz lacrymogènes des gendarmes belges qui s'en vont dans les mines ; on peut faire ce que l'on veut en Tchécoslovaquie et ailleurs ! Il n'y a que les victimes du nationalisme qui ne peuvent faire ce qu'elles veulent ! Il n'y a que les centaines de mille d'ouvriers allemands qui sont actuellement dans les camps de concentration ; ceux-là ne font pas ce qu'ils veulent !

Alors, quand nous abordons ce problème de l'Internationale, nous vous demandons de l'examiner sérieusement. Ce problème se pose à nouveau, et il se pose plus qu'hier, parce que la Troisième Internationale est morte ! Oui, notre tendance estime que la Troisième Internationale, au lendemain de la guerre, et dans les périodes qui suivirent, a servi l'action révolutionnaire mondiale et porté le drapeau rouge des révolutionnaires partout dans le monde, a eu ses victimes, a eu ses combats, a eu ses luttes victorieuses ! Nous estimons que par suite de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe — bien entendu je ne développerai pas ce point, — nous sommes arrivés aujourd'hui à ce jour où cet Etat ouvrier, enserré, écrasé par une bureaucratie dominante, vient de briser, de rompre et de signer l'arrêt de mort de l'Internationale communiste !

C'est Staline. (*Interruptions.*) — Oh ! Dormoy, Dormoy, je suis heureux que ce soit vous qui défendiez Staline, car vous l'avez assez attaqué, quand il était d'accord avec Trotsky et Lénine ! Je suis d'accord : défendez Staline on vous le laisse, Dormoy ! (*Applaudissements.*)

DORMOY. — Est-ce que nous sommes dans un Congrès socialiste ?

MOLNIER. — Dans ce marais du retour à l'Union sacrée, il y a des hommes qui se retrouveront ; mais dans le Parti socialiste, il y en a qui se retrouveront pour mener la lutte

contre l'Union sacrée. On vous laisse les premiers, si vous voulez vous retrouver avec eux ! Nous, nous nous retrouverons avec les autres !

Staline a signé l'arrêt de mort de l'Internationale communiste, parce qu'il est parti du principe qui consiste à dire : « Dans chaque pays, selon les intérêts passagers des contingences politiques ou militaires, dans chaque pays les communistes devront défendre systématiquement l'armement de ces pays si l'Etat russe y est intéressé ! » C'en est fini, de la lutte prolétarienne, si avant la guerre, les ouvriers commencent à faciliter l'armement de la nation qu'ils devront défendre ! C'en est fini de l'Internationalisme, s'il est fonction des caprices d'une bureaucratie russe, fût-elle dirigée par Staline ! Elle est morte, l'Internationale communiste !

Camarades, au nom des milliers de prolétaires russes, de bolcheviks qui sont en Sibérie, nous vous le disons avec l'aile gauche du Parti socialiste et de l'Internationale socialiste : créons la nouvelle Internationale !

Et je terminc...

Quelques voix. — Ah ! Ah !

MOLNIER. — Oui, camarades, je vous demande encore de ne pas plaisanter sur ces questions, elles méritent un examen sérieux. Il faut les discuter, la lutte de tendances elle n'est progressive pour un parti, que si on sait discuter sérieusement tous les problèmes politiques, puis se rallier unanimement dans l'action, même divisés sur la conception politique ! Autrement, il n'y a pas de lutte politique possible dans un parti !

Nous, nous ne nous contentons pas sur le plan international, pas plus que sur le plan national, de la forme de l'unité. Unité internationale ? Soit ! Mais, camarades, camarade Lebas, vous ne voulez pas tout de même aligner les cadavres et appeler cela une nouvelle Internationale ? Unité sur quoi ? Sur quelle base ? Sur quels principes ?

Oui, nous voulons bien que les grands partis de la seconde et les grands partis de la troisième, qui sont d'ailleurs, les uns et les autres maintenant bien divisés, s'unissent. Mais sur quelles bases ?

Alors, en deux mots, nous esquissons cette base : Rejeter l'Union sacrée de 1914 contre toute participation nationale aux guerres ; rejeter le socialisme dans un seul pays, le combattre, se servir de l'expérience de la vie et de la mort de la deuxième Internationale, de la vie et de la mort de la troisième Internationale, pour bâtir sur cette expérience, une Internationale qui, vivifiée, sache mener le prolétariat mondial à la victoire ! Action concertée, combinée contre le capitalisme mondial ! Centralisation de cette action, internationalement, non pas qu'il faille faire en France, le même jour, ce qui se fait ailleurs, mais centralisation de tous les efforts en fonction d'un seul but international. C'est un drame de voir aux heures difficiles qu'il n'y a que les capitalistes et les représentants des gouvernements ouvriers de la Belgique et d'ailleurs, qui se réunissent non pas comme des représentants d'organisations ouvrières avec les capitalistes, mais comme représentants de gouvernements capitalistes, internationalement, dans des conférences ! On ne voit plus de conférences prolétariennes internationales ! Il n'y a que les bourgeois, ou nos ministres, Dormoy, qui vont se réunir avec eux ! (*Applaudissements.*)

Nous avons une dénomination qui peut heurter tous ceux qui ont lutté des années en croyant que le bolchevisme c'était la division, mais qui se sont trompés, car c'est l'unité révolutionnaire — nous leur démontrerons — nous sommes une tendance bolchevik-léniniste, nous préconisons la création d'une Internationale nouvelle, qui aurait cette base politique.

Lebas avait raison, Paul Faure avait raison, les Internationales sont mortes ! et nous n'avons jamais assisté à leur résurrection, Lebas non plus ! Vous vous êtes complus dans la mort, vous vous êtes complus dans le marais, les cadavres des Internationales sont encore plus purulents aujourd'hui que jamais ! (*Quelques applaudissements.*)

C'est pourquoi il faut créer une nouvelle Internationale, sur la base des leçons de l'ancienne et de celle qui vient de mourir !

Quelles bases ? Je l'ai dit. Quel numéro ? A partir de ce

moment-là, on discute le numéro. Nous appelons nous, cette Internationalè, la Quatrième Internationale. Vous vous heurtez ? Mais ne discutez donc pas le numéro ! Voyez avec nous si vous êtes d'accord. Si vous êtes d'accord sur le programme, sur les moyens, sur la constitution, et si vous discutez le numéro, c'est qu'il indique une rupture profonde, définitive avec les cadavres dont vous parlez ! Voilà pourquoi vous discutez le numéro !

Actuellement, dans le monde, des forces se groupent. Il y a deux partis ouvriers en Hollande, qui se sont unifiés sur la base de la création d'une nouvelle Internationale, la Quatrième Internationale. Il faut ici, dans ce parti, que les hommes se comptent sur cette question. Cette question est décisive. Et je veux vous dire en terminant, qu'il faut bien songer à résoudre le problème d'une façon internationale, parce que si vous continuez actuellement, à rencontrer Staline sur la base de l'Union sacrée acharnée, vous facilitez singulièrement la besogne à Hitler, vous amenuiserez les possibilités immenses des treize millions d'hommes qui sont là-bas et qui pourraient être internationalement le ferment de la Révolution en Allemagne !

Nous ne porterons pas la Révolution en Allemagne avec la baïonnette et le drapeau tricolore, Nous la porterons par l'action solidaire du prolétariat allemand ! (*Applaudissements.*)

Nous ne subordonnons pas l'action quotidienne en France, et internationalement, à la création de cette Internationale, mais nous disons : C'est dans la mesure où les forces se dégageront, sur cette question qui contient la quintessence de toutes les autres, dans la mesure où les forces solides politiquement se dégageront là-dessus, qu'elles se rassembleront également sur les problèmes nationaux, comme l'armement et les autres !

Vous vous trouvez devant les mêmes problèmes. Paul Faure avait encore raison sur ce point, au Conseil national. Nous sommes à la veille du Congrès de Tours. Nous, nous voulons l'unité révolutionnaire. Si le Congrès de Tours devait signifier le retour, sur la base de l'Union sacrée, dans une « maison » qui nous mènerait à la tra-

hison, ce Congrès de Tours ne serait pas comme l'autre, progressif. Nous sommes restés comme nous étions. C'est comme tels que nous sommes entrés au Parti socialiste, et ce n'est pas comme renégats du communisme que nous y sommes revenus !

Voilà comment le problème se pose. Nous mènerons le même combat avec la volonté de vous convaincre, d'appréhender en commun, dans les mêmes rangs de la même lutte ; mais intransigeants, politiquement, avec le drapeau de la troisième Internationale, qui à l'heure présente est devenu celui de la quatrième Internationale ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Grumbach. J'ai donné un peu plus de temps à Molinier, parce que c'est un représentant de la minorité, et qu'ils ne sont pas nombreux ! J'appliquerai le règlement à la lettre à partir de maintenant ! (*Rires.*)

GRUMBACH. — Je ne veux pas faire un grand discours, en ce moment. Je veux seulement, à l'occasion du Rapport de nos délégués à l'Exécutif, rappeler qu'à notre Conseil National de juin ou juillet 1934, lorsque nous avons décidé l'action commune avec le Parti communiste, j'avais déposé une résolution qui a été votée unanimement par le Conseil National, résolution par laquelle nous demandions à l'Exécutif de notre Internationale, de chercher une base sur laquelle pourraient être engagées des négociations entre la deuxième et la troisième Internationale, en vue de la solution à donner au problème de l'unité organique de la classe ouvrière mondiale. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé à l'Exécutif, à propos de cette motion. Je sais seulement que moi, qui étais parmi ceux qui faisaient des réserves, parmi ceux (je n'ai aucune honte à l'avouer) qui hésitaient, qui avaient peur pour notre Parti ; moi qui à ce moment-là ai cru devoir dire au Parti : « Attention ! », je dis aujourd'hui : « Le Parti s'étant engagé dans cette action commune, l'action commune ayant donné les résultats que vous connaissez, qui ne sont pas partout les mêmes, qui ont laissé dans une partie des départements des dissensions profondes, qui ont permis dans d'autres

des collaborations fructueuses, je dis que le Parti s'étant engagé en tant que section française de l'Internationale, nous ne devons pas désirer que cette action commune, que ces discussions sur l'unité organique dans notre pays continuent, sans que les Internationales elles-mêmes aient ce même débat. Là, je répète ce que j'ai dit au Conseil National, il y a un an : Il est inadmissible qu'au sein de l'Internationale, certaines sections nationales discutent de l'unité organique sans que ces débats soient complétés et couronnés par une discussion entre les Internationales. Il n'y aura plus d'Internationale, si au sein d'une Internationale, des sections commencent à discuter avec des sections de l'autre.

Je ne veux pas discuter le fond du problème, j'aurais trop de choses à dire. Je n'ai voulu saisir que l'occasion, pour rappeler la motion votée à l'unanimité par notre Conseil National. Et je crois pouvoir dire qu'il y a malgré tout — je dis malgré tout, et dans ce « malgré tout », est enfermé tout ce que je vois encore comme difficultés certaines, psychologiques, politiques et doctrinales pour l'unité totale — il y a malgré tout, j'en suis persuadé, un grand progrès. Au moment où je reviens de Moscou, et si vous me posez la question : « Est-ce qu'à Moscou on veut la véritable unité ouvrière organique totale », je ne peux pas, en mon âme et conscience, vous répondre : « Oui ! » Mais je n'ai certainement plus le courage de vous répondre : « Non ! » Je suis persuadé qu'il y a actuellement des possibilités plus grandes que jamais, et j'ai voulu répondre par là aux attaques de l'orateur précédent contre la Russie soviétique. (*Molinier proteste.*)

Ah ! Molinier, recevoir des leçons de vous, non ! De mes camarades d'hier, oui ! (*Applaudissements.*) Recevoir des leçons d'hommes que je ne veux pas critiquer puisqu'ils sont admis au Parti, qui ne croient avoir besoin d'aucun tact, qui se croient autorisés avec une sorte de petite folie de grandeur, basée sur le néant, à nous donner des leçons ! Chers citoyens camarades léninistes-holchevistes-trotzkistes-anticommunistes-pacifistes, etc !... (*Applaudissements, rires.*) ...Non ! Il vaudrait mieux savoir à certains moments, se taire ; il vaudrait mieux, à certains mo-

ments, digérer en soi-même les révolutions qu'on n'a pas faites, comme vous ! (*Rires, applaudissements.*) Il vaudrait mieux... (*Bruit, confusion. Molinier proteste, dans le bruit.*)

MOLINIER. — La défense nationale ne compte pas ! Maintenant, vous êtes d'accord avec Staline, c'est normal.

GRUMBACH. — « Maintenant, vous êtes d'accord avec Staline », dit le camarade léniniste-trotskiste-anticommuniste-bolcheviste ! Moi je veux bien, je ne le considérerai pas comme une injure ! Je me souviens, moi, qu'au Congrès de Tours, le rapporteur général, l'orateur principal, Léon Blum, avait insisté sur le fossé que créaient entre nous nos divergences sur le problème de la défense nationale. C'est pourquoi j'espère — dans un sentiment qui n'est ni chauvin, ni nationaliste — que la déclaration de Staline et certaines autres attitudes de l'Internationale Communiste et des communistes en France, créeront demain le pont entre nous vers l'unité ouvrière.

Dans la situation actuelle, qui nous montre le danger fasciste à l'intérieur, le danger de guerre à l'extérieur, et quand la folle entreprise en Abyssinie du sieur Mussolini remet tout en question, je pense que ce n'est pas le moment pour la classe ouvrière d'avoir un autre désir que celui d'une unité sincère, loyale, totale. Est-ce le moment de s'amuser à opposer des citations les unes aux autres, et de parler de « communistes renégats » ? Vous seuls, naturellement, êtes des vierges ! Des vierges avec plusieurs enfants dans le sein ! (*Rires, applaudissements.*) Que c'est magnifique, de vouloir donner des leçons de ce genre, à un moment où nous avons véritablement d'autres soucis !

Camarades, j'espère que ce Congrès donnera à la délégation à l'Exécutif, une fois de plus, le mandat d'obtenir de l'Internationale tout entière l'effort qu'a fait le Parti de France, en vue de lutter pour la paix et pour l'unité de la classe ouvrière nationalement et surtout internationalement. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Bracke, rapporteur pour la délégation française. (*Applaudissements.*)

BRACKE (Nord). — Camarades, un très ancien proverbe a pris chez nous cette forme : En devenant vieux et lourd, on apprend tous les jours. On apprend, maintenant, que le mot « rapport » a des sens extrêmement variés, dont on se sert au besoin. Nous aurons occasion, peut-être, de le revoir encore au cours de ce Congrès ; déjà hier, cela prenait un sens particulier. Cette fois, on apprend autre chose : c'est que « rapport des délégués français à l'Internationale », veut dire : « discussion sur ce que devrait faire l'Internationale tout entière ».

Vous comprenez bien qu'il n'appartient pas au rapporteur de défendre son Rapport sur une chose qui n'a pas de rapport avec ce Rapport ! (Rires.)

Discuter le Rapport de la C. A. P., hier, voulait dire : « La C. A. P. s'est-elle bien appliquée à exécuter la volonté du Parti ? » Rapport des délégués français à l'Internationale, veut dire : Les délégués français ont-ils fait ce qu'ils étaient chargés de faire au nom du Parti ?

Grumbach a bien fait de prendre la parole, étant donné qu'on avait porté la chose sur un terrain particulier, et qui n'a qu'une relation vague avec ce qui devait être fait. Mais il a dit lui-même que le mandat qui avait été donné par le Conseil National, il a été rempli par les délégués. Vous avez sous les yeux, dans le rapport, le texte. On vous rappelle qu'avant même les événements de novembre 1934, qui ont amené une discussion de l'Internationale avec les communistes, il avait été, dès le mois d'août 1934, demandé et obtenu, par Bracke, délégué au Bureau, que la question de l'action commune entre les Partis socialiste et communiste, serait portée à l'ordre du jour du prochain Exécutif. C'était le mandat de Toulouse accompli. Lorsque l'Exécutif a eu lieu, il y a eu discussion, vous en avez les textes. C'est là que s'est produite cette déclaration des partis contre laquelle, évidemment, notre ami Grumbach a raison, en un sens, de protester, quand il dit : « Ce n'est pas possible que l'on continue toujours comme cela, qu'il y ait des partis travaillant entre eux d'une manière, et d'autres travaillant d'une autre manière ». C'est entendu, camarades ; seulement, c'est avec

le droit donné, reconnu par l'Internationale, qu'il en a été ainsi. Est-ce que nous avons commencé à faire ce que nous devons faire ? Oui, nous avons commencé, et nous avons continué, et nous continuons. Ce n'est pas une chose extrêmement simple que d'accomplir ce mandat. Vous comprenez bien qu'il y a des négociations à faire avant de donner une forme publique à la proposition qui a été décidée, à savoir non pas une demande d'action quelconque, mais une interrogation sur ce que veut la troisième Internationale au nom du Parti communiste.

Nous avons commencé, nous continuons, nous continuerons. Dire qu'on n'accepte pas le rapport, comment cela se justifierait-il, si l'on est d'accord avec ce qui a été fait par le Parti ? Voilà le drôle de l'affaire : que ce qu'on demande, c'est ce que le Parti fait. Il le dit, et alors on vient proclamer : « C'est cela que nous voulons ! mais davantage, et pour cela nous commençons par voter contre ! » Je ne comprends pas !

Je ne ferai pas d'ironie, ce serait facile. Je dirai simplement un mot au camarade qui est venu ici, profitant de la faculté qui est toujours laissée par les Bureaux, de parler même en dehors de la question. Je ne discuterai pas ce qu'il a apporté. Je lui ferai simplement deux observations : la première, s'il pense — et je le pense, — qu'il y a des problèmes à étudier par l'Internationale, et qu'il faut que le Parti socialiste français, que le Parti S. F. I. O... (voyez-vous, on ne peut plus rien dire sans tomber dans des appellations employées autrement ; moi, j'ai été d'un Parti socialiste de France, et c'était autre chose ! Quand nous allons faire l'unité, savez-vous la dernière difficulté que nous allons trouver ? C'est de savoir comment l'appeler ! Je me souviens de cela ! J'ai été obligé d'inventer S. F. I. O. — car c'est moi entre parenthèses, qui ai inventé de le mettre entre parenthèses ! — j'ai été obligé d'inventer cela pour arriver à établir une espèce d'union entre des camarades qui voulaient tous la même chose, mais qui le voulaient sous des noms différents. Pardon de cette digression.) Vous voulez que le Parti étudie une question : proposez qu'on inscrive cela au Congrès ; à l'ordre du jour du prochain Congrès national. On le discutera. Les sec-

tions en auront discuté auparavant. Vous ne pensez pas que lorsqu'on discute un rapport qui est celui des délégués français à l'Internationale, à savoir s'ils ont fait ce qu'on leur a commandé, vous ne pensez pas qu'à la suite, il sera pris un ordre du jour pour numéroter des Internationales, n'est-ce pas ? Moi, il y a déjà longtemps que j'ai numéroté l'Internationale qui devrait exister ! J'ai dit que c'est toujours la première. (*Très bien ! Applaudissements.*)

Naturellement, dès qu'il y en a plusieurs, il n'y en a plus ! Et quand il n'y en a qu'une, c'est naturellement toujours la même ; impossible autrement. J'ai considéré comme un crime de la part... — un crime psychologique, naturellement (*rires !* — comme une bêtise, si vous voulez, de la part des camarades pendant la guerre, d'aller fonder une Internationale en lui donnant un numéro. J'ai considéré cela comme une bêtise, et vous savez, parmi ceux qui en étaient, et qui ont même peut-être proposé le numéro, il y avait de mes amis les plus chers, et de ceux avec lesquels j'ai été le plus d'accord dans toute la bataille internationale. Je ne leur ai pas caché que c'était une faute qu'ils commettaient, en distinguant ainsi !

NAVILLE. — Mais vous avez fondé la « deux et demie », camarade ! Cela en faisait une de plus !

BRACKE. — Ce n'est pas vrai ! Je ne vous dirai pas que vous mentez, car vous ne savez pas que vous ne dites pas la vérité ! (*Rires, applaudissements.*) Vous dites simplement une chose fausse... ce n'est pas vrai ! Voilà ce que c'est...

NAVILLE. — Vous avez perdu la mémoire, camarade !

BRACKE. — Je vous ferai remarquer que je ne vous ai pas interrompu, et je n'ai pas interrompu votre orateur...

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous laisser causer Bracke !

BRACKE. — On me dit quelque chose, j'ai tout de même le droit de répondre ; on me dit une chose fausse, j'ai le droit de dire qu'elle est fausse. Jamais nous n'avons fondé une Internationale « deuxième et demie ». Ceux qui vou-

laient nous blaguer, nous ont appelés « deuxième et demie ». Mais nous nous étions justement refusés à lui donner un numéro quelconque. Nous étions une union de partis considérant qu'il n'y avait pas d'Internationale, et qu'il y avait des raisons de la reformer. En 1889, il s'en était constitué une seconde si on veut, mais qui, en réalité, avait eu la prétention de continuer la première, de la reformer. Vous apportez des textes : « On a dit que la guerre avait tué l'Internationale ». Mais alors qu'est-ce que vous nous chanter, avec la seconde ? Si elle était morte, c'est vous qui la ressuscitez !

En réalité, ce qu'il y a, camarades, depuis les difficultés créées par la guerre, ce sont des efforts pour que la classe ouvrière de partout, pour que le prolétariat de partout, refasse un instrument international, et que ce qui a lieu en ce moment, ce sont les efforts difficiles, incohérents parfois, contradictoires, par moments, pour que cette Internationale finisse par avoir les moyens de vivre et d'agir.

Avons-nous fait ce qu'il faut, nous les délégués, de la part de notre Parti, pour y travailler ? Vous ne pouvez répondre que oui, et plus vous êtes de notre avis, plus vous devriez répondre oui. C'est vous qui, sans réserve, devrez accepter le Rapport, en ajoutant, s'il vous plaît : « Nous demandons qu'à l'avenir on fasse encore mieux ». Voilà ce qu'il y aurait à dire !

Permettez-moi d'ajouter un simple mot. Il manque bien quelque chose au Rapport. Mais ce n'est pas une omission : la date a empêché que l'on donnât un texte que vous connaissez tous, qui est la motion votée dans la dernière réunion de l'Exécutif, à laquelle Léon Blum a assisté en qualité de délégué, et qui continuait une séance à laquelle nous avons assisté tous les deux. Elle a abouti à une résolution que vous connaissez tous, sur la situation politique européenne, sur ce qu'il y avait à faire pour la paix. Je tiens à signaler ce manque pour qu'on ne le reproche pas. Mais voyez ! le plus extraordinaire, c'est que la seule chose qu'on aurait pu dire, à propos du Rapport, n'a pas été dite.

Et maintenant, je vous demande de le voter ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Ceux qui sont d'avis d'adopter le Rapport, sont priés de lever les cartes. Baissez les mains, camarades. Avis contraire ? Le Rapport est adopté.

RAPPORT DU COMITÉ NATIONAL DES FEMMES SOCIALISTES

LE PRÉSIDENT. — Nous passons au Rapport des femmes socialistes. La parole est à Suzanne Buisson. (*Applaudissements.*)

SUZANNE BUISSON. — Camarades, je vous remercie de votre accueil fraternel, et je ferai tout mon possible pour ne parler que quelques minutes.

Notre président vient de dire que vous avez tous lu le rapport que nous avons fourni. Je voudrais l'espérer et si j'en avais eu le sentiment, je n'aurais pas demandé la parole. Mais, précisément parce que nous savons que peu de camarades lisent les rapports annexes, nous avons tenu — et le Comité national m'en a donné le mandat — à présenter ce rapport devant le Congrès, en quelques mots.

Ceux d'entre vous qui l'ont lu, ont pu se rendre compte de l'effort de propagande que nous avons essayé de faire dans l'année qui vient de s'écouler. Nous avons assumé en province plus de 120 réunions dans le cours de cette année. Et depuis que le Rapport a été imprimé, nous avons répondu à l'appel de l'Internationale en continuant notre agitation par la Journée Internationale des Femmes, et nous avons fait depuis que nous avons donné le Rapport, encore plus de cinquante réunions en province, pour appeler les femmes à s'organiser dans le sein de notre Parti socialiste.

Depuis, il y a eu une période électorale, et les camarades des fédérations savent combien les femmes ont donné de leur temps et de leurs efforts à la préparation matérielle de cette campagne municipale.

Pour ne parler que de ce que j'ai eu sous les yeux, les femmes de la Seine ont fait 115 réunions pendant le cours de la période électorale municipale. Et je sais que nos

camarades de province ont également fait tout ce qu'elles pouvaient faire pour donner à nos camarades du Parti toute l'aide qu'elles pouvaient leur apporter dans cette circonstance.

Il serait injuste de ne pas rappeler au moins que notre camarade Suzanne Lacorre a si bien participé, et depuis de si longues années, à la propagande municipale dans sa commune, que plusieurs élus socialistes ont pénétré dans cette campagne reculée de la Dordogne, où elle exerce depuis tant d'années son action si particulièrement favorable à notre Parti. (*Applaudissements.*)

Nous pouvons indiquer au Congrès, d'ailleurs, comme cela est indiqué dans le Rapport, que nous recrutons là où les fédérations ont compris l'intérêt de notre organisation. Dans la Seine, nous avons passé de 600 l'année dernière à 666 au moment du Rapport, et depuis plus de 40 adhésions sont venues porter le chiffre des femmes de la Seine à environ 700. Dans le Nord, il y a également une erreur sur le nombre des femmes portées, parce que le recensement n'était pas au point au moment où le Rapport est arrivé, et il y a également, dans cette fédération, un nombre plus important de femmes organisées où ce nombre se monte à près de 680.

Vous voyez que nous avons fait des progrès depuis le Congrès de Bordeaux, où notre camarade Séverac annonçait 1.000 adhérentes dans le Parti, puisque les deux grandes fédérations du Parti, à elles seules, apportent un contingent de près de 1.400 femmes au Parti socialiste. (*Applaudissements.*)

Ce ne sont pas, d'ailleurs, les seules fédérations qui aient travaillé. Nos camarades de la Gironde ont eu beaucoup à faire pour reconstituer leur fédération. Elles sont plus de 105 femmes maintenant. Nos camarades de la Hte-Garonne, avec notre camarade Aucouturier, ont également bien travaillé, et recrutent chaque jour ; c'est de partout que les adhésions nous arrivent, et depuis l'impression du Rapport, avec le nombre des femmes du Nord, dont je vous ai donné tout à l'heure l'indication, c'est plus de 200 adhésions nouvelles que nous pouvons apporter au Parti, aujourd'hui, depuis le Rapport seulement.

Si les fédérations nous aidaient, nous pourrions apporter des résultats encore meilleurs ; nous voyons depuis le commencement du vote pour le Comité national, combien les femmes commencent peu à peu à s'intéresser à notre action, car nous avons un dossier considérable de lettres de femmes qui se plaignent de n'avoir pas reçu nos rapports et qui ne savent pas que si elles ne les ont pas reçus, c'est parce que leur secrétaire de section ou leur secrétaire de fédération ne nous ont pas transmis leur nom et leur adresse, pour que nous puissions nous mettre en relations avec elles.

Et pourtant, quelles difficultés le Comité national n'a-t-il pas connues, au cours de cette année ! Nous avons su, dès le commencement de l'année dernière, dès le mois de juillet et même avant, qu'un groupement de femmes, extérieur au Parti, s'était formé, et avant même que les camarades, comme on dit aujourd'hui, « responsables » de ce groupement se soient mises en contact avec le Secrétariat du Comité national, de nombreuses tentatives d'adhésion des femmes, contrairement aux lois existantes de notre Parti, avaient été sollicitées dans différentes sections, et dans différentes fédérations.

Notre *Populaire* avait reçu un communiqué dans lequel on disait : « Enfin, les femmes se réveillent ! » Et vous comprenez combien ce titre avait pu nous paraître, je dirai quelque peu scandaleux, à nous qui avons la prétention de nous être éveillées au socialisme il y a quelque trente années !

Ces citoyennes ont essayé de trouver des collaborations un peu partout, sauf, au secrétariat du Comité national. Et ce n'est que le 5 juillet de l'année dernière, que nous avons été saisies, officiellement, de leur proposition. Mais nous, au Comité national, nous sommes des camarades disciplinées, et nous ne prenons pas par nous-mêmes des résolutions ; nous avons répondu purement et simplement que nous appliquions les résolutions du Parti, et c'est à la C. A. P. que nous avons demandé de nous dire quel devait être, dans cette circonstance, le rôle du Comité national.

La C. A. P. nous a répondu par un ordre du jour que

vous trouverez dans le Rapport. Je n'y reviens pas, pour abréger mon temps de parole, mais je vous demande instamment de vous documenter sur cette question, car peut-être elle reviendra à une autre occasion devant le Congrès, et je voudrais que nos camarades sachent que nous, au Comité national, nous n'avons jamais fait notre politique spéciale, et que nous n'avons fait qu'appliquer partout et toujours les résolutions du Parti. (*Applaudissements.*)

Ces décisions du Parti, nous les respecterons toujours, et nous avons pris au sérieux la besogne que le Parti nous a confiée. Nous savons que le Parti nous demande de faire un difficile travail de prospection au milieu des femmes travailleuses, au milieu des femmes de la classe ouvrière. Pour faire ce travail de prospection, nous avons étudié les grandes questions féminines, et tout à l'heure un autre rapporteur vous apportera les conclusions de notre conférence. Ces questions féminines, nous les étudions dans un état d'esprit socialiste, pour amener nos camarades travailleuses à comprendre que c'est le Parti socialiste qui les libérera de l'oppression capitaliste.

Notre mouvement, certes, n'est pas aussi important que nous l'aurions souhaité, mais il a son originalité propre, sa valeur propre, car nous, nous avons compris que l'on ne ferait rien de sérieux, que l'on ne ferait rien de durable, si l'on ne commence pas d'abord par poser les vraies questions : la question de la structure même de la société, la question de la propriété, la question du profit, et c'est constamment sur ces idées socialistes que nous faisons notre propagande au milieu des femmes. (*Applaudissements.*)

Camarades, nous nous sommes efforcées de documenter les femmes des fédérations, peut-être encore mal préparées à ce rôle, à faire elles-mêmes dans leur propre cadre, dans leurs propres sections, la besogne d'éducation socialiste. Nous avons fait passer un grand nombre d'articles autant que nous avons pu, dans le *Populaire* ; nous avons essayé précisément de mettre notre documentation à la disposition de nos camarades de province. Nous avons fait, pour elles, des schémas, nous avons fait pour elles

des tracts. Eh bien ! nous avons le sentiment que pendant cette année écoulée, nous avons bien travaillé pour le Parti. Nous ne lui demandons qu'une chose : c'est de nous permettre de continuer ; nous voudrions que nos camarades des fédérations qui sont ici, comprennent que s'ils le voulaient, ils pourraient avoir, dans les femmes groupées au sein du Parti socialiste, des alliées dont l'importance ne serait pas niable pour la diffusion de l'idéal socialiste, des alliées qui leur sont indispensables, s'ils ne veulent pas recommencer l'éducation socialiste à chaque génération, des alliées dont ils ont besoin pour conquérir le cœur et l'esprit de leurs enfants. Donnez-nous le moyen de continuer cette action d'éducation socialiste, en votant notre rapport d'une part, et, d'autre part, je m'adresse ici aux secrétaires de fédérations et de sections qui sont dans ce congrès, en nous mettant en rapport avec les femmes des fédérations capables de contribuer à cet effort de prospection et d'éducation socialiste, à laquelle nous continuerons de travailler. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à la citoyenne Rachel Lempereur, pour rapporter sur la Conférence nationale des femmes. (*Applaudissements.*)

RACHEL LEMPEREUR. — Camarades, la deuxième Conférence nationale des femmes socialistes a bien voulu me confier la tâche de rapporter devant vous le travail de cette conférence.

Je sais que nous sommes très pressés par le temps, et je vais essayer d'être aussi brève que possible, mais de faire aussi bien que possible le travail qu'on attend de moi.

Cette Conférence nationale eut lieu à Lille le 21 avril et fut présidée par notre camarade Bracke. Vous avez dû suivre dans la presse et dans la plupart des envois qui vous ont été faits, les questions qui étaient à l'ordre du jour de cette conférence.

Nous avons la question de la situation juridique des femmes, rapport présenté par Simone Weiler et Germaine Quignon, puis la situation de la femme dans l'agricul-

ture, rapport présenté par Suzanne Lacore, et enfin la situation politique des femmes, rapport présenté par notre camarade Marthe Louis-Lévy.

Sur la situation juridique des femmes, notre camarade Simone Weiler, qui rapportait à la conférence, fut suivie très attentivement. Nous constatons généralement que ces questions juridiques qui pèsent lourdement sur les femmes par leur iniquité sont très peu connues et, par conséquent, très peu suivies ; mais les femmes présentes à la deuxième Conférence nationale, qui ont pu suivre les indications précieuses de notre camarade (et avaient du reste étudié le rapport), ont compris, à mesure qu'elle pénétrait le sujet, ce que voulait notre camarade : une réorganisation de la famille, où la femme puisse être vraiment totalement émancipée, une nouvelle étude sur la question de l'affiliation des enfants à la mère, l'organisation de l'enseignement et de l'éducation collectifs et enfin la situation de la femme au point de vue juridique.

Je résumerai simplement (vous avez tous devant vous les conclusions) les motions qui ont été votées à cette conférence.

J'attirerai seulement votre attention sur les points essentiels de la motion, que vous verrez à la fin :

La deuxième Conférence des femmes socialistes émet le vœu que le Parti socialiste S. F. I. O. par son groupe parlementaire, dépose des projets de lois, s'associe aux projets déjà déposés et en hâte le vote, tendant :

1° A supprimer de nos codes les lois d'incapacité ou de subordination frappant la femme quant à sa personne et à ses biens.

2° A donner à la mère sur ses enfants, des droits égaux à ceux du père. Et à améliorer le sort des enfants naturels.

3° A supprimer du Code pénal toute inégalité dans la répression des délits ou des crimes commis par la femme. A faire modifier la législation sur la propagande anti-conceptionnelle et l'avortement, et sur la réglementation de la prostitution.

Ce rapport, après examen de la Commission des résolutions, fut voté le lendemain à l'unanimité.

Puis, c'est notre camarade Suzanne Lacore qui pré-

sentie son rapport sur la femme dans l'agriculture. Vous connaissez assez Suzanne Lacore, pour savoir le cœur qu'elle a dû mettre dans la présentation de ce rapport. Suzanne Lacore vit à la campagne, depuis des années et des années, où elle a fait véritablement un travail de pénétration socialiste et d'éducation parmi les femmes paysannes, et c'est vraiment de toute son âme, de tout son cœur de femme socialiste qu'elle a pénétré le sujet. (*Applaudissements.*)

Nous l'avons sentie penchée sur cette situation véritablement infériorisée des femmes en général, mais surtout des femmes dans la paysannerie ; Suzanne Lacore nous a montré combien la tâche de la femme paysanne était pénible, tout ce qu'on attendait d'elle, dans des heures interminables de travail, tenue aux champs pour le travail de la moisson, pour le travail de la fenaison ; on compte sur elle pour bêcher, pour arranger le jardin, pour soigner les bêtes, pour, au retour, mener, malgré tout le travail de la maison, la vie du foyer, la préparation des repas, qui sont, hélas ! combien insuffisants, et enfin les soins aux enfants.

Et la conclusion que tire notre camarade de ce rapport si important, si précieux dans sa démonstration, mais aussi si lamentable dans les impressions qu'il éveille en nous, eh bien ! la conclusion de Suzanne Lacore, c'est que les victimes de cette paysannerie, où la femme est véritablement une malheureuse, une esclave, pourrait-on dire, les victimes de cette paysannerie, ce sont les enfants, nos enfants ! Les enfants qui devraient devenir l'élément prolétarien proprement dit et qui, par les souffrances qu'ils endurent, par le peu de temps que leur mère peut leur consacrer, sont des victimes de la mortalité infantile, tellement accrue à la campagne, des victimes du manque de soins et de caresses maternelles que leur cœur d'enfant réclame, et enfin des victimes parce que ces enfants n'ont pas dans la vie les joies qu'ils seraient en droit d'attendre d'elle. (*Applaudissements.*)

Et Suzanne Lacore nous dit : « Les enfants sont des victimes, les femmes sont des doubles victimes » ; c'est, pour elles, la nuit éternelle qui les enveloppe, elles ne

sont pas ouvertes, non seulement à la vie intellectuelle, comme les femmes des villes qui travaillent, mais elles ne sont pas même ouvertes à la vie tout court, à ce que doit nous réserver la vie, du pain, du travail, de la joie.

Et c'est un appel véhément qu'elle lance au Parti tout entier pour que les efforts soient tentés afin de sortir de « cette nuit » toutes ces paysannes qui sont, comme nous, accessibles à la beauté des choses, à la joie d'une vie « humaine ». Il faut la leur donner. Elles ne viennent pas à nous, c'est à nous d'aller vers elles, de les appeler à la lumière et à la vie. Et si, comme le disait Jules Guesde, pour la propagande une femme vaut deux hommes, n'hésitons pas à aller conquérir les masses paysannes et allons indiquer aux esclaves de la terre le « chemin de leur libération ».

Et Suzanne Lacore nous présente sa motion, où j'attirerai votre attention sur les points essentiels :

Considérant que la réalisation d'un plan de réformes immédiates est indispensable à l'atténuation de la crise économique présente, et conditionne l'amélioration, dans tous les ordres, de la vie paysanne, la Conférence déclare nécessaire et urgente l'application du programme politique agricole du Parti. Revendique pour la population féminine rurale des mesures analogues à celles qui protègent le travail industriel. Des possibilités de perfectionnements ménagers et professionnels, l'amélioration des lois touchant à la protection du travail de la femme et de l'enfant, et aux diverses formes de la prévoyance sociale.

Elle réclame l'application des lois sur la fréquentation scolaire, la prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans, le développement des œuvres post et péri-scolaires, la protection de l'école laïque, et de ses maîtres, l'augmentation des crédits affectés à ces œuvres éducatives dont la nécessité est absolue. Elle demande l'institution, dans les centres cantonaux de campagne, des Comités d'hygiène avec infirmières visiteuses, pour assurer la protection effective de la prénatalité, de la maternité, et de l'enfance.

Elle souhaite la création dans chaque commune d'une maison du Peuple, de Garderies saisonnières pour tout petits, devenant le centre récréatif et éducatif de la commune, en faveur de l'hygiène corporelle et collective, ainsi que la lutte contre les fléaux sociaux, par la projection de films,

toutes mesures propres à combattre avec succès la routine et l'ignorance et à rendre aux populations rurales la terre habitable.

Car Suzanne Lacroix nous dit : « Il ne faut pas croire, parce que ces femmes de l'agriculture ne se plaignent pas, qu'elles n'ont rien à dire ! » Elles ne se plaignent pas, parce qu'elles sont habituées à cette vie inférieure, qu'elles subissent ; elles sont passives, parce que l'atavisme les maintient dans cette situation. Elles ne viendront jamais à nous ; c'est par conséquent, camarades, à nous d'aller à elles, pour leur dire qu'une autre vie leur est possible, si nous sommes capables de la leur donner, c'est-à-dire si nous sommes capables d'éveiller en elles ce stimulant qui doit faire que la femme désire être une épouse, une mère, une travailleuse consciente de ses devoirs, mais aussi de ses droits et réclamant sa part de bonheur mérité. (*Applaudissements.*)

Une autre motion fut présentée par la camarade Mireille Osmin, sur les méthodes de propagande. Mais je ne vous l'expose pas ici, parce que cela ressort particulièrement du Comité national des femmes socialistes.

Une motion fut aussi présentée par Mireille Osmin, visant l'entrée des femmes dans les groupements de gauche, se réclamant de la lutte contre la guerre. Et, à la Commission des résolutions, on écarta fort sagement cette motion, en application du principe que l'organisation féminine du Parti ne saurait déterminer une politique, ni même préconiser des solutions qui sont du ressort du Parti lui-même ; c'est-à-dire de ses sections et de ses fédérations.

Et j'en reviens à ce que nous disait tout à l'heure Suzanne Buisson : « Vous voyez combien nous sommes disciplinées, puisque nous ne voulons pas prendre, avant le Parti, des décisions qui ne doivent émaner que de lui, que de ses organismes centraux et directs. (*Applaudissements.*)

Enfin, une autre motion contre la guerre fut présentée par les femmes socialistes, et là encore nous eûmes la sagesse d'écarter ce qui n'était pas de notre ressort. Evi-

demment, à l'époque tendue où nous sommes, il est bien compréhensible qu'une conférence de femmes socialistes ne pouvait se séparer sans se prononcer sur cette inquiétante question de la guerre. Comment nous, femmes socialistes, directement touchées par les dangers de guerre, et par les fléaux dont elle nous menace, nous n'aurions rien dit ! Nous ne le pouvions pas. Mais nous pouvions nous montrer hostiles à la guerre, dans le cadre du Parti, c'est-à-dire montrer, nous femmes, combien nous sommes réfractaires à toute possibilité de guerre nouvelle, et affirmer que nous savons qu'elle n'est engendrée que par le désordre et l'anarchie du régime capitaliste. Voilà ce que nous pouvions faire. Et ces idées ont retenu toute l'attention de la conférence ; mais nous n'avions pas, nous, femmes socialistes, à étudier les moyens par lesquels le Parti devait préparer la lutte contre la guerre. Cela était du ressort du Parti lui-même, et c'est ce que nous fîmes valoir et, en conséquence, nous avons voté la motion que vous avez tous également, où j'attirerai votre attention sur ce passage :

Tout en combattant, dès maintenant, à côté de leurs camarades, pour écarter du monde les dangers de guerre, les femmes se déclarent prêtes à apporter au Parti, par l'application des moyens qu'il jugera bons, l'aide efficace de leur volonté et de leur sensibilité, jusqu'au triomphe final du socialisme.

Cette motion fut adoptée à l'unanimité.

Enfin, camarades, une dernière motion présentée par notre camarade Marthe Louis-Lévy, je vous l'ai dit, sur la situation politique des femmes, a été votée également, mais je vous demanderai, je demanderai au Congrès de me permettre de prendre la parole sur ce sujet, lorsque la question viendra à l'ordre du jour, à propos de la réforme électorale. Et c'est à ce moment-là que je vous ferai valoir la motion et les revendications de la deuxième Conférence des femmes socialistes, sur la situation politique des femmes et le vote des femmes. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ? Les deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

GERMAINE FAUCHÈRE. — Pardon ! Nous avons lu les rapports, et nous votons contre.

RAPPORT DES JEUNESSES SOCIALISTES

LAGORGETTE. — Mes chers camarades, notre ami Louis Lévy, à cette tribune, aurait dû vous rendre compte de la situation des Jeunesses. Malgré toutes les démarches qu'on a faites auprès de lui, il a persisté à démissionner du poste qu'il a occupé pendant plus de dix années. Il a abandonné des fonctions qu'il avait remplies avec tellement de dévouement qu'on peut bien dire de lui qu'il a été l'un des meilleurs artisans de ce grand mouvement des Jeunesses d'aujourd'hui. Et je voudrais, en votre nom, lui exprimer toute notre gratitude.

Nos « Jeunesses » sont plus puissantes que l'an dernier. 10.000 membres, il y a un an. Cette année, 11.400 ! Elles ne demandent qu'à devenir de plus en plus fortes. Pendant l'année écoulée, elles ont manifesté une certaine « impatience d'action publique », à tel point que la C. A. P. elle-même a pu en être inquiète. Elle a redouté, en effet, à un moment, de les voir emportées en dehors de la voie qu'elles avaient suivie depuis toujours.

Je voudrais vous dire, en leur nom, qu'il n'y a aucun danger à cet égard, et que le mouvement des Jeunesses socialistes continuera de rester ce qu'il est, c'est-à-dire en premier lieu un groupement d'éducation. Il y a, dans ce Congrès, d'ailleurs, des amis, comme Chochoy, Florimond Lecomte, Coll, de Toulouse, et avec lui Desbal, qui sont d'accord pour que soit affirmée la fidélité des Jeunesses à leur tradition même.

A Paris, des camarades comme Mireille Osmin, Dumont, Lamarque, ont consacré aussi tous leurs efforts au développement de notre groupement ; mais tous ces dévouements personnels ne suffisent pas. C'est pourquoi je viens demander aux délégués des fédérations d'aider nos « Jeunesses » dans toute la mesure du possible. Elles ne demandent qu'à travailler. Elles ne désirent qu'agir. Il faut les utiliser de plus en plus dans la bataille. Il

faut encourager leur presse, souscrire des abonnements de soutien au *Cri des Jeunes*.

Il faut que vous leur accordiez ce concours sans quoi, je vous le dis bien franchement, le danger qu'apercevait la C. A. P. il y a quelque temps, pourrait se produire alors réellement. Si les « Jeunesses » n'ont pas de quoi satisfaire leur besoin d'action dans le Parti, elles chercheront presque fatalement à le satisfaire en se dégageant de cette tutelle que nous voudrions leur voir conservée.

Aussi bien, c'est tout ce que j'aurai à vous dire. Le 26 juillet, nous tiendrons notre Congrès national à Lille, où notre ami Roger Salengro va nous préparer un accueil que nous savons d'avance très fraternel, et surtout nous préparer les conditions pour que la *Semaine d'études* qui doit continuer ce Congrès connaisse une véritable réussite, parce que, à Lille, les socialistes ont inscrit, dans le bilan de leurs réalisations municipales, quelque chose qui doit pouvoir intéresser et instruire nos Jeunesses.

Nous voudrions que toutes nos fédérations puissent contribuer au succès de cette Semaine d'études. Car c'est par de tels moyens que nous donnons à nos jeunes militants les possibilités de s'instruire sur le mouvement municipal, sur le mouvement syndical, sur le mouvement coopératif, etc., et que nous pouvons ainsi former des cadres instruits pour notre Parti.

Je vous demande tout cela, en pensant, comme le disait Vanderveide, qu'un parti d'adultes qui n'a pas de Jeunesses est un parti condamné à disparaître. (*Applaudissements.*)

RAPPORT DU " POPULAIRE "

LE PRÉSIDENT. — Passons au rapport du *Populaire*. Je donne la parole à Nessler.

NESSLER (Nièvre). — Camarades, le Congrès fédéral de la Nièvre a été particulièrement sévère pour le *Populaire*. Si les délégués aux Congrès nationaux ne doivent pas venir vous raconter les heurs et les malheurs de leurs

fédérations, il n'en demeure pas moins que dans notre cas particulier, nous voulons exciper d'une sorte de privilège d'exception, car notre Fédération, depuis six ans déjà, avant bien d'autres, a été ravagée par les scissions. Elle a remonté le courant à la force du poignet, en demandant à l'extérieur le moins d'aide possible, mais en tenant précisément le journal du Parti, l'organe central du Parti, pour un élément déterminant de lutte, pour un élément déterminant de propagande, et c'est pourquoi nous avons le droit de nous montrer particulièrement difficiles. Et c'est pourquoi aussi nous qui avons considéré que toutes les victoires du *Populaire* se confondaient avec les victoires du socialisme, nous voulons dire à ceux qui dirigent, à ceux qui rédigent, à ceux qui pensent notre journal central, quelles sont nos doléances.

Ce n'est pas être byzantin, que de chercher à faire une discrimination entre le lecteur des grandes agglomérations et le lecteur des campagnes perdues ; celui-là, il achète son *Populaire*, ou il reçoit son *Populaire* parmi d'autres publications. Il lit l'article de Blum ou l'article de Paul Faure, et puis il fait des mots croisés dans un journal bourgeois. Et il lit son feuillet dans un deuxième journal bourgeois, et le soir, il achète pour la chronique sportive, un troisième journal bourgeois. Et nous pouvons dire que ce lecteur-là, il est parfois de nos amis, il est parfois de nos partisans. Il n'est pas absolument ce lecteur de choc, ce lecteur d'élite, pour lequel le seul fait de recevoir un journal de classe sous bande, dans une campagne reculée, dans un milieu hostile, constitue déjà un singulier courage. Nous en connaissons, dans nos montagnes du Morvan, de ces hommes qui, pour avoir, en effet, reçu le *Populaire*, ont été entourés d'une sorte de cordon sanitaire par tous les hobereaux, par tous les grands propriétaires du lieu ; celui-là, c'est plus qu'un sacrifice d'argent que vous lui demandez, c'est quelquefois une sorte d'apostolat ; celui-là, c'est un pôle intellectuel, un pôle moral, dans certains coins du pays que vous ne pouvez atteindre que par votre presse.

Et voilà pourquoi nous disons à ceux qui sont responsables de notre *Populaire* : « Il faut de temps à autre,

et le plus souvent possible, écrire pour cet admirable parent pauvre. »

Nous en venons aux critiques plus précises : le chambriste du *Populaire*, d'abord, ou les chambristes depuis la disparition de notre regretté Pierre Lainé. Nous voudrions que cesse cette méthode un peu naïve et ridicule qui consiste à hypertrophier l'action du Groupe parlementaire et à escamoter toutes les interventions de tous les autres parlementaires. Car enfin, dans chaque département de France (*applaudissements*), vous avez toujours des députés qui n'appartiennent pas au Parti. Vous escamotez complètement leurs interventions, alors que toute la presse régionale, locale insiste. Et vous donnez ainsi à votre journal de classe (*applaudissements*) un caractère d'insincérité et de partialité qui gêne beaucoup sa diffusion.

Je n'ai que cinq minutes, je crois que je vais les dépasser. Vous permettez que je les dépasse ?

LE PRÉSIDENT.— Oui, mais d'abord en tenant compte que j'ai pas mal d'orateurs inscrits, et qu'il est 11 heures et demie.

NESSLER. — Vous avez quelques grandes campagnes à côté desquelles vous êtes passés ; pour parler plus particulièrement de notre région du Centre, savez-vous que 80 % de nos paysans sont à la veille de la faillite ? Savez-vous que, tenant compte des promesses gouvernementales, des baux léonins, des baux usuraires ont été passés ? Savez-vous que les Caisses de crédits agricoles, officielles et subventionnées, qui prêtaient de l'argent sur la bonne mine des gens, ne savent plus comment faire rentrer leurs avances, et que nos paysans se demandent aujourd'hui à quelle échéance, proche ou lointaine, ils mettront la clef sous la porte ? Savez-vous que les saisies quotidiennes se font dans des conditions telles que toujours se profile à l'horizon l'ombre de l'agent provocateur et inculpé de droit commun, Dorgère ? Savez-vous que la bourgeoisie dominante, après avoir été bonapartiste en 1875, plébiscitaire sous Boulanger, antisémite sous l'affaire Dreyfus, cléricale au moment de la séparation des

Eglises et de l'Etat, nationaliste avant la guerre et tricolore après la guerre, est agrarienne aujourd'hui ? C'est un nouveau masque ! Savez-vous que si vous n'intéressez pas le paysan à votre journal, c'est-à-dire à votre propagande (*applaudissements*), ce sont, demain, les autres qui auront fait cette conquête ? Savez-vous que si une révolution peut être d'initiative urbaine, elle ne réussit jamais que dans la mesure où elle a des résonances rurales ? (*Applaudissements.*)

Vous le savez peut-être, mais le *Populaire* ne l'a pas dit, mais le *Populaire* ne l'écrit pas d'une façon suffisamment claire, suffisamment directe, suffisamment pay-sanne ; voilà pourquoi je suis ici, voilà pourquoi je vous crie : Alerte ! Et c'est si vrai, que ces temps derniers, il n'a même pas pensé à publier toutes les motions qui vont se discuter tout à l'heure. Et c'est ainsi que nous avons eu la surprise, à Nevers, de recevoir, précisément, de ces sections paysannes, complètement rurales, qui n'avaient parfois même pas, dans leur sein l'instituteur traditionnel, 157 voix pour la motion bolcheviste-léniniste, et 114 voix pour celle de l'Action socialiste ! (*Quelques applaudissements.*)

MOLNIER. — Il n'y a pas que là !

NESSLER. — Je ne conteste pas que nos camarades léninistes-bolchevistes aient fait un effort de propagande. Mais il y a là quelque chose d'inattendu, et qui révèle un profond désarroi. Et c'est pourquoi nous vous disons une fois de plus : c'est très joli de préparer dans six mois, ou dans un an, un Congrès qui se préoccupera des questions agricoles. Nous vous disons une fois de plus : vous n'atteindrez les paysans que par votre presse ! Il est temps que le *Populaire* devienne réellement le journal des ouvriers et des paysans. Et ce n'est pas une clause de style !

Voyez-vous, camarades, j'avais bien d'autres choses à vous dire, mais je vais conclure. Nous ne sommes pas ici pour chercher à quiconque une mauvaise querelle. Nous sommes venus alerter le Congrès du Parti socialiste

et la direction du journal *Le Populaire*. Nous voudrions que d'ici les grandes assises qui décideront, en effet, si les questions agraires doivent être résolues dans un sens donné — et je dois vous dire que nous sommes souvent, de loin, dépassés aujourd'hui — nous voudrions non pas une résolution de Congrès, non pas un satisfecit quelconque, nous voudrions qu'en fait, dès à présent, dès aujourd'hui, dès demain, vous pensiez en effet à cette classe déshéritée, à cette classe dont vous ne vous préoccupez pas assez, et qui est l'espoir suprême du socialisme et de la révolution ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Marceau Pivert.

MARCEAU PIVERT. — Camarades, une simple question à l'administrateur du *Populaire*. Nous voterons le Rapport du *Populaire*, mais nous sommes obligés de poser publiquement la question de savoir s'il y a au *Populaire* une censure pour la publicité payante de publications ouvrières ? Je suis saisi d'une protestation de camarades de la Librairie du Travail, qui édite des ouvrages dont vous connaissez l'intérêt : par exemple, *M. Poincaré et la guerre de 1914*, *L'abominable vénalité de la presse*, etc. Ces camarades sont surpris que notre camarade Séverac, responsable de la page des livres, n'indique même pas, parmi les livres reçus, leurs publications. Je transmets leur protestation. D'autre part, ils demandent à pouvoir faire, en payant, comme les éditeurs bourgeois, de la publicité dans le *Populaire*.

Je demande à l'administrateur du *Populaire* s'il s'agit d'un simple malentendu, ou si la censure fonctionne ? J'ai fini. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Séverac pour répondre à une des questions de Marceau Pivert.

SÉVERAC. — C'est très simple : tous les livres qui arrivent au *Populaire* sont mentionnés sous la rubrique : « Les livres reçus ». Et s'il y a des livres de la Librairie du Travail qui ne soient pas signalés, c'est simplement parce qu'ils ne sont pas arrivés jusqu'à moi.

MARCEAU PIVERT. — Bien.

LE PRÉSIDENT. — Quant à l'autre question, Lebas y répondra en même temps qu'à toutes les autres. La parole est à Pierre Bloch.

PIERRE BLOCH (Aisne). — Camarades, la Fédération de l'Aisne a voté à l'unanimité le Rapport du *Populaire*, en adressant ses félicitations à l'administration, et à la rédaction du *Populaire*. Mais je voudrais entretenir nos camarades des autres fédérations, d'une initiative prise par nos amis de la région parisienne, Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et même Loiret, de la création du Comité central de diffusion du *Populaire*.

Je suis certain que tout le Congrès pense qu'aujourd'hui, l'arme essentielle de propagande du Parti, c'est bien le *Populaire*, et que partout où le *Populaire* monte, partout où le *Populaire* voit le nombre de ses lecteurs augmenter, partout les sections socialistes sentent se reporter sur elles l'attraction qui se porte sur notre journal. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, nous devons à travers toute la France, même dans les régions qui reçoivent notre journal seulement le lendemain, nous devons organiser à travers les grandes villes, comme à travers les petites communes, la vente de notre journal.

Vous savez très bien, camarades, qu'à notre côté, nos amis communistes ont organisé méthodiquement et avec succès la vente à la criée de l'*Humanité*. De l'autre côté de la barricade, l'*Action Française*, la *Solidarité Française*, organisent régulièrement et avec méthode, la vente de leurs journaux ; vous sentez bien qu'un journal qui, à travers une grande ville, est crié, que le nom du *Populaire*, qui est répété tous les dimanches, fait connaître le journal, le fait acheter, et bien souvent celui qui, par hasard, ne connaissant pas encore notre journal, l'achète un dimanche, frappé de voir des faits qu'il ignorait, que d'autres journaux ne lui donnaient pas, achète plusieurs fois ensuite le *Populaire*.

Depuis que le Comité de presse est organisé, dans la région parisienne, nous avons essayé de créer dans chaque quartier de Paris et de la banlieue des comités de presse, et nous avons essayé d'organiser dans tous les

quartiers, dans les quartiers ouvriers, comme dans les quartiers bourgeois, la vente à la criée, et lorsque, au mois de février 1935, nous avons fondé notre Comité central de diffusion, avec l'appui total de l'Administration du *Populaire*, nous avons débuté par une vente à la criée, qui atteignait à peine quatre mille numéros, le dimanche. Aujourd'hui, nous vendons très régulièrement, tous les dimanches, dans la région parisienne, plus de 10.000 *Populaire* à la criée. (*Applaudissements.*)

Nous invitons les camarades des fédérations, qui ont le bonheur de recevoir le *Populaire*, le même jour qu'à Paris, d'essayer d'organiser tous les dimanches la vente à la criée, de faire connaître le *Populaire*. Et nous voulons vous dire aussi que le Comité central de diffusion se tient à votre disposition pour l'organisation de fêtes. Nous en avons eu un bel exemple lors de l'organisation de la course Paris-Roubaix, course qui a été un triomphe pour notre journal. Plus de 43 voitures ont suivi la course avec des panneaux de publicité pour le *Populaire*, et des camarades partis avant la course, s'arrêtaient dans chaque village, dans chaque commune, et ce jour-là, nous avons distribué plus de 50.000 tracts pour le *Populaire*, et nous avons vendu, je ne dis pas distribué, je dis vendu, plus de 12.000 *Populaire* de Paris à Roubaix. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! c'est un exemple à suivre. Nos camarades de province doivent sentir, aujourd'hui, la nécessité d'avoir notre journal. C'est l'arme de propagande essentielle, et pour répondre aux mensonges de la presse bourgeoise, pour répondre aux calomnies, vous sentez très bien que la réunion publique ne suffit pas. Dans la réunion publique, vous touchez vos amis, les sympathisants, ceux qui vont à la réunion, comme ils seraient allés au spectacle. Tandis qu'avec le journal, vous touchez l'homme, vous touchez la femme, vous touchez toute la famille ; avec la presse vous pénétrez dans tous les foyers et vous faites connaître la véritable figure du socialisme. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! camarades, nous vous demandons de faire cet effort de propagande, nous vous demandons d'organiser

la vente à la crié dans toutes vos sections, de faire du journal *Le Populaire* le grand journal de la classe ouvrière. Nous vous demandons d'aider le *Populaire* ; en aidant le *Populaire*, vous aidez le Parti socialiste en entier. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Minjoz, de la Fédération du Doubs.

MINJOZ (Doubs). — Camarades, c'est une simple observation que j'apporterai à cette tribune, au nom de la Fédération du Doubs.

Nous demandons au *Populaire*, à l'Administration et à la Rédaction, d'avoir dorénavant le souci le plus grand possible de la vérité en publiant des informations exactes et complètes. Quelques exemples, à l'appui de cette observation : les informations inexactes ont amené pour notre journal — et nous le regrettons — la publication de quantité de jugements, qui ont pris de la place qui aurait été employée d'une façon beaucoup plus utile à la propagande, par exemple. Et en même temps, bien entendu, cela a dû entraîner des conséquences regrettables pour les finances du journal.

D'autre part, sur certains pays, sur la Russie, par exemple, les informations, depuis un certain temps, ont été réduites au minimum. Elles se sont faites de plus en plus rares. Or, quelle que soit la politique d'action du Parti, nous devons dire la vérité, et nous devons nous renseigner plus complètement encore que les autres, sur ce grand pays qu'est la Russie des Soviets. (*Applaudissements.*)

Et puis, enfin, camarades, dans le sein même du Parti, il y a eu des événements que nous n'avons pas appris par le *Populaire*, mais par la presse bourgeoise. Par exemple : les événements, tout à fait douloureux sans doute, qui ont eu lieu dans la région de Lyon ou de Villeurbanne, à propos des élections municipales, et encore la semaine dernière, à propos de la crise ministérielle, les réunions du Groupe socialiste au Parlement, où il y a eu, paraît-il, des débats assez vifs, des débats au sujet desquels il n'y a presque rien eu dans le *Populaire*.

LÉON BLUM. — Pas du tout ! ce n'est pas exact !

MINOZ. — Le Parti s'expliquera, mais nous avons le regret de constater tout cela. Notamment, en ce qui concerne Villeurbanne, je répète ce que je viens de dire : il n'y a presque rien eu à ce sujet, alors que dans la presse bourgeoise, et dans la presse communiste, il y avait des colonnes sur ce sujet.

Camarades, ce n'est pas une critique, ce sont de simples observations faites dans l'intérêt du journal ; car nous estimons, nous autres, qu'on doit avoir d'une façon générale le grand souci qu'avait autrefois Jaurès ; dans la presse socialiste, dans la presse ouvrière, on doit avoir plus que n'importe où le souci de la vérité. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Gérard, de la Fédération de la Seine.

GÉRARD. — Si je me suis permis de monter à cette tribune, c'est parce que, au temps lointain d'avant-guerre où nous avions l'*Humanité* comme journal du Parti, nous y trouvions traités d'une façon fort heureuse les trois mouvements ouvriers : politique, syndical, coopératif.

Au *Populaire*, on ne connaît plus le mot de coopérative, et lorsque, il y a quinze jours, sur six cents délégués au Congrès coopératif de Dijon, nous constatons qu'il y avait presque deux tiers de membres du Parti, le lendemain dans le *Populaire*, le surlendemain, tous les jours suivants, nous n'avons pas vu une ligne intéressant ce mouvement purement prolétarien qu'est la coopération. Alors nous demandons à nos camarades du *Populaire* de nous dire s'il y a quelque chose de changé à ce sujet, et s'il y a une exclusive contre ce mouvement !

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Hérard, de la Côte-d'Or, dernier orateur inscrit.

HÉRARD. — La Fédération de la Côte-d'Or s'est émue de la mauvaise préparation du Congrès. Elle demande que dans le *Populaire*, quelques semaines avant le Congrès, soient publiées toutes les motions qui sont soumises à l'appréciation du Congrès (*applaudissements*), le tout

précédé d'un court appareil critique permettant aux camarades de se reconnaître dans les grandes questions qui leur sont soumises et qui sont traitées souvent de façon un peu trop kilométrique. Dans la Fédération de la Côte-d'Or, les trois-quarts des sections qui ne connaissaient pas les principales motions et ne savaient pas de quelle façon se déterminer. Les délégués au Congrès fédéral ont voté d'après leur propre appréciation et non pas d'après la volonté de leurs sections.

Dans ces conditions, nous disons qu'il est inutile de tenir un Congrès fédéral. C'est pourquoi nous demandons à l'Administration du *Populaire*, à la Rédaction du *Populaire*, de jouer son rôle dans la préparation du Congrès de la façon que je viens d'indiquer. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole à Lebas, administrateur-délégué du *Populaire*, je vous donne connaissance de la motion reçue suivante, que la Commission de résolution examinera probablement :

La Fédération de l'Aube, pense que les 250.000 francs portés en dépenses pour le mensuel du « *Populaire* », devraient plutôt être réservés pour la propagande orale du Parti.

Elle demande au Conseil d'Administration du « *Populaire* », et à la Commission de résolutions, d'étudier à nouveau la question déjà posée, et voir si satisfaction ne peut nous être donnée.

LEBAS. (*Applaudissements.*) — Camarades, mon intervention sera brève.

Parmi les observations qui ont été présentées, les unes visent la Rédaction du journal. Notre ami Blum se chargera de la réponse comme d'habitude. Je ne veux retenir que les quelques rares observations qui concernent l'Administration du journal.

D'abord la question précise posée par notre camarade Marceau-Pivert : l'Administration du journal n'a pas accepté toute la publicité qui lui fut envoyée par certaines maisons d'éditions et certaines librairies.

Le fait est exact. Pourquoi l'Administration du journal a-t-elle agi ainsi ? Mais tout simplement parce qu'elle est respectueuse des décisions prises par la Commission admi-

nistrative permanente. Il y a assez longtemps, certes, que la C. A. P. a eu à s'occuper de la question ! L'administrateur de l'époque, ce n'était pas celui qui vous parle, recevait de nombreuses demandes, ou plutôt offres de publicité, de librairies. Et il posa la question à la Commission administrative permanente, parce que, disait-il, avec raison, l'affaire devait être examinée par l'organisme central du Parti. Et la C. A. P. prit la décision que voici :

Dans l'intérêt même de la librairie, pour assurer son développement, pour l'aider dans les difficultés qu'elle a toujours connues, la C. A. P. a décidé que l'Administration du journal devait réserver la publicité du journal du Parti à tout ce que lui envoyait la Librairie Populaire, librairie du Parti.

Je vais au-devant de la remarque qui me sera certainement faite : « Mais à cette décision de la C. A. P., que vous n'avez pas oubliée, que vous rappelez, vous avez dérogé vous-même ! » C'est vrai, il y a eu quelques manquements dont je suis responsable, mais que je regrette moi-même. Et si la question peut être discutée à nouveau — ce n'est pas le cas ici, nous n'allons pas le faire au Congrès — je vous fais cette déclaration : je prie nos camarades qui peuvent estimer que la décision assez ancienne de la C. A. P. mérite d'être revue, je les prie d'en saisir soit l'Administrateur du journal, soit l'organisme qui a pris la décision, c'est-à-dire la C. A. P., de bien vouloir examiner de nouveau la question, voir si dans l'intérêt même du journal, dans l'intérêt même de notre librairie, dans l'intérêt de l'information des lecteurs du journal, il n'y aurait pas lieu de réviser la décision. Voilà ma réponse.

MARCEAU PIVERT. — Vous permettez un mot ? Je me rallie tout a fait à cette procédure, s'il est bien entendu que notre camarade Lebas comprend l'intérêt qu'il y a à mettre à la disposition de nos militants toute la littérature, surtout la littérature prolétarienne. Car il n'est pas admissible de voir dans le *Populaire* des placards pour les publications d'éditeurs comme Grasset, par exemple, et de ne pas en trouver pour celles de la Librairie du Travail.

Nous proposons à la C. A. P. et au Conseil d'administration du *Populaire* d'assurer la plus large diffusion de tous les ouvrages qui peuvent éclairer la classe ouvrière.

LEBAS. — Je comprends parfaitement ce souci d'information que j'ai moi-même, et comme administrateur, des offres intéressantes, très intéressantes, ne peuvent pas me laisser indifférent. Seulement, je suis parfois surpris de certaines offres qui sont faites à l'Administration. Quand je pense à nos difficultés financières, j'ai pu être surpris que certaines maisons que je ne veux pas désigner, offrisent une publicité royalement payée ; et cela me fit réfléchir. Je n'en dis pas plus, puisque je vous ai dit moi-même que je suis prêt à examiner de nouveau la question au Conseil d'administration du journal, et à la Commission administrative permanente, qui a pris une décision que j'ai tenu, jusqu'à maintenant, à respecter avec quelques manquements dont je viens de vous dire un mot.

MARCEAU PIVERT. — Pour ces manquements, ce n'est pas à l'administrateur que je m'adressais, mais vous avez fait une discrimination entre des offres des publicité et cette discrimination avait un caractère politique. Vous avez publié la publicité de Grasset et vous avez refusé celle de la Librairie du Travail.

LEBAS. — Non, il n'y a pas de discrimination, et si l'administrateur de la librairie dont vous parlez pouvait vous montrer la correspondance que j'ai échangée avec lui, il pourrait vous dire que je me suis référé à la décision prise par la Commission administrative permanente.

Je songe, bien entendu, au journal, à sa publicité, qu'il faut s'efforcer de développer. Je songe aussi à notre Librairie Populaire. (*Applaudissements.*) C'est la maison du Parti, le *Populaire* c'est l'organe du Parti. Ce sont les mêmes intérêts qui se trouvent dans l'une et dans l'autre maison. J'ai le devoir de les protéger, de les sauvegarder. Et si la Librairie Populaire peut vous présenter cette fois — vous vous en êtes rendu compte, j'en suis sûr — une situation excellente, l'administration du *Populaire* a le droit de vous dire qu'elle y est pour beaucoup.

En tout cas, vous savez que l'administration du journal est prête à examiner toute proposition qui sera faite en ce qui concerne la publicité réservée soit à la Librairie Populaire, soit étendue à d'autres maisons.

Je remercie notre ami Pierre Bloch d'être venu entretenir le Congrès de l'initiative heureuse prise par la Fédération de la Seine quand elle a créé son Comité de diffusion. Chaque dimanche, dans de nombreuses sections, on vend le *Populaire*. Et je rends hommage à nos camarades, la plupart jeunes, qui se dévouent vraiment, qui consacrent leurs dimanches — et quand on est jeune, on sait ce que représente la journée du dimanche ! (*applaudissements*) — à vendre le *Populaire*. Les résultats obtenus méritent d'être soulignés. Ils sont encourageants, ils pourront être meilleurs, j'en suis sûr, avec l'effort poursuivi par notre Comité de diffusion de la Seine.

10.000 c'est quelque chose ! Mais nos camarades de la Seine seront les premiers à reconnaître qu'un semblable chiffre, qui représente un progrès intéressant, ne peut pas nous satisfaire, quand il s'agit d'un département aussi important.

Aussi continueront-ils leurs propagande, encouragés et aidés par l'Administration du journal.

Que reste-t-il d'observations faites ? Il y a la dernière, présentée par notre camarade Gérard, de la Fédération de la Seine. Il s'est demandé si, au *Populaire*, on ignore le mouvement coopératif !

Comme administrateur du journal, camarade, permettez-moi de vous dire ceci : J'ai été surpris, en arrivant, d'une publicité extrêmement réduite, faite par le *Populaire*, pour les coopératives françaises. Et je me disais : Est-il possible qu'il y ait si peu de publicité, dans l'organe central du Parti, pour un côté intéressant du grand mouvement ouvrier français ? Nous avons écrit à l'organisme central de la coopération. Nous avons essayé d'obtenir d'autres conditions pour une publicité plus large, plus étendue. J'ai le regret de vous dire que la réponse ne fut pas celle que j'espérais.

Assurément, les coopératives françaises sont intéressan-

tes, du point de vue socialiste. Mais, camarades, vous reconnaissez que le *Populaire* ne peut pas accorder une large place presque gratuite, pour des entreprises qui, au fond, sont des entreprises d'affaires. (*Très bien !*)

Pour moi, il eût suffi que l'administrateur du *Populaire* écrivît dans le sens que je viens de vous indiquer, pour que l'homme responsable répondît immédiatement : « C'est entendu, nous allons faire dans le *Populaire* une publicité plus large pour le mouvement coopératif français ». Cette réponse, je le répète, j'eus le regret de ne pas la recevoir. Aussi, c'est à d'autres, mon cher camarade, que vous devez vous adresser pour obtenir une modification à un état de choses que je suis le premier à regretter.

Et maintenant, quelques renseignements sur ce qu'a fait le Conseil d'administration du *Populaire*.

Camarades, permettez-moi de vous donner ce renseignement, qui a, par les temps qui courent, une grande importance : En général, la grande presse française, connaît à cette heure, de sérieuses difficultés financières. Et j'ai la joie de vous dire que ces difficultés financières, l'organe du Parti socialiste ne les connaît pas. (*Applaudissements.*) Notre situation financière est saine, elle est solide. Mais elle est cela, parce que votre Conseil d'administration a toujours été sage et prudent dans les décisions qu'il était appelé à prendre, surtout en ce qui concerne les dépenses. Et il devra l'être demain encore, car si le *Populaire* se trouve dans d'excellentes conditions, au point de vue financier, je ne vous cacherai pas qu'il peut connaître, dans un avenir prochain, une sérieuse difficulté, provenant de la légère baisse dans les abonnements. Il ne faut pas être étonné si, par les temps qui courent, nos dévoués camarades des Comités de presse des sections, rencontrent plus de difficultés qu'autrefois pour recueillir des abonnements.

On a parlé tout à l'heure, dans des termes émouvants, de la situation difficile où se trouvent les paysans. Et nous ne l'ignorons pas, je vous assure ; dans le courrier quotidien que nous recevons, et que nous dépouillons, nous sommes frappés par les raisons que donnent nos camarades des campagnes, des villes, pour expliquer leurs

désabonnements. Nous leur écrivons pour demander les raisons de leur décision, décision sur laquelle nous leur demandons de revenir. Ils nous écrivent très simplement, très franchement : « Croyez bien qu'il nous en coûte beaucoup de prendre cette décision. Mais que voulez-vous que nous fassions ? » Les uns disent : « Nous sommes en chômage depuis deux mois, six mois, un an... ».

D'autres disent, ce sont des boutiquiers : « Nous ne faisons plus d'affaires, nous sommes sur le point de fermer boutique. Nous sommes obligés de réduire nos dépenses », et le *Populaire* se trouve atteint. Des paysans nous disent : « Nous sommes dans la crise en plein, nous ne vendons plus, ou nous vendons à perte. Nous sommes obligés, à regret, la mort dans l'âme, de quitter notre *Populaire*. »

Alors, camarades, je le comprends, aujourd'hui il est plus difficile de recueillir des abonnements qu'autrefois ; aujourd'hui, la propagande se heurte à des obstacles inconnus autrefois. Mais faut-il que nous nous arrêtions devant ces difficultés ? Le Conseil d'administration du journal s'adresse aux délégués des fédérations et leur dit : Malgré tout cela, persévérez, continuez vos efforts pour recueillir des abonnements ; quand on pense que le Parti français a près de deux millions d'électeurs, je suis bien certain que l'an prochain, à la consultation générale, le chiffre de deux millions sera largement dépassé ; mais un parti qui a ainsi avec lui un nombre aussi considérable d'électeurs, il peut recueillir encore de nouveaux abonnements. J'en suis convaincu. Nous ne devons pas nous arrêter à ce chiffre de 37.000, de 38.000 ; il faut que nous remontions le courant. Ce sera rude, ce sera difficile, plus difficile qu'autrefois, sans doute ! Il faudra faire l'effort quand même. Car si nous ne le faisons pas, si nous nous laissons aller parce que les difficultés sont plus grandes maintenant, parce que la misère atteint les campagnes et les milieux ouvriers où nous recrutons, eh bien ! camarades, notre nombre d'abonnés ira toujours en baissant, mais c'est alors que les difficultés financières que nous n'avons pas connues depuis quelques années, réapparaîtraient, et plus sérieuses, vous le savez.

En tout cas, je tiens à vous le dire pour que vous soyez

informés. Je suis sûr que cela suffira pour que de retour dans vos fédérations, vous recommenciez votre travail de propagande, de recrutement, qui réclame, je le sais, de la persévérance, du dévouement. Vous en avez toujours fait preuve, et vous tiendrez à maintenir — que dis-je — à faire progresser notre nombre d'abonnés, qui est la base la plus solide du journal.

Autre chose encore. Notre Conseil d'administration s'est efforcé, en raison des circonstances dans lesquelles nous sommes, de réduire certaines dépenses. Assurément, son effort n'a pas porté sur les traitements et les salaires du personnel administratif et de rédaction. Nous sommes logiques dans notre politique et celle que nous avons au Parlement, nous l'appliquons, bien entendu, dans nos institutions, à commencer par le journal. Toutefois, nous avons fait, dans le courant de l'année dernière, un effort d'économie sérieux, qui n'était que la continuation de l'effort fait l'année précédente. Voici un chiffre :

Sur le prix du papier, prix de l'impression, nous sommes parvenus à réaliser une économie l'année dernière, qui se chiffre à 100.000 francs. Je viens de vous dire que cet effort n'est pas nouveau, qu'il est la continuation de l'effort que nous avons déjà fait en 1933. Je vous rappelle, en effet, que pour cette dernière année, 1933, le Conseil d'administration était parvenu à réaliser un total d'économies sur les prix du papier, sur les prix d'impression, de 350.000 francs, soit en tout 450.000 francs. Et notre situation financière est si bonne, que le Conseil d'administration, dans sa dernière réunion, a décidé — retenez bien ceci — que dans le courant de cette année, il rembourserait les obligations de 25 francs qui furent émises en 1921. Cela représente une certaine charge pour le journal, charge qui n'est pas lourde assurément, mais puisque nous pouvons nous en débarrasser, le Conseil d'administration, avec raison, a estimé qu'il valait mieux, au lieu de payer les coupons d'intérêt, de rembourser à nos obligataires les titres qu'ils possèdent. L'Assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra à la fin de ce mois, aura une décision à prendre sur ce point. J'ose croire que la proposition du Conseil d'administration sera adoptée et

je n'attends pas cette assemblée générale de nos actionnaires pour vous inviter, camarades, si vous avez des obligations, à les présenter à la caisse ; elles vous seront remboursées.

Si le journal peut faire cela, c'est parce que sa situation financière est bonne.

J'ai terminé. Le Président vient de me faire un signe que je comprends parfaitement. Camarades, ce sera mon dernier mot : Je compte sur vous, qui représentez l'ensemble du Parti, pour redoubler d'efforts en faveur du *Populaire*, votre journal. Il faut, pour que le *Populaire* remplisse son grand rôle demain, dans la grande bataille politique, que vous sachiez vous en servir ; il faut que vous le répandiez. Le *Populaire*, grand journal du Parti socialiste, c'est l'arme la plus importante pour un parti de classe. Laisser tomber notre journal, ce serait nous atteindre nous-mêmes, cela est absolument impossible. Cette arme, camarades, employez-la ; servez-vous en efficacement, et grâce à lui nous triompherons ! (*Applaudissements.*)

LÉON BLUM. — Je vais essayer de répondre à toutes les questions qui ont été posées à la direction politique du *Populaire*, mais bien entendu, on m'excusera de le faire très brièvement.

Première question, posée à la fois par la Côte-d'Or et par la Nièvre : publication dans le journal, des motions.

Je dis tout de suite que c'est une question que le Congrès doit se poser à lui-même. Le journal ne peut rien de plus que ce qu'il fait. Le journal ne peut publier que les motions déjà adoptées par les fédérations. En général, les Congrès fédéraux se réunissent quinze jours, même huit jours avant le Congrès national. Nous recevons, à ce moment, un lot de motions fédérales, que nous publions comme nous le pouvons. Tout ce que nous pouvons faire — et nous le faisons — c'est de tenir la tribune du Parti très largement ouverte à toutes les opinions, et aux auteurs de toutes les motions.

Il faut absolument que le Congrès lui-même, dans le Congrès des résolutions, ou la C. A. P., sur délégation

du Congrès, trouve le moyen de régler cette question qui, avec les seuls moyens du journal, est insoluble.

On vous avait proposé, il y a deux ou trois ans — c'est Auriol, je crois, qui l'avait fait — un système analogue à celui que la Fédération de la Seine pratique : on vous avait proposé que les congrès publics du Parti fussent des Congrès d'information, et qu'après cela les sections et les fédérations se prononçassent sur la ou les motions qu'une Commission des résolutions aurait élaborées.

On peut également concevoir qu'un délai soit fixé, le même à peu près que pour la publication des rapports, afin de déposer ce que j'appellerai « les motions à caractère national ».

Et alors, elles pourraient être recueillies par le centre et publiées dans un des numéros mensuels du *Populaire*, deux pages, quatre pages, six pages étant réservées à cette publication. Mais je déclare qu'avec les moyens propres du journal, il est impossible de répondre aux observations pourtant parfaitement fondées qui ont été apportées ici.

On me dira que la publication de ces motions pour être efficace, doit être, doit se produire un laps de temps suffisant avant les Congrès fédéraux ; qu'elle doit être, en revanche, consécutive à la discussion des rapports, puisque, en principe, c'est sur le vu des rapports que les motions sont élaborées. Mais nous savons tous très bien qu'en fait, les motions sont très souvent rédigées et diffusées avant même la publication des rapports statutaires. Il y a quelque chose à faire, et quelque chose à trouver. Mais je répète que le journal, lui, ne peut pas faire autre chose que ce qu'il fait, c'est-à-dire publier au fur et à mesure qu'il les reçoit, les motions adoptées par les fédérations. Il ne peut ni accueillir toutes les motions envoyées par des sections, ni toutes les motions envoyées par les militants, et, d'autre part, il n'a aucune qualité pour opérer un tri et une discrimination entre les unes et les autres.

Je veux maintenant répondre, d'un mot, au camarade Gérard, de la Seine, en ce qui concerne la Coopération.

Gérard, vous vous êtes plaint de ce que la Tribune coopérative ait disparu du *Populaire* ? La raison est bien

simple : c'est que les rédacteurs de cette tribune coopérative avaient disparu du Parti ! (*Applaudissements.*)

Vous vous êtes plaint que nous n'ayons pas donné le compte rendu du récent Congrès de Dijon ?

Une Déléguée. — Et le Congrès d'Orléans ?

Un autre Délégué. — Ces congrès n'étaient pas publics.

LÉON BLUM. — Eh bien, je réponds en effet : ces congrès n'étaient pas publics. Ils n'étaient pas ouverts à la presse, personne ne nous en a avisés et personne ne nous y a invités ! Mais c'est une question qu'un jour il faudra que le Congrès aborde.

BRACKE. — Il faudrait d'abord savoir ce que c'est qu'une coopérative !

LÉON BLUM. — Gérard, je vous dis d'un mot ce que je pense : entre la Coopération d'une part, et le Parti socialiste de l'autre, il y a une sorte d'union personnelle, en ce sens que nous avons des camarades qui sont à la fois des militants coopérateurs éprouvés et des militants socialistes éprouvés.

JEAN LONGUET. — Très nombreux !

LÉON BLUM. — Très nombreux, c'est entendu. Mais le rapport personnel qui existe entre militants socialistes et militants coopératifs, fixant simultanément, sur leurs personnes cette double qualité, existe-t-il aujourd'hui entre le mouvement coopératif...

Quelques voix. — Très bien !

LÉON BLUM. — ...et le mouvement socialiste ? C'est une question qu'un jour le Congrès devra examiner. Et comme tout recommence dans l'histoire socialiste, je ne serais pas surpris qu'à ce moment, la question se posât comme elle s'est posée il y a cinquante-cinq ans, au temps des premiers Congrès socialistes, au temps du Congrès de Marseille.

Vous nous dites : Il y a quelque chose de changé dans

le journal vis-à-vis de la Coopération ? Etes-vous sûrs que ce ne soit pas dans la Coopération elle-même ? (*Applaudissements.*)

Plusieurs voix. — Très bien !

LÉON BLUM. — Sauf dans certaines régions où de vieilles habitudes et de vieux rapports maintenant plus que semi-séculaires ont persisté ! Mais êtes-vous sûrs que dans la majorité du pays, ce ne soit pas dans la Coopération qu'il y ait quelque chose de changé ? Vous comprenez bien que je ne veux pas entrer à fond dans un débat comme celui-ci. Mais, je le répète, à mon sens c'est une question qu'un Congrès prochain devra aborder et trancher avec une franchise entière. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne le journal, Lebas vous a dit, tout à l'heure, quels étaient nos rapports commerciaux avec la Coopération. Le journal, je n'ai pas besoin de le dire, reste néanmoins ouvert à toutes les informations, à tous les renseignements, à tout ce qui lui viendra de la part du mouvement coopératif.

Je veux simplement, maintenant, répondre au camarade du Doubs.

Il s'est plaint des informations inexactes qui paraissent dans le *Populaire*. Il n'y a pas de journal qui ne puisse être exposé à insérer des informations inexactes, même quand il a un souci religieux de la vérité. Mais je vous en prie, camarade Minjoz, ne prenez pas comme critérium de l'exactitude ou de l'inexactitude d'une information, le fait qu'elle a donné lieu à un procès en diffamation, et à une condamnation par les tribunaux ! La loi est telle qu'il suffit qu'une information soit considérée comme diffamatoire, même quand elle est cent fois exacte, pour qu'une condamnation s'ensuive. Et devant les juges, le prévenu n'a même pas le droit de faire la preuve de l'exactitude du fait.

Laissez-moi vous dire aussi qu'il ne faut pas prendre comme critérium de l'exactitude ou de l'inexactitude des informations du *Populaire*, le fait qu'elles ne coïncident pas avec les informations de la grande presse ! (*Applaudissements.*) Il n'arrive pas toujours, mais il peut arriver,

que ce soit le *Populaire* qui ai dit la vérité, et que ce soit la grande presse qui ai dit des choses erronées ! Or, il se trouve qu'il en est ainsi, précisément, pour l'exemple que vous avez cité ; vous avez dit : « Nous n'avons pas trouvé trace dans le *Populaire*, des débats, des dissensions si vives qui se sont produites dans le Groupe parlementaire lors de la dernière crise et dont nous voyons les traces dans les grands journaux ». Eh bien, il n'y a eu aucune dissension, dans le Groupe parlementaire ! Il n'y en a eu aucune, il a été unanime, dans toutes ses résolutions et dans tous ses votes. Jamais — et j'en prends à témoin ceux des membres de la C. A. P. qui y ont assisté — jamais ces discussions n'ont été marquées d'un tel esprit de cordialité et d'unanimité ! (*Applaudissements.*)

NANTILLÉ. — Voulez-vous me permettre un mot à l'appui de ce que vous venez de dire, Blum, au sujet d'informations véritables de la grande presse ? Elles nous intéressent particulièrement : « Léon Blum est parti hier pour Mulhouse, où se tient le Congrès socialiste. A la gare de l'Est, un camarade qui l'a reconnu lui dit : Je vous ai retenu un bon compartiment et vous serez avec des amis. Le pape S. F. I. O. répondit : Je vous remercie, j'ai mon wagon-lit ! » (*Rires.*) Ceci, entre autres choses !

Plusieurs voix. — Quel journal ?

NANTILLÉ. — C'est le journal *Le Journal* !

LE PRÉSIDENT. — Blum va confirmer l'information.

LÉON BLUM. — Ecoutez, je vous assure que le rédacteur du *Journal*, qui est assis à cette table, n'y est probablement pour rien. Mais l'information est d'autant plus piquante, en l'espèce, que je suis venu par la route, et que je n'ai même pas mis le pied à la gare de l'Est ! (*Applaudissements, rires.*)

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous écouter, maintenant !

LÉON BLUM. — Quant au fait que le *Populaire* n'a pas donné une publicité retentissante à des incidents comme ceux de Villeurbanne, je pense que tout le monde ici le

comprend. Nous avons informé nos lecteurs, nous avons publié les documents qui nous venaient de la Fédération ; mais quand il arrive dans le Parti des incidents difficiles et pénibles, ce n'est peut-être pas le rôle du journal du Parti de les grossir, de les exploiter et de les envenimer. (*Applaudissements.*)

J'en viens maintenant, puisque je veux répondre à tout, aux observations qui ont été présentées par notre jeune camarade de la Nièvre. Son premier reproche m'a étonné, et je l'engage à venir le répéter devant le Groupe parlementaire. Il trouve que notre ami Dunois, dans ses comptes rendus de la Chambre, fait trop de place aux interventions du Groupe et étouffe systématiquement celles de tous les autres députés. On me fait tous les jours le reproche exactement inverse !

Maintenant, d'autre part, il s'est plaint qu'il n'y eut pas, dans le journal, une place suffisante donnée à la question agraire, au mouvement agraire. Je crois que le journal a mené contre Dorgères et contre le mouvement agraire une campagne assez vive et qu'il a même donné le signal et fourni les thèmes de cette campagne. Mais je veux dire tout de suite à notre camarade de la Nièvre ce que je pense : Dans un journal de six pages, qui doit être un journal complet, donner toutes les informations. Il est possible de traiter dans ses grandes lignes les questions agricoles, soit dans les leaders, soit dans les enquêtes, soit dans la page que Georges Monnet dirige et rédige avec tant de talent et tant d'ardeur. (*Applaudissements.*) Cette page est toujours ouverte à nos camarades des fédérations.

GEORGES MONNET. — Je m'excuse d'intervenir, alors que vous avez parlé de l'expérience que j'apportais à cette page ; je dois dire que tout à l'heure, quand notre camarade de la Nièvre faisait des reproches au *Populaire*, j'en prenais ma part. Mais je veux dire au Congrès que l'abondance des matières fait que toujours cette page agricole est restreinte, et que si dans les premiers temps je me suis efforcé en bataillant, chaque semaine, d'obtenir qu'on réserve à la page cinq colonnes, sinon les six, finalement découragé, j'ai laissé faire. Et cet envahisse-

ment constant du *Populaire* fait que la page n'apparaît que sur deux ou trois colonnes, ou quatre au maximum, que les nouvelles ainsi vieillissent, et quelquefois les informations envoyées ont deux ou trois semaines de retard. Et alors, puisque le Congrès a bien voulu tout à l'heure, en applaudissant le camarade de la Nièvre, souligner l'importance qu'il attache aux questions agricoles, je demande qu'en effet on réserve à la page agricole la page entière, et nous nous efforcerons, avec les informations qui viendront de partout, le jour où les camarades des fédérations de province sauront en effet que leurs informations sont accueillies, de faire de la page agricole du *Populaire* ce qu'elle doit être, mais ce qu'elle n'est pas du tout. (*Applaudissements.*)

LÉON BLUM. — Je dirai à Monnet que quand bien même la page du *Populaire* serait entière, et quand bien même il aurait à sa disposition deux et trois pages, il ne pourrait pas donner aux campagnes agraires le caractère de diversité, de variété d'application aux situations locales qu'elles exigent pour être pleinement efficaces. Et ce que je veux dire, moi, tout en déclarant à Monnet — ce qu'il sait — que je continuerai à faire tout ce que je puis pour donner à cette rubrique la plus large part dans le *Populaire*, c'est qu'il faut distinguer ici très nettement le rôle entre le journal central d'un parti, et ses organes fédéraux et locaux. Je suis convaincu, moi, que la presse centrale ne dispense pas de la presse régionale, fédérale ou locale (*applaudissements*), et qu'il y a certaines campagnes particulièrement appliquées aux situations particulières d'une région, qui ne peuvent être efficacement menées que sur le plan local, et à l'aide de notre presse locale.

Voilà ce que je voulais dire, et je crois avoir répondu à peu près à toutes les observations qui m'avaient été présentées.

Lebas, tout à l'heure, en terminant son allocution, se félicitait que dans la gêne et dans l'embarras des grands journaux d'informations bourgeois, qui sont à la veille, comme vous le savez, s'ils le peuvent, d'augmenter, et d'augmenter sensiblement leur prix de vente, la situation du *Populaire* soit saine et largement équilibrée.

Voulez-vous me permettre, à mon tour, parlant sur le terrain qui m'est propre, de me féliciter que pendant cette année, le *Populaire* soit devenu de plus en plus un grand journal national et international ? Ce qu'il peut faire sur le terrain national, il l'a montré, je crois, par exemple en octobre et novembre derniers, quand c'est la campagne du *Populaire* qui a réveillé dans ce pays l'esprit républicain, et a battu le complot de pouvoir personnel de Doumergue et de Tardieu. (*Applaudissements.*) Il n'y a pas ici, je crois, un de nos amis de l'Internationale qui ne considère aujourd'hui le *Populaire* comme un des quelques journaux d'Europe, qu'un militant socialiste d'un autre pays, quel qu'il soit, ne peut plus se dispenser de lire. Nous sommes devenus, en France et hors de France, un des organes nécessaires de la pensée socialiste. (*Applaudissements.*) Et je veux dire ici que ces résultats ont été obtenus par des moyens dont l'exiguité étonnerait chacun des professionnels qui sont ici à cette table ; que notre rédaction tout entière, est inférieure en effectifs à celle non seulement des grands journaux d'information, mais à celle des journaux moyens de Paris, pour une seule de leurs rubriques ! Que, lorsqu'il y a quelques mois, à Bruxelles, Adler était là, m'entretenant avec mon ami Arthur Vauthers, directeur du *Peuple*, et que je leur indiquai ce qu'était le personnel de notre rédaction, ils écoutaient mes renseignements et mes chiffres avec une espèce de stupeur ; je dis que de pareils résultats ne pourraient pas être obtenus si nos rédacteurs étaient simplement des rédacteurs de journaux, s'ils n'étaient pas en même temps des militants socialistes (*applaudissements*), des militants infatigables, qui ne comptent jamais leur peine, leur temps, ni leur santé ! Et je veux ajouter, s'ils n'avaient pas à leur tête un homme dont je veux prononcer encore ici le nom, comme je l'ai fait l'an dernier, qui donne aujourd'hui sa pensée et son travail de jour et de nuit, et sans lequel ma tâche à moi, serait impossible, mon camarade et ami Ronsenfeld ! (*Applaudissements.*)

Voilà, citoyens, les réponses que je devais aux camarades, et je les remercie une fois de plus, parce que même à travers les critiques, j'ai senti tout ce qu'il y avait

d'amitié et de dévouement pour le journal du Parti.
(*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le Rapport du *Populaire*. Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main. Avis contraire? Le Rapport du *Populaire* est adopté à l'unanimité, moins cinq voix.

La séance est levée.



QUATRIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935

(Séance de l'après-midi)

Président : EVRARD (Député du Pas-de-Calais).
Assesseurs : HÉRAUDE (Oise) ; CÉTYAS (Seine-et-Oise).

VERIFICATION DES MANDATS

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je déclare la séance reprise. Je vais donner tout de suite la parole à notre camarade Laurent, du Nord, qui doit rapporter au nom de la Commission de vérification des mandats.

LAURENT (Nord). — Camarades, nous avons le plaisir de porter à la connaissance du Congrès, que sur 95 fédérations départementales et coloniales, représentant 3.277 mandats, 94 fédérations sont représentées par 296 délégués, porteurs de 3.272 mandats. Une seule fédération, la Corse, n'est pas représentée. Ces chiffres témoignent de la grande vitalité du Parti et du vif intérêt que portent les fédérations à l'ordre du jour du Congrès national de Mulhouse.

Aucune contestation, aucune observation n'étant faite

sur les mandats, la Commission vous propose de ratifier son rapport.

LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition ? Accepté.

LES RAPPORTS STATUTAIRES

(SUITE ET FIN)

RAPPORT DU GROUPE PARLEMENTAIRE

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Benoît, premier inscrit pour la discussion du Rapport du Groupe parlementaire.

BENOÎT (Vosges). — Camarades, j'ai été mandaté par la Fédération des Vosges pour déposer, dès le début de ce Congrès, la motion dont je vais vous donner lecture tout à l'heure. D'accord avec nos camarades du Bureau, il a été convenu que cette motion serait déposée au début du Rapport sur l'action du Groupe parlementaire. Il nous a paru, dans les Vosges — et je crois que c'est là le sentiment unanime du Parti — que nous ne pouvions aborder utilement les discussions qui sont à l'ordre du jour de notre Congrès, et dont nous ne nous dissimulons pas l'importance capitale, sans mettre fin une fois pour toutes au malaise et à l'équivoque qui pèsent depuis trop longtemps sur toute notre activité, et dont la défection du citoyen Frossard a été la dernière manifestation. (*Applaudissements.*)

Il s'agit de savoir — et c'est la question qui se pose devant la conscience ouvrière — si le Parti de Jaurès assassiné est encore la grande force de libération du peuple, ou s'il est devenu le vulgaire tremplin qui sert des ambitions mesquines et parfaitement méprisables ?

A l'heure où le capitalisme aux abois, frappe aveuglément et sans mesure les meilleurs des nôtres, où des milliers de nos camarades ouvriers, obscurs militants, risquent à défendre l'idéal socialiste, les licenciements, les poursuites, les vexations de toute nature, il faut dire si par notre

silence en présence de la défection de Frossard, nous admettons que, par le rétablissement de je ne sais quel équilibre, le maroquin de Frossard peut faire contrepoids à ces poursuites, à ces vexations dont sont frappés nos meilleurs militants.

A l'heure actuelle, il nous apparaît qu'il ne suffit plus de hausser les épaules, fût-ce avec le plus grand mépris, sur des actes comme celui-là, et d'admettre, avec je ne sais quel sentiment d'abdication, qu'il ne s'agit en l'espèce que d'une nouvelle manifestation de ce fait que nous constatons depuis si longtemps, qu'une fois de plus la classe capitaliste en est réduite à puiser dans nos poubelles ses grands hommes !

Il s'agit de savoir si le Parti socialiste est une sorte de laboratoire où nous continuerons à faire, malgré les problèmes qui se posent devant nous, simplement des ministres d'Union nationale. Et il est certain que si nous acceptons, sans plus, la démission du citoyen Frossard, nous ne semblerons attacher à ce fait qu'une sorte de... comment dirai-je ? une sorte de geste individuel et sans portée ; mais alors, dans ce cas, nous n'aurons pas le droit d'être surpris que la série dont Frossard est le dernier anneau, continue.

Il s'agit de savoir si c'est cela que nous voulons ? Et par ailleurs, nous avons également le droit et le devoir de penser à ceux des nôtres qui luttent avec nous dans les conditions que vous savez, et de nous demander si ces faits qui se succèdent avec une sorte de répétition inquiétante doivent se prolonger ; il s'agit également de savoir si ce n'est pas là que nous devons chercher, dans un passé excessivement rapproché de nous, la raison du triomphe communiste aux dernières élections, triomphe dont nous nous félicitons tous, mais que nous ne pouvons pas ne pas mettre en rapport avec cette sorte de stagnation de notre Parti, qui peut s'expliquer précisément par le fait que nos militants se demandent véritablement où nous allons ?

C'est dans ces conditions que nous estimons qu'il faut en finir une fois pour toutes avec ces raisons de désagrégation de notre Parti, et mettre le point final à tous ces gestes. Et nous posons à la Fédération des Vosges la

motion dans laquelle nous refusons d'enregistrer purement et simplement la démission du citoyen Frossard. (*Applaudissements.*) Nous demandons l'exclusion pure et simple du renégat. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, faites silence !

BENOIT. — Et nous donnons à ce verdict le sens d'une condamnation définitive et sans appel. (*Bruit, conversations particulières.*)

Ce n'est pas seulement le cas de Frossard que nous posons, et je crois qu'à la Fédération des Vosges nous ne sommes pas suspects précisément de mettre de la bienveillance à l'égard de qui que ce soit de ceux qui se sont écartés et qui continuent à s'écarter des lois fondamentales de notre Parti. (*Quelques applaudissements.*) Mais nous entendons également empêcher le retour de gestes de ce genre. Et, reprenant la décision qui a été prise par un Conseil général de novembre 1933, et qui, si je le crois, n'a été qu'à demi ou incomplètement tout au moins appliqué — et nous ne reprenons en cela que l'article 16 de notre règlement commun, sur lequel tout de même on appelle l'attention des militants du rang — nous demandons le renouvellement écrit et formel par tous les élus du Parti, et tous ceux qui détiennent un mandat électif dans ses organismes centraux, de respecter la discipline commune.

VINCENT AURIOL. — C'est une suspicion générale !

BENOIT. — Ce n'est pas de la suspicion gratuite, elle est fondée sur quelque chose !

NAVILLE. — Parfaitement !

BENOIT. — Elle a sa raison d'être, cette suspicion ! J'ai été candidat. (*Bruit, conversations, interpellations.*)

Une Voix. — Frossard l'a signée, il y a quatre ans !

BENOIT. — Je n'ai été candidat qu'une fois dans le Parti, j'ai signé sans y trouver de suspicion et sans faire des sacrifices d'amour-propre, j'ai signé cet engagement et je l'aurais respecté. (*Bruit général.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, cessez vos conversations particulières, je vous en prie ! Ecoutez l'orateur, voyons !

BENOIT. — Et comme nous n'entendons pas, tout de même, que les décisions souveraines qui sont prises, soient une fois de plus violées et que nous continuions à persévérer dans ce malaise et dans cette équivoque, nous demandons et nous disons que le refus de souscrire à cette obligation qui se défend de tout caractère inamical, et précisément de toute suspicion puisqu'elle rentre dans le cadre de notre règlement, entraîne, si elle n'est pas signée dans un délai que nous avons fixé au 20 juin et qui peut être modifié, le départ immédiat des camarades qui se refuseront à le signer.

Nous demandons également que les camarades qui seront appelés à signer cet engagement, ou plutôt à le renouveler — car en fait dès l'instant que nous sommes venus au Parti socialiste, si nous ne l'avons pas signé en toutes lettres, nous y avons adhéré, et nous avons tout de même notre conscience d'honnêtes hommes sans plus, à le respecter — nous demandons également que tous ceux qui violeraient leur signature et leurs engagements — et cela n'est qu'une répétition de l'article 17 de notre règlement — se démettent immédiatement des fonctions électives qu'ils détiennent du dévouement et de toute l'action socialiste de leurs camarades.

Et par ailleurs, pour assurer sur cette motion, le contrôle souverain du Parti, nous demandons que dans le numéro de la *Vie du Parti* qui suivra la date fixée et retenue par le Congrès, le résultat des opérations soit donné à telle fin que nous sachions à quoi nous en tenir.

Nous ne voyons là — et je réponds à cette sorte d'objection qui voit de la suspicion dans notre motion — je dis il n'y a là pour nous et pour tous les socialistes, qu'une question de clarté et de moralité socialiste sans plus, et nous nous défendons de vouloir y mettre quelque caractère d'hostilité que ce soit. Et je m'adresse même, à l'heure actuelle, à nos camarades qui, dans les heures pénibles que nous avons vécues au moment de la scission néo, ont eu à faire choix entre leur fidélité au Parti — laquelle a

prévalu, et nous les en félicitons — et des amitiés solides et anciennes. Nous demandons à ceux-là qui ont été également les camarades de Frossard jusqu'au dernier moment, qui lui ont fait confiance, nous disons à ceux-là : Est-ce qu'enfin, cette atmosphère de malaise et d'équivoque devant laquelle nous nous débattons depuis trop longtemps, alors que nous avons mieux à faire, est-ce que vous voulez que cette atmosphère persiste ? Est-ce qu'il ne vous suffit pas de la défection des Marquet, des Laffont, à laquelle je ne puis m'empêcher de relier la mort de Renaudel ? Est-ce que la défection de Frossard ne prend pas enfin, pour vous, son sens véritable ? Eh bien, je vous le dis, camarades, à l'heure actuelle...

DORMOY. — C'est peut-être une leçon pour vous, pas pour nous !

BENOIT. — Comment ? Comment ? Est-ce que, en vérité, la position dans laquelle s'était cantonné Frossard, et que nous avons dénoncée dès le premier abord, est-ce que véritablement c'est cela, du socialisme ? C'est pour cela que nous nous battons ? Allons donc !

LE PRÉSIDENT. — Faites silence, je vous en prie.

BENOIT. — Camarades, nous estimons que ces oppositions intestines, misérables, ont suffisamment duré et qu'il faut voir clair et aller droit devant soi, en revenant tout simplement aux vérités fondamentales qui sont inscrites en toutes lettres dans la loi même de notre Parti. Je n'insiste pas, et je vous donne lecture purement et simplement de la motion que nous avons rédigée.

Une Voix. — Vous demandez l'exclusion ?

LE PRÉSIDENT. — Pardon ! vous n'avez pas la parole. (*Bruit, conversation générale.*)

BENOIT. — Le Congrès, relevant le geste prévu du citoyen Frossard, qui a jugé pouvoir se libérer de la discipline nécessaire du Parti, pour collaborer à un gouvernement d'union nationale, considérant que la succession réitérée de gestes de même ordre affecte gravement la force du Parti et ses possibilités de recrutement, en le ravalant aux yeux des travail-

leurs à un vulgaire instrument propre à servir les plus méprisables ambitions.

Marque sa volonté formelle d'en finir avec de véritables trahisons dont la répétition compromettrait gravement, à une heure décisive, le rayonnement qu'est l'avenir même du Parti.

En conséquence, et pour éliminer dès l'ouverture de ces travaux, toute atmosphère d'équivoque et de méfiance, le Congrès refuse la démission du citoyen Frossard...

(Applaudissements, très bien !)

...l'exclut du Parti...

(Applaudissements.)

...en donnant à ce verdict de clarté et de moralité, le caractère d'une condamnation définitive et sans appel.

Reprenant les décisions de son Conseil National de novembre 1933, exige de tous les élus du Parti, et de tous les militants qui détiennent un mandat dans ses organismes centraux, la déclaration écrite et formelle, de leur soumission à la discipline commune, complétée par l'engagement non moins catégorique de se démettre des fonctions qu'ils détiennent, des suffrages et du dévouement de leurs camarades, s'ils se retirent volontairement de la S. F. I. O.

Le refus de souscrire à cette obligation, qui se défend de tout caractère inamical, mais qui s'impose péremptoirement du fait de la répétition de gestes inqualifiables et inadmissibles, entraînera automatiquement l'exclusion pure et simple des opposants..

(Quelques applaudissements.)

Les engagements précités devront être pris avant le 20 juin dernier délai, et le compte rendu de cette opération sera donné dans le premier numéro de *La vie du « Populaire »* qui suivra cette date.

Par ailleurs, et dès à présent, le Congrès mandate impérativement les organismes directeurs du Parti, pour poursuivre la disqualification près de leurs mandants et de l'opinion publique, de ceux qui failliraient à leur signature et pour tout mettre en œuvre, pour assurer leur échec, à l'occasion des consultations électorales ultérieures.

Une Voix. — Et Bouisson ?

BENOIT. — La question de noms, croyez-le, m'importe peu ! J'estime à l'heure actuelle, avec ma Fédération, et je crois avec la grande majorité, sinon l'unanimité du

Congrès, qu'il s'agit une fois pour toutes d'en finir avec ceux qui considèrent le Parti comme un tremplin, sans plus ! (*Applaudissements.*)

Camarades, avant de quitter cette tribune, je ne me dissimule pas tout ce qu'ont de douloureux pour nous des leçons comme celles que nous avons subies depuis quelques années, et dont nous venons de subir ces jours derniers une dernière édition. Mais cependant, je crois que la force qui se dégage et qui doit se dégager de la décision unanime que j'attends et que nous attendons, rétablira, au moment des batailles décisives une unité morale au sein du Parti, unité morale dont beaucoup d'entre nous sont, à l'heure actuelle, en droit de douter ; c'est dans ce sens que je vous adresse un dernier appel, pour que vous apportiez tout de même à la classe ouvrière dont nous ne sommes ici que les représentants, les apaisements nécessaires, les raisons d'espérer en l'avenir, en adoptant sans débat, d'une façon unanime, la motion que nous vous présentons. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je dois vous informer que nous avons, à l'heure actuelle, sept orateurs inscrits sur le Rapport du Groupe parlementaire. Je n'y comprends pas nos camarades Vincent Auriol et Blum, qui vraisemblablement, sûrement même, prendront la parole après ces sept orateurs. Je demande au Congrès s'il ne pense pas nécessaire de limiter maintenant le débat à cinq minutes pour chacun des orateurs ? (*Approbatons.*)

Je donne maintenant la parole à notre camarade Roth, de la Haute-Saône.

ROTH (Haute-Saône). — Camarades, s'il est une fédération qui a le droit de faire entendre sa voix dans un tel débat, c'est bien la Fédération de la Haute-Saône. (*Applaudissements.*) Mais si mon temps de parole est limité à cinq minutes, je voudrais bien qu'on ne fasse pas dans ce Congrès, comme on le fait toujours quand c'est un délégué de province qui est à la tribune, un charivari comme celui qu'a eu notre camarade Benoit ! (*Applaudissements.*)

Camarades, la Fédération de la Haute-Saône est une

fédération qui, en 1920, lors de la scission, est restée entièrement fidèle au Parti socialiste ! (*Bravo !*) C'est une fédération qui n'a pas non plus été touchée par le mouvement néo-socialiste, et c'est avec une profonde stupeur qu'elle a appris, il y a quelques jours, l'entrée de Frossard, son élu, dans une combinaison ministérielle d'union nationale. (*Applaudissements.*)

Eh bien, camarades, à la suite de cela, qu'a décidé la Fédération de la Haute-Saône ? Le lendemain, le 2 juin, elle était réunie au Congrès fédéral, à Vesoul, et, à ce Congrès, nous avons reçu des télégrammes de Frossard, demandant de surseoir à toute décision. Nous avons eu un camarade, adjoint au maire de Ronchamps, où Frossard est élu, et ce camarade est venu dire que, par téléphone, Frossard lui avait demandé de demander au Congrès d'attendre une prochaine réunion pour prendre une décision. Et Frossard avait ajouté au téléphone — et ceci est plus grave — que s'il était entré dans la combinaison ministérielle, c'était à la suite d'un accord tacite entre Elum, Vincent Auriol et lui. (*Hou ! hou ! Mouvement dans l'Assemblée. Applaudissements.*)

Camarades ! j'y reviendrai dans un instant, et il est absolument nécessaire que nous éclaircissons cette question dans ce débat. Mais alors qu'a décidé la Fédération de la Haute-Saône ? La Fédération de la Haute-Saône n'a voulu accorder à Frossard aucun sursis. (*Applaudissements.*) Elle a décidé d'appliquer à Frossard la même règle que celle qu'il avait défendue dans notre fédération, lors de la séparation des néos, c'est-à-dire de considérer qu'ayant quitté le Parti socialiste, il n'en faisait plus partie. C'est la décision prise. Et en plus, nous avons rayé Frossard de toute la Fédération. Nous l'avons supprimé du journal, et nous avons adressé au Parti socialiste, de la part de la Fédération, notre acte de fidélité à la S. F. I. O. (*Applaudissements.*)

Voilà donc les décisions prises.

Oh ! nous savions ce qu'était Frossard. Nous savions bien son rôle lors de la scission de Tours. Nous connaissons son rôle après, et quand il est venu en Haute-Saône, nous l'avons quand même accueilli parce que nous consi-

dérions qu'il pouvait faire du bon travail. Mais nous avons bien vu, au cours de ces derniers mois, que son action était de préparer une concentration qui engloberait tous les républicains.

Mais que va devenir, dans cela, l'action socialiste de la Fédération de la Haute-Saône ? Eh bien, je crois, camarades, que si, dans ce Congrès, nous avons, de votre part, de la part des camarades Blum et Auriol, les affirmations nécessaires, il n'y aura pas de mal en Haute-Saône. Oui, l'action de Frossard se résumait depuis quel que temps — j'y reviens — à préparer les élections sénatoriales. Nous avons, en Haute-Saône, M. Jeanneney. Et, depuis quelques mois, dans le journal de la Fédération socialiste, on pouvait lire des appels de Frossard en faveur de Jeanneney. Mais demain, je le déclare ici, en ce Congrès, pour qu'on le sache bien, si Frossard vient en Haute-Saône faire de l'action dans nos sections socialistes, dans nos municipalités socialistes, s'il vient les diviser, eh bien, il compromettra l'élection de M. Jules Jeanneney, et tant pis pour M. Jules Jeanneney, car, je dois le dire, camarades, que jamais les délégués socialistes ne mêleront leurs suffrages avec ceux qui suivront Frossard dans sa trahison ! (*Applaudissements.*)

Et laissez-moi, pour bien préciser la situation de la Fédération de la Haute-Saône, vous lire le manifeste qu'elle a publié dans son journal d'hier :

Au moment où Frossard quitte le Parti socialiste, le Bureau de la Fédération socialiste de la Haute-Saône, la Commission exécutive, et tous les vieux militants et les élus du Parti, adressent aux socialistes et sympathisants du département l'appel suivant :

« Frossard vient de quitter le Parti socialiste, auquel il n'y avait pas si longtemps encore, il se déclarait si profondément attaché. Il a préféré un portefeuille ministériel, à l'action ouvrière et socialiste parfois difficile et l'appât du pouvoir a été plus fort que les résolutions et les promesses.

» Il s'en va abandonnant ses amis d'hier, ses compagnons de lutte et la classe ouvrière qui l'avait choisi pour la représenter et la défendre. Nous enregistrons son départ du Parti sans récriminations inutiles, sans dire toutefois que nous y sommes insensibles, mais nous n'y attachons que l'importance d'un incident dans notre grand mouvement prolétarien en marche

vers la révolution émancipatrice. Dans notre département où depuis plus de quarante ans le socialisme a pris racine, où il est devenu si puissant à l'heure actuelle, où il manifeste si magnifiquement sa vitalité et sa croissance aux élections municipales, cet incident, parmi tant d'autres, ne l'affaiblira pas. Et son unité ainsi que l'a prouvé le Congrès de Vesoul du 2 juin, restera entière.

» Ce même jour, par la volonté réfléchie, calme et unanime de tous les délégués de nos sections, unies dans la même pensée, notre Parti socialiste a affirmé à la face de tous ses adversaires sa volonté ferme d'union et d'action éducatrice des travailleurs, action qu'il exercera dans l'avenir plus fortement et plus énergiquement que jamais.

» Le départ de Frossard, un instant de surprise et d'émotion, un militant de moins. Le Fédération socialiste de la Haute-Saône passe à l'ordre du jour. »

(*Applaudissements.*)

Et, camarades, je reviens au point capital de cet incident : c'est une déclaration de Frossard au téléphone, qui n'est plus seulement une déclaration, car Frossard l'a écrit dans notre département à plusieurs militants, c'est que ce serait d'accord avec nos camarades Blum et Auriol, qu'il serait rentré dans la combinaison ministérielle : cela, c'est grave, camarades ; car déjà un journal du département, *La Haute-Saône*, de nos adversaires, a écrit un article à ce sujet, et voici la fin :

« Des renseignements de source autorisée donneraient à entendre que la sortie de M. Frossard, à fin de collaboration ministérielle, aurait été concertée (?), que son entrée dans un gouvernement serait un peu celle d'un chargé de mission. »

Camarades, je sais que c'est faux ! Déjà nos camarades Blum et Auriol m'ont affirmé le contraire, et ils viendront certainement ici, à cette tribune, apporter le plus grand démenti. (*Applaudissements.*)

VINCENT AURIOL. — Parfaitement.

ROTH. — C'est notre action socialiste en Haute-Saône qui dépend de cela ! Si, demain, Frossard a la possibilité, devant aucune négation, de venir dire, dans la Fédération, qu'il est rentré, comme il le dit déjà d'ailleurs, dans la

combinaison ministérielle, avec l'appui des membres du Parti, eh bien, vous pensez que nous, Fédération socialiste, notre action est à peu près terminée. Mais, comme j'ai l'affirmation d'un démenti, eh bien, je dois vous dire, camarades, que la Fédération de la Haute-Saône veut dissiper toute équivoque et qu'à l'unanimité elle votera la motion des Vosges, comportant l'exclusion de Frossard ! (*Applaudissements très vifs, acclamations.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville, de la Seine.

NAVILLE (Seine). — Camarades, ce n'est pas par hasard que le nom de Frossard domine cette discussion sur le Rapport du Groupe parlementaire.

La déclaration du camarade de la Haute-Saône, après celle du camarade des Vosges, témoigne que, pour la masse des militants, qui reflète ainsi le sentiment de la classe ouvrière, il faut en finir avec la politique des coups de chapeau envers les renégats professionnels.

Quelqu'un a demandé tout à l'heure qu'on applique à Frossard le même traitement qu'à Bouisson : C'est-à-dire le coup de chapeau. La même politique qu'à Paul-Boncour, c'est-à-dire le coup de chapeau ! Camarades, non ! La classe ouvrière ne comprend pas ces coups de chapeau ! Ce que la classe ouvrière sait, c'est que quand un homme comme Frossard entre dans un gouvernement que nous qualifions d'union nationale, qui est celui de M. Laval, mais qui était hier celui de M. Bouisson (puisque Frossard y était aussi ministre du travail), elle considère que ce M. Fernand Bouisson et ce M. Frossard ne sont pas des gens qui se trompent, mais que ce sont des canailles qui se vendent à la classe capitaliste ! (*Applaudissements.*)

L'opinion de la classe ouvrière se forme de cette façon. Lorsque vous vous bornez à expliquer, à excuser, avec tous les arguments et les raisons qu'on voudra, pourquoi les choses se sont produites ainsi, vous contribuez, non pas du tout à renforcer le prestige du Groupe parlementaire, comme déclaraient qu'il fallait le faire les citoyens Dormoy et Rivière, mais au contraire vous contribuez, dans l'état d'esprit de la classe ouvrière, à ruiner le pres-

tige qui existe encore autour du Groupe parlementaire socialiste.

Ce qui ruine la confiance des militants dans le Parti, c'est l'action des Frossard et ce n'est pas la dénonciation des Frossard devant la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Maintenant, nous pouvons aussi ajouter ceci : Ça n'est pas par hasard que Ludovic-Oscar Frossard, renégat professionnel, a quitté le Parti socialiste, au moment où la possibilité lui était donnée de participer à un gouvernement qui faisait, extérieurement et d'une façon démagogique, quelques avances au parti ouvrier. Il faut dire (en quelque sorte à sa décharge) que la politique suivie par le Groupe parlementaire dans l'année écoulée, était faite pour lui faciliter la besogne. (*Applaudissements.*)

Voilà ce que, dans la Seine en particulier où un nombre considérable de mandats s'est prononcé contre le rapport du groupe parlementaire, sont les ressentiments et la compréhension, que je crois absolument justes, des militants...

Une Voix. — Ah ! oui !...

NAVILLE. — Ah ! oui !...

VINCENT AURIOL. — Non, c'est une observation à propos de...

NAVILLE. — Oui, lorsque l'on vote les accords de Rome (*applaudissements*) qui sont la clef de voûte de l'organisation de la guerre impérialiste, pour la prochaine période... (*bruit, confusion, manifestations*)... lorsqu'on donne son appui, son approbation à des traités impérialistes qui impliquent — et personne ne l'ignore, ici — le dépècement de l'Abyssinie, l'organisation des traités militaires entre la France, l'Italie, la Belgique et maints autres pays, en opposition avec les traités qui lient l'Allemagne, la Hongrie et d'autres pays, lorsqu'ainsi, devant la classe ouvrière de ce pays, on donne le sentiment que les tromperies et les manigances diplomatiques criminelles des Pierre Laval et Cie, servent en réalité à sauver la paix,

il n'y a rien d'étonnant d'une part à ce que les renégats professionnels comme Ludovic-Oscar Frossard, à un moment donné, s'écartent un petit peu trop, au gré de certains, des limites qui avaient été assignées jusqu'à ce moment-là à l'action du groupe parlementaire...

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vous en prie ! il n'est pas possible aux orateurs...

NAVILLE. — Fais respecter le silence, camarade président ! (*Conversations particulières.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades ! je vous en supplie, il ne sera pas possible de poursuivre cette discussion jusqu'au bout si nous nous amusons, les uns et les autres, à nous interpellier ! Les orateurs sont là, avec chacun cinq minutes seulement. Si vous leur prenez deux ou trois minutes, je serai obligé d'allonger le temps pendant lequel ils pourront parler, et alors nous ne savons pas à quelle heure nous finirons !

Je vous en supplie, respectez les camarades qui sont à la tribune, faites silence ! (*Applaudissements.*) Laissez-moi présider !

NAVILLE. — Camarades, j'expliquais, il y a un instant, que nous considérons — et ce n'est pas seulement l'opinion d'un groupe de camarades, c'est l'opinion massive des militants de la Fédération de la Seine, et, d'une façon générale, de la classe ouvrière dans cette région, et pas seulement dans cette région, que la trahison d'un Frossard ne s'explique pas uniquement par des appétits ministériels, des appétits de maroquin ! Je pense que personne ici, qui prétend se recommander tant soit peu d'une interprétation marxiste, non seulement de l'Histoire, avec un grand H, mais aussi de l'état d'esprit des députés — que personne ne peut croire que c'est seulement l'appétit d'un maroquin qui détermine successivement et à un certain nombre d'années de distance, le départ, je répète, d'un Paul-Boncour, d'un Bouisson, d'un Frossard — j'en se, et non des moindres !

Il est tout fait évident que la masse du Parti ne peut pas se sentir rassurée quand elle comprend — et c'est l'expé-

rience qui le lui montre, à intervalles bien rapprochés — qu'il n'y a qu'une distance bien courte, dans certaines circonstances, entre la présence au sein du Groupe parlementaire du Parti et la présence au sein des Conseils du gouvernement. (*Quelques applaudissements.*)

Je ne fais que dire là des choses qui découlent, pour nous, d'une analyse tout à fait simple du fonctionnement du Parlement, en général, du Groupe parlementaire du Parti dans le Parlement, et de ses rapports avec la classe ouvrière.

Lorsque le Groupe parlementaire vote les accords de Rome, il ne s'agit pas d'une incartade ; je ne fais l'injure à aucun des membres du Groupe parlementaire de croire qu'il s'agit, dans une telle occurrence, d'une incartade ou simplement d'un élan irraisonné vers je ne sais quelle recherche de la paix à travers les accords militaires des différents impérialismes. Non, nous croyons — et c'est la vérité — que le Groupe parlementaire, lorsqu'il donne son appui aux accords de Rome, cherche à consolider la position des gouvernements tels que ceux de Laval, aujourd'hui...

CASTAGNEZ. — Qu'est-ce que c'est, que les accords de Rome ?

NAVILLE. — Vous voulez savoir, camarade ? Il y en a ici qui demandent ce que c'est que les accords de Rome ; bien entendu : cette question, d'abord, ne s'adresse pas à moi, elle s'adresse à ceux qui les ont votés ! (*Bruit, interpellations diverses.*) Et puis ensuite, ça n'est pas difficile de répondre du tout, camarade : nous savons très bien ce que représente, depuis un an... Je ne parlerai pas, si on ne fait pas le silence, mais j'irai jusqu'au bout !

LE PRÉSIDENT. — Mais je m'efforce d'obtenir le silence !

NAVILLE. — Tu ne demandes pas le silence avec l'énergie que tu déploierais pour un autre camarade !

LE PRÉSIDENT. — Camarades ! je vous demande de m'entendre une minute : le camarade orateur qui est à la tribune prétend que je ne fais pas les efforts nécessaires pour

obtenir de ce Congrès le silence dont il a besoin ! Je vous fais juges de mon attitude ici ! (*Applaudissements.*) Je ferai respecter la liberté de parole à la tribune pour tous les orateurs, quels qu'ils soient ! Je demande cependant au Congrès de me faciliter ma tâche et de faire le silence le plus complet pour chacun des orateurs !

Vous avez la parole. Mais je vous rappelle que vous avez deux minutes encore.

NAVILLE. — Je n'ai pas demandé plus de cinq minutes. Est-ce que vraiment vous êtes partisans de la tactique d'obstruction, tout à coup ?

LE PRÉSIDENT. — Allons, un peu de silence ! (*Le bruit continue.*)

NAVILLE. — Deuxième point : il est tout à fait évident qu'à un gouvernement comme celui de Laval, accueillant Frossard dans son sein, et qui est pourtant avant tout un gouvernement de défense nationale capitaliste et d'Union sacrée, le Groupe parlementaire du Parti n'a rien trouvé à opposer de tant soit peu substantiel.

Comment voulez-vous que Frossard, qui a applaudi sur son banc de la Chambre, au sein du Groupe parlementaire socialiste, la déclaration de Léon Blum, disant à la face de tout le pays, s'il vous plaît, et pas seulement de la Chambre, que les socialistes et les communistes et les prolétaires en général, se lèveraient comme tous les autres Français pour s'opposer au péril hitlérien, autour du drapeau tricolore. (*Vives protestations de l'Assemblée.*)

LE PRÉSIDENT. — Mais faites silence ! Il y a des orateurs inscrits qui certainement soutiendront une autre thèse ! (*Bruit général.*)

NAVILLE. — Je ne comprends pas pourquoi le drapeau tricolore vous fait tellement peur, alors qu'il est dans toutes les rues de la ville, aux poteaux accroché ! (*Protestations, applaudissements, bruits divers.*)

LE PRÉSIDENT. — Du silence ! Achevez, camarade !

NAVILLE. — Je suis tout prêt d'achever, qu'on me donne quelques minutes de silence...

LE PRÉSIDENT. — L'orateur n'en a plus que pour une minute, je vous demande d'attendre.

NAVILLE. — Nous disons...

Une Voix. — Ce n'est pas un socialiste !

NAVILLE. — Nous sommes des marxistes, camarade !
(*Bruit, confusion générale.*)

LE PRÉSIDENT. — Un peu de silence ! laissez achever !

NAVILLE. — Je vous demande trois minutes, camarades, pour terminer. (*Protestation générale.*)

LE PRÉSIDENT. — Il ne faut pas exagérer !

NAVILLE. — Vous m'arracherez de la tribune, plutôt que je ne la quitte !

LE PRÉSIDENT. — Je ne vous arracherai pas de la tribune, mais je vous retirerai la parole ! (*Les protestations et le bruit continuant.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence, l'orateur achève !

NAVILLE. — Laissez-moi terminer en une minute...

Une Voix. — Et dites la vérité !

NAVILLE. — J'explique mon opinion, je n'explique pas la tienne, c'est clair ! Mais je me permets de vous dire, et vous le savez, que dans nos sections et je crois pas seulement dans la Fédération de la Seine, ce que je dis à l'heure actuelle, vous pouvez me croire, recueille un assentiment chaleureux au lieu de la tactique d'obstruction qui est la vôtre. (*Le tumulte grandit.*)

Je ne parlerai pas dans un brouhaha pareil !

LE PRÉSIDENT. — Il y a des orateurs qui sont plus gênés que vous, et continuent à parler !

Faites silence, l'orateur termine.

NAVILLE. — Il n'y a pas de discipline, c'est incroyable !

LE PRÉSIDENT. — Continuez à parler !

NAVILLE. — Nous ne sommes pas de ceux qui parlons pour ne rien dire (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons. un peu de silence ! Laissez achever.

NAVILLE. — Je disais, camarades, que le vote des mandats qui, dans la Fédération de la Seine, se sont prononcés contre le Rapport du Groupe parlementaire, avait le sens que j'indiquais tout à l'heure : à savoir que non seulement il réprouvait la politique et l'attitude personnelles de Frossard, qui je le répète, n'est qu'un épisode, mais qu'au fond, il considérait que l'attitude adoptée par le Groupe parlementaire dans l'année écoulée, sur toutes les questions principales, avait en réalité favorisé cette attitude, et qu'il entendait la réprover dans son ensemble.

Je citais à ce sujet, d'une part l'attitude en ce qui concerne la politique extérieure et qui a culminé dans le vote des accords de Rome ; deuxièmement, dans le débat sur la modification de la loi sur le recrutement, les déclarations de Léon Blum qui nous ont paru — et je pense que c'est l'expression de la stricte vérité — être en réalité l'approbation d'une politique d'union sacrée en cas de guerre, pour la défense de la démocratie ; et nous avons considéré que ces raisons-là étaient suffisantes pour constater que le Groupe parlementaire — menant non pas une politique indépendante, non pas une politique spéciale dans le Parti, mais menant la politique qui a été celle, au moins négativement, de la C. A. P. aussi — devait être condamné sans détour !

Un troisième fait est venu mettre le comble, et vous ne l'ignorez pas : c'est la position du Groupe parlementaire en ce qui concerne la défense passive.

Vous savez très bien, camarades, que dans la région parisienne, qui était particulièrement désignée...

LE PRÉSIDENT. — Il faut achever !

NAVILLE. — J'achève là-dessus...

LE PRÉSIDENT. — Vous semblez vouloir laisser le Congrès.

NAVILLE. — On ne peut pas parler de la défense passive ?

LE PRÉSIDENT. — Vous allongez le Congrès et vous indisposez les camarades. Je vous en prie, achevez, ou je vais vous retirer la parole.

NAVILLE. — Je disais, pour terminer, que le vote du Groupe parlementaire, dans la question de la défense passive, est en réalité un vote qui corroborait la position prise par le Groupe parlementaire dans la question de la défense nationale. Ce vote a reçu dans la région parisienne, dans la Fédération de la Seine, la réprobation quasi-unanime des militants, qui en ont percé immédiatement le sens. Ce que je dis à l'instant, et que vous ne voulez pas écouter, ce sont d'autres militants qui vous le répéteront tout à l'heure, et que vous écouterez ! Et vous les écouterez parce que ce qu'ils disent, ce que nous disons, c'est dans ces questions, à l'heure actuelle, la voix dominante de la classe ouvrière. (*Quelques applaudissements. Quelques protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je supplie le Congrès d'observer le plus grand silence pour les orateurs qui vont venir. Vous vous rendez parfaitement compte que si nous recommençons ce qui vient de se produire, nous n'aurons pas fini ce soir le débat sur le Rapport parlementaire.

Je donne maintenant la parole à notre camarade Zyromski.

FICHANT. — La motion !

LE PRÉSIDENT. — Non, Zyromski a la parole.

UN DÉLÉGUÉ. — Ce sont toujours les délégués de la Seine ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarade, quand vous n'aurez à faire que des observations comme celle-ci, vous la ferez tran-

cher par la C. A. P., ou par une décision du Congrès. Et lorsque le Congrès est ouvert, le droit d'inscription est libre pour tout le monde !

Vous avez la parole, Zyromski.

(Bruit, confusion générale, protestations.)

ZYROMSKI. — La Fédération de la Seine...

Une Voix. — Elle nous fatigue, la Fédération de la Seine.

ZYROMSKI. — La Fédération de la Seine... *(Le bruit continue.)*

LE PRÉSIDENT. — Faites silence. Laissez parler Zyromski.

Une Voix. — Il se moque de nous !

ZYROMSKI. — La Fédération de la Seine a voté, en effet, contre le Rapport du Groupe socialiste au Parlement.

Je n'ai donc pas le droit ici, moi qui ai voté dans ma Fédération, pour le Rapport du Groupe, de parler au nom de la majorité de cette fédération. Néanmoins, je suis venu à cette tribune pour dire que nous approuvons dans son ensemble l'activité et l'action du Groupe socialiste au Parlement durant l'année écoulée, et que nous sommes heureux que cette année marque un progrès incontestable dans le sens de la cohésion des votes et de la cohésion de l'effort. *(Applaudissements.)*

Je voulais le dire, et je veux le dire surtout après l'intervention de mon camarade Naville, parce qu'il y a des moments où je considère que c'est un devoir pour un militant de dire la vérité même contre sa propre fédération. *(Quelques applaudissements.)*

Nous votons le Rapport, mes amis et moi, encore une fois parce qu'il constitue un progrès incontestable. Je sais bien qu'il y a certains votes que nous pouvons regretter, et notamment, comme d'ailleurs je l'ai marqué à la Commission administrative permanente, avec mon ami Marceau Pivert, le scrutin d'approbation des crédits dé

la défense passive. Dans l'ensemble, l'action du Groupe socialiste au Parlement a reflété l'action du Parti. Cela, il faut le dire. (*Applaudissements.*)

Et j'ajoute que je suis tout à fait d'accord avec le discours de notre camarade Blum, lorsqu'il a déclaré qu'en cas d'invasion la classe ouvrière se lèverait pour défendre le pays et son indépendance, contre l'hitlérisme. (*Vifs applaudissements. Interruptions diverses.*)

Les imprécations de certains me laissent absolument froid ! Ce n'est pas aujourd'hui, ce n'est pas en 1935, que je renierai vingt-cinq ans d'action socialiste ! (*Applaudissements.*) Et si on croit être révolutionnaire, et si on croit être socialiste en transposant dans le domaine de l'action socialiste révolutionnaire, les conceptions tolstoïstes du pacifisme bourgeois, on se trompe lourdement ! (*Applaudissements.*)

Je voulais déclarer cela de la manière la plus nette et la plus précise. Il faut dire la vérité. (*Applaudissements.*)

Je suis de ceux qui pensent que l'activité du Groupe socialiste au Parlement, a été dans l'ensemble, conforme à l'activité du Parti. Mais, ces derniers jours, il y a eu des événements politiques, il y a eu des crises ministérielles ; il y en aura d'autres, et je ne puis pas m'empêcher de dire au Congrès de mon Parti ce que j'ai dit, il y a quelques jours, aux séances communes du Groupe et de la Commission administrative permanente : Nous sommes un certain nombre à être inquiets. Nous sommes un certain nombre à craindre qu'un jour ou l'autre, à la suite de certains événements parlementaires, le Groupe socialiste au Parlement soit acculé à rentrer dans une combinaison gouvernementale que peut-être, pour les besoins de la cause, on ne baptisera pas du nom de « participation ministérielle », mais qui sera néanmoins sous une forme ou sous une autre, un gouvernement de coalition que le Parti a déjà condamné.

Cela, je voudrais que le Congrès, dans la plénitude de sa souveraineté, dise clairement, dise sans ambiguïté, dise sans équivoque, que cela n'est pas possible, et que, s'il y a dans le Groupe socialiste au Parlement, un courant que, pour ma part je crois fort, que je crois très fort, en

faveur de combinaisons gouvernementales de ce genre, il n'est pas possible au Groupe respectueux de la discipline du Parti, de se prêter à ces combinaisons et à ces formations gouvernementales. (*Quelques applaudissements.*)

C'est le moment pour le Congrès de dire sans aucune ambiguïté au Groupe sa volonté, de façon à ce que nous ne soyons pas acculés, un jour ou l'autre, à des situations qui seraient difficiles pour le Parti. Il n'est pas possible d'unir sur un programme commun, pour la solution de la crise, des groupes de la démocratie bourgeoise et des groupes des partis prolétariens. Nous sommes de plus en plus convaincus que des combinaisons gouvernementales de ce genre sont à la fois stériles et impuissantes. Et nous demandons au Congrès de le redire avec encore plus de clarté et plus de précision.

Ce que nous voudrions également que le Congrès dise, c'est que sachant apprécier la force, la puissance et le rayonnement du grand mouvement populaire et démocratique qui traverse et qui soulève l'ensemble du pays, de ce grand mouvement populaire et démocratique qui est animé dans le pays par les partis de la classe ouvrière, de ces grands rassemblements antifascistes dont à la Fédération de la Seine et à la Fédération de Seine-et-Oise, nous sommes fiers d'avoir pris l'initiative, car nous sommes fiers d'avoir constitué un Comité central d'unité d'action antifasciste dans la région parisienne, que notre camarade Vincent Auriol propose d'instituer à l'échelle nationale, nous voudrions que le Congrès dise qu'en ce qui concerne les formations gouvernementales, le Parti est prêt à constituer une formation qui soit l'émanation des forces démocratiques et des forces populaires du pays. Pas de combinaisons ministérielles, pas de dosages de groupes, pas de constitution de gouvernements à l'image des groupes parlementaires à la Chambre, mais un gouvernement qui soit véritablement l'émanation du grand mouvement démocratique et prolétarien, animé dans le pays par le Parti socialiste et par le Parti communiste.

Voilà ce que nous demandons au Parti de réaliser.

Et c'est pourquoi, en accord avec la majorité de ma Fédération, je puis déposer pour être envoyée à la Com-

mission des résolutions, une motion ainsi conçue, que je demanderai au Congrès de voter, car elle constituera pour le Groupe socialiste au Parlement, une ligne directrice claire :

Le Congrès est convaincu qu'aucune solution même provisoire des difficultés actuelles, ne saurait être recherchée dans la constitution d'un gouvernement de coalition dont la composition serait déterminée par l'effectif parlementaire des groupes résolus à lui fournir leur appui, et préalablement mis d'accord sur un programme.

Le Congrès se prononce à nouveau contre toute combinaison de ce genre, dont l'impuissance et la stérilité ne feraient qu'aggraver la crise, et qui favoriserait par cela même les progrès du fascisme.

Il considère, en revanche, que le vaste et profond mouvement antifasciste qui s'exprime par de puissantes démonstrations de masses, et aussi dans les scrutins les plus récents, mouvement dont les partis de la classe ouvrière sont dans le pays les animateurs et les pivots, doit permettre l'établissement d'une formation gouvernementale dans laquelle, et sans écarter des républicains et des démocrates décidés à la lutte pour la sauvegarde des libertés démocratiques, les partis ouvriers détendraient la direction, l'autorité et la majorité.

Le Congrès déclare que toute l'activité du Parti doit être mise en œuvre pour aboutir à la constitution d'un tel gouvernement, qui serait l'émanation des forces républicaines et prolétariennes du peuple de France.

Voilà ce que nous demandons au Congrès d'approuver. Voilà la ligne directrice que nous demandons au Congrès de prescrire au Groupe socialiste parlementaire. Alors seulement, je vous le dis, camarades, sera écarté le danger de la participation ministérielle, que pour notre part nous continuons à réprouver de toutes nos forces, car moins que jamais nous croyons qu'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie puisse apporter une solution à la crise.

Je demande au Congrès de faire sienne cette résolution, persuadé j'en suis sûr, que nous saurons ainsi tirer au maximum les résultats les meilleurs de l'action antifasciste qui se déroule dans le pays.

On dit souvent : Antifascisme purement négatif. Cela, c'est insuffisant et c'est mon avis. Je crois que nous passerions de l'antifascisme négatif à l'antifascisme positif,

si véritablement nous mettions tout en œuvre pour qu'en fin le gouvernement de ce pays soit véritablement l'image et le reflet de la souveraineté populaire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Il est bien entendu, n'est-ce pas, que cette résolution est renvoyée à la Commission des résolutions, comme toutes les autres, d'ailleurs.

Je donne maintenant la parole à notre camarade Pivert.

Une voix. — Il est encore de la Seine !

MARCEAU PIVERT. — Je suis prêt à me retirer si le Congrès le désire, mais je pense qu'il n'est pas inutile de préciser ici la position des camarades qui ont voté contre le Rapport du Groupe parlementaire. Notre vote a le sens d'un protestation. En effet, pendant qu'on refuse de consulter le Parti, celui-ci est engagé dans une politique que mon ami Zyromski approuve sans doute, mais que l'ensemble du Parti ne peut pas approuver, attendu que le problème ne lui a pas été posé.

Nous protestons contre cette situation. Et nous nous désolidarisons immédiatement des déductions qu'ont tirées nos camarades trotskystes. S'il y a désaccord au sein de la *Bataille Socialiste* sur le problème de la Défense nationale, ce n'est pas d'aujourd'hui.

L'HÉVÉDER. — Cela ne nous intéresse pas, cette histoire-là !

MARCEAU PIVERT. — L'Hévéder me fera l'amitié de penser que puisque tout à l'heure il applaudissait Zyromski, il n'est pas absolument indifférent à nos positions respectives.

Aussi bien, autant il y a de discordance absolue sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour du Congrès (ce contre quoi nous protestons), autant tout à l'heure, et demain, vous constaterez notre solidarité complète sur la motion concernant la conquête du pouvoir, présentée par la « *Bataille Socialiste* ». (*Quelques applaudissements.*)

C'est donc maintenant une protestation que nous apportons ici. Mais cette protestation, je veux la préciser : Nous

condamnons des attitudes qui expriment une politique qui ne peut pas être celle du Parti socialiste. Je ne reprendrai pas ce qu'on a dit ; ce que nous avons dit à la C. A. P. contre la défense passive ; ce que nous avons dit à propos du fameux passage du discours de Léon Blum, que nous n'approuvons pas ; ce que nous avons dit également à propos d'un certain nombre d'attitudes du Groupe parlementaire qui semblent laisser intégrer le Parti socialiste dans la politique internationale de notre bourgeoisie comme le vote des accords de Rome. En protestant contre tout cela, nous jugeons que c'est l'expression d'une politique fautive dont les événements internationaux sont en train de préparer la faillite. Alors, ici, nous nous séparons nettement d'un certain nombre de camarades et nous prenons date ; car enfin, et surtout depuis la déclaration de Staline, il y a des événements et des renversements sur lesquels il faudra bien que le Parti se prononce.

Voici notre position en quelques mots qui sont surtout un appel pour que les travailleurs, non seulement dans le Congrès, mais en dehors du Congrès, nous entendent.

Nous ne sommes pas non plus d'accord avec nos camarades trotskystes, qui traduisent les paroles de Staline comme une trahison pure et simple, et qui font aujourd'hui de l'antibolchevisme. Nous ne voulons pas faire cela. Il y a un grand pays que nous voulons défendre, nous aussi ; nous ne confondons pas... (*applaudissements*) ...nous ne confondons pas la Russie des Soviets, son édification, ses créations, avec Staline, et si... (*applaudissements de Molinier*) ...et si le problème de la défense de l'U. R. S. S. se pose, et si vous devez, en conscience le résoudre, c'est parce que, camarades, il y a actuellement un grand trouble dans la classe ouvrière ; mais nous ne voulons pas que ces difficultés sur lesquelles la classe ouvrière n'est pas d'accord — elle n'était pas d'accord hier intérieurement à notre pays, elle est encore plus en désaccord maintenant, internationalement — ces questions dites de « défense nationale », nous ne voulons pas qu'elles soient des obstacles à la reconstitution de l'unité ouvrière, nous ne voulons pas qu'il y ait préalablement à la reconstitution de l'unité ouvrière, des conditions, des chartes à

signer ou des idéologies à imposer à ce sujet ; nous constatons que notre désaccord avec ceux de nos camarades qui voudraient faire passer l'unité par le canal d'un certain nombre de principes ; même si nous sommes d'accord avec les principes, nous voulons que l'unité organique soit recherchée coûte que coûte, en dépit du divorce considérable qu'il y a actuellement entre la nouvelle position de l'Internationale communiste et celle de l'Internationalisme prolétarien en lutte contre la guerre. L'unité d'abord, et à l'intérieur de l'unité, eh bien ! nous défendrons notre position que je résume ici en deux mots : *La guerre sous la direction de notre bourgeoisie ? A aucun prix, sous aucun prétexte, jamais ! (Applaudissements.)* Oui, à aucun prix, sous aucun prétexte ; ce que nous reprochons à nos camarades, c'est de ne pas être restés fidèles à la motion que nous avons signée en commun à Tours ; nous n'avons jamais accepté d'examiner le cas où un prétendu agresseur hitlérien entrerait sur notre territoire ; car, camarades, cela laisse penser implicitement que nous passons l'éponge sur les responsabilités effroyables de notre bourgeoisie capitaliste, depuis Poincaré jusqu'à Tardieu, qui sont aussi coupables qu'Hitler d'avoir conduit la France dans la situation où nous sommes ! *(Applaudissements.)* Les agresseurs, les coupables, sont dans les deux camps, c'est notre régime, c'est notre bourgeoisie qui n'a pas voulu appliquer les traités régulièrement signés, qui n'a pas voulu désarmer, qui n'a pas voulu répondre à l'appel profond des peuples exigeant la paix, des peuples qui ont été trahis ; aussi bien nous mettons ces régimes dans le même sac, et notre premier postulat pour la lutte contre la guerre, c'est qu'à aucun prix nous ne nous laisserons museler, juguler, domestiquer ou intoxiquer ! Non, sous aucun prétexte nous n'accepterons l'idée de la guerre !

Camarades, ceux qui pensent que l'on peut encore imaginer une invasion de territoire, que l'on peut encore imaginer même un départ, avec un sac qu'on se mettrait sur le dos, savent-ils que c'est en une nuit que des centaines d'avions, des centaines de gaz et des milliers de bombes au phosphore peuvent réduire en cendres les grandes cités et entraîner le meurtre collectif de populations énor-

mes ? Savent-ils que quelques minutes après, de l'autre côté, dans d'autres pays, d'autres destructions effroyables seront déclenchées ? Savent-ils qu'en même temps ce sera partout une panique comme jamais l'humanité n'en a connue, camarades ! Ne sentez-vous pas qu'à ce moment-là, toutes les forces de coercition, tout ce qui maintient la stabilité de l'Etat bourgeois, tout cela sera ébranlé, tout craquera, tout sera démoli ! Nous voulons que le Parti socialiste, dans tous les pays capitalistes, soit précisément l'animateur de la lutte contre la guerre, de manière à saisir l'occasion, à ce moment-là, pour briser les cadres du régime capitaliste, conquérir le pouvoir et faire la paix. (*Applaudissements.*)

Camarades, ce sera mon dernier mot : Unité organique, malgré les paroles de Staline ! Unité et lutte contre la guerre, à tout prix, par la révolution. Le gouvernement des Soviets voit la situation de son point de vue. Nous avons le devoir, nous, de la voir du nôtre, et nous n'acceptons pas de confondre l'intérêt de l'Internationale prolétarienne avec un système provisoire d'alliances d'ailleurs extrêmement fragile ! Vous savez, on nous a dit à un moment donné : « Le soldat polonais, c'est l'avant-garde de la civilisation », et c'est un homme qui était encore dans le Parti, qui disait cela ! Oui, mais la Pologne est passée à Hitler ! On a signé des accords avec Mussolini, mais peut-être Mussolini n'est pas loin de passer de l'autre côté, à moins qu'on lui laisse les mains libres en Ethiopie. Ces marchandages de la bourgeoisie, nous ne pouvons pas permettre que le socialisme y ait une part quelconque, et c'est pourquoi nous crions non seulement au Parti, mais au delà du Parti, à tout le prolétariat de France : Unifiez-vous, faites un grand parti révolutionnaire, et à l'intérieur de vos organisations unifiées, luttiez contre la guerre par tous les moyens, et puisque d'autre part il faut considérer la Russie des Soviets comme un point de mire pour le capitalisme international : défendons la Russie des Soviets ! Mais défendons-la non pas en nous laissant embrigader par notre état-major, pour aller nous battre contre les prolétaires allemands ; défendons-la par le seul moyen qui nous reste : par la conquête du pouvoir dans

notre pays, et par la révolution internationale. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Danos, du Tarn.

DANOS (Tarn). (*Applaudissements.*) — Camarades, laissez-moi tout d'abord vous donner l'assurance que je ne dépasserai pas le temps qui m'est imparti, pour vous dire ce que j'ai à vous dire ; je suis de ceux qui estiment, avec Pascal, que l'économie des paroles profite à l'énergie des actes.

J'appartiens à une modeste fédération de province, qui n'a d'autre titre que d'avoir été la fédération de Jaurès. Je n'avais pas, en venant ici, à Mulhouse, l'intention de prendre la parole. Et ce qui m'a amené à cette tribune, c'est notre camarade des Vosges, qui est venu ici demander l'exclusion de Frossard.

Citoyens, de deux choses l'une : ou Frossard, en quittant notre Parti, a été dans une certaine logique, ou bien il a offensé notre Parti, et dans les deux cas j'estime qu'il ne faut pas monter en épingle le départ de Frossard, et qu'il suffit d'entériner son départ et sa démission.

C'est tout ce que j'avais à vous dire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est maintenant à notre camarade Vanrullen, de la Marne.

VANRULLEN (Marne). — Camarades, je pense qu'après avoir protesté contre la grande abondance des orateurs de la Fédération de la Seine, vous me ferez le plaisir d'écouter un orateur d'une modeste fédération de province, qui ne dira d'ailleurs pas des choses tellement différentes de celles énoncées par ces camarades, qui ne s'éloignera peut-être pas tellement de leur point de vue.

En effet, au nom d'une fraction importante de la Fédération de la Marne, je viens vous demander de voter contre le Rapport du Groupe parlementaire. Je sais bien que trop souvent on fait des critiques faciles à ceux qui s'élèvent contre le Groupe parlementaire. On accuse les militants de manger du député ! Mais si je viens vous deman-

der de voter contre le Rapport du Groupe parlementaire, je suis tout de même obligé de constater que l'action du Groupe parlementaire s'est, à notre point de vue, considérablement améliorée ; que l'an dernier l'attitude de notre Groupe a prêté à moins de critiques que les années précédentes.

Je ne reviendrai pas, après les camarades qui m'ont précédé, sur le cas de Frossard, que j'estime, d'ailleurs, ne pas être du ressort du Groupe socialiste au Parlement. Dans le départ, et ce qu'on a appelé la trahison de Frossard, le Groupe socialiste ne porte peut-être pas une grande responsabilité.

L'HÉVÉDER. — Aucune responsabilité.

VANRULLEN. — Je ne veux pas mettre ici en cause une fédération. J'ai moi-même appartenu l'an dernier à une fédération qui a porté des responsabilités semblables ; mais il faut peut-être signaler que trop souvent les fédérations, et celles qui viennent ici s'élever contre l'attitude des députés, sont pour une bonne part responsables de la trahison de ces députés. Lorsque l'on choisit des candidats uniquement parce que ce sont ceux qui ont le plus de chance d'être élus, il ne faut pas ensuite s'étonner de leurs défaillances. (*Quelques applaudissements.*) Trop souvent, les fédérations ne s'occupent pas de la position du candidat au sein du Parti, mais le désignent uniquement en fonction de ses chances électorales. Et alors il me semble qu'avant d'attaquer le Groupe parlementaire, au sujet du départ de Frossard, les délégations peuvent d'abord faire leur *mea culpa* !

Mais si l'attitude du Groupe parlementaire a été un peu meilleure qu'au cours des années précédentes, il n'en reste pas moins que certaines attitudes de ce groupe, que certains votes ont donné lieu dans le pays à un véritable malaise.

On a signalé tout à l'heure l'attitude du Groupe parlementaire au sujet des accords de Rome. Je sais bien que nos camarades du Groupe parlementaire vont venir nous dire que s'ils ont voté contre les accords de Rome, c'était

dans l'intérêt de la pacification internationale. Mais pour beaucoup de nos militants de province, et pour la masse du peuple, il est incontestable que derrière la façade avouée, les accords de Rome comportent des clauses telles que les mains libres à Mussolini en Abyssinie, et c'est pourquoi les fédérations se sont émues de ce vote favorable.

Une voix. — Vous les connaissez, les accords de Rome ?

GRUMBACH. — C'est faux !

LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie !

VANRULLEN. — Je suppose, camarades, que vous aurez en Vincent Auriol et en Léon Blum des gens suffisamment capables de défendre votre point de vue, sans que vous veniez encore ici nous interrompre ! (*Applaudissements.*)

GRUMBACH. — Quel est celui qui vous a interrompu ? C'est le rapporteur du Groupe parlementaire ! Il n'y a pas que des camarades de deuxième classe, ici !

LE PRÉSIDENT. — Allons, silence ! L'orateur seul a la parole !

VANRULLEN. — Non seulement l'attitude sur les accords de Rome, mais, encore, et surtout l'attitude au point de vue de la défense passive.

En effet, lorsque notre journal *Le Populaire*, lorsque notre Parti tout entier ont mené une action vigoureuse contre la duperie de la défense passive, quand tous nos orateurs se sont élevés dans les tournées de masses, dans toutes les réunions, contre cette mystique de la défense passive, qu'ils ont signalé que rien d'efficace ne pouvait être fait, c'est à ce moment-là, alors que nos militants se sont engagés dans l'action, que nos parlementaires trouvent le moyen de s'abstenir ! Demain, vous aurez dans les principales villes de France, des exercices de défense passive. Les camarades qui auront écouté les dirigeants de votre Parti, les camarades qui auront cru en la thèse que vous avez développée dans le *Populaire*, ceux-là seront poursuivis en vertu de cette loi sur la défense passive,

contre laquelle le Groupe parlementaire ne s'est pas élevé ! (*Applaudissements.*)

Nous disons qu'une telle attitude est absolument incompréhensible. C'est pourquoi en dépit du progrès constaté dans l'attitude du Groupe parlementaire, attitude qui devient de plus en plus nettement socialiste, nous vous invitons à voter contre le Rapport du Groupe parlementaire, estimant qu'il est en effet indispensable que les militants de la base fassent sentir aux députés qu'ils doivent se conformer non seulement au désir de pacification internationale du prolétariat, mais encore à la volonté de tous les militants. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne maintenant la parole à notre camarade Coeylas, de Seine-et-Oise, avant de la donner à Auriol et à Blum, qui répondront au nom du Groupe parlementaire.

COEYLAS (Seine-et-Oise). — Camarades, au milieu de la passion que soulève la discussion du Groupe parlementaire, je crois que la brève remarque que je veux porter ici ne sera pas capable de soulever des passions nouvelles.

A chacun de nos Congrès, une partie de nos camarades se heurte au Groupe parlementaire ou à ses membres, sans s'apercevoir que la cause véritable des difficultés rencontrées, ce n'est pas le Groupe parlementaire qui en porte la responsabilité, ce ne sont pas nos camarades non plus, mais c'est l'organisme même dans lequel ils vivent, c'est le Parlement. Et personne ne pose jamais ce problème du Parlement qui, au moment... (*Bruit.*)

Camarades ! je ne peux pas discuter dans un bruit semblable !

LE PRÉSIDENT. — Allons, je vous en prie, faites silence !

COEYLAS. — Je crois tout de même qu'il est hors de doute pour l'ensemble de notre Parti, qu'à l'heure actuelle le Parlement n'est qu'impuissance, anarchie et gaspillage, et que c'est là une des raisons pour lesquelles nos adversaires ont pu se faire une arme antiparlemen-

taire, qui est dangereuse et redoutable, à l'heure actuelle surtout. (*Le bruit continue.*)

J'aime mieux m'en aller... Je ne peux pas continuer !

LE PRÉSIDENT. — Camarades, vous voyez à quel point il est regrettable de faire autant de bruit dans la salle ! Les orateurs ne peuvent pas dire ce qu'ils ont à dire ! Continuez, je vous en prie, Coeylas. (*Applaudissements.*)

COEYLAS. — Mais non, camarades, je vous assure que je ne réclame pas d'applaudissements, je réclame les cinq minutes auxquelles j'ai droit pour exposer un point de la question, qui me semble avoir quelque intérêt à l'heure actuelle. Vous savez tout de même que l'arme antiparlementaire est une arme dangereuse entre les mains de l'adversaire, et que, si elle est dangereuse, c'est parce que le Parlement, à l'heure actuelle, montre à tout le monde qu'il n'est capable que d'anarchie, de gaspillage, et que ce n'est pas la faute de nos camarades parlementaires ou du Groupe parlementaire. Nous savons que si l'adversaire attaque le Parlement, ce n'est pas parce qu'il a tous ses défauts, c'est parce qu'il représente tout de même encore, à l'heure actuelle, une des barrières contre lesquelles se heurte le fascisme, et aussi l'un des moyens qui nous restent de défendre les dernières libertés républicaines et démocratiques. Et nous, c'est pour cette raison-là que nous défendons le Parlement. Mais, cela n'empêche pas que ce dernier n'est plus qu'un navire qui fait eau de toutes parts et, qu'à nous accrocher ainsi à lui, nous finirons bien, un jour, par couler avec lui et en même temps que lui. Et c'est sur ce point que je veux retenir votre attention.

Le Parlement ? Mais, tout à l'heure, je regardais ce buste et je me souvenais qu'il y a trente-six ou trente-sept ans, c'est Guesde qui, au moment où il m'apprenait le socialisme, nous disait : « Mais le Parlement n'a aucun rôle dans la vie économique du pays. La vie économique du pays est autonome. C'est l'organe économique lui-même qui fait disparaître tous les organismes qui le gênent, qui crée au contraire les organismes nouveaux. » Il nous disait : « Ce n'est pas le Parlement qui a créé les syndi-

cats, ce sont les travailleurs qui, dans la vie économique, ont créé eux-mêmes des syndicats interdits par la loi, et le Parlement, qui n'est qu'un organe d'enregistrement de ce que fait la vie économique, est venu donner force de loi à cette création, quand il n'a pas pu l'empêcher. »

Ceci était possible au temps où la vie économique pouvait se développer dans la liberté individuelle la plus complète ; mais aujourd'hui, vous savez bien qu'il faut organiser la vie économique, qu'il faut la mettre debout, qu'il faut prévoir et comment l'on produit et comment l'on répartit, et c'est de là que viennent, que sortent toutes les difficultés auxquelles se heurtent nos camarades parlementaires : le Parlement n'est pas construit pour faire cette besogne-là. Il n'est pas construit pour faire ce travail-là. Et je voudrais que nos camarades parlementaires comprennent que si l'on veut briser l'armée antiparlementaire dans la main de l'adversaire, c'est eux-mêmes qui doivent mener cette bataille, disant pourquoi ils défendent, à l'heure actuelle, le Parlement, qui représente une barrière au fascisme, une défense pour nos dernières libertés, mais qui, ne s'adaptant pas aux problèmes économiques de l'heure, doit être transformé, remplacé par autre chose. Et il faut dire ce qu'est, ce que doit être cette autre chose que nous devons bâtir avec les producteurs, avec les consommateurs, c'est-à-dire avec les syndicats et les coopératives. C'est cette œuvre constructive qu'il faut aborder, pour briser l'arme dans les mains de l'adversaire. Et quand vous l'aurez fait, vous vous apercevrez peut-être que vous aurez alors beaucoup moins de reproches à faire, et aux camarades parlementaires, et au Groupe parlementaire. Ils sont prisonniers de la maison dans laquelle ils se trouvent, ils sont obligés de se soumettre à ses conditions de vie.

C'est cette simple et brève remarque que je voulais faire ici, ce soir, et je ne crois pas tout de même que ça puisse surexciter les passions ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Vincent Auriol. (*Applaudissements.*)

VINCENT AURIOL. — Camarades, notre ami Léon Blum

s'expliquera sur l'ensemble du rapport du Groupe parlementaire. D'accord avec lui, je viens apporter, simplement et brièvement, quelques renseignements, présenter quelques observations à l'occasion de l'incident soulevé dans ce Congrès par le départ de Frossard.

On a dit que nous avions autorisé Frossard, que même nous l'avions encouragé, à entrer au gouvernement.

Vraiment ! le caractère, le passé, l'action de Léon Blum, et, toutes proportions gardées, mon caractère, mon passé et mon action, ne sont-ils pas une protestation suffisante contre cette allégation et contre cette légende ? (*Applaudissements.*) La vérité, c'est que, pendant deux jours, pénibles pour nous, nous avons tout fait, nous avons tout tenté, et de toutes nos forces de raison et de cœur, pour empêcher Frossard de partir, et qu'en présence de sa décision depuis longtemps mûrie, devenue irrévocable, nous avons tout fait, tout tenté pour en limiter les effets et préserver du moindre trouble le Groupe et le Parti.

Camarades, il me suffira de vous donner un bref exposé de nos efforts. Je le ferai avec exactitude, et, vous le pensez bien, avec probité.

Avant même la chute de Flandin, le jour même, à midi, alors que je n'avais pas l'habitude de m'entretenir avec lui de certaines questions, je l'ai retenu à déjeuner à la Chambre, parce que l'on disait qu'après Flandin, c'était Bouisson, et que Frossard serait aux côtés de Bouisson. Je l'ai retenu, et pendant une heure et demie. Des camarades sont ensuite venus avec nous, ils sont témoins...

Une Voix. — Exact !

VINCENT AURIOL. — Je lui ai dit tout ce qu'il faut dire à un camarade, à un ami. L'après-midi, à 3 heures avec Léon Blum, nous l'avons revu ; le soir, après la chute de Flandin, nous avons repris notre conversation. La nuit, chez Bouisson, nous avons recommencé notre effort. Le lendemain, toutes les fois que je l'ai rencontré, je lui répétais la même chose ; j'apportai des arguments nouveaux. Et même à 5 heures du soir, alors que le cabinet Bouisson se constituait, une heure même avant sa lettre

de démission, j'ai repris le combat ; d'autres camarades, Dormoy, Paulin, L'Hévéder, Fontanier, se sont joints à moi dans ce dernier effort.

Ensemble, nous avons exercé toute la pression sur un camarade dont nous connaissions l'impatience d'action, sans doute, mais aussi la généreuse et impulsive sensibilité, qui avait lutté passionnément avec nous, depuis qu'il était rentré au Parti, qui avait porté en notre nom, à plusieurs reprises, une parole éloquente à la Chambre, qui, l'année même, avait parcouru le pays avec nous, qui était une force dans le Groupe et dans le Parlement, disons-le ! Et c'est tout cet ensemble de qualités et de défauts qui ont servi de point d'appui à notre pression, à notre obstruction... (*Applaudissements de Léon Blum.*)

Les arguments ? Arguments de raison. Nous lui avons dit : Voyons, qu'apporteras-tu donc au Cabinet où tu vas entrer, au Cabinet d'Union nationale où tu seras paralysé par toutes les forces de réaction, qu'apporteras-tu ? Penses-tu apporter des voix du Groupe ? » Il s'est insurgé avec véhémence, en nous disant que s'il savait que seulement dix camarades du Groupe le suivissent — et sur ce point, il savait bien que personne n'aurait suivi — il n'entrerait pas au Cabinet; que, s'il y entrerait, il voulait y entrer seul et ne provoquer aucune division dans le Groupe ni dans sa fédération.

Et les arguments se pressaient :

« Mais que feras-tu dans ce gouvernement ? » Alors il me parla de son entrée au ministère du Travail ; on lui donnait, paraît-il, toutes possibilités, toute liberté pour résorber le chômage, pour faire de grands travaux, et nous lui avons répondu : « Le chômage ? Mais, pour créer les fonds de chômage, il faut de l'argent, et tu vas avoir un ministre des Finances comme Caillaux, qui te le refusera ! Les grands travaux ? Il faut de l'argent, et tu auras un ministre des finances qui te le refusera ! Les assurances sociales ? Le ministre des Finances exigera au contraire des altérations, des mutilations de cette loi. Alors, il me répondit : « S'il fait cela, et s'il touche aux assurances sociales, si vraiment on diminue la

vertu des assurances sociales pour la classe ouvrière, je m'en irai ! » Et nous lui avons répliqué... (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Il est en train de dire ce que Frossard a répondu !

VINCENT AURIOL. — Oui ou non, ai-je le droit...

MAURIN. — Vous l'avez provoqué ! C'est vous qui l'avez fait, Frossard ! (*Quelques applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons, silence !

VINCENT AURIOL. — Vraiment ! il se trouve ici des camarades qui sont à ce point emportés par leur passion qu'ils ne peuvent pas entendre un simple et honnête exposé des faits. Je ne rapporte ici, dans le détail, avec une exactitude presque sténographique...

LE PRÉSIDENT. — Allons, faites silence !

VINCENT AURIOL. — J'expose ici des faits !

MAURIN. — Vous l'avez acclamé. (*Bruit.*)

VINCENT AURIOL. — J'expose ici des faits, j'ai promis... Oh ! vous ne m'empêcherez pas de faire mon devoir. J'ai promis de rapporter ici, dans toute leur exactitude, nos conversations et nos efforts. Et quand Frossard m'a dit cela, Maurin, lorsque Frossard m'a répondu : « Je m'en irai ! » je lui ai riposté : « Non ! tu ne pourrais pas partir, il te sera impossible de partir, tu demeureras prisonnier et seul ! » Et j'ai évoqué les précédents. Ne voulant rien négliger pour le convaincre, je lui ai rappelé combien il est difficile de quitter une fonction, surtout en période de crise. Je lui ai cité mon cas personnel, lorsque, président de la Commission des finances, je voulus rompre une solidarité que plus rien ne justifiait... Vous dites que nous n'avons rien fait ! Que nous l'avons encouragé. Mais nous l'avons attaqué dans ses sentiments mêmes ; nous avons évoqué tout son passé, ses origines mêmes, le tort qu'il porterait à ses thèses relatives à la participation... (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons ! ça devient intolérable, voyons !

VINCENT AURIOL. — ... aux amis qu'il avait le plus près de lui dans le Parti, à sa propre Fédération. Nous avons d'autre part conseillé vivement à Bouisson de ne pas constituer son cabinet. Nous avons répété devant lui ce que nous avions dit à Frossard, tête à tête. A la demande de ce dernier, Bouisson a d'abord fait une offre officielle au Parti, et quand nous l'avons quitté, Frossard venait de lui dire : « Si après le refus du groupe, tu dois me faire une offre personnelle, ne la fais que lorsque tu auras épuisé toutes les possibilités d'échec » — c'est le mot exact qui fut dit.

L'après-midi, une heure avant la décision définitive, la conversation fut reprise devant un certain nombre de camarades. L'Hévéder, avec cette fraîcheur d'âme que vous lui connaissez, lui a rappelé à un moment, brutalement, un passage émouvant de son livre, où il est question de sa jeunesse et où Frossard écrit : « Si je dévie de ma route, je me rappellerai... » On lui a dit cela, il nous a répondu par des sanglots !

L'ASSEMBLÉE. — Oh ! oh ! oh !... (*Protestations et manifestations diverses.*)

VINCENT AURIOL. — J'en appelle à L'Hévéder, j'en appelle à Dormoy, j'en appelle à Paulin !

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vous en prie, faites silence !

VINCENT AURIOL. — Ayez tous les réflexes que vous voudrez ! Pensez ce que vous voudrez, mais vous n'avez pas le droit d'élever des protestations contre un récit que je fais avec un souci de ne rien celer dans une affaire où, en vérité, vous êtes des juges ! (*Applaudissements.*) C'est vous qui jugerez, c'est vous qui statuerez. Je n'ai pas à diriger votre décision, mais je serais un malhonnête homme si je négligeais quoi que ce soit de nos conversations et de la vérité ! Mais tout cet exposé établit la pression que nous avons faite, que nous avons le devoir de faire sur Frossard, par tous les moyens, en invoquant toutes les

raisons possibles, et cela répond à cette allégation ridicule que nous l'aurions « encouragé ». Allons, camarades, s'il vous plaît, soyez des hommes, discutez en hommes, honnêtement, je le dis surtout à ceux qui m'interrompent ! (*Applaudissements.*)

Je dis qu'à ce moment-là, il a sangloté. Qu'est-ce que vous voulez ! C'est un fait ! Dormoy le sait, Paulin le sait, L'Hévéder le sait mieux encore ! Il nous a dit alors qu'il allait écrire à sa Fédération. Là aussi vous allez protester, peut-être sa Fédération protestera-t-elle, mais c'est aussi un fait, qu'il allait écrire à sa Fédération pour lui demander de ne pas quitter le Parti et de le laisser s'engager tout seul.

Une heure après, il me remettait sa démission ; quelques heures après, il entra dans le cabinet.

Voilà les faits. Je les ai dits avec précision sans en omettre un seul, parce qu'il faut tout dire au Parti.

Eh bien, camarades, que vouliez-vous de plus pour convaincre un camarade et l'éloigner de son dessein. En réalité, vous le savez bien depuis longtemps, il était tenté par l'action gouvernementale... La signature renouvelée de fidélité qu'on vous demande, pour tous les camarades du Groupe parlementaire, mais il l'avait donnée, lorsque le Parti a demandé cette signature ! Mais aujourd'hui, moi, je proteste ; je proteste comme secrétaire général du Groupe parlementaire, contre cette prétention que je considérerais comme un outrage à tous les membres d'un groupe qui s'est admirablement conduit, depuis un an — Zyromski le disait avec courage, et je l'en remercie affectueusement — d'un groupe dont tous les membres sont affectueusement liés les uns aux autres, qui traverse des périodes difficiles et qui a souvent des tâches d'autant plus ingrates qu'il a à se prononcer sur des problèmes dont les Congrès n'ont pas eu le temps ou la volonté de s'occuper. (*Applaudissements.*)

Ai-je le droit d'ajouter encore un mot d'équité ? Nul n'ignore ici que ce que j'avais pardonné le moins facilement à Frossard — même quand le Congrès l'eut réinté-

gré après son départ du Parti communiste (je fus même longtemps sans lui adresser la parole) — ce fut son attitude à Tours. Je ne lui pardonnai pas la scission. Puis il s'est loyalement comporté. Mais j'en veux toujours à ceux qui déchirent le Parti. Ce que je reproche à d'autres, à Marquet, par exemple, c'est moins d'avoir été ministre que, pour le devenir, d'avoir entraîné des camarades du Groupe, d'avoir démembré le Groupe, d'avoir coupé le Parti, d'avoir fait une scission qui demeure pour certains d'entre nous, douloureuse. Et je tiens à dire que Frossard n'a pas voulu couvrir son départ par une scission nouvelle.

Et maintenant, décidez. Rappelez-vous seulement que Frossard avait donné sa démission avant son entrée au gouvernement et que sa Fédération a voté un ordre du jour qui se termine par des mots d'une grande noblesse : « Un homme est parti, notre Parti continue ». Eh bien, camarades, c'est ainsi que, pour ma part, je conclurai.

Vous avez exclu cinq camarades, après Angoulême. Mais vous avez oublié d'exclure les vingt autres qui les ont suivis, car ceux-ci n'ont pas été exclus et ne sont pas exclus ; ils ont démissionné. Vous n'avez pris d'autre sanction que d'enregistrer le fait. Je crois donc que ce que nous devons faire, c'est suivre la fédération intéressée et douloureusement atteinte ; c'est elle qui, menant dès demain un dur combat, doit nous faire connaître sa volonté. Je m'inclinerai, quant à moi, devant sa décision. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne maintenant la parole à notre camarade Léon Blum. (*Applaudissements.*)

LÉON BLUM. — Je demande d'avance pardon au Congrès si j'occupe la tribune plus longtemps qu'Auriol, mais il y a quelques questions auxquelles, dans l'intérêt même du Parti, je pense, il est nécessaire que je réponde un peu plus à fond.

D'abord, les raisons, les griefs allégués ici, par les représentants de certaines fédérations : la Marne, la Seine, ma-

majorité, minorité, minorité de la minorité, pour refuser leur approbation au Rapport du Groupe parlementaire, en totalité ou en partie.

Je veux m'expliquer sur ces différents points.

Les accords de Rome. J'avoue qu'une de mes surprises a été qu'on ait mené, dans le Parti et dans nos sections, une telle propagande autour de cette question des accords de Rome.

Qu'est-ce qui s'est passé ? Je parle ici comme un homme qui avant même que le Groupe délibère, et au sein de la délibération du Groupe, a certainement pris l'initiative la plus déterminée pour que le Groupe vote ces accords.

Le Groupe a appliqué un principe qui a toujours été le sien, que jusqu'à présent le Parti avait approuvé d'observer, et qui était de donner son assentiment à toutes les conventions internationales, à tous les accords internationaux, quels qu'ils soient, lorsque de ces accords, ou de ces conventions, pouvait sortir la solution, la résolution, l'élimination d'un de ces litiges qui en traînant entre nations, finissent par accroître entre elles les risques de guerre.

Les accords de Rome mettaient fin à des difficultés semi-séculaires, ou presque, avec l'Italie, sur la question tunisienne, et d'autre part sur la question érythréenne. Nous avons toujours pensé que même lorsque nous avions devant nous — c'est l'expression même dont nous nous sommes servis à la tribune — des hommes dont la main est souillée de sang, nous ne devions pas nous refuser à conclure avec eux des accords qui pouvaient apporter dans l'ensemble de la vie européenne, cet effet de pacification.

L'Ethiopie — Fontanier est ici, je crois que c'est lui qui interrompait tout à l'heure un de nos camarades, c'est lui qui a porté la parole en notre nom à la Commission des affaires étrangères et à la tribune, et il pouvait dire que si nous avons voté les accords de Rome, c'est sur la parole formelle et absolue qui nous a été donnée que ces accords, non seulement dans leur texte écrit, mais enfin dans les conversations intimes qui les avaient accompagnés, ne contenaient aucune espèce d'assentiment donné

par la France à l'action ultérieure de l'Italie mussolinienne en Ethiopie. (*Quelques applaudissements.*)

Voilà dans quelles conditions nous avons voté les accords de Rome, et je persiste à croire que nous aurions bien fait, sans un argument qui n'a pas été énoncé à la tribune, mais qui nous a été soumis après notre vote. Nos camarades italiens nous ont écrit, et nous ont dit qu'ils regrettaient notre vote, qu'ils le regrettaient parce qu'il était de nature à donner à Mussolini à l'intérieur de l'Italie, un peu plus d'autorité...

Une voix. — Ils avaient raison !

LÉON BLUM. — C'est ce que je viens de dire !... — sinon de prestige. — Je suis sûr que si nos camarades italiens étaient venus nous trouver au Groupe et nous avaient apporté cet argument, et nous avaient demandé de voter contre les accords de Rome, le sentiment de la solidarité internationale est si fort chez nous, que nous n'aurions pas hésité.

MOLNIER. — Vous allez fort !

LE PRÉSIDENT. — Allons, allons ! écoutons Blum ! (*Interruptions diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Faisons silence !

LÉON BLUM. — J'ai reçu après coup une lettre de mon ami Nenni ; si Nenni était venu au Groupe — il y vient souvent, et il sait comment on l'y reçoit — s'il était venu avant le vote attirer notre attention sur cet aspect de la question — et il le pouvait d'autant mieux que j'avais déjà donné mon sentiment dans le *Populaire* — eh bien, sans doute le Groupe aurait-il voté autrement.

Maintenant, avant d'examiner la question des deux ans, qui m'est plus personnelle, je veux dire un mot de la question de la défense passive.

Le Groupe, dans ce vote, s'est abstenu, n'a pas voté pour. Il s'est abstenu dans un vote de surprise, sur un texte qui n'était pas à l'ordre du jour de la séance, et qui

y a été introduit inopinément, alors qu'il n'avait pas eu le temps matériel de reprendre une délibération précédente, alors que très peu de membres étaient présents en séance.

LEBAS. — C'était un lundi.

LÉON BLUM. — Oui, un lundi, un jour où il n'y a même pas séance, habituellement. Personnellement, je crois que le Groupe aurait mieux fait de voter contre, étant donné surtout la disposition pénale qui est dans la loi. Mais je veux répondre alors sur le fond des choses, et dire ce que je pense, et ce que je crois que la majorité du Groupe pense avec moi. Et je le dirai pour répondre à un de nos jeunes camarades de la Seine.

Personnellement, je n'admets pas que les crédits de défense passive soient des crédits militaires. Je repousse absolument cette assimilation. (*Applaudissements.*) Oui ! oui ! j'affirme qu'aux termes des statuts, sur ce vote, le Groupe était libre. J'affirme quant à moi, que si l'on était venu nous apporter dans les Commissions, et à la tribune, la preuve qu'il existait des masques efficaces et si l'on était venu nous demander des crédits pour monter nationalement la fabrication de ces masques, et pour les distribuer gratuitement à la population, j'aurais demandé, moi, au Groupe, de voter ces crédits. (*Applaudissements.*) Et je me demande quelle objection pourrait être élevée contre un vote de ce genre, et au nom de quel principe ? Je répète que nous ne sommes pas sur le plan de crédits militaires et de crédits d'armements. Cela n'a rien à voir. Et je répète que notre vote contre n'aurait pu s'expliquer que de deux façons : d'abord comme nous l'avions dit la première fois — c'est je crois Hussel qui avait expliqué notre vote contre à la tribune — par l'inefficacité démontrée des mesures actuellement envisagées, et d'autre part par la disposition pénale insérée artificieusement dans la loi.

Je reviendrai, je l'ai dit, dans un instant, sur la question de mon discours sur les deux ans ; c'est une question qui me touche plus personnellement, plus directement ; mais je veux demander au Congrès, et je remercie

Zyromski de l'avoir fait, à la fois avec tant d'amitié et de courage, je veux demander au Congrès de rendre au Groupe la justice qu'il mérite. Je lui demande de considérer ce qu'il a fait depuis notre dernière réunion, depuis le Congrès de Toulouse ; je lui demande de se souvenir que, sur toutes les questions essentielles, qu'il s'agisse de la définition de la crise ou de l'orientation des mesures qu'elle comporte, qu'il s'agisse de la lutte pour les libertés publiques, qu'il s'agisse de la pacification par le désarmement de l'Europe, le Groupe parlementaire n'a pas une seule fois failli à la mission qui est la sienne.

Mais, maintenant, cela dit — et je ne veux pas être justifié plus longtemps — je pense que le Groupe me permettra, en son nom, de m'adresser au Parti ; je ne veux pas demander des comptes au Parti au nom du Groupe, mais je veux lui poser certaines questions. Je veux demander au Parti s'il se rend bien compte que sur les questions les plus importantes de l'heure, sur celles qui peuvent motiver d'un jour à l'autre les décisions et les votes les plus graves, le Groupe est en réalité sans instructions, sans direction et sans mandat venant du Parti. (*Applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Nous avons demandé au Congrès... (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Allons !

LÉON BLUM. — Je demande qu'on me laisse finir. Dans ces quinze derniers jours, le Groupe aurait pu, d'une heure à l'autre, d'un instant à l'autre, être amené à prendre parti dans un vote sur le problème monétaire, pour ou contre la dévaluation, ce qui est peut-être la question la plus importante à l'heure présente, celle qui pèse en réalité sur toute la politique du pays. (*Applaudissements.*) Qu'est-ce que le Groupe aurait fait ? Comment se serait-il déterminé ? Et je le dirai : quel est, à l'heure présente, l'organisme du Parti capable d'étudier une question comme celle-là, et de donner au Groupe parlementaire des instructions ? (*Applaudissements.*) Est-ce que vous ne vous rendez pas compte que tous les jours, au Groupe — j'au-

rais pu dire cela ce matin dans le Rapport du *Populaire* — même la direction politique du *Populaire* est obligée, d'un jour à l'autre, de prendre les initiatives les plus graves et malgré elle, ou malgré lui, d'engager presque l'action ultérieure du Parti. Qu'est-ce que nous aurions fait, si nous avions eu à nous prononcer ?

J'ai proposé, un jour, à la Commission de coordination, avec le Parti communiste, que nous traitions ensemble, Parti communiste et nous, cette question monétaire. Ma proposition n'a pas eu de suite. Nous avons essayé, au Groupe parlementaire, d'instituer un débat, un jour. Nous nous sommes trouvés devant des sentiments si complexes et des opinions si divisées, que nous avons reconnu l'impossibilité de dégager une opinion collective en dehors de l'intervention du Parti. Moi-même, à trois reprises, j'ai essayé de traiter la question dans le *Populaire*. Il y a deux ans, au moment du Congrès international de Londres, au moment où la campagne dévaluatrice a commencé, au moment où l'expérience belge s'est instituée ; et chaque fois je l'ai fait avec embarras, gêné dans mes entournures, géré dans la façon même dont j'essayais d'expliquer la question, parce que je ne pouvais pas engager le Parti sur un problème si grave, et que le Parti ne l'avait ni discuté, ni résolu de son point de vue.

Avez-vous une opinion là-dessus, vous, Congrès ?

Est-ce que vous nous la donnerez, avant que nous retournions à Paris, ou peut-être dans les semaines qui viennent ?

Quelques voix. — Oui !

LÉON BLUM. — Tant mieux ! (*Quelques applaudissements.*) Si vous pouvez nous départager dans un problème comme celui-là, si vous pouvez faire peser décidément la balance entre ceux d'entre nous qui envisagent surtout la situation presque intenable d'un bloc de pays maintenant la parité d'or, et enveloppés par une marée de monnaies mouvantes qui se préoccupent de la situation faite à la seule grande industrie d'exportation de la France, qui est le tourisme, et à toutes les industries de luxe, qui en dépendent, entre

ceux-là et ceux qui, d'autre part, se préoccupent de tout ce qui pourrait agir sur la capacité d'achat des traitements, des salaires et des revenus, qui redoutent qu'entre les mains du grand capitalisme la dévaluation ne soit au contraire qu'un moyen indirect d'arriver à une nouvelle déflation des revenus, des traitements et des salaires ; à ceux qui sentent la différence profonde qui existe à cet égard entre la France et la Belgique, puisque nous, quelles que soient, d'ailleurs, les difficultés de l'expérience belge, nous, nous ne possédons ni contrats collectifs, ni traitements ou salaires à échelles mobiles, ni coopération socialiste puissante ; eh bien, si le Congrès, ou directement, ou par l'intermédiaire d'une Commission qu'il désignera, ou provoquera, veut rendre l'éminent service au Groupe parlementaire de lui dicter sa conduite éventuelle, alors que, je le répète, d'un jour à l'autre, d'une minute à l'autre, dans ces dernières semaines, il aurait pu être amené à se prononcer, eh bien, je l'assure que le Groupe parlementaire lui en gardera une profonde gratitude !

Est-ce que ce problème est le seul ? Supposez qu'avant que le Parlement se sépare, M. Pierre Laval veuille faire voter la Chambre sur l'approbation du pacte d'assistance franco-soviétique. Le Groupe a-t-il pris parti ? Non, il délibérera. Qu'est-ce que lui aura dit le Parti ? Quelle est l'opinion du Parti ? Quel est le sentiment du Parti ? Partage-t-il celle que j'ai énoncée sous ma seule responsabilité, dans le journal, et que je suis obligé d'énoncer parce qu'il est impossible que le journal du Parti n'ait pas une opinion et ne publie pas une opinion sur les problèmes les plus essentiels de l'heure ? (*Applaudissements.*) Est-ce qu'il pense, comme moi, que ce pacte doit être approuvé ? Que dans l'état présent des choses, il est une garantie de paix ? Mais qu'en même temps, pour qu'il ne contienne pas de danger ou de risques nouveaux de généralisation d'une guerre possible, il doit servir de base à un effort nouveau pour le désarmement général ? Si c'est cela que le Parti pense, qu'il nous le dise. Quand a-t-il délibéré ? Quand nous l'a-t-il dit ?

Et j'en viens à cette question de la défense nationale, à cette question des deux ans qui a été posée ici par quel-

ques-uns de nos camarades, sur un ton dans lequel, je le leur déclare, j'aurais voulu un peu plus d'amitié ! (*Applaudissements.*)

MOLINIER. — Nous irons nous faire tuer. (*Protestations.*)

LÉON BLUM. — Vous avouerez que c'est une position... (*Bruit, brouhaha.*)

VINCENT AURIOL. — Est-ce que les menaces de la presse réactionnaire contre Blum ne vous suffisent pas ? (*Applaudissements.*)

LÉON BLUM. — Vous avouerez que pour un homme qui est dénoncé tous les jours comme un traître à sa patrie... (*Très vifs applaudissements, le Congrès se lève en acclamant Léon Blum.*)

LE PRÉSIDENT. — Et maintenant asseyons-nous et écoutons Blum !

LÉON BLUM. — Je ne veux pas finir ma phrase... le mouvement spontané du Congrès m'a payé bien au delà de tout ce que je peux faire pour le Parti, qui est le nôtre, et je ne veux pas terminer la phrase telle que je l'aurais achevée ! Mais enfin, là encore, quelles sont les instructions que nous a données le Parti ? Nous avons traité à Tours le problème, non pas de la défense nationale, mais de la paix, et de la position du Parti vis-à-vis de la paix, et de toute l'attitude et de tous les efforts qu'il devait conduire pour empêcher que la paix ne fût rompue. C'est somme toute, si je veux résumer grossièrement les choses, non seulement la position du Parti, mais celle de l'Internationale, mais celle de l'Internationale syndicale. Vous pouvez reprendre tous leurs textes, on se place toujours dans cette hypothèse : Les efforts du socialisme ou du syndicalisme pour empêcher la guerre, et là-dessus il ne peut y avoir aucune espèce de divergence entre des socialistes. Tous nous sommes résolus à faire tout ce qui pourra dépendre de nous, sacrifices personnels compris, pour empêcher la guerre de passer, et dans ce discours dont on a tant parlé, je pourrais engager certains de nos

amis à relire les dernières phrases que je ne veux pas répéter à cette tribune...

Quelques voix. — Si ! si !

LÉON BLUM. — Mais cette attitude de prévention, de prévention absolue, désespérée contre la guerre, comme je le disais un jour en parlant de Jaurès, il y a des moments où elle ne suffit plus. Elle ne suffit plus quand la guerre est un fait. Nous l'avons vu ; tous les partis de l'Internationale l'ont vu, en 1914. Et nous constatons maintenant qu'elle ne suffit même plus lorsque la guerre, sans être un fait — et nous voulons tous qu'elle ne devienne pas un fait — prend, cependant, l'allure de quelque chose qui semble se rapprocher, dont la menace paraît s'alourdir, s'obscurcir sur le monde, alors à ces moments-là, il ne suffit plus, pour un parti, il ne lui suffit plus, dans toute occasion, de dire : « Tout au monde, pour empêcher la guerre ! » Il est obligé de dire quelque chose de plus, et c'est ce qui nous est arrivé ces temps derniers (*applaudissements*) lorsque nous nous sommes trouvés, en effet, en présence du problème posé par le réarmement hitlérien, et par le caractère d'indéniable gravité de la menace que ce réarmement faisait peser sur la France et sur l'Europe.

A ce moment-là, nous aurions pu feuilleter les décisions de notre parti. Quels textes de Congrès ? Quels textes de Conseil national aurions-nous trouvés pour fixer notre attitude ? Le Groupe parlementaire tout entier s'est rallié à celle qui avait été définie par nous, à Tours, au moment de la scission ; et vous savez, il y a ici des camarades qui étaient à Tours, et qui ne l'ont pas oublié : c'est sur ce terrain qu'à Tours, le conflit a été le plus aigu, entre nos camarades de la veille et d'aujourd'hui, et nous-mêmes. Nous avons dit et répété, à la tribune de la Chambre, je l'ai dit au nom du Groupe, sans pour cela soulever à ce moment la moindre objection : « Nous estimons, nous, socialistes, que, dans des conditions données et dans des circonstances données, il y a une coexistence possible entre le devoir international d'un prolétaire et son devoir national de défense du sol de la patrie. » C'est l'expression même dont je m'étais servi dans le discours de Tours,

dont le Parti a bien voulu depuis lors, tout récemment, décider la réimpression. Et de cette formule, que j'avais employée au moment de la discussion des crédits militaires, j'ai tiré sa conséquence naturelle, dans le discours sur la loi de deux ans.

Quelles sont les circonstances où cette coexistence est possible ? Celles où il y a agression flagrante et invasion du sol national.

Et maintenant, mes chers amis, laissez-moi vous dire quelque chose, et je crois qu'aussi ceci est un des sujets qui doivent, aujourd'hui, intéresser le plus directement ce Congrès : cette phrase-là, elle m'a valu, en effet, un certain nombre d'ordres du jour de Jeunesses, que j'ai lus sans plaisir. Mais elle m'a attiré à la tribune une réponse de mon camarade, de notre camarade Maurice Thorez. Maurice Thorez est monté à la tribune et a dit : « Je n'accepte pas la thèse de Blum. Je n'accepte pas cette théorie de la coïncidence possible du devoir international et du fait de la défense nationale. » Il a repris des paroles dont, mon Dieu ! nous trouverions aujourd'hui l'écho dans celles qu'a prononcées Marceau Pivert tout à l'heure. Il a dit : « Non ! impossible de discerner entre les puissances et de fixer leurs responsabilités. Impossible de dire même quand le sol national est envahi, qui est l'agresseur véritable. »

Depuis, il y a eu du changement !...

MARCEAU PIVERT. — Raison de plus !

LÉON BLUM. — J'envie des jeunes gens qui, malgré leur âge encore si frais, sont déjà passés par tant de partis différents avant... (*très vifs applaudissements.*) Je les invite à modérer un peu la sévérité de leurs jugements, et vis-à-vis de leur Parti d'aujourd'hui, et même vis-à-vis de leur Parti d'hier ! (*Applaudissements, bruit, confusion.*)

LE PRÉSIDENT. — Écoutez Blum !

LÉON BLUM. — Depuis, nous avons eu, je le rappelle, une série de textes et d'articles de l'*Humanité*, qui dénon-

caient d'avance Hitler comme l'agresseur-né, comme comme l'agresseur congénital, comme l'homme marqué d'avance de la responsabilité de l'agression en cas de guerre. A partir de ce moment-là, la théorie du défaitisme révolutionnaire ne tenait déjà plus très solidement...

ZYROMSKI. — Tant mieux !

LÉON BLUM. — ...Car, à partir du moment où on introduit des échelles de responsabilités entre les puissances, où on ne les met plus toutes dans le même sac, où on ne dit plus : « C'est le capitalisme en soi qui est responsable », où on ne fait plus descendre une responsabilité particulière sur la tête d'Un tel ou d'Un tel, à partir du moment où on fait cela, on porte déjà dans la thèse du défaitisme révolutionnaire une fissure qui ne peut plus que s'étendre.

Et vous savez comment elle s'est étendue depuis ? Cette phrase de mon discours, que l'on m'a tant reprochée, qui a donné lieu à tous ces ordres du jour, est-ce que ceux qui l'ont si amèrement critiquée, l'avaient exactement lue ? Je n'en ai pas le texte ici, mais enfin je me rappelle bien ce que j'ai dit, vous savez ! J'ai dit que je croyais fermement qu'en cas d'invasion du sol national par un agresseur, par exemple par l'Allemagne hitlérienne, tous les prolétaires de ce pays — et l'accent de ma phrase, ceux qui m'ont entendu, et Thorez l'a bien compris, était sur ce mot, « tous les prolétaires, sans distinction » — se lèveraient avec le reste du pays. »

Et comment est-ce que j'expliquais cela ? J'expliquais cela en disant qu'en effet, aujourd'hui, dans l'état présent des choses — c'était même avant le pacte d'assistance et avant le communiqué Staline — mais je disais, dès ce moment-là, qu'en effet, dans l'état de fait tel qu'il existe, il était impossible de concevoir que la défaite de la France par Hitler ne lui livrât pas la Russie soviétique. Et que, par conséquent, j'étais convaincu, moi, que le jour d'une éventualité comme celle-là, il n'y aurait pas de différences d'attitude entre les travailleurs communistes et les travailleurs socialistes.

Voilà quel était le sens... (applaudissements)... quel était

le sens vrai, le sens profond de cette phrase. Est-ce que j'avais raison, dans ma prévision ?

Plusieurs voix. — Oui !

LÉON BLUM. — Ou est-ce que j'avais tort ? (*Quelques applaudissements.*) C'est la question.

Et maintenant, elle est tranchée, la question, puisque...

Quelques Voix. — Non !

LÉON BLUM. — La question, telle que je la posais, est tranchée, car les communistes se jugent eux-mêmes comme liés, n'en doutez pas, par la décision prise à Moscou !

Une Voix. — Nous ne sommes pas communistes !

LÉON BLUM. — Je ne veux pas comprendre quel est le sens de cette interruption !

NAVILLE. — Nous ne sommes pas staliniens !

LÉON BLUM. — Mais soyez donc ce que vous voulez ! ça m'est complètement égal, mon pauvre ami ! (*Applaudissements.*)

MOLINIER. — Nous sommes pour le défaitisme, camarade Blum ! Nous n'avons pas de patrie (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Blum, et à Blum seul !

LÉON BLUM. — Je répète que la phrase qui a fait couler tant d'encre et qui a provoqué tant de paroles dans le Parti, était une prévision, et que les faits ont montré que cette prévision était juste ! Et maintenant, vis-à-vis des déclarations de Staline, et du Communiqué de Staline, est-ce que le Parti a aussi une opinion ? Est-ce qu'il l'énoncera ? Est-ce qu'il la formulera ? Est-ce que dans nos rapports quotidiens avec le Groupe communiste — car sur le plan parlementaire l'unité d'action a été fraternellement réalisée, en particulier au cours de ces dernières semai-

nes — est-ce que nous nous saurons, là-dessus, quelle est la pensée du Parti ?

Une Voix. — Je pense bien !

LÉON BLUM. — Qui nous la dira ?

MAURIN. — Je pense bien ! Si vous ne voulez pas la connaître, nous la dirons !

LÉON BLUM. — Maurin, oui !... J'entends que nous aurons un motion Maurin, pour l'interpréter, mais oui !

Quelques Voix. — Oui !

MAURIN. — Oui, vous l'avez. (*Bruits divers, interpellations et colloques.*)

LÉON BLUM. — Ne faisons pas trop de retour dans le passé, je vous en prie !

Quelques Voix. — Très bien !

LÉON BLUM. — Et ces déclarations de Staline, avez-vous remarqué quelle forme elles ont prises dans les interprétations successives du Parti communiste ? Avez-vous remarqué que dans les derniers articles de Vaillant-Couturier, de Cachin et de Peri, elles sont interprétées dans un sens rigoureusement et presque littéralement identique aux formules dont nous nous étions servis à Tours ? Et que j'avais reproduites. Peri n'a-t-il pas écrit, par exemple, en examinant la coïncidence possible, la coexistence possible du fait de la défense nationale, quand, bien entendu, le sol de la Russie soviétique est en cause et, d'autre part, le devoir international d'un prolétaire, etc., je ne veux pas pousser plus à fond la discussion sur ce point ; tout un Conseil national, ou tout un Congrès n'y suffirait pas. Je ne veux tirer pour l'instant qu'une conclusion : celle que j'ai déjà énoncée dans le *Populaire*, sous ma responsabilité, car c'est sous ma responsabilité que je dis cela, et non comme président du Groupe : je pense que nous devons, nous, accueillir, quoi que nous pensions du communiqué de Staline, les interprétations qui en

ont été données en France, et qui se rapprochent si volontairement de la position prise par beaucoup d'entre nous, et comme une conséquence de l'unité d'action et comme une des conditions qui rendront plus facile l'unité organique. (*Applaudissements.*)

Car deux choses me paraissent maintenant établies : la première, c'est que sur ce problème, celui qui semblait maintenant le plus nous diviser, la détermination de formules communes est possible. (*Applaudissements.*) Et ensuite, cette constatation à mes yeux est encore plus importante que l'autre, que ce problème n'est pas de ceux qui peuvent être posés ou résolus comme problèmes préliminaires à une unification, puisque l'expérience prouve que selon le changement et la variation des circonstances, des partis même aussi fortement concentrés et disciplinés que le Parti communiste, peuvent prendre des attitudes différentes, et c'est là que je rejoindrai à certains égards la pensée énoncée par Pivert, c'est-à-dire que c'est un parti unifié qui doit rester entièrement et totalement libre de sa décision sur un problème comme celui-là. (*Applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Sans cela, ce serait une autre scission !

MOLINIER. — La scission est dans les divergences mêmes. La scission de Tours était dans les divergences, camarade Blum ! (*Protestations.*)

Plusieurs voix. — Assez ! Assez !

LÉON BLUM. — Camarade Molinier, je vous dirai, sans aucune espèce de ménagement ni de précaution oratoire, que si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous, et que pour les raisons que vous venez d'indiquer cette unité laissât en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais très aisément mon parti ! (*Vifs applaudissements ; Molinier proteste ; ses paroles se perdent dans la confusion. Blum est acclamé.*)

Plusieurs voix. — Assez ! Assez !

D'autres voix. — A la porte !

MOLINIER. — Nous irons ! Nous irons !...

Plusieurs voix. — A la porte !

MOLINIER. — Vous m'avez interpellé... (*Molinier parle dans le bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence ! Écoutons Blum !

LE PRÉSIDENT. — Grumbach, assieds-toi et fais silence ! Je prie le camarade Grumbach de s'asseoir et de se taire !

LÉON BLUM. — J'en demande pardon au Congrès, mais je suis obligé de lui demander encore quelques minutes d'attention. Je vois que j'ai blessé nos jeunes camarades trotskistes ; je suis dans le Parti un homme qui, je crois, a toujours fait des efforts de conciliation et d'unité, et qui a toujours eu le souci, dans la mesure où cela dépendait de lui, d'utiliser toutes les forces et tous les tempéraments, quels qu'ils soient ; c'est ce que je n'ai jamais cessé de répéter depuis plus de quinze ans, depuis mes premières interventions dans le Parti, avant la scission de Tours. Seulement, mes chers amis, que voulez-vous ! personne, dans le Parti, ne dispose d'un privilège d'immunité. Et on ne peut pas s'attendre à ce que des attaques persistantes n'attirent jamais une réplique quelconque. Elle est venue maintenant, n'y pensons plus, et parlons d'autre chose !

Il y a encore une question du même ordre, que je veux poser au Parti. Je viens de lui énumérer toutes les grandes questions d'actualité immédiate, sur lesquelles le Groupe s'était trouvé somme toute, sans mandat formel, sans mandat précis. Eh bien, et la question de politique intérieure ? Est-ce que nous étions beaucoup mieux guidés, beaucoup mieux instruits ? Zyromski, tout à l'heure, dans un discours dont je l'ai déjà remercié, et dont je le remercie encore, a fait allusion très directement à cette question. Oui, il y a des décisions de Congrès, il y en a une de 1926, il y en a une de 1929,

si je ne me trompe. Il y a surtout la résolution de la C. A. P., du 7 novembre dernier. Mais cette résolution, elle n'est pas interprétée de la même façon par tous ceux qui ont participé au vote.

Par exemple, dans la pensée de notre ami Zyromski, elle ne vise... comment dirai-je ? que le cas d'une opération à chaud, que la formation d'un ministère de répression antifasciste, au moment où un assaut fasciste existerait déjà en acte ou en puissance, immédiatement, et virtuellement.

Pour notre camarade Séverac, la formule « la C. A. P. déclare ne poser d'avance aucune limite au concours que leur apporterait le Parti », pour Séverac, cette formule n'inclut pas la collaboration ministérielle. Par conséquent, voilà un texte unanime, mais quand on entend, comme nous l'avons fait au Groupe, quelques-uns même de ses rédacteurs, je crois — car nous avons été plusieurs à le rédiger, en tout cas quelques-uns de ceux qui l'ont voté, les interprétations du texte sont divergentes.

D'autre part, vieilles résolutions de Congrès, c'est entendu, mais tout de même un certain nombre de données nouvelles, j'imagine ? Je ne veux pas les développer, mais un passage de cette résolution unanime qui ne sera pas contesté, que Paul Faure au Groupe parlementaire, a repris et appuyé : c'est la constatation du caractère exceptionnel des circonstances.

Un élément nouveau, c'est l'unité d'action, avec le Parti communiste.

Un autre élément nouveau, ce sont ces rassemblements antifascistes, ces formations de front populaire, dont nous avons pris l'initiative dans le pays, au lendemain du 6 février, et qui, par un mouvement tout naturel, par un phénomène d'attraction tout naturel, tendent à passer du plan populaire au plan parlementaire.

Et enfin, dernière circonstance aussi de caractère assez insolite : c'est la position toute nouvelle prise en même temps que par le Parti communiste, par une moitié du Groupe radical de la Chambre.

Vous comprenez, je ne veux pas insister sur tout cela,

cela nous mènerait un peu loin, et un peu tard, bien que j'en suis sûr, ce soit un sujet qui intéresse le Congrès. (*Applaudissements.*)

Plusieurs voix. — Parlez !

LÉON BLUM. — Mais je les détaillerai dans le journal, je le ferai encore ; nous nous sommes, en effet, trouvés pendant cette crise, non seulement à cause des événements du dehors, mais à cause des circonstances du dedans, en présence de données absolument nouvelles et insolubles pour nous.

Je ne dirai rien, en ce qui concerne le Parti radical, qui puisse provoquer ou favoriser une scission quelconque, à l'intérieur de ce Parti. J'ai trop souffert, pour ma part, d'une scission qui avait été, je ne veux pas dire fomentée, mais certainement connue et encouragée par certains chefs du Parti radical (*applaudissements*), pour vouloir leur rendre la pareille ! (*Applaudissements.*)

Et d'autre part, pour ma part, je considère la discipline du Parti et la fidélité aux engagements de partis comme une des conditions de la moralité politique générale dans ce pays. (*Applaudissements.*) Et tous les partis devraient y attacher la même importance.

Mais cela dit, je constate le fait. Il y a 75 ou 80 radicaux, ceux qui ont voté contre les pleins pouvoirs demandés par Flandin et par Bouisson, ceux qui, à la très grande majorité, se sont abstenus sur les pleins pouvoirs demandés par Laval, en qui nous constatons quelque chose de neuf. Et je vais vous dire ce qui me paraît le plus intéressant. Oh ! ce n'est pas qu'ils désirent l'union des gauches et des gouvernements de cartel, ça, ce n'est pas neuf, et ça ne leur est pas particulier ; mais c'est qu'ils semblent comprendre, c'est qu'ils semblent avoir compris, après trois ans de déceptions et de rancœur, pourquoi jusqu'à présent l'entente n'avait pas pu s'établir entre le Parti radical et le Parti socialiste. Pour la première fois, ils ont compris cette divergence sur l'explication et sur le soulagement de la crise, qui est, au fond de toute l'histoire parlementaire du pays, depuis trois ans, et, à cet égard, un article comme

celui où Daladier reprenait les formules mêmes que nous lui opposions quand il était président du Conseil, sur le sens réel du déficit budgétaire, et sur la nature des mesures à prendre pour soulager la crise, ou comme les déclarations faites par Jean Zay, dans les dernières réunions de la délégation des gauches, cela est quelque chose d'important et de significatif.

Et les communistes ? Les communistes, nous avons convoqué ensemble les groupes de gauche ; mais je peux dire que dans cette initiative, ils ont eu encore plus de part que nous ! Dans les réunions des délégués des groupes de gauche, personne n'a poussé plus ardemment, plus fortement qu'eux à la constitution d'un gouvernement dont le Parti radical prendrait l'initiative, et la responsabilité...

SÉVERAC. -- Mais où les communistes n'entreraient pas !

LÉON BLUM. — Je vais le dire, Séverac. Thorez l'avait d'ailleurs dit à la tribune, en s'adressant à Herriot, le jour où Flandin a été renversé. Il l'a répété dans toutes nos réunions où la force, la netteté, l'énergie de sa parole ont fait sur les radicaux de toutes nuances, une très grande impression.

Quelle était la position exacte des communistes, le mieux est que vous la sachiez exactement. Elle était la suivante : Ils n'envisageaient même pas une participation. La question leur a été posée, ils y ont répondu sans ambage ; je vous dirai, si on pouvait entrer dans de tels détails, quelles étaient les raisons qu'a données Thorez. De même qu'ils n'envisageait pas la collaboration pour eux, je déclare qu'ils ne le souhaitaient point pour nous. Non seulement ils ne nous y poussaient pas, mais dans tous les contacts privés que nous avons eus avec eux, ils déclaraient que sans avoir à s'immiscer dans les décisions du Parti socialiste, ils regretteraient que sa décision fût celle-là. Seulement, tout en se refusant à participer, tout en déclarant qu'ils ne souhaitaient pas que nous participions, cependant ils prenaient une attitude qui, en fait, nous rendait les refus de participation infiniment plus difficiles, parce que

quand on disait, comme ils le faisaient, aux radicaux : « Eh bien, allez-y ! Prenez le pouvoir, nous appuierons toutes les mesures utiles que vous proposerez ; sans vous offrir un soutien du genre que celui que les socialistes ont accordé à Herriot, nous appuierons toutes les mesures utiles, surtout si vous vous heurtez aux résistances du capitalisme ! oh ! alors, toute la force communiste sera derrière vous, et vous serez en réalité avec les masses ouvrières socialistes et communistes le gouvernement le plus fort que la France ait jamais connu. » Ils disaient cela. Et alors qu'est-ce que répondaient les radicaux ? Qu'est-ce que répondaient les autres groupes de gauche, quand Thorez leur disait : « Allez-y ! » Ils disaient : « Oui, mais alors, est-ce que les socialistes viendront avec nous ? »

Les communistes ne souhaitent pas notre participation, mais moins habitués que nous à ces débats, où ils assistaient pour la première fois, tandis que notre expérience, à nous, se chiffre par de longues années, ils poussaient à une situation qui, dans la pensée des radicaux, impliquait inéluctablement la participation socialiste.

Eh bien ! qu'est-ce que nous aurions dû faire, si le Groupe radical, au lieu d'éluder, somme toute, nos ordres du jour, et notre memorandum, les avait acceptés ? Quelle est la décision de parti qui se serait adaptée exactement à notre cas ? Quelle est la décision de parti qui nous aurait dit, par exemple : « Vous pouvez marcher, et vous ne devez pas marcher... » ? Qui nous aurait dit : « Vous le pouvez avec les communistes, et vous ne le pouvez pas sans eux ? » Est-ce que nous sortirions d'ici avec ce problème résolu, avec des indications précises, formelles, et catégoriques données à ce Groupe parlementaire, qui doit, dans le désordre et dans le tourbillon des événements, assumer chaque jour, presque à lui seul les décisions et les responsabilités des plus lourdes ? (*Applaudissements.*)

Vous savez, peut-être trouvez-vous mes paroles un peu vives, aujourd'hui...

Plusieurs voix. — Non, non !

LÉON BLUM. — Elles sont celles d'une homme qui vient de vivre de lourdes journées, qui à chaque instant, a senti la charge qui pesait sur les épaules de ses camarades, sur celles de Vincent Auriol, sur les siennes propres, et qui vient non pas faire appel à l'indulgence du Parti j'affirme que nous n'en avons pas besoin... (*très bien ! très bien !*)... mais lui demander d'envisager avec nous ces problèmes. J'en viendrai volontiers à vous demander qui, dans la constitution actuelle de notre Parti, peut les trancher ? Un Congrès ? dont l'ordre du jour est fixé deux mois à l'avance, ne peut plus être modifié, quelles que soient les conditions de l'actualité ? Songez à ce que nous aurions été si ce Congrès s'était réuni il y a quatre jours, ou il y a cinq jours, au lieu de se réunir aujourd'hui !

Le Conseil national ? Il se réunit trois fois, quatre fois par an, au maximum, n'est-ce pas, Séverac ?

La C. A. P. ? Nous reconnaissons bien volontiers son autorité, mais enfin, elle n'est malgré tout dans le Parti qu'un organe d'exécution, qu'un organe d'application des décisions des Congrès, et des Conseils nationaux.

Et j'en vient à vous répéter ce que je vous ai déjà dit, je ne sais plus combien de fois depuis le Congrès de Toulouse de 1928, c'est-à-dire qu'il manque vraiment, au Parti quelque chose, je ne dis pas, moi, un organe de commandement révolutionnaire, parce que dans les révolutions, je suis sûr que les commandements s'improvisent, mais un organe... (*applaudissements*)... de décision et de direction politique. (*Applaudissements.*)

Et cela dit, est-ce que vous allez profiter du débat qui va commencer ce soir, pour nous répondre sur tous ces problèmes ? Est-ce que vous allez faire l'effort nécessaire pour que la question qui vous est posée, perde un aspect trop théorique, et qu'elle s'adapte aux réalités, aux nécessités, aux obligations, aux charges qui ont failli être celles d'hier, et qui peuvent encore être celles de demain ?

Prendre le pouvoir, c'est traîner, c'est tirer derrière soi un immense assentiment populaire, né à la fois du

bonheur... enfin.... du hasard des circonstances, né de ce que j'ai appelé un jour, il y a bien longtemps, l'alea révolutionnaire, mais né aussi de la lente, tenace et ardente préparation dans toute la période qui l'a précédé. C'est la coïncidence de cela qui crée les moments révolutionnaires, les occasions révolutionnaires. Mais pour traîner ainsi, pour attirer ainsi les masses derrière vous, il faut que vous leur donniez le sentiment que vous êtes à l'avant, que vous êtes les initiateurs, les inspirateurs d'un mouvement, d'une propagande directement adaptés et appropriés à leur volonté, à leurs besoins. (*Applaudissements.*)

Zyromski parlait tout à l'heure, transportait sur le plan parlementaire, le front populaire. Vous savez, presse ou pas presse, moi je parle toujours librement, dans les Congrès du Parti. J'ai toujours eu peur de quelque chose, avec le front populaire : c'est que le front populaire ne soit, en fin de compte, un moyen d'éviter l'unité organique. Et moi, je ne veux le front populaire qu'avec l'unité organique des deux partis ouvriers (*applaudissements très vifs*) comme noyau, comme pilier, comme centre. Mais cela, cela même, vous ne le pouvez qu'en imprimant à toutes ces masses qui attendent et qui souffrent, l'élan qui les attirera à vous, et qui les précipitera derrière vous.

Chers amis, je me trouve à l'occasion du Rapport du Groupe parlementaire, avoir beaucoup empiété sur d'autres problèmes, et même sur celui qui va s'instituer tout à l'heure ; mais vous voyez quelle est la conclusion, et quel est le sens dans lequel je voudrais que le Congrès s'engageât, qu'il se place en face de la forme présente des problèmes, qu'il se place en ace de la forme présente de l'influence et de l'attraction qu'il doit exercer sur le pays. C'est cela qui est la préparation révolutionnaire, et c'est cela qui doit vous permettre de marcher à la victoire ! (*La salle, debout, acclame Léon Blum, et chante l'Internationale.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne maintenant la parole à notre camarade Paul Faure, pour clore le débat. (*Applaudissements.*)

PAUL FAURE. — Camarades, ni Séverac, ni moi-même, nous n'avons pris la parole dans le débat sur le Rapport du Groupe parlementaire. Je ne voudrais pas que notre silence pût être interprété comme une espèce de manque de courage, ou d'une absence de solidarité quelconque avec l'action du Groupe parlementaire. Et je crois de mon devoir, au terme de ce débat, d'apporter au Groupe parlementaire, la solidarité totale du Secrétariat du Parti. (*Applaudissements.*)

Blum a exposé — ça a été comme un leitmotiv de son intervention si nourrie et si substantielle — qu'à chaque pas, de la vie parlementaire, des questions non prévues, des événements non prévus, mettaient nos camarades du Groupe au Parlement, dans des situations telles qu'ils étaient obligés de prendre nécessairement des initiatives, et qu'en interrogeant les décisions de nos Congrès, ou les textes mêmes de nos statuts, ils ne trouvaient pas toujours les réponses satisfaisantes et des mots d'ordre nécessaires. Il en a énuméré. C'est ainsi que dans les débats de politique extérieure, dans les débats monétaires, dans toutes les questions si complexes qui se posent au moment où un régime, comme le capitalisme s'écroule, il est évident que les représentants parlementaires de notre Parti sont aux prises avec des difficultés immenses. Et c'est précisément pour cela que nous serions bien inspirés, dans nos sections, dans nos fédérations, de ne pas regarder par le petit bout de la lunette, de suivre pas à pas, souvent sans bienveillance, tous les actes de nos camarades et au lieu de chercher à les défendre devant les attaques de tous les partis, d'essayer de les poignarder dans le dos, au plein de la bataille qu'ils mènent au Parlement ! (*Vifs applaudissements.*)

Qu'est-ce qu'on réclame ? Est-ce que cela nous enlève le droit de critique ? J'ai assisté dans ma Fédération de Saône-et-Loire, aux débats sur la discussion du Rapport du Groupe parlementaire. Des délégués de nos sections ont fait, sur un certain nombre de votes, des observations. Quelques-uns n'étaient pas satisfaits, notamment du vote d'abstention sur la défense passive. D'autres n'étaient pas satisfaits du vote sur les accords

de Rome. Ils ont fait leurs observations. On les a inscrites, et les délégués de la Fédération ont dit que tout naturellement, ils transmettraient au Secrétariat du Parti et au Secrétariat du Groupe parlementaire, les remarques de ces camarades. Et ceci ayant été fait dans une atmosphère d'amitié et de fraternité de toute une fédération, on a voté le Rapport du Groupe parlementaire. (*Quelques applaudissements.*) Sans doute en sera-t-il demain comme aujourd'hui. Il est impossible que nous fixions d'avance à nos camarades du Parlement ce qu'ils devront faire dans des circonstances que nous ne connaissons pas. Je le dis en passant à Léon Blum : même si ce n'était pas la C. A. P., même si ce n'était pas le Congrès, même si c'était cet organisme, — et vous savez qu'il y a entre vous et moi un petit désaccord de fond là-dessus, — même si ce que vous rêvez, si cet organisme plus souple que le Conseil national, et plus autorisé qu'une C. A. P., existait, nous nous trouverions, mon cher ami, devant les mêmes difficultés et appelés à improviser ; ce nouvel organisme se trouverait aussi embarrassé que le Groupe parlementaire. La vérité, c'est que nous avons assez d'idées communes, de programmes communs, de doctrines communes, pour que, quand nous avons dans nos fédérations, choisi — et je voudrais qu'on choisisse toujours bien — on s'éviterait souvent des accidents de route, par la suite (*applaudissements*), quand on a choisi et qu'on a choisi parmi ceux en qui on a le plus confiance, parmi des hommes qui ont déjà donné de longues années de dévouement et de fidélité au Parti, même s'ils ne sont pas parfois aussi brillants qu'on le désirerait (*très bien !*) si on les envoie au Parlement, ça n'est pas pour les attendre au carrefour du chemin, pour essayer de les abattre ou de les faire trébucher ! (*Approbatons, quelques protestations, applaudissements.*)

Oui ! oui ! Est-ce qu'on vous a empêchés à aucun moment de dire que vous n'étiez pas contents de tel ou tel vote ? La vérité, c'est que lorsque vous ouvrez le journal et que vous lisez les interventions de vos élus, 99 fois sur 100 vous êtes satisfaits. (*Applaudissements.*) Et dans les domaines si délicats de discussions financières, de

politique extérieure, de programme agricole, pour tous ces problèmes difficiles qui intéressent et angoissent toutes les populations où nous militons, c'est dans les actes du Groupe parlementaire, dans ses projets, dans ses dépôts de lois, dans ses interventions, dans ses interpellations que vous trouvez les meilleures de vos armes pour la propagande dans les campagnes et dans les villes. Ayant fait cela, ouvrez les journaux des adversaires, où vous verrez contre nos camarades élus les pires des injures, les violences, les menaces et les calomnies. Souvenez-vous de cela, et inspirez-vous de ce patriotisme de parti qui doit nous animer tous (*applaudissements*) et c'est pourquoi, à l'heure où de toutes parts, notre Parti est assailli, comme il ne l'a jamais été, au cours de son histoire déjà longue, en présence des difficultés les plus grandes que nous ayons jamais rencontrées, je crie : solidarité et rassemblement autour du Groupe parlementaire. (*Très vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vous informe que le débat est clos sur le Rapport du Groupe parlementaire. Nous avons été saisis de quelques propositions qui, naturellement, doivent être renvoyées à la Commission des résolutions. Je mets aux voix le Rapport du Groupe parlementaire.

MOLINIER. — Par mandats !

LE PRÉSIDENT. — J'entends demander le vote par mandats. Alors, on va donner lecture des Fédérations.

Plusieurs voix. — Non ! non !

BRACKE. — Il n'y a pas de « non » ! C'est demandé, il est de droit...

LE PRÉSIDENT. — On ne peut pas le refuser, quand il est demandé. On va faire l'appel des fédérations.

(L'appel par mandat des fédérations est fait, pour le vote du Rapport.)

(Dornoy déclare que la minorité de la Fédération de l'Al-lier avait fait des réserves, mais qu'en réponse à l'appel de Paul Faure, elle vote pour.)

LE PRÉSIDENT. — Voilà le résultat du vote :

« Pour » le Rapport du Groupe parlementaire : 2.584 mandats ; « contre » le Rapport : 427 mandats. « Pour avec réserves », 178 mandats ; « abstentions », 47 mandats. (*Applaudissements.*)

Nous allons maintenant commencer le débat sur la lutte pour le pouvoir et contre la crise. Je demande au Congrès de vouloir bien siéger jusqu'à 7 heures et demie. Après quoi nous renverrons à 9 heures.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR ET CONTRE LA CRISE

LE PRÉSIDENT.. — Je donne la parole à notre camarade Sévérac.

UN DÉLÉGUÉ. — Je crois traduire le sentiment d'un grand nombre de camarades en disant qu'il serait préférable de lever la séance maintenant et de se réunir à 8 heures ou 8 heures 30 ce soir. (*Quelques approbations.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous venons d'examiner au Bureau la proposition qui vient d'être faite par le citoyen qui vient de parler et nous avons pensé au contraire qu'il valait mieux continuer le débat jusqu'à 7 h. 30 et recommencer à 9 heures. (*Approbations.*)

Je donne la parole à notre camarade Sévérac. Faites silence !

SÉVÉRAC. — Camarades, plusieurs ont pensé que le texte au bas duquel se trouvent les signatures de Lebas, de Paul Faure et la mienne est un texte trop long. C'est vous dire que je ne vais pas encore l'allonger par des commentaires copieux. Je ne sais pas si tous les membres de ce Congrès en ont pris connaissance. Nous n'avons pas pu l'envoyer à tout le monde. Ils pourront cependant en connaître l'essentiel, soit par mon intervention, soit par celle des camarades qui se proposent, au sein de ce Congrès, de défendre le même texte.

Je voudrais me borner, à l'ouverture de ce débat, à vous indiquer quelques-unes des préoccupations principales de ceux qui sont les signataires de ce texte :

Et d'abord, nous avons tenu à rappeler, à rappeler — j'insiste sur ce mot, parce que, en effet, c'est une règle incluse implicitement, et même explicitement dans les statuts de notre Parti — nous avons tenu à rappeler que la prise du pouvoir, telle que nous voulons la poursuivre, n'est pas une prise parcellaire, fragmentaire, mais une prise totale. Et il me semble que dans les circonstances mêmes que Blum rappelait tout à l'heure, à cette tribune, il n'est pas mauvais, il est même nécessaire que le Parti reprenne et refasse à nouveau, siennne cette affirmation qui exprime le grand souci que nous avons eu, que sans doute nous ne cesserons jamais d'avoir, que certainement la plus grande majorité de nos camarades ne cessera jamais d'avoir, et qui est d'éviter au prolétariat, dans la lutte qu'il mène pour la conquête du pouvoir et pour la réalisation du socialisme, les déceptions et les désillusions. Et par exemple, me reportant au débat de tout à l'heure, s'il était arrivé que, donnant à la résolution de la C. A. P. dont parlait Blum un autre sens que le mien, le Parti Socialiste eût été amené à une participation gouvernementale, il aurait bien fallu qu'on rappelât qu'une combinaison ministérielle de ce genre, même si notre Parti y était largement représenté, ne serait pas, ne pourrait pas être cette prise totale de pouvoir, que nous ne cessons pas de poursuivre. (*Applaudissements.*)

Si nous avons voulu rappeler que c'est de la prise totale du pouvoir qu'il s'agit, c'est parce que nous ne pouvons pas oublier une seule minute que cette prise du pouvoir est la condition nécessaire de la réalisation même du socialisme ; et que le socialisme que nous voulons réaliser n'est pas, lui non plus, un socialisme fragmentaire, un socialisme parcellaire, mais le socialisme total. C'est pour la totalité du socialisme que nous réclamons la totalité du pouvoir.

Nous savons bien que dès qu'un gouvernement prolétarien tenterait de prendre les premières mesures décisives dans la construction et l'édification de la société socialiste,

il se heurterait à la force renaissante de la bourgeoisie, abattue mais non encore anéantie, et que le prolétariat aura alors besoin de toutes les forces de coercition de l'Etat, pour abattre définitivement, pour anéantir complètement la classe vaincue, mais non encore détruite.

C'est cela que nous avons pris l'habitude d'appeler dictature du prolétariat, laquelle n'est pas autre chose que cette utilisation de toutes les forces de l'Etat, par le prolétariat, maître du pouvoir, pour l'édification du socialisme. (*Applaudissements.*) Tel a été, camarades, un de nos soucis.

En voici un autre. Nous considérerions comme un des plus grands périls, pour le prolétariat et pour le Parti socialiste, que pénétrât profondément en eux l'idée que l'on peut réussir une révolution par une préparation militaire technique. Allez-vous dire que personne n'a pareille idée ? Mais, camarades, vous avez peut-être trouvé, tout à l'heure, sur vos tables, une feuille où l'on vous donnait, justement, le détail de l'organisation de cette milice destinée à conquérir le pouvoir, où l'on vous disait même combien de musettes et combien de bidons et combien de journées de ravitaillement doit avoir chacun des soldats de la révolution. Camarades ! entrer dans cette voie, ce serait très exactement retourner à des conceptions révolutionnaires périmées, qui peuvent parfaitement convenir à certaines époques et à certains mouvements purement politiques, mais qui ne conviennent pas à l'époque où nous sommes et lorsque la question n'est pas seulement de renverser un gouvernement et de remplacer un gouvernement par un autre, mais bien de substituer à un régime un autre régime.

Une autre crainte a été la nôtre. Je n'ai pas besoin de dire qu'il faut lutter contre le fascisme. Je n'ai même pas besoin, je pense, de dire que c'est certainement en luttant contre les effets les plus graves de la crise, que nous mènerons contre le fascisme la lutte la plus efficace. Il faut donc lutter contre le fascisme. Il faut opposer aux violences fascistes le maximum de forces et de forces matérielles. Mais nous estimons — et nous avons tenu à l'indiquer dans notre résolution — que si nous décidions de lutter contre le fascisme, en nous plaçant sur le terrain même du

fascisme, nous serons d'avance battus ! On ne lutte pas contre le fascisme avec ses armes. On lutte contre le fascisme en usant jusqu'à l'extrême limite des droits qui nous sont encore consentis et qui constituent tout de même un lot de libertés assez précieux pour que nous puissions en faire un large usage, que nous ne devons pas sous-estimer, puisque c'est justement pour le défendre que, dans les circonstances actuelles, nous avons fait ce que vous savez. (*Applaudissements.*)

C'est pourquoi — quatrième préoccupation, quatrième souci — c'est pourquoi nous avons tenu à affirmer qu'en fin de compte, la grande, l'essentielle tâche du Parti socialiste, est une tâche de recrutement, d'éducation et de propagande. Toutes les fois qu'on entre dans d'autres voies que celles que le Parti socialiste a suivies jusqu'à maintenant, on travaille peut-être à la constitution d'un parti de cadres, mais non pas d'un parti de masses. On travaille peut-être à la constitution d'un parti de chefs, on ne travaille pas à la constitution d'un parti de classe. Et s'il arrivait que par l'organisation de ces cadres, par la création de ces chefs, sans une suffisante préparation idéologique du monde du travail lui-même, s'il arrivait que vous ayez devant vous une masse à demi-militarisée, obéissant au doigt et à l'œil à ces cadres et à ces chefs, je dis que vous ne seriez jamais sûrs que ces forces, ainsi encadrées et ainsi commandées, ne se tourneraient par un jour contre ces mêmes libertés que nous voulons défendre aujourd'hui..

Je n'ai pas confiance dans les hommes, je n'ai pas confiance dans les chefs, j'ai confiance dans la classe ouvrière ! J'ai confiance dans la masse, mais à condition que cette masse, que cette classe soit éduquée et profondément imprégnée de la propagande socialiste, qui est la propagande de mon Parti ! (*Applaudissements.*)

Envisageant ensuite les conditions, ou plus exactement les éventualités historiques dans lesquelles pourrait se produire cet événement révolutionnaire de la prise du pouvoir par le prolétariat, nous avons pensé qu'il était de simple probité de dire que nous ne savions pas quelle éventualité serait l'éventualité décisive. Une guerre ? Mais qui voudrait la guerre, même si d'elle devait sortir la révolution ?

Une crise financière et économique profonde ? Possible. Cette éventualité est même dans la ligne que les maîtres du socialisme ont prévue. Et cependant, tous les jours, non pas seulement avec l'autorisation du Parti, mais avec l'assentiment très sympathique du Parti et avec la collaboration du Parti tout entier, nos camarades du Parlement proposent des mesures qui, en effet, si elles étaient acceptées par les gouvernements capitalistes, réussiraient, non pas, certes, à mettre fin complètement à la crise et aux contradictions que le régime capitaliste porte en soi, mais aux difficultés immédiates les plus saisissantes et aux maux qu'elles engendrent.

Ainsi, vous le voyez, nombreux sont les éléments de succès qui ne dépendent pas de nous. Mais il y a deux choses, au moins, qui dépendent de nous. La première, c'est cette pénétration de l'idée socialiste, non pas seulement dans la masse et dans la classe ouvrière, mais encore dans toutes les autres classes et dans tous les milieux.

Il faut — je crois m'être déjà servi de cette expression au dernier Congrès — il faut que la réalité, la triste réalité capitaliste actuelle, soit baignée d'une atmosphère socialiste tellement épaisse, que, lorsque les événements décisifs se produiront, les armes tombent des mains de ceux qui ont mission de défendre le régime capitaliste. (*Applaudissements.*) Propagande, donc !

L'autre chose, qui dépend de nous dans quelque mesure, c'est l'unité même de la classe ouvrière. Oh ! le Parti n'a pas, ici, à dire des nouveautés. Ce besoin d'unité, cette volonté d'unité, ce désir passionné d'unité, il a toujours été celui du Parti. J'estime qu'il faut que nous profitons de la solennité même des assises nationales, que nous tenons aujourd'hui, pour exprimer à nouveau ce désir.

Nous voulons donc l'unité, et, pour nous, cette unité d'action, que nous pratiquons avec le Parti communiste, ne trouve sa véritable signification et sa véritable pleine portée que dans la perspective d'unité tout court qu'elle nous ouvre.

Reconnaissons-le : aisé en théorie, le problème ne l'est pas en pratique. Si, lorsque nous discutons avec le Parti communiste, lorsque nous parlons avec lui de l'unité, nous

avons le sentiment d'être en présence d'un parti aussi libre de ses décisions que le nôtre, je crois, en effet, que l'unité serait prochaine, et que nous pourrions, en tout cas, prévoir, les principaux moments de sa construction.

Mais vous savez bien que le Parti communiste reçoit ses mots d'ordre d'ailleurs que de lui-même. Vous savez bien que jamais nous ne sommes à l'abri d'une surprise avec lui ! Hier, la défense nationale, en régime capitaliste, était chose impossible et interdite. Aujourd'hui (on vous l'a rappelé tout à l'heure), elle est possible et parfois souhaitable. Hier aucune collaboration de classes sur le terrain politique n'était possible. Aujourd'hui (on vous le rappelait encore tout à l'heure), ce sont les communistes qui ont été à la Chambre dans les événements récents — j'en ai été le témoin personnel — les plus ardents propagateurs de l'idée d'un gouvernement de coalition des gauches ! (*Applaudissements.*) Et ce sont ces changements qui rendent difficile notre tâche.

Néanmoins, le Parti socialiste s'y est sérieusement appliqué. Les travaux de la Commission d'unification se poursuivent. Des programmes vont être confrontés prochainement. Il en sortira, camarades, ce qui pourra. Mais ce qu'il faut que nous disions, c'est que le Parti socialiste ne reculera devant aucun effort pour réaliser cette unité. C'est seulement, en effet, lorsque ces deux grandes conditions seront remplies, d'une part une éducation socialiste profonde du prolétariat, d'autre part son unité organique, c'est seulement alors que, quelle que puisse être l'éventualité historique devant laquelle le prolétariat et son parti pourront se trouver, c'est seulement alors que la prise du pouvoir pourra être effective, et j'entends la prise du pouvoir total pour le socialisme total. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Costedoat, de l'Ariège.

COSTEDOAT (Ariège). — Mes chers camarades, je sais que la tâche que j'entreprends, ce soir, est difficile d'abord parce que je parle en fin de Congrès, à des camarades qui paraissent plus fatigués qu'ils ne le sont en réalité (*rires*), ou qu'ils ne veulent le paraître ! Je sais que je parle

après Séverac (et je ne parle pas de Blum ni de Faure, dont l'autorité dépasse tellement la mienne) que je vous remercie de m'écouter un peu.

Mais cependant, le sujet est tellement passionnant, tellement actuel, tellement grave, et il commence déjà à être tellement déformé, même par Séverac, dont tout de même on peut dire que c'est un honnête homme, au point de vue politique aussi, que ma tâche est très difficile. Je ne me laisserai pas, cependant, gêner ni distraire par ces difficultés, si vous voulez bien m'aider par votre attention.

Je mets, à la base de l'exposé que je vais faire, deux postulats ; et j'espère qu'ils seront les vôtres, sans cela je ne sais plus s'il y aurait un Parti socialiste, ou un socialisme.

Le premier, encore, pourrait être exclusif du socialisme, mais il n'est pas exclusif de la situation actuelle. Je crois au danger fasciste imminent.

Et deuxièmement : je crois à la révolution sociale.

Camarades, il se trouve que dans un Parti socialiste qui est censé représenter et qui représente les masses elles-mêmes, qui ne peuvent pas toujours envoyer ici des délégués représentatifs, spécifiquement, de leur classe même, ouvrière ou paysanne, il est assez significatif, et peut-être assez inquiétant, que quand un militant pose à la base de son raisonnement qu'il croit à la révolution sociale, il entende quelques rires qui ne sont pas du tout dans la note socialiste !

Eh bien, j'y crois, à la révolution sociale ! Et je crois au danger fasciste, imminent ! Et j'ai l'impression, en lisant les motions, les trois motions que j'appellerai, pour être court, « motion Faure », « motion Auriol » et « motion Pivert », que, chacune d'elles, avec évidemment une déficience décroissante, chacune de ces motions n'a pas l'air de bien comprendre, premièrement la gravité de l'heure fasciste, deuxièmement la foi qu'on doit manifester en la révolution sociale qui peut être aussi imminente, car les circonstances, on l'a dit tout à l'heure, ne dépendent pas de nous ; comme elles ne dépendent pas de nous, dit-on, il se pourrait donc que nous ayons à

les saisir avant que nous le pensions. (*Quelques applaudissements.*)

Voilà donc les deux postulats qui sont à la base de mon exposé.

Et je vous poserai, maintenant, une question : par suite des hésitations que je sens, au moins, dans une motion, et probablement aussi dans la seconde, Auriol, je me demande si vraiment le socialisme actuel, le Parti socialiste actuel veut le pouvoir ? Il ne s'agit pas de savoir d'abord comment le conquérir, il faudrait bien s'entendre : le voulez-vous, camarades, le pouvoir ? Ce que je peux dire, c'est que les militants de base, les militants de base, eux, qui ne sont pas déformés comme quelquefois nous pouvons l'être, ou comme on peut l'être par des subtilités oratoires ou littéraires, ne pensent, devant la crise actuelle, et de plus en plus, qu'à cela. Et c'est dans cette certitude, que j'ai recueillie autour de moi, jusque dans la campagne, que je puise la force de développer les idées qui vont venir tout à l'heure.

Je crains, à considérer même cette Assemblée, que le socialisme et le Parti socialiste ne s'orientent ou plutôt ne restent dans un espèce d'état d'esprit administratif, dans un état d'esprit de socialisme littéraire qui n'a, pour le moment, rien de commun avec une volonté d'action qui doit se dégager du pays, surtout après les consultations dernières. (*Quelques applaudissements.*) Et d'ailleurs, ce qui me confirme dans cette pensée, c'est que le Parti socialiste actuel, parce qu'il ne fait pas assez corps avec les bases, et de très près, puisqu'il ne sent pas la base populaire derrière lui, pour pousser ses chefs ou ses représentants, c'est que le Parti socialiste, par ses organes centraux, pas plus que par ses organes fédéraux, n'a rien fait encore, que je sache, pour étudier quelles seraient les premières mesures à prendre, révolutionnaires, le jour où le pouvoir passerait en nos mains. Cette carence, seule, de tout plan, qui succéderait à la prise de pouvoir éventuelle, m'est une preuve que les socialistes, actuellement, ne prennent pas leur rôle de socialistes révolutionnaires aussi au sérieux qu'il le faudrait. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! tout à l'heure, le camarade Séverac nous parlait des circonstances. Je suis convaincu que le camarade Séverac, comme beaucoup d'autres socialistes, dans les diverses conférences qu'ils ont pu faire, à travers les pays, ont dû dire certainement : « La situation est révolutionnaire. » Je serais surpris qu'ils ne l'aient pas dit. Eh bien...

Une voix. — Nous avons un Congrès, oui ou non ?

LE PRÉSIDENT. — Oui, pourquoi pas ? Faites silence !

COSTEDOAT. — Le silence est suffisant, ce silence me suffit. Eh bien, la situation est révolutionnaire. Qu'attend-on ? On attend qu'elle soit plus révolutionnaire ? et qu'un beau jour, ce soit tellement clair, que la situation est révolutionnaire, qu'on prendra le temps d'alerter le Parti ; on lui dira : « Attention ! la situation est maintenant tout à fait révolutionnaire. Attention ! camarades, nous allons commencer à préparer la prise du pouvoir ! » A ce moment-là, la situation révolutionnaire, très rapide à saisir, ne sera pas saisie par des organes déjà prêts ; l'occasion passe, l'occasion révolutionnaire passe, l'occasion même simplement démocratique passe ; et savez-vous qui la saisira ? Ce sera nos adversaires, et le fascisme n'est là que pour cela, et il n'est prêt, lui, que pour cela, comme il l'était presque le 6 février, et comme nous ne l'étions pas, pour essayer de saisir au vol une circonstance qui lui a paru révolutionnaire, alors que nous, nous ne l'avons pas crue révolutionnaire ! Or, elle l'était !

Je sais qu'il est très difficile de diagnostiquer, et qu'il ne faut pas prendre, par exemple, comme on l'a dit, le deuxième mois de la grossesse, pour le neuvième ! (*Rires.*) Mais il ne faut pas nier la grossesse non plus !

En présence, camarades, en présence de la carence absolue du Parti (remarquez ici que je n'incrimine pas nos autorités administratives, j'incrimine le Parti tout entier, et nous-mêmes par conséquent, je ne m'adresse ici pas au gouvernement socialiste, que nous avons mis à notre tête, je m'adresse à nous-mêmes, à nos consciences), eh bien, pendant que nous, le Parti révolutionnaire,

qu'on dit révolutionnaire, qu'on croit révolutionnaire, nous ne bougeons pas, le fascisme lui, qui est la milice du capitalisme, le fascisme lui, prend ses précautions. Il est facile de parler du capitalisme aux abois ! Evidemment, la situation économique est très dangereuse pour le capitalisme. Mais il fait quelque chose pour régier cette situation à son profit, encore une fois, et nous le laissons faire, parce que nous n'avons aucun organe pour l'empêcher de le faire !

Pour vous montrer jusqu'à quel point va la carence révolutionnaire, il ne s'agit que de lire dans chacun des trois rapports une phrase (je ne fais pas ici le métier de citer une phrase en la séparant du texte, je sais ce qu'il y a dans le rapport Faure, dans la motion Favre et dans la motion Auriol et dans celle de la *Bataille socialiste*), mais quand je lis, par exemple, ceci : « Que nous devons préparer une ambiance socialiste telle que nous serions prêts, par là-même, à toutes les circonstances que l'avenir proche ou lointain tient en réserve... », voilà quelque chose qui est, il me semble, très précis, dans son vague même, pour me montrer que rien n'est prêt ou presque rien, et qu'on attend plutôt que nous nous modelions aux circonstances plutôt que de les prévoir.

Si je prends la motion d'Auriol, je lis dans la motion d'Auriol (en somme elle est en substance ceci) : « Toujours propagande ». Mais préparons ces fameux rassemblements dont on parle tant, et essayons d'en faire le rassemblement des ligues, le rassemblement des partis, le rassemblement des masses, et essayons d'en faire l'organe qui, demain, pourra enlever le pouvoir.

Et enfin — et c'est tout — et enfin la troisième, la motion Pivert, elle-même dit bien : « Il nous faut une doctrine de combat, une stratégie, une tactique, tout l'appareil spécialisé, contrôlé, par le Parti, et prêt à répondre à ses initiatives. »

Très bien ! Ici, je suis d'accord avec Marceau Pivert. Mais ce que je pourrais lui reprocher, c'est de s'arrêter lui-même au seuil de ces préparatifs. Et comme, quand le Congrès se sera séparé, nous nous nous serons arrêtés,

vraisemblablement, encore, au seuil de ces préparatifs, sans avoir rien fait de concret, le fascisme, lui, le fascisme, camarades, camarade Paul Faure, avec sa matraque sur la tête des chefs principaux, désaxera le Parti lui-même; et ceci c'est déjà fait! Les Allemands avaient des salles immenses, comme celle-ci, où on faisait de la propagande! La propagande était poussée à son maximum, il y avait, Auriol, il y avait des masses, des rassemblements de masses en Allemagne, avant l'action militaire fasciste d'Hitler! (*Quelques applaudissements.*) Et, Marceau Pivert, il y avait également, en Allemagne, un commencement d'organisation d'autodéfense, le fascisme a devancé tout cela. Rien de précis! rien de ces rassemblements ne s'est présenté devant les matraques hitlériennes, pas plus que rien n'est prêt à s'interposer entre la République tout court, demain, et les troupes du colonel de La Rocque, armées et militarisées! (*Applaudissements.*)

Ajoutez à cela, camarades, qu'à côté des éléments fascistes organisés pour la prise du pouvoir, il y a la complicité gouvernementale, qui est prête à mettre demain, sous prétexte de rétablir l'ordre, et vous savez que l'ordre on ne l'établit que contre nous, et jamais en notre faveur (*applaudissements*), vous avez alors, s'ajoutant, se conjuguant, s'accolant, doublant, pour ainsi dire, les forces fascistes, vous aurez les troupes gouvernementales, notamment sous la forme de cette garde mobile dite ironiquement « républicaine », et qui sera peut-être la vraie garde prétorienne qui marchera derrière les fascistes, contre vous-mêmes. (*Applaudissements.*)

Vous êtes fatigués, camarades? Ah! je croyais que vous appeliez le président...

Une voix. — Qu'on limite le temps de l'orateur!

COSTEDOAT. — Voici un camarade qui vient de la très lointaine province, ici, et quand je suis dans ce qui me semble le cœur d'un débat où j'essaie — pas avec grand succès, je m'en rends compte, et je vous plains! (*applaudissements*) et je vous plains! — de soulever en vous cette anxiété qui m'étreint depuis des mois et des mois

(quelques applaudissements), un camarade, et certes ! qui ne souffre pas de misère, regardez-le ! (rires) eh bien, il vient nous dire : « Abrégez ! » Camarades, je ne souhaite pas qu'un jour, peut-être demain, si les fascistes sont maîtres de la rue et de vous-mêmes, je ne souhaite pas qu'un jour vous pleuriez, parce que, ici, quelque Cassandre aura dit les mots qu'il croyait devoir dire, et qu'il se sera heurté à votre indifférence ou à vos ordres ! (Applaudissements.)

N'oubliez pas... je veux dire en passant à Auriol que les masses, ces rassemblements de masses, — et je le dirai aussi à Zyromski, dont c'est une pensée très chère, qui a quelque valeur, — mais je vous rappelle que les masses, ce ne sont pas des masses prêtes à l'action, quelque respect que j'aie pour ces masses du 12 février, et qu'il n'y a rien de plus facilement réductible que ces colonnes interminables qui se traînent le long des rues dans une cité, et que quelque cent ou cent cinquante crosses coupent en deux ! (Protestations.)

Je l'ai vu ! J'ai vu cela ! Camarades, j'ai vécu cela à Toulouse le 18 juin ; et j'ai vu à Toulouse, le 18 juin, l'année dernière, six à huit mille militants, des militants, je vous prie de le croire, coupés en deux comme un serpent qui n'a plus aucune énergie, qui ne sait plus où aller, où donner de la tête ! Eh bien, ces masses, ajoutez que ces masses peuvent être sous le feu de mitrailleuses, ou d'autos-cansons, et vous verrez ce qui restera de cette masse, dont vous n'aurez plus ni le contrôle, ni la direction ! (Applaudissements.)

Votre rassemblement de masses, n'aura été que le commencement du désordre, et c'est contre ce désordre que les troupes gouvernementales et fascistes, conjuguées, feront semblant de se battre, parce que l'ordre, dans la rue, aura été troublé par des malheureux lancés par vous dans ces manifestations, sans être articulées, sans avoir un objectif concentrique, sans savoir ce qu'elles devaient faire, si telle éventualité se produisait ! C'est vous qui auriez lancé ces troupes rassemblées, massées, mais non articulées, à la débâcle et à l'échec !

Voilà pourquoi je vous demande de réfléchir, de réflé-

chir à vos rires actuels. Je sais où vous voulez en venir, j'y viendrai avant vous, tout à l'heure!...

Une voix. — Conclusions!

Une autre. — Clôture!

COSTEDOAT. — Non, je ne conclurai pas encore!

LE PRÉSIDENT. — Allons, écoutons l'orateur!

COSTEDOAT. — Je sais les difficultés qu'a le Président, dans un débat comme celui-ci; on ne peut tout de même pas accorder cinq ou dix minutes seulement, ou alors nous n'avons qu'à recommander cette hâte des courses de taureaux, où l'on sonne pour les banderilles, où l'on sonne pour la mise à mort, et où l'on vient prendre le taureau (ou le toréador) et où on l'expulse! (*Applaudissements.*) Non! ce ne peut être ça!

Eh bien, je dis que ce que vous risquez de prendre à la légère, et ce que je voudrais empêcher, c'est comme en Allemagne, comme en Italie, dix ou douze ou quinze ou vingt ans de réaction fasciste! Vous n'y croyez pas, parce que ça n'a pas commencé encore! J'ai vécu pendant trois mois à Toulouse, avec un de nos exilés qui me montrait, jour par jour, pour ainsi dire, comment les progrès du fascisme chez nous, et ses manifestations, ressemblaient étrangement, toutes proportions de nations gardées, à celles qu'il a vues se produire en Italie. Et ce n'était pas le moins ardent à nous crier à tous: « Faites attention! Vous riez de ces menaces, vous n'y croyez pas! Le jour où elles se produiront, elles seront tellement rapides que vous n'aurez pas le temps de vous ressaisir, j'y insiste, que vous n'aurez pas le temps de vous ressaisir, et vous ne rirez plus! » (*Applaudissements.*)

Il nous reste, camarades, une chance, on l'a dit tout à l'heure: c'est que le fascisme, avec ses milices, n'a qu'une armée active. Or, ce n'est pas avec une armée active que l'on fait la guerre. Mais, nous, n'avons même pas d'armée active, à notre disposition! (*Applaudissements.*) Mais ce que nous pouvons avoir (ou alors nous

sommes un parti squelettique, et qui n'a aucune influence sur ce qu'on appelle les masses), nous pouvons avoir cette armée de réserve qui est constituée par la masse des militants du pays, à opposer à la masse de cette jeunesse dorée commandée par de La Rocque et consorts, et que nous pouvons réduire à l'impuissance, dès que nous montrerons simplement l'intention de la menacer par une action précise ! (*Applaudissements.*)

Cette action précise, je ne veux pas vous en donner le détail ; quand on vous a montré ici un plan de milice rouge, dont il est très facile de se moquer, en prenant des détails, en dénaturant le sens d'ensemble, ce n'est pas pour vous demander d'accepter ceci en fin de Congrès. C'est pour vous montrer, en gros, que l'on peut faire quelque chose de simple, de rapide et qui puisse répondre, au fur et à mesure de sa création même, aux diverses éventualités, antifascistes, qui peuvent se produire.

Tout à l'heure, Séverac (et je suis étonné qu'un esprit clair comme lui se soit permis cette plaisanterie qui ne me touche guère, d'ailleurs), a dit : « On prévoit les bidons ! », c'est un détail ! Il pense que c'est une espèce d'armée que nous voulons faire au sein du Parti, abstraite du Parti, alors qu'il y est dit, en toutes lettres ici : « Organisation, étude, organisation de la levée et de la mise en action, éventuelle, de la milice rouge, qui serait le rassemblement articulé, et général, de tous les militants du territoire. »

Vous voyez, il est facile d'accuser de militarisme, et il est facile, pour une autre raison que vous connaissez, certes, parce que moi aussi, je suis colonel (*rires, bruit*), seulement, quand un colonel... (*Applaudissements.*)

(*Marceau Pivert essaye de parler dans le bruit.*)

COSTEDOAT. — Pivert ! je me défendrai tout seul, je n'ai besoin de personne pour me défendre ! Quand un colonel, qui a demandé à partir de l'armée...

LE PRÉSIDENT. — Faites silence !

COSTEDOAT. -- ... Quand un colonel (et je m'excuse de cette digression vers des questions personnelles) a quitté

l'armée au moment même où ses angoisses socialistes l'ont incité à faire ce geste, pour se joindre à la masse des militants qui ne voyaient... (*applaudissements*), à la masse des militants qu'il voyait incrédules, et pour essayer d'ajouter, par ce geste, à la décision qui ne vient pas chez vous, je le sens très bien, mais que vous regretterez plus tard, et qui viendra peut-être en fin de Congrès, si des voix plus éloquentes que la mienne vous pressent, eh bien, vous pouvez, vous avez le droit, le devoir de donner quelque encouragement à quelqu'un qui, depuis 1906, milite dans les rangs socialistes !... (*Très bien !*)

... N'ayant aucune considération d'avancement, ni personnelle, et n'ayant jamais eu... (*applaudissements*) dans le milieu étrangement réactionnaire, plus réactionnaire que vous ne le pensez, où il a vécu, où il a souffert, qu'un souci, et qui a pu le soutenir tout le temps et tout le cours de sa carrière : défendre la République tout court, et le socialisme, à cœur ouvert, sans que personne... (*applaudissements*) ait pu lui reprocher ni faute professionnelle, ni même maladresse à l'égard du socialisme lui-même ! (*Applaudissements.*)

Et alors, camarades, je puise dans cette conscience que j'ai de la mission que je remplis aujourd'hui, autant, et plus de force même que mon illustre collègue le colonel de La Rocque, qui s'appuie sur l'Eglise, qui s'appuie sur l'argent, alors que moi, je m'appuie maintenant sur vous seuls ! (*Applaudissements.*) Je m'appuie sur vous seuls, mais je m'appuie aussi par-dessus vous sur tous les militants du Midi que j'ai visités, auprès de qui j'ai exposé ces scrupules, et qui ne riaient pas ; et quand ils ont eu en main ce projet (qui n'est nullement projet de militarisation, mais, le cas échéant, de préparation, de levée, de concentration éventuelle), ils ont compris la nécessité, un jour, demain peut-être, d'une marche sur Paris, où nos militants seront assiégés par les forces militaires réactionnaires et fascistes, pour essayer de dégager les Pivert et ses amis qui, quoique faisant partie de la ceinture rouge, seraient, d'après le plan de protection bourgeois, seraient, eux-mêmes, pris entre deux

feux : les troupes de la garnison de Paris, et celles des troupes extérieures à la garnison de Paris, et qui ont été déjà concentrées dans les arrières de la ceinture rouge, pour pouvoir, justement, procéder à cette opération renouvelée de Thiers en 1871 ! (*Applaudissements.*)

Je pourrais, camarades, vous donner des détails étrangement techniques et sensationnels, sur ce qui se passe, disons, pour être prudent, dans l'armée de la Pingouinie (1), j'espère que vous comprendrez ! Mais pour faire plaisir à notre camarade qui s'ennuie ici, parce que l'apéritif l'attend (*rires*) et pour vous permettre aussi de réserver une attention déjà lasse à des camarades qui développeront ce plan mieux que moi, certainement, je vous demande, avant de terminer, d'y réfléchir, ce soir, pendant ces deux jours, et si vous ne donnez pas suite à ces projets de concrétisation de milices antifascistes, que j'appelle « milices rouges », pour attirer l'attention de vous-mêmes et du peuple et de la masse sur ce terme-là, eh bien, avant de terminer, je veux vous dire quelques mots encore.

On va nous reprocher de faire du blanquisme. C'est justement pour qu'on ne puisse pas faire du blanquisme (*applaudissements*) que je demande l'organisation des masses. Savez-vous ceux qui sont responsables du blanquisme, ou ceux qui seraient responsables de blanquisme (je sais que la barricade n'est pas la révolution), ce sont ceux justement, qui n'organisant pas, dans les masses, les énergies de beaucoup de militants, feraient que ces militants, n'obéissant qu'à leur courage personnel, en présence d'une inorganisation complète, et pour sauver l'honneur même du socialisme s'il était attaqué, en se battant (*applaudissements*), eh bien, je dis que ceux-là seuls seraient les gros fauteurs de blanquisme, qui n'auraient pas su encadrer, à l'avance, dans une organisation de masses, de militants, toutes ces bonnes volontés éparses et qui se grouperaient pour se faire tuer au lieu de se grouper pour vaincre ! (*Applaudissements.*)

(1) L'île des Pingouins, d'Anatole France, dans lequel l'Histoire de France est racontée comme histoire de Pingouinie.

Et en somme, ce plan comprend trois phases : il comprend une menace de levée ; imaginez que les fédérations stylées, recevant des instructions de Paris, puissent, pour une date donnée, menacer de lever dans chaque département les militants et les sympathisants, qu'on puisse menacer les fascistes et le gouvernement lui-même de cette levée et de cette marche sur Paris, — ça s'est fait, camarades, pendant la Révolution ! les fédérés de la Révolution, ces Marseillais qui sont venus en bataillons de Marseille après le 10 août 1792 ! c'étaient des militants de toutes les provinces qui accouraient aider la révolution parisienne (*applaudissements*), — en tout cas, ce que je veux qu'on sache pour que l'on ne médise pas de ce projet, c'est que nous voulons faire une action préparée, massive, articulée, généralisée, et non pas particulière à certains groupes, à certaines sections ou à certaines fédérations.

Et alors, demain, avec cette base prête, même si vous ne croyez pas au fascisme, avec ce prétexte antifasciste, si vous ne croyez pas au fascisme, nous avons l'occasion de nous préparer pour faire semblant, si vous voulez, de mater ce fascisme ; et quand l'occasion d'aller à la conquête du pouvoir se présenterait, une de ces occasions fugitives que l'Histoire prépare, que nous, nous ne voulons pas préparer, dit-on, — c'est à voir ! — eh bien, nous pourrions alors, militants, militants et sympathisants, dont l'unité d'action alors pourrait se concentrer, se collectiviser sur cette base-là, alors nous pourrions aller à la conquête du pouvoir. Mais nous savons, — et vous devez savoir, — que la prise du pouvoir n'est que le premier pas, et le plus facile, de la socialisation, et qu'une fois le pouvoir conquis, il faudra avoir, dans la main, des militants déjà entraînés, prêts au sacrifice, pour vous permettre, camarade Faure, camarade Blum, avec votre dévouement, votre compétence, votre précision, de préparer et de lancer au pays des lois de socialisation, au moment des vacances même de la légalité. Cela, vous le ferez sous la protection de cette milice rouge, qui aura évidemment des musettes et des bidons, parce qu'il faudra bien qu'elle mange, et sommairement, comme fait le peuple — il est habitué à manger comme cela, le

peuple — mais c'est sous sa protection que cette révolution, vous pourrez la continuer ! Vous pourrez, grâce à la milice rouge, vous défendre contre le fascisme, préparer l'assaut du pouvoir capitaliste, le garder, et je veux en terminant (*applaudissements*) me retourner, par la pensée, je veux aller jusque vers ces militants de province à qui j'ai dit que je dirai cela, dans ce Congrès ; à qui je dirai l'accueil que le Congrès a fait ou fera à ces idées maîtresses, sinon au plan qui m'est particulier et dont je me soucie fort peu ! Alors, là-bas, dans le Midi, dont on se moque, mais où il y a une énergie insoupçonnée, quand je dirai à mes camarades, en rentrant auprès d'eux, quand je chanterai avec eux l'*Internationale*, quand je leur chanterai cette *Internationale*, je leur redirai ceci : — mais je vous le dis aussi — « pour la lutte finale, groupez-les, groupez-nous, goupez-vous, et demain l'*Internationale* sera le genre humain » ! (*Applaudissements.*)

(*Chant de l'Internationale ; applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne maintenant la parole au camarade Zyromski... (*Protestations.*)

Alors, citoyens, nous allons renvoyer à 9 heures.

La séance de ce soir sera présidée par notre camarade Rivière, assisté de nos camarades Marcel, de l'Isère, et Chaze, des Basses-Pyrénées.

Je donne la parole pour quelques minutes seulement, à notre camarade Suzanne Buisson, qui a une communication à faire au Congrès.

SUZANNE BUISSON. — Camarades, la communication que je vais vous faire sera très brève : je demande à toutes les femmes présentes au Congrès d'assister à la réunion amicale (et non officielle) que nous tiendrons demain matin à 10 heures ici-même, dans une salle du sous-sol, afin de voir ensemble ce que nous pouvons faire pour la propagande dans les fédérations, et pour étendre entre toutes les femmes présentes, les liens d'amitié qui seront très favorables à la propagande du Parti dans les milieux féminins.

La séance est levée.

CINQUIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935

(Séance du soir)

Président : RIVIÈRE.

Assesseurs : MARCEL (Isère), CHAZE (Basses-Pyrénées).

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR
ET CONTRE LA CRISE**

(SUITE)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vous fais connaître qu'il y a vingt-cinq orateurs inscrits, et que nous avons quarante minutes de retard. Il est donc nécessaire d'ouvrir la séance tout de suite.

La parole est à Zyromski.

ZYROMSKI. — Camarades, je viens défendre devant vous la résolution dite de la *Bataille socialiste*, sur la prise du pouvoir. Je n'ai pas l'intention de faire un exposé d'ensemble de cette résolution. Mais je voudrais dissiper un certain nombre d'équivoques, un certain nombre de malentendus pour aboutir, je ne dis pas à emporter la

conviction de tout le Congrès, mais pour arriver néanmoins au maximum de clarification entre nous.

Il faut que je dise tout de suite que, contrairement à ce que l'on a avancé, nous ne prétendons nullement que les moyens légaux, que les moyens de la démocratie bourgeoise, que les moyens constitutionnels sont des moyens à mettre au rebut à l'heure actuelle. Nous ne l'avons pas dit, et nous avons même écrit le contraire. Nous voulons utiliser au maximum ce que mon ami Marceau Pivert, avec lequel je suis pleinement et totalement solidaire, nous voulons utiliser au maximum toutes les réserves résiduelles de la démocratie bourgeoise, tous les moyens légaux qui sont à notre disposition, tout le mécanisme des institutions démocratiques que nous pouvons conserver.

On nous a fait dire que nous voulions rejeter ces moyens de la démocratie bourgeoise, que nous étions des putchistes, des insurrectionnalistes, des blanquistes ; je tiens encore une fois à m'élever nettement contre ces critiques, qu'on nous a déjà adressées l'année dernière, et qui sont complètement fausses, qui sont même, à un certain degré, diffamatoires ! (*Applaudissements.*)

Mais, avec la même netteté, que nous disons que nous voulons utiliser au maximum tous les moyens légaux, tous les moyens de la démocratie bourgeoise, nous disons qu'à l'heure actuelle, ces moyens, même utilisés à plein, sont absolument insuffisants pour conduire le Parti socialiste à la prise du pouvoir, à la marche au socialisme, à la construction de l'édification socialiste. (*Applaudissements.*)

Comme le disait Jules Guesde, tous les moyens y compris les moyens légaux, mais les moyens légaux sont insuffisants pour conduire le prolétariat à la victoire totale et à la prise du pouvoir ! Ils sont insuffisants parce que même si nous considérons, la démocratie avec toute sa substance, même si nous considérons la démocratie perfectible, même si nous nous plaçons dans le cadre d'un capitalisme stabilisé, et dans le cadre d'une démocratie ascendante, comme on pouvait avoir le droit de

se placer avant la guerre mondiale, et avant la grande crise terminale de l'économie capitaliste, même à ce moment-là les hommes les plus représentatifs du socialisme n'ont jamais cru que cette démocratie en progression pouvait exclusivement conduire le prolétariat à la victoire. Et alors, camarades, ce serait, au moment où nous sommes entrés dans ce que j'ai appelé la « crise terminale de l'économie capitaliste », c'est au moment où nous voyons, sous l'influence de cette crise terminale, les contradictions internes de la démocratie bourgeoise éclater, au moment où nous voyons non seulement la démocratie ne plus être en situation ascendante, mais dans certains pays, être mutilée et complètement annihilée, et dans les autres, vidée progressivement de sa substance, c'est à ce moment historique que le socialisme oublierait et renierait tout son fond révolutionnaire, et croirait pouvoir atteindre ses objectifs par le développement normal, légal, traditionnel de la démocratie bourgeoise ? par l'usage exclusif de cette légalité bourgeoise pourtant limitée dans son objet et dans son essence ? (*Applaudissements.*) Vous voyez, camarades, quelle contradiction ! quel reniement et quel abandon de toute la notion même du socialisme révolutionnaire !

On dit que nous sommes des putchistes, des blanquistes ! On dit que nous sommes de ceux qui ont renié la tradition marxiste ; au contraire, nous renierions la tradition marxiste, nous renierions le socialisme révolutionnaire, si à l'heure où la crise du capitalisme est si formidable, à l'heure, où les contradictions du capitalisme s'accusent si fortement, nous disions que pour aboutir au socialisme révolutionnaire, à la prise du pouvoir, point de départ de l'édification du socialisme, nous pourrions arriver par le mécanisme normal et légal d'une démocratie bourgeoise de plus en plus insuffisante, vidée dans sa substance vivifiante ! (*Applaudissements.*) Nous cesserions d'être des marxistes, d'être des socialistes, nous cesserions d'être révolutionnaires si, à l'heure actuelle, même, nous donnions quelque importance à cette éventualité dont parle le rapport de nos camarades Paul Faure et Séverac, à cette éventualité de l'accession au

socialisme par le jeu normal de la croissance électorale et de l'a croissance parlementaire.

En réalité, camarades, — et c'est cela l'idée essentielle, c'est cela l'idée directrice de notre résolution, et c'est sur ce point que nous serons intransigeants à la Commission des résolutions, je le déclare tout de suite! — la marche au socialisme, la marche au pouvoir, je ne dis pas, encore une fois à l'accession au gouvernement... — et l'attitude que j'ai prise cet après-midi, en ce qui concerne la constitution possible des gouvernements de front populaire démontre le contraire... — mais en ce qui concerne la conquête du pouvoir, c'est-à-dire la prise du pouvoir pour le prolétariat, pour le démantèlement de l'Etat capitaliste et pour la construction socialiste, cela se fera nécessairement, cela se fera obligatoirement par la révolution prolétarienne; en dehors de la révolution prolétarienne, en dehors du déclenchement de la force révolutionnaire de masse du prolétariat, pas véritablement de prise de pouvoir pour le Parti socialiste de la classe ouvrière! (*Applaudissements.*)

Que nous le voulions ou non, camarades, malgré que nous ne sommes pas pour la violence systématique, quoique nous souhaitons une révolution s'accomplissant dans la joie, dans le calme et dans la paix, nous savons, à l'heure actuelle, que nous ne pouvons pas faire l'économie de la révolution prolétarienne! (*Applaudissements.*) Nous ne pouvons pas éviter la lutte de classes, nous ne pouvons pas éviter la guerre des classes, les classes possédantes n'ont jamais fait volontairement leur nuit du 4 août! Les classes possédantes se défendent et contre-attaquent! Elles ont les moyens de coercition, et des moyens de domination, et c'est en définitive par la guerre, par la guerre des classes, par la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, que nous arriverons au socialisme! (*Applaudissements.*)

Nous n'avons pas le droit de taire ces choses; nous n'avons même pas le droit de considérer comme possible, à l'heure actuelle, d'autre éventualité! Ce n'est pas par le développement normal et régulier de la démocratie bourgeoise, que nous triompheront! La démocratie

bourgeoise, les moyens de la démocratie politique, cela sert à rendre les parties socialistes puissants; cela sert à les rendre nombreux, cohérents, disciplinés. Cela augmente la capacité d'émancipation de la classe ouvrière, cela intensifie la force de revendication et de combat du prolétariat, mais cela n'est pas suffisant pour les conduire à la victoire! Nous ne ferons pas, je le répète, l'économie de la révolution prolétarienne, et la révolution prolétarienne, qu'est-ce que c'est? C'est en dehors des cadres mêmes de la légalité bourgeoise, le déclenchement de la force de masse du prolétariat!

Et ici, je veux dissiper une autre équivoque, et un autre malentendu. Nous serions des blanquistes? Nous serions des putschistes? Qu'est-ce que le blanquisme? camarades. Qu'est-ce que le putschisme? C'est cette conception qui fait que l'on pense conquérir le pouvoir à la suite d'un coup de force, à la suite d'un coup de main, opéré par une petite avant-garde peu nombreuse et entraînée du prolétariat, mais une avant-garde séparée de l'ensemble de la classe ouvrière.

Jamais, à aucun moment, nous n'avons dit, et nous n'avons écrit de pareilles choses, qui, évidemment, nous couperaient de la tradition marxiste! Pour nous, la révolution prolétarienne, c'est la révolution de toute une classe, c'est le déclenchement de la force de masse, sur le plan politique et sur le plan économique conjugués de toute la classe ouvrière.

La grève générale pour nous, ce n'est pas exclusivement la grève des bras croisés. Non, camarades, le prolétariat, pour être victorieux, n'a pas seulement besoin de rester immobile pour être formidable; il faut qu'il soit actif, et pour nous, la grève générale, la grève générale révolutionnaire, ne se conçoit pas exclusivement dans la cessation du travail. Elle s'accompagne de l'utilisation d'un certain nombre de techniques révolutionnaires qui doivent être adaptées au développement industriel lui-même.

Notre camarade Jules Moch, dans une brochure récente, pleine d'aperçus extrêmement intéressants, a indiqué selon lui que les techniques révolutionnaires de la

grève générale devaient faire l'objet d'études préalables et approfondies, afin de tirer de cet instrument le maximum d'efficacité révolutionnaire. Mais, camarades, la grève générale et révolutionnaire même accompagnée de l'ensemble des techniques révolutionnaires, ne suffit pas. Nous considérons que la révolution prolétarienne, c'est la conjugaison de la grève générale avec les grands mouvements de masses politiques. Mais nous voulons ici dissiper une autre équivoque : après avoir dissipé l'équivoque du coup de force insurrectionnel tenté par une petite minorité audacieuse, je veux en dissiper une troisième : celle qui a trait à l'armement général du peuple.

Oui, nous considérons que l'armement du prolétariat, l'armement du peuple, la lutte à main armée, est la phase ultime de la guerre des classes, pour la prise du pouvoir, et pour la construction du socialisme. Seulement, l'armement du prolétariat, camarades, nous ne le concevons pas sous cette forme véritablement sommaire et un peu puérile, qui consisterait à ouvrir des souscriptions publiques pour doter nos camarades d'un pistolet automatique et même de quelques mitrailleuses. L'armement du prolétariat, camarades, c'est bien autre chose, et c'est tout autre chose, et ça ne consiste pas simplement à se munir de bâtons, de musettes ou de bidons ! Cela consiste (*applaudissements*) à avoir les armes de la bourgeoisie, cela consiste à avoir les canons de la bourgeoisie, à être maîtres des canons et des dépôts d'armes pour armer le prolétariat ! (*Applaudissements.*)

Camarades, cela, c'est ce que nous appelons, dans notre résolution, l'action des prolétaires grévistes, maîtres de la rue, maîtres des usines, la jonction des prolétaires grévistes maîtres de la rue, maîtres des usines, utilisant leurs capacités de production par la grève générale, et l'utilisant à plein, avec les prolétaires soldats, maîtres des casernes, maîtres des arsenaux et maîtres des navires ! Voilà sous quel angle nous considérons l'armement général du peuple !

Camarades, nous, qu'on accuse d'être des putchistes, qu'on accuse d'être des aventuriers, nous considérons qu'il ne suffit pas même de le faire voter dans un Con-

grès. Il faut préparer cette situation par une propagande de masse et intensive, dans tous les milieux, et il faut la préparer par une politique de pénétration systématique, dans tous les milieux où règne la force coercitive de la bourgeoisie ! Il faut créer cette situation par une propagande systématique, et il faut également que le Parti socialiste développe partout ses liaisons nécessaires pour que le moment venu, il puisse véritablement utiliser pour lui l'armement de la bourgeoisie qui deviendra l'armement du prolétariat ! (*Applaudissements.*)

Nous sommes des blanquistes, des putchistes, des insurrectionnalistes ou des aventuristes ? Les véritables aventuristes, voyez-vous, ce sont ceux qui croient, comme le disait tout à l'heure, mon camarade Séverac, que tout cela pourrait se produire d'une façon spontanée. Non ! La révolution se prépare, l'action révolutionnaire se prépare (*applaudissements*), l'action révolutionnaire s'étudie ; autrement, oui, c'est du putchisme et de l'aventurisme ! Les putchistes, les aventuristes, c'est vous, ce n'est pas nous, qui sommes fidèles au marxisme révolutionnaire ! (*Applaudissements.*)

Maintenant que nous avons indiqué la perspective révolutionnaire, maintenant que nous savons que la prise du pouvoir, que la conquête du pouvoir, passera obligatoirement par cette phase de lutte économique, politique, et à main armée, maintenant que nous savons que le socialisme ne pourra pas s'instaurer par le développement normal de la démocratie, parlementaire, est-ce que nous ne devons pas utiliser les leçons de l'expérience de la social-démocratie allemande et de la social-démocratie autrichienne ?

Ah ! camarades, ces partis, ils étaient beaucoup mieux organisés que les nôtres ! Ils étaient plus nombreux, ils avaient une armature organique plus solide, ils avaient des effectifs électoraux, des effectifs parlementaires, des institutions municipales, auprès desquels les nôtres ne sont rien !

Je ne veux pas, à l'heure actuelle, adresser des paroles de reproche à des hommes qui sont vaincus, et à des hommes qui ont eu le courage de reprendre la lutte dans

des conditions infiniment plus difficiles, et infiniment plus héroïques que celles que nous traversons aujourd'hui ; mais enfin, nous avons bien le droit et le devoir de profiter des leçons de l'expérience ? Voyez-vous, l'erreur tragique des grands partis de la deuxième Internationale, est d'avoir cru que par la croissance électorale, par la croissance parlementaire, par le développement des institutions ouvrières municipales et syndicales, ils pourraient, graduellement, accéder au socialisme. Ça a été une lourde faute, et une lourde erreur, car au fur et à mesure que la croissance prolétarienne se développait, le terrain de la démocratie sur lequel il s'appuyait allait en se rétrécissant, et ce qu'il y a eu de plus tragique dans l'expérience de la social-démocratie autrichienne, c'est que la démocratie ne leur a pas été enlevée brutalement. Quand on enlève brutalement certains avantages, on peut se réveiller. Non, ils ont été grignotés progressivement, et lorsqu'ils ont voulu recourir à la grève générale, à l'insurrection à main armée, le terrain de la démocratie leur était déjà enlevé, la combativité révolutionnaire était éteinte, et dans ce pays de discipline prolétarienne, admirable, on a vu les cinq mille hommes du Schussbund mourir héroïquement, tandis que les centaines de mille de prolétaires viennois ne répondaient pas à l'ordre de la grève générale !

Eh bien ! camarades, nous avons le devoir de nous en souvenir ; nous le disions dès 1927 au Congrès de Lyon, une action révolutionnaire telle que je viens de la définir, sur le plan politique, et économique, doit être préparée et étudiée par le Parti socialiste. Ne pas faire cela, fermer les yeux à cela, se complaire à une sorte de fatalisme, dire que cela arrivera fatalement un jour, cela c'est préparer les conditions de la défaite. Nous voulons préparer les conditions de la victoire ! (*Applaudissements.*)

Camarades, la perspective révolutionnaire, savoir la discerner, c'est bien. Mais une fois qu'on l'a discernée, il faut que le Parti soit adapté aux nécessités révolutionnaires de lutte. Je ne crains pas de le dire, pour moi le conservatisme statutaire n'est pas une preuve de fidé-

lité marxiste. La structure actuelle du Parti ne répond pas à ces nécessités révolutionnaires de lutte. Je ne veux pas la bouleverser, je ne veux pas la changer inconsidérément, je sais comment, en 1905, les statuts du Parti ont été élaborés. Mais ce que je sais, c'est que toute notre organisation, toute notre activité est calquée sur l'action électorale ; toute l'action du Parti est calculée et moulée pour ainsi dire, sur les circonscriptions électorales, groupes de quartiers, sections de communes, comités d'arrondissement, fédérations départementales. Cela est bien pour l'action électorale. Cela n'est pas bon, cela n'est pas bien pour l'action et pour l'activité révolutionnaire.

L'organisation fédérative de notre Parti peut répondre à un certain nombre de besoins ; elle peut répondre à l'utilisation d'un certain nombre de moyens légaux ; mais comme, ainsi que je vous ai dit tout à l'heure, les moyens révolutionnaires ne peuvent pas être évités et qu'il faudra bien les employer, il faut également que la structure de notre Parti soit adaptée à ces nécessités révolutionnaires de la lutte. Et je ne crois pas du tout que l'organisation fédérative de notre Parti réponde à ces besoins. Je crains même que l'organisation fédérative de notre Parti ne réponde pas à cette nécessité d'homogénéité et d'action totale, car voyez-vous, avec l'organisation fédérative du Parti, et avec l'habitude que l'on a de reconnaître aux fédérations une autonomie trop grande, trop souvent l'action du Parti se reflète dans le miroir brisé de 90 fédérations.

Je souhaite pour mon Parti une autorité centralisée. Je ne souhaite pas du tout que l'on revienne sur les principes de démocratie intérieure, pour l'élaboration de l'orientation générale de l'action. C'est le Parti lui-même dans ses Congrès, ses Assemblées nationales, qui souverainement doit prendre les décisions. Mais une fois que les décisions sont prises, une fois que l'action est délimitée, une fois que l'action est orientée, alors centralisation dans la direction pour l'homogénéité d'action totale. (*Applaudissements.*)

Et puis, également, pour tout ce travail de préparation révolutionnaire, pour tout ce travail de pénétration dans

les milieux bourgeois, je crois qu'il faut créer un certain nombre de branches d'activités spécialisées reliées entre elles. Je crois, également, qu'il faut que les fédérations départementales qui, isolées, ne sont pas assez puissantes pour la plupart, doivent être reliées entre elles, non seulement pour la propagande, mais également pour l'autodéfense du Parti. Et ici, je veux apporter un certain nombre de précisions.

L'autodéfense du Parti, les groupes d'autodéfense, cela est, à l'heure actuelle, camarades, une nécessité absolue, et personne ne le conteste. Mais, comme je l'ai dit, nous ne voyons pas en eux des instruments et des moyens d'action pour la prise révolutionnaire du pouvoir. La prise révolutionnaire du pouvoir, camarades, c'est autre chose et c'est bien autre chose ! Mais nous considérons ces équipes d'autodéfense comme absolument nécessaires au fur et à mesure que se développent les organisations paramilitaires de la bourgeoisie.

Mais nous ne les concevons pas spécialement et exclusivement comme des équipes de protection, de défense de nos réunions. Et, puisque nous sommes accusés d'être des putchistes, puisque nous sommes accusés d'être des insurrectionnalistes et des blanquistes, je veux faire appel à un certain nombre de témoignages.

Je lis le procès-verbal de la Conférence des secrétaires de secteurs qui, le 15 avril 1934, a été remise à Paris ; c'est notre camarade Léon Blum lui-même qui, avec une insistance toute particulière, disait aux secrétaires de fédérations et aux secrétaires de secteurs : « Vous savez... il faut éclaircir la discussion : ce qu'on attend des secrétaires fédéraux, ce n'est pas la défense de nos réunions, telle qu'elle est assurée depuis des années, mais une organisation beaucoup plus sérieuse et plus nouvelle. Nous sommes devant la possibilité d'un danger, et il faut aller au delà de la constitution des groupes de défense pour la simple défense des réunions. Il faut des groupes cohérents plus importants, pour cristalliser la résistance fasciste auteur d'eux. Il faut que les efforts faits dans les fédérations soient étendus là où ils sont commencés, et commencer ailleurs. » Blum indique que « c'est pour la

coordination des efforts. Et il est difficile, pour le Parti, d'être en relation avec les 90 fédérations ; il faut envisager des groupements régionaux avec organisation à plusieurs étapes de façon à ce que le centre n'ait affaire qu'à huit ou dix personnes, avec lesquelles les contacts personnels seraient plus aisés ».

Et à ceux qui nous accusent d'être partisans de l'action clandestine, je suis un peu tranquille depuis les déclarations de notre camarade Lebas, qui nous a indiqué que ce qu'il allait faire dans le Nord, il ne le ferait pas dans le grand jour !

Non, camarades, l'action révolutionnaire du Parti, ne se fait pas au grand jour. Nous n'avons pas à nous étaler et à dévoiler nos plans aux hommes de la bourgeoisie. Et c'est Blum qui disait au 15 avril : Sans recourir à l'organisation secrète, il est tout de même certain qu'en période critique, il est utile que l'ensemble des données soient dans les mains d'un petit nombre. Il faut, dit Blum, arriver à quelque chose d'efficace, et nous ne l'obtiendrons qu'en réduisant le nombre des responsables.

J'ai voulu citer devant le Congrès ces paroles d'un homme dont l'autorité est incontestable et incontestée pour démontrer qu'en ce qui concerne la préparation de l'organisation et de l'action révolutionnaire, ce n'est pas véritablement en se dévoilant aux yeux de la bourgeoisie qu'on dote le Parti de son outil révolutionnaire ! (*Applaudissements.*)

Camarades, je n'en dis pas davantage, sur notre résolution. Ce qu'elle est, c'est une résolution de perspective révolutionnaire. Encore une fois, en disant cela, nous ne voulons pas dire qu'il faut négliger les moyens de la démocratie bourgeoise, mais encore une fois, et je le répète, car sur ce point nous serons intransigeants, la marche au pouvoir ne se fera pas sans la révolution prolétarienne, telle que je viens de la définir, et telle qu'il faut la préparer.

Si vous ne dites pas cela, si même dans un but de conciliation, dans un but de synthèse qui n'en serait pas une, vous acceptiez de mettre dans le même plan l'alter-

native réformiste et gradualiste d'une part, l'alternative révolutionnaire d'autre part, comme on l'a fait plusieurs fois dans le programme de Linz de la social-démocratie autrichienne et au Congrès international de Vienne, je vous dirai : « Non ! l'heure n'est plus à ces jeux de motions et à ces jeux de Congrès. Il faut que le Parti voie clair et il faut qu'il dise qu'il voit clair ! » (*Applaudissements.*)

Et une fois qu'il aura dit qu'il a vu clair, il faut qu'il s'organise clairement, en fonction de cette perspective.

J'en ai terminé, camarades. Dans quelques minutes supplémentaires, dépassant peut-être un peu le sujet, le temps qui m'est imparti, je voudrais également répondre à la dernière partie de l'intervention du camarade Séverac sur l'unité d'action, et sur l'unité organique ? Dans votre résolution, dans votre rapport un peu différent de la tonalité de certains articles, que nous avons vus dans le *Populaire* avant le Conseil national du 3 mars, n'est-ce pas ? vous vous dites partisans sans réserve de l'unité d'action et de l'unité organique. Oh ! très bien, camarades ! Nous nous contentons d'avoir raison, simplement, et nous croyons que ce serait diminuer notre position que de vouloir, à toute force, avoir raison contre quelqu'un. Nous ne cherchons pas des victoires, nous, contre des camarades de notre Parti. (*Applaudissements.*) Mais dites-moi, l'unité d'action et l'unité organique ? Vous la voulez comme nous, nous en sommes convaincus. Seulement, ici, je n'oublie pas que je parle aujourd'hui mardi à la tribune de mon parti, et samedi dernier a paru dans le journal officiel du Parti communiste, dans l'*Humanité*, une proposition de charte, d'unité de la classe ouvrière en France, qui a été soumise par le Parti communiste à la Commission d'unification dans sa séance du 29 mai 1935.

Je suis membre de la Commission d'unification. Je n'ai pris connaissance de cette charte d'unité de la classe ouvrière en France, que par le numéro de l'*Humanité* de samedi, en me rendant au Congrès de Mulhouse...

Plusieurs voix. — De l'*Humanité* !

ZYROMSKI. — Oui de l'*Humanité*...

Quelques voix. — Tu ne l'as pas reçue ?

ZYROMSKI. — Non, je ne l'ai pas reçue. Mais je ne cherche pas à l'heure actuelle, dans un débat de ce genre, un incident subalterne. J'ai devant moi le projet proposé par le Parti communiste.

Nous voulons l'unité d'action et l'unité organique. Eh bien ! non seulement en mon nom personnel, mais au nom d'un grand nombre de mes amis, et non pas seulement de ceux qui sont signataires de notre motion, je déclare que cette charte que j'ai lue avec joie, que j'ai lue avec attention, oh ! certainement je ne l'accepte pas de la première ligne jusqu'à la dernière, il y a un certain nombre de développements qui ne me paraissent pas rentrer normalement dans la formulation d'une charte d'unité de la classe ouvrière, constituée, de la part du Parti communiste, un grand pas en avant vers la recherche de cette synthèse marxiste, base de l'unité ouvrière en France, et je suis heureux de le dire à cette tribune !
(*Applaudissements.*)

Nous considérons que les principes qui sont inclus ne sont nullement en contradiction avec les principes fondamentaux de notre pacte d'unité, et que les leçons de l'expérience révolutionnaire, tirées de la révolution russe, et des révolutions d'après-guerre, se trouvent exactement déterminées en ce qui concerne l'exercice de la dictature du prolétariat et en ce qui concerne aussi la conquête du pouvoir de haute lutte, pour la socialisation des moyens de production et d'échange !

Par conséquent, camarades, si nous savons avec bonne foi, avec ténacité, pour reprendre une expression du père Vaillant, vouloir l'unité avec rage, il faut reconnaître que, avec la charte d'unité telle que le Parti communiste nous la propose, des pas en avant ont de nouveau été faits, et cette recherche des points de jonction nécessaires entre le communisme soviétique et la social-démocratie s'accomplit progressivement ; si nous savons vouloir agir avec persévérance, nous sommes véritablement sur le chemin de l'unité d'organisation et alors, avec l'unité d'action

élargie jusqu'à l'unité organique, avec la perspective révolutionnaire clairement discernée, avec une structure du Parti adaptée aux nécessités révolutionnaires de la lutte présente, alors oui ! nous pourrons d'un pas sûr, d'un pas ferme, les yeux clairs, aller vers notre objectif à nous : le pouvoir, pour la construction du socialisme et l'accomplissement de notre révolution ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Vieux, de la Fédération de la Loire.

VIEUX (Loire). — Camarades, c'est encore un délégué de province qui va, à son tour, prendre la parole ; je serai reconnaissant au Congrès de le laisser parler, dans le plus grand silence, étant donné qu'il intervient pour la première fois dans un Congrès national.

En premier lieu, dans ma fédération, nous avons regretté que les motions signées de membres éminents du Parti ne figurent pas, comme par le passé, dans l'organe officiel, le *Populaire*.

Auparavant, si j'ai bonne mémoire, il y avait des motions désignées par des lettres, A, B, C, D, etc., et chaque militant pouvait, en toute connaissance de cause, comparer, décider de son choix et opter pour la motion qui avait ses préférences.

Les diverses motions qui nous ont été soumises pour la prise du pouvoir, contiennent toutes les idées que nous approuvons sans réserve et aussi quelques autres auxquelles nous ne saurions souscrire. Pour établir un choix judicieux, conforme à nos convictions, il est arrivé que nous approuvions telle motion sur quelques points et que nous la désapprouvions sur certains autres. C'est-à-dire que nous suivions une motion en partie, mais non dans son ensemble, ce qui a fait naître des motions de fédérations traduisant leur façon de voir sur des points particuliers, mais qui s'apparentent aux principales motions qui sont présentées aujourd'hui.

J'en arrive à la question qui nous intéresse : la lutte pour le pouvoir. Le Parti socialiste est une force dans

le pays. Par ses sections, ses fédérations, souvent puissantes, il représente une masse compacte, qui a ses élus dans les Conseils municipaux, les Conseils d'arrondissement, les Conseils généraux et au Parlement.

Or, quelle est la position du Parti socialiste, vis-à-vis du gouvernement actuel ? Le gouvernement actuel est un gouvernement d'union nationale à étiquettes multiples : où voisinent radicaux, catholiques et réactionnaires. Il est incapable de résoudre les problèmes présents. Il est incapable de résoudre la crise. Il est aux ordres de la finance. Il favorise tant qu'il peut les ligues fascistes qu'il ne désarme pas. Il pratique à sa façon la lutte des classes et la répression. Or, ce gouvernement, qui ne correspond en rien à l'idéal socialiste, est soutenu par une force considérable : la haute finance qui a à ses ordres, la presse, la presse bourgeoise, cette presse de réaction qui, dans tout le pays, empoisonne l'opinion.

Nous n'avons, pour nous défendre, que votre vaillant organe, le *Populaire*, des organes de fédérations qui, comme celui de la Fédération du Haut-Rhin, sont dignes d'admiration. Nous avons encore, à côté de nous, quelques organes prolétariens, comme l'*Humanité* et le *Peuple*, mais tous les autres organes, quels qu'ils soient, sont plus ou moins apparentés aux forces de réaction.

Le pouvoir et la presse sont donc tout entiers entre les mains des exploiters. Nous voulons les remettre entre les mains du peuple.

Presque tous les actes du gouvernement actuel sont dirigés contre la classe ouvrière et contre ses intérêts. Ceci, est une action de tous les jours, que vous connaissez parfaitement et que je n'ai pas lieu de préciser ici.

Or, pour répondre à la question qui nous est soumise, je déclare qu'il nous faut le pouvoir, tout le pouvoir, pour établir le socialisme et, peu à peu, en réaliser le programme.

Ceci dit, il faut envisager de quelle façon nous pourrions conquérir le pouvoir. Deux hypothèses se présentent à nous : premièrement, la conquête du pouvoir par des moyens légaux, en employant la forme parlementaire, et,

la deuxième hypothèse, est celle de la conquête du pouvoir par des moyens révolutionnaires.

Or, dans une phrase célèbre, Guesde disait :

Si quelque chose est particulièrement idiot, c'est le départ que l'on s'est avisé de faire entre les moyens divisés en légaux, illégaux, en pacifiques ou en violents, pour admettre les uns et repousser les autres. Il n'y a, il n'y aura jamais qu'une seule catégorie de moyens déterminés par les circonstances : ceux qui conduisent au but poursuivi, et ces moyens sont toujours révolutionnaires, lorsqu'il s'agit d'une révolution à accomplir.

Révolutionnaire est le bulletin de vote si légal qu'il soit, lorsque sur le terrain des candidatures de classes, il organise la France du travail contre la France du capital.

Révolutionnaire est l'action parlementaire si pacifique soit-elle, lorsqu'elle bat, du haut de la tribune de la Chambre, le rappel des mécontents de l'atelier, du champ et du comptoir.

S'il vous plaît, camarades, je vous ai réclamé un peu de silence ! (*L'orateur parle dans le bruit.*)

Je commencerai par examiner la première question : la méthode parlementaire.

Il est évident que je serai obligé de passer sur des choses qui ne sont pas toujours une joie pour nous. Tout à l'heure, on a parlé du cas Frossard, et ceci est dans le cœur de chaque militant, comme une grosse désillusion, d'autant plus sensible que Frossard occupait de toute évidence une position capitale dans notre Parti. Nous avons eu dans le passé des chefs et des chefs qui n'ont jamais failli à la classe ouvrière ; l'éternelle gloire de Guesde sera d'avoir consacré sa vie au prolétariat, et l'éternelle gloire de Jaurès est d'avoir donné sa vie pour lui, après lui avoir tout donné.

Aujourd'hui, je ne crois pas que nous ayons des chefs qui valent moins que ceux du passé. Ce ne serait que pour admirer leur conduite, en face des menaces qui pèsent aujourd'hui sur leur vie même !

La méthode parlementaire, je n'y ai, pour ma part, aucune confiance. En 1932, une Chambre qui n'a jamais été aussi à gauche a été élue. Or, Herriot l'a tout d'abord orientée à droite, et depuis le 6 février, dominant la

législature, grâce à la droite du Parti radical, il a permis et, par conséquent, imposé l'union nationale au pays. Jamais nous n'avons eu tant de reniements de la part du Parlement. Il s'est laissé mettre en vacances, et il l'a voté ! Il a laissé une politique de décrets-lois s'établir et se substituer à lui. On a pu en appeler directement au pays chaque semaine par le micro en l'insultant.

Croire à l'efficacité des méthodes parlementaires, dans de telles conditions, est presque une utopie.

Une voix. — Les conclusions !

VIEUX. — Cependant, il faut prévoir le cas, et Zyromski l'a exprimé avec talent, où des circonstances exceptionnelles nous obligeraient, sur ce terrain, à accepter le combat.

Les communistes ont été plus loin que nous. Ils ont préconisé, lorsqu'ils ont pris l'initiative d'une délégation des gauches, d'aller jusqu'à Bonneval, pour lutter contre le fascisme et le désarmer.

Mais la méthode révolutionnaire reste, je le crois finalement, la seule méthode qui aboutira.

Il faut être prêt à prendre le pouvoir en toutes circonstances. L'Histoire abonde d'exemples de prise révolutionnaire du pouvoir : la Commune de 1871, la Révolution russe, la Révolution d'Allemagne, en 1918 ; plus près de nous, il y a des prises du pouvoir révolutionnaire par le fascisme, en Italie ; il y a encore la prise du pouvoir par les Hitlériens, en Allemagne, qui se sont inspirés des deux méthodes. Toutes ces prises de pouvoir ont un caractère révolutionnaire, et indiquent que le moment peut se présenter d'un jour à l'autre.

En quelles circonstances ne souhaitons-nous pas prendre le pouvoir ? Là-dessus, je rejoindrai Paul Faure ; c'est par exemple dans les circonstances d'effondrement financier, ou dans celles de la guerre. Et sommes-nous prêts, je vous le demande, camarades, à prendre le pouvoir ? La prise de pouvoir est prématurée, si nous l'envisageons seuls. Il faut d'abord, pour prendre le pouvoir, réaliser l'unité organique. Or, les circonstances peuvent la réali-

ser rapidement. Il y a trois ans, si on avait parlé d'unité d'action avec les communistes, on aurait pu rire. Or, aujourd'hui, non seulement nous faisons des meetings, des manifestations avec les communistes, mais nous approchons de l'unité organique de toute évidence ; l'unité réalisée, la conquête sera une question de jours.

Qu'est-ce qui peut hâter la prise du pouvoir ? A mon avis, ce qui peut hâter la prise du pouvoir, et ce qui est dans l'âme de tout congressiste, quel qu'il soit, c'est l'éventualité d'un putsch fasciste. Six mille manifestants de droite place de la Concorde ont renversé le gouvernement Daladier. De La Rocque a pu dire dernièrement : « Il n'y aura plus de 6 février ; la prochaine fois, ce sera définitif ! » Vous savez, comme moi, que les fascistes ont des moyens d'organisation puissants, qu'ils font des démonstrations publiques, comme Roubaix, Saint-Etienne, Limoges, Cambrai. Leur organisation méthodique pour la prise du pouvoir est un danger pour le prolétariat et les libertés. Leur mobilisation rapide se révèle dangereuse. Ces ligues sont encadrées d'intellectuels. Or...

LE PRÉSIDENT. — Camarades, cessez les conversations, ça gêne l'orateur !

VIEUX. — Dans tout ceci, qu'est-ce qui peut faire reculer le fascisme ? Ce sont les démonstrations de forces d'unité prolétarienne.

Vous avez su comme moi que le Parti communiste a modifié totalement sa tactique, au point de vue électoral comme au point de vue parlementaire. Pourquoi a-t-il modifié cette tactique ? C'est qu'il a senti, tout comme nous, un danger. J'estime, comme mes camarades de la Fédération de la Loire, que l'heure est grave, qu'il faut qu'une politique de préparation révolutionnaire s'impose...

LE PRÉSIDENT. — Silence, je vous en prie !

VIEUX. — Il faut être prêt ; le Parti socialiste doit donc s'organiser et se défendre.

Le peut-il seul ? Non, il ne le peut pas seul. Il faut

qu'il se lie avec les partis ouvriers. Nous estimons que seul le Parti ouvrier ayant réalisé son unité est qualifié pour prendre le pouvoir, mais nous estimons aussi que le Parti doit se mettre en liaison avec toutes les organisations ouvrières et syndicales. L'efficacité d'une cessation concertée du travail, d'une grève générale est indiscutable.

Je vais conclure. Sans méconnaître la valeur du plan de la C. G. T., ou d'un plan quelconque, nous ne saurions-nous, Parti socialiste, nous y assujettir. Nous ne pouvons non plus abandonner toutes les méthodes parlementaires. Mais nous ne pouvons pas compter sur elles.

En effet, il faut que le Parti soit prêt à toutes les éventualités, et qu'il ne subisse pas l'initiative qui viendrait d'autres partis, en cas d'action révolutionnaire.

Le discours de Paul Faure — celui qu'il a fait hier — est, je le reconnais, rassurant à cet égard. Et je terminerai en disant que la Commission administrative permanente a certainement compris les inquiétudes qui se sont manifestées hier en présence des menaces fascistes et qui ont débordé sur la question du Rapport moral. Nous lui faisons confiance, nous savons que la Commission administrative permanente renferme des camarades de toutes tendances. Nous lui laissons le soin, quelles que soient les motions adoptées, de déterminer de façon précise les moyens d'application pratique pour tout d'abord la défense et la lutte contre le fascisme, qui déterminera peut-être, enfin, et de façon définitive, la victoire totale du prolétariat. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je tiens à rappeler qu'il y a encore vingt orateurs inscrits et que le débat doit se terminer demain à midi. J'invite donc les orateurs à être le plus brefs possible.

La parole est à Coeylas.

GRAZIANI. — Il y a nécessité à limiter le temps de parole ! Il est déjà 10 heures et demie.

LE PRÉSIDENT. — Je pense que l'intention du bureau n'était de passer à la limitation au temps de parole que

demain matin. J'invite seulement les orateurs à être le plus brefs possible.

COEYLAS (Seine-et-Oise). — Camarades, nous sommes tous ici d'accord sur un point : la nécessité de prendre le pouvoir. Nous sommes tous aussi, au moins une grande majorité dans le Parti, d'accord pour considérer que la prise du pouvoir ce n'est pas le partager avec une fraction quelconque de la bourgeoisie. C'est prendre le pouvoir total, pour y réaliser le socialisme. Mais où nous nous divisons, c'est quand se pose cette question : « Comment conquérir le pouvoir ? » La motion Séverac - Paul Faure nous dit : « Souvenons-nous des leçons du passé, des leçons de l'Histoire. » C'est sur ce terrain même que je veux me placer. Si nous nous souvenons des leçons de l'Histoire, il apparaît aussitôt que les révolutions passées furent déclenchées par les circonstances les plus diverses. Et il serait indiscutablement utopique de vouloir prévoir les circonstances qui déclencheront la révolution qui vient. Mais il apparaît en même temps que toutes ces révolutions sans exception utilisèrent des moyens d'action, des moyens de combat qui, sous des formes diverses, furent toujours étroitement semblables.

Que ce soit la Révolution française, où nous voyons l'énorme incapacité du pays ardemment révolutionnaire et où, aux heures de bataille, la garde française, contre le régime, se joint aux masses populaires.

Que ce soit la Commune de 1871 que nous voyons..

Ecoutez, camarades ! Il est absolument impossible de développer quoi que ce soit au milieu de conversations semblables ! Et comme je ne veux pas faire perdre son temps au Congrès, je suis prêt à m'arrêter immédiatement, pour céder la parole à un autre !

LE PRÉSIDENT. — Mais non, continuez.

COEYLAS. — ... Que ce soit la Commune victorieuse au début, parce que la population parisienne est en majorité avec elle et que la garde nationale l'appuie, mais que nous voyons écrasée quelques mois après parce qu'elle est restée seule, abandonnée du reste de la France et

que M. de Bismark a mis l'armée régulière à la disposition de M. Thiers.

Que ce soient des révolutions plus proches et plus complexes : la Révolution russe, où les masses les plus actives, les plus agissantes se groupent autour du Parti bolcheviste, tandis que les troupes viennent également appuyer son action.

Que ce soient les deux révolutions allemandes : la première où le pays est à peu près divisé en forces égales : communistes et socialistes. Mais où la social-démocratie a l'avantage d'être au pouvoir et de trouver l'aide, l'appui des cadres instruits de l'armée impériale ; la deuxième, la révolution d'Hitler, où le pays est également coupé en deux masses à peu près égales : 15 millions d'Allemands derrière Hitler, 16 millions contre lui ; mais où la masse hitlérienne est homogène, obéissant à une seule directive, tandis que la masse adverse est divisée en trois grands courants qui se heurtent, se battent, se déchirent, qui répondent à des mots d'ordre différents. Où de plus, à l'heure du dernier combat, quand socialistes et communistes sont prêts, comprenant cette nécessité, à s'unir contre l'ennemi commun, ce sont les chefs qui refusent de s'entendre, qui ne donnent même pas le mot d'ordre de bataille. Et à ce moment, c'est le pouvoir offert à Hitler, c'est-à-dire l'armée et la police mises à sa disposition.

Que ce soit, enfin, la Révolution autrichienne : là ce sont les socialistes qui groupent la force la plus nombreuse, la plus homogène. L'adversaire est coupé en deux : fascistes et nazis. Mais là, par crainte des nazistes, la social-démocratie aide les fascistes à se maintenir au pouvoir. Et Zyromski rappelait tout à l'heure comment de concession en concession le Parti socialiste se laissait grignoter par l'adversaire, de sorte qu'au jour de la bataille il était diminué en face des partis ennemis qui faisaient bloc contre lui, et qui de plus avaient avec eux la police, l'armée. Et malgré leur héroïsme, nos camarades autrichiens étaient écrasés.

Dans tous ces exemples, on le voit, les forces victorieuses furent celles qui surent entraîner derrière elles

les masses populaires les plus nombreuses, tout au moins les plus agissantes, les plus unies et qui en même temps, au dernier moment, eurent avec elles l'armée.

Ce sont là les deux conditions indispensables pour la prise du pouvoir, voilà les constatations qui découlent des leçons de l'Histoire.

Mais cette bataille pour la prise du pouvoir actuellement engagée, au cours de laquelle chaque parti s'efforce de conquérir le pays et l'armée, cette bataille va se poursuivre un temps plus ou moins long pour se terminer un jour par un dernier combat.

Nous savons que nous ne pouvons, à l'avance, prévoir les circonstances de ce dernier combat, puisque les leçons de l'Histoire dont on nous parlait justement, dans la motion Séverac, nous montrent que les révolutions se sont toujours déclenchées au milieu des circonstances les plus diverses. Mais nous pourrions peut-être essayer de préciser les formes de cette dernière bataille. Et là, nous nous trouvons entre deux hypothèses extrêmes : ou bien cette dernière bataille se déclenche, au cours de circonstances imprévisibles, par un combat de force, de violence et d'illégalité ; ou bien, au contraire, nous pourrions conquérir le pouvoir dans la démocratie, dans la légalité. Nous pouvons faire l'hypothèse par exemple, qu'à la suite d'une bataille électorale quelconque, nous aurons accompli ce véritable miracle de grouper en faveur de notre parti, plus de cinquante pour cent des suffrages, et que le pouvoir à ce moment, nous est légalement dû.

Mais y a-t-il dans cette salle, un seul socialiste quelle que soit sa tendance, qui ne comprenne, qui ne sache et qui ne soit pas persuadé, qu'à ce moment-là, toutes les forces du capitalisme, pour nous barrer la route, utiliseront elles-mêmes contre nous tous les moyens de force, de violence et d'illégalité, et que si nous voulons vaincre, nous serons bien obligés d'opposer à la force : la force, à la violence : la violence, à l'illégalité ; l'illégalité, à la dictature fasciste : la dictature du prolétariat.

Et alors ces deux hypothèses se rejoignent ; quelles que

soient les circonstances de cette dernière bataille, elle sera dans tous les cas une bataille de force et de violence, qui ne tiendra aucun compte de la légalité.

Alors, est-ce que vous ne croyez pas que dès maintenant, nous devons essayer d'en prévoir les conditions et les circonstances ? Est-ce que vous ne croyez pas que dès maintenant, nous ne devons pas essayer de savoir quelles seront les forces de l'adversaire, et quels seront ses moyens ; quelles seront nos forces à nous et quels seront nos moyens ; quel sera le terrain sur lequel se poursuivra ce dernier combat ; quelle sera la stratégie de l'ennemi ; quelle sera celle que nous devrons lui opposer ?

Oh ! je sais bien que tout ce que nous pourrons prévoir, ne sera sans doute pas la réalité devant laquelle nous nous trouverons, parce que les forces d'aujourd'hui, celles de l'adversaire et les nôtres sont toujours en perpétuelle transformation, et que, comme le disait Blum tout à l'heure, nous serons bien, à ce moment-là, obligés d'improviser les solutions, d'improviser les moyens avec lesquels nous poursuivrons la lutte.

Mais je sais aussi que l'on ne peut rien improviser quand l'on n'a rien prévu, et que c'est dans la mesure où nous aurons prévu, préparé, étudié, dans la mesure où nous aurons accumulé les matériaux à notre disposition, qu'à ce moment-là nous serons capables des grandes improvisations indispensables.

On nous dit alors, que c'est là de l'insurrectionnalisme, aventureux et dangereux, et je crois qu'il faut tout de même nous entendre, une bonne fois, sur ce terme, sur cette accusation qui est sans cesse jetée sur notre route.

Je ne pense pas que par insurrectionnalisme aventureux, on veuille nous parler de cette nécessité d'assurer la défense du Parti, de ses groupements, de ses maisons et de ses chefs ? Je pense que tous nous sommes d'accord sur cette nécessité de défense. Est-ce alors la volonté de mettre debout et de préparer des troupes organisées militairement, qui seraient armées avec nos moyens, et comme ces moyens sont petits, cet armement serait ridicule, est-ce la volonté de préparer dans le secret le plus complet une attaque que nous déclencherions un beau

jour contre le pouvoir, attaque qui serait connue, voulue peut-être par l'adversaire lui-même, traquenard pour nous écraser plus facilement, si c'est cela que l'on appelle l'insurrectionnalisme aventureux, eh bien, alors oui, nous sommes complètement d'accord. Mais nous devons dire que cela, nous ne l'avons jamais voulu, que cela nous l'avons toujours rejeté, et qu'en réalité c'est là un cadeau que nous repoussons de toutes nos forces, et que nos camarades centristes, que l'imagination centriste tient absolument à nous faire. Mais si, au contraire, le fait de vouloir dès maintenant étudier et préparer les conditions de ce dernier jour de combat, le fait de vouloir connaître les forces de l'adversaire, de savoir comment nous utiliserons les nôtres, comment nous ferons manœuvrer ces grandes masses populaires dont on parle, comment nous saurons les encadrer, comment nous saurons les armer, comment matériellement, techniquement, nous mènerons cette dernière bataille, connaissant le terrain, prévoyant la stratégie de l'adversaire, et la nôtre, si c'est cela qu'on appelle de l'insurrectionnalisme aventureux, eh bien, alors oui ! nous sommes des insurrectionnalistes. Mais l'aventure alors n'est pas de notre côté. L'aventure, elle est du côté de ceux qui ne veulent rien préparer et rien prévoir à l'avance. Elle est du côté de ceux qui se figurent qu'on peut s'abandonner aux hasards de la vie économique, qu'il suffit de développer peu à peu notre propagande, nos forces, nos moyens d'action, et qu'au dernier jour du combat, nous serons capables de tout improviser sans rien connaître, sans rien savoir, sans rien avoir mis dans notre cerveau à l'avance. Ceux-là nous livreront à ce moment sans défense, pieds et poings liés, à l'adversaire, nous acculant à ces deux solutions : ou nous battre héroïquement et nous faire massacrer d'une manière totalement inutile, ou alors avoir un tel amour de légalité et de démocratie que nous dirons, aux forces fascistes dressées contre nous, avec tous leurs moyens de violence : « Mais ce n'est pas de jeu, vous n'avez pas le droit d'utiliser des moyens semblables », et nous nous retirerons dignement sous notre tente, en attendant les camps de concentration !

Eh bien, cela, nous ne le voulons pas, et c'est pour-
quoi nous croyons que de ce Congrès de Mulhouse, il
doit sortir une motion brève, claire, précise, qui dise notre
volonté que, dès maintenant, matériellement, technique-
ment, scientifiquement, on étudie toutes les conditions
de ce dernier jour de bataille. Mais une motion sembla-
ble ne pourra certainement pas être une motion d'una-
nimité. Une motion d'unanimité aboutit, comme le di-
sait tout à l'heure Blum, à des phrases qui sont com-
prises d'une manière par les uns, et d'une manière oppo-
sée par les autres, de telle sorte que l'on arrive ainsi
à immobiliser le Parti, à l'empêcher d'agir. C'est pour-
quoi, camarades, je crois que ce Congrès doit faire effort
pour mettre debout la motion claire et précise, qui don-
nera à nos organes directeurs ces directives auxquelles
ils ne pourront pas échapper : préparer ce dernier jour
de combat, l'organiser à l'avance. Et cela ce n'est pas
de l'insurrectionnalisme aventureux, ce n'est pas du
romantisme blanquiste, c'est la compréhension nette, que
dans le combat engagé, on doit tout préparer et prévoir
à l'avance, si l'on veut qu'au dernier moment nous soyons
capables des improvisations hardies et rapides qui s'im-
poseront pour assurer notre victoire ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Longuet.

JEAN LONGUET. — Camarades, le problème que nous dis-
cutons — il est à peine besoin de le dire — est un pro-
blème essentiel de l'heure présente. A la fois parce que
nous sommes en face de la crise du capitalisme, incap-
able de résoudre ses contradictions internes et que les
institutions démocratiques, les libertés essentielles de la
classe ouvrière, en raison même de cette crise, sont me-
nacées. Le problème de la conquête du pouvoir n'est donc
pas pour nous quelque chose que nous puissions, à notre
fantaisie, soit accepter, soit repousser. C'est un problème
qui se pose d'une manière impérieuse, au prolétariat,
et il n'est point besoin de faire je ne sais quelle syn-
thèse superficielle et vaine, comme celle à laquelle, tout
à l'heure, mon ami Coeylas et quelques autres cama-
rades ont fait allusion. Il suffit de prendre les deux mo-

tions essentielles, qui sont à l'heure actuelle devant le Congrès, celles sur lesquelles se sont affirmés le plus grand nombre d'orateurs, et le plus grand nombre de fédérations, pour constater que la pensée profonde de l'immense majorité des militants, si on les analyse, se ramène sur les points essentiels aux mêmes conclusions.

Evidemment, on peut toujours rechercher et mettre en relief ce qui divise, c'est beaucoup plus facile que de rechercher ce qui nous unit, camarades ! (*Applaudissements.*) Moi, je voudrais analyser sommairement ces deux motions Paul Faure - Séverac et Zyromski - Marceau Pivert, et vous montrer que sur un ensemble de points essentiels, elles disent les mêmes choses, et que, par conséquent, s'il y a des points de divergence, ces points, je les considère comme secondaires, et en tout cas comme réductibles.

Je prends la première pensée exprimée dans la motion de la *Bataille* : « Nécessité essentielle de la conquête du pouvoir. »

Je prends le premier paragraphe de la résolution Séverac et je vois : « Lutte pour la totalité du pouvoir. »

Il est vrai qu'immédiatement après, je trouve dans la motion Séverac, une indication des étapes par lesquelles on devra passer. Mais je rappellerai à tous ceux dans ce Congrès, qui se réclament de la pensée marxiste, que c'est une des idées que, dans son Manifeste sur la Commune de Paris, Marx a si fortement exprimée et sur laquelle il a insisté : les périodes historiques par lesquelles il faudra passer pour aboutir au triomphe final du socialisme.

« Nécessité de la construction du socialisme par la socialisation des industries-clefs », dit la motion de la *Bataille*.

« Nécessité d'envisager comme première mesure, la nationalisation des industries les plus évoluées », dit la motion Séverac.

Là encore, identité à peu près absolue.

Dans la motion de la *Bataille*, je trouve cette pensée : « Le socialisme ne peut se réaliser par les méthodes

évolutives démocratiques gradualistes. La bourgeoisie n'observe plus elle-même le libre jeu de la démocratie. »

Dans la motion de notre camarade Séverac - Paul Faure : « Comment conquérir le pouvoir ? Impossible de dire de quelle manière, et dans quelles circonstances qui ne se commandent pas. »

Mais immédiatement après, je trouve l'évocation des souvenirs historiques qui commandent certainement, dans une large mesure l'avenir dans cette évocation du passé : les insurrections, les soulèvements armés, la Commune de Paris, la Révolution russe en 1917, les révolutions de l'Europe centrale en 1918.

Insurmontables difficultés économiques : exemple de la Révolution française de 1789.

Dans les deux cas, par conséquent, que ce soit sous la forme de l'affirmation ou que ce soit sous la forme de l'évocation des précédents historiques, c'est pratiquement aux mêmes conclusions auxquelles on a abouti.

Dans la motion de Séverac - Paul Faure, je trouve cette autre idée dont je ne trouve pas du tout d'ailleurs, l'opposé dans la motion de la *Bataille* :

Que nous ne poursuivons pas une politique du pire, que si la guerre peut amener la révolution, personne, dans le Parti ne veut la guerre pour amener la révolution (*applaudissements*) et que si les ruines économiques peuvent évidemment provoquer une révolution, néanmoins nous ne sommes pas partisans de la ruine, et que nous faisons ce qu'il est possible pour l'empêcher par les mesures économiques que nous proposons et contre lesquelles personne, dans ce Congrès, ne s'est élevé.

Je trouve ensuite, dans la motion de la *Bataille*, un développement sur la nécessité des moyens révolutionnaires opposés au fascisme, sans renoncer à l'action démocratique. Et immédiatement après, une énumération de moyens. Lesquels ? Des grèves généralisées, la grève générale, la préparation à la révolution de masse, par des dispositifs de sécurité et d'autodéfense, l'armement général du peuple pour le soulèvement à main armée.

Mais de l'autre côté, dans la motion Séverac - Paul Faure, que lisons-nous ?

« En face de la formidable puissance de l'Etat bourgeois... », ils nous mettent en garde, évidemment, contre l'illusion blanquiste. Mais j'ai entendu Zyromski déclarer qu'il tenait à affirmer qu'il ne se laisserait pas « entraîner par l'illusion blanquiste ou par le putchisme ». Par conséquent, là encore, il n'y a pas de contradiction, quel est le socialiste qui n'aura pas le courage intellectuel d'envisager la puissance formidable de défense de l'Etat bourgeois et qui voudrait avec légèreté jeter le prolétariat contre cette force ? Il n'en est pas un seul, dans ce Congrès ! Par conséquent, là encore, camarades, je ne trouve pas de contradiction fondamentale, de contradiction absolue entre les deux motions.

Il y a d'autres éléments évidemment, à envisager : on a parlé de l'atmosphère qui a pu déclencher des révolutions. Camarades, quand on fait des comparaisons historiques, il faudrait les faire d'une manière exacte. En 1917, la Révolution russe s'est faite dans un climat absolument particulier, et qu'il ne faudrait pas oublier. Il y avait derrière la Révolution russe, tout le prolétariat des villes, et une paysannerie qui n'était encore ni socialiste, ni communiste, mais qui demandait la paix et qui demandait la terre ; et l'idée géniale de Lénine, ça été de lui donner satisfaction : comme soldats la paix, et comme paysans la terre ! Il y avait, d'autre part, une armée qui dans sa grande majorité n'était pas composée de jeunes gens, de 20 à 25 ans, ou à 23 ans, ou de militaires professionnels, mais de millions de réservistes, parmi lesquels il y avait, comme dans toutes les armées d'ailleurs, mobilisées dans l'Europe, de nombreux militants des organisations syndicales, des organisations socialistes, qui formaient un levain puissant dans cette armée, dont le caractère était complètement différent, par conséquent, d'une armée du temps de paix.

La motion apportée par nos camarades Séverac et Paul Faure comporte un certain nombre de considérations qui ne sont pas dans la motion de la *Bataille*, mais qui ne sont pas en opposition avec elle. Lorsqu'elle demande

que nous créions une atmosphère propre à la propagande qu'en face du problème de la crise, nous nous rendions compte que l'un des éléments particulièrement dangereux, au point de vue du développement du fascisme, c'est l'existence même de la crise, là encore je ne pense pas qu'il y ait un seul socialiste qui dira le contraire.

Il y a le problème de l'unité. Le problème de l'unité d'action, et le problème de l'unité organique. Sur ces deux points, je n'aperçois pas encore, je n'ai pas entendu à cette tribune, parmi les camarades qui ont défendu la motion de la *Bataille*, un point de vue essentiellement différent de celui qui se trouve dans la motion Paul Faure.

J'ai été, camarades, un de ceux que le Parti a désignés pour participer à quelques-unes des plus grandes, des plus vastes, des plus importantes manifestations de l'unité d'action. A Buffalo, devant 20.000 personnes, à la salle Bullier, à la Mutualité, sur les marches du Panthéon, lorsque nous avons commencé près du tombeau de Jaurès, à refaire ce qui a été la grande œuvre de Jaurès, l'unité de la classe ouvrière (*applaudissements*), dans toutes ces circonstances, camarades, je n'ai pas boudé et il y a quelques jours encore, à Bullier, avec notre ami Auriol, dans une réunion organisée par le Parti communiste lui-même, par le Parti communiste tout seul, nous avons parlé en socialistes et j'ose dire que nous avons parlé aussi en partisans fervents de l'unité d'action.

Seulement, voyez-vous, camarades, j'estime que l'unité d'action, on peut la pratiquer de manières sensiblement différentes.

Dans la région parisienne, trop souvent, nous l'avons pratiquée en nous effaçant derrière les communistes. Mais j'estime que lorsqu'on critique chez un certain nombre de nos camarades, l'unité d'action, à cause de cette façon fâcheuse dont elle a été comprise souvent dans la Seine, on commet une erreur.

Sur le terrain de l'organisation, sur le terrain électoral, je l'ai pratiquée et j'ai pu avec quelque fierté constater, dans une élection récente, que dans cette région

parisienne où nous avons été si souvent distancés dans toutes les communes du canton où j'étais candidat — et où nous avons une belle victoire finale au ballottage — nous sommes arrivés avant les communistes au premier tour dans chacune de nos communes.

Pourtant, nous avons pratiqué loyalement l'entente, sur la base de l'union des partis prolétariens. J'estime que trop souvent on a oublié que tout en pratiquant l'unité d'action, on peut demeurer un représentant de notre Parti avec son idéal de méthode, de tactique, avec tout ce qu'il représente.

Je ne pense pas que personne nie ici, cet élémentaire « patriotisme de parti », car s'il le niait, il nierait la raison d'être même de notre Parti.

La recherche de la synthèse que quelques-uns de nos camarades ont dénoncée comme quelque chose de particulièrement nocif entre les principales tendances de ce Congrès, est parfaitement réalisable. Elle peut aisément se faire sur un grand nombre de points, sinon sur tous ; et même là où elle ne se réalisera pas, l'opposition sera éliminée dans la pratique. Je ne dis pas avec tous les signataires de la motion de la *Bataille*, car il est quelques-uns de nos camarades qui ont signé la motion de la *Bataille*, qui, évidemment, me paraissent avoir dans l'insurrectionnalisme une foi quelque peu dangereuse.

En l'état actuel des choses, en face de la puissance militaire de l'Etat bourgeois, nous ne devons pas de gaieté de cœur nous heurter à lui. Ce serait une folie. Il y a des camarades qui envisagent avec trop de complaisance ou avec peut-être trop d'imprudence, la possibilité de ces heurts ; mais je pense aussi, et sur ce point, encore, il n'y a pas d'opposition absolue entre nos conceptions, qu'il y a besoin d'organiser notre force prolétarienne, que nous devons — et nos camarades de la Seine savent que je n'ai jamais refusé mon concours à tout ce qui a été fait dans cette direction — que nous devons le plus possible entraîner, encadrer notamment nos jeunes gens. Mais ce ne sont pas, à cet égard, ceux qui font le plus de discours, qui font le plus de besogne.

Nous avons vu nos camarades de Lille montrer face aux fascistes de leurs cités et de leurs grandes régions industrielles, une combativité et une vigueur que nous n'avons pas toujours rencontrées au même degré sur d'autres points du territoire, camarades ! (*Applaudissements.*)

MARCEAU PIVERT. — Ils n'étaient pas militarisés !

JEAN LONGUET. — J'ai entendu notre camarade Costedoat, dont je connais et j'apprécie le dévouement au Parti, et la sincérité. Mais je crains qu'il ait peut-être, comme chacun de nous, la déformation professionnelle...

COSEDOAT. — Non, pas du tout !

LE PRÉSIDENT. — Laissez !...

COSTEDOAT. — Parlez socialisme, ne parlez pas profession ! (*Applaudissements.*) Je suis socialiste, pas autre chose !

LE PRÉSIDENT. — Laissez continuer Longuet ! Seul Longuet a la parole.

COSTEDOAT. — Qu'il la garde, mais qu'il se garde !

JEAN LONGUET. — Camarade Costedoat, je n'ai nullement mis en cause — j'ai même dit le contraire — votre sincérité, ni votre conviction socialiste. J'ai dit que vous vous représentez — et c'est humain — vous vous représentez la bataille politique...

MARCEAU PIVERT. — Il y a aussi la déformation parlementaire, mon vieux ! (*Applaudissements.*)

JEAN LONGUET. — Camarade Marceau Pivert, nous connaissons des camarades qui étaient ceux qui dénonçaient le plus la déformation parlementaire : généralement quand ils sont au Parlement, ce sont ceux qui deviennent le plus rapidement des « parlementaires » totaux ! (*Applaudissements.*)

(Bracke fait une réflexion qui se perd dans le bruit.)

JEAN LONGUET. — ... Chacun a la sienne, mon cher Bracke ! Les avocats... et les professeurs aussi !

En tout cas, je tiens à relever un argument qui a été apporté par un certain nombre de camarades qui donnent, à l'organisation physique ou militaire, une importance peut-être tout de même excessive.

COSTEDOAT. — Pas militaire, milicienne, ce n'est pas pareil !

JEAN LONGUET. — Partout où des révolutions ont triomphé, camarade colonel... (*Hilarité dans la salle, vives protestations de Costedoat, bruit, confusion dans la salle, rires.*)

COSTEDOAT. — Trop facile ! Non ! Non ! Non ! On m'a accusé... (*bruit*), on m'a accusé d'être déformé...

LE PRÉSIDENT. — Vous répondrez ensuite, camarade ; laissez continuer. Je vous donnerai la parole ensuite.

COSTEDOAT. — J'accepte !

JEAN LONGUET. — Je disais...

LE PRÉSIDENT. — Du calme, camarades ! C'est un incident qui se règlera un peu plus tard. La parole est à Longuet !

LONGUET. — Camarades, je crois n'avoir rien dit de désobligeant à notre excellent camarade Costedoat, en l'appelant par son titre ! Nous sommes heureux de voir parmi nous des représentants de l'armée. (*Applaudissements.*) Nous en avons besoin ! Et je n'ai pas voulu du tout le diminuer en l'appelant colonel, puisqu'il l'est.

Je dis simplement, mon cher camarade Costedoat, que l'expérience de toutes les révolutions depuis 1917 — et c'est ce que la motion Séverac rappelle justement — ont été victorieuses lorsqu'il y a eu le soulèvement de l'armée ; en mars 1917, ce sont les régiments de la garde, les Prébrazjensky, les Sémicnovski, les cosaques eux-mêmes, qui passent du côté du peuple, comme le 18 mars 1871, les régiments de la ligne ; jamais, nulle part, des révo-

lutions militaires n'ont été accomplies par des troupes de miliciens organisés par un parti d'opposition, camarades. (*Applaudissements.*) Par conséquent, j'ai le droit de dire...

LE PRÉSIDENT. — Balay, pas d'incident !

BALAY. — Il dit des bêtises !

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Longuet !

LONGUET. — Citoyen Balay, il vaudrait encore mieux en dire que d'en faire, avec le sang du prolétariat. Je disais, camarades, que l'expérience... (*Bruit, discussion entre Costedoat et Balay, protestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Pas de mots blessants ! Silence, camarades !

JEAN LONGUET. — Je persiste à croire, camarades, qu'il nous suffit, pour comprendre le problème, d'évoquer les précédents de la Révolution russe, de mars 1917, des révolutions de l'Europe centrale, au mois de novembre ou de décembre 1918. Il y a eu à Berlin le soulèvement des marins de Kiel, comme des troupes de la garnison de Vienne, acclamant notre camarade Fritz Adler comme président des Soviets. Des soldats et des ouvriers, dans chacun de ces cas, c'est par le soulèvement de l'armée que des révolutions à main armée ont été possibles. Nulle part, elles n'ont été faites par les troupes de révolutionnaires armés, par des milices comme celles que vous envisagez, camarades. (*Applaudissements.*)

J'ai le droit de vous dire que vous n'avez pas le droit de créer des illusions funestes. J'ai entendu aussi évoquer les conditions dans lesquelles Hitler s'est emparé du pouvoir en Allemagne. Je tiens à rappeler que la victoire d'Hitler a été précédée par la montée ininterrompue des voix hitlériennes dans toutes les élections ; ses milices armées ont évidemment, au même moment, exercé leur pression, commis leurs violences. Mais n'oubliez pas, camarades, qu'à chaque élection, de 1927 à 1933, les hitlériens gagnaient des centaines de milliers, des millions de voix !

Chez nous, heureusement, c'est le contraire qui se produit. A l'heure actuelle, nous constatons le recul du fascisme partout. Aux élections municipales, aux élections cantonales, le fascisme a eu les reins brisés dans toute la France ! (*Vifs applaudissements.*) Et sans exagérer l'importance des résultats électoraux, laissez-moi vous dire, mon cher Marceau, que vous ne pouvez nier que notre plus puissant facteur, ce sont les résultats des dernières élections ! Elles se sont traduites partout par une diminution du potentiel du fascisme français, qui s'est marquée d'une manière éclatante au cours de ces dernières semaines. (*Applaudissements.*)

Au lendemain de la chute du gouvernement Bouisson, en présence du spectacle de désordre et d'impuissance que la Chambre paraissait donner, il y avait pour une agitation fasciste des circonstances peut-être plus favorables, en tout cas aussi favorables, qu'au moment du 6 février. Eh bien, la force prolétarienne réalisée par l'unité d'action — mais cette unité d'action se traduisant d'abord sur le terrain de la démocratie, sur le terrain des élections — a fait reculer partout le fascisme plus efficacement que ne l'aurait fait n'importe quelle manifestation, non appuyée sur la volonté du suffrage universel. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas une raison pour s'endormir dans la contemplation des chiffres électoraux. Ce n'est pas une raison pour ne pas renforcer l'unité d'action d'abord, et pour ne pas préparer l'unité organique ensuite. Mais c'est une raison pour ne pas abandonner les voies sûres et en tout cas les voies les moins dangereuses pour la classe ouvrière, dont nous voulons préserver le sang précieux !

Certes, camarades, il y a des moments auxquels il faut, évidemment, être prêts à se battre et à mourir ; c'est ce que nos camarades de Vienne ont fait, au mois de février 1934. Mais il est bien évident que nous ne sommes pas, à l'heure actuelle, dans un moment semblable, que nous y serons d'autant moins que le large front populaire continuera à marcher de victoire en victoire, et fera reculer partout l'ennemi fasciste et l'ennemi réactionnaire !

C'est la raison pour laquelle j'estime que nous pouvons avoir confiance en face du développement magnifique, du dynamisme sans cesse accru de notre classe ouvrière, de la petite bourgeoisie, de ces petits commerçants que les fascistes avaient pensé enrôler derrière eux, au 6 février, et qui, il y a quelques jours, répondaient à l'appel des organisations révolutionnaires dans toute la région parisienne, de ces anciens combattants avec l'aide desquels ils avaient espéré accomplir leur mauvais coup, et qui, à l'heure actuelle, ont vu que le principal résultat du 6 février a été de leur faire perdre une partie de leurs pensions et de leurs traitements.

N'ayant plus avec eux ni les anciens combattants, ni les petits commerçants, ayant vu se dresser en un mouvement de plus en plus puissant toute la classe ouvrière unie, c'est une pensée d'espérance, c'est une pensée d'action, de volonté, mais pas d'aventure que les événements nous commandent ! Camarades, nous parlons ici à 9 kilomètres de l'Allemagne ! A 9 kilomètres d'ici, c'est le Reich d'Hitler ! Là-bas, dans les camps de concentration, dans les grandes villes, c'est l'oppression sanglante, féroce. Vous savez ce qu'il y a d'abject, de bas et d'atrocité dans le régime abominable qu'on a imposé au peuple de Goethe, de Beethoven et de Marx ! Eh bien, camarades, il faut que de ce Congrès, malgré tout, parvienne là-bas une grande pensée d'union de la classe ouvrière française, de sa volonté de lutter non seulement pour sa propre liberté et pour son propre affranchissement, mais pour l'union, pour la liberté de la classe ouvrière de toute l'Europe ! (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Pour une seconde la parole est à Costedoat.

COSTEDOAT. — Je veux simplement dire ceci : que je remercie le camarade Longuet d'avoir bien voulu dire qu'il n'ajoutait pas un sens péjoratif au terme qu'il employait tout à l'heure, et ça me suffit. Maintenant, je dirai aux camarades qui m'ont interpellé grossièrement, que « socialisme » et « grossièreté » ne sont nullement synonymes ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Jules Moch. (*Applaudissements.*)

JULES MOCH. — Je voudrais épargner un Congrès fatigué déjà par trois longues séances, et être aussi bref que possible, tout en exposant une thèse qui, je crois, n'est aucune de celles exposées jusqu'à maintenant.

Les différentes motions présentent, sous des similitudes de termes, des diversités que notre ami Longuet, malgré son effort, de synthèse, n'est pas arrivé à effacer, il le sait bien.

Si je voulais les classer en évitant, bien entendu, de vexer qui que ce soit — car je compte des deux côtés des amis très chers — je dirais qu'on peut répartir ces motions en trois groupes :

D'un côté, la tonalité est un peu résignée, un peu fataliste.

De l'autre, elle emploie des expressions qui, même lorsqu'elles correspondent à des idées justes, sont de nature à faire fuir, à jouer un rôle centrifuge, c'est-à-dire à empêcher ces grands rassemblements qui sont, aujourd'hui, plus nécessaires que jamais.

Enfin, un troisième groupe, celui dont je voudrais vous parler brièvement, a été adopté par certaines petites fédérations, modestes et de seconde zone, à des nuances près d'ailleurs, telles que celles de la Drôme dans sa majorité, de Constantine, de la Manche, de l'Aveyron, de la Haute-Garonne, etc. Nos camarades ont jugé qu'il fallait un texte se situant dans le réel, se plaçant devant les formes modernes, actuelles, du problème, et surtout suscitant l'action par des mots d'ordre précis.

Je déduirai de ces remarques la nécessité de ce que j'appellerai une « motion triplane », et non pas « biplane » ou « monoplane ». « Triplane », parce qu'il y a trois problèmes : l'un négatif et les deux autres positifs, l'un de ces derniers étant immédiat et l'autre indéterminé quant à la date.

Le problème négatif, c'est la *défense antifasciste*.

Le problème négatif, le moins immédiat ou le plus indé-

terminé, quant à la date, c'est celui de *la conquête du pouvoir*, de tout le pouvoir au socialisme. Il est clair que le jour où cette conquête intégrale serait réalisée, toutes les questions de plans n'auraient plus aucune espèce d'importance.

Et le troisième problème, le problème positif, immédiat, c'est celui de *la lutte contre la crise*, donc pour des réformes de structure qui, en atténuant l'ensemble du prélèvement sur le travail humain, serait de nature à réduire partiellement la misère générale actuelle.

Le tout, les trois plans, doivent être dominés par un grand principe : *à situation nouvelle, tactique nouvelle*.

Je voudrais, camarades, passer sommairement en revue ces trois objectifs.

Défense antifasciste, tout d'abord. Inutile — surtout à cette heure — d'insister sur le caractère à la fois nouveau, dans l'évolution de l'humanité, et universel, du fascisme, sur le fait que tous les Bucard du monde sont grotesques tant qu'ils sont loin du pouvoir, mais odieux dès qu'ils s'en approchent. Inutile aussi d'insister sur la puissance réelle, mais qu'il ne faut pas surestimer, des bandes fascistes, militarisées et motorisées, mais qui, jusqu'à présent, ne disposent sans doute pas d'armement lourd, aussi longtemps du moins que les gouvernements et la force publique ne deviendront pas leurs complices.

Je voudrais ici, avant d'aller plus loin, dire en provincial la reconnaissance que tout le Parti devrait avoir aux Fédérations de Seine et de Seine-et-Oise, qui ont été parfois sévèrement accueillies aujourd'hui à cette tribune, mais qui ont su mener cette lutte et qui ont vu à Paris, où le problème se posait autrement que dans nos petites villes de province, le danger que le fascisme grandissant pouvait faire courir aux institutions mêmes de notre pays. (*Applaudissements*.)

Je crois que c'est un mauvais service à rendre à tout le Parti que de vouloir essayer d'opposer artificiellement des fédérations les unes aux autres, parce que les unes... (*applaudissements*), parce les unes et les autres n'ont pas en même temps les mêmes problèmes de tactique à

résoudre, et ne peuvent par conséquent pas employer les mêmes méthodes.

Quel est le problème en ce qui concerne le fascisme ? Ici je ne suis pas tout à fait d'accord avec Longuet, quand il parlait du fascisme qui a eu les reins cassés aux dernières élections. Je crois que cela lui est tout à fait égal, d'avoir ou de n'avoir pas électoralement les reins cassés (*applaudissements*), parce que le fascisme est une conséquence du régime capitaliste ; le jour où l'industrie lourde et la Banque de France auront intérêt à ne plus jouer la carte Laval ou la carte Flandin, elles joueront peut-être la carte de La Rocque, aujourd'hui provisoirement mise en réserve.

En tout cas nécessité, à mon sens, de riposter. Je ne suis donc pas d'accord, je le dis très franchement, également avec Séverac, lorsqu'il affirmait tout à l'heure que l'on est battu d'avance lorsqu'on oppose au fascisme ses propres méthodes. Nécessité de méthodes nouvelles, nécessité surtout d'éviter cette atmosphère de résignation qui, dans tous les pays, a précédé l'arrivée du fascisme au pouvoir ! (*applaudissements*) et dont je considère qu'elle est peut-être une des conditions nécessaires, mais non point suffisantes, de la victoire de nos adversaires.

D'où, dans cette première partie, toute une série de mots d'ordre simples, mais qu'il faudra préciser, encore que certains camarades préféreraient sans doute les taire ; si, en effet, on ne les précise pas, on ne les exécutera pas, le moment venu, en raison de notre accoutumance aux méthodes d'avant l'ère fasciste.

Parmi ces mots d'ordre, la protection des organisations, des locaux et des militants. Je pourrais citer des exemples nombreux de l'imprévoyance avec laquelle notre Parti a fait face aux événements. La C. A. P., délibérant des soirs où des raids du genre de celui de la rue Feydeau étaient possibles, n'était protégée, si l'on peut dire, que par quatre ou cinq femmes de militants, constituant toute la garde en bas de la maison du Parti. Je pourrais citer d'autres exemples, mais, encore une fois, veux aller très vite.

Ce que je veux indiquer, c'est que, lorsqu'un local comme celui de la Fédération de la Seine est violé par une bande

de jeunes Croix de Feu, ou lorsqu'un de nos militants est atteint ou maltraité, ce n'est pas grave en soi, sauf, évidemment, pour l'intéressé ! Mais, ce qui serait grave, c'est que le fait puisse se reproduire. Ce qui serait grave, c'est qu'après l'affaire de la rue Feydeau, il y en ait d'autres à Paris ou en province ; c'est que nos militants puissent être molestés impunément ; car alors vous laisseriez s'établir cette atmosphère de résignation dont je parlais tout à l'heure. (*Applaudissements.*)

Il faut, par conséquent, souligner dans votre motion la nécessité d'organiser cette protection, la nécessité aussi d'assurer la liberté de la rue. Je sais que, pour les camarades de Valence, par exemple, ce mot peut prêter à sourire, parce qu'à Valence, on se promène bien tranquillement dans les rues. Mais je sais aussi, ne fût-ce que par mes fils, qui militent dans ces organisations de jeunes, quel courage physique il faut parfois, simplement pour vendre le *Populaire* au cœur des quartiers réactionnaires de Paris et au boulevard Saint-Michel ! Vous me direz : « Vendre 1.000 exemplaires, ce n'est pas cela, qui fera vivre le journal. » C'est possible, mais c'est cela qui empêchera qu'en se promenant sur le boulevard Saint-Michel, on voie seulement vendre les journaux antisémites ou ordures de la Solidarité Française ou des Croix de Feu. (*Applaudissements.*)

Conséquence : organiser nos groupes d'autodéfense, non pas, évidemment, dans les régions très tranquilles, dans le village où chacun connaît, à une unité près, l'opinion de l'ensemble des habitants, mais partout où il y a des bagarres possible et où il faut empêcher de se créer cette atmosphère de résignation.

Nous devons constituer ces groupes d'autodéfense sous une forme qui ne soit pas clandestine. Je ne crois pas que la clandestinité soit ni souhaitable, ni même compatible avec la constitution de notre parti. C'est au grand jour que nous devons dire que nous ne laisserons pas cambrioler nos maisons, ni troubler nos réunions, que nous ne laisserons pas toucher à nos hommes et que nous prendrons nos précautions en conséquence, avec les équipes nécessaires.

Nécessité aussi d'encadrer les masses et de connaître la psychologie des foules. Nous pourrions reprendre les exemples de mobilisation de masses jour par jour. Le 6 février 1935 n'a pas été un succès ; il y avait une tactique à mettre au point. Le 12 février 1935, l'organisation a bien fonctionné. Mais il n'y avait point de volonté en face de la nôtre et il est facile, quoique cela nécessite déjà de l'habileté, de canaliser cent ou cent cinquante mille hommes un jour de Mur des Fédérés, ou un jour de défilé, place de la République. La mobilisation devient beaucoup plus difficile quand il y a en face d'autres groupes, et que les décisions à prendre dépendent de celles, inconnues, que prendront les autres. Toute cette tactique a, par conséquent, besoin d'être préparée, mais au grand jour, par un Parti qui entend défendre, non pas le régime bourgeois en soi, mais le régime démocratique, pour les perspectives qu'il offre à l'avenir du Socialisme ! (*Applaudissements.*)

Voici une autre idée sur laquelle je ne veux pas insister : Zyromski en a parlé, et sur ce point je suis d'accord avec lui, et le remercie en passant d'une réclame gratuite et amicale qu'il a bien voulu faire tout à l'heure : nécessité de prévoir le coup de main qui rendrait quelques milliers d'hommes concentrés en secret, selon la méthode de La Rocque, maîtres de Paris : pas d'autre riposte alors que la grève générale. A condition toutefois qu'elle ait été préparée à l'avance et qu'elle ait le caractère technique qu'imposent les circonstances. Souvenons-nous qu'une grève générale des chemins de fer, limitée à la cessation du travail, pouvait réussir avant l'ère des camions, qu'une grève générale du téléphone ou des télégraphes a moins d'efficacité depuis qu'il suffit d'une compagnie de Marocains défendant une station de T. S. F. pour permettre au Ministre de l'Intérieur de rester en liaison constante avec tous ses préfets.

Adapter la tactique de grève à la technique moderne constitue encore un travail que les partis et les mouvements antifascistes doivent préparer, mais préparer méthodiquement, à l'avance et sans se cacher, en affirmant que l'on ripostera aux coups de mains fascistes par des mouvements de ce genre et par des mouvements qui naf-

tront sans que les dirigeants, que j'appellerai les dirigeants du temps de paix, aient à intervenir ; car il est probable que ceux-là seront à l'ombre au moment où il faudra déclencher le mouvement, et que, par conséquent, ce sont d'autres qui doivent être prévus à l'avance et doivent prendre la responsabilité des événements. (*Applaudissements.*)

Autres mots d'ordre encore : rationaliser l'agitation antifasciste et la spécialiser pour les différentes catégories sociales, victimes de la crise. Je rejoins ici ce qu'Auriol disait et écrivait avant ce Congrès : propagande pour les petits commerçants, propagande pour les paysans, propagande pour toutes les catégories atteintes par la misère, de manière à leur expliquer qu'elles sont victimes précisément des principes fondamentaux de ce régime. Mais aussi — mais aussi ! — propagande spéciale, propagande parmi les techniciens — j'y reviendrai dans une instant — propagande dans l'armée et dans la force publique ; et moi, je me félicite d'avoir entendu ici un de nos camarades, ancien officier de l'active... (*applaudissements*)... je me disais que j'étais heureux que le Parti ait une recrue — sans jeu de mot — de sa qualité. Mais que je voudrais plus encore connaître les officiers, pensant comme lui, qui demeurent actuellement dans l'armée. Il en existe, puisque nous avons un petit groupe de polytechniciens d'études collectivistes qui lance, petit à petit, dans la vie, des hommes qui, j'espère, resteront fidèles à l'idéal que nous avons pu leur inculquer. Il y a là, vous le pensez bien, tout un inventaire, toute une série de fichiers méthodiques, que le Parti a le devoir de faire, et que je ne crois pas qu'il ait fait jusqu'à présent.

Enfin, — et je n'y insisterai pas non plus, parce que, là encore, je suis d'accord avec ce que disait tout à l'heure Zyromski — nécessité d'adapter la structure du Parti à la cadence de la vie. Car notre structure interne est lente et lourde, et vous l'avez si bien senti que, le 6 février de l'an passé, la C. A. P. a bien fait de violer la légalité du Parti, qu'elle avait mission de respecter, tellement son mécanisme était un mécanisme de temps de paix, qui n'était pas adapté aux événements du 6 février et des jours suivants.

Dans le même ordre d'idées, nécessité aussi d'éviter des retards d'exécution de toutes sortes ; je pourrais citer bien des anecdotes, rappeler que tel geste, telle décision, délibérée par une sous-commission, doit passer ensuite à la C. A. P. ; puis, si elle intéresse le *Populaire*, devant le Conseil d'administration du journal, ou doit être transmise au Bureau du Parti pour exécution par la librairie, et qu'il résulte de tout cela, dans un grand nombre de cas, des retards qui ne sont imputables à personne, dont je ne rends personne responsable, mais qui sont la conséquence d'une constitution un peu lourde et archaïque, que nous avons le devoir de réexaminer à la lueur des événements actuels. (*Applaudissements.*)

C'est la thèse que nous avons essayé, à quelques-uns, de résumer dans ces trois formules : démocratie décentralisée dans les délibérations de sections et de fédérations ; centralisation puissante dans la direction, et enfin, et je m'en excuse puisque le terme est impopulaire, régionalisation dans l'exécution.

Oh ! je sais, nos essais de propagande régionale ont été piteux. Il y a eu bien des raisons à cela ; je ne veux pas les rechercher maintenant. Mais ce que je sais, c'est qu'il faudra bien que vous organisiez les régions, et il vaudrait mieux le faire avant qu'il soit trop tard. Ce que je sais, c'est que vous avez des tâches qui dépassent le cadre départemental. C'est que, lorsque nos régions vivront, vous pourrez faire, par exemple, de la propagande cinématographique par camions, avec écrans derrière, régionalement ; vous pourrez étudier la création de quotidiens régionaux, et ainsi de suite. Vous pourrez surtout grouper vos fédérations, pour résister au fascisme, le cas échéant, car elles se connaîtront et s'épauleront l'une l'autre. Je reste persuadé que le cadre des fédérations départementales, qui vaut pour les buts électoraux, est insuffisant pour les tâches nouvelles. Vous serez amenés à réétudier cette adaptation de la structure du Parti.

Voici, enfin, le dernier point de cette première partie : il faut poursuivre la transformation de l'unité d'action négative d'aujourd'hui en unité d'action positive, c'est-à-dire en établissement de buts communs et passer de là à

l'unité organique. Je n'y insiste pas, mais cela a besoin d'être dit aussi dans notre motion finale.

Cette première partie de défense antifasciste doit être éclairée par deux grands principes : pas de clandestinité, tout d'abord. La clandestinité, elle est contraire aux principes et aux méthodes de notre Parti, principes de libre discussion, méthodes de recrutement de masses, et si nous organisons des méthodes clandestines de travail, nous pouvons être sûrs que nos pires adversaires seraient avisés avant les intéressés eux-mêmes de ce qui aurait été décidé. (*Très bien !*)

Pas d'armements clandestins, ensuite. Je ne parle pas ici de l'armement individuel qu'un militant peut posséder, lorsqu'il craint d'être attaqué au coin d'une rue. C'est une affaire qui ne regarde que lui, encore que les juges soient particulièrement sévères en matière de port d'arme prohibée, quand il s'agit de militants ouvriers. Mais pas d'armement collectif, pas d'achat de mitrailleuses ! Nous sommes logiques avec nous-mêmes quand nous demandons l'arrêt de la course aux armements, sur le plan international, parce que nous sommes battus d'avance par l'Allemagne, et le désarmement des ligues sur le plan intérieur, parce que, pour une mitrailleuse que nous pourrions acquérir — hypothèse absurde et que je ne voudrais pas que la presse prit au sérieux — par souscription publique, le colonel de La Rocque en aurait plusieurs, fournies à titre gracieux par ses bailleurs de fonds de l'industrie lourde ! (*Applaudissements.*)

Le parallélisme est par conséquent total entre le refus de course aux armements et la volonté de désarmement général, simultané, contrôlé sur les deux plans, international et intérieur.

D'où aussi cette conclusion — et je rejoins encore Zyromski — que l'armement du prolétariat ne résultera que du passage des troupes aux éléments insurgés, comme le prouvent d'ailleurs toutes les leçons de l'histoire, auxquelles l'on faisait allusion.

Une hypothèse, cependant, dans cette première partie : l'hypothèse de l'attaque fasciste, l'hypothèse du coup de main fasciste. Il faut qu'il soit bien entendu que, dans

ce cas, où nous ne sommes pas maîtres du choix de l'heure, nous lutterons par tous les moyens que nous pourrions avoir, et qui dépendront de notre degré de préparation intérieure, mais que nous lutterons alors avec la volonté non pas seulement d'abattre le régime fasciste, mais d'aller plus loin et de ne pas reconstituer simplement le régime actuel, c'est-à-dire de retourner contre leurs auteurs les armes mêmes dont ils se seront servis contre nous.

J'en arrive maintenant à ma deuxième partie — rassurez-vous, elle sera plus brève — : *conquête du pouvoir*. Je crois que nous sommes maintenant tous d'accord pour reconnaître que le pouvoir a une valeur en soi, que la vieille divergence de Tours, entre communistes et socialistes, s'est singulièrement estompée, et qu'il n'y a plus chez nous beaucoup d'hommes qui nient la valeur intrinsèque pour le socialisme de la conquête du pouvoir.

Seulement, plus on admet cette valeur, et plus il faut se rendre compte que la conquête du pouvoir, au sens socialiste du mot, la conquête intégrale du pouvoir, il ne suffit pas de la vouloir, dans une motion, pour la réaliser. Il faut se rendre compte qu'il y a des conditions préalables. Lesquelles ? J'en vois au moins deux, et il est probable qu'il y en a beaucoup plus. L'une est un facteur moral : la conscience des masses qu'elles ne peuvent plus continuer à supporter l'état de choses actuel... (*Très bien !*)

...Conscience qui doit être accompagnée — et c'est un corollaire du premier principe — d'un sentiment de dévotion à son idéal, car si cette conscience s'accompagne simplement de résignation, elle mène tout droit au fascisme, né de l'abandon des droits de tous les hommes entre les mains d'un seul, et non pas vers le socialisme, né du sacrifice à son idéal.

Voilà le premier facteur ! Il suffit de l'énoncer pour se rendre compte qu'il n'est pas encore réalisé en France.

La deuxième condition de la conquête du pouvoir, est que les classes dirigeantes traversent une crise économique et politique telle qu'elles ne puissent plus compter sur leurs propres défenseurs, que ceux-ci soient neutralisés, ou

les abandonnent et passent de l'autre côté : c'est le facteur de la désorganisation économique et politique du régime.

Il n'est pas réalisé non plus, en ce moment, et c'est pourquoi, examinant la situation objectivement, nous avons le devoir de dire que si l'état prérévolutionnaire existe dans les faits — et il n'est que d'ouvrir les yeux, de voir le gaspillage de produits, les destructions de richesses et la misère à côté des tas de blé, pour se rendre compte que l'état prérévolutionnaire existe dans les faits — il n'existe pas encore dans les esprits et que c'est à introduire dans les esprits ce qui existe déjà dans les faits, que doit tendre la politique du Parti, en matière de conquête du pouvoir. C'est comme le dit Bracke, la propagande. (*Applaudissements.*)

Seulement, rien d'immédiat dans l'action de propagande. En attendant qu'elle aboutisse, qu'allez-vous offrir aux hommes qui souffrent à la ville et à la campagne ? La propagande seule ? Impossible ! L'action blanquiste ? Personne n'en veut ! Nul camarade n'est encore venu à cette tribune pour la réclamer. Ni l'un ni l'autre, ni résignation et immobilité, ni les coups de folie ! Il faut autre chose ! Et cette autre chose, c'est l'action immédiate.

J'en arrive ainsi au troisième objectif : *les réalisations de l'heure.*

Ce qui me sépare de la motion de Zyromski (je disais tout à l'heure que la mienne était triplane et la sienne biplane), c'est que lui, précisément, envisage la conquête du pouvoir pour un plan qu'il ébauche en tête de sa motion, et que moi je dis : Attention ! les réalisations immédiates qu'on est convenu d'appeler « plan », d'un mot à la mode, ces réalisations immédiates ne peuvent être subordonnées à la conquête du pouvoir. Il faut tout de même s'efforcer de les réaliser avant d'avoir rempli les conditions nécessaires et préalables de cette conquête du pouvoir.

Alors, quelle méthode ? Lutter contre les pires effets de crise. Lesquels ? Cela changera d'un moment à l'autre. A telle époque, les pires effets de la crise peuvent résulter du chantage des grandes banques, dont d'autres vous parleront sans doute, quand on évoquera la se-

maine que nous venons de vivre. Mais nous avons des textes, ceux de Huygens et de Toulouse, nous avons tout un travail déjà rédigé. Si je veux le résumer en imaginant que je parle devant un parterre d'adversaires que je veux convaincre, en évitant en conséquence les mots « centrifuges », les mots qui écartent de nous des gens qui devraient être parmi nous tels que « nationalisation » ou « socialisation », je dirai que ce plan d'action immédiate doit diminuer les bénéfices prélevés par quelques-uns sur l'immense misère de la masse, qu'il doit consister dans *la mise du crédit au service de la collectivité, dans la maîtrise des banques, dans le retour à la nation des industries-clefs, le contrôle ouvrier et les contrats collectifs, la réduction du temps de travail sans diminution de salaires*, le tout afin de donner coûte que coûte et sans délai — là je reprends la formule de Toulouse — *du travail aux chômeurs, des clients aux commerçants, des débouchés aux agriculteurs, la sécurité du lendemain à tous, et la garantie aux épargnants !*

Mais voyons toujours l'actualité. Il peut ne pas s'agir de tout cela à la fois ; il s'agit de voir quels sont les objets les plus urgents à un moment donné. Je ne suis pas, si vous le voulez, un « planiste cent pour cent » ; j'ai toujours dit que le plan était pour moi un moyen de rassembler les masses, un morceau choisi de doctrine à l'usage des événements. C'est aussi peut-être ce qu'on ne fera pas quand on sera au pouvoir, parce que, ce jour-là, les réactions du capitalisme seront telles qu'il faudra sans doute placer au premier rang de nos préoccupations, des phénomènes directement inspirés de ceux que nous aurons étudiés et médités. (*Applaudissements.*)

Mais cela ne nous empêche pas de dire : Voici ce qu'aujourd'hui il faudrait faire si nous étions au pouvoir, et les choses restant en l'état, et voici ce pourquoi nous luttons.

Je ne veux pas entrer dans le détail de la politique actuelle, mais je pourrais montrer que les négociations, les conversations, qui ont eu lieu ces derniers temps à la Chambre, les ordres du jour publiés par le Groupe socialiste au Parlement, les questions qui nous ont été posées, et les réponses que nous avons faites, s'intégraient, pour une

très large part, dans ce que je viens de dire, au moment où le problème dominant était le complot de la Banque de France et de Wendel, contre l'Etat français. Croyez-vous, en supposant bien entendu, qu'une formation de combat eût été possible, croyez-vous qu'un gouvernement dans lequel eussent été des nôtres — et je dis bien, et j'ai soin d'insister — « en supposant qu'une telle formation eût été possible », croyez-vous qu'un gouvernement engageant la lutte, affichant dans toutes les communes de France les tractations étranges entre M. de Wendel et la Banque de France, montrant que le même homme qui est à lui-même son propre banquier, aux frais de l'Etat, pouvait faire escompter des traites à deux ans pour ses propres entreprises, mais refusait d'escompter les Bons du Trésor de l'Etat, à plus de huit jours, et subordonnait encore cet escompte de 2 milliards à huit jours, à des conditions d'esclavage du gouvernement de la République devant la Banque de France, croyez-vous, dis-je, que ce gouvernement n'aurait pas eu derrière lui tout le vaste Front populaire ? et ne croyez-vous pas qu'un tel geste eût pu servir la propagande de notre Parti devant le pays tout entier ? (*Applaudissements.*)

Ainsi conçu, le plan d'action immédiate forme lui-même sa propre démarcation entre ses partisans et ses adversaires. Il faut le soumettre à l'impatience des masses qui ne se contenteront pas d'attendre que les conditions préalables de la conquête du pouvoir soient réalisées, et qui ne se résigneront pas aux aventures révolutionnaires et sanglantes. Mais il faut le subordonner à deux conditions : tout d'abord, une acceptation préalable de ceux qui s'associeront pour le réaliser, et il va de soi que je ne fonde pas d'immenses espérances sur certains hommes que la géographie politique met près de nous, mais que leurs fluctuations écartent souvent fort de nous. Quant à la seconde condition, c'est qu'il faut être décidé à réaliser ce que l'on estime nécessaire, coûte que coûte, c'est-à-dire quelles que soient les réactions du capitalisme.

Je dis qu'ainsi conçue, une action immédiate est révolutionnaire, et non pas réformiste. Il ne s'agit pas, en effet, de contribuer au renfouement de la société capita-

liste ; il s'agit, au contraire, de montrer qu'on ne palliera aux pires effets de la crise qu'en diminuant la somme totale des privilèges capitalistes, c'est-à-dire en enlevant quelques-uns des bastions actuels du capitalisme.

Voilà, camarades, le sens général de notre motion. J'y ajoute un mot — ce sera le dernier — ou une idée : C'est que dans notre Fédération, nous sommes inquiets du problème de la dévaluation. Quand tout à l'heure, Léon Blum, dans l'admirable discours que vous avez tous écouté avec la plus grande attention, montrait le manque de directives du Groupe socialiste au Parlement, il faisait sans le dire, la plus nette critique de l'organisation et de la structure actuelles de notre Parti, puisqu'il vous montrait que, sauf ce grand Congrès qui ne peut tout de même pas siéger plus de trois ou quatre jours par an et qui ne peut pas étudier tous les problèmes qui se posent dans l'année, il n'y avait personne pour donner des directives sur des problèmes de l'importance de celui de la dévaluation.

Si vous le voulez, nous sommes prêts à en discuter en Commission des résolutions. Je déposerai une motion sur la dévaluation distincte de la motion sur la prise du pouvoir, pour montrer qu'au moins une fédération s'est penchée sur ce problème, que je crois, moi aussi, devoir être le plus grave de tous, dans les jours qui vont venir ; qu'elle a jugé nécessaire que le Groupe socialiste ne soit pas abandonné à sa propre décision, et que le Parti avait son mot à dire en cette matière.

Mais, si nous avons des organismes permanents de techniciens des différentes parties, pouvant étudier et débroussailler les questions, ne croyez-vous pas que nous ne nous trouverions pas dans cet état d'impréparation, que signalait Blum tout à l'heure, à propos de grands problèmes techniques, au sens le plus large du mot ? C'est ce que quelques camarades de Paris ont voulu faire, il y a quelques semaines, en créant cette Fédération des techniciens socialistes, qui doit étudier les questions, réunir une documentation technique, préciser les méthodes modernes d'action et de propagande, toutes choses qui restent improvisées dans notre Parti. Nous vous demandons en queue de

notre motion, d'intégrer cette organisation dans les cadres réguliers du Parti, car cette initiative de quelques camarades mérite d'être encouragée, dans l'intérêt du Parti.

Il ne faut pas, en effet, que cette Fédération de techniciens vive une vie distincte du Parti. Il ne faut pas que ceux qui veulent faire quelque chose de neuf soient obligés de s'isoler en dehors de l'organisation réglementaire, constitutionnelle, traditionnelle et parfois archaïque qui nous régit. Nous vous demandons d'accueillir les camarades de Paris, qui ont jeté les bases de cette fédération, où les hommes de toutes formations, non seulement techniciens, mais aussi ouvriers qualifiés, médecins, juristes, avocats, ont leur place indiquée. Elle doit devenir le laboratoire de recherches qui existe depuis longtemps chez nos camarades du Parti Ouvrier Belge et qui est une de leurs fiertés. Un tel bureau d'études n'existe pas chez nous ; il devrait pourtant avoir vu le jour depuis longtemps, puisque nous constatons qu'en tout domaine, nous sommes livrés soit aux décisions de la dernière heure du Groupe parlementaire, soit aux initiatives de tel ou tel de ses membres qui étudie, au hasard de ses goûts ou de ses convenances, telle question qui l'intéresse, mais que, dans l'ensemble, les problèmes ne sont étudiés que superficiellement ou individuellement.

Voilà, camarades (*applaudissements*) un certain nombre des points que nous vous demanderons d'étudier.

J'ai aéré tant que j'ai pu, et bien entendu je ne vous lirai pas notre motion. Mais je demande, dans la mesure où un tel appel est utile dans un Congrès, où, hélas ! les mandats sont trop souvent impératifs, je demande à tous les « triplanistes » de s'entendre pour dire qu'il y a trois ordres de problèmes à étudier : la défense antifasciste, la conquête du pouvoir avec ses conditions préalables, et les réalisations immédiates qui nous permettront de ne pas rester à la remorque, comme nous l'avons été souvent, mais de prendre l'initiative, pour le plus grand bien du prolétariat ! (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, il est minuit moins le quart. Voulez-vous écouter encore un orateur ? Le cama-

rade Dupont demande à parler ce soir. Je vais lui donner la parole.

Pour demain matin, il reste encore dix-huit orateurs. Or, le débat doit se terminer à midi. Je crois donc qu'il serait nécessaire que les orateurs se réunissent demain matin pour fixer eux-mêmes leur temps de parole.

La parole est à Dupont.

Une voix. — Il vaut mieux qu'il parle demain matin.

LE PRÉSIDENT. — Tenez-vous, Dupont, à parler ce soir ?

DUPONT. — Non, je n'y tiens pas, puisque tout le monde s'en va !

LE PRÉSIDENT. — Entendu, vous parlerez demain. Demain aussi seront prises toutes mesures pour assurer l'achèvement des débats dans les délais fixés. Séance demain matin à neuf heures.

La séance est levée.

SIXIÈME SÉANCE

Mardi 11 Juin 1935
(Séance du matin)

Président : THÉO-BRETIN (Saône-et-Loire).

Assesseurs : ROIRON (Loire) ; FICHANT (Loir-et-Cher).

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR
ET CONTRE LA CRISE**
(SUITE)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, le Congrès est saisi de deux lettres : l'une émane du Comité national de lutte contre la guerre, l'autre du Secours Rouge international. Ces organisations demandent à être entendues par le Congrès, mais je fais constater au Congrès que notre temps est extrêmement limité. Nous avons un jour de retard sur l'ordre qui avait été fixé.

ZYROMSKI. — Les camarades du Secours Rouge et des autres organisations veulent certainement poser devant le Congrès des questions qui peuvent et qui doivent être parfaitement débattues à la Commission des résolutions, au sujet des droits d'affiliation des membres du Parti. Je demande qu'on renvoie leur demande à la Commission des résolutions.

Il en est ainsi décidé.

LE PRÉSIDENT. — La proposition a été adoptée, par conséquent l'incident est clos. Je donne maintenant la parole pour continuer la discussion commencée hier, à notre camarade Dupont. Je demanderai aux orateurs de faire un effort pour être le plus brefs possible. Il y a vingt-quatre orateurs inscrits.

Une voix. — Je demande la clôture !

LE PRÉSIDENT. — On demande la clôture après les orateurs inscrits. Pas d'opposition ? Adopté. Dupont a la parole.

DUPONT (Seine). — Camarades, je voudrais aborder un aspect du problème qui est posé devant le Congrès, à propos de la prise du pouvoir : prise du pouvoir par le Parti socialiste, représentant en cela la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que nous vivons des événements économiques qui nous prouvent que le régime actuel est dans une situation telle qu'il faut penser à sa succession. Il faut étudier ce problème en fonction de ce que nous connaissons à l'intérieur de notre pays, mais aussi et surtout en fonction de ce que nous avons vécu à l'étranger depuis quelques années.

Et tout de suite, puisqu'il s'agit de prise du pouvoir, je veux situer le problème sur le plan de la lutte contre la bourgeoisie capitaliste, et surtout sur le plan de la lutte contre le fascisme.

Si nous examinons les événements qui se sont déroulés en Allemagne, avant l'avènement d'Hitler, si nous analysons l'avènement d'Hitler au pouvoir, nous ne devons pas oublier, en étudiant aujourd'hui le problème de la prise du pouvoir, que là-bas, en Allemagne, Hitler a fait une révolution légale. Il a été amené au pouvoir par la masse de l'opinion publique allemande, trompée par son programme démagogique, masse qui a cru trouver dans le programme d'Hitler la voie du salut parce qu'elle était inquiète, parce qu'elle était désespérée devant la crise économique qui grandissait chaque jour.

Nous ne devons pas perdre de vue qu'il y a une masse importante dans notre pays, qui aussi est inquiète, qui

aussi est désemparée devant la crise économique. Que va faire cette masse ? Qu'allons-nous en faire à propos de la prise du pouvoir ? Je pense à ce qu'on a coutume d'appeler — et l'expression n'est pas de nous — à ce qu'on a coutume d'appeler les « classes moyennes ». Je souligne que l'expression n'est pas de nous, parce que pour nous, socialistes, il n'y a pas des Français moyens, des Français supérieurs et des Français inférieurs, il y a des hommes qui souffrent, des hommes qui sont inquiets, nous devons voir dans quelle mesure le socialisme avec son programme et sa doctrine, peut les tirer de la situation dans laquelle ils sont.

Et alors, je veux tout de suite, affirmer que pour réaliser la prise du pouvoir, nous devons opérer le plus large rassemblement possible des masses. Vous voulez convenir que dans ce que nous appelons les « masses », il y a deux catégories bien distinctes, il y a les travailleurs de l'usine, ce que nous appelons communément le prolétariat ; il y a les travailleurs des champs, qui se confondent avec les premiers ; mais à côté de cela, à côté de cette première catégorie, il y en a une seconde, au moins, aussi importante, il y a tous ces petits propriétaires ruraux, ces petits rentiers, des travailleurs même, qui ne croient pas appartenir au prolétariat parce qu'ils vivent dans un pays où la petite propriété est très développée, parce que à la suite d'un héritage, parce que à la suite d'une succession de famille, ils se sont trouvés propriétaires d'un lopin de terre, d'une maison, d'un morceau quelconque de propriété, et parce qu'ils sont des petits propriétaires, ils se croient classés dans ce que nous appelons les « classes moyennes ».

Le nœud du problème, l'opposition que nous rencontrons tous les jours dans notre propagande auprès de ces classes moyennes, c'est le *droit de propriété* ; c'est parce que ces gens-là croient encore au droit de propriété, qu'ils n'admettent pas facilement l'avènement d'une société socialiste, et qu'ils n'ont pas confiance dans la parole socialiste. Ils ont peur qu'on les dépouille, qu'on les ruine, qu'on les exproprie du petit lopin de terre ou de la petite maison qu'ils ont reçu en héritage, ou qu'ils ont

réussi à se faire construire en économisant après leurs journées de travail.

Qu'allons-nous faire en face de cela ? Est-ce que nous devons chercher à les amener tous dans la masse prolétarienne ? Je crois que ce serait là une erreur. Mais, camarades, s'il peut paraître impossible de les amener complètement à nous, essayons tout au moins de les détacher de nos adversaires. Ce sont ces classes moyennes, ce sont les chômeurs qui ont fait venir Hitler au pouvoir, en Allemagne. Ils ont cru qu'Hitler allait les sauver. Ils ont cru que le programme hitlérien était un programme d'anticrise et qu'il allait solutionner tous les problèmes.

Nous allons commencer déjà par leur prouver que le fascisme ne résout rien du tout, que le fascisme, à l'extérieur, n'a rien apporté pour leur libération, que le fascisme n'a solutionné aucun des problèmes qui les intéressent, mais nous devons faire plus : à ces petits commerçants, à ces petits propriétaires ruraux, à ces petits propriétaires tout court, nous allons démontrer que le droit de propriété, en qui ils ont encore confiance, n'existe plus, ni en fait, ni en droit. Et cela il faut le leur prouver, ce que nous attendons du Bureau, du centre du Parti ; mais je voudrais dissiper une première équivoque, quand nous, délégués de la Fédération de la Seine, nous venons à une tribune de Congrès, poser des problèmes comme celui-ci, c'est moins pour nous dresser dans une opposition systématique à tout ce qui peut être fait dans notre Parti, que pour, au contraire, apporter notre force de propagande et notre activité de militants qui, jointes à celles de nos camarades responsables du Parti, permettront au socialisme de faire un pas en avant dans sa propagande générale ; donc, ce que nous attendons, c'est peut-être une réforme du système de propagande, mais plus encore une réforme du système de documentation, mis au service des militants et des propagandistes du Parti.

Nous avons fait l'expérience et nous en connaissons les résultats, — personnellement j'ai été l'auteur d'une série d'articles parus dans le *Populaire*, à propos de la position des petits commerçants en face de la crise actuelle — je

me suis servi au cours des campagnes électorales, dans un coin, je vous l'assure, particulièrement difficile, dans le fief de M. Billiet, des Intérêts Economiques, je me suis servi de cette documentation personnelle; cela a fait que presque toute la masse des commerçants de la ville de M. Billiet se sont détachés de lui pour se rallier au programme et aux candidatures socialistes. Ils ont compris que M. Billiet ne pouvait pas être en même temps le défenseur des puissantes Sociétés commerciales, et le défenseur des intérêts des petits boutiquiers ! Nous avons fait plus : Nous avons cherché, nous avons glané dans les journaux de nos adversaires : dans *l'Information Financière*, dans la page financière du journal *Le Temps*, et là nous avons trouvé des arguments qui condamnent définitivement le régime bourgeois actuel.

Nous voyons, dans *l'Information Financière* du 11 janvier dernier, que lors de l'Assemblée générale de la Société des Raffineries Say, le président du Conseil d'administration a été obligé de dire que depuis quelque quinze ans, les Raffineries Say avaient racheté ou accaparé plus de douze sucreries et raffineries à travers le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme ; quel argument auprès des petits cultivateurs, auprès des paysans de là-bas, pour leur dire...

Une voix. — Abrèges !

DUPONT. — ...pour leur dire : « Comment ! vous avez eu peur du socialisme ? Vous avez cru que le socialisme allait vous ruiner, vous dépouiller, vous exproprier de votre droit de propriété ? Aujourd'hui, votre sucrerie de Saint-Just-en-Chaussée, elle ne vous appartient plus, parce qu'une puissante Société à capitaux concentrés, que l'on appelle les Raffineries Say, a voulu devenir propriétaire de votre propriété à vous, petit paysan, pour pouvoir rester maîtresse du marché du sucre, pour pouvoir y commander la pluie et le beau temps, pour pouvoir — ce sont des arguments, croyez-le, qui ont une valeur — après avoir fait quarante-huit millions de bénéfices, en 1933, faire malgré la crise, et la sous-consommation, quarante-cinq millions de bénéfices en 1934 ».

Voilà l'argument ; mais alors, lorsqu'on vient vous dire dans des auditoires paysans, que nous sommes des rêveurs et des utopistes parce que nous voulons changer la forme de la propriété, il ne faut pas craindre de répondre que l'utopie, elle a été démentie par l'évolution du système bourgeois !

Dites donc, camarades, lorsque la Raffinerie Say a racheté la sucrerie de Saint-Just-en-Chaussée, qu'est-ce qu'elle a fait ? Nous avons assisté à une première mutation de propriété, propriété à capitaux rassemblés dans une Société anonyme, qui a été mutée en propriété à gros capitaux concentrés dans la Raffinerie Say. Mais alors, pendant que cette mutation s'est opérée, pendant que cela a été réalisé, est-ce qu'on a arrêté de fabriquer du sucre ? Est-ce que les ouvriers se sont aperçus qu'ils changeaient de patron ? Est-ce que les esclaves se sont aperçus qu'ils changeaient de maître ?

Et alors...

Quelques voix. — Ce n'est pas la question !

LE PRÉSIDENT. — Dupont, tu permets : Le Congrès, une partie du Congrès s'impatiente. Je demanderai, puisque notre camarade Dupont n'a pas répondu à mon appel du début, que le temps de parole soit limité (*approbations et protestations*) ou alors nous n'en finirons jamais ! Cinq minutes, le camarade Dupont va conclure.

BRACKE. — Je demande la parole pour une motion d'ordre : on n'a pas le droit de limiter la parole des gens !

LE PRÉSIDENT. — Alors, nous serons là encore dans huit jours !

BRACKE. — Tant pis !

LE PRÉSIDENT. — Dupont accepte.

DUPONT. — D'ailleurs, je veux faire vite, et je veux répondre à un argument qui m'a paru quelque peu paradoxal :

Comment, lorsqu'un délégué explique dans quel sens

devait être menée la propagande de son parti, pour rallier autour du drapeau du Parti les plus grandes masses possibles, car comment voulez-vous — ou alors ce n'est pas certaines fractions minoritaires qui seraient putschistes ou blanquistes, ce serait la grosse majorité du Congrès — comment voulez-vous prendre le pouvoir si tout au moins vous ne neutralisez pas ces classes moyennes, pour les empêcher, le jour de l'échéance arrivé, d'aller avec le grand capitalisme pour écraser la classe ouvrière de ce pays ?

Et alors, je disais : lorsqu'on nous dit que nous sommes des utopistes, ou des rêveurs, la première mutation de propriété, elle s'est faite de petites propriétés à grosse propriété à capitaux concentrés ; notre prise du pouvoir, le but du socialisme, le poteau marxiste, si j'oserais dire, n'est-ce pas une seconde mutation de propriété à opérer ? De propriété à capitaux concentrés à propriété collective. C'est cela que nous voulons, c'est à cela que nous devons arriver, après la prise du pouvoir. Mais alors, tout de suite, je vous le demande : si nous n'avons pas, si tous les militants, les propagandistes du Parti n'ont pas dans leur serviette, les documents qui leur permettront de se battre, de cette façon, comment voulez-vous aboutir ? Comment voulez-vous arriver à un résultat ?

Il faut absolument que le Centre du Parti mette ces armes et ces munitions à notre disposition. Il y a eu un grand mouvement qui a amené l'hitlérisme en Allemagne. Dans un sens opposé, avec la vérité pour nous, au lieu de la démagogie d'Hitler, nous pouvons créer, dans ce pays, un pareil mouvement pour arriver à concentrer les classes moyennes autour du drapeau socialiste. Car, tout de même, croyez-moi, lorsque l'on dit aux paysans de l'Oise ou de la Somme, que maintenant, c'en est fini de leur droit de propriété, qu'ils sont expropriés, non pas par le socialisme, comme on leur avait fait croire, mais par le grand capitalisme spoliateur, eh bien, ces gens-là comprennent, et ils sont bien prêts de venir vers nous.

J'en ai terminé. Je voudrais dire au nom de la Fédération de la Seine, ce que j'ai déjà dit en partie l'autre jour : notre attitude ne doit pas être pour le Congrès et pour le

Bureau du Parti, une attitude de négation et de déception. Nous voulons, à la Seine, nous le faisons tous les jours. nous travaillons pour la propagande, pour les progrès du socialisme ; quand nous venons apporter des observations à une tribune de Congrès, c'est parce que nous voudrions augmenter la force de propagande dans notre parti. Et puis, — et c'est peut-être plus délicat, — je voudrais demander à tous mes camarades de province, d'abord de comprendre que les camarades socialistes de la Seine, ont été tous des provinciaux avant d'être des parisiens, mais surtout je voudrais leur demander de ne pas confondre l'attitude d'une tendance comme la nôtre, qui est connue dans le Parti ; — la *Bataille Socialiste* a toujours fait, à l'intérieur du Parti, la propagande que vous savez, — de ne pas confondre cette propagande à ciel ouvert, et qui n'a jamais créé de fractions dans le Parti, avec la propagande de nos camarades du groupe bolchevique-léniniste ; ce n'est pas du tout la même position !

J'ai cru devoir l'affirmer à cette tribune, car des conversations avec des délégués de province nous ont fait entendre que beaucoup d'entre vous pouvaient croire que toute la Fédération de la Seine appartenait à la tendance bolchevique-léniniste. C'est là une erreur qu'il faut absolument dissiper... (*quelques interruptions*)... et on verra un peu plus clair dans les travaux du Congrès et on comprendra un peu mieux le sentiment qui nous anime. Ce sentiment, c'est de renforcer l'action du Parti, pour aboutir à de nouvelles victoires à travers tout le pays. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Ayant de donner la parole à l'orateur suivant, je vais donner connaissance au Congrès du télégramme que nous venons de recevoir :

Adresse Congrès, fraternelles salutations : Parti socialiste italien toujours debout contre dictature fasciste. Souhaite ardemment que délibérations Congrès renforceront action populaire contre fascisme et guerre, dont la menace gronde sur l'Afrique orientale au nom soi-disant civilisation. Amitiés. — Pietro Nenni.

(*Applaudissements.*)

La parole est à Fontanier, du Cantal. Fontanier n'est pas là. La parole est à Minjoz, du Doubs. Dix minutes.

MINJOZ (Doubs). — Camarades, je serai bref. La Fédération du Doubs a voté la motion Paul Faure-Séverac-Lebas, mais elle m'a chargé en même temps de venir dire à ce Congrès que nous voulions que la Commission des Résolutions arrivât à une motion d'unanimité, afin que cette motion puisse constituer ce programme d'action qui doit permettre ce grand rassemblement populaire, dont on a parlé jusqu'à présent.

Pourquoi ce programme d'action ? Pourquoi cette motion d'unanimité qui s'impose à l'heure actuelle ? Parce que la situation est extrêmement grave. La situation est grave à l'extérieur ; elle est grave à l'intérieur.

À l'extérieur, ce sont les menaces de guerre qui sont toujours à l'horizon, ce sont en même temps Hitler et Mussolini, qui peuvent chercher, eux qui ont échoué à l'intérieur au point de vue de la lutte contre la crise économique et le chômage, des dérivatifs dans la guerre. Ce sont, en même temps, citoyens et camarades, cette course aux armements, cette course aux alliances militaires qui se poursuit et qui peut déchaîner la guerre.

Au point de vue intérieur, trois faits caractérisent la gravité de la situation : c'est d'abord la crise économique générale qui touche toutes les classes de la société — j'entends les classes laborieuses et les classes moyennes ; — c'est ensuite l'impuissance du Parlement bourgeois à faire quelque chose pour résoudre cette crise ; et alors par voie de conséquence, c'est la recrudescence des groupements fascistes qui tentent d'exploiter la misère dont souffre la classe laborieuse, la misère dont souffrent les classes moyennes, pour essayer de les dresser contre le régime démocratique dans lequel nous vivons.

C'est la nécessité, par conséquent, pour notre Parti d'avoir cette motion d'unanimité, ce programme d'action qui aura pour but de rassembler autour de nous tous ceux qui veulent, justement, faire disparaître cette crise, tous ceux qui veulent que nous prenions le pouvoir pour réaliser le socialisme.

Lorsque nous parlons de programme d'action, c'est, comme l'ont dit les camarades de toutes les tendances, pour prendre le pouvoir, et lorsque nous disons « prendre le pouvoir », c'est tout le pouvoir, bien entendu.

Peu important les moyens : Nous qui suivons les expériences historiques, qui sommes des marxistes, nous savons bien que le pouvoir a été pris de différentes façons. Ce qui importe, ce ne sont pas les moyens, — qui ne dépendent pas exclusivement de nous, — mais la fin ! Une fois que l'on sera au pouvoir, une fois que la classe ouvrière aura pris tout le pouvoir, il faudra entrer immédiatement, sans tarder, dans la voie des transformations profondes qui aboutiront à la société socialiste, pour laquelle nous travaillons depuis des années et des années.

Et alors, citoyens, en quoi consistera ce programme d'action ? Ce programme d'action, il n'y a qu'à reprendre la liste des revendications que le Parti lui-même avait élaborées, et qu'il avait soumises au Parti communiste, pour l'élaboration d'un programme commun. Il n'y a qu'à reprendre ces revendications dont parlait hier soir notre camarade Jules Moch, dans une partie de sa motion ; il y a enfin à prendre le plan de la C. G. T., dans lequel il y a des idées qui peuvent nous être communes et, avec tout cela, faire ce programme d'action qui nous permettra de rassembler le peuple, de rassembler les masses.

Restent les moyens ? Eh bien, les moyens, c'est d'abord l'intensification de notre propagande. Il faut que toutes les Fédérations, que toutes les sections, dès que notre motion aura été votée, dès que le Congrès aura clos ses travaux, fassent une propagande intense ; non seulement il faudra faire connaître, dans le pays, notre Parti, faire connaître notre programme, mais il faudra intensifier le recrutement. Il faut immédiatement, non seulement atteindre nos chiffres de 1932 — année où nous sommes arrivés au maximum — mais encore les dépasser. Cela, ce sera encore la meilleure façon de lutter contre le fascisme, et de lutter pour le socialisme.

Il faut aussi — car cela a une extrême importance à l'heure actuelle — développer notre presse. Il faut rendre notre *Populaire*, non pas plus vivant, — cela ne dépend

pas de nous, — mais lui trouver beaucoup plus de lecteurs, lui trouver beaucoup plus d'abonnés. Il faut faire vivre nos journaux fédéraux, car vous le sentez aujourd'hui, quand on voit la presse d'information, comme *Paris-Soir* par exemple, venir empoisonner des centaines de milliers de consciences par jour, eh bien, c'est là que notre effort doit porter et c'est la raison pour laquelle nous voudrions voir le journal du Parti se développer de plus en plus, car c'est là qu'est le danger, dans la presse bourgeoise qui nous écoute ! (*Applaudissements.*)

Il faut encore organiser ou maintenir nos groupes de défense qui existent déjà un peu partout, car s'il y a des sections ou des Fédérations qui n'ont rien fait, il y en a d'autres qui en ont déjà constitué ; ils doivent maintenir la sécurité pour les militants et assurer la liberté de la rue. Cela doit être leur unique but et pas davantage.

Nous ne voulons pas tomber dans les erreurs dont on parlait hier soir. Simplement des groupes de défense pour assurer notre propre sécurité et celle du Parti.

Un troisième élément : c'est la reconstitution de l'unité organique totale de la classe ouvrière ; l'unité d'action, elle est souhaitable, et personne ne veut la rompre. Là-dessus, tout le monde est d'accord. Mais ce que nous voulons, car nous en sentons les dangers, nous autres, dans nos Fédérations de moyenne importance, c'est qu'immédiatement, le plus tôt possible, elle devienne l'unité organique afin de reconstituer dans ce pays un seul parti de la classe ouvrière, comme celui qui a existé de 1904 à 1920.

Quant au dernier élément, qui est nécessaire pour nous permettre de faire le maximum d'efforts pour le pouvoir et pour la lutte contre la crise, c'est la discipline et la camaraderie.

La discipline, il en faut. Notre Parti doit être un parti démocratique. Il y a peut-être, comme on l'a dit hier soir, quelque chose à faire pour assurer ce maximum de cohésion entre la C. A. P., d'une part, et le Groupe parlementaire socialiste, d'autre part, afin que ce ne soit plus le Groupe parlementaire qui ait seul le souci de prendre des

décisions, souvent fort importantes. Là-dessus, le discours de Blum nous a tous profondément émus.

Eh bien, il n'y a qu'une chose à faire, — et je crois que c'est possible, — c'est de donner à la C. A. P., qui représente le Parti tout entier, qui est chargée d'appliquer les décisions du Parti, les pouvoirs nécessaires pour se mettre en liaison permanente avec le Groupe parlementaire et que les décisions que celui-ci peut être amené à prendre, soient prises en commun par le Parti et le groupe socialiste au Parlement. (*Applaudissements.*) Et alors, Camarades, une fois les décisions prises, il faut du haut en bas, non seulement pour les élus et la C. A. P., mais aussi pour les militants des Fédérations et des sections, pour tout le monde, une discipline de fer ; cette discipline, qui montre bien qu'en face de l'ennemi, il n'y a qu'un seul et unique parti, le Parti socialiste !

Mais, en même temps, ce qui fortifiera notre Parti, ce sont ces liens de camaraderie et de fraternité qui existent dans pas mal de sections et de Fédérations. Et si nous, en province, nous n'assistons pas à ces débats passionnés, à ces débats violents comme ceux que nous avons eu la douleur de voir, quelquefois, à ce Congrès, c'est parce qu'il existe entre tous les camarades de nos sections, entre tous les camarades de nos Fédérations, ce lien d'amitié, ce lien de fraternité qui n'existe pas du bout des lèvres, mais qui existe au fond du cœur, et qui fait que quelles que soient, quelquefois, nos divergences de conceptions, nous sommes avant tout des camarades. Nous sommes bien ceux dont Léon Blum parlait l'autre jour, lorsqu'il parlait du cri d'amitié des socialistes autrichiens « *Freundschaft* ».

Camarades, j'ai terminé. Je ne veux pas dépasser le temps de parole qui m'est dévolu. Je vous demande simplement de voter et d'insister auprès de vos représentants à la Commission des résolutions, pour arriver à cette motion d'unanimité, qui sera un programme d'action, et qui permettra, demain, au Parti socialiste, d'apparaître devant les masses qui sont désorientées par les partis bourgeois, en pleine décomposition, en pleine incapacité, divisés au sein d'eux-mêmes, d'apparaître, disons-nous, d'une façon tout à fait lumineuse, d'une façon tout à fait nette et

claire, comme le seul parti capable de sauver le pays de la ruine et de la misère ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Maurice Paz, de l'Aveyron.

MAURICE PAZ (Aveyron). — Camarades, en venant soutenir devant le Congrès la motion qui a été adoptée par la Fédération de l'Aveyron unanime, j'ai le sentiment que cette motion répond à une préoccupation qui est celle d'une grande partie du Congrès, et qui a été exprimée ici-même par notre camarade Bracke, lorsqu'il déclarait : « Il manque quelque chose à la façon dont nous voyons le présent », et qui se dégageait également du beau discours de notre ami Léon Blum, lorsqu'il nous invitait à envisager le problème de la prise du pouvoir sur le plan de l'actualité.

Voulez-vous me permettre, non pas de reprendre la motion dans son ensemble, je n'en ai pas le temps, mais d'insister sur quelques-uns des aspects de cette motion, de ses aspects essentiels ?

Posons-nous tout d'abord la question autour de laquelle on semble, jusqu'à présent, avoir tourné ; c'est celle-ci : Pouvons-nous, à l'heure actuelle, au moment où nous tenons ce Congrès, conquérir le pouvoir ? Sommes-nous en mesure de conquérir le pouvoir ? Il ne s'agit pas de s'évader vers des généralités trop faciles... (*Applaudissements. Très bien !*) Nous avons le devoir, pour répondre à une attente qui n'est pas seulement, vous le sentez bien, celle du Parti ; nous avons le devoir de répondre avec précision aux questions précises qui sont posées par l'actualité.

Camarades, si nous pouvions, à l'heure actuelle, conquérir le pouvoir, certains de nos camarades auraient raison, qui ont l'air de penser que c'est simplement question de cran, question d'audace, question de courage, qu'il ne tient qu'à nous de réaliser cette prise du pouvoir.

Voulez-vous que nous examinions cela très rapidement ?

Au point de vue économique — nous serons tous d'accord sur ce point, je le crois, — au point de vue économique, les

conditions de la prise du pouvoir (je réponds tout de suite à la question) sont réalisées. Pourquoi sont-elles réalisées ? En quelques mots : tout simplement parce que le capitalisme a cessé de jouer un rôle progressif, parce que le capitalisme est en décadence, parce que, pour rappeler ici l'expression de Marx, les forces de production sont entrées en conflit avec le régime de la production.

Ainsi, au point de vue économique, la question est réglée, et, à ce point de vue-là, nous avons le droit de dire sans crainte de nous tromper que nous sommes entrés dans l'ère de la révolution socialiste.

Est-ce que cela suffit ? Non ! Ce changement de régime que nous appelons tous et qui est déjà inscrit dans les choses, il n'est pas encore inscrit dans l'esprit des hommes. Il faut que l'opinion publique comprenne la nécessité de ce changement de régime, ce qui revient à dire que la conquête du pouvoir suppose d'abord *la conquête de la majorité*. (*Applaudissements.*)

Camarades ! c'est ici qu'il faudrait vider un débat dont il a tant été question, au cours des dernières séances, débat où l'on voit menacés de l'accusation de blanquisme certains camarades qui rétorquent : « Mois non, nous ne sommes pas des blanquistes. » Eh bien, c'est ici que s'établit la ligne de partage. C'est ici que l'on se reconnaît, c'est ici que l'on peut dire : « Il y a d'un côté des blanquistes, et de l'autre il y a des marxistes révolutionnaires. ».

Car cette nécessité de conquérir la majorité — et pas seulement la majorité de la classe ouvrière, mais la majorité de l'opinion — cette nécessité a été affirmée avec une unanimité impressionnante par tous les socialistes, par tous les révolutionnaires dont nous nous réclamons.

Voulez-vous me permettre... — je ne ferai pas de longues citations, je choisis parmi beaucoup d'autres certaines d'entre elles — ...voulez-vous me permettre de vous citer cette phrase d'Engels, qui déclare qu'il ne s'agit pas seulement de gagner le prolétariat, mais aussi « la majorité des couches sociales moyennes, des petits-bourgeois, et aussi des petits propriétaires des campagnes. en arrivant ainsi à constituer dans le pays le pouvoir prépondérant, devant

lequel devront se plier, bon gré mal gré, tous les autres pouvoirs » ?

Voulez-vous me permettre de rappeler aussi la pensée de Jaurès : « Ces grands changements sociaux qu'on nomme des révolutions, ne peuvent pas ou ne peuvent plus être l'œuvre d'une minorité. Une minorité révolutionnaire, si intelligente, si énergique qu'elle soit, ne suffit pas, au moins dans les sociétés modernes, à accomplir la Révolution. Il y faut le concours, l'adhésion de la majorité, de l'immense majorité... Une société n'entre dans une forme nouvelle que lorsque l'immense majorité des individus qui la composent, réclame ou accepte un grand changement. »

Mais, camarades, je voudrais aussi, puisque j'en suis aux références, vous en citer une, devant laquelle je ne recule pas, quant à moi. C'est celle de Lénine. La voici : « Le parti du prolétariat ne peut, en aucune façon, proposer d' « instaurer » le socialisme dans un pays de petits paysans, tant que l'écrasante majorité de la population n'a pas pris conscience de la nécessité d'une révolution socialiste. »

Eh bien, ayant apporté ici cette sorte de synthèse, au moment même où les uns et les autres nous envisageons une unité organique qui s'inspirerait non plus seulement de la charte de 1905, mais des enseignements de la guerre et de la révolution, j'ai bien le droit de dire que c'est dans cette synthèse que nous trouverons la charte de l'unité organique.

Camarades, maintenant que nous avons rappelé, établi la nécessité de conquérir la majorité — principe auquel on ne peut se soustraire qu'en tombant dans le blanquisme, et en échappant au marxisme révolutionnaire — il faut avoir le courage de poser la question, comme Lénine lui-même, d'ailleurs la posait en mai 1917, alors que la Révolution russe était commencée depuis trois mois déjà, nous devons nous demander : Est-ce que nous, socialistes, nous avons, à l'heure actuelle, cette majorité ?

Je réponds : Non ! Nous n'avons pas encore, malgré nos progrès incontestables, la majorité à l'heure actuelle. Il

s'agit donc — vous voyez que j'aborde tout naturellement la seconde partie de mon exposé — il s'agit donc de conquérir cette majorité : c'est la tâche actuelle du Parti.

Je voudrais écarter ici des objections que seul le souci d'une polémique un peu subalterne pourrait inspirer. Est-ce que l'on feindra d'interpréter les termes que j'emploie en prétendant que conquérir la majorité cela voudrait dire avoir dans ce pays une majorité de socialistes ? Certainement pas ! Ce serait une absurdité. Est-ce que, d'un autre côté, conquérir la majorité, cela voudrait dire conquérir cinquante et un pour cent des sièges parlementaires ? Evidemment non ! Et ici encore, je vais rappeler, en quelques mots, ce que Jaurès pensait de la question :

Jaurès disait, au Congrès de Toulouse : « De même qu'il est impossible de réaliser l'ordre nouveau par un surgissement insurrectionnel, il est impossible de créer la révolution sociale par un simple coup de la majorité. Même si le flot électoral amenait un jour, faisait débarquer un jour au Palais-Bourbon une majorité socialiste, cette majorité socialiste ne pourrait façonner l'ordre nouveau que si déjà le prolétariat s'y était préparé. »

Ainsi, pas d'équivoque : ni majorité de socialistes, de militants, dans le pays, ni majorité de députés !

Mais alors quoi ? Simplement le sentiment, dans la majorité des consciences, que ça ne peut pas durer ! (*Applaudissements*)... simplement la volonté d'en sortir, la volonté d'en finir avec ce qui s'inscrit pour chacun sous les lettres de la misère, de la guerre et de l'esclavage ! Simplement l'acceptation d'un certain nombre de mesures simples, de mesures préconisées par la classe ouvrière, et par conséquent de mesures socialistes, simplement la conscience de la nécessité d'une transformation et la volonté, parce qu'il faut en sortir, d'assumer les risques de cette transformation. (*Quelques applaudissements*)

Et alors, camarades, si nous sommes d'accord — et je pense que l'ensemble du Congrès est d'accord sur ces points — pour que cette majorité de l'opinion puisse se dégager, nous devons lui proposer des solutions concrètes.

Ah ! il ne suffit pas d'aller dire que nous voulons ins-

taurer le socialisme, que nous revendiquons le pouvoir ; cela, camarades, ne touchera pas la majorité de l'opinion, cela touchera les militants, mais cela ne touchera pas cette majorité et, encore une fois — je m'excuse de faire quelques citations, mais c'est tout de même dans les expériences qui ont été vécues et dans les plus récentes, que nous avons le devoir de puiser des enseignements — permettez-moi de vous dire et de vous rappeler ce que disait Lénine, en mai 1917 :

« Quelles sont maintenant les tâches du prolétariat révolutionnaire ? La principale insuffisance, l'erreur principale de tous les raisonnements socialistes consiste à poser la question en termes trop généraux, à parler de passage au socialisme. Or, il faudrait parler de mesures et d'actions pratiques ; certaines mesures sont mûres, d'autre pas. »

Et, plus loin :

« Nous ne pouvons pas être... »

— Il s'agissait d'un débat sur la nationalisation des banques... —

« ...Nous ne pouvons pas être d'avis d' « instaurer » le socialisme, ce serait l'absurdité la plus grande ! Mais nous devons préconiser le socialisme. La majorité de la population est formée, en Russie, de paysans, petits cultivateurs qui ne peuvent pas penser au socialisme. Mais que pourraient-ils objecter à l'existence dans chaque village d'une succursale de banque qui leur donnerait le moyen d'améliorer leur entreprise ? Rien. Nous devons préconiser des mesures pratiques, parmi les paysans, et affermir en eux la conscience de leur nécessité. » (*Applaudissements.*)

Mais, camarades, laissant de côté les opinions, si auto-riisées soient-elles, est-ce qu'il ne suffit pas d'observer ce qu'a été l'histoire de notre pays ? Est-ce qu'il ne suffit pas de se reporter à ce qui provoqua le déclenchement de la grande Révolution française ? Comment ! Est-ce que c'est sur la question de la République, est-ce que c'est sur la question de l'instauration de l'Etat démocratique, que s'est faite la grande Révolution française ? Non, elle s'est faite sur les Cahiers des Etats-Généraux, et les Cahiers

des Etats-Généraux (*applaudissements*), ils parlaient des impôts trop lourds, ils parlaient des charges insoutenables, ils parlaient aussi de droits que l'on revendiquait, avec une certaine âpreté, et dont certains peuvent nous sembler aujourd'hui assez accessoires, comme le droit de chasse, mais c'est sur des questions comme celles-là que la machine a été mise en mouvement ; c'est sur des questions comme celles-là, et non pas sur de grandes questions de principe, qu'a été entreprise, qu'a été commencée la Révolution française ! (*Applaudissements.*)

Et alors, camarades, voulez-vous me laisser résumer en une formule la position que je viens d'exprimer ? Je pense qu'à l'heure actuelle, au moment où le Parti aborde comme une chose réelle, tangible, actuelle, la question du pouvoir, son programme ne peut plus être un programme conçu en termes généraux, en termes vagues, et j'exprimerai cela en disant que *son programme d'opposition doit désormais contenir tous les éléments d'un programme de gouvernement.* (*Applaudissements.*)

Quel sera ce programme ? Nous avons entendu parler ici des vicissitudes de la fameuse Commission spéciale du Congrès de Toulouse. Je ne voudrais pas, pour ma part, recommencer une expérience de cette nature, car elle est singulièrement décevante ! Et je pense qu'à l'heure où nous sommes, à l'heure où le temps nous presse impérieusement, où nous n'avons pas une minute à perdre, nous devons tenir compte de ce qui existe, de ce qui est, et qu'ainsi notre programme de gouvernement, au point de vue économique (je regrette que personne ne l'ai dit avant moi), c'est le programme de la C. G. T. (*Applaudissements.*)

Je dis que c'est le programme de la C. G. T., le Plan de travail, et que nous n'avons pas le droit de rester à l'écart du grand mouvement d'opinion qui se fait avec persévérance, pour populariser ce programme. Je dis que nous n'avons pas le droit de l'ignorer. Camarades, est-ce que quelqu'un pourrait soulever à cet égard une objection doctrinale ? Car enfin, tout de même, il faut bien le dire, le Plan de travail de la C. G. T., il était presque entièrement inclus dans les Cahiers de Huyghens. N'avons-nous pas

aussi, par un rapport formel et précis, indiqué que, dans l'ensemble, c'étaient les conclusions mêmes du Congrès de Toulouse, auxquelles il aboutissait ? (*Applaudissements.*) Rien dans ce plan de travail, dont un socialiste puisse être choqué, rien qui puisse être réprouvé !

Camarades, je ne demande pas au Congrès, je ne demande pas à mon Parti de se mettre à la remorque d'une organisation quelconque. Je ne lui demande pas d'accepter un plan tel quel, comme intangible. Je lui demande de se mettre à l'œuvre pour amender ce plan, pour le mettre au point. Sous une réserve cependant : il ne faudrait pas que, par le souci de je ne sais quelle orthodoxie, et de façon à donner au plan de travail un caractère prétendument plus complet, on cherchât à lui substituer je ne sais quel interminable panneau-réclame de tout ce que nous ferons pendant des décades de pouvoir. Cela, non ! parce que ça ne serait plus le plan ! (*Applaudissements.*)

Camarades, si nous songeons sérieusement, les uns et les autres, au problème du pouvoir — et nous y songeons sérieusement — est-ce que vous pensez que nous pouvons, dans une entreprise comme celle-ci, où nous avons en face de nous un ennemi de classe dont on a dit la puissance, éluder la question, ignorer la C. G. T., la laisser de côté, ne pas nous préoccuper d'elle ? Alors quoi ? Prendre le pouvoir sans la C. G. T. ? Y avez-vous pensé ? C'est la négation de la prise du pouvoir ! (*Applaudissements.*)

Je pense, moi, que, dans cette entreprise, le Parti a un rôle à jouer, et un rôle singulièrement important. Hier, Léon Blum rappelait en quelques mots ce qu'avait été l'évolution de nos camarades communistes. Nous avons l'unité d'action avec les communistes, chacun s'en félicite, personne ne s'est levé dans ce Congrès pour demander qu'elle fût dénoncée. Mais est-ce que vous ne croyez pas que c'est le rôle du Parti d'être le ciment entre les communistes et la C. G. T., et précisément sur l'adoption et la popularisation du Plan de travail. C'est cela, camarades, c'est cela l'avenir du Parti, c'est cela l'unité d'action élargie, c'est cela l'unité d'action cessant d'être négative pour prendre un contenu positif.

Et puis, il y a aussi une tâche qui serait la tâche propre,

qui est la tâche propre du Parti : ces mesures économiques du plan de la C. G. T., comment pourrait-on les réaliser si l'on n'adopte pas, en même temps, un certain nombre de mesures d'ordre politique, qui les rendent possibles ? Croyez-vous que, dans l'état actuel des choses, on pourrait appliquer le plan de la C. G. T. ? Non pas ! Le Plan pré-suppose un certain nombre de mesures, comme l'organisation du suffrage universel (de façon à ce que le suffrage universel ne soit plus une duperie, et que, par une péréquation équitable, les masses ouvrières, paysannes, laborieuses de ce pays, aient enfin leur véritable représentation) ; il faut une organisation démocratique de la presse qui la fasse échapper aux puissances d'argent, qui lui permette de reconquérir son indépendance et d'être enfin un instrument d'information et non pas un instrument de lutte contre les forces ouvrières et démocratiques. (*Applaudissements*) ; il faut l'épuration administrative pour que les mesures appliquées ne soient pas sabotées par ceux qui ont mission de les appliquer ! (*Applaudissements*) ; il faut la dissolution des ligues armées pour que la représentation nationale ne délibère pas sous le chantage de l'émeute.

Je connais — j'y ai déjà répondu d'un mot — l'objection que pourraient me faire des camarades imbus d'une sorte d'esprit totalitaire : « Quoi ? Le programme de la C. G. T., ce n'est qu'un programme minimum. » Mais que ces camarades me permettent de leur retourner la question et de leur demander : Mais pour ce programme minimum, qu'avez-vous donc fait, jusqu'à présent, qu'avons-nous fait ? Qu'a fait le Parti ? Qu'avons-nous fait pour expliquer aux masses populaires que la nationalisation des banques n'était pas la spoliation ? Qu'avons-nous fait pour répondre aux légendes répandues par le capitalisme ? Pas encore grand'chose, camarades ! et c'est précisément ce que nous ne pouvons plus différer de faire !

En cette matière, lorsqu'il s'agit du pouvoir, le pire, c'est de demander « tout ou rien », l'essentiel c'est d'entreprendre ; et lorsqu'on vit, comme nous vivons, dans une époque révolutionnaire, dès que l'engrenage sera engrené, le reste viendra et beaucoup plus vite que vous ne le pensez ! (*Applaudissements.*)

Mais il faut ici s'expliquer sans ambage : je le ferai rapidement, car sur ce point Jules Moch a dit ce que je pourrais dire, et il l'a dit beaucoup mieux que je ne le ferais : si je parle de populariser notre programme de gouvernement, comme de la tâche essentielle et actuelle de notre mouvement, je ne veux pas pour cela négliger les organisations de défense, que je considère comme indispensables. Nos organisations de défense, nous avons le devoir de les renforcer, et pourquoi ? Ah ! camarades, pour une raison Lien simple : parce qu'il ne suffirait à rien de conquérir la majorité, si nous n'étions pas en mesure, par la suite, d'imposer, de faire prévaloir les volontés de cette majorité. (*Applaudissements.*)

Ainsi le débat, qui a trouvé des échos jusque dans ce Congrès, le fameux et éternel débat des deux méthodes, les méthodes réformistes et les méthodes révolutionnaires, croyez-moi, ce débat est à l'heure actuelle épuisé. (*Très bien !*)

Personne ne peut raisonnablement prétendre qu'on accèdera et qu'on se maintiendra pacifiquement au pouvoir. Personne ne peut dire non plus qu'il suffira d'une poussée révolutionnaire, d'une poussée insurrectionnelle, pour avoir le pouvoir et pour s'y maintenir. Non, camarades, c'est dans la conjugaison des deux moyens (*applaudissements*) que nous pouvons espérer, que nous pouvons obtenir le succès.

Et maintenant, la majorité est acquise, je le suppose pour un instant, car je suppose que nous allons l'entreprendre sérieusement. Comment se réalisera la conquête du pouvoir ? Ah ! sur ce point, je souscrirai volontiers à ce qu'a dit Paul Faure : « Nous ne pouvons pas prévoir les circonstances mêmes qui nous amèneront au pouvoir. » Certes ! nous ne pouvons pas prévoir ces circonstances, mais nous pouvons dire cependant qu'il est infiniment probable que notre accession au pouvoir sera caractérisée par une irrésistible poussée d'opinion, et que cette irrésistible poussée d'opinion portera au pouvoir, quoi ? *Un gouvernement populaire.*

Ah ! je connais d'avance l'objection que ne manqueront pas de me faire un certain nombre de nos excellents ca-

marades ! Ils me répondront : « Nous voulons un gouvernement purement socialiste. » Quelle étrange illusion ! Pourquoi, par quel miracle, ce qui ne s'est jamais produit dans l'Histoire, se produirait-il, cette fois, à notre bénéfice ?

Comment ? En 1789, encore une fois, est-ce que ce sont les Jacobins qui ont ouvert le cycle de la Révolution ? Est-ce que ce sont eux qui ont succédé à l'absolutisme royal ?

Est-ce que ce sont les communards qui ont renversé l'Empire ? Est-ce que ce sont eux, immédiatement, qui ont établi leur pouvoir après la chute de Napoléon III ?

Est-ce que, en Russie, en Février 1917, c'est Lénine qui est venu au pouvoir ?

Non, camarades ! non ! nous devons nous élever contre cette illusion. Le nouveau pouvoir qui s'instaurera, que j'appelle le gouvernement populaire, il sera à l'image de la coalition qui, dans le pays, aura été porter nos mots d'ordre, porter notre programme de gouvernement et qui l'aura fait triompher. (*Applaudissements.*)

Certes, je ne méconnais pas, en disant cela, le rôle dirigeant du Parti ! Je pense que le Parti étant le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'élément le plus actif de l'avant-garde de cette coalition, le Parti a nécessairement un rôle de dirigeant. Mais, camarades, ce rôle dirigeant, je ne veux pas l'entendre d'une façon mécanique. Il n'y a pas, en cette matière, plus qu'en toute autre, de droit divin. (*Très bien !*) *Nous serons le parti dirigeant dans la mesure où nous mériterons de l'être.* (*Applaudissements.*) Et nous mériterons de l'être dans la mesure où nous serons les animateurs, les entraîneurs du mouvement populaire, dans la mesure où nous proposerons les solutions les plus justes, celles qui tiennent le plus à cœur aux masses laborieuses. (*Applaudissements.*)

Certes, par la suite, après la prise du pouvoir par le gouvernement populaire, une sélection s'opérera. Je ne sais pas, quant à moi, si elle s'opérera d'une façon aussi cruelle que celle qu'évoquait Léon Blum, mais je sais, en tout cas, indiscutablement, car l'exemple des révolutions passées nous l'apprend, je sais qu'un certain nombre de

retardataires resteront en cours de route, au fur et à mesure que les étapes seront franchies, et qu'un certain nombre d'autres verront croître leur influence, et je sais aussi, parce que j'ai confiance dans mon parti, que ceux qui iront de l'avant, ce seront les socialistes ! (*Quelques applaudissements.*)

Camarades, j'ai terminé ; ce qui doit sortir du Congrès de Mulhouse, ce sont les réponses aux questions essentielles que je viens d'évoquer à cette tribune. Ce sont ces réponses que l'on attend de nous. Nous n'avons plus le loisir de perdre de temps. Nous n'avons pas le loisir de nous payer le luxe d'un Congrès pour rien, parce que les événements vont plus vite encore que nous ne pouvons aller. (*Applaudissements.*)

Cette conviction qui nous entraîne tous, cette conviction que nous avons, chevillée à nous-mêmes, que le socialisme n'est pas une chimère, cette conviction, nous devons la faire descendre sur terre dans la conscience et dans la conviction des autres hommes.

Camarades, nous devons faire partager notre conviction, et comment pouvons-nous le faire ? Comment pouvons-nous faire sentir que le socialisme est la réalité de demain, et non plus une chimère éloignée ? C'est en nous tournant vers le pays : « Dès maintenant, nous sommes prêts à tout entreprendre contre la misère, contre la guerre, contre l'esclavage, car nous sommes le Parti du mieux-être, le Parti de la paix, le Parti de la liberté ! (*Très vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Briche, du Jura.

BRICHE (Jura). — Camarades, la Fédération du Jura, dans son unanimité, s'est prononcée, elle aussi, sur une motion spéciale pour laquelle je demande votre attention au début. Nous avons considéré que la prise du pouvoir, dans l'état présent des choses et avec le désir de transformation sociale qui s'impose, est recherchée et revendiquée par d'autres que nous-mêmes — et nous avons pensé à Saint-Claude — que peut-être n'avions-nous pas parfaitement le droit de nous enfermer, à l'heure présente, dans un patriotisme de parti trop étroit qui risque d'éloigner

de nous les bonnes volontés et les alliés que nous avons pour devoir d'associer à notre action.

Je suis parfaitement heureux que l'orateur qui m'a précédé à cette tribune ait souligné qu'il serait regrettable qu'à l'heure où la grande centrale syndicale de notre pays fait un si grand effort de diffusion de son Plan du Travail, qui dans son esprit est socialiste et que nous ne pouvons pas dépasser, il n'en soit pas question ici, ne serait-ce que pour répondre à l'appel qu'elle a lancé il y a quelque temps dans les éditoriaux du *Peuple*, signés C. G. T.

En effet, la Confédération générale du Travail a réclamé, de la part de toutes les organisations qui luttent contre le fascisme, une mesure de sagesse. Elle a dit : Puisque vous êtes d'accord pour considérer qu'il faut briser le fascisme, qui n'est lui-même qu'une phase du régime capitaliste, et qu'il ne peut disparaître qu'avec lui, ayez la sagesse de vous mettre d'accord sur un plan constructif qui vous permettra de coordonner vos efforts et de faire œuvre positive.

Nous avons estimé qu'il y avait là une position que le Parti ne pouvait pas rejeter ni sembler ignorer, et surtout qu'il ne peut pas ne pas étudier. Car, enfin, camarades, la transformation sociale, si elle a été pendant longtemps, si elle n'a eu pendant longtemps que les seuls socialistes comme protagonistes, si la pénétration de son idée est l'œuvre du Parti socialiste qui l'a inlassablement, depuis toujours, préconisée sur le terrain politique, elle est aujourd'hui reconnue nécessaire par d'autres que par nous, et ce désir de transformation se trouve aujourd'hui à la base du rassemblement que nous avons pu opérer et qui a pu, lui, arrêter la montée du fascisme dans notre pays. Mais nos camarades des organisations pacifistes sont eux aussi contre le capitalisme, parce que, maintenant, ils sentent la vérité de ce qu'avait dit Jaurès : « que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », et ça en fait aussi des socialistes en puissance, que l'on ne peut pas méconnaître et à qui il faut tendre la main.

Mais, présentement, tous ceux qui souffrent de cette ef-

froyable crise de régime sont des socialistes possibles ou en puissance et, lorsque, ce matin, notre camarade Dupont développait ici sa conception sur le problème et la situation du petit commerce, il n'avait d'autre souci que de démontrer pourquoi les petits commerçants étaient, eux aussi, des socialistes en puissance, parce qu'ils sont les victimes directes du capitalisme et que ce qui leur manque c'est seulement de prendre conscience de leur vraie situation, ceux-là agissent, s'élèvent contre le capitalisme, et pourtant ils ne sont pas touchés par notre doctrine ; ils ne sont pas au Parti socialiste et pourtant, pour des raisons et avec des mobiles différents, ils sont à nos côtés dans la bataille contre le capitalisme.

Mais il y a ainsi, camarades, toutes les organisations qui gravitent autour de nous, qui sont à côté de nous, qui sont nos voisins dans la bataille, et nous avons dit — et nous avons pensé à Saint-Claude — que la prise du pouvoir à des fins révolutionnaires, si elle doit continuer à être pour le Parti le but final de son effort, il ne faut pas oublier qu'il y a maintenant un problème plus urgent qui se pose, celui d'enlever le pouvoir des mains de la bourgeoisie pour l'empêcher de briser sa propre légalité. Et cela, nous ne pouvons le faire rapidement qu'avec la collaboration de ceux qui souffrent autour de nous, qui aiment comme nous la liberté, qui pensent comme nous que l'heure d'une transformation sociale est arrivée.

Et voilà pourquoi, camarades, je vous disais tout à l'heure que nous avons une position un peu particulière, précisément parce que nous pensons, au moment où, pour briser la marche fasciste, où pour arrêter le déferlement du fascisme, nous avons senti le besoin impérieux de nous associer à d'autres formations, qu'il serait dangereux de ne pas tenir compte de l'existence de ces alliés et de prendre des résolutions qui ne tiennent pas compte de l'expérience en cours, qui nous a pourtant valu de pouvoir être fiers que ce soit nous, en France, les premiers en Europe, qui aient montré que le prolétariat est resté capable d'arrêter la marche du fascisme. (*Applaudissements.*)

Et maintenant que s'est opéré ce rassemblement victorieux, sur une position négative, maintenant que nous

avons arrêté une force malfaisante, le problème reste quand même, et chez nos amis, et chez ceux qui ont participé à notre action, nous sentons la possibilité d'une œuvre constructive, et nous pensons que nous n'avons pas le droit de ne parler que de nous-mêmes, nous avons le devoir de dire que cette espérance constructive est partagée par d'autres, et que les responsabilités, et que l'action et le courage dans l'action seront partagés par d'autres.

Et c'est pourquoi nous avons peur que la motion qui sortira de notre Congrès soit une motion qui, ayant trop vu l'idéal, n'ait pas suffisamment vu le réel.

Parce que, à quoi nous servirait, camarades, de sortir une magnifique motion, disant que nous revendiquons le pouvoir, que nous saurons en assumer les charges, que nous saurons y faire notre devoir, parce que nous avons les hommes et un programme, à quoi cela nous servirait-il si, en cas de dissolution ou en cas où la Chambre actuelle arrivée normalement à échéance, nos candidats se trouvaient devant une situation de fait que nous n'aurions pas prévue et seraient une nouvelle fois obligés d'essayer de triompher ou de faire triompher des candidats anti-fascistes sans aucun programme préalable ? Nous n'aurions pas ainsi organisé notre marche au pouvoir, nous nous préparerions d'amères désillusions.

Je vous dis ceci, non pas parce que je crois que nous ne soyons pas capables, tout seuls, d'aller à la bataille et d'assumer les responsabilités du pouvoir, non ; mais parce que j'estime qu'il y a une étape inéluctable encore à franchir, une étape, nécessaire, indispensable, qui peut être franchie tout de suite si nous avons la sagesse de la préparer avec tous ceux qui peuvent nous y aider, qui y ont intérêt autant que nous, pour l'écrasement du fascisme qui fait écran devant l'étape suivante et définitive.

Et, en étudiant la question portée à l'ordre du jour, nous avons voulu dans le Jura être des réalistes. Y sommes-nous arrivés ? C'est le Congrès qui le dira. Nous nous sommes dit : Au Parti socialiste, nous devons dire, parce que c'est vrai, que nous accepterions, que nous revendiquons le pouvoir. Mais nous devons aussi, après avoir parlé pour la bourgeoisie, après avoir proclamé notre vo-

lonté de faire disparaître son règne et sa nocivité, nous devons nous tourner vers ceux qui sont autour de nous et leur dire : Cela, c'est le maximum, mais, tout de suite si vous le voulez, avec vous, nous voulons obtenir ce qui peut être obtenu et nous voulons être avec vous dans la bataille, pas plus que vous, mais pas moins que vous, nous voulons être dans la bataille commune, pour commencer la réalisation du socialisme.

Voilà pourquoi nous disons au Parti : Ce qui importe surtout, ce n'est pas à notre sens une formule plus ou moins claire sur la doctrine qui doit sortir du Congrès, ce sont des décisions pratiques. Et ces décisions pratiques, nous considérons, peut-être à tort, vous le direz, nous estimons que ces décisions pratiques doivent commencer par dire, au moins avec autant de clarté que l'a fait la C.G.T., que nous sommes prêts à réaliser un front constructif sur un programme commun minimum, et que nous n'excluons personne de ceux qui sont anticapitalistes, parce que la nécessité de ce rassemblement est inéluctable et impérieuse dans les conditions présentes.

Et ceci dit, camarades, et m'excusant auprès de notre ami Lebas, autant qu'auprès de tous nos camarades qui apportent tant d'efforts pour le *Populaire*, qui ont fait de ce journal une arme si remarquable qui mérite véritablement l'amour que nous avons pour lui et le désir de le voir grandir, je voudrais montrer qu'il y a dans la presse un problème plein de dangers et douloureux.

Nous ne nous sommes pas présenté la question en regardant de l'intérieur du Parti, mais en regardant l'influence que peut atteindre le Parti. Nous avons regardé nos petites campagnes, nous avons regardé nos villes du Jura où toute industrie est morte, nos villes du Jura qui comptent une quantité énorme de chômeurs, et nous nous sommes dit : Ces gens-là sont dans la désespérance et ne voient aucun rayon d'espoir; ils sentent confusément en eux un besoin d'action, ils attendent quelque chose, et non seulement nous n'avons pas les moyens d'aller les trouver, mais nous n'avons même pas une presse ouvrière suffisamment forte pour pénétrer jusqu'à eux et, faute d'un journal, ils ignorent tout du problème social, tout de l'action

de ceux qui travaillent pour aller à leur secours. Et ces gens, qui ont besoin d'un espoir de résurrection, travaillés par une presse servile, sont nos adversaires, sans même nous connaître, et tout prêts à mordre à l'hameçon de la démagogie fasciste qui va leur apparaître comme pouvant les sortir du marasme qui les étouffe.

Regardez la politique de Hitler. Nous avons le droit d'affirmer que si Hitler a été suivi, c'est parce qu'il est apparu avec un programme immédiat et avec l'apparente résolution de donner tout de suite quelque chose à ce peuple qui était entré dans la désespérance. Voyez-vous, le problème du pouvoir, c'est le paysan qui est là, talonné par ses feuilles d'impôts, qui changent de couleur chaque fois qu'elles reviennent de chez le percepteur, accumulant sur la ferme la menace d'une saisie. Pour le paysan, c'est le charron qui est là et qui réclame le paiement de sa facture, faute de quoi il faudra se passer de son indispensable travail ; c'est le vétérinaire qui réclame et ne soignera plus les bêtes ; c'est le fermage que l'on réclame, avec d'autant plus d'impétuosité que, quelquefois, le propriétaire, n'ayant pas pu caser son fils sorti des grandes écoles, voudrait bien voir partir son fermier pour le placer à la tête de la ferme.

Devant toutes ces obligations, le paysan sentant qu'il n'en a plus pour longtemps à pouvoir résister, qui veut être sauvé avant que se produise l'inéluctable, devient une proie facile pour la démagogie fasciste.

Mais le même problème se pose pour les petits commerçants qui voient eux aussi s'accumuler les traites impayées, qui sentent la faillite prochaine, qui iront au fascisme s'il lui dit : « Vos traites nous allons les renvoyer à plus tard ou les brûler », et si devant cette démagogie nous n'avons pas été assez forts pour établir un vaste courant populaire vers un plan pratique de redressement économique.

Cela, camarades, voyez-vous, c'est une question de semaines, c'est une question de course, pour le premier qui arrivera à toucher profondément la raison, la conscience de ces gens-là qui ont si souvent été trompés qu'ils commencent à ne plus croire à la bourgeoisie capitaliste

et c'est bien pourquoi le fascisme est obligé de se dire anticapitaliste.

En tant que secrétaire d'une Union confédérée, j'ai été appelé à mener la campagne pour le plan de la C. G. T. et dans plus de cent trente communes nous sommes allés expliquer notre programme et le développer devant les paysans, écoutant leurs réactions le soir au café, et je vous avoue que parfois nous avons eu le cœur serré, parce que ce que l'on nous reprochait, ce n'était pas la valeur de notre plan, mais notre impuissance à le réaliser. Ces gens-là nous disaient : « C'est très bien, tout cela, mais nous vous attendons depuis trop longtemps ». (*Applaudissements.*) Et pourtant nous sentions qu'ils étaient avec nous par la pensée, mais ils n'étaient pas entraînés, ils n'avaient pas l'impression d'être appelés dans une armée déjà en marche, ils ne sentaient pas souffler sur eux la mystique du geste salutaire.

Et voyez-vous, Lebas, il y a là une erreur du mouvement et nous nous sommes posé le problème. Pourrait-on arriver assez tôt vers eux et assez près d'eux ? Eh bien, nous avons le sentiment que nous pourrions le faire, que nous pourrions avoir à notre disposition les moyens matériels pour le faire, pour les entraîner, pour leur montrer que nous sommes en marche vers leur libération et qu'ils peuvent beaucoup nous aider. Mais le Parti, malgré sa bonne volonté, malgré le dévouement de ses membres, notre rapport moral, le rapport financier en ont été la preuve, nous ne pouvons faire plus que nous faisons, quand la crise ne limite pas encore les possibilités de nos militants. Et alors savez-vous où nous apparaît une stupidité ? Car si c'est très bien de dénoncer l'anarchie du capitalisme, il faut quelquefois savoir voir si chez nous il n'y a pas aussi quelque chose qui n'est pas compatible avec notre raison. Or, que voit-on dans les moments difficiles, dans les moments où notre sort dépend de la profondeur et de l'étendue de notre pénétration dans le pays, au moment où il est indispensable d'apporter le contre-poison à la grande presse, d'apporter le contre-poison au micro, d'apporter le contre-poison à la tribune du curé, d'apporter le contre-poison à cette puissance occulte, celle

du châtelain, du hobereau du pays, du Monsieur qui parce qu'il est décoré même s'il est un crétin, est tout de même celui que l'on écoute au village, nous voyons, le mardi : « Conférence par le Parti socialiste » pour expliquer comment les socialistes entendent sortir de la crise ; le mercredi : « Conférence par la C. G. T. » ; le jeudi, par le Parti communiste ; le vendredi, par la Ligue des droits de l'homme, toujours sur le même sujet, avec des conclusions à peu près pareilles, mais qui en fait aboutissent à quoi, à voir les dernières réunions se tenir devant les banquettes et à voir toutes les organisations qui pouvaient s'entendre dépenser chacune les cinquante ou soixante francs nécessaires à l'organisation d'une réunion, enfouissant cinq cents francs dans une commune, quand l'énorme majorité des autres ne seront même pas visitées faute d'argent et d'orateurs.

Eh bien, nous pensons qu'il y a là une erreur grave qu'il faudrait corriger. Nous payons des cotisations à nos caisses pour que l'action puisse être engagée avec chance de succès, il faudrait alors de deux choses l'une : ou bien l'on considérera que nous sommes seuls capables d'arrêter la marche du fascisme et de marcher à la construction du socialisme et alors il va de soi que nous prenons tout seuls la responsabilité et la conduite de l'action et que nous payons seuls les frais de la campagne à mener ; ou bien l'on considérera que pour avoir des chances de succès il faut l'union générale de tous ceux qui s'opposent au capitalisme, et alors que l'on constitue donc quelque chose de solide, que l'on constitue un organisme de propagande collective, avec un programme collectif, avec des fonds collectifs qui permettront de décupler notre pouvoir de pénétration et notre zone d'influence.

Et quoique j'aime beaucoup le *Populaire*, comme vous tous, camarades, quoique nous trouvions que nous avons là un élément de propagande remarquable, eh bien, nous disons que le problème de l'unification de notre presse est un problème impérieux et immédiat.

LEBAS. — Très bien. Mais notre ami Blum n'a cessé de dire comme il est regrettable que nous ayons en France

un organe de la C. G. T. et un organe du Parti. Ne serait-il pas possible d'avoir un quotidien commun ? Voilà la question.

BRICHE. — Eh bien, c'est parfait, mais si Blum en a parlé dans d'autres circonstances, je me permets, Lebas, de vous faire remarquer qu'ici, à cette tribune, il n'y a pas eu d'indications précises quant à cette méthode à appliquer, non seulement entre le mouvement syndical et le nôtre, mais entre toutes les organisations du mouvement antifasciste. Et c'est pourquoi je me crois quand même autorisé à dire ce que l'on en pense dans nos campagnes jurassiennes, à demander s'il ne serait pas possible de provoquer ce vaste rassemblement, pour que nous ayons un seul quotidien commun, non pas grâce à la disparition du *Populaire*, du *Peuple* ou des autres, parce qu'on ne peut pas demander à une organisation de ne plus avoir son organe propre pour sa vie intérieure, mais en obtenant de mettre en sommeil les quotidiens au bénéfice du quotidien collectif, et de les transformer en hebdomadaires qui suffiraient pour assurer la liaison entre les centrales et leurs adhérents, pendant qu'un seul quotidien bénéficiant de l'effort de tous permettrait d'atteindre la masse du peuple, de développer son sentiment collectif du devoir à accomplir.

Voilà la première des propositions.

La seconde est d'un ordre un peu particulier, et je vous demande pardon de faire état ici d'une expérience que nous avons faite chez nous, mais c'est une expérience qui a montré sa valeur.

Nous avons le devoir, nous aussi, de demander à la science de venir à notre aide, de venir renforcer la puissance de notre propagande. Cette science peut apparaître sous la forme du cinéma, non pas du cinéma muet, mais du cinéma parlant qui, parce qu'il est parlant, peut être pour nous d'une utilité formidable. Pour deux raisons : d'abord parce que sa puissance de rayonnement, sa puissance d'attraction sur les masses est de beaucoup plus considérable ; ensuite, et c'est là la raison déterminante, puisqu'il est parlant il peut donc parler le langage socia-

liste, et il répond alors à une carence de notre mouvement.

Je vais essayer de m'expliquer. Voyez-vous, tant qu'il s'est agi pour le Parti, d'aller porter la parole socialiste, pour éveiller la confiance dans le socialisme, il suffisait souvent que l'on sente la bonne volonté, la sincérité, la foi chez l'orateur que l'on écoutait plus avec le cœur qu'avec l'esprit, il suffisait souvent que ce soit un homme respectable, aimé, pour qu'il entraîne derrière lui la confiance de ses auditeurs. Mais aujourd'hui, la question sociale est devenue plus technique, les gens ont besoin de savoir ce que nous pouvons pour eux dans leur branche particulière d'activité. Les paysans dans le domaine agricole, les commerçants dans le domaine de l'organisation du commerce, les épargnants et petits porteurs dans le domaine de l'organisation de la sécurité des finances, etc., ces gens-là viennent à présent dans nos conférences pour essayer de voir si nous sommes capables d'améliorer leur situation et si nous présentons quelque chose de positif. (*Applaudissements.*) Et au moment où le Parti socialiste a besoin de donner ainsi un caractère de technicité plus complet et plus profond à sa propagande, nous sommes toujours au stade ancien où l'on se contente de rechercher partout dans nos sections, les camarades pleins de bonne volonté qui accepteront de faire des réunions avec leurs propres moyens intellectuels, même s'ils sont totalement incapables de traduire à peu près fidèlement la pensée socialiste sur les formidables problèmes de l'heure. (*Applaudissements.*)

Eh bien, cela, voyez-vous, constitue à nos yeux un très gros danger, parce que telle apparaîtra la doctrine et la solution socialiste des problèmes à travers la parole de l'orateur et tel sera le degré de confiance qu'on leur accordera, et telle sera la résolution que l'on prendra de nous suivre, de nous dédaigner ou de nous combattre.

Et alors nous disons : Mais pourquoi ne pas mieux organiser notre propagande ? La propagande a deux figures : d'une part, elle doit renseigner, documenter, instruire l'individu le plus exactement possible. C'est le point principal, c'est la tâche qui se trouve d'ailleurs à la base de

la constitution des groupes socialistes, de ses cercles d'études, comme les appelait Jules Guesde, de ces groupes qui doivent se réunir souvent et poursuivre inlassablement l'éducation sociale de leurs adhérents, groupes qui ont d'ailleurs manqué dans une certaine mesure à leur destination, parce que rares étaient ceux qui pouvaient se charger de donner cet enseignement que tout le monde réclamait et qui était indispensable à l'esprit de classe du peuple.

A côté de cette propagande d'éducation se placent ensuite les réunions destinées à créer les courants de masse, à utiliser les sentiments collectifs.

C'est la première figure surtout qui peut voir le cinéma voler à son secours et lui fournir non seulement les centaines d'orateurs nécessaires, mais encore attirer de nombreux auditeurs et fournir enfin l'argent nécessaire à cet énorme travail d'éducation.

A l'époque où nous vivons, est-ce que Vincent Auriol, est-ce que Blum, est-ce que Monnet ou Moch ont besoin, pour diffuser leurs études si compétentes, d'aller à la gare prendre un billet pour aller à des centaines de kilomètres parler devant quelques centaines de personnes, quand par ailleurs ce sont des milliers qui ont besoin de les entendre ? Ont-ils besoin d'aller user leur santé dans ces fatigants déplacements, courir le pays en tous sens, ne faisant qu'une seule réunion chaque soir, répétant la même chose chaque fois, quand ils seraient si utiles à leur bureau, poursuivant leur travail. Qu'ils aillent donc dans un studio, qu'ils se présentent donc devant le micro et prononcent en toute tranquillité leur discours, qu'ils fassent devant la machine la conférence qui demain, grâce à la science, pourra être reproduite à la fois devant des centaines d'auditoires, les bobines se promèneront à travers tout le pays et, le mois suivant, seront suivies par d'autres sur un autre sujet.

Voyez-vous, camarades, nous avons voulu tenter cette expérience, nous avons voulu voir dans quelle mesure les auditoires réunis par le cinéma pouvaient accuser de réceptivité. J'avais demandé à la C. G. T. de tenter elle-même cette expérience, convaincu qu'il y avait là œuvre

utile à faire. J'ai voulu prouver l'excellence du moyen, non seulement parce qu'ainsi comprise la conférence pourra être économiquement et infiniment répétée et ne nécessitera pas d'efforts, mais parce qu'un simple mécano peut faire tourner l'appareil et qu'ainsi le recrutement de propagandistes compétents n'est plus limité. D'autre part, quand vous parlez devant des paysans, vous devez vous rappeler que vous avez devant vous un homme, qui, parce qu'il est constamment penché sur la terre, constamment isolé dans son travail qui le tient du lever au coucher du soleil, vit en dehors des communautés de pensée et, n'étant pas entraîné, n'a pas une aussi grande facilité d'assimilation que les gens des villes et qu'il a besoin de réfléchir sur chaque chose expliquée. Par contre, il a un autre sens très développé et auquel nous devons faire appel pour l'éduquer et le gagner, c'est son sens visuel qui l'impressionne, il enregistre ce qu'il voit et il fait immédiatement le partage entre ce qu'il croit bon ou mauvais. (*Applaudissements.*)

Un orateur, même très compétent, arrivera à fatiguer son auditoire s'il lui demande une attention trop longue. Mais si au contraire un orateur comme Monnet, par exemple, en même temps qu'il lui parle au travers de la bande sonore peut avoir son discours illustré par la projection : si, en même temps qu'il entend dénoncer la spéculation à laquelle il est voué, l'auditoire peut voir sur l'écran ces curieux agriculteurs en manchettes et en faux-cols se remuer sur les marches de la Bourse les jours de fièvre (*applaudissements*) pour faire dégringoler les prix du blé pour en faciliter la rafle ou les faire grimper pour servir les intérêts des spéculateurs, alors l'auditoire se trouverait intéressé au plus haut point et comprendrait toute la portée des paroles de l'orateur. Si l'on pouvait montrer à l'écran la misère et le dénuement des chômeurs, de ces chômeurs que le paysan croit encore être un ramassis de fainéants, si on pouvait lui montrer les enfants minés par la tuberculose pour n'avoir ni légumes, ni viande à manger quand la campagne souffre de ne pouvoir écouler ni bétail, ni fruits, ni vin, alors il comprendrait le scandale de l'arrêt des échanges, il comprendrait la

crise. Il faudrait lui montrer le désespoir de ceux des siens obligés d'abandonner à la foire leurs bœufs pour 250 francs, poussés par le besoin de cet argent pour payer les notes qui attendent. S'ils pouvaient voir cela leur siège serait vite fait, ils comprendraient que nous disons la vérité et ils viendraient chez nous. (*Applaudissements.*)

Mais il y a... je vous demande pardon, je suis peut-être un peu long...

Plusieurs voix. — Non, non, continuez.

BRICHE. — Mais il y a dans ce moyen de propagande, un élément encore aussi considérable. C'est que le cinéma peut repasser fréquemment et alors que dans les tournées de conférences il faut profiter de l'occasion pour dire beaucoup de choses, trop de choses d'un coup, où les orateurs touchent à tous les sujets en deux heures, les ébauchent et les laissent tomber avant qu'ils ne soient compris, grâce au cinéma ayant dénoncé les scandales et montré d'où venait la misère, et quels que soient ceux qui vous écoutent, vous pouvez leur dire : Nous allons revenir tous les mois, nous vous demandons de faire un effort de fidélité pour écouter notre pensée jusqu'au bout, et pour vous récompenser, nous ferons chaque fois comme ce soir, à côté de notre conférence, une partie récréative, nous vous passerons de beaux films, amenez vos femmes, vos enfants, ensemble vous passerez une bonne soirée familiale, c'est alors tout le village que vous toucherez et en même temps vous créerez un cercle d'études sociales permanent, des bases solides et nombreuses d'éducation et d'information, devant lesquels vous pourrez en six mois développer tout votre programme et vous faire comprendre complètement. En même temps, vous aurez pris pied dans de nombreux villages et villes.

Nous avons tenté cet effort de propagande, nous avons dit aux gens qui venaient à nos séances : « Il vous est possible de faire une discrimination immédiate entre ceux qui défendent et ceux qui trahissent vos intérêts, et cela en regardant, en évaluant ce que coûte leur propagande et en vous demandant d'où vient l'argent. Car il

y a des propagandes qui coûtent des millions par mois et il faut que ces millions viennent de quelque part, et puisque ce n'est ni vous qui les payez, ni les ouvriers, ni les commerçants, c'est que quelqu'un d'autre s'en charge, et ce quelqu'un-là dispose des millions nécessaires, et puisqu'il jette dans la propagande tant d'argent qu'il refuse comme salaire à ses ouvriers, c'est qu'il attend quelque chose de cette propagande. Ce qu'il en attend, c'est votre servitude. Notre propagande à nous aussi coûte cher, mais elle est faite par des travailleurs comme vous et ne peut continuer que si vous l'aidez dans la mesure de vos moyens. Pour nous aider, nous vous demandons un franc pour une carte que l'on va vous remettre et qui vous fera collaborer à la diffusion du Plan du travail, et chaque fois que nous reviendrons nous vous mettrons un timbre sur votre carte et vous nous donnerez un franc de cotisation, ce qui nous permettra de payer les films qui vous amuseront et vous instruiront.

Savez-vous que toutes ces réunions faites avec le ciné ne nous ont pas coûté un sou ? Toute cette vaste campagne fut payée par ces cotisations généreusement accordées. Mais au lieu d'avoir quelques hommes attirés par la conférence, nous avons des familles entières et ainsi se trouve solutionné le problème de l'appel aux femmes ; c'est que dans les communes considérées comme réfractaires aux idées socialistes, dans des communes qui ne savaient même pas ce que c'était que la C. G. T., où le curé était roi, nous avons à présent 150 à 200 personnes qui ont dans la poche une carte derrière laquelle les principes fondamentaux de notre action sont inscrits. Des gens qui nous ignoraient complètement, viennent maintenant tous les mois nous écouter et nous avons ainsi un contact permanent avec eux, nous avons réalisé ces groupes syndicaux dans des milieux qui nous étaient fermés parce que nous avons su les prendre par le bon bout. Nous n'aurions rien obtenu d'eux pour la propagande par des collectes, ils nous ont donné de trop en croyant payer leur place au cinéma.

Voilà à nos yeux, un moyen.

J'en arriverai au troisième, qui sera le dernier, parce

que je suppose bien que vous êtes fatigués et que vous tenez à entendre d'autres orateurs (*applaudissements*) ; l'autre point a trait précisément à la question si discutée de la façon dont se présentera le mouvement révolutionnaire.

Des camarades ont dit : « Il faut préparer l'insurrection » ; d'autres ont dit : « Mettons notre confiance dans le jeu normal de la démocratie » ; d'autres ont dit : « Il faut faire une synthèse des deux conceptions et selon les circonstances, être prêts à jouer les deux cartes ». Ceux-là ont sans doute raison.

Mais quelles que soient les circonstances, il y a une chose certaine : c'est qu'il faut grouper, rassembler le peuple autour de nous ; il faut rassembler les individus quelle que soit leur position sociale, tous ceux qui sont contre la misère injuste présente, contre la guerre, contre la disparition de la pensée libre, contre la sauvagerie moderne qui consiste à imposer à l'homme, par la force, la volonté d'un mannequin sans scrupule qui ne représente que les forces régressives de la société (*applaudissements*) et vous ne pouvez agglomérer ces gens que dans la mesure où vous leur donnez tout de suite la preuve que vous êtes capables de faire quelque chose pour eux, qu'en commençant le travail de sauvetage qu'ils attendent de nous.

Ayant, grâce au cinéma, créé ces bases de descente dans le prolétariat, dans le plus grand nombre possible de communes ; ayant créé ce réseau de ramifications énorme à travers le pays, rassemblant entre les mains d'un Comité central d'action les fils qui le conduisent au cœur même du peuple, vous avez maintenant la possibilité de le toucher rapidement, de l'entraîner, de le faire travailler à sa libération.

On peut le faire ; il faut le faire. Et comment ? En vous appuyant sur deux vérités : la nécessité d'avoir à notre disposition l'équipe des techniciens indispensable, et je suis heureux que le Parti y ait pensé, et, d'autre part, c'est que demain, dans la société en voie de socialisation, à l'omnipotence capitaliste, à sa domination, à la structure de la société capitaliste, devra se substituer le libre arbitrage du prolétariat, son contrôle de la production et son

installation à la direction des affaires économiques. Et alors vous aurez besoin qu'il y ait en France autre chose que 800.000 syndiqués dans une C. G. T. et 200.000 dans l'autre. Vous aurez besoin que tous ceux qui travaillent comprennent, et qu'ils le comprennent dès maintenant, qu'ils ont pour devoir de se préparer au contrôle de l'industrie puisqu'ils sentent que leurs misères ne seront terminées que quand ils auront nationalisé l'industrie. (*Applaudissements.*)

Et l'agriculteur ? Il a besoin de sentir qu'à côté du marché, de la foire où il n'est pas sûr de pouvoir vendre ses bêtes ou ses récoltes, il faut qu'il sente naître un organisme qui lui apporte un peu d'espérance pour le lendemain, organisme auquel il sera appelé à collaborer, qui sera son œuvre, qu'il animera de son ardeur. Il faut dans ces villages dire à ces gens qui vous écoutent : « Nous avons dit ce qui était pourri dans la société, nous vous avons dit où il fallait aller, ce que nous ferons, maintenant nous vous disons ce que vous avez vous-mêmes à faire ». Constituez dans votre commune une coopérative de vente, votre syndicat de défense agricole, dont vous garderez vous-mêmes la direction ; constituez dans chaque localité la commune civique.

Vous allez demander à ceux d'entre vous qui veulent bien prendre cette tâche, d'enregistrer les emblavures qui ont été faites dans le village, les quantités de marchandises que vous aurez à mettre sur le marché : bétail, légumes, céréales, fruits, vin, nous allons organiser des comptoirs départementaux, régionaux, où vos délégués étudieront avec nous l'ordre de répartition de ces produits à des conditions qui vous permettront enfin de vivre de votre travail après avoir tant travaillé pour assurer le pain des autres. (*Applaudissements.*)

Eh bien, voyez-vous, voilà sous quels signes nous voudrions voir le Parti, nous voudrions voir le Congrès présenter une résolution, quelque chose qui entre enfin dans la pratique, quelque chose d'immédiat, de tangible, de réel. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, je terminerai par une dernière constatation. J'ai voulu la réserver pour la fin parce qu'elle est

un peu spéciale. Voyez-vous, cette constatation, je pourrais presque dire ce reproche à notre méthode d'action, c'est de ne pas assez considérer que nous avons besoin de creuser les idées bien à fond, de ne pas dire avec précision sur chaque question ce que nous pourrions faire, ce que nous comptons faire. Nous ne faisons pas cela parce que nos leaders sont obligés de s'occuper de trop de choses, de trop de questions à la fois. Il faudrait penser à classer les responsabilités et les compétences, à les grouper, à les coordonner.

Le Bureau du Parti s'occupe de notre propagande spécifiquement socialiste, qu'il continue. Mais un problème commun étant posé, des solutions communes techniques devant intervenir, auxquelles communistes, socialistes, syndicalistes, radicaux rouges, techniciens isolés, mais pleins de bonne volonté et capables de nous apporter une collaboration très utile, tels les gens qui collaborent à *l'Information Sociale*, à *l'Homme Réel*, et qui nous apportent une documentation si précise et si précieuse pour notre action. A tous ces techniciens, à toutes ces bonnes volontés nous devons dire : « Nous avons à préparer les bases d'une économie nouvelle, nous allons constituer des commissions civiques qui seront des ministères en puissance et qui prépareront le travail du peuple au pouvoir. Et ce serait ces hommes réunis, financiers ensemble, qui non seulement prépareraient le plan financier, mais encore étudieraient le moyen de le mettre en application et rassembleraient autour d'eux ceux qui, dans le pays, seraient appelés à participer à l'application de ces mesures, créant ainsi les ramifications générales et montrant que la transformation se prépare créeraient l'enthousiasme dans le pays en même temps qu'ils documenteraient et alimenteraient notre propagande.

Le problème du pouvoir c'est, à nos yeux, celui de la mise en marche de la masse du pays. Il faut créer le courant qui doit entraîner la société actuelle, mais il faut que le peuple en marche sache exactement où on le conduit, il faut que l'on puisse lui dire : « Voilà ce que nous pouvons faire pour toi, avec toi, ce n'est plus qu'une question de volonté, de confiance. En avant ! »

J'en ai terminé, camarades, et je vous demande de croire que c'est avec sincérité que nous avons étudié ce problème si urgent de la prise du pouvoir, et que ce n'est ni par méfiance envers la capacité de réalisation du Parti, ni parce que nous croyons que nous ne serions pas assez forts pour assurer seuls le pouvoir, mais parce que nous ne nous faisons pas d'illusion et que nous savons que nous ne sommes pas encore assez forts, seuls, pour enlever le pouvoir des mains de la bourgeoisie, alors que tant d'alliés sont aujourd'hui possibles, et parce que nous considérons surtout qu'il serait inutile de sortir de ce Congrès avec une motion, avec une résolution spécifiquement socialiste si, demain, nous devons être repris par les réalités de la vie et aller à un rassemblement que vous n'auriez pas prévu dans vos assises, alors que vous devriez en être les guides, les animateurs. Si cela était, ce serait regrettable et ce serait catastrophique. (*Très vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Balay, de la Seine.

BALAY (Seine). — Camarades, le camarade qui vient de quitter cette tribune, comme le camarade Paz qui, à cet effet, cita Lénine, vous ont rappelé que nous ne traitions jamais avec assez de sérieux les questions qui nous intéressent. Je suis, depuis longtemps, profondément persuadé que des réponses à des questions précises sont toujours sorties des Congrès sous des termes trop généraux.

J'espère — et vous allez m'en donner la preuve — que l'on n'est pas ici écouté en fonction de la place que l'on quitte ou de celle qu'on réintégrera ; que l'on n'est pas ici écouté en fonction de ses positions militaires, comme notre camarade Costedoat a eu la grande peine de s'en rendre compte, mais enfin, si, pour moi, il devait en être ainsi, j'aurais presque l'avantage d'être préalablement passé au Cherche-Midi pour me faire dégrader !... De cette façon, je n'aurais peut-être pas à en souffrir comme lui ?

Je dois donc traiter la question qui, à mon avis, est la plus complexe : je traiterai de la question de l'auto-défense et de l'armement. Je ne la traiterai pas sans

démanteler sévèrement toutes les fausses conceptions, tout ce fatalisme, tout cet oubli que j'ose qualifier de « volontaire », toute cette résignation, avec laquelle on a déjà fait fi de tous les textes qui nous permettaient de créer, de réaliser et d'agir, en conformité avec les décisions du Parti dans ce domaine.

Je m'adresserai tout de suite à Paul Faure. Paul Faure, ici, en faisant allusion à certaine action dont nous avons eu à souffrir, vous a répondu : « La plus belle position que le Parti pouvait avoir, c'était d'attendre la justice, c'était de rester dans l'immobilité, de faire appel au calme et au sang-froid. »

Nous avons eu bien des cas comme ceux-là. Vous en avez eu à utiliser, à faire fructifier, des belles positions ! Je vous rappellerai le rapport sur le 6 février ! N'était-ce pas une belle position, le rapport de la Commission sur le 6 février ? Il vous permettait de faire arrêter les chefs fascistes !... C'était une merveilleuse position, dont il fallait profiter ! Je vous rappellerai le vote du rapport Chauvin. Le projet Chauvin aurait permis, également, de dissoudre les formations paramilitaires !... Je vous rappellerai enfin une chose qui, à mon sens, pour l'action future, aurait eu une répercussion bien plus fructifiable pour nous : c'est celle du « rabiote ». Vous aviez là une belle position à l'égard de tous les prolétaires soldats, emprisonnés six mois de plus ! Mais hélas ! je peux faire allusion ici à un fait plus précis. Lorsque, à la Fédération de la Seine, nous avons voulu immédiatement prendre position contre cet acte de coercition d'un gouvernement préfasciste, et pour ces soldats emprisonnés six mois de plus, nous nous sommes heurtés à qui ? A des responsables. Nous nous sommes heurtés en particulier à l'incompréhension, au refus de notre camarade Zyromski, même pour un tract à distribuer dans les casernes pour éveiller ou encourager l'esprit de révolte des soldats, pour leur montrer que le vol de ces six mois de leur jeunesse, c'était simplement le présage de celui de leur vie tout entière, que le régime leur ravirait également ! et que, pour se défendre contre cet état de choses, ils devaient savoir, par l'intermédiaire de ce tract et surtout

par une agitation organisée autour des casernes, qu'ils étaient en liaison directe avec le prolétariat qui n'est pas sous l'uniforme... Pour cela, nous avons eu son refus ! Mais ça ne doit pas vous étonner. Je dis tout de suite : c'est une position logique avec celle qu'il a prise ici en ce qui concerne la défense nationale. Mais alors, c'est par contre une position illogique pour quelqu'un qui annonçait ici véhémentement que l'armement du prolétariat, c'était la prise des canons de sa bourgeoisie ! On ne peut pas à la fois éviter la désagrégation du prolétariat-soldat, et en même temps dire que l'on s'attaquera à tout ce qui constitue l'armement officiel, la défense officielle et légale du gouvernement capitaliste. (*Quelques applaudissements.*)

Voilà différentes positions qui prouvent qu'à jet continu, on a, sur la justice des gouvernements bourgeois, un préjugé favorable, que l'on a une position toujours sympathique à l'égard de ses possibilités d'arbitrage, entre le régime, le fascisme et nous !

Voyez-vous, nous rappelons trop rarement et souvent ne faisons même qu'allusion aux morts prolétaires qui, dans les quelques engagements contre le fascisme, ont été nos premières victimes ; pourtant je vous dirai que ceux-là aussi, comme les sacrifiés des expériences voisines, la masse les oublie facilement ! Si nous ne les oublions pas, nous, militants socialistes révolutionnaires, attachés profondément non seulement à leur mémoire, mais surtout à leur action, on fait tout ce que l'on peut dans la bourgeoisie, la presse et la justice bourgeoises, pour démontrer aux inorganisés que c'est une « entreprise patriotique » qui leur permet d'expliquer et de satisfaire cette disparition, comme de justifier les acquittements de ceux qui en sont les auteurs et les criminels.

Vous n'avez pas oublié que Fritsch, le voyou du roi, est acquitté pour avoir tué Fontaine ! Et vous n'avez pas oublié non plus, puisqu'on a fait allusion ici à l'agression des Croix de Feu, que les Besson et les Coldebœuf sont déjà libérés depuis longtemps, et qu'on fera ce qu'il faudra pour qu'ils le soient définitivement !

Par conséquent, il y a ici une première conclusion, il

est criminel de faire confiance à notre gouvernement pour briser l'attaque des hitlériens français (*Quelques applaudissements.*) Il faut combattre cette fausse conception de la relativité du phénomène parlementaire, qui laisse supposer, à certains d'entre vous, qu'il n'y a qu'à rappeler le gouvernement à faire respecter ses devoirs pour faire le nôtre ! Voyez-vous, c'est encore une suffisance aveugle, une suffisance aveugle qui, à mon avis, est le résultat des auditoires préparés, dont peut profiter Paul Faure, qui font que, lorsqu'il vous parle des soulèvements, eh bien, il vous dit : « N'ayez pas peur ! si jamais nous sommes battus, eh bien, Paris sera battu le premier, mais la province se lèvera et si, par une hypothèse inexplicable, incompréhensible, la province également cédaient !... C'est tout juste s'il n'ajoute pas : alors, on ferait appel à l'étranger ! (*Applaudissements.*)

Il nous parle des soulèvements comme on parle des écluses : quand la première ne marche pas, on fait fonctionner la seconde, et puis, mon Dieu, tant pis, on attend ! Il vous dit ensuite : « Il y a aussi des municipalités socialistes !... » Celles-là, il vous laisse supposer que ce sont des points d'appui, que ce sont des centres de résistance, que ce seront des forteresses contre la bourgeoisie et ses actions illégales ! Mais quand a-t-on donné des ordres, quand a-t-on centralisé les actions des municipalités socialistes, pour qu'elles soient, ces centres d'hébergement des illégaux révolutionnaires et qu'elles soient ces points d'appui de résistance à la contre-révolution fasciste ? (*Quelques applaudissements.*)

On contribue, également, avec cette suffisance dont je vous parle, on contribue à entraîner non seulement le prolétariat, mais également nos militants, à la confiance aveugle la plus pernicieuse. Par de belles entêtes (combien de fois l'a-t-on fait dans le *Populaire*), à dire : « La classe ouvrière a fait reculer le fascisme ! » à propos des élections. Au deuxième tour, elle « a battu le fascisme ! » Et au troisième tour, aux élections cantonales, alors là : « Il était écrasé ! »

Voilà avec quoi on endort la classe ouvrière : « reculé », « battu », « écrasé » ! A ce moment-là, elle se dit : « Il

n'y a plus qu'à rester chez soi, tout va bien s'il suffit d'un bulletin de vote ! Et ceux qui parlent très fort de défense physique ne sont pas du tout sur la route. »

C'est pourquoi nous sommes autorisés à dire ici que, lorsqu'on est en face des déclarations publiques de ceux d'entre nous qui font autorité et de certaines motions même dites « Bataille socialiste », on ne peut pas concevoir sans angoisse les trous qui s'y trouvent, cause de chutes fatales, faute de directive qu'attend un prolétariat foncièrement révolutionnaire, mais duquel on ne se soucie pas d'élever journellement la température.

Voyez-vous, quand on lit, par exemple, dans l'article de Paul Faure, au sujet du cambriolage des Croix de Feu, quand on lit, en grosses lettres : « Encouragés par la faiblesse et les complaisances du gouvernements, etc., etc., les Croix de Feu ont cambriolé les locaux de la rue Feydeau », je dis non ! c'est le résultat simplement de notre complaisance ; c'est le résultat de nos faiblesses ! Comme preuve qui, parmi d'autres preuves, a sa même importance, si elle vous paraît plus réduite, je vous citerai simplement ceci : dans la *Solidarité Française* du 28 avril on lisait en grosses lettres, à la veille des élections : « Il faut saboter les réunions du front commun : » Une réunion de la *Solidarité Française* ayant lieu le soir même dans le XIX^e arrondissement, notre organisme d'autodéfense active a fait ce qu'il fallait (!) pour que, deux jours après, la même *Solidarité Française* ayant prévu une nouvelle réunion, la réduisit à cette annonce en dernière heure, sur ses panneaux : « En raison du sabotage systématique de nos réunions, la réunion de ce soir n'aura pas lieu. » Voilà le résultat de l'action audacieuse et ordonnée ! (*Applaudissements.*) Le voilà, le résultat de l'action directe, et ce n'est pas en disant « par la complaisance de nos gouvernements », non ! c'est à nous à n'avoir aucune complaisance ! (*Applaudissements.*)

Et alors, camarades responsables, j'en arriverai aux instabilités de vos appels, de vos directives, à leur illogisme. Car, voyez-vous, ce que l'on nous défendit de faire, au sujet des Croix de Feu, ce que vous vous félicitez de considérer ne pas avoir été ni devoir être fait, en ce qui

concerne la contre-offensive et toutes représailles, je rappellerai alors qu'à une certaine époque — et ce n'est pas vieux — en septembre 1934, c'était, par l'appel du *Populaire* ordonné aux militants de Seine et Seine-et-Oise pour faire échouer les réunions des jeunesses patriotes, la première fois dans le XX^e ; le soir même, notre camarade Villemin était tué, boulevard Ménilmontant, derrière Marceau Pivert, et tous ceux qui, avec foi, et sur l'ordre du Parti, de leur fédération, étaient venus faire la preuve de la supériorité de l'action directe, du contact direct dans la rue avec l'ennemi, pour lui interdire la pénétration des quartiers ouvriers de la capitale.

Pourquoi, en 1934, cet ordre était-il bon, pas seulement cette fois, mais deux et trois fois, j'en fais appel à Marceau Pivert pour le XV^e, à Charles Pivert pour le XIV^e, où l'on a fait faire demi-tour à des hordes fascistes... Pourquoi était-il bon, et que maintenant il faut de plus en plus se cantonner dans le passivisme ? Voilà l'illogisme de vos appels, voilà l'instabilité de votre règle et de votre tactique.

J'en arriverai à rappeler également le fait que Paul Faure mérita nos félicitations, pour une fois, au service de l'action directe, lorsqu'au sein de la C. A. P., c'est de lui qu'est venue cette proposition de faire échouer l'arrivée de Schussnig à Paris. Or, lorsqu'il a vu quelle était la tournure que prenait cette action purement prolétarienne, il a avoué, il a reconnu que ce n'était pas comme cela qu'il l'avait conçue, qu'il pensait qu'on aurait fait « des meetings »... Par tempérament et à l'idée que cet appel dans la rue, cette résistance physique allait pouvoir avoir d'autre issue qu'un meeting, Paul Faure n'était plus l'homme de la situation ! Son désaccord se mesurait à son inquiétude personnelle, à son inaptitude pour des initiatives hardies correspondant à la nécessité d'entraîner les masses à l'action dans une période prérévolutionnaire ! Voyez ! il y a des questions de tempérament, il y a des questions de défaut d'approfondissement des événements et des circonstances, dans lesquels on peut être amené, en voulant prôner l'action, et en ne se rendant pas compte de ses conséquences. (*Applaudissements.*)

Je ferai appel aussi à l'homme menacé, que nous avons dans notre parti, j'ai cité Léon Blum. Si Léon Blum est pour nous l'homme menacé, je me permettrai de lui dire qu'un révolutionnaire ne se donne pas, il se dispute chèrement ! Et que, conséquemment, il faut non seulement qu'il réunisse lui-même et permette à nos services spéciaux de réunir toutes les possibilités de menace à l'égard de ses ennemis anonymes ou publics, mais qu'encore il accepte tout l'entourage qu'il lui faut pour être partout en état de parfaite sécurité. (*Applaudissements.*) Mais cela n'est pas suffisant. J'ajouterai qu'il faut que, nous aussi, nous ayons nos ennemis n° 1. Il faut que nous les ayons, il faut que nous publiions avec la même ardeur, la même rancœur, tous ceux que nous considérons comme nos ennemis, dans la lutte antifasciste et de classe révolutionnaire. Tous ceux qui subiront nos premières représailles, qui seront nos premiers otages. Non ! Ce n'est pas, vous savez, simplement du donnant donnant. Vous me direz : « Oui. » Seulement, vous oublierez que c'est en fonction du prestige que vous donnerez à vos possibilités d'action que les autres reculeront. Ce n'est pas toujours en considérant les autres par leur force, c'est en faisant valoir la sienne. (*Applaudissements.*)

Pour terminer, en ce qui concerne le démantèlement de ces inconséquences, combien de fois, camarades de la province, avec-vous lu dans le *Populaire* que vos camarades de la Seine et de la Seine-et-Oise étaient disposés à mettre en pratique le fameux adage : « Œil pour œil, dent pour dent », mais combien de fois, depuis, avez-vous pu rigoler en attendant ce qui allait sortir de ces fameuses promesses ! « Œil pour œil, dent pour dent » ? Mais nous en avons eu combien d'occasions perdues, sauf celles tout à fait localisées dont je vous ai parlé tout à l'heure, en rendant hommage à une de nos plus vaillantes sections d'autodéfense active de la région parisienne ? Croyez-vous que nous n'aurions pas eu à l'égard de cette province qui attend justement de Paris l'exemple de l'action directe, que nous n'aurions pas eu maintes occasions de faire valoir notre puissance et notre prestige, si ceux chargés de ne pas nous laisser dépasser par

les événements avaient eu le sens des responsabilités qui leur incombent dans le cadre même de nos décisions de Congrès.

Voilà pourquoi j'estime qu'il ne faut rien adopter dans les textes, si l'on n'est pas capable de le transmettre dans les actes.

Savez-vous la chose qui va vous étonner le plus, en ce qui concerne le cambriolage de la rue Feydeau ? Notre secrétaire général Desphelipon était à Toulouse pendant que cet acte de vandalisme avait lieu. Il est rentré trois jours après. A peine à la Fédération, il m'a fait appeler avec un air furieux, réprobateur, et il m'a dit : « Alors c'est tout ce qu'on sait faire, ici ? J'étais là-bas, je promettais à tout mon entourage qu'il ne se passerait pas vingt-quatre heures sans qu'ils soient, eux aussi quelque part à feu et à sang, et puis total ? J'ai attendu, je suis revenu, je n'ai rien vu ! Si c'est tout ce qu'on sait faire avec tous ceux qui, chez vous, se disent « Toujours prêts pour servir ! », eh bien, moi, je vais prendre une poignée de trente homme et la prochaine fois, c'est moi qui marcherai ! »

Eh bien, savez-vous, camarades, ce que c'est cela ? Ce sont les formes outrancières de l'aventurisme, que vous voulez combattre ! Pourquoi ? Parce que vous n'aurez pas reconnu la nécessité de s'organiser, la nécessité non seulement de se défendre mais de transposer l'auto-défense dans la défense active et dans l'action directe ! (*Applaudissements.*)

Comme je vais toujours, moi, directement, vers mes adversaires, je terminerai en donnant une forme concrète à toutes ces capitalutions.

Cette forme concrète, où la trouverai-je ? Je la trouve dans ce que le secrétariat général a présenté pour un thème de motion, et que je vais vous lire.

En même temps qu'il luttera ainsi contre la crise, c'est-à-dire contre la cause la plus profonde du fascisme, le Parti socialiste continuera de suivre, avec la plus grande vigilance, le mouvement fasciste lui-même.

Je crois que c'est une façon de suivre comme les capitaines ; avec une lorgnette :

Il réclamera et conquerra pour ses manifestations et ses meetings, les mêmes libertés qu'un gouvernement complaisant, sinon même complice, accorde aux manœuvres des formations fascistes.

Il prendra toutes mesures afin que ne puissent plus se produire des violences comme celles que le fascisme a commises dans le bureau de la Fédération de la Seine.

Il assurera la liberté de ses hommes, le respect de ses locaux, la libre expression de sa pensée, dans ses manifestations et ses meetings. A cet effet, il continuera d'organiser des équipes de camarades dévoués et sûrs auxquels il confiera ce mandat de protection.

Mais, camarades, il y avait un « mais » ! (*Interruptions, bruits.*) Je vous en supplie, vous qui à différentes reprises, vous êtes engagés solennellement à ne pas vous fier aux textes, permettez-moi de vous analyser celui que l'on vous a proposé, et celui qui a des prétentions d'avoir ici une certaine majorité.

Il y avait un « mais », après avoir fait toutes ces promesses d'encouragement, il y a le « mais » :

Mais cette lutte contre le fascisme, il ne la mènera pas avec les armes et les moyens dont le fascisme se sert.

Croyez-vous, camarades, que moi (je regrette de faire preuve de peu de modestie), qui me suis employé pendant plus d'un an et demie, à faire du recrutement dans la Seine et la Seine-et-Oise, pour constituer cet organisme d'autodéfense, j'aurais trouvé un seul homme qui aurait été assez stupide, assez naïf, pour dire : « Oui, je suis, moi, toujours prêt pour servir tous les besoins de mon parti, de son organisme central et de ma Fédération qui sont conjoints, si j'avais ajouté : « Mais il faut que tu prennes l'engagement de ne jamais te servir des mêmes armes que l'ennemi que tu auras en face de toi ? » c'est une tromperie ! Je l'ai dit, et je le répète, ce serait une tromperie pour ceux qui le croiraient !

Mais je dis autre chose (*applaudissements*), c'est une

lâcheté pour celui qui les amène au combat dans ces conditions.

Mais, que cela ne vous étonne pas, camarades, Séverac a dit, lorsqu'on se présentait au *Populaire* pour assurer une garde aux périodes de tension, avec le sourire qui lui est familier : « Mais, qu'est-ce que vous venez faire là ? Figurez-vous que nous soyons réellement menacés. Je ne le crois pas ! Mais alors, que je le sois seul ; ça n'en fera qu'un au lieu de six, et puis ce sera fini ! »

Si l'on veut adopter le raisonnement, ou pousser ce raisonnement jusqu'à l'absurde, on arriverait à dire ceci : Si véritablement, camarades, le Parti socialiste doit disparaître devant la poussée et les attaques fascistes, cessons dès maintenant le recrutement, il vaut mieux mourir à deux cent mille qu'à deux cent cinquante mille l'année prochaine !

Voilà où nous arriverons, Séverac ! (*Applaudissements.*) Voilà où nous arriverons ! Donc, je le répète : tromperie ou lâcheté. La vérité, elle est là, elle est toute là, il faut la dire : la vérité, c'est que ces hommes ne sont pas nés révolutionnaires, ils ont peur de l'issue ! Ils sont nés dans une période où seule la propagande avait le droit d'emprise sur les masses, et ne pouvait véritablement avoir d'emprise que si, justement, elle restait purement et spécifiquement, propagande. Voilà la raison pour laquelle, maintenant, ces hommes qui étaient habitués à parler, soit devant des auditoires préparés, soit en face d'hommes qui adopteraient secrètement l'étiquette socialiste, ils continuent à leur dire : « Silence, opprimés ! sinon vous allez réveiller vos oppresseurs ! » Voilà comment ils les traitent ! Et voilà pourquoi il n'y a pas de direction quand on a peur du but qu'il faut atteindre ! (*Applaudissements.*)

Pourquoi ne pouvons-nous rien attendre du Secrétariat général ? C'est parce qu'il ne se considère pas dans un domaine révolutionnaire, en face d'une situation pré-révolutionnaire. C'est Séverac qui l'a répondu à Marceau Pivert. Il lui a dit, au Congrès fédéral de la Seine : « Mais, l'année dernière, vous nous disiez cela aussi, que nous vivions la dernière phase d'une situation pré-révolutionnaire. Mais, Séverac, dans la motion même de Toulouse,

nous trouverons une définition de la situation générale, qui vous montre qu'il faut agir en révolutionnaire, en face de cette situation. Car, conformément à ce que Lénine disait, pour que la situation soit décrétée révolutionnaire, il faut que les classes aient la sensation qu'elles ne peuvent plus vivre et se maintenir dans l'état où elles sont. Et à Toulouse, qu'est-ce qu'on a dit ? « Nous nous adressons à tous ceux qui se rendent compte que le monde ne peut plus durer tel qu'il est. »

Eh bien, cela c'était une indication devant laquelle le Secrétariat général n'avait pas le droit de se dérober, il devait dire : « Puisque vous prétendez qu'il y a dans ce pays autant d'hommes qui sont persuadés de la netteté de cette situation et auxquels on ne peut parler qu'en révolutionnaires, moi je ne suis plus l'homme de la situation et, par conséquent, je n'accepte pas les responsabilités qu'elle comporte. »

Les conséquences de tout cela, voyez-vous, c'est qu'on n'a pu avoir ni doctrine, ni stratégie, ni tactique, en rapport avec la température du prolétariat actuel.

Les preuves, elles sont flagrantes. Je voudrais que vous entendiez — et j'espère que leur tour de parole vous le permettra — des camarades de Haute-Savoie, du Var, de la Nièvre, qui sont venus spontanément à nous, à une petite réunion d'information, et nous ont dit simplement : « Excusez-nous, nous sommes venus parce que nous avons cru comprendre que votre appel avait une relation, avait quelque chose de commun, avec un camarade qui a parlé à la tribune et dont nous ne nous souvenons même plus du nom, et parce que la façon dont il s'exprimait, la netteté, la précision avec laquelle il a eu le courage de critiquer et de préconiser tout cela, ça correspond...

LE PRÉSIDENT. — Je demanderai aux congressistes de s'asseoir !

BALAY. — ... tout cela, ça correspond à ce que nos prolétaires, à ce que nos paysans déclarent et nous demandent. Sachez bien que les meetings, les pétitions ne les intéressent pas.

Je m'efforce chaque semaine de trouver à leur donner quelque chose à manger, qui soit d'essence révolutionnaire, qui soit d'épice révolutionnaire. Et je ne le trouve pas, je n'ai pas assez d'initiative pour satisfaire leur soif d'action, maintenant, j'en demande au Parti, je compte sur vous pour m'en donner...

LE PRÉSIDENT. — Il est plus de midi, Balay !

BALAY. — Oui, j'ai fini, mais on a déjà quitté à midi et demi.

Il faut donc considérer que, dans l'ignorance, la négligence ou l'incompréhension de telles dispositions du prolétariat, il est impossible à notre organisme central d'avoir doctrine, stratégie et tactique correspondantes ! Nous nous disons que la conséquence pour nous de l'état actuel des choses veut que nous ayons, comme mot d'ordre, « l'armement ». Voilà la question complexe qui méritait cette préparation : le démantèlement des positions et à la critique de ceux qui ne l'ont pas conçu suffisamment nettement.

Nous disons, camarades, nous disons que le chaînon concret entre la lutte contre le fascisme et la lutte pour le pouvoir, c'est « la milice ouvrière ». Et, en prononçant ces mots, je lance un premier signal de liaison matériel et fraternel à celui qui en a parlé ici avec courage et netteté, à notre camarade Costedoat. (*Applaudissements.*) La Seine et l'Ariège, sur ce point, sont nettement d'accord, et j'espère que c'est par là qu'on commencera à œuvrer, non pas à l'instar d'une Commission spéciale qui s'est avouée inopérante, mais uniquement sous l'impulsion que vous saurez donner aux hommes qui viennent vous parler franchement des nécessités impérieuses qui s'imposent au Parti révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Tout de suite, je ne permettrai aucune confusion à ceux qui, justement, dans cette confusion, veulent noyer nos conceptions. Je leur dirai : « La milice ouvrière, oui, mais jamais pour des attaques telles qu'on nous les reproche d'une façon romantique, en nous mettant en face des gardes mobiles, des compagnies de tanks ou des sections d'assaut. » Non, nous disons : la police, l'armée est à

désagréger, et ce n'est pas le rôle de la milice ouvrière ; mais, par contre, nous disons : Les formations fascistes paramilitaires sont à attaquer avec la milice ouvrière ! (*Applaudissements.*) Et alors vous n'y arriverez jamais, si vous ne débutez pas par ce que nous appelons la pédagogie de l'action. La pédagogie de l'action révolutionnaire, celle qui aurait déjà pu sortir de la résolution de Toulouse, mais que vous avez vidée de son contenu. A Toulouse, vous le savez, on vous en donnait déjà tous les moyens, et je suis effaré quand je pense que des responsables peuvent prétendre que la motion de Toulouse a été réalisée, a été respectée ! Mais dans la motion de Toulouse, extrayez simplement ceci : « Etat de mobilisation permanente, organisation de la défense de tout ce que le fascisme menace. » Et il y est entre autre précisé : la paix ! Par conséquent, « organiser notre défense pour être capables de défendre jusqu'à la paix. »

Et cette motion de Toulouse se termine par « Lutte sans merci contre le fascisme. » Voilà la plus belle des preuves que je puisse vous donner, camarades congressistes, que des textes sont adoptés avec une légèreté impardonnable. On se quitte bras dessus, bras dessous, après avoir mis dans une motion : « Lutte sans merci contre le fascisme », et on vient vous dire, ici, ensuite, que l'on est contre l'action directe, que l'on se félicite qu'il n'y ait pas de représailles, que l'on se félicite de pouvoir laisser à la justice bourgeoise la possibilité d'arbitrer les conflits qui s'érigent entre le fascisme et vous, sous le régime bourgeois. (*Quelques applaudissements.*)

Il y a donc.....

LE PRÉSIDENT. — Combien de minutes encore voulez-vous ? Dites-le moi.

BALAY. — Il faut donc dire nettement que cette façon de faire est...

LE PRÉSIDENT. — Je demande à l'orateur de se limiter, parce qu'il est l'heure d'aller déjeuner ! (*Approbatons, protestations, mouvements divers.*)

Le Congrès manifeste de l'impatience ! Il est déjà midi vingt, vous savez !

MOLNIER. — C'est une question décisive !

BALAY. — Ce n'est pas pour moi que le Congrès reste, le Congrès restera parce que maintenant j'entre dans la possibilité de montrer les contradictions qui peuvent exister entre des positions que vous paraissez approuver et qui sont pourtant en contradiction nette. Par exemple, c'est, ce que je trouve dans les déclarations de notre camarade Moch, dans un livre que je vous recommande, moi aussi, de lire : « La marche au pouvoir », dans ce livre... (*bruit*)...

Camarade Moch, vous dites que le processus, vous dites que « le seul moyen de réaliser l'armement du prolétariat, c'est d'avoir recours à la propagande. Il n'y a pas d'autres possibilités que d'avoir recours à la propagande dans la façon d'amener à soi l'armée et la police. Au contraire, dites-vous, il faut prévoir que l'action unique... (*Interruptions.*)

Camarades, si le sujet ne vous intéresse pas, je vous en supplie, quittez silencieusement la salle ! J'espère qu'un certain nombre y resteront ! (*Quelques applaudissements.*)

Jules Moch dit... (*Bruit, rires.*)

MOLNIER. — Camarades, c'est un scandale ! Vous n'écoutez que les discours de... (*Bruit, confusion.*) C'est là qu'on voit le véritable intérêt sur les questions de la défense... (*Quelques applaudissements, protestations, bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Je vais être obligé de consulter le Congrès pour savoir si on va continuer de laisser la parole à l'orateur qui est à la tribune...

Plusieurs voix. — Non ! non ! non !

D'autres voix. — Si ! si !

MOLNIER. — Consultez-le !

BALAY. — Camarades, je vous en supplie...

LE PRÉSIDENT. — Je crois que la liberté de la tribune a été respectée ! Mais je crois que la liberté du Congrès ne l'est plus, à l'heure actuelle !

BALAY. — Camarades, Moch...

LE PRÉSIDENT. — Dites-moi, Balay, pour combien de temps encore en avez-vous ? pour conclure ?

BALAY. — Dix minutes.

LE PRÉSIDENT. — Dix minutes !

BALAY. — Notre camarade Moch dit ceci, que si la victoire est consacrée, doit être consacrée par la neutralisation et la conquête d'un noyau fondamental de l'armée, il ne faut s'y employer que par la propagande.

Je déclare que la propagande est indispensable, mais que si elle était seule employée, comme moyen, elle arriverait à des buts totalement opposés. Vous n'ignorez pas qu'au fur et à mesure que votre propagande de désagrégation de l'armée aura des effets fructueux et dangereux non seulement pour l'état-major, pour les officiers, mais pour les gouvernements fascistes avec lesquels ils sont en liaison, les mesures de coercition s'accroîtront sans cesse contre le soldat qui deviendra le prisonnier de votre propagande. Il faut donc que ce soldat, s'il est susceptible d'en souffrir, sache que progressivement, à l'extérieur, grâce à l'action directe d'une fraction organisée, le prolétariat révolutionnaire est en liaison avec lui, qu'il le soutient moralement, en attendant le jour où l'action physique lui permettra cette jonction... (*applaudissements*), cette jonction dont parle Zyromski dans la motion de la *Bataille*, mais je lui dirai tout simplement qu'il est incomplet, que c'est une façon dangereuse de dire simplement à un prolétariat, qui est en droit de nous considérer comme son guide pour la prise du pouvoir, de lui dire : « D'une part l'autodéfense, mais d'autre part et sans aucune liaison, la jonction du prolétariat soldat avec le paysan et l'ouvrier révolutionnaire. »

Cette jonction, c'est plus exactement une alliance, une alliance que vous demandez aux soldats ! Mais ces soldats, ce ne sont pas des apôtres ! Ils ne feront pas d'alliance avec des vaincus d'avance. (*Quelques applaudissements.*) Ils la feront avec des gens qui, déjà dans la

rue, auront montré qu'ils ont l'esprit victorieux, et qu'ils sont capables d'aller définitivement à la victoire. (*Quelques applaudissements.*)

Par conséquent, si vous n'avez pas cette possibilité de triompher préalablement sur toutes ces formations paramilitaires fascistes, qui sont d'ores et déjà, et qui ont reçu même de Guichard, ce titre d' « auxiliaires de la police », si vous n'avez pas sur eux quelques triomphes, vous n'arriverez jamais à désagrèger la police et l'armée, vous n'arriverez jamais à décider le prolétaire-soldat à rompre la consigne, à rompre les rangs pour voler vers vous, d'une façon spontanée, d'une façon définitive, parce qu'il se dira : « Je vais avec des hommes qui auront la victoire de ma classe. » (*Quelques applaudissements.*)

Et alors nous en arrivons à détruire cette hérésie, cette fausse conception de l'insurrection, où on veut nous faire passer, par des gens qui considèrent que l'insurrection c'est un simple duel entre l'armée et la milice que nous concevons, comme la première, la plus impérieuse des réalisations à poursuivre. Jamais, je l'ai dit tout à l'heure, aucune confusion là-dessus. Vous savez ce que Lénine en a dit, de l'insurrection, et imprégnez-vous de cette définition : « L'insurrection armée, est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat. » (*Applaudissements.*) Par conséquent, la lutte politique du prolétariat, il faut d'abord qu'elle se manifeste dans les actes, il faut d'abord qu'elle se traduise par des succès, il faut d'abord qu'elle se traduise d'une façon attractive pour l'armée et la police et ce n'est qu'après, que l'armée et la police viendront à vous, au moment même où elles sauront, où elles sentiront que sans leur aide, vos victoires précédentes sont capables d'être infructueuses. (*Applaudissements.*)

Par conséquent, là où Zyromski fait la grave erreur dans laquelle il vous aurait entretenus si je n'étais pas monté à cette tribune, c'est quand il vous dit, et qu'il continue à vous dire : « Il n'y a rien de commun entre l'autodéfense active et l'armement du prolétariat. » Je dis que si ! Que cette fraternisation révolutionnaire du prolétariat, avec l'armée, elle ne sera que le résultat d'abord des actes...

Une voix. — C'est trop long, mon vieux !

BALAY. — ...des actes de l'autodéfense active d'un parti qui devra s'imposer partout, sur les tribunes, dans la rue, dans les entreprises, triompher des formations fascistes comme des briseurs de grève et ensuite de la nécessité évidente pour tous les exploités sous les armes d'être soutenus par cette armée.

Voilà pourquoi, dans une motion que j'appellerai la motion de la Vérité, vous trouverez en quelques lignes, une explication concrète, sans aucun trou, sans aucune échappatoire de ces chaînons indispensables au succès de l'insurrection, qui sont d'abord : les formations d'autodéfense active du parti ; pour créer les cadres de la milice ouvrière et extraire du prolétariat cette sélection d'hommes susceptibles d'action virile, puis le chaînon que constitue cette milice ouvrière pour la liaison avec l'armée et l'armement des prolétaires. (*Applaudissements.*)

Voilà ce que dit notre motion, dite de la Vérité :

Création de la milice ouvrière ; pour y parvenir, former simultanément tous les chaînons à tous les échelons du Parti, des groupes de défense active. Faire les efforts nécessaires à leur développement, ces groupes devant constituer les cadres de la milice du peuple, dont l'action, loin d'être coupée des masses sera un moyen d'encadrer ces masses propulsées par une politique révolutionnaire.

Propagande pour l'armement des travailleurs ; les masses doivent être appelées à la nécessité de riposter physiquement à l'adversaire fasciste, d'organiser farouchement cette riposte et de s'armer pour vaincre.

En effet, la manifestation de la puissance prolétarienne développant son action attractive, est un moyen décisif de la conquête des masses travailleuses, de la neutralisation des couches intermédiaires, de la désagrégation de l'armée bourgeoise et de l'alliance spontanée des soldats avec le prolétariat.

(*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Les dix minutes sont écoulées !

BALAY. — Camarades, je me permettrai donc de conclure, immédiatement. Il y a simplement trois points à mes conclusions :

Premier point : les règles de convenance, de considérations de personnes et de courtoisie, ne doivent pas présider à l'élaboration des résolutions de ce Congrès, parce qu'elles sont incompatibles avec celles des responsabilités que devront prendre leurs signataires.

La clarification est indispensable ; la confusion, elle, donnera l'unité dans le Congrès ; mais désunira tous les militants dans l'action.

Deuxième point : l'organisation du noyau conscient de la résistance sera le résultat de la volonté d'offensive que vous devez faire naître dans l'esprit de tout véritable militant révolutionnaire, et alors vous vous inspirerez de cette pensée de Lénine qui a dit : « Il faut armer le prolétariat du désir ardent de s'armer. » (*Quelques applaudissements.*) D'où trois mots d'ordre : *Au service du Parti. Autodéfense active puissante : nos T. P. P. S. : Toujours Prêts Pour Service. — Au service du prolétariat : Milice ouvrière ! — Pour la Révolution : Armement du Prolétariat !*

Troisième point : simultanéité des responsabilités. A savoir : tous les militants mobilisés, attachés à l'autodéfense active, aussi bien que ceux qu'ils ont acceptés comme chefs, lorsqu'ils décident une action purement physique, doivent, simultanément, avec un synchronisme indéfectible, trouver en face d'eux le responsable politique qui leur dit : « Oui, marchez ! » Demain, quelles que soient les conséquences, quels que soient les risques de votre action, ce sera publiquement que le parti la revendiquera, hautement, que nous nous en ferons gloire et honneur, parce que vous aurez provoqué la démoralisation de l'ennemi, parce que vous aurez participé à la désagrégation de ses troupes, répondu à la nécessité d'élever la température révolutionnaire du parti, parce que vous aurez également accru le prestige et la force du prolétariat ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je donne immédiatement la parole à notre camarade Léon Blum, pour une communication au Congrès, pour discipliner la discussion pour cet après-midi.

La parole est à Blum.

LÉON BLUM. — Camarades, on m'a demandé de présider la séance de cet après-midi. C'est-à-dire qu'on m'a demandé de liquider une situation extrêmement difficile, je vous en fais juges : il ne nous reste plus que la séance de cet après-midi. Or, nous avons à achever le débat sur la prise du pouvoir, et il reste à notre ordre du jour deux points qu'il est absolument impossible, à mon avis, d'en supprimer : la défense de l'école publique et la réforme électorale.

Je vous fais les propositions que voici : la séance sera ouverte à 15 heures, exactement. Je dis au Congrès que le premier orateur inscrit est Bracke, et que je ne suppose pas qu'il y ait un seul membre du Congrès qui commette vis-à-vis d'un orateur comme Bracke, la discourtoisie et l'ingratitude d'arriver en retard. (*Applaudissements.*) Tout le monde sera donc ici à 3 heures. C'est un premier point. Mais je suis obligé, nanti des pouvoirs que le règlement du Congrès me confère, d'arrêter à 17 heures, 17 heures et quart ou demie à l'extrême limite, la discussion sur le point qui est actuellement en débat, puisque après cela, encore une fois, même en ne donnant qu'une heure à la défense de l'école, et même en ne commençant le débat sur la réforme électorale qu'à 18 heures, ou peut-être après 18 heures, nous aurons tout juste le temps d'achever.

La séance du Congrès devant s'ouvrir à 15 heures exactement, j'invite donc les orateurs qui restent inscrits sur le premier point, à se réunir avec moi ici, à 14 h. 30, non moins exactement. Et nous essaierons ensemble de distribuer les temps de parole. (*Approbaton.*)

Mais j'avertis tout de suite le Congrès, bien que je n'aie pas l'habitude de prendre cette allure, ni ce ton, que j'userai du pouvoir discrétionnaire que vous m'avez remis pour faire moi-même, si l'on ne s'accorde pas, ce que les orateurs n'auront pas pu parvenir à régler entre eux. (*Applaudissements.*) Je le ferai le plus équitablement que je pourrai, en tenant compte du temps qu'ont déjà occupé dans la discussion, les représentants des diverses opinions, et leur force respective dans le Congrès. (*Applaudissements.*)

Si nous sommes d'accord, et si le Congrès veut bien me faire à cet égard confiance, comme je l'espère, puisque c'est maintenant le seul moyen d'en sortir, je considère donc qu'il est décidé, — je vous consulterai là-dessus en un seul vote, — que les orateurs se réunissent à 2 h. 1/2, que j'ai pouvoir du Congrès pour régler moi-même les temps de parole, si les orateurs ne tombent pas d'accord, et que la discussion s'ouvre à 15 heures, ponctuellement, par le discours de Bracke.

Que ceux qui sont d'avis d'accepter mes propositions...

LE PRÉSIDENT. — Que ceux qui sont d'avis d'accepter les propositions de Blum lèvent la main? Baissez les mains. Entendu.

Attendez, ce n'est pas fini!

LÉON BLUM. — Pour la Commission des résolutions, l'observation de Marceau Pivert est parfaitement exacte : je pense que nous pourrions immédiatement après la clôture du débat sur le premier point, distribuer dans le Congrès les feuilles habituelles pour que le travail puisse s'opérer de telle façon que nous ayons la constitution de la Commission prête à la fin de la séance de ce soir. Nous sommes bien d'accord?

MARCEAU PIVERT. — Nous sommes d'accord, mais il est trop tard pour faire cela ; si ça avait été fait dimanche matin, le Congrès aurait pu...

LÉON BLUM. — Je répondrai à Marceau Pivert que je ne présidais pas la séance de dimanche matin. On me demande de prendre la présidence cet après-midi, en présence d'une situation dont tout le Congrès comprend la difficulté. Je demande à tout le Congrès de m'aider à la résoudre.

MARCEAU PIVERT. — D'accord, mais ce n'est pas pour vous !...

LE PRÉSIDENT. — Encore une communication : la Fédération du Haut-Rhin, qui nous reçoit ici, me prie de vous rappeler que demain, à midi et demie, dans cette même salle, elle a organisé un banquet.

La séance est levée.

SEPTIÈME SÉANCE

Mardi 11 Juillet 1935

(Séance de l'après-midi)

Président : LÉON BLUM.

Assesseurs : ROUZAUD (Belfort) ; ROGEL (Morbihan).

**LA LUTTE POUR LE POUVOIR
ET CONTRE LA CRISE**

(SUITE)

LE PRÉSIDENT. — La question de l'ordre du jour est réglée. Le premier orateur inscrit est Bracke. Maintenant, je dois donner une indication au Congrès : Après la question de la prise du pouvoir, viennent à l'ordre du jour : 1° La question de la laïcité, et 2° La question de la réforme électorale. Les camarades qui veulent se faire inscrire sur l'une ou sur l'autre de ces questions sont priés de le faire avant 3 heures et demie. A 3 heures et demie, la liste des orateurs sera définitivement close. (*Applaudissements.*)

BRACKE. — Camarades, on me permettra, en commençant, au lieu d'entrer tout de suite dans mon sujet extrêmement compliqué, de redire ce que je disais tout à l'heure

à Paul : Quelles richesses dans notre Congrès ! Quelles richesses dans notre Parti ! Je me félicitais, en entendant tout à l'heure Maurice Paz, que nous connaissons déjà, mais que certains d'entre vous ne connaissaient pas. Je me réjouissais peut-être, il me pardonnera, plus encore, en entendant Briche, le petit Briche, l'ouvrier roubaisien (*applaudissements*), le petit ouvrier roubaisien qui a été le « petit Briche », pendant quelque temps, avec qui nous avons lutté dans le Nord, et que le Nord, après avoir cru le prêter au Jura, s'est trouvé le lui avoir donné, et donné dans des conditions d'action future que vous avez pu juger ! Je suis très heureux de les avoir entendus, parce que je tirerai tout à l'heure une conclusion, et de leur présence et de la présence de tous ceux, de presque tous ceux que vous avez entendus ici, qui ont apporté la preuve des éléments de confiance que nous devons avoir dans les possibilités de notre Parti !

Seulement, il faut que le Parti s'en serve. Il faut que le Parti s'en serve bien. Et il faut que par exemple, dans les Congrès, il ne retombe pas dans la situation que nous croyions, il y a déjà des années, écartée pour longtemps, et qui par les circonstances, s'est trouvée renaître un peu.

Voyez-vous, ce que je déplore, dans ce moment, c'est qu'en réalité, beaucoup, presque la majorité de ceux qui ont voté dans un sens et dans l'autre, qui se sont décidés pour telle et telle motion, la plupart du temps, ont voté pour des textes qu'ils ne connaissaient pas, qu'ils n'avaient pas étudiés ! (*Applaudissements.*) Ils n'ont pas voté pour des textes. Ils n'ont pas voté pour le sens de ces textes. Ils ont voté pour des noms... (*Très bien ! Applaudissements*), pour des noms, pour et contre, et quelquefois ils ont voté pour des noms appliqués à tort ! Ils ont voté suivant des idées préconçues, suivant des préventions.

Voyez-vous, tout à l'heure, à l'ombre de l'arbre auquel je m'arrêtais un moment pour prendre l'air, après déjeuner, je me rappelais le fameux mot d'Anacharsis Cloots : « Guéris-toi des individus ». Cela ne voulait pas dire seulement : « Guéris-toi de l'enthousiasme pour les individus, de l'emballement pour les individus » ; cela voulait dire aussi : « Guéris-toi de la peur des individus, et des

préventions contre des individus, méfie-toi de mettre des étiquettes sur des idées, sans regarder l'idée elle-même ».

J'ai pensé souvent — je sais que c'est impossible — que peut-être, si on pouvait à l'avance donner une série de résolutions, venues de divers côtés, en les laissant anonymes, ce serait peut-être le véritable moyen d'habituer nos sections et nos fédérations à se décider, non pas sur les noms de ceux qu'ils supposent avoir apporté tel ou tel texte, mais bien sur ce que les textes représentent dans le moment où ils sont.

J'éprouve le besoin, camarades, de dire cela, parce que cela se rattache absolument à la façon dont nous avons discuté. J'ai besoin de vous dire un peu ce qui est arrivé pour la création des résolutions, telles qu'elles se sont présentées, et je suis obligé même de me défendre moi-même contre je ne dirai pas des préventions, mais contre des malentendus, quand, par exemple, on me dit que certains camarades me reprocheraient, ayant été pour la motion présentée dans la *Bataille Socialiste*, de l'avoir abandonnée. Ce n'est pas Zyromski qui me fera ce reproche ! Il sait très bien qu'au contraire, maintenant encore, je vais tâcher tout à l'heure, de vous montrer en quelques mots, ce qu'il y a véritablement dans cette motion, ce qui doit être dans la résolution qui sortira du Congrès, y être non pas dans les termes, les termes nous sont chose bien égale (on ne peut pourtant pas dire « nous sont bien égaux ! ») Les expressions nous sont bien indifférentes, le sens seul nous importe. C'est ce que vous a dit Zyromski, hier, quand il a pris la parole, quand il vous a dit : « Il y a des points sur lesquels nous ne céderons pas, sur une motion qui n'est pas, d'ailleurs, *ne varietur* ».

Je voudrais vous dire, en quelques mots, ce qui s'est passé à la Fédération du Nord, et en quoi j'y suis pour quelque chose.

Dans le numéro de la *Bataille* du 15 avril, alors qu'il n'y avait aucune motion que nous pussions connaître, nous avons, comme c'est le droit de tous, présenté une série d'alinéas représentant une motion qui, si on était seul, serait celle qui représenterait notre idée, afin d'arriver au Congrès, comme on y arrive toujours, pour confronter

nos idées avec ce que pensaient d'autres fédérations et d'en profiter pour faire... on dit : une « motion d'unanimité ». Oh ! je ne suis pas l'esclave de l'idée d'unanimité à tout prix ! Cela m'est égal, l'unanimité. Ce qui ne m'est pas égal, c'est l'élan du Parti pour répondre à une situation dans laquelle il se trouve, à la situation du moment, car un Congrès, ce n'est pas une chose éternelle, un Congrès ne fait pas de l'éducation pour toujours. Ça, c'est autre chose ; ça, c'est la propagande ; ça, c'est l'effort de recrutement ; ça, c'est la bataille sur tous les terrains, la bataille électorale, la bataille des élus, la bataille des militants chacun dans leur coin. C'est cela la bataille de chaque moment ! Mais il faut que chaque année, en se trouvant devant des problèmes qui ont pris des formes nouvelles, des formes actuelles, on dise ce que le Parti appelle tous ses hommes à faire, suivant un système d'idées que l'on propose pour le moment, afin de répondre aux difficultés du moment, afin de se préparer à des événements que l'on peut prévoir.

Je suis donc arrivé à la Fédération du Nord, dans la situation suivante. Ce texte existait, et moi, vieil ami de ceux qui avaient, je ne dirai pas une résolution, je ne dirai pas une motion, je ne dirai presque même pas un rapport, mon cher Séverac, car un rapport, généralement, c'est une étude qui a été faite, d'après un mandat qui a été donné par un petit groupement ou par une assemblée énorme, par un cercle quelconque, afin d'étudier une question ; mais ce n'est pas cela que vous avez donné et, quoi que ce soit, je ne le connaissais pas. Je ne l'ai absolument connu que lorsque, à la section même, et à la veille du Congrès, Salengro m'a montré le texte que je ne puis appeler « volumineux » et qui n'a pas, évidemment — Paul a beau parler de la nécessité où l'on s'est trouvé de faire quelque chose de long — qui n'a tout de même pas l'allure d'une motion de congrès. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il donnait les éléments d'une motion à faire pour le Congrès. La preuve, c'est qu'en arrivant, je me suis trouvé devant ceci : La Commission administrative du Nord avait eu connaissance de ce texte et avait discuté pour savoir ce qu'elle présenterait. On avait même pensé, comme le Nord l'a quelquefois fait, à ne pas présenter de

texte du tout, n'est-ce pas, Lebas ? à ne pas présenter de texte du tout, et à donner un mandat large, indiquant les principales orientations vers lesquelles on pensait que le Congrès devrait se tourner, que le Parti devrait se tourner pour son action.

Je n'assistais pas à cette réunion-là. J'étais à Paris, en même temps que dans la bataille électorale de mon pays, là où je suis conseiller municipal ; j'étais aussi dans la bataille de Paris, où j'ai eu le plaisir d'aller défendre la candidature d'un camarade.

Pendant ce temps-là, à la Commission, notre ami Salengro, qui connaissait le texte de la *Bataille*, y avait trouvé des choses qui lui semblaient manquer dans l'autre, et avait demandé à la Commission le droit, sur le texte que Lebas avait tiré, en le résumant pour ainsi dire et en suivant le mouvement, de ce qui était intitulé « Rapport », rédigé par Séverac, afin d'avoir une proposition à présenter au Congrès fédéral.

Salengro a dit : « Est-ce qu'on ne pourrait pas y apporter des amendements ? » Mais si, pourquoi pas ? Et il en avait indiqué quelques-uns.

Camarades, si ce n'est pas lui qui en a été le rapporteur ensuite, c'est à la suite du deuil que nous déplorons tous, et qui l'a frappé si cruellement. Pendant qu'il était à la Commission fédérale, il devait rentrer chez lui pour trouver que sa compagne de tant d'années lui avait échappé pour toujours !

La Commission fédérale avait accepté un texte d'alinéa qui était tiré de la motion même de la *Bataille*, sauf un ou deux mots, c'est — ce qui concernait l'autodéfense — et, d'autre part, une indication double :

Première indication : il y aurait deux ou trois modifications à apporter en s'inspirant précisément de ce texte, et, deuxième indication, on demanderait à la Fédération du Nord le mandat de ne pas s'attacher à une rédaction — c'est, du reste, la tradition de la Fédération — mais de dire : « Nous n'allons pas défendre mordicus notre texte tel qu'il est est, nous serons ouverts à tout ce qui

viendra du dehors, et qui naturellement sera compatible avec ce que nous avons décidé ».

Quand je suis allé à la réunion plénière de la section lilloise, à la veille du Congrès fédéral, et à la veille de la dernière réunion de la Commission administrative, j'ai aidé Salengro à faire admettre cela. C'est ce qu'il a rapporté à la Commission fédérale administrative, et c'est dans ces conditions que j'ai été chargé, puisque lui ne pouvait pas y venir, d'être rapporteur de la proposition de cette Commission fédérale où je n'avais pas assisté, sans que ce texte, qu'il devait rédiger plus complètement pour s'entendre sur d'autres points, eût été, excepté les quatre lignes qui avaient été tirées de notre motion, amené à prendre véritablement une forme. Il en représentait simplement ce que je vous dis, la possibilité, sur ces points et sur d'autres points au besoin, de se prêter à ce qu'on eût une motion ayant la forme qu'elle doit avoir dans un Congrès.

Qu'est-ce que c'est que cette forme ? L'appel au Parti, et j'appelle parti, vous savez, je ne suis pas le premier, je pourrais vous apporter moi aussi, des textes d'anciens, je pourrais vous apporter les définitions du Parti, de Karl Marx, par exemple. Le Parti n'est pas seulement les cotisants, le Parti n'est pas seulement même les sympathisants, le Parti c'est tous ceux qui devraient y être, tous ceux qu'on appelle, tous ceux avec lesquels (*applaudissements*), tous ceux qui autour de notre drapeau sentent ou devront sentir un jour ou l'autre qu'est leur place. Voilà une des choses qui m'ont frappé dans le beau discours de notre ami Maurice Paz. Il disait — et il avait bien raison — : « Nous serons le parti dirigeant dans la mesure où nous aurons dirigé ». (*Applaudissements.*)

C'est le défaut de cette forme nécessaire. Je me suis permis, soit à la section lilloise qui a donné le mandat pour la fédération, soit à la fédération elle-même, de critiquer dans le texte de la motion issue du Rapport Séverac-Paul Faure et du rapport tel qu'il avait été fait, et dont, je le répète, j'ai fait la connaissance à ce moment-là. Je regrette un peu que les choses se soient passées ainsi, mais je crois que les élections, le moment, y sont pour beaucoup.

Et puis, peu importe ! Nous n'allons pas nous amuser à nous chercher des responsabilités les uns aux autres, au moment où nous cherchons précisément à supprimer toute espèce de venin contre les personnes. J'ai dit que je trouvais même sous la forme qu'apportait la C. A. et même avec l'idée que des amendements pourraient y être insérés pour répondre mieux à tous les besoins, la forme même n'était pas celle qu'on attendait. C'était en réalité une espèce d'instruction faite sur un ton un peu mécontent, voulant à la fois aligner des choses sur lesquelles, naturellement, on est d'accord, puisque ce sont les choses que le Parti a toujours dites, a toujours pensées, et qui souvent sont incontestables, mais se proposant aussi de poser une série de garde-fous, une série de barrières, pour que des idées que l'on suppose venir d'un autre côté ne s'introduisent pas sous les mots qui seront dans la motion.

Motion de mauvaise humeur ! Motion de tristesse ; et peut-être de résignation — quelqu'un l'a dit ici ! — Je ne crois pas que c'est cela qu'il y a à faire. Et ce n'était pas ainsi que nous avions, je puis le dire, Zyromski et moi, fait la motion de la *Bataille Socialiste*. Je dis « Zyromski et moi », et j'ai le droit de le dire. C'est Zyromski qui en est l'auteur ; il m'a fait — j'allais dire l'honneur — il m'a fait l'amitié qui est une tradition entre nous, de me montrer ce texte et de me dire : « Est-ce que vous croyez que ça va, que ça répond à la situation telle qu'elle est, la situation nouvelle, la situation particulière dans laquelle on se trouve ? Croyez-vous que ce soit à la page ? » Je me suis servi de ce mot dans le commentaire que j'en ai donné, dans ce numéro du 15 avril, qui montre déjà combien la motion était ancienne, et qui me permet de dire — et je suis sûr que Zyromski ne me démentira pas — que même depuis, il s'est peut-être passé des choses qui auraient amené à mettre autre chose en répondant, par exemple, à ce qui a eu lieu à la suite des élections de la Seine, à la suite de ce grand mouvement que tous ont admiré dans la France entière, à la suite des événements extérieurs, à la suite des événements intérieurs ; qui montrent que la bataille contre le fascisme prend des formes à chaque instant nouvelles. On fait reculer le fascisme, c'est vrai ! mais vous savez, je crois que tout le monde

sera d'accord pour dire que parce qu'il a reculé, il ne faudrait pas croire qu'il n'y a plus rien à faire, et qu'on en est délivré !

Eh bien, camarades, voilà ce que j'avais à dire sur l'origine des textes, sur la manière dont ils se sont présentés vis-à-vis l'un de l'autre. Je n'ai garde de dire l'un contre l'autre, puisque, au fond, ou en partie ou complètement ils se sont ignorés, je suppose...

SÉVERAC. — Ignorés.

BRACKE. — Eh bien, s'ignorant, voyez-vous, on a combattu les uns contre les autres, non pas contre des vivants, non pas contre des êtres qu'on pouvait voir, des êtres palpables, mais contre des fantômes, et quelquefois des fantômes de noms. Une des choses que j'ai admirées — ne pensez pas que c'est par amour-propre, vous savez... le pauvre vieuz ! il n'est pas soupçonné d'être extrêmement ambitieux et de vouloir tirer la couverture à lui !... (*applaudissements*) — mais enfin, contre les traditions toutes naturelles qui se sont établies, on n'a pas pris, pour désigner la motion, les premiers noms des signataires. J'ai reçu là une petite leçon d'humilité, très bonne chose, toujours : on apprend à tout âge, vous savez !

LÉON BLUM. — On n'apprend même qu'à partir d'un certain âge !

BRACKE. — C'est ça ! Parce qu'on a appris à apprendre !

ZYROMSKI. — A partir de 70 ans !

LE PRÉSIDENT. — Je rappelle l'interrupteur à l'ordre ! (*Rires.*)

BRACKE. — J'ai dit ce que j'ai éprouvé. Je peux me tromper d'une ou deux, mais jusqu'ici je n'ai trouvé que trois fédérations qui aient voté cette motion de la *Bataille* en y mettant le nom de Bracke, alors qu'ordinairement on l'aurait appelée Bracke-Zyromski, à moins que, comme il m'avait fait l'honneur de me mettre en tête, on l'ait appelée la motion « Bracke » — ce n'aurait pas été la pre-

mière fois ! — comment ont fait je ne sais combien de fédérations, surtout celles qui votaient contre, pour l'appeler motion « Pivert » ? Pivert était un signataire parmi d'autres, mais il n'y avait pas plus de raison pour l'appeler « Pivert » que pour l'appeler je ne sais comment : « Docteur Oguse », ou « Amédée Dunois », ou « Lerché », ou « Daniel Mayer » ! Ah ! mais c'est important ! (*Très bien ! Applaudissements*) parce que sans le faire exprès, on a pris les noms qui représentaient ce qu'on croyait que représentaient les hommes qui portent ces noms, quelquefois à tort. Sûrement je ne vais pas me mettre à expliquer ce que sont au juste les idées de Marceau Pivert ! il sait très bien les expliquer lui-même ! Mais pendant que j'y suis, vous permettez à un camarade de rendre hommage à un militant, à deux militants, tels que sont les frères Pivert. (*Applaudissements. Bravo !*) Je souhaite à toutes les fédérations d'avoir ainsi des camarades jeunes, ayant déjà derrière eux le passé qu'ils ont, qui ont déjà apporté ce goût de l'étude profonde, et surtout, chez Marceau plus que chez personne, cette justesse de contact avec la classe ouvrière, avec ses aspirations (*applaudissements*), avec le moment de sensibilité où elle se trouve, qui peut l'entraîner par-ci, par-là, à dire une chose que moi-même je ne voterai pas, parbleu ! Mais quoi ! Nous ne sommes pas liés les uns aux autres, vous savez ! ni à la *Bataille Socialiste*, ni ailleurs. Nous ne sommes liés que quand nous avons délibéré ensemble, et décidé de signer ensemble ; en dehors de cela nous avons notre liberté. Vous avez trouvé le nom de Lebas, vous avez trouvé le nom de Séverac dans des motions de la *Bataille Socialiste* d'autres fois, et peut-être que vous en trouverez encore, parce que nous ne sommes pas, nous, un groupement qui ait la prétention d'apporter un programme fixe dans le Parti ! Nous sommes les gens qui ont simplement voulu que l'on cherchât autant que l'on pourrait à faire : 1° Que quand le Parti a pris une résolution, il l'applique, et ce n'a pas toujours été la vérité, et 2° qu'il ne sépare jamais le passé du Parti de son présent, c'est-à-dire qu'il tire le présent du passé même. C'est ici que je me suis tout à l'heure permis de dire à notre ami Paz que dans le riche dossier de citations dont il n'a tiré qu'une ou deux, j'ai

bien regretté qu'il n'ait pas mis Jules Guesde quand il parlait du rassemblement, parce que le but du Manifeste par lequel il a ouvert sa bataille électorale, en 1893, à Roubaix, le rassemblement autour de ce que le Parti apporte pour les questions qui, pour que le monde du travail tout entier, jusque dans ses dernières ramifications qui souffrent du capitalisme, soit appelé à se grouper et à dire : « Tiens ! mais c'est de ce côté-là qu'est notre véritable intérêt. On nous l'apporte. » Et c'est cela, mon cher Briche. S'il est dans la salle, je me permets de lui dire que quand il nous a dit : « Les paysans chez qui nous faisons de la propagande, nous avons le sentiment qu'ils nous attendent », ce n'est pas tout à fait ça, la propagande. La propagande, c'est dire : « Non, ne nous attendez pas, marchez, et entraînez-nous avec vous ! vous êtes sûrs de nous trouver. Nous vous disons : Voilà le côté par où il faut aller, allez-y ! Si nous n'y allons pas assez vite, eh bien, c'est vous qui nous conduirez ! »

Voilà, camarades, deux ou trois des choses que je voulais dire. Si j'ai encore cinq minutes...

LE PRÉSIDENT. — Tout juste !... pour vous, oui !

BRACKE. — Je ne les ai pas réellement ?

LE PRÉSIDENT. — Vous les avez !

BRACKE. — Eh bien, je voulais vous dire, et je ne serai pas démenti, j'en suis sûr, par ceux qui ont signé et par ceux qui ont défendu la motion, qu'il faut que le Parti, dans son Congrès, prenne une résolution qui aura même encore une caractère plus allant, un caractère d'appel plus net, un caractère de bataille plus directe contre quelque chose que l'on voit, que même la motion apportée par nous. Mais il faudra qu'il y ait ce qu'elle disait — et cela aussi, Briche, et cela aussi, Paz, il faudrait y faire attention. — On n'a pas bien lu les textes, je ne crois pas que Paz ne les ait pas lus, mais quelque chose lui a échappé. Il nous a dit : « Vous savez, avant tout, la C. G. T., le plan de la C. G. T... » Bon, lisez la motion. Vous l'y trouverez :

Ces modifications de structure, pivot de toute action contre la crise, se trouvent déjà contenues dans le plan proposé par

la C. G. T. ; elles constituent la première étape de la socialisation totale, que la classe ouvrière au pouvoir devra entreprendre à un rythme rapide.

Alors, vous voyez ce que c'est de croire que parce que c'est signé « Marceau Pivert », ceci n'y est pas !

ZYROMSKI. — Et ça, c'est de lui !

BRACKE. — Et ça, dit-on, c'est de lui — ce n'est pas tout à fait juste — mais c'est ce qui ressort d'une de ses préoccupations constantes, et précisément. j'allais le dire sous une autre forme pour qu'il n'y ait pas de malentendu. Je déteste les malentendus ! Je déteste aussi les malentendus sur ceci, qui est si simple, et qui est si vieux ! Il y aura un moment — et là Maurice Paz a apporté des textes de Jaurès — un moment où la bourgeoisie se défendra elle-même, ce qui est l'appel à la violence, ce qui est l'apologie de la violence socialiste, de la violence populaire, quand il y en aura besoin. Nous avons dit simplement qu'on a toujours dit cela, on a toujours su cela ; seulement maintenant on voit la chose qui commence. Maintenant on voit que les moyens qu'on appelle démocratiques, que nous sommes loin de repousser, puisque nous voulons nous en servir, les défendre, ce qui, voyez-vous, veut dire les élargir continûment et de n'y permettre aucune atteinte. Est-ce qu'ils ne sont pas atteints ? Est-ce que nous ne vivons pas avec un Parlement qui a renoncé complètement, non pas seulement le jour où il vote les pleins pouvoirs, mais le jour où il refuse, où il cesse d'opérer contre le danger qui menace précisément les institutions républicaines ? Eh bien, nous avons dit : Contre cela, il n'y aura de moyens que ceux qu'on appelle « révolutionnaires », c'est-à-dire les moyens de masses, qui se trouvent en possibilité, et dans la classe ouvrière, et dans ce que toute la classe ouvrière entraîne. Nous avons dit cela d'une façon que je crois juste, et dans la dernière partie, dernier malentendu, que j'écarte, j'ai trouvé même chez Lebas, et pourtant, mon vieux Lebas ! j'ai l'habitude de travailler avec vous, et de savoir que vous n'êtes pas de ceux qui prennent peur de n'importe quoi ! là aussi vous-même, je vous l'ai déjà dit, vous avez eu un mouvement contre quelque chose que vous

supposez ; c'est quand, après avoir parlé de l'autodéfense, où il n'y a pas de doute, puisque vous avez accepté l'alinéa — c'est précisément un des amendements, c'est même le seul amendement qui ait eu vraiment la forme donnée, puisque les autres, par suite des circonstances, n'avaient pas pu être rédigés complètement — vous avez dit : « C'est cela, vous y joignez l'armement général du peuple, mais oui ! les revolvers, les fusils, les canons, l'artillerie, c'est l'hervéisme. » Pas du tout, et même c'est le contraire de l'hervéisme. Or, remarquez-le, il ne s'agit pas de l'autodéfense, là où il est parlé de la revendication de l'armement général du peuple, qui reste, selon la tradition la plus authentique, la condition de la victoire révolutionnaire, puisqu'il est écrit en toutes lettres :

Cette tâche essentielle, ne saurait d'ailleurs se confondre avec cette grande revendication, etc..

On l'a si peu confondue, qu'on a dit qu'on ne le confondait pas ! Et quand vous m'avez dit, Lebas — parce que naturellement, nous nous expliquons comme toujours en pleine franchise — quand vous m'avez dit : « Ah ! mais il y a un certain nombre d'expressions qui peuvent être mal interprétées », je vous ai répondu : « Vous savez bien que si l'on accepte l'idée, rien ne sera plus facile que d'introduire ce qu'il faut pour que la confusion ne soit pas possible, pour que la mauvaise interprétation soit écartée. »

Mais quoi ? Abolition des armées permanentes ? Armement général du peuple ! Mais c'est Jaurès ! c'est Guesde ! c'est Vaillant ! c'est le socialisme tout entier : Cela a toujours figuré dans nos programmes. Si quelqu'un se permet de le mettre dans un texte en faisant appel à la tradition, on ne l'approuve pas ! On s'écrie : Qu'est-ce que cela veut dire ! Eh bien, ça veut dire : propagande, propagande sous toutes les formes ! Là je rejoins Briche avec joie, en lui disant : « Oui, c'est cela la propagande ! » Dans tous les milieux, quels qu'ils soient, il faut que nous sachions, avant tout, montrer que nous sommes ceux qui représentons ce que, dans un moment qu'on appelle révolutionnaire, c'est-à-dire dans un moment où une population entière qui souffre, qui souffre diversement, se dit : « Après tout, c'est peut-être tout de même le même mal, le même

mal qui me cause mon mal et le mal de mon voisin. » C'est ainsi que s'est créée la grande révolution française, quand on s'est dit: « C'est la royauté et de la féodalité. » Après on s'est battu ; eh bien, cela ne fait rien ! c'était cela la révolution ! Et alors cette propagande, voyez-vous, elle se fait sous toutes les formes, dans tous les milieux. Il faut y être préparé, il faut s'y préparer. Je finirai par là : Hier, quand la section de Mulhouse vous a appelés à un vin d'honneur, quand ce petit exposé si poignant de notre ami Wagner, au nom de la section, vous a révélé le fichier qu'ils avaient établi sur les listes électorales, vous l'avez applaudi avec un enthousiasme qui voulait dire : On en prend de la graine.

Partout, prenez-en de la graine ! Non seulement pour les listes électorales, mais pour tout ce qui sert à savoir où sont les moyens de la bourgeoisie pour combattre quand elle le voudra, et surtout après une victoire électorale que vous auriez remportée au nom du Front populaire, pour combattre avec le Front populaire et vaincre autrement. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Rivière.

RIVIÈRE (Creuse). — Camarades, notre Président interrompant notre ami Bracke, tout à l'heure, disait qu'on n'apprenait qu'à partir d'un certain âge. J'ai peur d'être déjà très âgé, puisque depuis longtemps, je déplore tout comme Bracke, que l'on se batte, trop souvent non point autour des idées qui sont contenues dans des motions, mais autour des noms qui cautionnent ces motions.

La Fédération de la Creuse semble, par avance, avoir répondu aux préoccupations de Bracke, et lorsque, obligés de se réunir, il y a de cela plusieurs semaines, des camarades objectèrent que nous ne possédions pas les textes qui nous permettaient de discuter, c'est son secrétaire fédéral et par conséquent celui qui parle ici, qui leur demanda de le discuter quand même, car il s'agissait beaucoup plus de déterminer un état d'esprit que de voter sur un texte.

En ce Congrès, j'ai la confiance de ma Fédération pour déterminer son vote. J'essaierai, dans le débat qui va terminer ces discussions intéressantes, d'être fidèle à ce que

j'ai cru deviner. Ceci dit, je désire présenter quelques observations.

Mais, comme je n'ai pas l'habitude d'engager mes mandants plus loin que le mandat qu'ils m'ont donné, je vais déclarer tout de suite que les observations que je vais faire, le seront non point comme délégué de mon organisation, mais au nom d'un certain nombre d'élus parlementaires et naturellement de moi-même.

Il ne s'agit pas du tout de schisme, ni de tendance. Nous sommes quelques camarades au Parlement qui, sans avoir honte de leur fonction, se défendent d'être prisonniers de cet esprit dit de déformation parlementaire dont on a l'habitude de parler dans les congrès : des camarades qui sont restés et qui veulent rester des militants. Ils revendiquent ce titre parce qu'ils ont derrière eux déjà un très long passé, parce qu'ils n'ont jamais appartenu à un autre parti que celui auquel ils appartiennent et dans lequel ils veulent rester. (*Applaudissements.*) Ils sont des militants qui quelquefois se froissent de cette classification arbitraire qu'on appelle la droite ou la gauche, classification qui leur semble créée pour les besoins de la cause, et pour couvrir aussi une politique d'inaction et d'immobilisme, qui ne peut pas être la leur.

Notre situation est aujourd'hui assez difficile et je n'attends pas, de ce Congrès, un quelconque succès. Nous nous présentons avec un handicap sérieux : le départ de l'homme qui, depuis un certain temps, avec autorité, était notre porte-parole. Ce départ, il nous a peinés profondément, vous pouvez le croire, et s'il y a...

Quelques voix. — Pas nous !

RIVIÈRE. — ...Et s'il y a vis-à-vis du Parti un geste coupable, il y a vis-à-vis de ceux qui suivaient Frossard, un double manquement. Mais enfin, parce que nous pensons qu'il n'appartient pas à un homme d'emporter avec lui la pensée qu'il avait l'habitude de traduire, nous avons voulu être présents dans le débat ! (*Applaudissements.*) Nous voulons dire que l'opinion que nous avons représentée, nous continuerons d'essayer de la faire prévaloir, parce qu'elle représente, voyez-vous, justement, Bracke, ce que vous

disiez il y a quelques instants : la grosse majorité de tous ceux qui ne sont pas dans le Parti, mais qui devraient y être ; ce que Renaudel appelait autrefois « le coefficient électoral du Parti socialiste ».

J'ai entendu ce matin un magnifique discours de notre ami Paz, et je pourrais dire que j'y souscris entièrement. Nous ne sommes ni assez naïfs, ni si sots, pour penser que dans les circonstances que nous vivons, il est possible d'être simplement réformistes. Nous savons parfaitement qu'au jour où le Parti socialiste rentrera plus directement dans la bataille, sous une forme ou sous une autre, il trouvera en face de lui le capitalisme dressé et que pour briser ce capitalisme, il sera obligé d'employer tous les moyens d'action, même les plus révolutionnaires. (*Applaudissements.*)

Toutefois, je suis à mon tour, un peu « épouvanté ». Hier, j'ai vu le Congrès se lever, entonner l'*Internationale*, après qu'un orateur eut défendu une thèse invraisemblable, et à laquelle, personne, de sang-froid, ne pourrait s'arrêter. Je pensais à certaines scènes pareilles, ou semblables, que nous vîmes à Tours, en 1931, à la suite du discours de notre ami Georges Richard. On entonna aussi l'*Internationale* ; qu'est-il resté de cela ? Ces manifestations sont-elles de l'action révolutionnaire ? Nous ne le croyons pas.

Je m'inquiète devant de pareils emballements. Je ne veux prendre à partie personne, vous le savez bien, mais je vois Zyromski en face de moi, et des souvenirs me reviennent. Je ne les rappelle que pour marquer le trouble profond qui me semble être dans les esprits. Au dernier Conseil National, Zyromski disait : « Je me sens beaucoup plus près des communistes que de certains de vous. » Oh ! je sais bien qu'il pourrait triompher, puisqu'il y a le départ de Frossard, mais je sais aussi qu'il est trop honnête, intellectuellement, pour le faire. Car, que visait-il ? Il visait la direction d'esprit, le fond de la pensée des uns et des autres. Et je pourrais dire maintenant, en parlant des communistes, qu'ils sont beaucoup plus près de moi qu'ils ne sont près de notre ami ! (*Rires.*) J'ai l'impression, et c'est de cela que je me méfie, que dans cette sorte de

course échevelée, que certains font sur une route qu'ils croient très droite, ils sont allés si vite et les yeux à ce point fermés, qu'ils en sont arrivés à sauter, sans les voir, ceux après lesquels ils couraient. Et maintenant, ils scrutent l'horizon sur leur arrière et n'aperçoivent même pas les avant-gardes de ceux qu'ils avaient poursuivis ! C'est à peu près la situation.

Si je parle de cela, c'est qu'en vérité j'ai mes raisons. Vous sentez bien que si nous étions obligés, un jour, de faire le renversement prodigieux que vient d'opérer en quelques semaines le Parti communiste, il y aurait pour nous une impossibilité. Impossibilité qui est le fait de notre structure même, de notre conception même, de notre organisation démocratique, le fait que chez nous on discute de la base au sommet. Voyez, il n'y a eu dans le Parti communiste aucune réaction dans les troupes. C'est le signe d'une mentalité particulière et pour nous, préoccupante. Je n'ai point l'intention d'attaquer par ce biais l'unité d'action — je me félicite du nouvel état d'esprit — je veux dire simplement que l'automatisme des militants communistes, donne à ce parti une liberté de manœuvre que nous n'avons pas. En ce moment, ce sont eux qui, de plus en plus, apparaissent dans ce pays, comme les champions de la compréhension et du bon sens, dans la direction de la défense républicaine.

A la Fédération des gauches, les élus radicaux, qui donc applaudissaient-ils ? Oh ! ce n'étaient pas les orateurs socialistes ! Leurs applaudissements allaient surtout à Thorez. Manœuvre, sans doute ? C'est possible, quoique discutable. Ce qui est sérieux, c'est que ces approbations publiques d'élus bourgeois, n'handicapent aucunement le Parti communiste au regard des électeurs prolétariens. Malgré le retournement du Parti communiste, malgré que sur le terrain économique, il n'hésite pas à se contenter de réformes de surface, malgré que sur le terrain militaire il ait accepté d'emblée la thèse Staline, la population ouvrière parisienne et les masses travailleuses de la banlieue, dans les élections municipales dernières, ont donné la grosse majorité aux candidats communistes. Et cela, c'est un danger !

Et maintenant, j'en arrive à l'examen un peu plus précis de la question qui est soumise devant vous. Il est évident que lorsque mon Congrès fédéral s'est réuni, nous n'avons pas discuté de motions que nous n'avions pas. Mais depuis, parce que c'est mon devoir, j'ai essayé de les serrer d'un peu plus près, et c'est très rapidement le résultat de cette analyse que je veux porter devant vous.

Je ne cache pas que j'eusse désiré qu'avec plus de précision, on eût parlé de cette question parlementaire. J'ai écouté les orateurs qui se sont succédé depuis deux jours, et à part deux ou trois, il a semblé que l'on considérait l'action socialiste dans les assemblées comme un élément un peu insignifiant, désuet dans la bataille révolutionnaire que nous avons à mener.

C'est une erreur, une faute et vous le savez bien. Paul Faure avait raison de dire, hier, à cette tribune, que c'est encore, dans un pays comme le nôtre, en raison même de sa structure économique, autour de la bataille parlementaire que peut se développer le mieux la propagande socialiste, que le rayonnement et la puissance du socialisme peuvent le plus se manifester.

Des camarades penseront que nous aurions pu faire une motion pour défendre ce point de vue. Pourquoi ? Je vous ai dit que nous n'avions pas du tout l'intention de créer dans le Parti une tendance. Nous ne serons nullement gênés pour nous rallier à ce qui représentera le maximum de notre pensée. Nous ne croyons pas devoir discuter sur les têtes d'épingle ; nous ne voulons pas couper les cheveux en quatre, nous pensons que les distinguos sur les virgules ne sont pas dans le cadre même des événements qu'actuellement nous vivons. Et puis, permettez-moi de vous le dire, nous avons entendu si souvent des affirmations tranchantes et intransigeantes, que les faits ont démenties, que nous sommes revenus de bien des choses ! Si je voulais, je pourrais rappeler une foule de déclarations solennelles. Nous avons vu un des grands chefs de l'Internationale venir nous dire au moment même où notre Parti était déchiré par les questions de participation, que son Parti ayant fait l'expérience de la participation, ou du partage du pouvoir, ne la referait jamais. Vous

savez maintenant, je n'ai pas besoin d'insister, ce qu'il en est advenu !

Nous venons de vivre deux crises ministérielles, et notre ami Léon Blum, hier, a eu raison de mettre au courant le Congrès du détail des conversations. Maintenant, il n'est aucun des délégués qui ne sache exactement ce qui s'est passé. Courageusement, notre Président a fait ici, ce qu'il avait fait devant la C. A. P. Il a dit qu'il ne fallait pas juger l'action du Groupe parlementaire en dehors des événements et du milieu où elle se développe.

En dehors des événements, qui quelquefois vont très vite et vous poussent, alors que nous n'avons peut-être pas... — et alors je suis prêt, en effet, à penser comme lui — nous n'avons peut-être pas la structure qui corresponde à l'état révolutionnaire du moment, et puis le milieu, un milieu qui fait que notre Groupe parlementaire, sans pouvoir imposer sa loi à la majorité, ne peut pas prendre une position quelle qu'elle soit, sans qu'il en résulte une situation politique différente.

C'est notre Président, qui devant la C. A. P., et je considère que c'est là un élément important de notre discussion, c'est notre Président qui disait qu'il y avait dans le groupe radical depuis quelque temps, un nouvel état d'esprit, comme un sentiment de mutinerie des élus moyens contre l'esprit tortueux des chefs. Je vous demande si la doctrine nous empêche de mettre à profit un état de choses et d'en tirer parlementairement parti au bénéfice de notre action générale ?

J'ai, l'autre jour, senti quelque chose dont je veux faire part au Congrès (je voudrais que, plus spécialement, Blum m'entendit). A l'occasion des débats qui ont précédé la chute du ministère Flandin, notre Président fit un discours précis et vigoureux, qui obtint de la Chambre un grand succès. Je puis dire que j'ai rarement vu les élus radicaux applaudir de pareille façon notre orateur.

Mais je veux lui dire aussi que pour ceux qui observaient — et quelquefois j'observe — il a semblé que tout à coup une sorte de malaise avait pesé sur ce succès oratoire. On pouvait deviner sur tous ces visages qui, passionnément, étaient tendus vers notre porte-parole, une espèce

d'interrogatoire muet : « D'accord, nous allons renverser le gouvernement, ce gouvernement dont vous avez dénoncé la carence, incapable de faire quoi que ce soit ; nous allons le renverser ! Et puis après ? Allez-vous, comme par le passé, vous réfugier dans votre doctrine ? Vous contenterez-vous de juger et d'accuser les coups ? » Mais en ce cas, c'est le développement de la crise, c'est le fascisme qui reprendra du poil de la bête, car vous savez que toute manifestation de l'impuissance parlementaire est un aliment pour le fascisme. Voilà ce que me semblaient crier des hommes qui, pourtant, applaudissaient Blum. Ce n'est pas nouveau, c'est ce qui pèse sur tous nos débats au Parlement, c'est le malaise de cette législature.

Vous me direz : « Mais la preuve est faite, maintenant ». C'est vrai, je ne veux laisser au Groupe aucune responsabilité dans l'échec des efforts récents que nous avons tentés. Nous avons fait plus et le reste ! Mais ce que je veux dire, et je dis toujours toute ma pensée, c'est que du fait des choses passées, il reste... comment dirai-je ? dans l'esprit des uns et des autres, comme un sentiment d'incertitude sur la décision que finalement nous prendrons en fin de discussion. C'est ce qui facilite la manœuvre de ces chefs radicaux, lesquels sont surtout préoccupés d'entretenir la confusion.

Eh bien, je voudrais que dans la motion qui sortira de ces débats, on tienne compte de cela. Je voudrais que le Parti socialiste dise nettement : « Nous n'avons jamais reculé devant les responsabilités, et plus que jamais nous sommes prêts, devant la situation exceptionnelle et révolutionnaire, à en prendre notre charge. Voilà les programmes minimum qui conditionnent notre entrée dans les Conseils gouvernementaux. »

Si je pousse plus loin l'analyse de la motion Paul Faure-Lebas-Séverac, je remarque que nos amis entendent défendre les conquêtes sociales en ce jour réalisées, mais se préoccupent aussi d'en ajouter de nouvelles. Je me permets de penser que c'est là une seule et unique question. Nous en sommes arrivés à une phase de la bataille engagée entre le capitalisme et le travail, qui fait qu'il n'est plus maintenant possible de stabiliser le champ de combat.

Ou nous élargirons nos conquêtes, ou nous régresserons, et ce sera notre défaite. Vous savez quelles seront les conséquences de celle-là ? Eh bien, pour nous, il semble qu'il n'est qu'une façon d'envisager le problème. Il faut prendre l'offensive. On ne peut concevoir, actuellement, que cette attitude, et je dis qu'elle se tient tout entière dans ce mot : Oser, ne pas avoir peur de renverser, si besoin est, les vieilles idoles et les vieilles traditions ; oser, oser toujours ! c'est là le secret de l'action de demain. Et c'est dans cette action que je demande au Parti socialiste de vouloir bien s'engager.

Je m'excuse, j'aurais bien d'autres choses à dire, mais peut-être mon temps de parole commence-t-il à s'épuiser. J'ai, sous les yeux, une déclaration du citoyen Marcel Cachin ; voyez, je n'ai pas peur de me compromettre, je peux la faire mienne. La voilà :

Ni sectaires, ni opportunistes, les communistes sont des révolutionnaires qui savent comprendre la vie mouvante et conservant sans cesse leurs idées directrices, ils savent adapter leur action aux nécessités de l'heure. Nous sommes un parti attaché à la vie, et nous n'avons pas pour symbole le pilier stérile. Le pire péril serait l'immobilisme !

Dans le plan qui nous a été soumis par nos amis, j'y perçois une préoccupation des classes moyennes, qui sont nombreuses, dit-on, et dont l'influence peut être encore grande. Je me félicite que l'on rejoigne ici une opinion que nous avons cherché souvent à faire admettre. Je voudrais demander à nos amis que l'on parlât d'une façon plus précise des classes paysannes. Parce que, pour la plupart, ces classes paysannes sont composées de petits possédants ayant entre les mains leurs moyens de production et d'échange, nos adversaires ne manquent jamais d'essayer de créer une confusion, à savoir que le socialisme, demain, toucherait à leur situation personnelle. Il faut dire que cela n'est pas. La neutralité des classes paysannes ne nous est pas suffisante. Je pense qu'il faut absolument, si vous voulez faire triompher le socialisme dans ce pays, il faut non seulement ne pas les avoir contre nous, mais il faut les avoir encore à nos côtés. Il n'est pas possible de concevoir la victoire de notre Parti, en France, sans l'appui effectif des classes paysannes.

Ainsi, tous les moyens et y compris les moyens légaux, ça ne signifie pas que nous nous associerons à une quelconque politique du pire. Le socialisme n'a jamais pensé bâtir dans la misère, ou dans le désordre. Cela ne signifie pas non plus — et vous sentez bien que je touche là une corde sensible dans l'actualité des problèmes — qu'il se solidariserait à une sorte de défaitisme révolutionnaire, ni à une quelconque politique de « militarisme également révolutionnaire ». J'entends bien « politique militariste révolutionnaire », et je tiens à déclarer nettement que les propos de Staline ne m'ont nullement influencé. Je veux espérer, quel que soit le désir du Congrès de rechercher l'accord avec le Parti communiste, que mon réflexe aura été celui de la presque unanimité de nos militants.

Je n'ai pas compris les réserves de certains devant les déclarations de notre camarade Blum à la tribune de la Chambre. Blum avait dit : Devant l'agression justifiée de l'Allemagne hitlérienne « la classe ouvrière se lèverait comme un seul homme ». Il était resté dans la tradition du Parti socialiste. C'est la position définie par nos assises régulières. Si le Parti n'est plus d'accord, il faut que, par un congrès, il le dise. En ce qui nous concerne, nous approuvons les paroles de Blum et nous proclamons, tout aussi nettement, qu'en face d'un gouvernement de proie, en face d'un gouvernement qui refuserait de s'incliner devant l'arbitrage ou même de recourir à l'arbitrage (c'est, je crois, la déclaration textuelle de l'*Armée Nouvelle*), la révolution devient pour le prolétariat, un devoir sacré.

Quelques mots encore, et j'en ai terminé ; ce sont des observations qui portent sur le rapport entre deux motions (celle dont j'ai parlé et celle de la *Bataille*). Je constate qu'il n'y a pas, dans une motion, toujours ce que l'on vient expliquer à la tribune. Mais il faut les prendre telles qu'elles sont avec leur texte. Je lis, sous la signature de Marceau Pivert, de Zyromski et de plusieurs autres camarades, ce qui suit :

L'armement général du Peuple, conçu comme moyen révolutionnaire, repose avant tout sur la jonction des prolétaires soldats, maîtres des casernes, des arsenaux, des navires, à des prolétaires maîtres de la rue, des chantiers, des usines,

jonction qui doit être la résultante d'une propagande systématique conduite sur plusieurs plans, dans tous les milieux, et sachant combiner la force externe de la pénétration, avec sa résonance et le résonnement extérieur.

Eh bien, je veux dire à nos amis qu'aussi bien je reconnais l'intérêt d'une organisation défensive, qu'aussi bien je conçois, pour cette organisation, le maximum de discipline, autant je crois condamnable tout ce qui peut avoir un caractère de la nature qu'on devine, sans peine, sous les phrases de leur motion.

Je m'explique : Je me refuse absolument — et c'est, j'en suis certain, l'opinion de la majorité du Parti — à cautionner une action que je considère comme une politique d'aventure, comme une politique de folie.

Je dis que le socialisme ne doit pas prendre la responsabilité de conduire nos jeunes soldats devant les Conseils de guerre. Je dis que le socialisme ne doit pas se faire le propagandiste moral de l'action clandestine. Je dis qu'il n'a pas le droit d'entretenir cette espèce d'illusion, que, peut-être, les fusils ne partiraient pas !

Oui, je ne méconnais pas l'importance de la question, sur le plan révolutionnaire. Je sais que l'armée, c'est le grand inconnu. Que nous développiions notre propagande dans la jeunesse, que nous nous efforcions de créer ce sentiment d'enthousiasme qui la porterait, s'il le fallait, avec nous, dans la rue, pour la bataille de la rue ; que nous leur inculquions toujours plus la conception de leur devoir de classe et de leur devoir humain, ça, d'accord ! Mais nous n'avons pas le droit de faire de tous ces jeunes des victimes ; nous n'avons pas le droit de les égarer sur certain chemin. Nous disons qu'humainement, et pour le socialisme, il faut protéger cette force d'avenir, qu'il faut la défendre contre les excès d'un tempérament ardent, plutôt que de l'exciter inconsidérément. Et reprenant mon opinion, je déclare que c'est au gouvernement, et au gouvernement mieux qu'ailleurs, que nous défendrons le prolétariat contre les attaques qui peuvent venir du fascisme ! C'est au gouvernement, et au gouvernement seulement, que nous pourrions pénétrer l'armée, que vous pourrez surtout en vérifier les cadres.

Vous avez écrit : « Prendre le pouvoir ». Prendre le pouvoir, mais comment ? Il n'y a que deux moyens de prendre le pouvoir : il y a la politique de la majorité au Parlement, et il y a la politique de la force dans la rue.

La politique de la majorité ? Votre texte contient des formules qui laissent croire à votre scepticisme pour cette éventualité. Ce serait une dangereuse illusion, affirmez-vous, que de compter, pour entrer dans la réalisation des changements envisagés, sur une occupation partielle, ou occasionnelle du pouvoir, soit sous forme de participation, soit sous forme de gouvernement de minorité. Vous voulez attendre l'heure où la classe ouvrière se sentira victorieuse. Je serais curieux que vous me disiez comment et à quel moment, la classe ouvrière saura cette heure venue ! Si vous avez, comme nous, l'opinion arrêtée que la crise crée le fascisme, entretient le fascisme ; si vous voulez conquérir la majorité, vous savez bien que vous ne pouvez pas d'abord vous désintéresser des problèmes économiques ; mais pour les résoudre ou même pour enrayer la montée croissante du chômage et de la misère, il faut imposer nos solutions. Est-il un meilleur moyen que le pouvoir ? Je ne le crois pas.

Je m'excuse, j'en termine. Mon désir est que l'on prenne garde. Notre position m'apparaît excessivement délicate. Les événements peuvent rapidement s'aggraver ; ils peuvent mettre en danger les institutions républicaines, évitons que les communistes eux-mêmes ne nous dénoncent comme des hommes qui n'ayant pas su comprendre, ont dans leur obstination, desservi l'intérêt du prolétariat et l'intérêt général.

Ce que sera demain ? Pour mon compte je n'en sais rien. La vie se précipite. Qui donc aurait dit, il y a six mois, que nous entendrions dans la bouche des communistes, le langage qu'ils tiennent aujourd'hui ? Je ne les blâme pas. Je n'ai jamais craint et repoussé un effort sincère dans la voie de l'unité organique, pour la plus large unité possible ; un effort qui rassemblerait dans les organismes syndicaux toutes les forces du travail, un effort aussi dans tous les sens. Les heures qui viennent peuvent aussi nous jeter dans l'action gouvernementale. Ne nous

fermons aucune direction. L'impossibilité d'aujourd'hui sera peut-être la nécessité de demain.

Oui, vous avez à prendre une décision qui peut être grosse de conséquences. Je ne crois pas que le texte qui sortira de nos débats, sera seulement une motion qui s'ajoutera à d'autres motions ; c'est peut-être une nouvelle histoire sociale qui commence. Ne traitez donc pas par le silence cette question de l'exercice du pouvoir. Ceux qui croient qu'en cet instant j'essaye de ressusciter une morte, ceux-là ne me comprennent pas. Nous ne pensons pas à la distribution rituelle des portefeuilles dans la seule ambiance parlementaire. Nous ne pensons pas au dosage désuet des rapports entre groupes. Nous pensons au choc psychologique dont on parle si souvent. Vous parlez de rassembler, vous voulez souder autour de vous et vous le pourriez, et vous pourriez être le pivot et l'animateur de cette force, toutes les classes qui souffrent, aussi bien les classes prolétariennes que les classes moyennes ; il faut que vous déclariez que vous ne reculerez devant aucune éventualité.

Depuis vendredi soir, vos élus n'ont plus rien à faire au Parlement ! Ils n'ont pas à couvrir cette espèce de comédie ridicule qui consiste à sauver la face d'un régime parlementaire qui s'est, en quelque sorte, abandonné. (*Applaudissements.*) Il faut aller dans le pays, il faut organiser des grands meetings, il faut soulever les masses contre la dictature de l'argent. Mais pour trouver un écho profond, il est bon aussi que vous proclamiez bien clair que vous ne craignez rien, que vous êtes prêts à prendre votre part de charges pour un programme précis. Voilà l'élément dynamique que vous cherchez ! Oui, il faut dire que vous irez au pouvoir, pour agir, pour prendre aux épaules les hésitants, pour saisir au collet les coquins. Si vous faites cela, je suis certain que vous aurez avancé l'heure du socialisme ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Grumbach.

GRUMBACH (Haut-Rhin). — Camarades, si l'on avait le droit de choisir parmi les discours prononcés au cours du débat, pour demander aux orateurs de permettre de

considérer leurs discours comme des préfaces de celui qu'on a l'intention de prononcer, je demanderais à Maurice Paz et à Briche de bien vouloir me permettre de considérer leurs discours comme des préfaces avec lesquelles je suis, dans le fond, d'accord : Maurice Paz, qui est déjà entré dans la maison, et qui essaye de nous définir avec clarté et précision ce qu'il croit nécessaire pour commencer l'action gouvernementale même ; et Briche qui, dans un discours qui m'a donné non seulement une satisfaction intellectuelle, mais une joie physique, nous a montré comment il faut balayer devant nous toute la route d'obstacles, pour arriver à amener toute la masse à la porte même du sanctuaire.

Je ne reviendrai pas sur tout ce qu'ils ont dit. Je sais que j'ai vingt minutes à ma disposition, et je veux me souvenir que le sujet que nous discutons s'appelle la lutte contre la crise et pour la prise du pouvoir. Il y a des orateurs qui l'avaient oublié !

Je veux uniquement ajouter quelques réflexions à tout ce qui a été dit, sans avoir la prétention d'épuiser un seul des points que je toucherai.

Rappelons d'abord que ce débat n'est pas d'aujourd'hui ; ceux qui veulent se plonger dans la littérature socialiste d'il y a trente, quarante ou cinquante ans, pourront trouver des argumentations d'un grand intérêt, et constateront ainsi que le problème a toujours existé, que les circonstances ont changé, que les arguments sont toujours revenus et que les mêmes arguments n'ont pas toujours eu le même effet : prise du pouvoir, participation au pouvoir, partage du pouvoir. Il y a des différences. Nous sommes tous d'accord pour dire que ce n'est que la prise totale du pouvoir qui nous permettra de réaliser le socialisme. Nous ne sommes plus tous d'accord, lorsque nous posons la question : Faut-il attendre le moment où la prise totale de tout le pouvoir est possible, avant d'assumer des responsabilités gouvernementales ? Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a des différences fondamentales entre participation, qui veut dire accepter quelque chose que d'autres offrent, et prise de quelque chose, ce qui veut dire prendre quelque chose que les autres refusent.

Nous sommes d'accord pour dire que durant cette période transitoire qui va de la journée d'aujourd'hui, au jour où nous pourrions prendre tout le pouvoir, il faut faire quelque chose. Nous ne sommes plus d'accord pour dire exactement quoi. Nous sommes tous d'accord pour sentir les difficultés qu'accumule la période transitoire, et les problèmes délicats qu'il s'agit de résoudre précisément pendant cette période transitoire.

Je pense que le planisme — ce qu'on appelle le planisme — est l'expression même d'une part des inquiétudes provoquées par la période transitoire, et du besoin de ne pas rester inactif, du désir de vouloir faire dès maintenant quelque chose qui prépare demain la prise du pouvoir. Lorsque j'ai entendu, l'autre soir, le polytechnicien Moch, moi qui ne suis point fort en mathématiques, à certains moments je me disais : Tout le problème n'est pas posé, et j'ai senti plus que jamais que mes relations avec le planisme sont les suivantes : je suis ou au-dessus ou au-dessous, et j'ai le désir de prendre dans tous les plans ce qui me paraît utile à la propagande générale et à la lutte socialiste.

Ensuite, il y a la question de pouvoir.

Hier, dans un petit cercle, un des délégués de l'Internationale, ici présent, posait subitement cette question : « Le pouvoir ? Qu'est-ce que c'est, le pouvoir ? » Moi j'ajoute : « Est-ce que M. Flandin, qui était président du Conseil, a eu le pouvoir, au moment où à côté de lui la Banque de France a pu paralyser toute son action ? » Est-ce que la formule (qui a pu être exacte autrefois) : « le pouvoir, c'est la direction de la machine politique », suffit encore ? Certes, non ! Aujourd'hui, plus clairement que jamais, on peut le dire, le pouvoir c'est la maîtrise totale, non seulement de la machinerie politique, mais de la machinerie économique ! Combien le problème devient plus complexe, même pour la participation au pouvoir, même pour la prise du pouvoir !

Je suis, moi, parmi ceux qu'on a appelés les « participationnistes ». J'ai appris beaucoup de choses, comme tout le monde ! Je peux reconnaître, aujourd'hui, des

erreurs que nous aurions pu commettre, si on nous avait laissé faire ; mais je dis : « Ce passé n'a plus d'importance que dans la mesure où nous pouvons en apprendre quelque chose, les uns et les autres. »

Aujourd'hui, en présence de la situation telle qu'elle est, nous essayons de voir ce qui est nouveau, ce que tout le monde a dénoncé : l'existence de ce qu'on appelle d'une façon plus ou moins exacte, le fascisme, c'est-à-dire l'existence de cette volonté d'une grande partie de la bourgeoisie d'étrangler la démocratie au moment où cette démocratie, par son libre jeu, pourrait donner la victoire au prolétariat :

Lorsque Karl Marx a parlé, sur le plan économique, des armées de réserve du prolétariat, il a prévu, il y a soixante ou soixante-dix ans, que par son développement technique, le capitalisme créera un jour des armées de chômeurs que la réaction pourrait utiliser ; mais je ne crois pas qu'il ait prévu que ce développement irait jusqu'au point où ces prolétaires exploités, victimes du régime, deviendraient l'armée de choc de la contre-révolution victorieuse, comme ça été le cas dans tous les pays où le fascisme a remporté la victoire ?

Le fascisme est la nouveauté négative de la réalité actuelle. Mais n'existe-t-il pas aussi une nouveauté positive ? Il n'y a, aujourd'hui, plus personne au monde qui puisse croire que le capitalisme lui-même soit viable ! Et c'est d'une importance capitale pour cette propagande dont Briche nous a parlé avec tant d'éloquence. Or, un grand fait apparaît à côté de l'effondrement du capitalisme : c'est qu'il existe un pays, un pays immense, où il y a un commencement de réalisation du socialisme, et où la preuve est matériellement fournie qu'on peut organiser la grande production par l'élimination totale de tout profit privé. C'est l'U. R. S. S. ! Et quelles que soient les divergences qui, hélas ! à la suite de la scission dans la classe ouvrière — scission, dont nous, socialistes, avons mille fois raison de répéter toujours que nous n'en sommes pas responsables — quelles que soient les divergences qui ont existé entre socialistes et communistes, entre deuxième et troisième Internationales, les socialistes ont

eu raison de dire qu'ils ne confondront pas le mouvement communiste occidental avec ceux qui l'ont créé réellement, du point de vue construction socialiste, dans la Russie soviétique !

Et je dis que cela aussi est pour nous un argument d'une grande force, en vue de cette prise du pouvoir qui n'est que l'œuvre de demain, car comme on l'a dit, la situation ici, n'est pas mûre ; c'est Moch qui, en examinant rapidement la situation, a déclaré que la décomposition économique dans tous les pays n'est pas encore arrivée au point où l'effondrement des classes régnautes apparaît inévitable. En effet, c'est le cas !

Et en examinant les différents pays, nous constatons que la situation est partout différente, quelle que soit la ressemblance, dans les grandes lignes, de la crise ? Cela peut amener les différents Partis socialistes à avoir des attitudes différentes. Et c'est là l'explication réelle de tout ce qui s'est passé, au cours des dernières années, et dans les pays où le socialisme s'est effondré en tant qu'organisation politique, et dans le pays où le socialisme peut être amené à assumer des responsabilités qui paraissent presque en contradiction avec une certaine doctrine qu'il a défendue : je nomme le Parti belge, dont tout le monde sait que l'âme socialiste, jamais, ne pourra disparaître de lui, quelles que soient les responsabilités qu'il assume actuellement ! (*Applaudissements.*)

Lorsque j'ai entendu, dans les discussions sur la prise du pouvoir, l'ami Zyromski citer l'exemple de l'Allemagne pour dire : « Voilà comment il ne faut pas faire », je dis naturellement : « Voilà comment il ne faut pas faire. » Mais l'explication n'était pas marxiste ; ce ne sont pas les méthodes politiques et techniques qui ont, tout bien considéré, provoqué l'effondrement de la social-démocratie. L'effondrement de la République démocratique allemande s'explique par l'effondrement de tout son système économique et par l'existence, durant de longues années, d'une armée de six à sept millions de chômeurs, parmi lesquels trois ou quatre millions de jeunes démoralisés. Plus rien ne peut tenir en présence d'une catastrophe pareille. Et si, en France, sans avoir jamais participé,

sans avoir connu une crise de ce genre, nous avons, durant des années, des millions de chômeurs, le fascisme, qui peut se permettre d'avoir des formules démagogiques que nous ne devons ni ne pouvons proposer à l'opinion publique, remporterait la victoire. Si ton explication, Zyromski, valait pour l'Allemagne, ce qui s'est passé en Autriche ne s'expliquerait plus. En Autriche, les socialistes n'ont pas participé, et la prise de pouvoir a été rendue impossible malgré une organisation formidable, malgré un armement du prolétariat poussé plus en avant qu'on ne l'a jamais dit publiquement. Ainsi, on constate : d'un côté, participation et effondrement ; de l'autre côté, non-participation et effondrement. Et qui sait si, dans le cas où nos camarades d'Autriche auraient participé à un certain moment, l'effondrement aurait eu lieu ? Je dis cela, non pas pour faire de la polémique — la polémique n'a plus aucun intérêt, selon moi — mais parce que nous avons tous le devoir de chercher dans l'événement d'hier l'enseignement pour demain.

Il y a des pays où, par exemple, comme en Tchécoslovaquie, la social-démocratie, membre de notre Internationale, participe au pouvoir sans interruption, avec d'autres partis, ce qui ne l'a pas empêchée, aux dernières élections, de gagner de nouveau cent mille voix ! Il y a des partis qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles, comme notre Parti frère belge, dont je n'ai pas à juger l'expérience qu'il fait, et auquel je souhaite le plus grand succès, mais qui également fournit la preuve combien les situations varient. Il y a l'Angleterre, où demain le Labour Party devra être prêt à assumer les responsabilités du pouvoir dans des conditions tout à fait différentes de celles que nous connaissons. Je sais qu'il faudra avoir, au cours des années à venir, beaucoup de compréhension internationale pour saisir les raisons qui font agir les uns et les autres. Et je dis qu'il faut que la confiance règne, et qu'il faut que la masse ait confiance dans les chefs et que les différentes sections aient confiance entre elles. Et que ceux-là commettent un crime, qui au sein des différents partis et toujours dans la lutte pour la prise du pouvoir futur, essayent de tuer la confiance de la masse dans les chefs ; et que ceux-là aussi

commettent un crime, qui essayent de tuer la confiance entre les diverses sections de l'Internationale !

En tout cas, que ce soit une prise partielle du pouvoir, que ce soit la prise totale, dans des circonstances qui n'existent pas encore dans la plupart des pays, il faudra que soit remplie une condition préalable : Il faut que la situation économique dans les pays où la classe ouvrière et le socialisme s'appêtent à prendre le pouvoir, soit telle que la classe régnante ait perdu sa propre base. Il faut, pour la période transitoire, organiser, préparer, vouloir la collaboration la plus étroite entre l'organisation politique et l'organisation syndicale. Je passe là-dessus, mais je dis qu'à cet égard, en France, énormément de choses restent à faire.

Comment voulez-vous sérieusement envisager une prise du pouvoir, même partielle, si une partie de la classe ouvrière peut craindre une attaque par une autre partie de la classe ouvrière ? Lorsque j'ai entendu Zyromski, la semaine passée, à une des réunions du Groupe parlementaire, déclarer que le problème du bloc des gauches et le problème même d'un exercice partiel du pouvoir, se posaient autrement selon que le prolétariat serait divisé ou uni, et selon que les communistes marcheraient avec nous ou non, j'ai bien compris, et je sens que le problème se pose en effet différemment dans les deux cas. Et au moment où le Parti communiste a montré que lui aussi est assujéti aux lois du développement et de l'évolution, j'exprime l'espoir que soit réalisée cette condition essentielle, cette condition vitale pour une bataille de la classe ouvrière qu'est son unité organique. Et j'ajoute que cette unité, elle ne doit pas se faire, et ne se fera pas uniquement dans le cadre national. Elle ne sera possible, sincère, loyale, que dans le cadre international, et c'est pour cela que Lebas a raison de répéter toujours que l'unité organique est notre véritable revendication et que l'unité d'action toute seule peut être une source de duperie, d'erreur et de désillusion.

Il faudrait naturellement, envisager beaucoup de choses, mais Léon Blum me rappelle que mon temps est révolu. Les temps sont révolus, pour les orateurs ; hélas ! ils

ne le sont pas encore pour les partis. J'ai, moi, confiance dans l'avenir ; je me rends compte des montagnes d'obstacles qu'il s'agira encore de vaincre. Mais je suis persuadé que l'incapacité du capitalisme même et l'avance des organisations socialistes, malgré le triomphe du fascisme dans les différents pays, nous donnent la garantie intérieure et la sécurité extérieure d'une victoire du socialisme. La date ? Qui serait capable de la fixer ? Mais l'essentiel est de pouvoir, aujourd'hui, être intérieurement, profondément convaincu que le socialisme n'est pas seulement une doctrine, que le socialisme n'est pas seulement une promesse, que le socialisme n'est pas seulement un idéal irréalisable, mais que tout, autour de nous, nous appelle à le réaliser ; à nous d'y pousser, pour aboutir à cette prise du pouvoir, avant la réalisation de laquelle nous aurons à combattre, à lutter, à supporter des désillusions, à prouver notre courage, à faire appel aux jeunesse, pour continuer notre œuvre.

Mais pour moi, personnellement, j'émetts maintenant l'espoir que je verrai encore non seulement à l'Est de l'Europe, mais dans d'autres pays, l'organisation du socialisme (et avec moi je veux bien prendre, parce qu'il m'interrompt, cet autre jeune homme qui s'appelle Bracke), si nous savons agir comme les circonstances l'exigent, sans nous laisser emporter soit par des formules démagogiques, romantiques, révolutionnaires, mais en sachant que c'est dans l'examen des faits, avec courage et vérité que nous trouverons les forces qui nous permettront de continuer !
(*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Naville.

NAVILLE (Seine). — Camarades, je voudrais très brièvement répondre à des questions qui ont été posées dans le cours de la discussion, en particulier par Zyromski, lorsqu'il a demandé que soit pris en considération, à la Commission des résolutions, un texte qui prévoit, en fonction de la crise gouvernementale actuelle, la constitution d'un gouvernement appuyé sur les partis ouvriers, qui se montre capable, dans le développement des événements pro-

chains, de se substituer au gouvernement bourgeois défaillant.

Et du même coup, je voudrais répondre aussi à la question de Léon Blum, qui déclarait à juste titre qu'il ne suffit pas, à l'aide de citations ou d'appels, de dissertar en général sur le sens de la prise du pouvoir, mais qu'il est nécessaire de donner des directives immédiates ou tout au moins les cadres à l'intérieur desquels les directives doivent être appliquées par le Parti, en vue des crises inévitables à l'intérieur du système gouvernemental bourgeois actuel.

Première question : Est-ce que quelqu'un peut croire, ici, parmi les représentants de la classe ouvrière, d'une partie de la classe ouvrière, que nous pouvons après les expériences connues d'Amérique, de Belgique, aujourd'hui, et de quelques autres pays, remédier à la crise, et par voie de conséquence, faire disparaître la base de croissance du fascisme, uniquement en apportant des solutions partielles à ces maux qui agitent la grande majorité de la population du pays ?

Non ! A l'heure actuelle, nous sommes entraînés dans une situation qui fait qu'en France, pour ne pas déborder ce cadre, le problème de la dévaluation de la monnaie, reflétant toutes les contradictions économiques de notre régime, se pose comme une question brûlante, se pose comme la question centrale, l'axe décisif, autour duquel non seulement dans les semaines passées, mais à coup sûr dans les semaines prochaines, ou dans les mois prochains, toute l'évolution des classes principales du pays va se dérouler.

Comment faut-il aborder ce problème ?

Camarades, il faut dire notre opinion (et vous devez chacun dire la vôtre à ce sujet) : la dévaluation, en tant qu'elle servira dans la période prochaine, les intérêts du capitalisme, toutefois des fractions dirigeantes du capitalisme, dans la période actuelle, est inévitable. Comme ce sont les capitalistes qui dirigent et organisent, à l'heure actuelle, ce mouvement, ils feront ou laisseront faire la dévaluation. Alors pour nous, le problème est le suivant : Comment, à la fois, nous opposer à la tentative actuelle

de faire précéder la dévaluation de la monnaie d'une phase de compression plus vigoureuse, en résistant du même coup à la phase ultérieure de dévaluation ?

La question, camarades, n'est pas pour nous, uniquement, de savoir comment nous préserverons le titre de rente du rentier, ou même le pouvoir d'achat du billet de cent francs, tel qu'il est à l'heure actuelle. Le problème, pour nous socialistes, si nous voulons poser, précisément, à la valeur de la conjoncture actuelle le problème de la transformation sociale, c'est de savoir comment nous pourrions aider le rentier d'aujourd'hui, ou le fonctionnaire, ou le paysan, ou le travailleur, à se fournir les objets, les produits, la masse de consommation dont il a besoin. Car, on vit grâce aux produits, aux objets, et non grâce à la monnaie qui, elle, ne sert que de moyen d'échange.

Or, camarades, c'est cela que les classes exploitées attendent de nous aujourd'hui, en particulier la classe payanne. Elles n'attendent pas uniquement que nous leur donnions tant et tant de billets, tant et tant de signes monétaires ; elles attendent la possibilité de se dégager au contraire de l'emprise de ce réseau tout à fait complexe que constitue le système monétaire et le système bancaire, qui y est lié, qui les enserme avec toutes ses conséquences ; et ce qu'elles veulent, c'est la possibilité d'échapper aux impôts, aux hypothèques, d'échapper à ces mille pressions de pouvoir, vivre c'est-à-dire d'absorber et de produire des produits. (*Applaudissements.*)

Voyez-vous, si à l'heure actuelle, on peut dire que nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire, quoi que certains camarades puissent en penser, c'est justement parce que non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans la petite bourgeoisie, se font sentir des mouvements d'inquiétude très vastes, qui peuvent les porter aussi bien dans certaines circonstances du côté du fascisme, que dans d'autres, de notre côté ; c'est parce que précisément nous savons très bien que le sort de la lutte se décidera entre le prolétariat et la bourgeoisie, selon la position que prendront ces masses de couches moyennes

exploitées à différents titres, et qui se trouvent dans notre pays comme la masse numériquement la plus importante.

Les paysans opprimés et pauvres, par exemple, n'attendent pas de nous, aujourd'hui, exclusivement des propositions de constitution d'un Office central du blé, ou telle ou telle mesure partielle qui peut aider régionalement ou même nationalement. Ce qu'ils attendent, c'est que nous leur apportions dans le cadre de nos décisions générales socialistes, la possibilité de sortir de la situation qui leur est faite en tant que classe exploitée. Et cela, à nos yeux, n'est possible qu'à travers un plan d'ensemble qui donnera la possibilité à la petite bourgeoisie de venir appuyer le prolétariat dans l'offensive.

En même temps, nous observons que le pouvoir bourgeois est ébranlé. La dernière crise, ces huit jours d'agitation parlementaire, ont manifesté très clairement que non seulement à nos yeux, non seulement aux yeux de la classe ouvrière, mais aux yeux même des clans dirigeants du grand capital, il n'y a plus d'issue stable, sérieuse, possible à l'intérieur du Parlement. Et j'entends : pas seulement du Parlement actuel, pas seulement de la Chambre élue dans les dernières élections, mais en général, de cette machinerie démocratique parlementaire qui ne peut plus satisfaire, aujourd'hui, ni le grand capitalisme, qui a besoin d'autres instruments d'oppression, ni la classe ouvrière qui, de longue date, sait qu'elle ne pourra pas s'appuyer sur le Parlement, pour remplir sa tâche historique. (*Applaudissements.*)

Par conséquent, le problème du pouvoir se pose aujourd'hui sur un terrain extra-parlementaire avant tout. Nous ne sommes pas pour le boycottage du Parlement. Nous ne sommes pas pour la retraite sur l'Aventin ; nous sommes pour l'utilisation du Parlement, mais uniquement une utilisation dérivée, car nous savons que la bataille décisive ne se livre pas dans les couloirs de la Chambre, ni dans les Commissions de la Chambre, mais se livre dans le pays entre les classes qui se heurtent sur un terrain qui s'étend depuis les discussions de masses, jusqu'à l'entraînement dans les manifestations, jusqu'à l'affirmation des volontés à travers les multiples organismes que les

travailleurs peuvent construire dans une période comme la période actuelle, jusqu'aux batailles de rues.

Le programme, la base de cette agitation dans la masse, la base d'une action de grève absolument indispensable, eh bien, nous sommes tout à fait de cet avis qu'il en existe des éléments, en partie dans le plan de la C.G.T., en partie dans les anciens cahiers de Huyghens. Nous-mêmes avons ramassé dans une résolution, un ensemble de revendications placées sous le signe du contrôle de la classe prolétarienne, sur les moyens de production de la classe bourgeoise qui les possède à l'heure actuelle, qui constituent un pôle de rassemblement. Nous estimons qu'il ne s'agit pas là de découvertes à faire. Il s'agit de vérités qui sont conçues profondément, déjà, dans la classe ouvrière, ou tout au moins dans son avant-garde.

Mais ce qu'il faut, c'est les mettre en action ! Il nous faut des organismes correspondants à la volonté de mettre en action, de réaliser ce programme socialiste, et vous le savez fort bien, ou toutefois je crois que dans ce Congrès la plupart des camarades le savent fort bien, ça n'est pas par l'intermédiaire d'un gouvernement organisé, conçu, développé dans les cadres du fonctionnement du Parlement actuel, que nous y parviendrons. Nous savons fort bien, l'expérience historique, celle de la grande Révolution française aussi bien que celle de la Révolution russe nous l'ont montré, que la classe qui veut conquérir le pouvoir — car il s'agit d'une question de classes, et non pas d'une question de souveraineté nationale, formule vague et faussé, qui embrasse les classes à l'égal les unes des autres — nous savons très bien, parce que l'expérience historique l'a montré, que la classe qui veut prendre le pouvoir, doit construire au travers de la lutte, progressivement, ses propres organisations de pouvoir, ses propres formes de pouvoir.

En Russie soviétique, ce sont les Soviets qui ont donné cette forme. Ici, nous devons trouver ces mêmes formes.

Le camarade Briche, qui a été salué déjà d'autre part, a dit à ce sujet des choses qui reflètent le sentiment de la classe ouvrière, non seulement dans sa région, mais dans le pays tout entier, et qui s'est manifesté avec une grande

force, au printemps dernier, après le putsch du 6 février. Vous avez senti, à travers tout le pays, que les rassemblements n'avaient pas le caractère simplement de meetings, de réunions d'agitation, où les travailleurs viennent écouter un point de vue et un autre, et se disent : « Nous reverrons un beau meeting dans deux mois. » Vous avez senti que les différents éléments des classes exploitées avaient tendance à se réunir sur la base de Comités locaux, ou d'entreprises avec un certain système de permanence, avec une certaine volonté de faire croître ainsi, peu à peu, des conditions mêmes de leur exploitation et de leur lutte, des organismes qui pas à pas, en avant, avec l'énergie nécessaire, deviendraient cet embryon du pouvoir de la classe ouvrière, hors de laquelle il n'est pas de salut, dans la période actuelle ! (*Applaudissements.*)

La classe ouvrière, la classe paysanne exploitée, la classe des petites bourgeoisies moyennes exploitées, n'ont plus confiance dans le Parlement. Est-ce à nous, à l'heure actuelle, à cette heure de trouble profond, d'essayer de leur rendre cette confiance ? Nous sommes les partisans résolus de la défense des libertés démocratiques ; mais est-ce que le Parlement les défend à l'heure actuelle, d'une manière sincère, ou au contraire est-ce qu'il ne contribue pas à jeter une certaine fumée, un certain trouble, une certaine confusion dans l'esprit de la classe ouvrière, au sujet de ce que représentent complètement les libertés démocratiques ? Ces libertés, c'est la possibilité de se réunir, d'éditer des journaux, de faire grève, de manifester. Or, ces libertés, si elles doivent trouver à l'intérieur du Parlement un écho — que nous entendons rarement — nous sommes certains, en tout cas, que c'est dans la masse du pays, à l'intérieur des classes en lutte, qu'elles trouvent leur appui le plus sérieux, le seul réel et le seul absolument décisif.

Au Parlement, à l'heure actuelle, vous pouvez chercher toutes les combinaisons possibles et imaginables de gouvernement, que ce soit celui du Front populaire, que proposaient les communistes, que ce soit les combinaisons auxquelles songeait le Parti radical, il y a eu le 6 février 1934 une expérience qui, après d'autres, est venue marquer en toute clarté à quoi elles pouvaient aboutir.

Le gouvernement radical de M. Daladier s'est heurté aux bandes fascistes, n'a pas pu compter sur l'appui de la police. Il s'est trouvé dépossédé, vidé, si vous voulez, de toute la substance que, cependant, paraît-il, une majorité parlementaire lui assurait selon la constitution.

Eh bien, pouvez-vous douter un seul instant qu'un gouvernement qui s'agitait, sans pouvoir en sortir, dans ce cul-de-sac parlementaire, parviendrait à briser cette résistance des clans fascistes et de la grande bourgeoisie. Mais sortir de ce cul-de-sac, s'appuyer sur la classe ouvrière, pas seulement en lui demandant des ordres du jour, ou une lecture abondante de ses journaux, mais en l'aidant véritablement à créer les communes, à créer les organisations de pouvoir, à développer le rôle des syndicats, à s'armer largement, à créer des Comités de défense qui, par la force des choses, deviendraient le seul pôle réel, effectif, durable et solide de la construction d'un ordre nouveau dans le pays, et de la rupture définitive du front fasciste de l'adversaire, seul peut le faire un gouvernement prolétarien !

Voilà, camarades, la position et les propositions qui sont les nôtres sur cette question décisive de la prise du pouvoir. Deux voies, entre lesquelles les solutions intermédiaires n'apportent absolument rien : d'une part la continuation, même sous des formules tout à fait avantageuses du point de vue de la gauche radicale bourgeoise, de ce que nous avons connu — et je contredis formellement, sur ce point, Salomon Grumbach — de ce que nous avons connu en Allemagne, de ce que nous avons connu en Autriche, de ce que nous avons connu dans une série de pays et qui a abouti à l'heure actuelle à l'expérience Van Zeeland, qui portera des fruits amers ; d'autre part une politique révolutionnaire qui ne peut être menée sans comprendre que, dans la période actuelle, il ne s'agit pas simplement de demander l'appui de nos campagnes à l'action dans le Parlement, mais qu'il s'agit de donner à l'action de classe dans le pays, l'appui de l'action au Parlement.

Un mot pour conclure sur une autre question : On a dit, camarades, et c'est cela que je ne voulais pas laisser passer sans le relever, on nous a dit : « Vous avez passé par

tant de partis ! peut-être même êtes-vous des antibolcheviques. » Non, camarades, Léon Blum posait très sérieusement cette question...

LE PRÉSIDENT. — Cela n'a aucun intérêt pour le Congrès !

NAVILLE. — En voici une qui a de l'intérêt : Que devons-nous faire quand le vote du pacte franco-russe viendra à la Chambre ?

LE PRÉSIDENT. — Mais ce n'est pas le point à l'ordre du jour !

NAVILLE. — Vous avez posé la question, j'y réponds en un seul mot : Je vous demande, nous vous demandons de ne pas le ratifier, non pas que nous ne considérions possible et même nécessaire, dans certains cas, pour la Russie soviétique, de signer des engagements avec des gouvernements capitalistes. Nous le reconnaissons comme parfaitement admissible, mais ce que nous considérons comme inadmissible, pour nous qui ne possédons pas le pouvoir d'Etat, pour nous qui sommes encore en lutte contre ce gouvernement capitaliste, c'est d'approuver, nous, la politique que le gouvernement capitaliste français veut faire pour entraîner dans ses rêts le prolétariat français et soviétique.

Nous devons aussi déclarer que la charte proposée par le Parti communiste, dans le but d'avancer la fusion avec le Parti socialiste, donne une possibilité à chacun de préciser ce qu'il considère être la base du parti révolutionnaire à l'heure actuelle.

Pour notre part, nous ne serons pas un obstacle à une telle fusion, à une telle unité — à une unité révolutionnaire — loint de là ! C'est pourquoi nous demandons la possibilité, dans cette discussion, avant la fusion et après la fusion, de maintenir nos points de vue, puisque nous les considérons nécessaires, de défendre les positions de tendances qui sont celles qui, selon nous, sont indispensables à la victoire de la classe ouvrière, et de contribuer à travers cette discussion, à ce que la fusion des deux partis, actuellement existant, ne soit pas simplement la neutralisation de deux forces affaiblies, mais soit la base

de la récréation d'un véritable parti révolutionnaire.
(*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Reynard.

REYNARD (Rhône). — Camarades, c'est un délégué de province qui vient, non pas prendre position contre tel ou tel homme du Parti, mais vous soumettre dans la bataille d'idées qui s'engage au sein de notre organisation, l'état d'esprit de la majorité du Rhône, qui ne concorde pas soit avec la motion de la « Bataille socialiste », soit avec celle des bolcheviques-léninistes.

En ce qui concerne la motion présentée sous le nom de « la Bataille socialiste », elle n'a pas paru suffisamment claire à certains de nos camarades. En ce qui concerne celle des bolcheviques-léninistes, il nous a semblé que la position qu'ils voulaient prendre à l'intérieur de notre Parti n'était pas un gage certain pour la réalisation de l'unité organique du prolétariat.

C'est pour cela que la Fédération du Rhône a été amenée à exprimer sa pensée dans une courte motion. A cette motion, ont adhéré l'Action socialiste, le C. A. S. R., la minorité de Seine-et-Oise, la minorité du Var, la minorité d'Indre-et-Loire, la minorité de l'Indre, la Fédération des Vosges, et Midon, de la Fédération de Meurthe-et-Moselle.

Camarades, nous concevons qu'en ce moment, au sein d'un Conseil national, d'un Congrès national, nous devons non seulement examiner la propagande à faire à l'extérieur, mais encore le travail qui doit s'effectuer à l'intérieur de notre Parti, dans un but révolutionnaire.

Je vais vous lire les différents paragraphes de notre motion, en les commentant très rapidement :

Considérant que la lutte contre la crise, née de l'économie capitaliste, ne peut être entreprise efficacement dans le cadre de la société actuelle ;

Considérant que tous les plans établis pour lutter contre cette crise ne pourront se réaliser que contre le capitalisme, par conséquent avec le prolétariat ;

Considérant que la lutte contre la crise est donc liée à la conquête du pouvoir par le prolétariat, et que ce n'est qu'après

cette prise de pouvoir que les plans proposés pourront se réaliser, sans pour cela abandonner la lutte pour arracher à la bourgeoisie les revendications immédiates du prolétariat...

En ce qui concerne les plans, y compris celui de la C. G. T., nous pensons qu'ils ne pourront être appliqués que lorsque les ouvriers détiendront le pouvoir. Si un jour, comme en Belgique, nos hommes collaborent au gouvernement bourgeois, ils se heurteront aux puissances capitalistes et ne pourront pas réaliser le plan sans engager complètement la bataille avec ces puissances. Nous ajoutons que, pour la propagande, nous devons continuer à lancer dans le public les mots d'ordre des réalisations immédiates, comme la loi de 40 heures par exemple, mais nous maintenons que pour obtenir ce que nous désirons, c'est-à-dire l'Etat socialiste, il faudra d'abord, avant d'appliquer le plan, prendre le pouvoir.

Aussi nous estimons que la première chose dont nous devons nous inquiéter est de savoir comment nous organiserons cette prise du pouvoir, parce que nous savons bien qu'on ne peut prendre le pouvoir par un quelconque mouvement insurrectionnel, mais qu'il faut au contraire s'y préparer par un travail bien déterminé, au sein même de notre Parti.

Quand on nous cause du Front populaire, nous disons que nous considérons ce mouvement comme une incidence secondaire du mouvement révolutionnaire ; que si, sur la proposition communiste, il y avait eu, il y a quelques semaines, un gouvernement groupant radicaux-socialistes et socialistes, appuyé par les communistes, nous aurions, quant à nous, déploré ce gouvernement qui pouvait coûter beaucoup à notre idéal. Le peuple, camarades, ne comprend qu'une chose : c'est la lutte contre les puissances d'argent, et il sait très bien qu'au sein d'un gouvernement en régime capitaliste, on ne peut pas lutter ouvertement contre ces puissances. Il faut souvent transiger avec elles.

Je continue :

Considérant qu'il ne peut plus être question de prendre le pouvoir uniquement par le moyen du suffrage universel, et

bien moins encore en collaboration quelconque avec la bourgeoisie, mais que ce pouvoir ne peut être conquis que par des méthodes révolutionnaires, sans en éliminer aucune...

Nous voulons dire par là que nous n'avons plus confiance au suffrage universel, pour porter une majorité de collectivistes au pouvoir. Mais, cependant, nous ne rejetons pas ce moyen, parce que nous nous souvenons de la parole de Guesde : « Même par les moyens légaux », et c'est pour cela que nous ajoutons : « Sans en éliminer aucun ».

Considérant qu'il y a donc lieu de prendre toutes mesures urgentes pour provoquer le plus rapidement possible l'unité politique et économique de la classe ouvrière..

Une des conditions essentielles de la prise du pouvoir est de réaliser l'unité de la classe ouvrière sur le plan politique et sur le plan économique, parce que, sans cette unité, nous ne pourrions pas agglomérer autour de nous les sympathisants nécessaires pour aider le mouvement révolutionnaire. Je suppose que demain, le Parti communiste et le Parti socialiste ne fassent plus qu'un, que nous ayons trois cent mille adhérents ; ce n'est pas seulement avec ces 300.000 hommes que nous pourrions faire la révolution, c'est aussi avec les sympathisants qui se grouperont autour. Songeons à réaliser les trois conditions révolutionnaires nécessaires et suffisantes, savoir : être à un tournant de l'histoire, avoir une classe avancée, avoir un plan du peuple. Or, nous sommes à un tournant de notre histoire ; pour que cette classe avancée existe, il ne faut pas qu'on en reste à l'unité d'action, il faut obligatoirement l'unité organique, syndicale et politique. C'est seulement à ce moment que nous pourrions lancer le plan du peuple.

Considérant qu'un conflit international armé, dans lequel nos dirigeants pourraient engager notre pays ne serait en aucun cas profitable à la classe ouvrière française, et qu'elle devrait en profiter pour renverser le régime capitaliste et décréter la dictature du prolétariat...

Si nous avons inclus ce considérant dans notre motion, c'est parce que notre Fédération est composée de nombreux jeunes et de nombreux demi-jeunes, c'est-à-dire

de ceux qui ont vu leurs pères faire la guerre, et de ceux qui l'ont faite eux-mêmes, en partie : en aucune façon nous ne voulons être encore des dupes ! C'est pour cela que nous affirmons : « Pour le cas où nos dirigeants gouvernementaux actuels, voudraient lancer la guerre, même soi-disant pour le droit, la défense de la République, ou la défense de l'U. R. S. S., tant que la France est en régime capitaliste, nous ne voulons pas marcher ! » (*Applaudissements.*)

Camarades, cette pensée est l'expression de notre angoisse présente : depuis des mois et des mois on nous laisse entendre que demain peut-être, la guerre éclatera ! Et ce qu'il y a de plus terrible c'est que, même dans notre Parti, on pense : si l'Allemagne attaquerait la Russie il faudrait, malgré notre régime capitaliste, partir contre les hordes hitlériennes pour défendre les Soviétiques ! Eh bien, je répète que nous ne voulons pas marcher et nous ne le voulons pas parce que, tant que la France sera capitaliste, même dans une guerre engagée pour défendre l'U. R. S. S., les marchands de canons en profiteront encore : Krupp et Schneider sauront s'entendre pour faire des bénéfices ! (*Applaudissements.*)

Considérant que les décisions de la résolution du Congrès International d'Amsterdam, doivent plus que jamais être mises en vigueur, demande au Congrès de voter les mesures immédiates suivantes...

En ce qui concerne la marche vers l'unité organique :

Envoi d'une délégation représentant toutes les tendances du Parti, près des dirigeants de la Troisième Internationale, pour y discuter tous les moyens propres à réaliser l'unité totale du prolétariat.

On nous a souvent répété : on ne pourra réaliser l'unité en France qu'à la condition que les deux Internationales se mettent d'accord. Staline a bien reçu Laval ; je pense qu'il ne se refuserait pas à recevoir une délégation de notre Parti ! (*Approbatons et protestations.*)

Mandatement de ses délégués au sein de la Deuxième Internationale, pour envisager une rencontre entre les membres des deux Internationales.

Accélération des travaux de la Commission d'unification créée à Paris à l'instigation de notre Parti.

En ce qui concerne la question de la défense nationale :

Décision qu'en aucun cas de conflit où la France se trouverait engagée, sous un prétexte quelconque, le Parti ne fera alliance avec les partis bourgeois sous prétexte d'union et de défense nationale même si ce conflit prenait l'allure d'une défense de la République, de la démocratie, du droit ou même de l'U. R. S. S. Au cas où le Parti serait surpris par les événements et ne pourrait empêcher la mobilisation, le Parti devra comme seule position de repli, appeler le Proletariat à l'insurrection.

Quelques voix. — Très bien !

REYNARD. — Enfin :

Décision de renforcer ses méthodes d'action, de resserrer la discipline du Parti à tous les degrés...

C'est pour cela que nous avons rappelé Amsterdam...

Et de mettre au point de toute urgence les moyens pour...

J'insiste sur ces mots, camarades...

... de mettre au point de toute urgence les moyens pour... la préparation de la grève générale insurrectionnelle, la reprise de la propagande antimilitariste, la constitution de Comités de salut public locaux, régionaux, national, dans lesquels les révolutionnaires encartés entraîneront avec eux tous les éléments excédés du régime capitaliste, l'armement du prolétariat conformément à la tradition révolutionnaire.

Nous ne venons pas dire au Parti : « Nous proclamons sentimentalement la nécessité de la grève générale insurrectionnelle », non ! Nous demandons au Parti de mettre à l'étude, avec ses techniciens qui ne lui manquent pas, ce problème, de façon qu'il en sorte quelque chose de tangible pour la préparation de la grande bataille. Pour que la grève générale réussisse, il faut non seulement l'appui total des syndicats, mais encore l'appui des fédérations socialistes. Une grève générale doit s'organiser parce qu'il y a à établir les piquets de grève, parce qu'il y a à connaître les dépôts de véhicules, parce qu'il y a à connaître enfin un tas de choses que les responsables des fédérations ont un devoir de connaître, de telle sorte qu'au moment voulu les indications nécessaires soient données à tous ceux qui vont diriger le mouvement. Et nous ne demandons pas que ce soit préparé

d'une façon régionale, nous voudrions que ce soit le Parti qui, nationalement, préparât cette technique de grève générale.

Quand nous disons : « Reprise de la propagande antimilitariste », nous ne voulons pas parler de propagande qui, comme celle d'Hervé autrefois, conduisait des jeunes soldats à Biribi. Ce que nous demandons, c'est de reprendre la propagande antimilitariste chez ceux qui ne sont pas des militaires. Et voici un exemple qui appuie cette thèse : en venant à Mulhouse, j'ai voyagé avec un train de permissionnaires ; j'ai entendu les réflexions de tous ces soldats, excédés par les travaux pénibles de terrassement qu'on leur fait faire. Eh bien ! je suis sûr que, le fait par le Parti de prendre position au point de vue de l'antimilitarisme, attirerait à nous ces hommes, par sentiment. Nous n'avons pas l'intention, je pense, d'en faire des collectivistes pendant le temps de leur passage à la caserne ! Mais ce qu'il faut, c'est simplement s'attacher leur sympathie.

Nous demandons aussi la constitution des Comités de salut public locaux, régionaux, national. C'est intentionnellement, camarades, que nous avons choisi ce terme. Nous avons eu la pensée suivante : on a souvent dit — et c'est exact — que le fascisme n'a pas pris la même forme, suivant la latitude et la longitude des pays où il s'est développé. Nous pensons que le mouvement révolutionnaire ne prendra pas la même forme en France que la forme qu'il a prise, par exemple, en Russie, et que, puisque nous avons des traditions révolutionnaires, nous devrions nous servir des mots qui ont eu leur histoire.

Nous entendons par Comité de salut public, une organisation qui partirait du plan local pour aller sur le plan régional et pour aller ensuite sur le plan national, où les éléments, soit des deux partis prolétariens, soit du parti unifié, seraient la base de la marche de ce mouvement, et entraîneraient autour d'eux les masses hésitantes.

Enfin, et j'en aurai terminé :

L'armement du prolétariat conformément à la tradition révolutionnaire.

Lorsque notre camarade Molinier est venu à Lyon, j'étais curieux de connaître la position qu'il allait prendre sur l'armement du prolétariat. Et je me figurais que Molinier préconiserait de mettre des revolvers dans les mains de chacun de nos camarades pour en faire des miliciens. Mais Molinier a déclaré à mon étonnement : « Nous voulons simplement armer les esprits de la haine du capitalisme. » Mais, depuis toujours, dans le Parti, les esprits ont été armés de la haine du capitalisme ! Je pense qu'en France l'état d'esprit individualiste de nos militants s'oppose à leur embrigadement dans des sections où l'on ferait du pas cadencé et de l'entraînement militaire ; que ceux qui mènent la bataille dans nos provinces et qui se sont trouvés comme vous, camarades parisiens, à batailler dans la rue, à certains moments, après le 6 février, savent qu'ils ont derrière eux une masse qui les suivrait dans les moments dangereux, sans pour cela que cette masse soit constituée en milices.

A un moment donné, après le 12 février, nous avons eu des renseignements importants dans les fédérations provinciales. Grâce à nos camarades nous savions où tous les dépôts d'armes militaires se trouvaient. Nous savions comment nous pouvions les prendre. C'est cela que nous appellerons l'armement du prolétariat, parce que, connaissant ces dépôts, le jour où l'ensemble du peuple français est prêt à appuyer un mouvement révolutionnaire, nous entraînerons les hommes et nous pourrons prendre les armes. Pour cela aussi nous estimons qu'il faut un travail préparatoire sur le plan national et nous demandons au Parti de préparer cet armement du prolétariat conformément à la tradition révolutionnaire.

Camarades, j'ai exposé notre motion aussi clairement que je l'ai pu. Ce que nous demandons ? C'est que le Parti instaure une méthode de travail révolutionnaire dans un délai très court, en tenant compte de toutes nos angoisses, en tenant compte aussi de cet esprit provincial qui n'est pas tout à fait le même que l'esprit parisien, qui est peut-être plus lent à comprendre, qui se met en marche plus lourdement, mais, soyez assurés, qui, au moment venu, marchera sûrement ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Le parole est à Auriol. (*Applaudissements.*)

VINCENT AURIOL. — Camarades, je remercie d'abord Paul Faure, Lebas et Séverac de n'avoir pas établi de motion, mais seulement un rapport qui inspirerait dans la Commission des résolutions, les délégués fédéraux. J'espère donc que, malgré les mandats impératifs, on tiendra compte de l'observation de nos amis et qu'on ne nous appellera pas à voter des textes rédigés avant le Congrès.

Je remercie également Bracke d'avoir bien voulu nous expliquer l'origine de la motion du Nord, et de la motion de la *Bataille socialiste* ; ainsi nous pouvons, les uns et les autres, dans ces corbeilles d'idées, puiser les éléments d'une résolution commune.

Je m'excuse d'apporter mon bouquet tardif. N'en accusez pas ma paresse. La vérité, c'est que je n'ai pas eu les moyens de diffuser en temps utile le texte qu'avec quelques camarades nous avons rédigé, et j'espère que les suggestions données hier par Léon Blum pourront servir pour le prochain Congrès ; mais j'exprime en attendant le vœu que cette diversité de motions, nous impose une motion de grande majorité. Je le crois d'ailleurs possible. Certes — je le dis tout de suite — je repousserai pour ma part toute motion balancée, toute recherche de majorité dans l'équivoque. (*Très bien !*)

Je crois que ce n'est pas l'heure ; je ne crois pas davantage que ce soit l'heure de dissertations théoriques à l'usage exclusif des militants. Je crois, au contraire, que la résolution qui doit sortir du Congrès ne doit pas être longue et touffue ; les motions longues, la grande presse les mutile quand elle ne les étouffe pas ! Ce qui s'impose, c'est une motion brève, éclatante, brûlante d'activité, puisée dans la vie même, destinée à l'action, car c'est l'action, l'action claire et vigoureuse, que le pays inquiet attend. C'est un ordre de commandement, ce sont des mots d'ordre clairs. Voilà ce que je recommande dès maintenant au Congrès.

Si nous sommes d'accord que dans la défaillance des partis de démocratie, l'heure de la direction pour notre

Parti, l'heure du pouvoir des masses est venue, nous devons rechercher comment mobiliser ces masses, et vers quelle direction.

Oh ! le point de départ est facile à préciser, et nous sommes tous d'accord. C'est la crise économique, c'est « l'écroulement du capitalisme », selon le mot de Paul ; c'est son agonie offensive contre la classe ouvrière, c'est son impuissance à donner de nouvelles réformes, c'est la mort du vieux réformisme ; c'est exactement l'attentat contre la liberté même, la souffrance : c'est le fascisme !

Nous sommes également d'accord sur cette idée profonde qu'il n'y a pas de remède à la crise sans la solution socialiste et qu'il n'y a pas de solution socialiste sans le pouvoir total de la classe ouvrière. Cette idée est et doit toujours être le leitmotiv de notre propagande. Nos résolutions sur ce point sont claires, nos résolutions abondantes, nos archives pleines. Utilisons-les à travers le pays.

Ainsi Séverac, tu le vois, je ne condamne pas la propagande active, fiévreuse, généralisée, ni le développement de l'action électorale ni même la méthode, — si elle est encore possible, — du Labour Party, mais je tiens compte de la réalité pressante des faits présents ; je suis en désaccord quand on veut demeurer dans l'absolu, quand on croit que le temps est à nous. Non, le temps n'est pas à nous ! (*Applaudissements.*) Je suis en désaccord avec certains camarades lorsqu'ils affirment qu'il faut le pouvoir total au socialisme seul, pour le socialisme seul, et qu'en attendant nous pouvons nous contenter de réformes pour pallier les maux présents.

J'ai été de cet avis, tu l'as rappelé ; c'est vrai. J'ai même cru que l'on pouvait — mais il y a longtemps — j'ai même cru que l'on pouvait préparer, amener, construire graduellement la société nouvelle ; j'ai même employé l'expression « la faire surgir peu à peu des entrailles de la société présente », j'y ai cru comme à sept ans je croyais au paradis ! (*Bruit ; quelques protestations.*)

SÉVERAC. — Mais moi, je n'y ai jamais cru Auriol ! et je n'y crois pas davantage maintenant !

VINCENT AURIOL. — Tu avais peut-être tort à l'époque. J'avais peut-être tort, qu'importe ! Mais la guerre, la crise, les violences du capitalisme qui ont bouleversé le monde, ont, évidemment bouleversé mes pauvres idées ! Ce qui est certain c'est que la guerre a épuisé le monde et gonflé le capitalisme au point de le désaxer et de le tuer ; c'est que les réformes, en présence de la crise financière, monétaire et sociale du capitalisme, ne sont plus que de vaines prières qui meurent au seuil des temples. Je constate aussi, et surtout, que l'attaque contre les réformes déjà accordées, contre les assurances sociales, la suppression des avantages accordés dans la lutte contre le taudis, la disparition progressive des allocations d'assistance, la résistance à la diminution de la journée de travail, sont le dernier effort de survie d'un capitalisme désarmé. Je constate que pour tenter un dernier effort de salut et se défendre contre la colère populaire, le capitaliste rompt avec la démocratie et avec la classe ouvrière. Aussi les vieux sentiers par lesquels nous pensions accéder au pouvoir se sont-ils éboulés !

Aujourd'hui, nous nous trouvons, mis par la guerre elle-même, par la crise née de la guerre, face à face avec le monstre blessé. La guerre a mûri le socialisme plus tôt que vous ne pensiez vous-même ; mais le socialisme n'a pas encore assez mûri les esprits. Et je me rappelle l'admirable propagande que fait Paul Faure dans ses randonnées à travers la France, lorsqu'il montre aux auditoires soudain éclairés que les « faits sont socialistes », que « les hommes ne le sont pas ». Oui ! Mais les hommes crient ; ils souffrent ils se révoltent et ils ne connaissent pas la cause profonde de leurs souffrances ni la voie de leur salut et la grande presse dirige leur colère vers les responsables politiques, vers le Parlement, confondant ainsi volontairement le régime représentatif avec le Parlement ; les longues palabres, les intrigues politiciennes, l'impuissance des majorités, la série de crises ministérielles qui se succèdent semblent donner raison à ces campagnes perfides et le peuple exaspéré, peu instruit de la vérité économique et politique s'écrie, comme toujours dans les périodes d'anarchie économique

et politique : « Il faut que ça change ! Il faut un gouvernement fort ! » Nous avons déjà connu cela en 1926, quand la spéculation faisait le chantage du change...

Mais, je le répète, le peuple, même le prolétariat, ne se doutent pas de la puissance nocive du capitalisme de bourse, de banque et de presse ! Il doute encore de sa propre puissance. Et il en a été ainsi partout où le fascisme a triomphé. Et c'est cette leçon qu'au seuil de ces brèves explications, je voudrais retenir. Le fascisme a su utiliser les désespoirs, les déceptions, les injustices créées par le capitalisme même. Il s'est ingénié, grâce à des promesses menteuses, à canaliser les mouvements populaires. Il s'est servi, dans certains pays, il a même bénéficié des erreurs de tactiques des partis socialistes qui, surgis d'une défaite et d'une révolution, n'ont pas compris qu'il y avait nécessité non seulement de briser les vieux cadres politiques, mais de réduire politiquement et surtout économiquement la force et le privilège des grands hobereaux terriens, la force et le privilège de la grande industrie et de la grande banque qui, aidées d'ailleurs souvent par les alliés victorieux ont amené la banqueroute monétaire et provoqué la misère du peuple. Dans d'autres pays, il a non seulement exploité les déceptions et l'impuissance du Parlement, mais aussi — et je le dis pour quelques camarades — la peur des masses, devant les mouvements impulsifs de prise d'usines. Il a exploité chez les uns le désordre et l'anarchie dans le Parlement et, chez les autres, le désordre et l'anarchie dans la rue !

Ce sont ces deux faits qu'il faut retenir. Prenons garde aux déceptions ! Prenons garde aux peurs et aux paniques ! Prenons garde aux timidités comme aux imprudences ; ce sont précisément les déceptions nées de la timidité et les imprudences créées par la fièvre, qui créent la réaction et ce que j'appellerai le climat fasciste.

Aussi, camarades, m'écarterai-je comme je l'ai déjà fait de l'idée de la vieille participation, de cette vieille participation empirique, où l'on croit que l'on y va pour agir, mais où l'on risque de s'enchaîner, cette vieille participation sans plan ni programme, où des hommes n'ap-

portent que le mélange d'idées contraires et qui aboutit à l'impuissance et au désordre ; cette vieille participation où l'on place un déflationniste aux finances et un dévaluationniste au commerce ; où l'on dose les influences et où l'on dissimule les difficultés. De cet attelage, croyez-moi, je ne suis pas partisan. De l'attelage où de vieux chevaux qui sans doute autrefois furent de sang, mais qui sont aujourd'hui trop fourbus pour avoir porté, dans des courses désordonnées, toutes les couleurs, ah ! non, non ! (*Applaudissements.*) J'ai pu être, en 1924, et j'ai été en 1924 d'un autre avis, mais les voyages, même autour de la Chambre, forment la jeunesse ! (*Rires.*) Et après 1926, vous savez que j'ai soutenu une autre opinion. Inutile de dire que je n'accepte pas davantage l'idée d'un ministère à la mode du ministère Van Zeeland, comme souvent on y a pensé ici. C'est, à mon avis, la participation aggravée. Je ne porterai pas d'ailleurs, du moins aujourd'hui, sur l'expérience belge, un jugement qui serait pour le moins prématuré. Je connais trop les difficultés des hommes qui sont aux prises avec les difficultés, pour porter un jugement hautain sur cette tentative, et, au contraire, j'adresse à nos camarades belges mes souhaits affectueux. (*Applaudissements.*)

Mais même s'ils réussissaient, ce ne serait pas une preuve. En France, la situation n'est pas semblable à la situation de la Belgique. Là-bas, il n'y a pas de communistes, il n'y a pas de mouvement communiste. Ici, nous n'avons pas ce catholicisme qui, là-bas, peut aider, on m'a dit, dans la mesure où il est social, mais qui peut aussi, dans la mesure où il est clérical et reçoit les directions de Rome, être un jour funeste.

Au surplus, si je voulais apporter un argument décisif, je n'aurais qu'à rappeler ce qu'à la réunion des gauches, nous dirent, à ce sujet des radicaux (Léon Blum les appelait « jeunes radicaux », bien qu'ils fussent surtout de vieux briscards) :

« Mais chez nous, disent-ils, nous ne pouvons pas faire, nous n'accepterions pas, un ministère comme le ministère Van Zeeland ; nous serions au moins la majorité de notre groupe, en tout cas la moitié, à ne pas marcher,

avec les cléricaux. » C'est, en effet, en France, les dirigeants catholiques qui sont nettement conservateurs ; et ils n'ont pas, ou la sincérité, ou la façade d'un parti social ! Alors quoi ?

La propagande ? Certes, oui, pour le socialisme, cent fois oui ! Une action ardente, passionnée, infatigable, dans tous les milieux, pour éveiller les travailleurs, les démocrates, les classes moyennes de paysannerie et de commerce, accroître d'un côté — je crois que c'est la formule de la motion Paul Faure — accroître d'un côté la « force offensive du prolétariat », et de l'autre « briser la force offensive et défensive de la bourgeoisie » dans tous les milieux.

De la propagande pour affaiblir la force de la bourgeoisie capitaliste dans l'armée elle-même, dans tous les milieux sociaux, pour pouvoir rendre plus âpre et plus ardente la force même de la classe ouvrière, pour unir, selon le commentaire de notre ami Bracke, « pour unir les conscrits aux anciens, associer la population ouvrière dans toute son activité, créer l'intelligence citoyenne et révolutionnaire » !

Oui, la propagande socialiste pour éclairer le chemin ! Mais le temps presse. La situation financière et monétaire s'aggrave. La déflation peut d'ici quelques mois — des décrets vont paraître, paraît-il, cette semaine, dès jeudi prochain — la déflation peut, dans quelques mois, soulever les masses, la misère peut révolter les cœurs. Une crise ministérielle peut surgir en octobre, d'autres peuvent suivre. Sous la poussée des moutons tondus plusieurs fois, sous la poussée des chômeurs, des anciens combattants, de toutes les forces qui vont être opprimées, la colère peut brusquement éclater et le fascisme qui exploitera cette colère contre le régime politique et qui, quoique silencieux aujourd'hui, continue de veiller, risque de se réveiller avec éclat ! Mais c'est d'ici deux mois, trois mois, peut-être, que de nouvelles crises peuvent survenir. En tout cas, c'est d'ici huit ou neuf mois que s'ouvrira la campagne législative et voici ma question — car c'est cette question qui doit nous dominer aujourd'hui : « Que ferez-vous, si d'ici trois ou quatre mois, s'avère l'impuis-

sance parlementaire et gouvernementale ? Que ferez-vous si d'ici deux ou trois mois la chaudière éclate, ou menace d'éclater ? Que ferez-vous si même de cahots en cahots, on arrive à la période électorale, que ferez-vous pour préparer la consultation populaire ? Que ferez-vous pour éviter d'un côté une union nationale qui, rajeunie, prendrait la forme du fascisme, et de l'autre pour éviter la constitution d'une majorité incohérente, même de gauche, constituée au hasard des clientèles et des personnes, dans le cadre d'arrondissements, au hasard des programmes d'arrondissements et qui aboutirait, comme la majorité incohérente d'aujourd'hui, à l'impuissance, c'est-à-dire de nouvelles et définitives déceptions ? D'un côté, Union nationale et Réaction ; de l'autre, majorité impuissante, déceptions alors cruelles, et irréparables cette fois : Fascisme. Voilà la question essentielle, je dirai même la seule question : c'est sur ce terrain que nous devons nous placer pour essayer de bâtir. (*Applaudissements.*)

Eh bien, citoyens, la vérité, c'est que la crise n'attend pas. Et la misère est aveugle, la colère aussi ! Il faut donc guider puisqu'il faut guérir.

Propagandistes, oui ! Semeurs, Oui ! Mais avant tout soldats ! (*Applaudissements.*) Eh bien, il faut dès maintenant préparer cette mobilisation, pour briser l'obstacle et, dans la tempête qui est sur nous, « passer le grain », afin de reprendre la lutte pour le socialisme total. Il faut donc mobiliser toutes les masses populaires qui souffrent de la crise et qui sont en même temps attachées à la liberté, les paysans, les citadins, les intellectuels, tous les partis, toutes les organisations ouvrières, tous les conscrits et tous les anciens, et c'est cette mobilisation qui répond à l'esprit des masses, comme la preuve ce que j'appellerai, après d'autres, le miracle de Saint-Victor ! (*Applaudissements. Très bien !*)

MARCEAU PIVERT. — Cela n'eût pas été possible, si on avait appliqué les décisions du Parti !

LE PRÉSIDENT. — Ne répondez pas, Vincent !

VINCENT AURIOL. — J'obéis à mon aimable tyran !

LE PRÉSIDENT. — Aucune interruption n'est entendue !

VINCENT AURIOL. — D'autant plus que je considère parfaitement inutiles les récriminations sur les fautes d'hier. Il faut répondre aux nécessités immédiates.

Quel est l'objet de cette sorte de mobilisation ? D'abord, si le fascisme tentait un coup : y parer. Puis, avant même, ou après, la consultation populaire, l'abattre ou en tout cas l'affaiblir et, pour cela, apporter des remèdes à la crise. Là aussi nous sommes d'accord : lutter contre la crise, c'est lutter contre le fascisme.

Bataille antifasciste, combats anticrise, c'est la même bataille, c'est le même combat. Ils supposent, je le répète, l'organisation et l'action des masses. Quelles masses, et autour de qui ? Autour de quoi ?

Je le dis tout de suite, autour des grandes organisations politiques et économiques de la classe ouvrière. (*Très bien !*) C. G. T., C. G. T. U., Parti communiste, Parti socialiste. (*Applaudissements.*) Mais alors sans exclure personne ! Allant avec tous ceux qui veulent ce combat, acceptant toutes les organisations antifascistes, même ces jeunes radicaux qui sont las de l'inertie et de la défaillance des chefs et qui, dans le pays — car cela compte aussi — groupent les masses paysannes et les classes moyennes, car en réalité les divisions parlementaires du Parti radical ne sont que le reflet des situations parlementaires du pays ; ceux qui sont avec nous pour le second tour sont avec nous au Parlement ; ceux qui sont contre nous sont avec l'Union nationale dans le pays. Moi, je n'ai pas et n'aime pas à débaucher, mais s'il y en a qui se débauchent tout seuls, je m'en réjouis ! (*Applaudissements.*)

Et c'est là la première partie de la résolution de la Haute-Garonne : « Donner mandat à la C. A. P., mandat clair et pressant, de se mettre en rapport avec ces organisations, pour créer comme ici, et partout, les Comités de coordination pour la résistance au fascisme, pour l'agitation dans le pays, pour peser sur le gouvernement tant qu'il est là, pour créer et préparer une organisation nouvelle : C. G. T. U., C. G. T. »

Je sais bien que nous sommes pas d'accord, car hier, lorsque Paul nous disait : « Si Paris était investi par les fascistes, dans toutes nos campagnes, appuyées par toutes nos communes de province, on arrêterait les trains. » Mais il faut pour cela le Syndicat des cheminots, car je ne pense pas que nous voulions les arrêter en faisant un drame collectif de la « Combe aux Fées » ! (*Applaudissements.*)

Ainsi, il faut soulever un mouvement général du peuple qui pense et qui travaille, et permettez-moi une observation — je suis persuadé que je ne serai peut-être pas applaudi par les mêmes : c'est toujours mon devoir — pourquoi la C. G. T. répugne-t-elle à marcher avec nous seuls, avec notre seul Parti, ou en tout cas jusqu'ici, pourquoi a-t-elle répugné ? Parce que, évidemment, au point de vue politique, surtout dans nos provinces, plus qu'à Paris, il y a dans la C. G. T. des éléments divers, il y a des hommes qui appartiennent à tous les partis de gauche. Nous sommes un parti de classe, mais toute la classe ouvrière n'est pas dans notre Parti ; elle est, hélas ! en majorité hors du Parti, elle est même dispersée dans d'autres partis de démocratie bourgeoise. Et on s'explique, on comprend que sur le terrain politique la C. G. T. hésite à s'allier exclusivement avec les uns ou avec les autres. Mais le jour où pour les luttes immédiates, en présence d'un péril imminent, tous ceux qui veulent lutter franchement, hardiment contre la crise et contre le fascisme, seront unis pour imposer les mêmes solutions, vous les verrez tous venir ; le rassemblement de tous les hommes de pensée libre et de travail se fera alors autour de nous, de même que les éléments de petit commerce, les jeunes intellectuels, les fonctionnaires qui, jusqu'en ces derniers temps, avaient été l'armature, dans certains départements, du Parti radical-socialiste, et pourtant pour l'action comme pour l'administration, il faut compter sur eux.

Pour la mobilisation générale contre le fascisme, contre la crise, rien sans les organisations ouvrières ; et donc aucune action efficace sans le rassemblement de tous autour d'un programme précis.

Et quel devrait être l'objet de cette mobilisation ? Organiser la défense contre les menaces ou les assauts fascistes. Je n'entrerai pas dans les détails. C'est d'ailleurs un jeu puéril que de faire des plans d'offensive armée. Il arrive souvent que l'on est obligé de faire le contraire de ce qu'on avait prévu. Lorsqu'un peuple se soulève, il ne se demande pas si on avait préparé des armes, il les prend, car il les trouve !

Mais je ne conteste pas qu'il faut prévoir une organisation de défense. Je crois qu'on doit y travailler avec les municipalités socialistes dans chaque région. Je ne reviendrai pas sur un débat passé ; je ne veux pas rechercher les responsabilités de l'échec de l'organisation régionale, j'en ai ma part. Mais il faut abandonner l'idée de la propagande et de l'organisation décentralisées ; si les secrétaires fédéraux sont trop chargés, on peut leur adjoindre des camarades. Et autour de notre organisation régionale, il conviendra de préciser notre action. Donc dans chaque région bien définie, créer un cadre de propagande et de défense avec les municipalités socialistes antifascistes, avec la C. G. T., la C. G. T. U., tous les groupes, toutes les organisations qui accentueront le mouvement populaire. Ainsi seulement on peut aboutir à des résultats sérieux d'autant plus aisément que l'organisation sera plus restreinte et discrète. Ces organisations devront évidemment être rattachées à un organisme central qui donnera la direction et les instructions nécessaires.

Et puis, en même temps, il faut préparer les esprits. J'emprunterai, ici, la formule de Bracke dans son commentaire, car toutes ses formules sont excellentes : « Il faut fournir, dit-il, les armes de masses, les unes sont celles que les travailleurs ont en tant que producteurs, c'est l'organisation syndicale, c'est la grève générale, je suppose. Les autres, ils doivent se les faire en tant que citoyens. »

Je crois donc que sur cette question encore, l'accord est facile. Il n'y a en vérité entre nous aucune divergence profonde, mais seulement, je le crois, des malentendus.

Enfin, il faut lutter contre la crise : j'ai dit tout à l'heure que la masse vit dans le présent. Elle ne connaît le capitalisme que vaguement, par ses souffrances mêmes, beaucoup plus que par l'analyse doctrinale. C'est la souffrance qui la conduit peu à peu vers nos doctrines, c'est par les effets de l'action qu'elle s'instruit. Il faut donc amorcer une action immédiate contre la crise, sans renoncer, vous le pensez bien, à notre propagande propre, qui doit être sans limites.

Continuer, sans nous lasser, notre besogne de propagande, proposer les mesures immédiates contre la crise et que pour le moment, ce terrain de combat immédiat soit le terrain même de notre agitation. Notre Commission de propagande n'aura qu'à puiser à pleines mains dans le discours de notre ami Briche, dont la flamme en même temps la maturité d'esprit, le haut idéalisme et l'intelligence pratique, caractérisent la jeunesse socialiste d'aujourd'hui ! (*Applaudissements.*)

Evidemment, on m'objectera : « Il faut de l'argent. » Mais si cette propagande est menée par les organisations communes, ces organisations feront cause et caisse communes ; et la tâche nous sera moins lourde. Je n'ignore pas qu'ici des camarades éprouvent quelque appréhension. N'abandonnerons-nous pas notre propagande ? Quel sera le programme de cette action immédiate ?

Dans notre pensée, ce programme immédiat et limité, commun à toutes les organisations associées, devra être un programme contre le fascisme pour le salut des libérés et en même temps contre la crise pour le droit à la vie.

Mais, citoyens, ce programme déjà, nous l'avons nous-même établi, c'est d'ailleurs lui qui fait les rassemblements et les discriminations. Nous l'avons défini à Toulouse, et si nous rappelons que déjà il avait été ébauché à Huyghens, nous pouvons constater qu'il se rapproche de celui de la C. G. T. L'accord avec la vieille organisation prolétarienne est facile et je me réjouis d'apprendre que la C. G. T. U. l'acceptait à son tour dans ses grandes lignes. Dès lors, l'adhésion du Parti commu-

niste ne saurait faire de doute, et je suis convaincu que les autres organisations antifascistes, si j'en juge par l'accueil que ces jeunes radicaux dont je parlais l'autre jour, ont fait à quelques-unes de nos idées, même les plus audacieuses, je suis sûr que dans le pays nous aurons là une base sérieuse d'accord et un point d'appui important pour notre rassemblement.

Oui, nous avons dit à Toulouse : « Le Parti socialiste n'est pas engagé seul, mais il a qualité pour être l'animateur. » Et pour réaliser ce programme, le Parti a affirmé sa volonté de ne se laisser vaincre ou détourner par aucune forme de résistance, de briser tout ce que ferait...

Une voix. — Discipline ! Et le temps ?

VINCENT AURIOL. — Ah ! pardon, j'ai le temps !... tout ce qui ferait obstacle à la souveraineté populaire. Voulez-vous donc que nous soyions les animateurs, dans les conditions que je viens de préciser à côté des organisations ouvrières ? Voulez-vous, oui ou non, prendre la tête du mouvement ? Voulez-vous au contraire laisser à d'autres, plus hardis, plus vivants, le soin de guider, dans la nuit présente, les catégories sociales qui sont (ce sont nos expressions) « guettées par la souffrance et la misère et qui sont en proie à une angoisse et à une révolte confuse » ? Le Parti est-il décidé à appliquer, dans la vie, la motion de Toulouse ?

« Mais, me dit-on, il faut d'abord réaliser l'unité organique ! » Mais si elle est, en effet, une des conditions de succès, croyez bien que l'unité organique sera facilitée par le mouvement lui-même (*applaudissements*), qu'elle sera forgée par l'action commune, que même si elle dépend de la volonté de Moscou, les dirigeants russes seront eux-mêmes impressionnés par cette force qui unit spontanément en face du danger, qui menace Moscou lui-même, toutes les forces de travail et de paix ?

Qu'avons-nous à craindre ? L'arrêt de notre marche en avant. Mais le mouvement populaire est dans le sens de notre marche ! Car seul le Parti possède la doctrine

qui seule soit dans le courant des faits économiques nationaux et internationaux. Sa marche sera aidée, assurée, par cette action même de masses ; solution à la crise capitaliste : mais maintenant dans les milieux démocratiques, qui avaient lutté contre nous, on professe que le salut exige une révolution profonde et des hommes comme Jammy Schmidt le disaient l'autre jour à la délégation de gauche en demandant que fût repris le programme de Ferdinand Buisson et de Pelletan en ce qui concerne les nationalisations. Mais vous pensez bien que dans notre esprit le programme, programme commun, ne peut être rédigé que dans le sens du socialisme.

Et dans l'ordre international, citoyens ? Nous pouvons bien dire que l'autarchie est condamnée par les faits ; qu'il n'y a pas un seul budget qui puisse, demain, s'équilibrer tant que les peuples supporteront le poids de la guerre, la guerre d'hier et la guerre de demain ; et si Jaurès avait raison en 1914 de déclarer que les nations ne pouvaient supporter l'armure de 1914, que dirait-on aujourd'hui quand on voit sur la poitrine des peuples de l'univers l'armure sanglante de la dernière guerre, et l'armure plus pesante encore de la prochaine ! Pas une nation n'est capable de vivre sous un tel fardeau. (*Applaudissements.*)

Et puis, camarades, il n'y a pas de solution monétaire sans l'entente internationale. Nous l'avons dit depuis longtemps. Les faits nous donnent raison. Même une monnaie dévaluée, ne pourra se maintenir dans la concurrence économique, dont les monnaies ne sont plus que les instruments : la stabilité internationale des monnaies est d'une urgente nécessité.

Ainsi tout programme d'action immédiate va dans le courant du socialisme. Mais, voyez-vous, camarades, il est des heures historiques, où des secousses politiques, comme l'affaire Dreyfus autrefois, où des secousses sociales, comme celles d'aujourd'hui, font éclater les vieux cadres politiques comme la sève fait éclater l'écorce au renouvellement du printemps. Le mouvement par le fait même qu'il rassemblera pour le salut de la liberté et contre la crise toutes les forces sociales aujourd'hui dis-

persées à travers les groupes politiques divergents désagrègera des vieilles formations ; nous n'aurons pas besoin d'y travailler nous-mêmes, ce sont les faits qui agiront.

Ah ! quand partout, toutes les forces seront ainsi rassemblées, que, en province comme à Paris, la coordination de toutes les forces syndicales et ouvrières sera accomplie, que du fond des campagnes, alertées par notre propagande, on verra enfin ce qu'est l'action socialiste ; que les ouvriers ne seront plus découragés et divisés par le bruit des discordes et verront venir l'heure utile de l'action ; que derrière les intellectuels se pressera la jeunesse inquiète et angoissée ; que les fonctionnaires seront appelés à nous donner leur collaboration indispensable au fonctionnement de l'Etat ; lorsque, en un mot, toute l'intelligence et tout le labeur de la France seront unis, étroitement unis contre les brigands qui, de l'extérieur et de l'intérieur, nous assiègent, alors ne craignez rien pour nous ! Ne craignez rien pour notre Parti ! Ne craignez point la confusion : l'action aura dissipé les équivoques et le mouvement populaire se confondra avec le mouvement même du socialisme.

Et ce mouvement enlèvera tout : si c'est pour une consultation populaire, déjà des exemples indiquent la mesure de la victoire. Si c'est pour se battre contre le fascisme, le 12 février n'aura été qu'un début. C'est toute la France révolutionnaire unie contre la féodalité nouvelle, contre la féodalité financière, comme ce matin dans son admirable discours, mon ami Paz le démontrait ! C'est toute la France révolutionnaire d'hier et d'aujourd'hui qui sera debout pour la résistance et pour l'action.

Et alors vous ne vous arrêterez pas ! En vérité, quand un tel mouvement est en marche, s'il se heurte à des résistances, il les brise ! Et l'élan le porte toujours plus loin que le but assigné. Ainsi seulement vous aurez atteint le capitalisme en l'isolant, vous aurez ainsi diminué sa force et vous aurez en même temps accru votre pouvoir.

En relisant ce matin une conférence de Jaurès, de 1910, je crois, j'ai cueilli cette image magnifique :

« La maturité de la moisson humaine, disait-il, se me-

sure très souvent à l'ardeur intérieure des moissonneurs. »

Les moissonneurs, aujourd'hui, sont dispersés un peu partout. Il en est d'inorganisés et c'est le plus grand nombre. Il en est dans des partis différents, parfois opposés. Mais quand l'alarme sera donnée et que vous aurez tous ensemble lancé l'appel, alors ils se dresseront les uns et les autres, et l'unité sera faite, et vous ne pouvez dire aujourd'hui, quand ils auront fait leur geste, à quelle hauteur ils élargiront ce geste, ni à quelle distance des étoiles ! Luttant pour la liberté, surgissant contre la puissance bancaire et financière, renouvelant le combat ancestral contre la féodalité, vous ne savez pas où ils s'arrêteront et s'ils ne réaliseront pas le socialisme ! Eh bien ! c'est à nous de lancer cet appel. C'est à nous, organisés, disciplinés, de nous plonger les premiers dans la vie bouillonnante avec tout le sang-froid que l'expérience nous donne, avec toute la sécurité que nous offre notre doctrine, avec toute la confiance que nous puisons dans notre fidélité commune à notre idéal commun, avec toute la foi de nos âmes passionnées. Alors non, non, ne craignez rien pour les confusions. Au contraire, vous aurez étendu la démocratie jusqu'au socialisme; vous aurez élargi votre Parti jusqu'à l'ensemble des travailleurs !
(Vifs applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Vardelle (Haute-Vienne).

VARDELLE. — Citoyens, je viens au nom de la Fédération de la Haute-Vienne, expliquer brièvement et simplement la position de notre fédération.

Nous avons, dans ce département, des responsabilités au regard du Parti. Mais nous avons également le souci de conserver intacte une tradition d'unité dans cette Fédération, qui lui a valu dans le passé des succès que vous connaissez, et qui, je le crois, pour l'avenir, se maintiendront d'une façon absolument intacte.

Nous avons, dis-je, dans cette Fédération, la chance de ne pas avoir deux tendances. Nous ne sommes pas

à droite ou à gauche. Nous ne voulons pas nous distinguer les uns des autres. Notre distinction, elle est dans le travail. Nous sommes socialistes, ardemment socialistes, et seulement socialistes ! Et lorsque le Congrès s'est réuni, ayant à examiner les motions qui, pour nous, pouvaient être les seuls objets de certaines discussions, nous avons été unanimes à voter pour la motion, ou plutôt les dispositions contenues dans la motion Lebas-Séverac et Paul Faure. Nous formulions l'espoir, à ce moment-là, qu'il y avait des chances pour que la motion Zyromski-Bracke puisse s'apparenter avec la motion Paul Faure, et qu'ainsi de ce Congrès, sans qu'il y ait eu abandon de principes essentiels d'un côté ou d'un autre, que nous arriverions à des réalisations qui montreraient, dans une minute critique, que le Parti socialiste est plus uni que jamais, et qu'en raison même de l'unité morale qui a présidé à ses débats et qui peut présider à son action, pour demain, il peut tendre une main ferme aux organisations à côté, parce qu'il aura montré cette unité profonde et la certitude dans cette action, qu'il peut entreprendre. (*Applaudissements.*)

Voilà quel était notre sentiment, et j'avoue qu'hier j'ai eu quelque peu de surprise en entendant notre ami Zyromski déclarer que pour lui, l'armement du peuple était une des conditions essentielles, qu'il voulait voir figurer dans la motion qui sortirait des assises de ce Congrès.

Permettez-moi de vous dire, camarades, que j'ai éprouvé quelque étonnement. Je vais peut-être surprendre quelques amis ; mais enfin, lorsqu'on me dit : l'armement du prolétariat, ce n'est pas une chanson nouvelle pour nous. Ce n'est pas quelque chose que nous avons entendu il y a seulement quelques jours, c'est à Tours que nous l'entendions, c'est à Tours qu'on nous faisait ces propositions ; et pour les raisons exactement les mêmes que je vais répéter aujourd'hui, nous étions de ceux, dans la Haute-Vienne, qui unanimement, nous rangions derrière Paul Faure.

ZYROMSKI. — Ce n'est pas pour cela !

GRAZIANI. — Ce n'est pas ça !

LE PRÉSIDENT. — Je demande à Zyromski de ne pas interrompre !

VARDELLE. — Mes chers camarades, vous me dites : « Ce n'est pas ça ! » C'est, pourtant, un des détails qui faisaient que le tout ne nous permettait pas d'adhérer à la Troisième Internationale. C'était une des conditions d'adhésion, comme l'une des conditions de notre refus était la subordination des syndicats à un parti politique.

Pourquoi nier le passé ? Pourquoi ne pas se rappeler et ne pas dire : C'est la vérité ! J'ai vu et entendu des camarades trotskystes dire : C'est la vérité. C'est un fait. Or, je cherche quel est le motif nouveau qui pourrait nous déterminer à une modification de notre tactique traditionnelle. Nous disions à ce moment-là que cette position nouvelle créerait l'isolement autour de nous. Tout à l'heure vous nous dites que la situation est favorable à l'armement du peuple, qu'elle l'exige même, et c'est ainsi que la motion Zyromski nous apparaît comme imaginant le capitalisme à bout de course et de souffle, tel l'avion ayant perdu sa vitesse, faisant une chute brusque sur le sol ; alors le Parti tout entier, bandant ses efforts, rassemblant toutes ses énergies et ayant préalablement essayé d'atteindre tout ce qu'il y avait de possible dans l'armée au moment de cette catastrophe, serait susceptible de recueillir ou prendre le pouvoir et réaliser la totalité de son programme.

Le capitalisme est-il véritablement à bout de course ? et à bout de souffle ? Et est-ce que véritablement votre motion d'armement du prolétariat, le geste que vous croyez être un geste d'audace, ne risque, au contraire, d'apparaître un geste de crainte ? un geste d'imprudence dont, hélas ! le lendemain, nous pourrions supporter les conséquences redoutables ?

Armement du prolétariat ? Il a été dit que dans une fédération on avait expliqué que ce n'était pas pour l'achat de revolvers. Hier, on nous a dit que c'était plus simplement pour l'achat de bidons, de musettes...

Plusieurs voix. — Oh ! oh ! oh ! (*Protestations.*)

ZYROMSKI. — Nous ne permettons pas, une fois de plus de penser... nous en avons assez ! (*Bruit, confusion.*)

LE PRÉSIDENT. — Votre pensée a été exprimé par vous-même avec assez de clarté, pour que le Congrès n'ait pas pu s'y méprendre.

VARDELLE. — Mais oui, Zyromski ! je suis étonné de tes protestations... je sais bien...

LE PRÉSIDENT. — Vardelle, pas de colloques, je vous en prie, continuez.

VARDELLE. — C'est pour une explication. Je sais bien que la motion présentée par la *Bataille Socialiste* ne parle pas de ceci. Mais je voudrais expliquer qu'à côté de sa motion, il y en a une autre, et je voudrais dire pourquoi nous ne sommes ni pour l'une, ni pour l'autre. Nous disons : ça, ce sera le prétexte, demain, au fascisme, pour réclamer des armements nouveaux ; nous disons : cela, ce sera l'argument suprême pour rallier les forces hésitantes, et arriver à des résultats. Cela, c'est le même argument employé par les gouvernements impérialistes, dans leur lutte pour le surarmement des Etats. On peut se réclamer, pour justifier ses armements, de l'armement supérieur d'un Etat voisin. Et c'est ainsi que la course aux armements conduit aux catastrophes guerrières.

Vous dites : « Armement du prolétariat », mais avec quels moyens ? Avec quel argent ? Quelles sont vos ressources financières ? De quoi disposez-vous, pour arriver au résultat escompté par vous ?

Car si ce n'est que l'armement intellectuel, la révolte de chacun et de tous, et je vous le demande : est-ce que le Parti socialiste ne l'a pas poursuivi d'une façon permanente ? Est-ce que son action de chaque jour ne tend pas, précisément, à armer la jeunesse comme à armer les adultes, de telle façon qu'ils ne soient pas des soumis, qu'ils ne soient pas des résignés, qu'ils ne soient pas des hommes prêts à tout, sauf aux sentiments de révolte, mais au contraire à leur donner le sentiment de conscience de classe, pour la lutte de classes, et leur lutte révolutionnaire.

C'est cela la bataille du Parti socialiste, c'est cela sa propagande permanente, et c'est ce qui a fait que dans ces

derniers temps, lorsqu'on a imposé trois mois de plus à nos jeunes gens, certains secrétaires fédéraux, dont je suis, ont pu recevoir des lettres de jeunes gens qui n'étaient pas toujours de la Haute-Vienne, lettres dans lesquelles on disait : « Nous sommes à l'armée, obligés d'y rester, mais n'ignorez pas ce que nous avons fait, nous jeunes socialistes et jeunes communistes, avec des jeunes républicains ; nous avons fait notre union profonde, notre union totale, et elle a porté tellement de fruits qu'on a dissous la compagnie, qu'on nous a rejetés un peu au hasard » ; les jeunes avaient compris : nous pouvions compter sur eux !

Nous n'avons pas, à ce moment-là, pratiqué — je ne crois pas — l'armement du prolétariat, si ce n'était que sur le terrain que vous voulez indiquer ; cependant, notre besogne avait été accomplie d'une façon totale. Et l'autre défense active, qui propose la défense de nos Bourses du Travail, la défense de nos cortèges, la défense de nos imprimeries, la défense de nos fédérations, mais permettez-moi de vous dire que nous avons mis en application tout ce dont vous parlez. Je suis allé à Roubaix, j'ai pu constater qu'il y avait dans notre manifestation des quantités de jeunes gens, on les appelait des « Jeunes gardes ». Je ne sais pas s'ils étaient là pour faire seulement une démonstration de force. Ce que je sais bien, c'est que la police était bien faite et qu'ils représentaient vraiment une force active ! (*Applaudissements.*)

Est-ce que chez nous, où dans quelques jours nous donnerons une manifestation, réplique à la manifestation organisée ces jours derniers par M. de La Rocque, est-ce que nous ménagerons le déploiement de nos forces et laisserons de côté les mesures de précaution indispensables ? Pas du tout. Seulement, là et là, on a pris au sérieux des motions de Congrès qu'ailleurs on ignore. Puis, la différence qu'il y a entre une décision de Congrès et la décision d'une section ou d'une fédération, c'est que l'une fait une obligation pour l'ensemble du pays et il y a un écho, alors que les sections ne se décident que dans la mesure des nécessités révélées. Voilà la différence qu'il y a entre la position que vous voulez faire prendre au Parti, et la

position que nous voudrions lui faire maintenir dans l'avenir. Et j'ose dire que s'il n'y a que cette différence-là, nous n'aurions pas le droit de dire que nous nous séparons les uns des autres pour la grande besogne de demain.

Voyez-vous, on a dit — je m'excuse d'y revenir — et répété : « Au fond, ce qui fait le drame de l'heure présente, c'est la crise économique et non pas le danger fasciste. » S'il n'y avait pas la crise, s'il n'y avait pas la misère pay-sanne, s'il n'y avait pas la dévaluation des produits, s'il n'y avait pas la misère dans les villes, s'il n'y avait pas cet abandon progressif de la pensée batailleuse d'un prolétariat qui perd de sa conscience de classe, dans la mesure où il perd sa dignité de travailleur, s'il n'y avait pas cette situation-là, je ne craindrais pas le fascisme ! Ce qui crée le fascisme, c'est la misère, le chômage. Je me rappelle, il y a de cela trois ans, j'étais allé porter la contradiction à Vaillant-Couturier et à Jacques Duclos, là-bas du côté de Creil, devant une salle amplement garnie, et ils m'avaient dit : « Voyez là-bas, en Allemagne, la social-démocratie perd de plus en plus », et je leur répondais : « C'est un fait, mais ce que je constate, c'est que ce que la Social-démocratie perd, ce n'est pas le Parti communiste qui le gagne ! C'est Hitler qui le gagne ! » Parce que ce n'était pas simplement une espèce d'emprise armée sur la nation, ce n'était pas un coup de force, ce n'était pas un putsch, ce n'était rien de spécifiquement violent, c'était la promesse insidieuse et captieuse, c'était une nation glissant petit à petit vers le fascisme et d'autant plus rudement et d'autant plus rapidement, que l'Allemagne n'avait pas de traditions révolutionnaires. Pour conquérir les huit heures et autres améliorations, il n'avait pas fallu faire de grève...

(Molinier proteste.)

LE PRÉSIDENT. — Allons, taisons-nous !

VARDELLE. — Camarades, quand je dis que l'Allemagne n'avait pas de traditions révolutionnaires, je veux dire tout simplement qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, et que si nous admirons tous et Rosa Luxembourg et Liebknecht, nous savons très bien, nous, que ce n'est

pas par l'action directe des syndicats ouvriers allemands, qu'une transformation s'est faite dans son niveau de vie et dans son mouvement social ; ça a été par la volonté des dirigeants ! Ce ne fut pas une conquête, mais un don. Quand on ne s'est pas battu pour obtenir ces améliorations-là, on se laisse prendre trop facilement ce que l'on n'a pas conquis à la force des poings, et par l'action directe engagée lorsque l'occasion se présente ou la nécessité l'impose. C'est ainsi qu'en Allemagne, le fascisme a pu faire ce qu'il voulait ; chose qui ne se passerait pas en France, où il y a une autre maturité politique.

On me fait remarquer que mon temps de parole est épuisé. Je me contenterai, en terminant, de dire ceci : Pour moi, interprète de la Fédération de la Haute-Vienne, je ne crois pas qu'aux termes de ces débats et après l'exposé magnifique de notre ami Vincent Auriol, il soit possible de rester sur des positions absolument rigides. J'espère, et crois que de la Commission des résolutions, sortira quelque chose qui permettra de se compter unanimes.

Et c'est ainsi que notre Congrès aura donné une confiance nouvelle à ceux qui attendent de nous, travailleurs groupés dans la C. G. T. aussi bien que dans la C. G. T. U., les directives pour les batailles de demain et imposées par le devoir socialiste aussi bien que par les nécessités de la défense ouvrière. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Lebas, avant-dernier orateur inscrit, le dernier étant Paul Faure.

LEBAS (Député du Nord). — Camarades, notre ami Bracke vous a fait part des conditions dans lesquelles le Congrès de la Fédération du Nord a adopté à la quasi-unanimité le texte que vous avez lu dans le *Populaire*. Il a pu dire au Congrès qu'en le votant, il ne faisait aucun sacrifice, et parlant au nom de l'unanimité de la Commission administrative, après lui, j'ai pu dire qu'en présentant ce texte, la Commission administrative et son rapporteur ne faisaient aucun sacrifice.

Notre texte s'explique par un désir, évident, d'entente, qui se trouvait chez les uns et chez les autres. Mais personne ne s'est trompé sur notre texte. Bracke, d'ailleurs,

l'a dit avec raison. Il est pour ainsi dire extrait du rapport présenté par Paul Faure, Séverac et celui qui vous parle. Cela s'explique chez nous, par la recherche d'un texte qui peut être voté, oh !... je ne dis pas pas l'unanimité, mais par la plus grande majorité ; et ne croyez pas qu'en faisant cet effort, il y ait chez les uns ou chez les autres, je ne sais quel esprit de calcul, ou de manœuvre. L'effort que nous faisons ainsi tous, il est profondément sincère. Et le Congrès fédéral nous donne le mandat de continuer cet effort au Congrès national. Je sais bien qu'il y a certaines positions très nettes prises, et qui ont été exposées ici. Mais c'est à tous ceux qui estiment que la recherche d'un texte de plus grande majorité peut être faite dans l'intérêt même du Parti et de son action, que nous nous adressons.

Mais cela ne m'empêche pas de souligner quelques critiques qui nous ont été adressées par certains camarades. En les entendant, je me suis reporté à il y a bien des années. Ce n'est pas, en effet, la première fois que j'entends ces reproches : « Vous représentez l'immobilisme ! » Autrefois, le Nord appartenait à la minorité du Parti, et souvent dans les Congrès, on lui disait : « Mais la tactique que vous présentez, mais la méthode d'action que vous proposez, c'est l'immobilité ! c'est le fatalisme ! Vous ne croyez pas à la possibilité d'obtenir des résultats immédiats. Vous vous en remettez à la simple propagande. Mais aujourd'hui le Parti est une telle puissance, qu'il doit estimer pouvoir obtenir des résultats qu'attend le prolétariat. »

Les reproches qui nous ont été faits, vous le voyez, ont pu nous rajeunir quelque peu. Ah ! nous sommes des immobilistes ? Nous sommes des fatalistes ? Camarades, assurément, c'est un reproche qu'on ne peut pas faire à un parti ouvrier voisin. Pendant bien des années, celui-là, il est apparu dans le monde avec une rigueur et une intransigeance que nous avons soulignée souvent devant les auditoires populaires. Il n'y avait rien à faire avec les partis bourgeois. Il n'y avait même rien à faire avec les partis sociaux-démocrates, alliés de la bourgeoisie. Et

dans les combats électoraux, on nous mettait dans le même sac que les partis bourgeois !

Depuis quelque temps, des modifications considérables ont été apportées dans la tactique de ce Parti. Il a évolué avec une rapidité extraordinaire, et j'ai pu dire parfois qu'en vérité nous n'assistions pas à une évolution, mais à une révolution dans cette tactique.

Camarades, c'est vrai, le Parti socialiste français n'a jamais présenté le spectacle de semblables variations. Et encore aujourd'hui, on peut trouver dans le texte que nous vous présentons, une continuité d'idées, de vues et de tactiques. On peut croire que nous ne sommes pas à la page. Au contraire, nous croyons que nous nous tenons dans la situation qui nous est faite, situation tragique, en vérité ! Jamais, en effet, le Parti n'a eu à examiner le problème de la prise du pouvoir dans des conditions qu'on peut qualifier, sans exagération, de tragiques.

Auriol avait raison, tout à l'heure, quand il disait que ce qui domine la situation économique et politique présente, c'est la crise, crise du capitalisme, qui dure depuis cinq années. Les autres crises, elles avaient eu une durée de quelques mois, d'un an parfois ; le travail reprenait et avec la reprise de l'activité économique, c'était le retour aux conditions habituelles de travail et d'existence pour le prolétariat. Aujourd'hui, est-ce qu'on aperçoit des signes d'amélioration à cette situation économique ?

Et ce n'est pas seulement le prolétariat de l'industrie qui est frappé, ce sont les employés, cette catégorie aujourd'hui si nombreuse qui s'est développée avec le progrès même du capitalisme ; c'est la classe paysanne, qui est frappée comme elle ne le fut jamais. C'est cette classe paysanne, qui réclame à ses députés de tous les partis, les moyens de la sortir du marasme où elle est. Et le Parlement rempli de bonnes intentions, radicaux et réactionnaires unis, votent lois sur lois et les gouvernements prennent décrets sur décrets, et la situation ne s'améliore pas ; elle empire toujours ; de même pour les petits commerçants. Jamais la crise n'a atteint une universalité de travailleurs comme on le voit aujourd'hui.

C'est là le problème. Et cette crise retentit bien entendu sur la situation financière, et la crise financière à son tour crée les troubles politiques, et tous les partis bourgeois, depuis le réactionnaire jusqu'au radical, s'avèrent absolument impuissants à résoudre le problème.

Voilà la question. Et la crise continuera, hélas ! encore longtemps, probablement, et les budgets resteront en déficit, ainsi que le soulignait avec force et éloquence, tout à l'heure, notre camarade Auriol ? Et cet état économique et de déficit budgétaire, aura inévitablement des conséquences politiques extrêmement graves demain.

Alors, qu'allons-nous faire ? Et c'est dans cette situation-là que se pose pour nous le problème de la conquête du pouvoir. Nous voulons le pouvoir ! Je ne dis pas que nous le demandons ; le pouvoir pour les travailleurs ne se demande pas, il se prend ! Et notre texte dit qu'il ne faut pas entendre par « conquête du pouvoir », la participation ministérielle, la collaboration gouvernementale. Remarquez, camarades, que cela n'est pas inutile à répéter ; il y a tant de confusion dans l'esprit des masses ouvrières, des villes et des campagnes ! (*Approbaton.*) Nous voulons le pouvoir, pourquoi ? Parce que sans le pouvoir aux travailleurs, la crise continuera, les budgets resteront en déficit, la misère restera au foyer des familles ouvrières et paysannes. Seule cette situation peut changer avec un Etat aux mains des travailleurs.

Assurément, dira-t-on, cela est facile à dire ! C'est une vérité socialiste évidente, mais comment la ferons-nous entrer dans la réalité révolutionnaire ?

Eh bien, c'est ici que nous avons à examiner les moyens dont nous disposons.

Que d'excellentes choses ont été dites, ici, par nos camarades ! Il sera intéressant pour les membres du Parti de relire le compte rendu sténographique de nos débats. Les moyens qui sont à notre disposition ? Mais, camarades, c'est d'abord l'organisation des travailleurs, sans distinction aucune, de tous les travailleurs. Et l'organisation qui les réunit tous dans une même revendication commune : c'est le Parti socialiste qui est leur parti politique. Il y a

à côté de nous d'autres organisations ouvrières, c'est vrai, mais nous, nous nous efforcerons immédiatement après le Congrès, que dis-je ! nous continuerons à nous efforcer de réaliser cette unité politique ouvrière absolument indispensable. Je connais mes camarades du Parti, et je sais bien que chez aucun, il n'y aura de mauvaise volonté. Ils désirent l'unité organique ; ils y travailleront de toutes leurs forces, et si elle ne dépend que d'eux, je me permets de dire qu'elle est prochaine.

Organisation des travailleurs, premier point.

On a parlé, ici, avec un certain dédain, du suffrage universel, parce que c'est un moyen légal, et quand j'entendais cela, je me reppelais certaine brochure de Guesde et Lafargue, où se trouve cette phrase : « Le suffrage universel, pour nous, doit être transformé, d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation. » Le suffrage universel, utilisé par les socialistes, c'est le moyen de grouper sur le terrain politique tous les travailleurs exploités sur le terrain économique ; ils doivent se rencontrer sur le terrain politique continuant la lutte, contre leurs exploitants, et le suffrage universel, utilisé ainsi, est un moyen révolutionnaire.

Nous l'avons employé jusqu'à maintenant. Nous l'utilisons dans des conditions qui nous assurent des progrès incontestables. Camarades, je suis sûr que nous continuerons à l'employer, et que nous obtiendrons des résultats meilleurs encore dans un avenir prochain.

Il est bien évident que nous ne pouvons pas exclure de nos moyens d'action la grève générale. Autrefois, on opposait la grève générale au suffrage universel. Vous vous souvenez de la position de Briand dans le mouvement ouvrier français ? Aujourd'hui, de par le développement du mouvement ouvrier, on s'aperçoit que la grève générale doit être utilisée non pas comme moyen à opposer au suffrage universel, moyen politique, mais comme complément dans la lutte pour la conquête du pouvoir. (*Applaudissements.*)

Et ici, je me permets de dire après Bracke, deux mots à mon jeune ami Briche. Vous ne serez pas surpris si je

vous dis que je l'ai écouté avec un sentiment de joie profonde. J'ai retrouvé mon jeune Briche, ancien secrétaire de la Jeunesse socialiste de Roubaix. J'ai retrouvé mon jeune camarade qui m'accompagnait dans les réunions que nous avions après la malheureuse division de Tours. Et dans ces réunions, il arrivait armé de nos brochures, de nos vieilles brochures, et il répondait aux contradicteurs communistes, toujours victorieusement. Il a reçu une solide instruction socialiste ! (*Applaudissements.*) Et ce fut pour moi une grande joie de ce Congrès, de le retrouver ici, parlant au nom de la Fédération du Jura.

Après Bracke, je me permets de lui dire un mot sur les réflexions qu'il a faites lorsqu'il nous parlait des conférences qu'il donne nombreuses, je le sais, aux ouvriers et aux campagnards du Jura.

Il nous a dit : « Lorsque je leur parle de l'effort du Parti socialiste, les ouvriers, les paysans, frappés par la crise, me répondent : Mais nous vous attendons à l'œuvre. »

Ah ! les paysans, les travailleurs du Jura nous attendent à l'œuvre ? La Fédération socialiste du Jura attend les travailleurs et les paysans. La Fédération socialiste du Jura peut leur dire : « Quand donc comprendrez-vous que le Parti socialiste c'est votre Parti, et que sans votre actif concours, le Parti socialiste sera toujours impuissant ? Le Parti socialiste n'est pas une force extérieure aux travailleurs, le Parti socialiste, c'est le parti des travailleurs. Sans eux, le Parti socialiste ne serait jamais rien. Sans eux, le Parti socialiste serait condamné à l'impuissance. Et par conséquent nous les appelons autour de notre rouge drapeau, autour de notre programme qui exprime leurs revendications, leurs intérêts. »

C'est, en effet, le langage qu'il faut tenir ; ce langage, généralement, n'est pas acclamé par les foules. Il ne peut pas l'être, parce que, au fond, il exige un effort de la part des intéressés. Quand on fait des promesses, on peut être acclamé ; on peut être suivi un moment. Mais lorsqu'on dit aux travailleurs la vérité sur leur situation, lorsqu'on dit : « Cette situation durera tant que vous ne ferez pas l'effort nécessaire pour en sortir », alors généralement on ne soulève pas les acclamations, mais on peut être com-

pris, cette vérité socialiste profonde vraiment révolutionnaire, elle pénètre dans des cerveaux. Quand la réunion aboutit à ce résultat, elle n'a pas été inutile. Et c'est cela la vraie propagande socialiste ; continuons-la, par conséquent, camarades ; et par ce temps de crise, voilà la propagande à faire. Il faut aller aux masses ouvrières, quand elles ne viennent pas à vous. Il faut y aller pour leur tenir ce langage de la franchise ; pas de flatterie, pas de promesses. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront !

Voilà la vérité. Voilà celle, sans doute, que répand avec succès mon jeune ami Briche.

Camarades, dans notre marche pour la conquête du pouvoir, employant tous les moyens de l'action ouvrière, les moyens légaux, le suffrage universel, la grève générale dans certaines circonstances, la grève générale révolutionnaire, dans un avenir qui, peut-être, n'est pas éloigné, mais cela dépendant des circonstances que personne, ni aucun parti ne peut prévoir, eh bien ! nous rencontrons sur notre route une puissance réactionnaire : le fascisme. Pour le combattre, ici encore, les moyens varient. Nous devons les employer tous, surtout n'en exclure aucun !

Auriol répétant les termes mêmes de notre motion, a dit : « Pour combattre le fascisme, il faut combattre la crise ». A la vérité, notre texte n'apporte rien de nouveau, nous l'avons tous dit. Et les moyens de combattre la crise, c'est le Parti socialiste qui, je crois, le premier en France, les a rappelés dans ses résolutions de Congrès, dans ses propositions parlementaires.

Voyons un peu la belle et intéressante lettre écrite par Auriol, adoptée par le Groupe parlementaire, en réponse aux questions que lui posait le Groupe radical, lors de la dernière crise ministérielle. Eh bien, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est que le rappel de toutes les mesures que nous avons adoptées dans nos Congrès et dans nos Conseils Nationaux de ces dernières années, lettre qui est à répandre partout, dans les villes, dans les campagnes ; le bureau de la Fédération du Nord vient d'en décider l'impression et dans quelques jours elle sera répandue à profusion.

Il faut combattre le fascisme, aussi lorsqu'il nous menace, jusque dans nos militants et dans nos organisations ; la plupart d'entre nous sont des sans-propriété, mais tout de même il leur arrive d'être co-propriétaires même lorsqu'ils ne possèdent rien ; j'explique cette contradiction : notre bien collectif, c'est le Parti, ce sont nos organisations ouvrières, ce sont les syndicats, ce sont les Bourses du Travail.

Tout cela est à défendre, et cela est menacé. Pour le défendre nous sommes capables d'employer tous les moyens. Le fascisme nous trouvera devant lui, la France ouvrière et socialiste l'a montré admirablement, le 12 février de l'année dernière. Jamais aucun pays, au monde, n'avait donné un spectacle aussi admirable et réconfortant. Il n'avait pas fallu l'unité d'action ; cependant, quelques jours avant, nous étions encore en désaccord avec le parti frère voisin. Nous n'étions pas parvenus à nous entendre sur les conditions d'une protestation qui s'imposait. Ce sont les masses elles-mêmes qui, à l'occasion de la décision de grève générale, prise par la Confédération, se sont levées et le Parti socialiste, on peut le dire, est entré en plein dans l'action. Et c'est grâce à lui, il faut bien le reconnaître, si dans les grandes villes, dans les campagnes, il y a eu, à l'occasion de la grève générale, des manifestations monstres. C'était la première levée de masses de la France ouvrière socialiste et républicaine, contre le fascisme, qui était apparu un instant à la lueur des incendies de la place de la Concorde ! (*Applaudissements.*)

Mais, pour cela, est-ce que le texte qui nous est présenté par nos amis de la *Bataille Socialiste*, nous apporte quelque chose qui doit être retenu ? Après ce qu'a dit Bracke, je vous demande la permission de faire un effort de clarification pour éviter un malentendu.

Mon cher Bracke, voici ce que j'ai dit à la Fédération du Nord — vous n'étiez pas là quand j'ai répondu, vous étiez retenu ailleurs par une obligation. — Voici le texte, je me permets de le relire, de la motion de la *Bataille Socialiste* :

Le Parti affirme la nécessité d'organiser un dispositif de sécurité d'autodéfense, conçu dans les cadres de la motion de Toulouse.

Puis :

Cette tâche essentielle ne saurait d'ailleurs se confondre avec cette grande revendication de l'armement général du peuple, qui reste selon la tradition socialiste la plus authentique confirmée encore par les leçons de l'expérience, la condition de la victoire révolutionnaire.

Eh bien, je vous avoue que c'est cela que je ne comprends pas !

ZYROMSKI. — Il n'y a pas d'exemple que...

LEBAS. — Et je vais vous dire pourquoi ! D'abord l'armement général du peuple, a toujours été présenté dans le socialisme français, comme une organisation militaire capable d'assurer efficacement la sécurité du pays, tandis que les armées permanentes n'avaient été capables que de permettre l'invasion de la France, je ne sais combien de fois. (*Applaudissements.*)

BRACKE. — Nous en parlerons à la Commission des résolutions. Je ne peux pas vous répondre ici.

LEBAS. — Mais l'armement, pour nous, camarades...

ZYROMSKI. — Vaillant !...

LEBAS. — Oui, mais connaissant la bourgeoisie, sa peur d'un prolétariat armé, peur justifiée, j'ajoute, vous savez bien, camarades, que nous pouvons déposer des propositions de loi, reprendre les textes qui ont été soumis par Vaillant, par Jaurès, jamais nous n'obtiendrons le vote par le Parlement français, d'une pareille organisation de défense nationale. Mais vous dites, alors ; et cependant c'est cet armement général du peuple qui est la condition de la victoire révolutionnaire. Non, Zyromski !...

ZYROMSKI. — Si !

LEBAS. — Non, l'armement général du peuple, écoutez, c'est une question de chronologie, l'armement général du peuple...

LE PRÉSIDENT. — Ne vous mêlez pas au dialogue, je vous en prie !

LEBAS. — L'armement du peuple suivra la conquête du pouvoir par le prolétariat. (*Applaudissements.*)

ZYROMSKI. — Non, non ! Utopie !

MARCEAU PIVERT. — ...(*Il parle dans le bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Je demande à tout le Congrès d'écouter en silence !

LEBAS. — C'est lorsque le 18 Mars victorieux se produisit avec le concours de l'armée régulière, que la Commune de Paris put s'installer à l'Hôtel de Ville ; elle fut élue, et c'est alors seulement que la Commune de Paris organisa sa défense ; c'est alors seulement qu'elle constitua l'armement général de la population parisienne. Je me permets... (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Ecoutez !

LEBAS. — Camarades, nous reprendrons cette discussion à la Commission des résolutions.

LE PRÉSIDENT. — Seulement, si vous voulez la reprendre, il faut d'abord que la séance puisse s'achever d'une façon tranquille !

LEBAS. — Je vous assure que j'ai hâte de terminer ! Je vous demande quelques minutes pour...

Une voix. — Au nom de 13.000 membres !

LEBAS. — Cela n'est rien ! Une fédération, quelle que soit son importance, a le droit de se faire entendre !

Camarades, mais justement à propos de cette lutte nécessaire, à engager contre le fascisme, les camarades assez nombreux appartenant à diverses nuances de la pensée socialiste, sont venus dire ici : « Mais pour poursuivre cette lutte avec succès, et dans les meilleures conditions, par conséquent, il faut bien reconnaître que la structure actuelle de l'organisation du Parti ne répond plus aux besoins de l'action. » « C'est l'organisation locale, c'est l'organisation départementale, c'est notre organisation centrale même qui craque. Il nous faut quelque chose de nouveau. »

· Nous nous trouvons par conséquent, camarades, devant un projet non pas de modification aux statuts, mais de véritable transformation de l'organisation socialiste. Or, remarquez bien que je ne suis pas du tout l'adversaire de propositions de modifications aux statuts, car le Parti n'est pas fait pour les statuts, ce sont les statuts qui sont faits pour assurer la marche et l'action du Parti. Etant en cours de route, en pleine bataille, on s'aperçoit que tel article du règlement laisse à désirer ou est plutôt une gêne. Dans ce cas, aucune hésitation ; on doit apporter la modification nécessaire. Je ne veux pas ici chercher une petite querelle à nos camarades qui parlent de modification de la structure du Parti, qui voudraient, par exemple, que le Parti ait en France de grandes régions, afin de lui permettre d'opérer plus librement, sur un champ de bataille plus étendu, de livrer le combat qui s'impose à nous ; je leur demande simplement ceci, et je suis sûr qu'en leur adressant amicalement cette demande, j'exprime le désir de l'unanimité du Congrès : Si, mes chers amis, vous croyez qu'une modification, qu'un bouleversement de ce genre est nécessaire au Parti, pour la continuation de sa lutte, eh bien nous vous demandons de nous présenter, et le plus vite possible, car nous sommes dans la bataille, un projet. Vous y avez sans doute mûrement réfléchi, les uns et les autres. La lutte continue, l'action nous réclame, apportez-nous, je vous prie, vos propositions de modifications de l'organisation du Parti. (*Applaudissements.*)

Et notre camarade Blum, hier, dans son si remarquable exposé des difficultés que rencontre presque quotidiennement notre Groupe parlementaire, vous l'a dit ; à la fin de son exposé, il vous a fait pénétrer dans plusieurs réunions du Groupe parlementaire, réunions tenues au cours de la dernière crise ministérielle ; il vous a dit : « Voilà dans quelle situation nous étions, où nous pouvions être amenés à prendre une décision rapide. On ne pouvait pas attendre. » « Alors, vous a-t-il dit, est-ce que le Parti nous a donné des indications ? Est-ce qu'il nous a donné une règle ? »

Eh bien, je me permettrai, camarades, de vous faire re-

marquer que précisément sur ce point, le Parti a pris les décisions utiles. Je rappelle simplement cette fameuse résolution adoptée par le Congrès national extraordinaire de janvier 1930 — qui ne s'en souvient ? — et voici ce qu'il a dit, et ce qui demeure la loi du Parti, et la loi du Groupe parlementaire :

Le Congrès déclare que le Parti est toujours prêt à assumer les responsabilités du pouvoir, soit seul, soit avec *la majorité à la direction du gouvernement par des Ministres Socialistes* choisis par lui et pour appliquer un programme portant sa marque propre ; en ce qui concerne une participation socialiste à un gouvernement de coalition, l'idée doit en être écartée, dans la législature actuelle, et ne pourrait être envisagée qu'au cas de circonstances exceptionnelles reconnues fermement comme telles par une assemblée souveraine du Parti, Congrès ou Conseil national. Dans les deux cas prévus, c'est cette assemblée, Congrès ou Conseil national, qui désignerait les délégués du Parti au Gouvernement.

Et puis, c'est la C. A. P. qui, saisie par le Groupe parlementaire, au cours encore d'une crise ministérielle, à la date du 7 novembre de l'année dernière, adoptait à l'unanimité le texte que vous trouvez dans la brochure des rapports à ce Congrès.

Voici ce texte :

La C. A. P. remercie le Groupe parlementaire de sa communication ; la C. A. P. est résolue, non seulement à suivre la situation avec la vigilance qu'elle exige, mais à répondre à des événements d'une gravité exceptionnelle, par des décisions de caractère exceptionnel.

Si devant le péril couru par les libertés publiques et les libertés ouvrières, devant les ravages de plus en plus douloureux exercés par le chômage et la détresse paysanne, des républicains sentant à leur tour le caractère exceptionnel des circonstances, se déterminent à opposer à la violence fasciste la force républicaine, et constituent un gouvernement de combat pour la sauvegarde des libertés démocratiques et contre la crise, elle déclare — la C. A. P. — n'opposer d'avance aucune limite au concours que leur apporterait le Parti.

(*Applaudissements.*)

Nous sommes d'accord. Je demande, et je suis sûr que Blum sera de mon avis, je demande au Congrès de se pro-

noncer sur ce texte. Il ne faut pas qu'il passe ainsi dans une approbation générale du Rapport de la C. A. P. Il faut que le Congrès ait son attention appelée sur ce texte. Il est important, car que dit-il ? Que signifie-t-il ? Il signifie ceci : Au cours d'événements politiques qui peuvent prendre un caractère grave, le Groupe parlementaire peut être appelé à examiner des offres de collaboration gouvernementale, étant bien entendu que dans ce gouvernement entrent des hommes décidés à donner au gouvernement nouveau un caractère de combat, de lutte contre le fascisme, mais aussi de lutte contre la cause du fascisme : la crise.

On peut très bien ne pas avoir le temps d'attendre une décision, je ne dis pas de Congrès, mais de Conseil National. En effet, la réponse peut être exigée dans quelques heures. Dans quelques heures on peut réunir la Commission administrative permanente. C'est une affaire d'organisation à régler entre le Bureau du Groupe parlementaire et le Bureau de la C. A. P. Mais c'est la C. A. P. qui, réunie dans les conditions qu'elle a indiquées elle-même, prend la décision.

Je ne dis pas que la C. A. P. est appelée à donner son avis. Je dis que la C. A. P., organisme du Parti, prend la décision. Et c'est cette décision que le Groupe parlementaire applique. Mais en même temps, c'est ainsi que je vois le déroulement des choses — excusez-moi, camarades, si j'entre ainsi dans le détail, mais c'est nécessaire, afin que nous arrivions à un accord que je crois possible sur ce point — mais en même temps que le Secrétariat convoque la Commission administrative permanente, il convoque aussi les délégués des fédérations pour un Conseil National qui peut se tenir, je ne dis pas dans les vingt-quatre heures, mais au plus tard dans les quarante-huit heures. Et c'est cette assemblée du Parti qui se prononce. Elle peut se trouver devant le fait accompli, le Groupe parlementaire en effet, en accord avec la C. A. P., a pu ne pas remettre sa réponse à plus tard. Mais c'est le Conseil National qui ratifie ou qui désapprouve. Dans une pareille situation, je suis bien certain de ne pas me tromper : le Conseil National se rendra compte que la

C. A. P. et le Groupe parlementaire ont répondu à des nécessités urgentes et impérieuses.

Voilà comment je vois les choses. Faut-il, pour cela, modifier le règlement du Parti ? Faut-il bouleverser l'organisation centrale du Parti ? Faut-il ajouter à la Commission administrative permanente un autre organisme restreint, composé de quelques hommes, qui certainement seraient aussi membres de la Commission administrative permanente ? On risquerait d'avoir ainsi une dualité entre deux Commissions supérieures, ce qu'il faut éviter.

Enfin, je m'arrête. Inutile d'examiner plus à fond cette question. Je suis convaincu, camarades, que quelle que soit notre position, sur la question de la conquête du pouvoir et de la lutte contre la crise, sur ce point particulier, mais cependant capital pour notre action, nous arriverons à être d'accord.

Et puis, voici quel sera mon dernier mot, pour lutter contre la crise, il faut travailler — je m'excuse de le répéter après tant d'autres camarades — il faut travailler avec ardeur, sincérité, à la recherche des conditions théoriques, tactiques, organiques, de l'unité ouvrière en France. Mais quelles que soient les décisions que nous prendrons, et que j'espère unanimes, je veux croire que quelle que soit l'organisation que nous accepterons, ou plus exactement que nous nous donnerons, nous n'oublierons jamais que le Parti doit rester maître de sa direction, et de son action politique générale ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Faure.

PAUL FAURE. — Camarades, quelques semaines avant ce Congrès national, un certain nombre de camarades non mandatés, de diverses fédérations, m'ont fait l'amitié de m'écrire pour me demander quelques conseils et quelques éclaircissements sur la préparation même de ce Congrès.

Ils étaient, en effet, un peu troublés et inquiets, des termes de l'ordre du jour des débats d'aujourd'hui. Conquête du pouvoir ? Que fallait-il entendre par là ? Comment, dans nos fédérations, dans nos sections, allons-nous en discuter et en délibérer ? Y avait-il quelque chose de nouveau

ou de changé ? Les conditions habituelles et normales de lutte acceptées par le Parti socialiste, et auxquelles tous ceux qui sont ici, tous ceux qui sont dans nos rangs, ont donné leur adhésion, en entrant chez nous, devaient-elles être modifiées ?

Le Parti n'a-t-il pas déjà, par ses sections, ses fédérations, par sa participation aux luttes électorales, par sa conquête des municipalités, par son influence parlementaire, par sa propagande constante, forgé l'arme dont le prolétariat a besoin pour la conquête du pouvoir politique ?

Mes correspondants me demandaient si l'on allait bouleverser tout cela et comment il fallait envisager le prochain Congrès.

J'ai communiqué ces correspondances à deux de mes amis qui étaient les plus rapprochés de moi, à Séverac et à Lebas, notamment, en leur disant : « Nous pouvons, évidemment, rédiger une motion, et l'envoyer avec notre signature. » Nous nous sommes dit alors, répondant à l'avance à la préoccupation et aux scrupules dont, tout à l'heure, Bracke se faisait l'interprète, qu'il ne serait pas mauvais que nous nous guérissions le plus possible des individus, et qu'au lieu d'une motion, il serait bon peut-être de rédiger quelque chose qui ne serait pas une motion, qui serait un travail dans lequel les camarades pourraient trouver les éléments de discussion, d'éclaircissement, qui leur permettraient au sein même de leurs fédérations, de rédiger, eux, un texte qui ne porterait aucune signature, mais qui serait l'émanation de leurs fédérations et de leurs propres débats.

Nous étions candides, et aussi bien orgueilleux sans doute, de penser que ce texte pourrait servir de base à la discussion pour l'ensemble du Parti. Peut-être ferai-je exception pour nos camarades bolcheviques-léninistes, qui, évidemment, ne peuvent pas trouver dans ce texte de quoi satisfaire leurs conceptions, car il n'est pas douteux qu'ils constituent, dans ce Parti, une exception, étant donné qu'ils n'ont pas adhéré, je crois, très nettement, aux statuts et aux règles de notre Parti, et qu'ils sont entrés chez

nous en se réclamant de leur fidélité aux 21 conditions de Moscou !

AURIOL. — Alors c'est inadmissible ! (*Bruit, conversations.*)

PAUL FAURE. — Le Parti appréciera, cela c'est autre chose !

LE PRÉSIDENT. — Ils sont entrés comme un corps étranger !

PAUL FAURE. — Je demande, après cette petite précision, nécessaire en passant, la permission de répéter au reste du Parti, que nous estimions que toutes les tendances pouvaient trouver dans notre texte, une base d'information et les éléments de textes divers et concordants. C'est dans ce sens que nous l'avions rédigé.

Voilà qu'on nous dit — je crois que c'est encore Bracke, ma parole ! — : « J'y ai trouvé comme une espèce de mauvaise humeur, à travers les lignes. »

Écoutez, Bracke, je me souviens des conditions d'esprit dans lesquelles le texte a été rédigé, par un seul homme, d'ailleurs, par votre collègue le professeur Séverac, qui, je vous en apporte le témoignage, et je m'étonne que cela ne ressorte pas de la lecture, l'a rédigé avec une sérénité d'âme et de conscience socialiste où la mauvaise humeur n'avait pas prise. Et alors j'en suis à me demander, parfois, si la mauvaise humeur qui n'était certainement pas dans la pensée de l'auteur, du rédacteur, ne s'est pas glissée sournoisement dans la pensée du lecteur ? (*Rires.*)

Je n'en sais rien, mais j'affirme encore aujourd'hui qu'il n'y avait aucune mauvaise humeur chez nous et qu'il n'y en a pas en ce moment.

Un autre reproche, Lebas y a répondu : immobilité, résignation ! Un secrétaire de la Fédération de la Seine est allé même un peu plus loin, dans un texte qui m'a été communiqué ; il a défini ce malheureux texte comme la politique du chien crevé ! Vraiment, on n'invente pas grand'chose, car vraiment, tout a été dit ! Toutes ces expressions, toutes ces formules ont un relent du passé et

de tous nos débats d'autrefois ; tout ça a déjà servi ! Et on croit faire du neuf. Le plus singulier, c'est que ce n'était pas les mêmes hommes qui nous adressaient ces critiques et c'était dans des conditions différentes. De très bonne foi, je m'interroge : « Est-ce que vraiment c'est vrai ? Est-ce que c'est vrai que Lebas, Séverac et toi, vous êtes si immobiles et si figés ? Et si éloignés de l'action, de la vie mouvante de la propagande, qu'on a l'air de le dire ? » Je ne le crois pas !... Je le crois moins encore quand je considère ce que font ceux qui nous critiquent.

Dans notre texte, je défie qu'on trouve un seul mot, une seule formule, qui justifient une seule de vos épithètes.

Quoi ? Quand on vous dit : « La conquête vers le pouvoir, c'est d'abord ce que vous faites tous les jours, et c'est ce que nous vous demandons de continuer à faire. » En quoi sommes-nous immobiles et figés ? Regardez la ville où vous êtes reçus. Voilà l'action, voilà la marche vers le pouvoir, voilà ce que nous vous demandons de faire partout ; ils ont conquis l'hôtel de ville, et ils utilisent le budget de la ville au mieux des intérêts des travailleurs de Mulhouse. Ils bâtissent des Maisons du Peuple, où nous nous réunissons aujourd'hui, pour la propagande et pour l'action, ce qui vaut mieux que d'aller se réunir dans des bois, comme sous l'Empire ! Ils ont créé autour d'eux des sports, des groupes d'athlètes, dont vous avez eu justement, sur cette scène, l'autre soir, le spectacle magnifique, des chorales, des musiques, des groupes de défense aussi, qui pour ne pas s'appeler T. P. P. S. — excusez-moi ! — n'en montent pas moins la garde autour du prolétariat mulhousien ! (*Applaudissements.*) Nous répétons que cela, c'est l'action ; en connaissez-vous d'autres ? C'est ce que nous demandons à nos camarades de faire partout ! Si on le fait dans toutes les communes et dans toutes les villes, c'est la marche vers le pouvoir ! Si partout le même effort avait été accompli, la révolution serait faite.

Ce que j'éprouve d'une façon très sensible, c'est que nous avons deux écueils à éviter pour les hommes que nous recrutons au jour le jour, dans notre propagande : C'est d'empêcher que naissent dans leur cœur des excès d'optimisme, et aussi des excès de pessimisme quelques

mois après. J'en ai vu qui n'avaient jamais songé au socialisme, que notre propagande a arrachés à leur indifférence et à leur immobilisme de toujours, et qui après deux ou trois mois de présence dans nos rangs, se fatiguent et s'impatientent : « Eh bien, quoi ? Alors, c'est tout ça qu'on fait ? Mais nous, nous n'avons pas le temps d'attendre ! Dépêchons-nous ! Comment ? Vous allez rester là, le derrière sur votre chaise de Secrétaire général du Parti ? La vie, l'action vous appellent ! En avant ! Agissons ! »

Je veux bien, mais je voudrais qu'on m'apportât des formules précises d'action et de mouvement autres que celles qui nous ont inspirés jusqu'ici. Et savez-vous ce que j'ai souvent observé ? C'est qu'au bout d'un ou deux ans, les mêmes qui ont eu de ces excès d'optimisme, qui ont cru que la révolution était là, qu'il n'y avait plus qu'à la cueillir, et que si on ne le faisait pas, c'était la faute de ce qu'on appelle « les chefs du Parti », de leur paresse, de leur indolence, ceux-là ne croient plus à rien, et s'en vont découragés.

Nous voulons éviter, chez nos militants, ce double danger, d'un optimisme qui ne répond pas à la réalité, et d'un pessimisme qui contredit les espérances raisonnées du socialisme. (*Applaudissements.*)

Hélas ! il ne suffit pas d'avoir raison pour convaincre les masses, sans cela il y a longtemps que nous aurions le pouvoir ! Notamment dans cette période que nous avons vécue, dans celle que nous vivons tous les jours, et où notre doctrine trouve tant d'éclatantes justifications.

Quand nous regardons derrière nous, le chemin parcouru par notre Parti, ne sentez-vous pas naître en vous un immense orgueil pour ce parti que vous servez ? Il a eu raison dans tous les domaines, depuis qu'il existe. Si la guerre a passé, cette guerre dont Auriol parlait tout à l'heure avec tant de flamme, est-ce que le socialisme ne s'est pas dressé pendant des années contre sa menace ? Est-ce que jusqu'à sa dernière minute, Jaurès n'a pas crié tout ce qu'il y avait de raisonnable, de grand, d'humain, dans sa conscience de socialiste, et d'Européen, pour empêcher la guerre de passer ? Est-ce que nous ne pouvons pas dire, aujourd'hui, à toutes les victimes, au monde

entier qui traîne la suite et les conséquences de la guerre : « Il a fallu passer sur le cadavre de Jaurès, et briser le socialisme dans tous les pays, pour que la guerre passe ! » Par conséquent, aucun reproche au socialisme, à cet égard !

BALAY. — Si, qu'elle soit passée !

MOLINIER. — Qu'elle soit passée ! (*Protestations diverses.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence !

PAUL FAURE. — Et depuis ? Ecoutez-moi, je fais appel au souvenir, à la mémoire de nos amis, de tous nos camarades. Il ne s'agit pas d'une question de tendance, ce n'est pas une fraction du Parti qui a agi et pensé, c'est l'ensemble du Parti. Est-ce que depuis la guerre, nos militants, dans ce pays, ne se sont pas occupés de toutes les souffrances occasionnées par la crise qui montait ? Est-ce que nous n'avons pas été les seuls à annoncer l'imminence d'abord, la gravité profonde de cette crise, alors que les organes des partis bourgeois, que les chefs d'Etats la niaient en ricanant, comme le faisait M. André Tardieu ? Est-ce que, au fur et à mesure que se déroulait la crise, notre Parti socialiste ne s'est pas, à la Chambre et partout, préoccupé d'arrêter, de résoudre dans tous les domaines, toutes les difficultés ? N'est-ce pas lui qui, dès le début de la crise financière, faisant suite à l'économique, a apporté ses projets et ses contre-projets qui eussent évité tant de ruines et tant de misères ? Oui, oui ! on a pu railler parfois le portefeuille des petits épargnants, de ceux qui ont travaillé pendant quinze, vingt ans, cinquante ans, à économiser un petit capital ; ceux-là, le socialisme s'est intéressé à eux, et il a voulu les protéger et s'ils ont été ruinés en totalité ou aux trois quarts par la crise financière, le socialisme n'en porte aucune responsabilité, puisque c'est parce qu'on n'a pas voulu le suivre vers les solutions financières qu'il apportait, que la petite épargne a été dépouillée.

Quand la crise agricole a éclaté, n'avons-nous pas pris en mains la cause des paysans comme celle des ouvriers, des fonctionnaires, des travailleurs de toutes catégories ? Est-

ce que pour le blé, pour le bétail, pour le vin, un autre parti a défini à la Chambre des solutions plus précises que les nôtres, solutions qui pour ne pas être des solutions révolutionnaires qui ne dépendent pas de nous seuls, n'en étaient pas moins des solutions pratiques qui eussent diminué les souffrances et les misères de la classe paysanne ?

Est-ce que pour le chômage, ce n'est pas nous qui avons proposé la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, et les grands travaux ? Est-ce que, enfin, pour tout cela et dans tout cela, le socialisme n'a pas été à la pointe de tous les combats ? Est-ce que, enfin, dans le domaine international, vous n'éprouvez pas là aussi une fierté immense quand vous voyez que maintenant, à la Société des Nations, on reprend toutes les thèses du socialisme, et que l'autre jour le représentant de la Grèce, prenant la parole à la Conférence du désarmement, sur la recherche de l'agresseur et pour construire la paix, reprenait littéralement les phrases de Jaurès, en disant : « C'était ce grand Français qui avait vu clair, et c'est aujourd'hui, autour de ses formules, qu'il faut organiser la paix du monde et la Société des Nations. »

Le voilà, votre Parti ! Le voilà dans son passé, le voilà dans sa vie, le voilà dans tout le cours de son histoire. Aujourd'hui, on nous dit : « Eh bien, il faut chercher des moyens nouveaux pour conquérir le pouvoir. » C'est vrai, on ne le conquiert pas vite. Mais je pense que tout le monde est d'accord pour continuer à faire ce que nous avons fait jusqu'alors, tous ! Quant au reste, que nous propose-t-on au juste ? Armement général du peuple ? On reprend ici les formules d'autrefois, abandonnées parce qu'elles n'ont rien donné. On fait appel aux techniciens ; Moch, si on fait appel aux techniciens, mon cher ami, je ne suis pas sûr que les vrais techniciens ou même les simples poilus du rang, ne trouveront pas que pour la sécurité de ce pays, après la conquête du pouvoir par le socialisme, la formule armement général du peuple ne correspondrait plus telle qu'elle était conçue à l'origine, à la guerre aérienne, ni à la guerre sous-marine, ni aux gaz, et qu'il y faudrait d'autres conceptions militaires ; je ne suis pas un technicien, je le confesse, mais il est probable

que ces vieilles formules d'autrefois, il faudrait les renouveler en effet. Dans ce cas, ce n'est pas nous qui sommes des immobilistes et des figés.

Armement général du peuple ? Si c'est pour demain, quand nous aurons le pouvoir, pour assurer la défense de ce pays, il faudra sans doute trouver autre chose que cela. Si c'est pour la conquête immédiate du pouvoir, permettez, si c'est cela, je crois que c'est une formule de Congrès, une simple formule de Congrès ! Mais dans la vie, dans la réalité, je vous donne rendez-vous à l'an prochain, à deux ans, à trois ans ; vous me direz sérieusement quels progrès vous aurez faits dans l'armement général du prolétariat que vous préconisez, au point de vue révolutionnaire ! (*Applaudissements.*) Parce que, ici, vous exprimerez vos formules ; mais ailleurs, quand vous achèterez une mitrailleuse, les fascistes en achèteront quatre ! Quand vous aurez un avion, les fascistes en auront quinze, parce que vous ne disposerez ni des moyens matériels, ni des conditions légales pour organiser cette propagande. Ah ! camarades, quand vous nous accusez, parfois, de vouloir jeter l'illusion dans les masses de nos adhérents, comme nous pourrions vous répondre : La voilà, la grande illusion ! Laisser croire au peuple qu'il peut ainsi conquérir le pouvoir, par un armement qui ne dépend, vous le savez bien, ni de votre bonne volonté, ni de nos discussions de Congrès ! (*Applaudissements.*)

BALAY. — Coup pour coup, le fascisme... (*Protestations.*)

PAUL FAURE. — On ne doit pas mettre en cause les représentants des organisations étrangères, sans cela je sais bien à qui j'aurais demandé son témoignage dans un débat comme celui-là ! Bien entendu, je ne peux pas le faire, et je m'excuse auprès de lui, ou auprès d'eux, de la simple allusion que je fais en passant.

Et puis quoi ? Le suffrage universel ? Vous n'avez pas le droit d'en diminuer l'importance.

(*Balay essaye d'intervenir : protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Personne ici n'a le droit de prendre ou l'énoncé d'une opinion contraire à la sienne, ou une inter-

prétation qu'il croit erronée de sa pensée, pour une espèce d'outrage personnel ! Voyons ! je vous en prie !

(Balay proteste encore.)

Quelques voix. — Non ! non !...

PAUL FAURE. — Le suffrage universel, aucun de nous, ni Séverac, ni Lebas, ni aucun des membres de cette assemblée, n'a pu dire qu'il considérait le suffrage universel comme l'unique moyen de conquérir le pouvoir. Il n'y en a pas un des plus modérés dans cette salle, qui le croit !

JEAN LONGUET. — Très bien !

PAUL FAURE. — Seulement tant que le suffrage universel existe, nous disons : Nous en profitons, nous faisons appel aux masses sur ce terrain de propagande et de réalisation ; nous défendons notre programme, nos idées, nos doctrines. A chaque prolétaire, nous avons la possibilité de nous adresser directement à lui en ces termes : « Voilà un bulletin, un morceau de papier, tu vas aller dans un isolement, personne ne te verra, tu ne risqueras rien, et tu peux t'affranchir de cette manière. » Voulez-vous tenir compte qu'une minorité seulement nous entend et nous répond. Et je vous le demande : Quand vous appellerez à l'action révolutionnaire directe, dans la rue, cette minorité-là, contre une bourgeoisie disposant de l'armée, de la police, de tout l'appareil répressif de l'Etat moderne, combien seront-ils ? Il ne s'agira plus de voter dans une section ou un congrès une motion extrémiste. Réfléchissez qu'il pourra y avoir des défections.

Le suffrage universel ? Mais enfin, dites-moi : A Marseille, à Mulhouse, à Lille, à Roubaix — je m'excuse, il faudrait que j'en nomme des centaines — on a conquis le pouvoir politique local. Pourquoi voulez-vous écarter l'hypothèse que cela se généralise dans l'ensemble du pays ? Je sais bien l'objection : c'est que lorsque nous serons ainsi près du pouvoir, il est vraisemblable que la bourgeoisie prendra peur et qu'alors elle cherchera à briser les organisations ouvrières, à supprimer le suffrage

universel dont elle sent qu'elle va devenir victime, à mettre en vacances sa propre légalité. Avons-nous jamais dit que nous laisserions faire ?

Mais combien la situation serait différente de celle que nos insurrectionalistes cherchent à créer artificiellement. Nous aurions tellement baigné l'opinion entière de propagande socialiste, nous aurions conquis tant de sympathies dans les villes où il y a les dépôts d'armes — et je n'ai pas besoin d'inclure dans un manifeste quelconque qu'il faut prier les camarades des fédérations les plus intéressées à repérer l'endroit où il y a des dépôts d'armes — que le jour où la bourgeoisie prendrait l'offensive de la violence contre sa propre légalité, la bataille s'engagerait pour nous dans les conditions les meilleures et les plus favorables. (*Quelques interruptions.*)

LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, Molinier !

MOLINIER. — Ce n'est pas moi, d'ailleurs ! Mais je suis solidaire. Ne vous adressez pas à moi personnellement.

PAUL FAURE. — La bataille s'engagerait dans des conditions tellement favorables, favorables au maximum, que vous pourriez envisager la victoire du prolétariat ; mais même dans cette hypothèse-là qui est la plus favorable pour la révolution sociale, je ne dis pas d'avance, moi, qu'on sera victorieux ou vaincus, je n'en sais rien ; je dis qu'alors vous aurez toutes les conditions psychologiques, toutes les conditions politiques les meilleures pour engager le grand combat révolutionnaire et que vous aurez l'espoir d'entraîner avec vous, à ce moment, les paysans et la classe moyenne et la partie du prolétariat non conquis, et qu'il ne faut d'ici là rien faire qui soit de nature à compromettre ces chances révolutionnaires !

Vous avez un exemple : c'est celui de l'Angleterre. Ils vont bien plus loin que nous, eux, sur le terrain du suffrage universel ! Nous ne vous en proposons pas autant. Ils affirment dans leurs textes — je trouve d'ailleurs qu'ils ont tort de procéder à des affirmations de ce genre, parce qu'ils ne sont pas sûrs de les tenir — ils affirment qu'ils veulent rester sur le terrain légal et du suffrage universel.

Ce qui ne les empêche pas d'avoir un programme qui n'est pas, croyez-moi, un programme qu'on offrirait, en France, à des radicaux, un jour où l'on discuterait de la possibilité de la collaboration ministérielle. Ils déclarent que s'ils ont le gouvernement — et ils posent leur candidature au gouvernement — qu'ils attendent du suffrage universel, ils s'attaqueront à de vastes réalisations socialistes. Leur position n'est pas mal vue des électeurs. Chaque fois qu'il y a une élection, ils voient grandir leur influence. Les élections municipales ont été si brillantes qu'ils ont maintenant l'Hôtel de Ville de Londres, la plus grande de l'univers ! Ils ont de tels succès qu'ils envisagent pour l'année prochaine d'avoir une majorité aux Communes. Et est-ce qu'ils dissimulent pour cela leur programme ? Ils affichent la nationalisation de la terre, la nationalisation des banques, de toutes les industries-clés Et c'est là-dessus qu'ils sont en train de conquérir la majorité !

Si nous renoncions à l'action électorale, c'est que nous aurions tellement peu de foi dans l'efficacité de nos programmes et la solidité de nos doctrines, que nous nous avouerions par avance vaincus, devant le peuple et devant le suffrage universel. (*Applaudissements.*)

D'autres camarades nous disent, reprenant les débats du Congrès de Toulouse : « Oui, mais pour les combats de demain, il faudrait des mots d'ordre clairs, il faudrait des programmes courts, précis. » Je le veux bien. Mais depuis que vous me le dites et depuis que je vous interroge, vous n'avez rien trouvé de mieux que ce qui avait été fait jusqu'ici ! Qu'est-ce que vous trouverez de mieux ? L'autre jour, en voyage, j'étais avec un de nos bons camarades du Parti, qui reprenait ces formules planistes et me les exprimait avec beaucoup de conviction. « Ecoute, lui ai-je dit, je vais faire une expérience ; nous sommes tous les deux seuls. Dis-moi un seul mot d'ordre clair et précis, auquel tu as pensé ? » Il est resté cinq minutes silencieux et ne m'en a pas sorti. C'est moi qui les lui ai soufflés ! Mais je n'ai aucun mérite, je n'ai eu qu'à reprendre le programme de Toulouse, le vieux programme du Parti ou le programme qu'à Huyghens vous aviez soumis aux radi-

caux, contre la guerre, contre la crise, contre le chômage, contre la misère et contre la crise agricole. Quels mots d'ordre attendez-vous, lesquels proposez-vous autres que ceux que le Parti vous a donnés ? Contre la guerre, vous avez un mot d'ordre formidable dont vous ne vous servez pas assez ! Nous avons réussi à faire pénétrer dans l'esprit des masses populaires que le maintien de la fabrication privée et du commerce privé des armes, était un crime et une trahison. Mettez cela dans vos programmes, affichez-le, et répondez à ceux qui vous accusent de vous désintéresser de la défense de ce pays, que vous n'en discuterez que lorsqu'on aura empêché toute industrie de gagner de l'argent et de faire fortune sur la préparation de la guerre, et si la guerre éclatait, sur la durée de la guerre. C'est nous qui avons lancé ce mot d'ordre. N'y renonçons pas.

Aller au combat avec ce mot d'ordre-là, je dirais que ce serait presque suffisant, parce que si vous arriviez à détacher une majorité dans ce pays, quels arguments révolutionnaires n'en tireriez-vous pas ? Car, si pour le salut public, pour le salut de la France, on a été obligé de supprimer cette propriété capitaliste des fabriques d'armes, afin de pouvoir substituer à l'intérêt abominable des marchands de canons et de ceux qui préparent la guerre, l'intérêt humain de la paix et l'intérêt supérieur du pays, la même solution est applicable à tous les autres problèmes. Et par là même, en conclusion logique, se pose la nationalisation des banques, des compagnies d'assurances, des grandes industries.

Quant à la paysannerie, si nombreuse en France, elle suivra avec intérêt les travaux de notre Congrès de septembre, où vous allez convoquer vos militants ruraux qui viendront apporter à la tribune d'un Congrès socialiste, ce que la paysannerie réclame, et avec cela, avec toutes ces armes, allez à la bataille ! Allez-y avec foi, avec enthousiasme, vous marcherez vers le pouvoir ! Ne cherchez pas un miracle ailleurs. (*Très vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Mes amis, c'est maintenant que le Président arrive au moment le plus difficile de la fonction

que vous lui avez confiée. Il est 7 heures passées. Quelques efforts que nous ayons pu faire, les uns et les autres, il a été impossible de réduire à une durée plus courte un débat dans lequel il y avait le nombre d'inscrits que vous savez. Il reste deux points à l'ordre du jour : la défense de l'École laïque, et la réforme électorale. C'est-à-dire, en réalité, la question du vote des femmes. Je pense qu'il faut en finir dans cette séance. Nous l'achèverons peut-être tard, mais il ne faut pas suspendre la séance et il faut en finir. Nous sommes bien capables de faire ce que la Chambre des Députés fait très souvent. (*Approbaton.*)

Par conséquent, je considère ceci comme décidé. La séance continuera jusqu'à épuisement de l'ordre du jour. D'ailleurs, ce n'est pas pour vous que la tâche sera la plus lourde, mais pour les membres de la Commission des résolutions qui auront, je pense, à se réunir malgré tout encore ce soir.

Cela dit, je pense que je dois tout d'abord saisir le Congrès d'une proposition de la Fédération socialiste de la Seine, qui pose une question préalable, et s'oppose au débat sur la réforme électorale et le vote des femmes. Selon moi, la méthode n'est pas bonne.

LERAS. -- Très bien !

LE PRÉSIDENT. — J'ai demandé à la Fédération de la Seine de ne pas maintenir sa question préalable. En tout cas, j'éviterai, croyez-moi, qu'il y ait deux débats chevauchant l'un sur l'autre, le premier sur la question préalable, et le second sur le fond. Je vais en donner lecture.

VINCENT AURIOL. — Je voudrais faire une déclaration que j'ai oubliée tout à l'heure : On distribue les feuilles pour la Commission des résolutions. Je voudrais dire aux camarades que nous n'avons pas appelé de mandats ; que notre motion et celle de la Drôme sont arrivées en retard, et nous demandons, puisque, aussi bien, on a simplement semé des idées, aux camarades qui sont d'accord, et sur la motion de ce matin, et sur celle de la Drôme, et sur celle que j'ai défendue tout à l'heure au nom de la

Garonne, de bien vouloir s'apparenter sur ces trois motions.

ZYROMSKI. — Vous avez raison, et permettez-moi de dire que votre déclaration ne m'étonne pas. Pour ma part, je demande aux camarades des fédérations qui ont des mandats pour la motion de la *Bataille Socialiste*, de bien vouloir nous les remettre.

LE PRÉSIDENT. — C'est entendu. C'est sur le même sujet, Balay ?

BALAY. — Les camarades qui sont partisans des principes défendus à cette tribune, par les camarades Molinier, Naville et moi, sont priés de se réunir, afin de pouvoir voter.

SÉVERAC. — Je demande aux camarades qui veulent voter la motion portant la signature de Lebas, de Paul Faure et de moi-même, de l'indiquer par le nom de n'importe lequel de nous trois. Je crois pouvoir ajouter, au nom de la Fédération du Nord, que ceux qui ont voté pour la Fédération du Nord, n'ont qu'à l'indiquer aussi.

(Balay demande que l'on vote pour la motion « La Vérité ».)

(Discussion dans la salle, entre Marceau Pivert et Zyromski, au sujet des noms des motions.)

MARCEAU PIVERT. — C'est manquer de clarté, et je fais l'observation que c'est ce qui, à Toulouse, a permis à Louis Lévy de recueillir les mandats qui étaient attribués au nom de Léon Blum, sur une motion pour laquelle il n'avait pas de mandat spécifiquement déterminé. Et en ce moment, c'est la même manœuvre !

SÉVERAC. — Quelle manœuvre ?

MARCEAU PIVERT. — Il doit y avoir des délégués pour la motion du Nord !

SÉVERAC. — C'est exactement ce que j'ai dit. Il n'y a pas de manœuvre !

ZYROMSKI. — Tout à fait d'accord !

LE PRÉSIDENT. — Cessez cette agitation, au moins pendant cinq minutes ! Vous reprendrez après si vous voulez, mais je dois d'abord...

REYNARD. — Je demande à la minorité qui s'est jointe à nous, de mettre sur les bulletins : « Fédération du Rhône ».

(Conversation générale. La séance est suspendue quelques instants.)

RÉFORME ÉLECTORALE ET VOTE DES FEMMES

LE PRÉSIDENT. — Je reprends ce que je disais, et que la distribution des feuilles a interrompu : Je vous disais donc, qu'en ce qui concerne la dernière question inscrite à l'ordre du jour : Réforme électorale, et Vote des femmes, une Fédération, celle de la Seine, a déposé une motion qui a le caractère d'une question préalable. Je pense que pour tout simplifier et pour voir devant quoi nous sommes, le mieux serait que le Congrès se prononçât tout de suite sur cette question préalable que j'ai, je le répète, vainement demandé à la Fédération de la Seine de retirer. Je ne laisserai pas s'engager un débat sur cette question préalable. Elle sera lue au nom de la Fédération de la Seine ; je donnerai cinq minutes à un orateur de la Fédération de la Seine pour la défendre, et cinq minutes à un autre orateur, qui pourra être Sixe-Quenin, pour le combattre.

CHARLES PIVERT. — Au nom de la quasi-unanimité de la Fédération de la Seine, nous vous proposons ceci :

Le Congrès considérant que l'égalité des sexes sur tous les terrains politique, économique, juridique, est une affirmation fondamentale qui ne peut pour aucune raison, sous aucun prétexte, ni à aucun moment, être mise en question par le socialisme ;

Considérant que la seule discussion de cette question à l'heure actuelle, rendrait plus difficile encore le recrutement et la propagande confiés aux organismes féminins ;

Affirmant un fois de plus qu'il considère comme une tâche urgente de donner aux femmes les mêmes droits politiques qu'aux hommes, passe à l'ordre du jour.

Quelques mots très brefs de commentaires : c'est à la sagesse du Congrès que nous faisons appel. Nous demandons que cette question ne soit pas discutée, puisque le Parti s'est toujours prononcé pour l'émancipation politique, économique et juridique de la femme, et on ne comprendrait pas qu'ayant toujours défendu cette thèse, qu'on est le Parti de l'émancipation de l'humanité tout entière, on oublie une partie de cette humanité. Et il s'agit là de la propagande que nous voulons faire, et que nous continuons à faire pour recruter et amener des femmes dans le Parti.

Comment voulez-vous que l'on fasse cette propagande, que l'on demande aux femmes de prendre rang dans nos sections, si en même temps qu'on leur dit cela, on leur dit : « Vous aurez le droit de vote au sein du Parti, mais le Parti demande que pour l'instant, vous ne puissiez pas voter au moment des batailles politiques ». Comment voulez-vous faciliter la besogne de propagande auprès des femmes, si vous prenez une telle décision ? Surtout au moment où on discute d'une question évidemment excessivement importante de la prise du pouvoir. Vous voulez, et nous voulons tous, que le socialisme prenne le pouvoir ; presque tous les orateurs qui ont parlé à cette tribune sur cette question ont dit que pour que nous prenions le pouvoir, il fallait que nous ayons le concours effectif de l'ensemble de l'opinion publique. L'ensemble de l'opinion publique, ça comprend évidemment les électeurs, les hommes, mais ça comprend aussi les femmes ; les femmes font partie de l'opinion publique, même lorsqu'elles ne disposent pas du bulletin de vote. Et alors, si vous voulez avoir la collaboration effective, non seulement des hommes, mais aussi des femmes, il faut que vous manifestiez votre volonté de voir les femmes émancipées non seulement sur le terrain économique, mais aussi sur le terrain politique.

Si vous preniez une décision contraire, vous auriez l'air

d'avoir peur ; or, à l'heure actuelle, où nous voulons hardiment réclamer le pouvoir, il ne faut pas que sur un terrain quelconque, nous ayons peur de quoi que soit. Il faut que nous montrions, sur ce terrain comme sur tous les autres, que nous avons, nous, suffisamment confiance dans les doctrines socialistes, et en nous, pour entraîner les cœurs et les consciences aussi bien des femmes que des hommes de ce pays !

C'est pourquoi, vous facilitez votre tâche, vous complétez les motions que vous allez voter sur la conquête du pouvoir, vous ferez besogne utile pour le Parti, en votant l'ordre du jour de la Fédération de la Seine. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je fais tout de suite remarquer à Charles Pivert que je ne mettrai pas aux voix l'ordre du jour de la Fédération de la Seine. Je mettrai aux voix la question préalable. Et une question préalable n'est jamais motivée...

Plusieurs Voix. — Non ! Non ;

CHARLES PIVERT. — D'accord.

LE PRÉSIDENT. — Vous avez voulu que ce soit une question préalable, c'en est une.

CHARLES PIVERT. — D'accord.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Sixte Quenin.

SIXTE-QUENIN. — Les explications que vous venez d'entendre démontrent péremptoirement que la question qui est posée devant vous, n'est pas une question préalable. Le camarade Charles Pivert a en réalité abordé tout le fond du débat. Et je regrette de dire à notre Président qu'évidemment ce n'est pas dans les cinq minutes qu'il a bien voulu me concéder qu'il est possible d'opposer une réponse aux affirmations qui viennent d'être posées. Cependant, je suis respectueux de l'autorité dans le Parti socialiste.

LE PRÉSIDENT. — Si la question préalable est repoussée, vous aurez plus de temps.

SIXTE-QUENIN. — Alors je me contente de faire remarquer ceci : « que l'on considère comme une chose acquise, que lorsque les Congrès du Parti se sont prononcés pour une tactique déterminée, les Congrès successifs du Parti n'ont plus le droit de revenir sur cette tactique ». Et cependant, tout à l'heure, notre camarade Paul Faure était obligé de défendre le Secrétariat du Parti, contre les reproches d'immobilisme qui lui sont adressés de tous côtés. Je ne vois pas pourquoi, dans cette question du suffrage des femmes, comme dans toutes celles qui peuvent intéresser le Parti socialiste, celui-ci n'a pas le droit de remettre les sujets en discussion, et de voir si, compte tenu des événements et compte tenu des circonstances, il n'a pas le devoir de modifier les positions précédentes qu'il avait prises.

Je considère qu'actuellement, après les événements que nous avons vus dans les pays étrangers, il est étrange de venir soutenir ici qu'on doit passer à l'ordre du jour, sans examiner cette question si importante du suffrage féminin. Et moi, camarades, je ne veux vous dire qu'une chose : Si vous voulez l'année prochaine, pour les élections législatives, permettre au fascisme d'arriver légalement au pouvoir, vous n'avez qu'à décider en votant la question préalable, que les députés socialistes continueront à être obligés, comme ils le sont maintenant, par une loi du Parti, à voter pour l'attribution immédiate du droit de suffrage aux femmes. Si vous voulez que les prochaines élections législatives vous envoient 400 réactionnaires, 400 Dorgères à la Chambre, qui vous fabriqueront un gouvernement à leur façon, vous voterez la question préalable. Mais si vous examinez sérieusement le problème, je vous demande de repousser la proposition qui est faite, et de nous permettre de discuter. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — On demande le vote par mandats.

(*Le vote par mandats est décidé. Charles Pivert fait l'appel des fédérations.*)

DÉFENSE DE L'ÉCOLE LAÏQUE

LE PRÉSIDENT. — Pendant que l'on va faire le dépouillement, nous allons parler de l'École laïque.

Grumbach a la parole.

GRUMBACH. — C'est la Fédération du Haut-Rhin qui a demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour de Mulhouse.

Je tiens à rappeler que cette proposition a été faite par des fédérations comme nous avons l'habitude de dire ici, chez nous, dans nos départements, par des fédérations de l'« intérieur ». Je le souligne, parce que je ne veux pas que ce débat ait un caractère alsacien, départemental. Je veux dire qu'il garde son caractère général, et que les délégués se rappellent que c'est la situation dans laquelle se trouve, actuellement, l'École laïque de la France tout entière, qui a amené le dernier Conseil National à décider l'inscription de cette question à l'ordre du jour de Mulhouse.

Mais à partir du moment où notre Parti discute la question, toutes les fédérations, toute la France socialiste, je dirai toute la France laïque et républicaine, comprendra que les fédérations d'Alsace saisissent l'occasion de dire la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant.

Dix-sept ans après le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, nous ne savons pas encore ce que c'est que l'École laïque, on n'a même pas commencé à l'introduire ! (*Applaudissements.*)

Dix-sept ans après le retour de notre département, nous sommes encore sous le régime de la loi Falloux, de 1850, aggravée par le règlement de Bismark-Bollen, gouverneur général de l'Alsace après la guerre de 71 ! Nous n'avons que l'école strictement confessionnelle. Nous avons des écoles catholiques, des écoles protestantes, des écoles israélites. Je ne crois pas que nous ayons des écoles musulmanes, mais nous pourrions en avoir ! Dix-sept ans après le retour, on enseigne encore l'Histoire selon la mode

catholique, selon la mode protestante, selon la mode israélite ! Dix-sept ans après le retour, le laïque qui ne croit rien, ou qui a son église dans sa conscience, et sa religion sous le contrôle de sa propre personne, est obligé d'enseigner la religion ! Dix-sept ans après le retour, on ne peut pas entrer à l'Ecole normale, sans avoir passé un examen religieux, et le zéro, en religion, est éliminatoire !

Et cependant, en 1850, tous les députés d'Alsace, tous, à l'exception d'un seul, ont voté contre la loi Falloux ; et c'est un des fils d'une des familles les plus vieilles et les plus célèbres d'Alsace, qui a fait, à la séance de février 1850, un discours contre cette loi.

Aujourd'hui, en 1935, nous ne savons pas encore ce que c'est que l'Ecole laïque, et la campagne de calomnie qui se poursuit tous les jours dans notre presse et en Allemagne, n'est puissante, n'est possible, que par suite de l'absence des écoles laïques !

Tous les gouvernements que nous avons connus depuis 1918, sont responsables. J'ajoute tous les Parlements et toutes les majorités, de droite ou de gauche !

Cependant, lors du débat sur le Cinquantenaire de l'Ecole laïque, à la Chambre française, M. Edouard Herriot a prononcé une phrase que je tiens à relire pour vous montrer la monstruosité de la situation dans laquelle nous nous trouvons ici. Il disait, en défendant la laïcité :

Cette loi sur la laïcité, on en a d'abord bien méconnu les causes. Elle a eu deux raisons qui l'ont imposée à l'esprit logique de Jules Ferry ; la première, M. Doucin vous l'a expliquée avec une précision parfaite. Il vous a dit : « A partir du jour où l'on parle d'obligation dans un pays, où il y a plusieurs croyances, il faut, évidemment, qu'on parle de laïcité », et il ajoute : « Toute personne de bonne foi, qui, aujourd'hui encore, voudra réfléchir sur ce sujet, sera obligée d'admettre qu'il est impossible de ne pas inscrire la laïcité au fronton d'une loi qui exige l'obligation dans un pays où il y a plusieurs confessions. »

Je dis que c'est un état de choses qu'il n'est pas possible de maintenir. Il faut rappeler que depuis des années, on

fait des efforts en Alsace et à la Chambre, pour obliger le Parlement à envisager enfin l'introduction de l'ensemble des lois laïques en Alsace. Moi-même, j'ai eu l'occasion, au moment où j'étais député, de le dire et de dire aux catholiques de ce pays : « Ne croyez donc pas que ce soit dans un état d'esprit de haine — nous n'en avons pas, de haine — ne croyez pas que ce soit dans un esprit d'oppression à l'égard d'une religion quelconque, c'est par respect pour la religion, que nous voulons un régime de tolérance, que nous voulons le régime laïque, que nous croyons que doit cesser, en Alsace, cette guerre atmosphérique et psychologique qui existe en raison de la confessionnalité de l'enseignement, et de la non-séparation de l'Eglise et de l'Etat. »

Car, nous avons tout ! Nous avons le Concordat et l'Ecole confessionnelle ! Et la puissance de la force légale est telle qu'il ne suffit pas qu'un des ministres envoie des circulaires pour faciliter, par exemple, aux élèves, la demande d'être dispensés de l'enseignement religieux, ou pour faciliter aux instituteurs la demande d'être dispensés de l'enseignement religieux, pour que ce soit fait ici.

Lorsque le sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, M. Guy Lalande, il y a deux ans, a osé envoyer une circulaire destinée à faciliter aux élèves la demande de dispense de l'enseignement religieux, il s'est heurté à la résistance la plus vive.

Nous voulons qu'il ne suffise pas qu'un jour, à la Chambre des Députés, un député clérical, M. Joseph Roset, de Colmar, qui a été (et je l'ai toujours regretté : on en a fait un martyr !) condamné dans le fameux et lamentable procès de haute trahison de Colmar, en 1928, et élu plus tard député, nous voulons qu'il ne suffise pas qu'il monte à la tribune, et dise : « Nous n'en voulons pas, de cette circulaire », pour que cette circulaire sombre dans le néant.

Et quelle est la conception qu'ont ces Messieurs de l'Ecole confessionnelle ?

Ecoutez ce qu'a dit, à la Chambre des Députés, en février 1934, M. Robert Schumann, député lorrain, homme de grande science, très clérical, qui interprète l'Ecole confes-

sionnelle, en Alsace, de la façon suivante, et il a, hélas ! raison :

Or, une école confessionnelle n'est pas seulement un établissement où deux ou trois heures sont affectées chaque semaine, à l'instruction religieuse. Le caractère confessionnel se reflète aussi sur le choix des lectures, dans l'enseignement de l'histoire, des sciences naturelles, de la morale. De cet enseignement serait éliminé le point de vue religieux ? Ce n'est pas possible.

C'est donc que nous avons, en Alsace, même une mathématique confessionnelle ! C'est lamentable ! Et je vous demande d'y réfléchir, à vous qui ne connaissez que le régime laïque. Je vous demande de ne pas oublier qu'on n'a pas le choix, ici. J'ai rencontré des amis qui m'ont dit : « Mais sans doute on peut choisir, entre la classe laïque et la classe confessionnelle, entre l'Ecole laïque et l'Ecole confessionnelle. » Mais non ! Il n'y a rien en dehors de l'Ecole confessionnelle. Il n'y a aucune possibilité de dire à son enfant : « Pour toi il y a l'Ecole laïque, tu iras. » Non, non ! Il faut qu'il aille à l'Ecole confessionnelle.

Voici une lettre adressée par un instituteur venu de l'intérieur et connaissant l'Ecole laïque, à l'Inspecteur d'Académie du Bas-Rhin :

A Monsieur l'Inspecteur d'Académie du Bas-Rhin.

J'ai l'honneur de soumettre à votre bienveillance la requête suivante :

La loi locale m'oblige de donner chaque jour une leçon de religion. Pendant mon stage à l'intérieur, j'ai pu apprécier à leur juste valeur les lois laïques. Depuis, j'ai attendu avec impatience l'introduction de ces lois dans les départements recouverts. Depuis ma sortie de l'Ecole normale, j'ai évolué, je me suis libéré de toute religion et de tout dogme ; je m'aperçois de plus en plus que les élèves ne profitent pas de l'enseignement religieux que je suis forcé de leur donner ; il m'est d'ailleurs très difficile de convaincre les élèves d'une science à laquelle je ne crois pas. Je n'aime pas le mauvais travail, et je vous prie de bien vouloir me libérer de cet enseignement.

Et voici la réponse de l'Inspecteur d'Académie, réponse parfaitement conforme aux règlements en vigueur :

J'ai soumis à Monsieur le Recteur, la lettre que vous m'avez adressée, à l'effet de ne plus être chargé de donner l'enseignement religieux de votre classe. M. le Recteur me fait savoir que l'enseignement religieux faisant partie des programmes, vous ne pouvez être dispensé de le donner d'autant que vous y avez été préparé à l'Ecole normale.

Il est obligé, contre sa conviction, contre sa foi, sachant qu'on l'oblige à faire du mauvais travail, d'aller enseigner ce à quoi il ne croit pas !

Eh bien, ces choses, certainement sont ignorées de vous. Je vous en supplie, ne les oubliez pas ! N'oubliez pas qu'un jour même le maire de Guebwiller, notre ami Fouilleron, ici présent comme délégué du Haut-Rhin, un de ceux qui ont mené le grand combat pour la laïcité, et qui pour cette raison est poursuivi par une haine abominable, a, en sa qualité de maire, écrit une lettre à l'Inspecteur d'Académie du Haut-Rhin, pour savoir s'il pouvait introduire des cours de morale et d'enseignement civique, et qu'il a reçu le 15 mars 1934, seize ans après le retour de l'Alsace à la France, la lettre suivante :

En réponse à votre lettre du 17 février, j'ai l'honneur de vous faire connaître que des cours de morale sont organisés à Guebwiller dès la rentrée de Pâques pour les enfants dispensés de l'enseignement religieux.

Quelle était la joie de Fouilleron ! Enfin un premier pas, un tout petit pas vers une nouvelle mentalité ! Mais hélas ! le 25 mars il recevait cette seconde lettre :

L'Inspecteur primaire de Guebwiller adresse la lettre nouvelle à M. Fouilleron ;

J'ai l'honneur de vous aviser de la circulaire qui suit :

Monsieur le Recteur fait connaître à la date du 22 mars 1934 que conformément aux instructions ministérielles qu'il a reçues récemment, il y a lieu de surseoir jusqu'à nouvel ordre à toute organisation de cours de morale nouveaux, destinés à remplacer l'enseignement religieux des élèves qui en sont dispensés.

M. LUSSY. — Qui était ministre de l'Instruction publique ?

GRUMBACH. — Je ne le sais pas, je constate le fait énorme, qu'au sein même de l'Administration, un inspecteur donne une réponse favorable, et que, dix jours après, suit une réponse négative ! Qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Il y a eu peut-être des débats à la Chambre ; peut-être des gouvernements ont eu besoin des voix de six ou huit députés cléricaux d'Alsace !

On n'a pas le droit de faire cela ! (*Applaudissements.*) on ne trahit pas seulement la laïcité, mais la France tout entière !

C'est pour cela que nous vous avons soumis la motion que nous avons distribuée. Vous la lirez. Vous la voterez. Ce ne sera pas encore l'introduction de la loi laïque, en Alsace. Mais je vous le répète encore une fois, nous n'avons pas fait notre motion dans des sentiments de haine contre le catholicisme d'Alsace : s'il reste dans les murs de ses églises, il sera respecté par nous, comme toute croyance sérieuse. Aidez-nous à introduire en Alsace, l'ensemble des lois laïques. Ce sera le meilleur moyen, d'assurer le caractère définitivement français de ces trois départements, de faire disparaître tous les murs qui nous séparent du reste du pays, de favoriser l'enseignement de la langue française. Ce sera aussi, j'en suis profondément convaincu, le meilleur moyen de défendre la laïcité et l'école laïque dans la France tout entière ! (*Très vifs applaudissements. Acclamations.*)

LE PRÉSIDENT. — Notre camarade Vielle, de la Gironde, a la parole.

VIELLE (Gironde). — Camarades, je ne peux que regretter que ce soit à cette heure et devant un Congrès déjà légitimement las, qu'on commence à examiner une question dont l'importance est cependant primordiale. La bataille qui est livrée depuis des mois et des mois, sous une forme plus aiguë depuis quelques mois, contre l'école laïque et contre ses maîtres, n'est qu'un des aspects de la bataille générale, menée contre toutes les formes de la liberté. On

ne libérera pas l'individu, si on ne l'a pas d'abord libéré intellectuellement. Il serait vain de poursuivre un effort de libération matérielle, si l'on n'avait pas d'abord émancipé les consciences et les cerveaux. (*Applaudissements.*) Or, la besogne que poursuit l'école laïque, c'est celle-là, c'est celle de libérer les esprits et les cerveaux de tous les dogmes préconçus, de toutes les opinions préalablement acceptées.

C'est pour cela que nous venons ici vous demander de prendre dans cette bataille le rôle actif qui est celui d'un Parti qui veut libérer les hommes, et qui veut leur accorder toutes les possibilités de développement matériel et intellectuel.

Notre camarade Grumbach, tout à l'heure, a rappelé avec autorité les circonstances pénibles qu'il a connues pendant de longues années, et la situation de l'Alsace. A ce point de vue-là, notre Fédération, comme toutes les Fédérations du Parti, déclare hautement, comme nous l'avons dit déjà bien des fois, qu'il n'y a aucune raison pour qu'il y ait deux Frances; qu'il n'y a aucune raison parce que paraît-il, en 1914, le général Joffre aurait promis, dans une proclamation aux Alsaciens, de respecter leurs droits traditionnels, droits auxquels ils renoncent d'eux-mêmes (mais lorsqu'ils réclament l'école laïque on ne le leur accorde pas), il est impossible, dis-je, de concevoir que dans un pays dont la devise était, hier, « La République une et indivisible », il y ait deux Frances : l'une d'un côté des Vosges, et l'autre de l'autre côté, avec des lois différentes. (*Applaudissements.*) Nous devons donc réclamer l'établissement des lois laïques en Alsace, comme en France, mais il nous faut aussi réclamer le respect des lois laïques en France. Il serait vain de vouloir établir, en Alsace, un régime qui ne serait pas respecté de l'autre côté des Vosges, dans la France d'avant 1919.

Or, les lois laïques, si elles sont inscrites dans le Code, sont de jour en jour de plus en plus battues en brèche, et de plus en plus elles supportent des restrictions, elles supportent des atteintes. Vous devez avoir tous présente à la mémoire la récente histoire du crucifix de Montabeau, du fameux crucifix mis dans l'école, que l'instituteur en avait

retiré, et que le maire vint y replacer avec le concours des habitants du village. Cependant que le gouvernement chargé de faire respecter la laïcité, comme toutes les lois de la République, hésitait à prendre les mesures qui s'imposaient contre un maire qui violait les lois fondamentales de la République elle-même ! (*Applaudissements.*)

Il faut donc mener la lutte. Nous voudrions que notre Parti — c'est le texte qu'au nom de la Fédération de la Gironde, je suis amené à défendre devant vous — prenne l'initiative de réclamer la fin de certaines tolérances et de certaines erreurs commises au lendemain de la guerre.

Nous pensons que c'est une erreur que de conserver en France une ambassade du Vatican, auprès du gouvernement français, et d'avoir une ambassade française auprès du Pape, comme représentant d'un pouvoir spirituel. Nous considérons que pas plus le pape qu'aucun chef d'une religion quelconque n'est un pouvoir tel que la République française soit obligée d'avoir auprès de lui son représentant, et de le traiter sur un pied d'égalité avec les Etats souverains.

Nous pensons que par conséquent cette vieille question, qui, je m'en souviens, en 1924, était à l'ordre du jour des campagnes que nous avons menées, devrait être reprise aujourd'hui, et que la rupture des relations avec le Vatican, devrait être mise par notre Parti au premier plan de ses revendications, en matière de bataille laïque.

Et puis nous disons aussi que défendre l'école laïque ne peut pas être une bataille seulement sur les principes. Elle doit être également une bataille en ce qui concerne les hommes et les individus. Je connais dans mon département des parlementaires qui se déclarent très laïques, qui sont, disent-ils, des partisans de l'école laïque, mais qui n'aiment pas les maîtres de cette école laïque ! (*Applaudissements.*) Eh bien, camarades, si l'on veut livrer la bataille pour l'école laïque, il faudra la livrer aussi pour ceux sans qui elle ne serait rien, parce que ce sont eux qui l'animent de leurs efforts, de leur foi et de leur confiance dans l'idéal de la laïcité. (*Applaudissements.*)

Nous avons connu, et nous connaissons sans doute encore, un ministre de l'Instruction publique qui s'était

fait une réputation des brimades ou des mesures disciplinaires prises à l'encontre des maîtres de l'école laïque, non pas en raison de leurs actes d'éducateurs, mais en tant que citoyens faisant usage de leurs droits de citoyens dans la vie publique ou dans la vie civique. Il s'est instauré — ou l'on tente d'instaurer — une doctrine qui ferait du maître, du professeur de l'enseignement public, une sorte de citoyen diminué, qui serait tenu par ses fonctions d'accepter un conformisme sans cesse variable, qui serait tenu d'accepter les mots d'ordre gouvernementaux et de ne jamais manifester publiquement ni son opinion, ni sa volonté, ni son désir d'amélioration sociale.

Et parce que certains d'entre nous sont allés au delà des bornes qui leur étaient fixées, parce que beaucoup d'entre nous ont voulu se mêler, comme c'était leur droit, à la vie publique, à l'activité sociale, à l'activité syndicale, on en a frappé un grand nombre, et l'on a essayé de faire peser, vainement du reste, une terreur sur l'ensemble du corps enseignant.

Et bien, je le dis ici, non seulement comme socialiste, mais comme membre de ce corps enseignant, qui a été si violemment attaqué et si violemment critiqué, quelles que soient les mesures qui pourront être prises à notre égard, nous sommes résolus à persévérer, et quelles que soient les menaces, nous resterons ce que nous sommes : des citoyens libres et indépendants, qui mènerons constamment notre bataille pour ce que nous croyons vrai, pour ce que nous croyons juste, pour ce que nous croyons être l'intérêt des travailleurs. (*Applaudissements.*)

Seulement, si cette bataille, nous voulons la mener, je voudrais demander au Parti, non pas d'être à côté de nous — je crois qu'il n'a jamais manqué à ce devoir — mais je voudrais lui demander — et c'est en relation avec certaines préoccupations qui se sont manifestées ici dans le débat précédent — de prendre l'initiative d'être le créateur de groupements de défense laïque, d'essayer de grouper autour de l'école laïque, toutes les bonnes volontés qui s'affirment parfois timidement, qui parfois agissent isolément, mais qui, chacune de son côté, n'ont pas beaucoup d'influence.

Si l'on arrivait à grouper tous ceux qui, de part ou d'autre, bataillent pour l'idéal laïque, si l'on réussissait à réaliser sur ce plan le Front populaire, dont on parlait en une autre occasion, il n'y a que quelques instants, on pourrait alors mener la défense de l'école laïque avec une ardeur et une possibilité de réalisation beaucoup plus considérable. Et l'on pourrait aussi se servir des groupements ainsi constitués non seulement pour une besogne de pure défense, mais aussi pour reprendre la bataille contre les forces cléricales qui n'ont jamais désarmé. Au lendemain de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, beaucoup trop de ceux qui avaient livré la bataille pour la laïcité, ont cru que la lutte était terminée parce qu'ils étaient victorieux. Ils ont oublié qu'en face d'eux, ils avaient une force qui ne s'avoue jamais vaincue, qui sait toujours s'adapter aux circonstances, dont la plasticité est extraordinaire; ils ont oublié que l'Eglise, battue sur le terrain de la législation, essaierait de prendre sa revanche par ailleurs. Depuis des années, de jeunes prêtres, des militants cléricaux actifs, ont fait dans la jeunesse une action extrêmement importante. Ils ont essayé de grouper autour des patronages cléricaux, autour des œuvres post-scolaires, autour des associations des bérêts blancs, des centaines et des centaines de jeunes gens et de jeunes filles. L'effort n'a peut-être pas eu pour eux tous les résultats qu'ils en attendaient, mais il n'en reste pas moins qu'ils ont conservé et qu'ils ont peut-être augmenté une influence qui apparaissait à la veille de disparaître, au lendemain de la bataille pour la laïcité. Et alors, ce que je voudrais demander à nos camarades, c'est, tout en menant leur combat sur le plan social, de concevoir que la bataille doit aussi se mener sur le plan des idées; qu'ils doivent être en même temps que des militants socialistes, des militants laïques à la tête de toutes les organisations essayant de grouper, par tous les moyens, les jeunes gens, les jeunes filles, pour les maintenir sous leur influence et pour les arracher à l'action réactionnaire et cléricale, qui sont toujours associés dans la même besogne de régression intellectuelle et sociale.

Je voudrais ajouter un seul mot pour terminer : Je voudrais dire ici, parce que j'en suis chargé par ma Fédéra-

tion, que nous pensons que cette bataille, elle ne peut avoir une issue définitive que lorsque la totalité de l'enseignement sera laïque. Je dis ici, au nom de la Fédération de la Gironde, que nous ne voulons pas être dupes de certaines formules de libéralisme qui se retournent contre nous. On prétend : « Il faut respecter la liberté de l'enseignement, tolérer l'existence de l'école libre, à côté de l'école laïque. » Nous disons non !

LE PRÉSIDENT. — Le Parti s'est prononcé.

VIELLE. — L'enseignement et l'éducation sont un service national, il est par conséquent indispensable qu'il soit tout entier donné par... (*applaudissements*). Et c'est pour cela que nous ne vous demandons pas de décider, puisque le Parti s'est prononcé, mais que nous tenons à rappeler la nécessité du monopole de l'enseignement, quelles que soient les oppositions que cela pourra susciter, quels que soient les commentaires que cela pourra provoquer. Il faut que tous les enfants passent par l'école laïque, c'est le seul moyen de les libérer intellectuellement, et de préparer la libération sociale, la libération des individus, qui ne se fera matériellement que lorsque les esprits auront d'abord été libérés. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Fouilleron.

FOUILLERON (Haut-Rhin). — Camarades, je tâcherai d'être extrêmement bref, et je tâcherai surtout d'apporter dans ce débat la plus stricte objectivité. Vous me pardonnerez de vous dire que tout à l'heure, lorsque notre ami Grumbach dévoilait devant vous la situation de l'école dans nos trois départements, j'étais, moi, quelque peu épouvanté de votre étonnement. Il est nécessaire, indispensable, aujourd'hui, devant ce Congrès, où il y a des militants de tous les départements, de vous donner, par quelques exemples, une idée du régime scolaire en vigueur en Alsace et en Lorraine. L'école dans ces trois départements, camarades, est une école confessionnelle. Il faut que vous sachiez bien qu'il n'y a pas ici d'école « libre », car nos adversaires sont installés au cœur de la place inême. Dans l'immense majorité des communes des trois

départements, nous avons des écoles confessionnelles, et là, où nous avons pu l'obtenir, des écoles interconfessionnelles; mais même dans ces dernières, vous allez voir dans quelles conditions l'enseignement y est donné. Donc pas d'école laïque du tout.

Notre camarade Grumbach a lu un texte. Il est important, car du haut de la tribune de la Chambre française, un député, M. Schumann, a pu déclarer sans qu'il y ait eu de protestation, qu'une école confessionnelle n'est pas seulement un établissement où deux ou trois heures sont affectées, chaque semaine, à l'instruction religieuse.

« Le caractère confessionnel, disait M. le député Schumann, se reflète aussi dans le choix des lectures, dans l'enseignement de l'histoire, des sciences naturelles, de la morale. » Eh bien, je vais vous donner un échantillon, — oh ! non pas pris, camarades, arbitrairement, non — c'est un extrait d'un livre qui est actuellement entre les mains des élèves des écoles confessionnelles et interconfessionnelles. Ecoutez : vous savez que dans les écoles d'Alsace et de Lorraine, on apprend aux enfants non seulement le français, mais encore l'allemand, et nous nous en réjouissons. Mais dans un livre qui s'appelle : « L'Allemand par la leçon de chose », « la lecture et la grammaire pratique », dans la treizième édition de 1933, — je vous demande la permission de lire d'abord le texte en allemand, il y a ici suffisamment de camarades qui comprennent cette langue, je vous donnerai ensuite la traduction — on lit à la page 19, à l'exercice n° 34 :

(Lecture du texte en allemand.)

Voici la traduction littérale :

Le Benedicite. — Plusieurs personnes déjeunent dans un restaurant. Un cultivateur y entre, et se met aussi à table. Mais avant de commencer à manger, il fait sa prière. Un jeune homme s'en aperçoit et demande au cultivateur :

« — Assurément, chez vous, tout le monde prie encore avant le dîner ?

— Non, répond le cultivateur. Chez nous il y en a aussi qui ne prient pas.

Et maintenant, je m'excuse de la grossièreté du texte :

— Mais qui donc ?

— Nos cochons et les autres animaux domestiques. »

Voilà ce que l'on met entre les mains des enfants des écoles confessionnelles et interconfessionnelles de la troisième République ! Ces livres sont lus en classe par les enfants des libres penseurs, dispensés de l'enseignement religieux ! (*Mouvements dans la salle.*)

Je voudrais, citoyens, devant votre émotion, vous rappeler que, d'après la théorie même de M. le député Schumann, il faut que tout l'enseignement soit conforme au dogme de l'Eglise !! Ceci, d'ailleurs, n'est pas seulement vrai pour les écoles primaires. Dans les écoles du deuxième degré, par exemple dans les collèges, dans les écoles primaires supérieures, on dicte des résumés dont je vais vous donner un échantillon. Je pense que cela n'a pas l'air d'une dénonciation, car je le répète, nous nous trouvons en face de la doctrine même de l'Eglise. Nos adversaires sont logiques. Eh bien, dans un collège, à propos du droit de vote, le prêtre a dicté, dans la classe de l'enseignement religieux inscrit aux programmes scolaires, le texte suivant :

Il y a péché grave d'élire des candidats hostiles aux principes de la religion et de la morale catholique, tels que les radicaux, les socialistes et les communistes.

Citoyens, si vous le voulez bien, nous dédierons ce texte, en l'envoyant par la voie hiérarchique, c'est-à-dire en passant par M. le Recteur et par M. Blaisot, l'actuel sous-secrétaire d'Etat d'Alsace et de Lorraine, à M. le Ministre de l'Instruction publique, M. Marcombe !

Je voudrais vous montrer encore, citoyennes et citoyens, par un autre exemple, qu'il fonctionne en Alsace un régime scolaire tel qu'il est impossible de le laisser durer plus longtemps. On vous a dit que les instituteurs et les institutrices doivent donner l'enseignement religieux. Les normaliens et les normaliennes sont donc soumis à un régime que je vais vous faire connaître. Les écoles normales sont confessionnelles, c'est-à-dire qu'il y a des écoles normales catholiques, des écoles normales protestantes.

Par exemple, à Colmar, il y a une école normale catholique ; voici le régime : on ne demande pas à ces jeunes gens si au cours de leurs études ou par suite de leurs réflexions personnelles, il y a pu y avoir une modification dans leur mentalité, dans leurs opinions religieuses. Non ! Ils sont soumis, je vous le répète, au régime suivant : Trois fois par semaine, ils doivent obligatoirement aller à la messe ; je précise : le mardi, le vendredi et le dimanche. Ils doivent tous les mois faire la communion : c'est une obligation. Ils doivent également subir chaque trimestre un examen en religion. Ils doivent enfin passer, à la fin de l'année, un examen d'enseignement religieux : il y a une note éliminatoire à l'examen de sortie comme à celui d'entrée dans les écoles normales. Vous retiendrez donc que, pour les Alsaciens et les Lorrains, il y a obligation d'enseigner la religion !

Par contre, les collègues venus « des départements de l'intérieur », comme l'on dit ici, c'est-à-dire des autres départements français, ne sont pas soumis eux à cette obligation de donner l'enseignement religieux, tandis que leurs collègues d'Alsace et de Lorraine sont tenus de se conformer à cette obligation. Je n'insiste pas sur cette différence de traitement. Mais il y a mieux encore. Supposez, par exemple, qu'un maître, venu de l'intérieur, ait des enfants, et que ceux-ci veuillent se présenter à l'école normale. Le père, parce qu'il est venu d'un département autre que ceux des trois départements de l'Alsace et de Lorraine, n'est pas obligé de donner l'enseignement religieux, mais son fils ou sa fille, s'ils veulent se présenter à l'école normale, sont obligés de subir un examen en cette matière. Vous trouverez la preuve de ce que j'avance, camarades, dans la correspondance échangée entre un père de famille et M. le Recteur de l'Académie de Strasbourg. Cette correspondance est assez édifiante pour que vous me pardonniez de vous la lire rapidement. Le père, vous retiendrez que c'est un collègue de l'intérieur, écrivait le 21 juin 1932 :

Ma fille désire préparer le concours de l'Ecole Normale, l'année prochaine.

Elle n'a pas suivi les cours de religion. L'épreuve de religion est-elle obligatoire pour le concours d'entrée à l'Ecole

normale ? Si cette épreuve est facultative, ma fille serait-elle obligée de suivre, si elle est admise au concours, les cours de religion à l'Ecole normale ?

Quelle est, parmi les Ecoles normales de jeunes filles des trois départements recouverts, celle où ma fille pourrait être admise en cas de succès à l'examen ? Pourrait-elle contracter en cas de réussite, l'engagement décennal habituel ?

Le Recteur répondit ceci à la date du 23 juin 1932 :

Par lettre en date du 21 courant, vous m'avez demandé si votre fille candidate à l'Ecole normale, premièrement doit subir obligatoirement l'épreuve de religion, deuxièmement en cas de succès devrait à l'école suivre les cours de religion : troisièmement dans laquelle des trois écoles normales de nos départements elle pourrait être admise ?

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'état actuel de la législation — (il y a dix-sept ans que cela dure, camarades !) — les Ecoles normales d'Alsace et de Lorraine sont confessionnelles. L'épreuve de religion au concours d'entrée est obligatoire, et les élèves doivent obligatoirement suivre l'enseignement religieux.

Pour avoir plus de précision, le père de famille répondit le 27 juin 1932 :

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 juin 1932. Un doute subsistant dans mon esprit, je vous serais très reconnaissant, Monsieur le Recteur, de bien vouloir m'indiquer :

S'il est interdit à une jeune fille qui déclare n'appartenir à aucune confession religieuse, de se présenter au concours d'entrée à l'Ecole normale, dans l'un ou l'autre des trois départements recouverts ?

Et le Recteur répondit le 30 juin 1932 :

En réponse à votre lettre du 27 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'état actuel de la législation dans nos départements, une candidate ne peut être admise à l'Ecole normale que si elle obtient au concours d'entrée, à l'épreuve de religion correspondante à la confession de l'Ecole dans laquelle elle demande à entrer, une note supérieure à zéro.

Voilà, camarades, quelle est la législation en vigueur, je le répète, depuis 17 ans. Je ne veux pas abuser de mon temps de parole, mais il y a tout de même un renseignement que je voulais ajouter : dans notre résolution, nous avons

demandé la suppression du Concordat, dans les trois départements recouvrés. Je ne sais pas si vous connaissez ce détail ? Au budget de l'Etat est inscrite une somme de 40 millions environ pour payer les traitements des prêtres catholiques, des pasteurs et des rabbins des trois départements recouvrés.

Enfin, non seulement au budget de l'Etat, mais encore à celui de toutes les communes d'Alsace et de Lorraine sont portées des sommes destinées « au budget des cultes ». Et puisque l'on parle toujours du respect de la volonté de la population, laissez-moi vous dire que lorsque les Conseils municipaux refusent d'inscrire dans leur budget, celui « des cultes », le préfet l'inscrit « d'office ! »

Camarades, j'en ai terminé. Je voudrais cependant, avant de quitter cette tribune, m'adresser : 1° à nos camarades députés qui sont dans ce Congrès, et leur dire : Tolérez-vous encore longtemps un si monstrueux état de chose ? Je pense que le Congrès pourrait très amicalement demander à nos camarades qui sont députés et sénateurs d'intervenir, le plus rapidement possible, à la Chambre des députés et au Sénat pour faire abolir cette législation... d'un autre âge.

2° Je voudrais vous demander, à vous, congressistes, de contrôler, lorsque nos camarades députés et sénateurs auront déposé devant le Parlement français un projet de loi demandant la suppression du Concordat, l'abrogation de la loi Falloux et l'introduction des lois laïques dans les trois départements recouvrés, je voudrais, dis-je, vous demander à vous les militants, de contrôler, non point le vote des députés et sénateurs socialistes, car je suis bien sûr que nos camarades, sans exception, voteront le projet de loi que je viens d'indiquer, mais de contrôler le vote des parlementaires qui se disent partisans de la laïcité et de les dénoncer impitoyablement dans leurs circonscriptions, devant leurs électeurs, comme des adversaires de la laïcité, s'ils votent contre le projet de loi déposé par nos camarades socialistes. (*Applaudissements.*)

Enfin, m'adressant encore à vous, les militants, je voudrais vous prier, lorsque vous rencontrez, dans les réunions publiques et ailleurs, des adversaires de la laïcité,

de leur rappeler avec quelque rigueur quel est le régime que les cléricaux nous imposent, lorsqu'ils sont les maîtres ! (*Applaudissements.*) Dites-leur que la parole du cléricale Veillot est toujours vraie : Lorsqu'ils sont au pouvoir, ils nous refusent la liberté au nom de leurs principes; quand c'est nous qui y sommes, ils nous réclament les libertés au nom des nôtres. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, sur ce point de l'ordre du jour, deux camarades sont encore inscrits, chacun pour cinq minutes : notre camarade Bouvrain, de Seine-et-Oise, et notre camarade Vaghemacker.

NAEGELEN. — Mois aussi, pour deux minutes.

LE PRÉSIDENT. — Non ! la liste est close. J'en suis désolé.

DUPRÉ. — Deux minutes...

LE PRÉSIDENT. — C'est vrai, vous êtes inscrit aussi. La parole est à Bouvrain.

BOUVRAIN. — La plupart des instituteurs ayant dû quitter le Congrès pour rejoindre leurs postes, je vous demande la permission de parler ici au nom d'un certain nombre d'entre eux qui m'ont prié de le faire. Je regrette qu'ils n'aient pas choisi un meilleur orateur que moi, mais c'est au titre, à la fois, d'instituteur (retraité) et d'ancien conseiller départemental, qu'ils m'ont désigné.

On nous demande de voter la motion de Nancy. Nous pouvons la voter, certes, mais nous tenons à signaler que des faits nouveaux, aux conséquences fort graves, se sont produits depuis le Congrès de 1929.

Je dois évoquer devant vous, au moins les principaux. Ne vous effrayez pas, je serai bref car, vu l'heure tardive, je ne veux pas entrer dans tous les détails, pourtant très intéressants, qu'il serait utile de rappeler ici.

En vertu des trop fameux décrets-lois, on a procédé, un peu partout, à des suppressions de postes, nombreuses, importantes ; certaines écoles, même, ont été complètement fermées, sous prétexte qu'il n'y a pas d'argent !... Il n'y a pas d'argent... pour les œuvres de vie... rien d'étonnant

à cela, quand on constate le gaspillage révoltant qui est fait pour les œuvres de mort ! Aussi, voyons-nous des classes surchargées : cinquante, soixante et même cent élèves ! Et nous trouvons cela, savez-vous où ? Principalement dans la région parisienne ! Résultats : on donne aux enfants, l'enseignement d'une façon insuffisante et on ruine la santé des maîtres et des maîtresses. Il est vrai, qu'en compensation, on diminue leurs traitements et le montant de leurs retraites ! Tout cela, pour le plus grand profit de l'enseignement libre, c'est-à-dire, en réalité, de l'enseignement confessionnel et, plus particulièrement, de l'enseignement clérical. Comme ici, en Alsace, et aussi en Lorraine, ainsi qu'on vient de nous le rappeler fort éloquemment et très judicieusement.

Que dire encore des manuels scolaires mis entre les mains des enfants ? — Les manuels d'Histoire, ah !... on a parlé jadis, de l'Histoire à la Lorient ! Eh bien l'Histoire à la Bourgeoisie ne vaut guère mieux ! — Les manuels de morale et d'instruction civique, idem ! Les recueils de morceaux choisis, les livres de lecture courante, tous ou presque, à esprit bourgeois et même plus ou moins militariste, servent, principalement, à faire dans les écoles, le bourrage de crânes des enfants, comme, par ailleurs, on crée l'hypnose de la guerre chez les adultes.

Et quand des maîtres regimbent, quand ils ne sont pas assez orthodoxes au point de vue gouvernemental, ils sont frappés, et lourdement, par ordre du ministre lui-même, souvent malgré l'avis contraire des Conseils départementaux, c'est-à-dire des Conseils de discipline.

Nos gouvernants veulent faire, des instituteurs, des citoyens aux droits amoindris, on vous l'a dit tout à l'heure. Eh bien, nous ne pouvons pas admettre que, dans une République réellement digne de ce nom, il puisse y avoir des citoyens aux droits amoindris. Un fonctionnaire, en dehors de sa fonction, ayant les mêmes devoirs que tous les autres citoyens, a les mêmes droits, et ces droits, il faut les respecter.

J'ai dénoncé, en ce qui concerne l'enseignement, l'œuvre néfaste de ministres qui se prétendent républicains. Le

Congrès approuve-t-il leurs agissements ? Non, c'est certain. Eh bien, qu'il le dise aujourd'hui nettement, hautement, avec vigueur.

En terminant, je veux enfin, attirer l'attention du Congrès sur un point d'une très grande importance : Afin que les instituteurs aient un peu plus de libertés politiques, de libertés civiles, il faut enlever leur nomination aux préfets, car les préfets ne sont que les serviles représentants du ministère, essentiellement politique, de l'Intérieur. Les instituteurs ne devraient relever que du ministère de l'Education Nationale. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Waghemaecker, de la Moselle.

WAGHEMAECKER (Moselle). — Camarades, la Fédération de la Moselle a demandé chaque année la réalisation de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et l'introduction des lois laïques en Moselle et dans les deux départements d'Alsace. En 1932, au Congrès de Huyghens, nous voulions en faire une...

LE PRÉSIDENT. — Une condition !

WAGHEMAECKER. — ...Une condition de l'acceptation du pouvoir. Je ne sais pas pourquoi nous n'avons pas accepté cela. Chaque année nous avons répété notre vœu, et jusqu'à maintenant, nous devons constater la carence du Groupe parlementaire socialiste. Pourquoi n'a-t-on pas encore, durant ces trois années, fait et déposé un projet de loi pour demander au moins l'introduction des lois laïques et la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Moselle et dans les deux départements d'Alsace ?

Aujourd'hui, la Fédération de la Moselle propose au Congrès de voter un ordre du jour en demandant au Groupe parlementaire de déposer cet ordre du jour, non seulement de le déposer, mais de demander un vote à la Chambre.

Camarades, les adversaires de l'Ecole laïque à l'intérieur de la France, sont également les adversaires de l'Ecole laïque ici. Le parti clérical en France, le parti clé-

rical dans les trois départements recouverts veut absolument amener à l'intérieur le même régime que nous avons ici, en Alsace-Lorraine. Regardez lors de la discussion du budget, lorsqu'on parle des économies, aussitôt le ministre de l'Education Nationale supprime les crédits. Mais, lorsque les crédits sont supprimés, lorsque l'Ecole laïque disparaît dans un village, elle est tout de suite remplacée par une école cléricale. C'est contre ce danger que nous devons protester, camarades ; si en Allemagne le fascisme a eu raison de la classe ouvrière, c'est peut-être parce que les camarades allemands, en 1919, lorsqu'ils ont fait la Constitution de Weimar, n'y ont pas introduit la séparation de l'Eglise et de l'Etat. (*Applaudissements.*)

Il faut absolument être énergique sur cette question. Il est à rappeler ici que les radicaux d'avant la guerre étaient les fervents défenseurs de l'Ecole laïque. Aujourd'hui, il faut le dire, ils laissent tomber l'Ecole laïque comme ils laissent tomber les libertés ouvrières. Et pour conclure, je répéterai ce qu'un bon catholique, mais un grand anticlérical, l'abbé Lemire, a dit : « Oui, l'ordre, nous le voulons ; eh bien, l'ordre, ça consiste à laisser le maire à la mairie, l'ouvrier à l'atelier, l'instituteur dans son école et le curé dans son église ! » (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Naegelen a la parole.

NAEGELEN. — Camarades, après les interventions de nos deux amis du Haut-Rhin, Grumbach et Fouilleron, et l'intervention de notre ami de la Moselle, je ne veux pas abuser de votre patience et de votre attention. Mais je tiens à associer la Fédération du Bas-Rhin à la résolution qui vous a été présentée et aux déclarations qui vous ont été faites par les deux fédérations des deux autres départements recouverts.

On parle quelquefois de minorité nationale, en Alsace. Vous devez vous apercevoir qu'il y a, en effet, en Alsace, une minorité opprimée, mais la minorité opprimée, elle n'est pas composée de ceux qui protestent contre la soi-disant oppression française en Alsace ; la minorité opprimée en Alsace, c'est les socialistes, ce sont les républi-

cains. Vous en avez eu la preuve tout à l'heure, avec les camarades de la Moselle et les camarades du Haut-Rhin ; nous vous demandons de nous libérer, enfin, de faire entrer, dix-sept ans après la rentrée des Français sur les terres alsaciennes et lorraines, d'y faire entrer enfin la République démocratique et laïque. (*Applaudissements*).

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Dupré, dernier inscrit, et je crois que ce débat aura été un modèle par l'intérêt des discours, autant que par leur concision.

DUPRÉ. — Camarades, je serai aussi bref et aussi objectif que possible ; ai-je besoin de vous dire que je suis tout à fait d'accord avec vous. Je tiens à dire que si la situation est particulièrement lamentable en Alsace-Lorraine, il est bien certain qu'à l'intérieur, elle n'est guère plus brillante. Ici, comme là-bas, la réaction s'avère menaçante et jamais elle ne s'est montrée aussi combative qu'à présent.

Eléments les plus ardents de la démocratie, soldats infatigables de la grande armée laïque, il est bien évident que pour nous qui, pour la plupart, représentons des communes plus ou moins importantes, il n'y a pas de mission plus haute, de devoir plus sacré que de sauvegarder par tout les conquêtes de notre enseignement.

Et ces conquêtes sont, aujourd'hui, en péril. Il suffit pour s'en convaincre, de voir les décisions qui ont été prises par les gouvernements de réaction qui se sont succédé les uns après les autres. Les crédits ont été diminués d'une façon scandaleuse ; 30 millions ont été enlevés aux constructions scolaires. C'est de 5 millions qu'a été diminué le crédit des Bourses ; c'est de quelques centaines de millions qu'a été réduit le crédit affecté aux caisses des écoles. Et nous constatons que ce sont particulièrement les membres de l'enseignement qui ont été brimés. En effet, durant ces dernières années, c'est plus de 4.000 postes qui ont été supprimés. Et le funeste ministre Mallarmé avait décidé, en effet, de fixer le nombre des élèves des Ecoles normales à 2.000, alors qu'il était autrefois de 4.000.

Et si nous ajoutons, d'autre part, qu'on a même sup-

primé les crédits affectés à l'Ecole du soldat, alors qu'ils étaient seulement de quelques centaines de mille francs, et que c'est précisément en France qu'il y a le plus d'illettrés, on comprendra tout ce que cette mesure a de particulièrement antidémocratique.

Il en a été de même pour les œuvres complémentaires de l'Ecole ; là encore ce poste a été fortement réduit, et je tiens à insister d'une façon toute particulière et toute spéciale sur ce point, parce que nous sommes en cela d'accord avec les orateurs précédents qui démontraient tout à l'heure que, pour lutter contre le fascisme, il fallait surtout développer les œuvres de toutes sortes, et c'est précisément pour cela que dans nos grandes communes, nous avons estimé que la meilleure façon de défendre l'Ecole laïque, c'était surtout de multiplier ces œuvres complémentaires de l'Ecole ; c'est ainsi que dans tous nos grands centres du Nord, nous avons développé à la fois ces grandes colonies scolaires où, durant les vacances, plus de quatre mille enfants, depuis le commencement de leurs vacances jusqu'à la fin (*applaudissements*) sont ravitaillés par nous, nourris par nous ; c'est ce qui a fait que nous avons aussi développé les cantines scolaires au maximum, nos écoles de plein air qui sont des modèles du genre, et particulièrement nos patronages laïques, parce que dans nos régions là-bas, comme d'ailleurs la chose se passe dans beaucoup d'autres pays, plus de 80 % de nos enfants des écoles laïques fréquentaient les patronages cléricaux.

Et si nous ajoutons que, dans un autre ordre d'idées, dans l'enseignement technique, en ce qui concerne la taxe d'apprentissage, grâce aux exonérations, des centaines de millions sont mis chaque année à la disposition de la réaction, on comprendra toute notre indignation. Dans notre Nord notamment, on a créé ces temps-ci, au Palais de la Bourse, à Lille, un Comité interprofessionnel de l'apprentissage qui, sous le prétexte de débarrasser les industriels du travail fastidieux du calcul de la taxe d'apprentissage, procède lui-même à la répartition des versements, véritable impôt que chaque année l'on met à la disposition des œuvres nettement confessionnelles. C'est là un véritable scandale, alors que le ministère prétendait

que la meilleure façon de lutter contre le chômage chez les jeunes, était surtout de développer des centres d'enseignement professionnel.

Or, nous avons pu voir l'Enseignement technique réclamer la somme dérisoire d'un million pour l'instruction et la rééducation des chômeurs à travers le pays, alors que nous assistons à un véritable gaspillage de sommes considérables ayant leur source dans l'impôt et mises par la voie des exonérations, à la disposition d'organismes privés.

L'on a vu dans bien des régions des créations superflues d'organismes du même genre, ayant les mêmes buts et les mêmes moyens que les établissements publics, créés par l'Etat et par les communes.

Nous estimons qu'en cette période de crise, où l'apprentissage privé n'existe pour ainsi dire plus, l'Etat ne doit pas renoncer à son rôle d'animateur, qu'il a seule qualité pour organiser l'Enseignement technique qui doit, comme tous les enseignements, rester un problème d'éducation nationale.

A cet effet, je me propose tout à l'heure de déposer un vœu tendant à l'abrogation de l'exonération de la taxe d'apprentissage.

Il est impossible qu'on laisse peu à peu, sous le couvert de l'apprentissage, passer dans les faits la répartition proportionnelle que la loi n'aurait plus qu'à consacrer en droit.

Il faut donc que, de toutes nos forces, nous essayions de développer ces œuvres de toutes sortes, parce que jamais incontestablement, l'Ecole laïque n'a couru autant de risques qu'à présent. Et c'est surtout dans nos régions que nous faisons cette constatation et malheureusement notre recrutement devient difficile, à l'heure présente surtout, où le chômage permet précisément aux patrons d'exercer dans le choix de leur personnel une sélection extrêmement sévère et naturellement favorable aux anciens élèves des écoles confessionnelles.

Et pour terminer, laissez-moi vous dire que ce que nous ne saurions accepter, c'est de voir cet admirable personnel

de l'Enseignement public atteint dans ce que tout homme a de plus sacré, sa liberté d'opinion, sa liberté de pensée.

Nous savons de quelle façon le Syndicat des Instituteurs a réagi ! Il suffit pour cela de se rappeler, en effet, ce qu'a été cette élection des Conseils départementaux : Plus de 83 % des siens ont été élus. (*Applaudissements.*)

Mais nous voudrions que la modalité de ces Conseils soit quelque peu modifiée, et c'est pour cela que dans le vœu que nous nous permettrons de vous soumettre, nous parlons justement de cette modification, de cette transformation.

Et pour rester bref, laissez-moi vous donner immédiatement lecture de ce vœu :

Le Congrès émet le vœu de voir le Groupe socialiste au Parlement demeurer hostile à toute suppression budgétaire concernant l'enseignement public.

Réclame d'urgence les crédits nécessaires pour les constructions scolaires, les classes de soldats, la réforme complète de l'enseignement, la prolongation de la scolarité, la ratification des conventions internationales de Genève sur l'âge d'admission des enfants au travail.

Point sur lequel je n'ai pas suffisamment insisté. Il est évident que tous, nous sommes partisans de la prolongation de la scolarité. Dans notre Nord, nous constatons que chaque année, nous avons trente mille enfants dans nos écoles, et qu'un quart seulement de ces enfants sont embauchés dans nos usines ; ces 7.500 enfants, en continuant à suivre les cours de l'école, ne viendraient plus concurrencer leurs pères. On arriverait donc à réaliser sur les fonds de chômage, une économie indéniable, et d'un autre côté, cela nous permettrait aussi d'occuper plus de 1.700 travailleurs intellectuels.

C'est là, évidemment, une réforme extrêmement intéressante, mais nous tenons à dire que cette prolongation de la scolarité ne sera efficace qu'autant qu'on ratifiera les conventions de Genève sur l'âge d'admission des enfants au travail.

Et nous ajoutons :

La suppression de l'exonération de la taxe d'apprentissage et l'affectation du produit d'exonération à l'apprentissage, à

l'organisation de l'instruction et de la rééducation des jeunes chômeurs ;

S'associant aux revendications du personnel enseignant, exige le respect des libertés d'opinions des maîtres de l'enseignement, à tous les degrés ; réclame pour eux les garanties nécessaires en matière disciplinaire et la réorganisation des Conseils départementaux.

(Applaudissements.)

RÉFORME ÉLECTORALE ET VOTE DES FEMMES

(SUITE ET FIN)

LE PRÉSIDENT. — J'étais chargé de lire au Congrès un ordre du jour de la Fédération de l'Aude. Pour épargner ses instants, je le transmets directement à la Commission des résolutions.

Ce premier point de l'ordre du jour clos, nous allons passer immédiatement à la question de la Réforme électorale, le Congrès ayant décidé, par 1.875 voix contre 1.178 avec 91 abstentions, et 133 voix de fédérations ne répondant pas à l'appel, que la question préalable était écartée.

La parole est à la citoyenne Rachel Lempereur.

RACHEL LEMPEREUR. — Camarades, nous aurions préféré qu'aucun incident ne ramène à l'ordre du jour la question du vote des femmes. Puisque c'est une acquisition dans le programme du Parti, depuis 1906, de lutter pour le droit de vote aux femmes, nous jugions qu'il n'y avait pas utilité d'y revenir. Mais, en raison des incidents parlementaires qui se sont produits, vous savez comme moi de quelle manière cette question est revenue à l'ordre du jour ; dans ces conditions, la Fédération du Nord, qui a soutenu la nécessité de ce débat dans ce Congrès, aujourd'hui, a voulu par son vote, montrer qu'il était nécessaire en effet, de discuter cette question, puisqu'elle était mise en doute actuellement, non pas pour essayer de revenir sur les positions déjà prises par le Parti, mais au contraire, avec l'espoir que dans cette journée de Congrès

1935, à nouveau le Parti affirme qu'il est tout à fait partisan du vote des femmes, et qu'il soutiendra comme une justice, l'égalité politique des sexes impliquant l'électorat et l'éligibilité pour les femmes.

Camarades, dans ces conditions, vous savez très bien que la question du principe ne se pose plus. En maints Congrès, à Limoges en 1906, à Nancy en 1907, à Grenoble en 1926, à Paris en 1928, et puis en juin 1929, le Parti a successivement consacré l'égalité des sexes et par suite affirmé sa volonté de poursuivre son action en faveur de l'égalité politique des sexes, impliquant l'électorat et l'éligibilité des femmes.

Je ne m'amuserai pas à rappeler toutes ces motions, mais je voudrais cependant attirer à nouveau votre attention, camarades, sur la très ancienne motion de 1906. Elle est édifiante pour nous, et elle demande à ce que nous nous y reportions encore un peu, car je crois qu'on a tendance à oublier un peu trop vite les motions qui ont été votées dans les Congrès.

Considérant que déjà, en 1891, le Conseil International de Bruxelles invitait les socialistes de tous les pays à affirmer énergiquement, dans leur programme, l'égalité complète des deux sexes et à abroger les lois qui mettent la femme en dehors du droit commun et public ;

Considérant que depuis le Parti socialiste s'est toujours, dans la question des sexes, prononcé dans ce sens,

Le Congrès national déclare légitime et urgente l'extension du suffrage universel aux femmes. Et charge les élus du Parti de présenter dans ce sens, autant que possible cette année, un projet de loi à la Chambre.

Eh bien, camarades, dans ces conditions, nous nous demandons, vraiment, à l'heure présente, pourquoi, en vertu de quelle crainte nous doutons maintenant de ce dont nous avons la certitude de lutter pour la bonne cause en 1906 ? Que craint-on, actuellement, en affirmant notre résolution de soutenir le vote des femmes ?

Camarade, je crois qu'il ne se pose là qu'une question d'opportunité. On nous dit : « Oh ! mais si vous donnez actuellement le droit de vote aux femmes, c'est le retour direct au fascisme et à la réaction, ou plutôt c'est

le retour à la réaction et c'est l'instauration dans notre pays du fascisme qui a ravagé l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, et qui s'emparera de notre pays. » C'est donc là, camarades, toute la question, et c'est là-dessus que je voudrais m'appesantir davantage.

Mais comment pouvez-vous croire que le Parti ait plus à craindre du vote des femmes, en 1935, qu'il ne craignait en 1906 ? Je ne suis pas de votre avis, camarades. Et franchement, je ne peux pas être d'accord avec ceux qui ont ces craintes. Car, en effet, peut-on croire qu'il y ait eu, de 1906 à 1935, un tel recul des idées qu'actuellement toutes les femmes puissent voter à droite ? On craint le péril réactionnaire et le cléricanisme, et on vous dit : « Mais toutes ces femmes qui vont à l'église, c'est la victoire de la réaction ! »

Camarades, écoutez : je crois qu'il ne faut pas être, tout de même, trop pessimistes ! En effet, beaucoup de femmes vont à l'église. Mais je crois fort que si elles vont à confesse pour le salut de leur âme, il n'en est pas moins vrai qu'elles sont très sensibles au salut de leur porte-monnaie ! Et vous savez, quand l'estomac tiraille, quand les mioches crient, parce qu'ils ont faim, quand le mari ou le fils n'ont plus de travail, qui est-ce qui est directement touché par ces maux-là ? C'est la femme ! C'est la femme qui endure toute ces souffrances. Et je crois fort que si nous savons lui parler, par ce raisonnement qui touche directement les cœurs, eh bien, camarades, en supposant qu'elle aille à confesse et à l'église, la femme est saisie par ces notions-là. Elle les comprend et elle les assimile parce que c'est sa vie propre qui est en jeu et la vie de son ménage ; et pour cette raison je ne crois pas que ce soit un péril pour nous de la faire voter. (*Applaudissements.*)

La femme de 1935, même si elle est catholique et pratiquante, camarades, ne peut pas se résigner à manquer de pain pour sa famille, alors que le blé est jeté à la mer, et c'est cela qu'il faut lui dire ! Elle ne peut pas se résigner à n'avoir pas de viande à donner à ses enfants, quand on sait que des porcs sont supprimés pour devenir de l'en-grais qui, à son tour, devra nourrir la terre et intensifier

la production du blé qui, lui aussi, sera supprimé. Mais c'est une incohérence, cela, qui frappe la femme et lui dicte son devoir à l'égard d'un régime qui multiplie la misère en supprimant l'abondance qui gêne le profit des puissances capitalistes.

Comment, camarades ? Dans la maison, dans le foyer, en plein hiver, au milieu d'une famille de trois, quatre, cinq gosses, la femme voit ses enfants grelotter, parce qu'elle ne peut pas acheter de charbon, alors que sur le carreau des mines, le charbon s'accumule, faute d'acheteurs. Si vous voyez cette mère, si vous vous penchez sur sa détresse et si vous lui en dévoilez l'incohérence et l'injustice avec les comparaisons qui s'imposent, elle ne subira plus, mais elle condamnera ce régime de misère.

C'est justement, je crois, le moyen par lequel nous devons les toucher. Et puis, il est un autre point : la femme de 1935 a souffert de la guerre et elle souffre encore de la crise. Elle a souffert de la guerre, et elle en est même une victime parce que déjà dans son organisme et dans sa santé, sa résistance est amoindrie par les privations de la guerre, surtout en pays envahis. Et maintenant, cette femme de 1935, qu'engendre-t-elle à son tour ? Une génération de crise, une génération d'enfants condamnés à l'avance à être les victimes des fléaux sociaux qui vont s'emparer d'eux parce qu'ils sont en infériorité physique, puisque privés de tout ce qui devrait être accordé à des organismes en formation. Cela aussi, elle le comprend, la femme, camarades ! Et quand vous lui aurez montré que tous ces maux dont elle souffre, ne sont que le fruit du régime capitaliste qui nous accable, de l'incohérence capitaliste, eh bien, même si elle va à l'église parce que c'est l'habitude, il n'en est pas moins vrai que lorsqu'elle se trouvera, en période électorale, obligée de se prononcer pour ce qu'elle pense être la bonne voie de salut pour elle et sa famille, je ne peux pas croire, et dans le Nord nous ne pouvons pas croire que cette femme se prononcera pour la droite réactionnaire et cléricale ! (*Applaudissements.*)

Et puis, camarades, en 1906, la femme ne participait pas à la production comme elle le fait aujourd'hui, dans tous les domaines et au même titre que les hommes ;

directement et honteusement exploitée par le capitalisme, elle a été jetée dans la mêlée des luttes corporatives, de par le fait du travail qu'on exigeait d'elle, de par sa participation à la production. Elle a prouvé, dans ces circonstances, qu'elle était capable de mener le combat, tout aussi bien que les hommes qui sont aussi des travailleurs comme elle. A-t-elle capitulé devant les grèves, devant les combats d'organisations corporatives ? Je ne le crois pas ! Vous avez vu, récemment, les grèves des midinettes, à Paris, la grève des confectionneuses, eh bien dans toutes ces luttes, la femme a pris directement ses responsabilités comme travailleuse.

Alors comment pouvez-vous douter, quand elle sait se défendre sur le terrain corporatif, parce qu'elle est une ouvrière, qu'elle puisse agir de même sur le terrain politique, alors qu'elle défend le bien-être de sa famille ? Cela n'est pas possible, camarades. La femme ne capitulera pas quand une question de vie se pose pour les siens.

Vous allez me dire : « Vous parlez ainsi parce que vous êtes en ville, mais il n'en est pas ainsi partout. » Nous vous dirons, d'abord que même en ville la femme ouvrière et syndiquée peut être très bien une habituée de l'église, y envoyer ses enfants pour la communion, recourir au curé pour les mariages et les enterrements. Il n'en est pas moins vrai qu'au moment de se prononcer pour une revendication corporative, elle sait affirmer sa force et son droit, et elle le fait sans hésitation.

Mais dans les campagnes, camarades, je crois que le péril, s'il est un peu plus à craindre que dans les villes, nous n'avons pas lieu, tout de même, de nous en alarmer.

Croyez-vous que franchement, la femme de la campagne comme la femme de la ville, ne soit pas accessible à ces notions que j'énonçais tout à l'heure ? Et je rappellerai ce que Suzanne Lacore nous disait à propos de la femme dans l'agriculture et dans la paysannerie ; elle est intéressante, la femme de l'agriculture, parce qu'elle souffre, et qu'elle est plus exploitée que les autres. Et quand, à cette femme de l'agriculture, vous parlerez le langage socialiste parce que justement elle est plus encore touchée

que la femme de la ville, elle sera plus accessible aussi à vous comprendre.

Et, si nous affirmons que nous n'aurons pas les voix des femmes de la campagne, camarades, cela est tout simplement la condamnation de notre action. Cela prouve que nous n'avons pas fait assez pour ces femmes de la terre, et c'est ce cri d'alarme que Suzanne Lacore a jeté à notre Conférence nationale de Lille, dont vous avez adopté lundi les conclusions. (*Applaudissements.*)

Il faut donc, camarades, prendre carrément le taureau par les cornes. Il est bien prouvé que sur tous les terrains, la femme est accessible, comme l'homme, à une éducation politique, et revendique ses droits à la vie. Eh bien, camarades, si nous voulons qu'elle fasse son éducation politique, je crois qu'il n'est pas opportun pour nous, à l'époque actuelle, de savoir si oui ou non nous allons nous prononcer pour le droit de vote aux femmes. Il serait beaucoup plus intéressant, dans les temps présents — et c'est ce que j'aurais voulu voir à l'ordre du jour — d'étudier tout un plan de propagande à organiser auprès des femmes. (*Applaudissements.*)

Et sur ce point, je sais bien ce que vont me répondre les camarades opportunistes ; ils vont me répondre : « Tout a fait d'accord avec vous, camarade Rachel Lempereur ; c'est ce que nous disons toujours : éducation d'abord et droit de vote ensuite. »

Ah ! mais là, nous vous attendons ! Comment ? Éducation d'abord ? Depuis 1906 vous devez la faire ! Mettons depuis 1920, puisque la guerre a passé par là. Mais qu'est-ce qu'on a fait ? Je crois que le bilan serait bien vite établi, si ce n'est pour les quelques fédérations où véritablement les militants ont compris qu'ils ne pourraient accéder à toute la préparation de la prise du pouvoir qu'en intéressant à cette prise du pouvoir tous les éléments exploités, y compris les femmes. Donc, sauf dans ces quelques fédérations, où on a compris ce devoir socialiste, il est encore trop de camarades qui prétendent que le travail d'éducation socialiste a besoin de toucher les hommes et que ce sont les hommes qui, à leur tour, toucheront leurs femmes ; ça ce n'est pas vrai, camarades ! C'est peut-être

vrai que les hommes peuvent, en une certaine mesure, intervenir sur la décision de leurs femmes pour les faire adhérer au Parti, c'est possible ; quoique vous savez... la femme est réfractaire ! il suffit de lui dire : « Tu vas faire cela, je veux que tu fasses cela », pour qu'elle dise : « Non, je ne le ferai pas ! » (*Applaudissements, rires.*) Et alors...

LE PRÉSIDENT. — Les généralisations sont téméraires en cette matière !

RACHEL LEMPEREUR. — Je n'ai pas généralisé, j'ai dit : la femme est généralement réfractaire. Il y a des exceptions à toute règle, camarade. Mais je pourrais répondre le contraire. C'est que si le mari peut faire l'éducation de sa femme, cela c'est une question de bonne entente dans le foyer, la réciprocité est tout aussi vraie, et la femme peut faire aussi l'éducation de son mari. (*Applaudissements.*) De sorte, camarades, que nous avons vu bien souvent des femmes adhérer au Parti d'abord, et nous en avons des exemples dans notre Fédération du Nord, et y amener ensuite leurs maris. Alors, voyez-vous, la chose n'est pas absolue. Ce raisonnement ne repose pas sur grand chose.

Donc, certains opportunistes nous disent : « Eduquez les femmes, pour, après, pouvoir leur accorder le bulletin de vote. » Camarades, j'ai prouvé tout à l'heure qu'on ne les avait pas assez éduquées, malgré qu'on eût pris cet engagement de soutenir le vote des femmes. Mais à côté de cela, quand vous prétendez, je suppose, leur accorder un délai de deux ans, de trois ans, pendant lequel vous dites : « Nous allons les éduquer » et leur donner ensuite le bulletin de vote, je crois fort que les réfractaires d'aujourd'hui seront encore les réfractaires de demain, et le seront encore beaucoup plus par ce fait qu'ils se diront : « Oh ! mais nous avons le temps, ce n'est que d'ici quelques années que les femmes voteront, et alors occupons-nous de ce qui nous intéresse immédiatement, travaillons pour le Parti, travaillons pour l'organisation du Parti. » Voilà ce qu'ils vous diront pour se rétracter devant un engagement qu'ils ont pris.

Mais pendant ce temps, quand vous, vous aurez pris la

décision d'éduquer les femmes avant de leur donner le droit de vote, je crois que d'autres, à côté, qui n'ont pas attendu que vous preniez cette décision, pour éduquer leurs femmes et les préparer, oh ! pas dans des groupements politiques (ils s'en défendent bien), mais dans des organisations telles que, le jour voulu, elles seront, ces femmes, les instruments de leur propre politique réactionnaire ; eh bien, camarades, ces adversaires de droite qui, eux, n'ont pas attendu, à plus forte raison déploieront-ils leurs batteries pour éduquer et préparer les femmes à lutter pour eux, le moment venu ; dans trois ans, dans cinq ans, dans dix ans, et plus encore que maintenant, la réaction aura préparé les femmes à voter pour elle, et à sauver le capitalisme qu'elle incarne. Donc, ce n'est pas en attendant, sous prétexte de péril réactionnaire, que nous préparerons davantage les femmes. A plus forte raison si nous considérons que dans cette question électorale (vous le savez très bien, camarades, vous allez dans les réunions comme moi, et je crois qu'il en est de cela comme de toute autre chose), on ne vient à la réunion que quand on a une raison directe d'y venir. C'est pourquoi en période électorale, les réunions sont très fournies, il y a le dynamisme, on a besoin de savoir, on veut connaître. Tandis qu'en période normale, les hommes, qui pourtant ont le droit de vote, suivent bien irrégulièrement leurs réunions de section, et cela est si vrai que pour assurer le succès d'une réunion de propagande, on est tenu d'annoncer une « vedette » comme orateur.

Alors, camarades, vous prétendez, vous, éduquer les femmes ? Mais elles ne viennent pas justement, parce qu'elles n'ont pas à savoir. Elles ne sentent pas la nécessité de connaître, et du jour où, comme les hommes, elles sentiront qu'elles ont besoin d'exercer leur droit, eh bien je crois que, comme les hommes, nous les aurons dans les auditoires politiques. A vous, comme je le disais tout à l'heure, d'organiser tout un travail de propagande, de préparation, de pénétration, pour conquérir la femme au socialisme. Les temps sont prêts pour cela. Camarades, le socialisme, il est dans les faits — Paul Faure comme Lebas nous le disaient tout à l'heure — tout se touche dans le

socialisme, je crois que ce que je développe maintenant, à propos du vote des femmes, nous ramène de près à ce que le Congrès développait tout à l'heure pour la prise du pouvoir, à propos de la conquête des masses. Mais, camarades, à l'époque actuelle, c'est d'une ville à l'autre, d'un village à l'autre, du point le plus reculé, jusqu'à la ville la plus grande, qu'il faut considérer que nous avons le devoir impérieux de conquérir les masses. Nous n'avons pas à hésiter, nous n'avons pas à attendre. Il faut faire ce travail. Il le faut absolument et c'est tout de suite qu'il faut l'entreprendre. Et pour l'entreprendre tout de suite, nous ne le pourrons que si nous sommes fermement résolus à être partisans du vote des femmes.

Alors, camarades, vous voyez bien que si nous développons la question sur ce terrain, je ne pense pas (vous allez dire que je suis une convaincue, mais oui ! je le suis) qu'il y ait un péril si grand à donner le droit de vote aux femmes. Si je reviens — et je m'excuse d'avoir égaré ce point de mon sujet tout à l'heure — au point de vue du péril clérical, j'ai eu l'occasion d'examiner les populations des campagnes, comme celle des villes, eh bien, camarades, si je fais encore la comparaison avec 1906, je vous dirai tout de suite que maintenant le péril clérical est beaucoup moins impérieux et beaucoup moins inquiétant qu'il ne l'était en 1906. A cette époque, celui qui n'allait pas à la messe, était montré du doigt. Celui qui ne fréquentait pas les organismes confessionnels, la femme qui n'aurait pas fait baptiser ses enfants et fait faire leur première communion, avait sa maison repérée ! A l'époque où le curé était maître du village, vous ne craigniez pas de vous montrer favorables à ces réformes, et maintenant où il y a tout de même une émancipation qui s'est produite, vous le craignez ! Je ne le comprends plus, camarades ! L'émancipation est là, dans les faits. Actuellement, dans une école, il y a la moitié des enfants qui ne font pas leur communion, et personne ne s'en retourne, nous le constatons, nous autres, tous les jours. Alors, nous allons craindre à nouveau ? Mais pas du tout ! la femme qui ne s'est pas crue tenue à des engagements au point de vue de l'église, à plus forte raison pourra-t-elle se prononcer quand il faudra qu'elle le fasse, d'une manière efficace.

Mais, vous allez dire — et je sais bien où vous m'attendez — : il y a les exemples des pays où les femmes ont voté, et où ça a été un retour direct au fascisme.

Mais là encore, nous avons pris des renseignements, et nos camarades du Comité national ont eu la réponse des camarades d'Angleterre, des camarades de Belgique et des camarades d'Espagne, et il n'est pas prouvé du tout que ce soit le vote des femmes qui ait provoqué (vous le savez bien, du reste), qui ait provoqué cette instauration du fascisme.

Je ne veux pas, puisque le temps est limité, je ne veux pas entrer dans l'exposé. Est-ce que vous désirez que je vous rapporte les réflexions... Non, c'est inutile. Eh bien, par conséquent, je vous dirai, camarades, que nous sommes sincèrement attachées à cette réforme, parce que nous sommes convaincues que si nous affirmons aujourd'hui une fois de plus la nécessité de l'octroi du bulletin de vote aux femmes, nous entreprendrons en même temps (nous considérant comme alertées), nous entreprendrons à travers tout le pays la propagande qui s'impose, plus encore auprès des femmes qu'auprès des hommes, parce que justement elles ne sont pas préparées, parce qu'elles ne sont pas émancipées, parce que nous voulons qu'elles soient émancipées et parce que les moments sont plus propices que jamais, pour les conquérir au socialisme.

Et je vous rappellerai, à ce propos aussi, une parole d'une de nos camarades propagandistes, qui a fait impression quand elle est venue à Lille : « Encore la femme ne devrait-elle pas voter, nous ne devons pas hésiter à entreprendre d'une manière active et intensive, auprès d'elle, la propagande qui s'impose, parce que la femme est la mère des hommes, et que si nous voulons avoir des hommes qui soient des consciences socialistes, nous devons préparer des femmes socialistes ! » (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au redoutable Sixte-Quenin.

SIXTE-QUENIN (Bouches-du-Rhône). — Camarades, la camarade qui m'a précédé à la tribune, a fort bien posé le problème, auquel vous avez à apporter une solution. Il

n'y a pas un socialiste, pas plus celui qui vous parle qu'un autre, qui puisse contester que du point de vue des principes, il serait fort juste que la femme puisse voter. Je reconnais comme les féministes les plus décidées, que c'est un véritable scandale, par exemple, qu'une femme intelligente et instruite ne puisse pas voter, alors qu'un ivrogne a le droit de vendre son bulletin au candidat qui se présente pour l'acheter.

S'il s'agissait donc d'une question d'ordre théorique, je crois que nous serions tous d'accord. Mais on vient de vous le dire, la question qui se pose, devant nous, est celle-ci : Y a-t-il danger pour nos libertés publiques, à accorder immédiatement le droit de vote aux femmes ? A cette question, personnellement, j'ai répondu par l'affirmative, et j'ai alors trouvé dans la presse socialiste, une excellente camarade qui m'a dit : « Où sont vos statistiques ? Avez-vous fait des enquêtes ? »

Camarades, je n'avais pas fait d'enquêtes, je m'étais contenté d'écouter à la Chambre des Députés, dans les conversations, celles de nombreux députés de gauche, qui tous disaient que si les femmes votaient, l'année prochaine, ils seraient remplacés par des députés réactionnaires.

Je sais très bien, camarades, qu'il faut se méfier des députés comme de la peste ! Cependant, dans une question pareille, vous voudrez bien reconnaître avec moi qu'ils ont une certaine expérience, et comme leur sentiment cadrerait avec le mien, je l'avais retenu.

Mais, depuis, un jour, un de nos collègues, socialiste, m'a informé que, la veille, sa fédération s'était réunie en Congrès, et qu'à l'unanimité elle avait décidé de maintenir la position du Parti en ce qui concerne le vote des femmes. Je me suis dit qu'il y avait là un lot de camarades qui ne pouvaient pas être convaincus d'hostilité préconçue contre le vote des femmes. Et j'ai alors adressé au secrétaire de chaque section de cette fédération, la lettre suivante :

Cher Camarade,

Je fais une enquête sur le vote des femmes. Je vous serais

obligé si vous pouviez m'en faire connaître votre opinion personnelle sur le point suivant :

Si le droit de vote était accordé aux femmes pour les élections de 1936, quel pourrait être, d'après votre appréciation personnelle, le résultat des élections : 1° Dans la commune où vous habitez ; 2° Dans la circonscription législative à laquelle vous appartenez ?

Je vous remercie, etc..

J'ai envoyé 67 demandes, j'ai reçu 31 réponses.

Voici comment elles se répartissent :

Trois m'affirment que dans leurs communes, le suffrage des femmes n'empêcherait pas le socialisme de s'y maintenir. Mais déclarent qu'ils ne peuvent pas faire de pronostics pour la circonscription législative ;

Huit réponses soutiennent que le suffrage des femmes ne modifierait pas sensiblement les résultats dans la commune et la circonscription législative ;

Vingt réponses reconnaissent, en termes parfois énergiques, que le résultat serait défavorable dans la commune et la circonscription.

Après m'avoir reproché d'attribuer à la majorité des femmes françaises des sentiments d'obéissance envers l'Eglise, certaines de mes contradictrices m'ont également reproché d'avoir fait un tableau un peu noir de ce qui pourrait arriver si les prochaines élections nous donnaient une majorité réactionnaire.

J'avais en effet, camarades, parlé de journaux supprimés, de Bourses du Travail fermées, et peut-être même incendiées, et l'on m'a dit que je dressais là un tableau ébouriffant ! Malheureusement, camarades, je me rappelle que ce tableau ébouriffant, nos camarades italiens, nos camarades allemands et d'autres peut-être encore, en ont été les témoins. Et je me suis dit que ce qui était arrivé dans d'autres pays, il n'y avait pas de raison pour croire que cela ne pourrait arriver chez nous.

Voilà pourquoi je me suis permis de penser que dans les circonstances actuelles, le droit de vote donné actuellement aux femmes, représentait un très grave danger pour nos libertés publiques. On nous rappelle qu'en 1906, au Con-

grès de Limoges, auquel j'assistais d'ailleurs, nous avons voté sans discussion, et à l'unanimité, une motion qui déclarait que le Parti était partisan d'attribuer le vote aux femmes immédiatement, et on ne s'explique pas, paraît-il, pourquoi en 1935, nous avons changé cette manière de voir, tout au moins pour certains d'entre nous.

Mais, camarades, cela s'explique parce que depuis 1906, et très peu de temps avant 1935, nous avons connu, en France, certains événements dont nous gardons la mémoire. Je me souviens, moi, qu'avant 1934, on venait parfois en province, faire des réunions réactionnaires. Jamais nos camarades socialistes ne s'en émouvaient. Lorsque la réunion était privée, surtout, aucun socialiste ne se dérangeait. Aujourd'hui, lorsqu'on nous annonce que le colonel de La Rocque ou le soldat de 3^e classe Henriot vient faire une réunion quelque part, aussitôt, Parti socialiste et Parti communiste mobilisent leurs militants à 50 kilomètres à la ronde, pour faire des contre-manifestations. Est-ce que, par hasard, camarades, toutes ces organisations antifascistes qui se sont créées dans le pays, ne représenteraient que du bluff ? Est-ce que nous serions convaincus qu'il n'y a là qu'une agitation factice ? Est-ce que nous ne croyons pas, les uns et les autres, au danger fasciste ? Mais, camarades, depuis trois jours, nous n'entendons parler que de cela ! Depuis trois jours on nous met en garde contre les dangers qui pèsent sur nous, et moi je dis que si l'unité d'action du Parti communiste et du Parti socialiste continue — et je suis certains qu'elle continuera — le fascisme, en France, n'aura pas la possibilité de s'installer, brutalement par la force, au pouvoir. Les journées du 12 février, les résultats des élections cantonales et municipales dernières ont certainement enlevé au fascisme le désir qu'il avait, et qu'il a manifesté, de s'emparer du pouvoir par la force. Comme Blum le disait dans notre dernier Conseil National, je crois que la température fasciste a un peu baissé, mais j'imagine que personne ne peut se faire des illusions, sur les sentiments de l'ennemi. Ils sont restés les mêmes. Si le fascisme, en ce moment-ci, peut faire encore des souscriptions dans les journaux, pour une « œuvre immédiate et prochaine », je suis convaincu

que le fascisme n'osera pas descendre dans la rue, comme il y était descendu le 6 février, pour renouveler son aventure qui a avorté. Je suis convaincu de cela. Seulement si le fascisme ne peut pas s'installer en France par la force, c'est une raison de plus, j'imagine, pour ne pas lui donner la possibilité de s'installer légalement au pouvoir.

Or, un de nos camarades l'a rappelé dans le débat sur la conquête du pouvoir ; en Allemagne, ce n'est pas par la force que l'hitlérisme s'est installé au pouvoir, c'est par les élections, c'est par la voie du suffrage universel. Par conséquent, nous avons le droit de croire et de craindre, que si demain les femmes votaient, une majorité réactionnaire sortirait des urnes, et cette majorité réactionnaire, camarades, elle ne ferait pas la politique qu'aurait pu faire une majorité réactionnaire en 1907, au lendemain de notre motion de Limoges, elle ferait ce qu'ont fait les réactionnaires dans tous les autres pays. Une fois qu'elle aurait conquis le pouvoir, elle ne le lâcherait plus, et nous aurions contre nous non seulement les forces paramilitaires des Croix de Feu, ou des Camelots du Roi, mais nous aurions contre nous toutes les forces coercitives de l'Etat.

Actuellement, ces forces, le fascisme ne les a pas à sa disposition. Il peut même craindre que s'il renouvelait une tentative comme celle du 6 février, il les aurait contre lui. Et c'est pour cela qu'actuellement, il est tranquille ; mais si nous mettons ces forces à sa disposition, il faudrait vraiment se faire des illusions pour s'imaginer que lorsque les cléricaux et les réactionnaires auront le pouvoir, ils nous laisseront la possibilité de continuer notre propagande auprès des femmes, afin de les convertir au socialisme et à la république ! Si vous laissez mettre la main sur le pouvoir par la réaction, elle ne le quittera plus et elle se servira de la force de l'Etat pour briser toutes nos organisations ; elle réduira le peuple français au rang où ont été réduits le peuple italien et le peuple allemand.

Eh bien, c'est ce danger-là, camarades, que personne, je crois, ne peut contester, qui justement a motivé la proposition qu'un certain nombre de députés socialistes, une majorité du Groupe parlementaire, a proposée au Conseil National. Et c'est pour cela, j'imagine, également, qu'il y

a eu au Conseil National une majorité pour décider qu'aujourd'hui la question du vote des femmes serait à l'ordre du jour. C'est ainsi que le problème est venu et c'est ce problème-là seulement, que vous avez à examiner. J'ai entendu une camarade animée d'excellentes intentions et de bonne volonté, nous dire que les femmes ont peut-être des raisons supérieures à celles des hommes pour être socialistes. Moi, je ne puis que constater une chose : c'est que faire des reproches aux élus socialistes, ou faire des reproches à tout le Parti socialiste, parce qu'il n'a pas jusqu'ici, mené la propagande nécessaire auprès des femmes, ne change pas la position de la question.

Il est possible que nous ayons des torts, mais je crois qu'on exagère quand on nous fait des reproches, et quand on s'en fait à soi-même. Le camarade qui vous parle, depuis quarante ans qu'il est dans l'action militante, certes, n'a pas fait de très nombreuses réunions en France. Je n'ai pas visité un nombre considérable de villes ou de bourgs, mais dans la circonscription que je représente depuis quarante ans, j'ai parlé partout, et j'ai parlé souvent ; eh bien, malgré que j'aie pu parvenir à y acquérir une majorité, je rencontre encore beaucoup d'hommes qui m'ont entendu, et qui cependant, savent manifester de temps en temps que je ne les ai pas convaincus ! Quant aux femmes, est-ce parce qu'elles craignaient la puissance de séduction qu'une de nos camarades avait bien voulu me reconnaître ? Je n'en sais rien ; mais le fait est que je ne les ai pas rencontrées souvent dans mes réunions, et je vous prie de croire, cependant, que les portes ne leur en étaient pas fermées !

Alors, comment auriez-vous voulu, même en y mettant toute la bonne volonté possible et imaginable, que j'arrive à convertir des femmes à qui je ne pouvais pas parler ? (*Rires.*)

Eh bien, ce cas-là ne m'est pas particulier. Si vous aviez voulu vous contenter de mettre à l'ordre du jour de ce Congrès, l'examen des procédés de propagande que nous pourrions employer pour toucher les femmes, d'accord. Seulement, demain, camarades, vos députés, vos élus peuvent se trouver en face de la situation qui a été la nôtre

Il y a quelques mois. Nous avons été obligés, un jour, de nous prononcer sur la question de savoir si nous allions donner le droit de vote aux femmes. J'ai constaté à ce moment-là que les trois quarts des députés socialistes qui, comme moi, ont voté pour cette attribution, y étaient hostiles dans leur for intérieur. Et c'est parce que j'ai constaté cet état d'esprit chez les élus, que j'ai supposé que chez les militants il y avait également beaucoup de camarades qui partageaient le même sentiment.

Voilà pourquoi j'ai insisté, voilà pourquoi j'ai essayé, dans la presse socialiste, de montrer quel était le problème posé devant nous. Et ma conclusion sera simple :

Je vous dis : Si vous êtes convaincus que le vote des femmes ne représentera pas un danger actuellement pour les libertés publiques, il faut ne pas hésiter une minute, il faut maintenir dans la loi socialiste l'obligation qui, maintenant, s'y trouve pour les élus, de voter pour le vote féminin. Si, au contraire, camarades, vous estimez, comme moi, que c'est vraiment jouer une grosse partie, que d'appeler dans ce pays de France, dix à douze millions de femmes à voter aux élections prochaines ; si vous voulez vous rendre compte que l'écart qui s'est manifesté aux dernières élections législatives entre les voix de droite et de gauche — et quand je parle des voix de gauche, je ne parle pas des voix socialistes et des voix communistes, je parle de la totalité des voix auxquelles Maurice Thorez, ces jours derniers, faisait appel afin de constituer le Front populaire — quand je vous signale qu'entre ces voix de droite et ces voix de gauche, il n'y a pas même un écart de 500.000 voix, je dis qu'il y a danger à jeter dans la balance dix à douze millions d'électrices, dont les trois quarts sont sous la domination du curé. Vous allez donner ainsi aux curés la possibilité d'imposer un gouvernement à la France ; c'est contre ce danger-là que je vous mets en garde.

Si vous pensez comme moi, ne laissez pas dans la loi socialiste l'obligation dangereuse qui s'y trouve ; ne faites rien, pour qu'un jour peut-être prochain, vous ayez à vous reprocher d'avoir laissé la France, à son tour, devenir une immense prison ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Marthe Louis-Lévy.

MARTHE LOUIS-LÉVY. — Je n'ai l'intention que de vous présenter quelques observations, car il me semble que notre camarade Lempereur a épuisé la question telle que nous l'avions étudiée à notre Conférence nationale des femmes socialistes. Mais je m'étais fait inscrire pour pouvoir faire, s'il y avait lieu, quelques observations en réponse au discours de Sixte-Quenin.

Je vous avoue — je suis assez naïve ! — que je me figurais qu'après ce Congrès, ce serait Sixte-Quenin lui-même qui nous apporterait la motion préalable que la Fédération de la Seine a déposée tout à l'heure.

Et pourquoi ? Parce que, au Conseil National, quand la question a été posée, et quand le Groupe parlementaire a demandé que la Réforme électorale fût inscrite à l'ordre du jour de ce Congrès... — d'ailleurs je remarque, en passant, qu'aujourd'hui on ne parle plus du tout de la R. P., mais seulement du suffrage des femmes...

BRACKE. — Si ! si !

MARTHE LOUIS LÉVY. — En tous cas, au Conseil National, nous avons deux adversaires en face de nous : l'un semblait même beaucoup plus redoutable que l'autre. Il est parti, celui-là. Il avait peur que le vote des femmes amenât aux prochaines élections une majorité réactionnaire, une de ces majorités qui appellent et qui soutiennent les ministères d'Union nationale. Et Sixte-Quenin, à ce moment-là, vous partagiez ses craintes ; vous les avez encore. Vous avez mené, tous les deux, une campagne jumelle. Vous, vous l'avez menée dans le journal du Parti, dans le *Populaire* ; mais en même temps Frossard, lui, la menait dans l'*Œuvre*, où il avait une polémique avec Maria Vérone, et dans la *République*, qui présentait d'un côté la thèse féministe sous la plume d'un réactionnaire, Scapini, et d'un autre côté, la thèse antiféministe, sous la plume d'un socialiste, Frossard. Frossard, lui, a préféré aller voir le danger de plus près ; et je croyais, moi, naïvement, que vous qui êtes un militant que l'on ne peut pas comparer à Frossard, vous qui êtes un militant si parfait

et si sincère, même quand vous vous trompez, eh bien, je croyais que pour ce Congrès, vous auriez été choqué d'un tel voisinage, et qu'avec votre sens si aigu de l'opportunité, vous auriez demandé vous-même que le débat ne vint pas.

Je pense que cela aurait mieux valu, parce que vous auriez peut-être eu le temps de prendre seul, en main, la direction de vos opérations et de faire oublier votre compagnon de route.

Vous n'avez pas pensé à cela ; moi je le regrette, parce que nous avons été obligées, nous, dans la documentation que nous avons envoyée aux fédérations pour réfuter les arguments de nos adversaires, d'accoler toujours vos deux noms.

Mais enfin, puisque vous n'avez pas eu ce sens-là de l'opportunité, puisque vous déposez une motion que je nomme : motion contre le vote des femmes, je veux parler à la fois de votre discours et de la motion que vous n'avez pas lue ici, mais que, je le suppose, vous déposez, et que vous avez publiée dans le *Populaire*.

Je veux dire tout de suite, ici, que nous ne sommes pas des suffragettes, nous sommes des femmes socialistes. Et c'est en femmes socialistes que nous examinons la question. Si nous l'examinions en suffragettes, eh bien, nous souhaiterions que votre motion fût adoptée. Parce que nous serions alors à peu près certaines de voter très prochainement. On l'a bien vu, d'ailleurs, en février, lors du débat à la Chambre, que vous évoquiez tout à l'heure. La décision du Groupe parlementaire de s'opposer à la discussion immédiate, fut probablement une des causes de la majorité remportée à la Chambre. Peut-être devons-nous plus ici à Frossard qu'à notre excellent ami Bracke.

Sixte-Quenion, vous avez, ici, au cours de votre discours, fait état d'un questionnaire que vous avez adressé dans une fédération — vous n'avez pas dit laquelle, je ne sais pas s'il s'agit d'une fédération agricole ou ouvrière — mais enfin je ne vois pas beaucoup les conclusions que vous pouvez tirer de ce questionnaire. Car, les camarades que vous avez consultés n'avaient pas plus de moyens que

vous de mesurer le nombre de voix, et la manière dont voteraient les femmes dans leurs circonscriptions.

Vous avez dit aussi — car vous avez rapporté ici les arguments que vous avez déjà donnés dans le *Populaire*, et nous y avons déjà répondu, c'est pourquoi je passe assez vite — vous avez dit que le fascisme s'instaurerait en France à la suite des élections donnant une majorité aux réactionnaires, et qu'il se passerait, ici, ce qui s'est passé ailleurs ; vous avez fait un tableau sinistre : suppression de la liberté de la presse, emprisonnement des militants ; eh bien, croyez-vous, Sixte-Quenin, que ce sera un simple vote qui pourra amener un tel succès du fascisme ? Est-ce que vous ne croyez pas que la crise du chômage, la surproduction n'y seront pas pour quelque chose ? Et alors que les femmes votent ou ne votent pas, est-ce que la crise ne sera pas la même ? Et après cette législature, où vraiment tout a été faussé par des événements extra-parlementaires, comment pouvez-vous supposer que ce soit de simples élections qui pourraient amener ici le fascisme ? Est-ce que vous ne croyez pas que la vie extra-parlementaire a, en ce moment, son importance ? Est-ce que vous ne croyez pas que, dans cette vie extra-parlementaire, les femmes jouent leur rôle, qu'elles aient un bulletin de vote ou non, entre les mains ?

Vous nous avez dit aussi : « En Allemagne, le fascisme s'est installé par les élections. » Mais enfin, franchement, vous savez bien que les élections ont simplement installé le fascisme définitivement, qu'elles ont facilité son accession, mais Hitler était déjà puissant en Allemagne avant les élections, et il serait venu probablement au pouvoir sans les élections. Ce qu'il aurait fallu que vous veniez nous démontrer, c'est que les femmes avaient une responsabilité plus grande que les hommes dans ces élections, en Allemagne. Or, vous n'avez pas pu le prouver et les renseignements que nous avons pu avoir nous ont montré que les femmes, qui votaient pour les social-démocrates, avaient été aussi fidèles au socialisme que les hommes.

Vous nous avez dit encore que, dans vos réunions, vous ne trouvez pas beaucoup de femmes. Vous faites des réunions dans les Bouches-du-Rhône, et vous ne trouvez pas

de femmes. Eh bien, nous en avons rencontré beaucoup, tous ces temps-ci, et peut-être justement parce que les débats à la Chambre avaient commencé à faire croire aux femmes qu'elles allaient voter. Mais, d'autre part, votre argument se retourne contre vous-même, parce que si vous ne trouvez pas de femmes dans vos réunions, c'est justement parce qu'elles ne votent pas ! (*Applaudissements.*)

Maintenant, Sixte-Quenin, je voudrais vous poser une question ; il est vrai que vous ne pouvez pas y répondre, mais je veux la poser devant le Congrès. Sixte-Quenin, vous dites que vous êtes pour le suffrage des femmes, et vous êtes venu l'affirmer ici, comme tous les socialistes pourraient le faire. Mais vous avez ajouté : « Remettons-en l'application à plus tard, car il y a, en ce moment, un danger fasciste. » Eh bien, dites-moi, il aurait fallu nous indiquer jusqu'à quand, selon vous, durera ce danger ? Jusqu'à quand remettez-vous le vote des femmes ? Jusqu'à quand, vous ne pouvez pas me répondre...

SIXTE-QUENIN. — Je vous ai répondu dans le *Populaire* à cette question.

MARTHE LOUIS-LÉVY. — Mais vous n'avez pas répondu...

SIXTE-QUENIN. — Si, vous m'avez posé la question ; en Conseil, Séverac a posé la question et je lui ai répondu dans le *Populaire*, et cette réponse vaut pour vous.

MARTHE LOUIS-LÉVY. — Oui, en effet, vous avez, deux fois, traité la question. Et chaque fois, vos paroles correspondaient à cette réponse : « Aux calendes grecques. » Vous avez un jour parlé des millions de femmes que notre propagande atteindra assez difficilement. Votre formule était défaitiste, on pouvait penser qu'on les atteindrait dans des dizaines d'années ! D'autre part, à Séverac qui vous disait qu'il préférerait, lui, supporter le danger plutôt que de le laisser pour son fils, vous avez répondu : « Nos fils, dans une quinzaine d'années, étudieront la situation et verront bien ! » C'est donc, comme je le pense, que vous avez remis la question aux calendes grecques ! Et si vous aviez voulu exprimer sincèrement votre fidélité au suffrage

des femmes, taut en cherchant à éviter le risque d'élections réactionnaires, en 1936, vous auriez pu peut-être chiffrer votre motion, comme l'ont fait Weil-Raynal, et certaines fédérations. Moi je ne les approuve pas, mais ils ont dit : « Nous demandons que le principe du vote des femmes soit voté par les parlementaires, mais qu'on sache trois ans d'avance qu'elles pourront voter, de manière à pouvoir faire leur éducation. » Je n'approuve pas les fédérations qui ont dit cela, mais il est certain qu'elles l'ont fait avec un peu plus de sérieux que vous... (*Rires, applaudissements.*)

J'aurais voulu maintenant traiter la question du suffrage familial. Mais nous n'avons pas le temps. Je n'ai donc pas l'intention de développer ce point pourtant important ; je suppose que tous nos camarades sont contre le suffrage familial. Mais il est une difficulté qui se présentera : il s'agira de savoir si les deux questions se présentant liées ensemble, nous devons souhaiter émanciper les femmes en laissant passer le suffrage familial, ou bien le contraire ? Eh bien, nous, femmes socialistes, nous répondons carrément que nous préférons que l'émancipation politique des femmes soit retardée, plutôt que de laisser passer le suffrage familial. (*Applaudissements.*)

Maintenant, vous allez voter.

Nous avons déposé une motion que la camarade Lempereur a remarquablement défendue ici. C'est la motion de la deuxième Conférence des femmes socialistes que, dans l'intérêt du Parti, nous avons rédigé un peu longuement, nous attardant aux détails, afin de donner, en quelque sorte, une justification au fait que le Parti reprenait la question dans un Congrès. Mais au fond, nous n'attachons pas une énorme importance à notre texte, et si on présente une motion beaucoup plus courte, comme je crois que Bracke en a une, nous l'accepterons, pourvu que le principe soit absolument et nettement affirmé. Mais nous ne voulons pas que le principe soit affirmé à la mode de Sixte-Quenin. Nous voulons bien, par exemple, rappeler une motion qui ne date pas de 1906, mais de 1933, qui a été votée par le Congrès de la Mutualité, et qui donnait aux parlementaires le mandat de voter les projets les plus lar-

ges en faveur de l'émancipation des femmes, et même de prendre l'initiative des projets qui permettraient aux femmes de voter sans délai et sans étapes, selon l'expression même de Léon Blum.

Je pense que vous voterez cette motion, et vous ne le ferez pas seulement parce que nous, femmes socialistes, nous vous le demandons, mais vous le ferez aussi dans l'intérêt des travailleurs, et dans l'intérêt de la révolution. Car vous savez tous ici, je n'ai pas besoin d'insister, que vous ne ferez pas la révolution sociale, avec la moitié seulement des travailleurs. Vous ne pourrez pas laisser en route la moitié de la classe ouvrière. Or, les femmes, cela a été prouvé, et constaté dans tous les pays, les femmes ne prennent parti et ne s'intéressent à la politique qu'à partir du moment où elles ont le droit de voter. Je le répète, ce côté de la question nous intéresse bien plus encore que le droit de suffrage en lui-même ; si nous attachons une importance considérable au débat actuel. c'est parce que nous voyons surtout, dans le droit de suffrage, le moyen d'obliger les femmes à s'intéresser à la vie publique, de les amener à participer aux luttes sociales et de les préparer au rôle indispensable qu'elles devront jouer dans les batailles finales. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Germaine Moch-Picard.

GERMAINE MOCH-PICARD. — Je cède mon temps de parole à Breitmann.

BREITMAN (Loir-et-Cher). — Camarades, je serai très bref. La Fédération de Loir-et-Cher, quand elle a discuté de la question du suffrage féminin, a décidé, à l'unanimité, que la justice voulait l'égalité électorale. Quand il s'est agi, ensuite, de fixer une date à cette justice électorale, elle s'est aperçue que par 13 mandats contre 12, elle n'en voyait pas l'opportunité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela signifie ? Que nous socialistes, nous reconnaissons qu'en toute justice, la femme a droit au vote, et puis comme nous sommes les plus forts, comme nous avons peur, au nom de la justice, nous lui refusons ce même droit. (*Applaudissements.*)

Quatre-vingt-neuf a libéré un homme qui ne savait ni lire, ni écrire, qui était absolument inculte, il en a fait un électeur sans préparation électorale.

SIXTE-QUENIN. — Il y a eu Napoléon !

BREITMAN. — Mais l'argument de Sixte-Quenin qui voit un danger fasciste dans le suffrage féminin, devient une arme dangereuse pour la presse pourrie et l'Union nationale. Si l'Union nationale est persuadée, comme Sixte-Quenin, que le suffrage féminin va affermir sa situation, c'est l'Union nationale qui donnera le suffrage aux femmes, contre nous. C'est la logique élémentaire. En principe, le socialiste est pour le suffrage et l'égalité ; l'homme a peur du suffrage féminin. Le socialiste aurait donc peur du suffrage de sa femme ! La majorité de gauche, si faible qu'elle soit, qui apparaît dans les consultations nationales, est cependant un fait. Alors cela voudrait dire que tous les républicains et les laïques, qui représentent en France une majorité certaine, ne sont pas sûrs de leurs compagnes ? Voilà ce que ça signifierait ! Ce n'est pas très flatteur pour le sexe masculin !

Le péril noir ne serait qu'une conséquence de la carence masculine des gauches du pays ? Et alors vous demandez l'égalité scolaire, en Alsace-Lorraine, pour les petits garçons et les petites filles, et à 20 ans cette égalité disparaît ? Voyons ! (*Applaudissements.*)

Il y a encore autre chose, d'ailleurs : La question du suffrage féminin, actuellement, ne fait que précéder la discussion sur la Réforme électorale. Dans la réforme électorale, la proportionnelle est combattue par ceux à qui elle pourrait faire peur. Mais alors la justice, qu'est-ce qu'on en fait ? Le suffrage féminin, est reconnu comme une justice élémentaire, puis on le remet à une éternité !

Il faut être absolument logique ; ou avec la justice, ou avec la force. Ou le Parti socialiste continuant sa tradition avouera une fois de plus que le suffrage féminin est une justice en soi ; une justice en soi n'a pas de date sur un calendrier. Ou alors le Parti socialiste, reniant ce qu'il a toujours admis, cédant à la pression de la peur contre

le mot justice, répudiera ce qu'il a toujours espéré, jugé et promis. Il est bon que ce soit dit encore dans un Congrès. Et puis, sans faire de galanterie, avouez cependant qu'à l'inverse de Sixte-Quenin, nous sommes forcés de convenir que depuis quelques mois, les femmes viennent aux réunions. La campagne électorale législative, comme la campagne municipale, les a intéressées. Je ne sais si dans la circonscription de beaucoup d'entre vous qui sont hostiles à ce projet, il se passe la même chose que chez nous, où dans la proportion quelquefois de 25 %, nous voyons nos camarades féminines suivre nos réunions, nos Congrès et nos luttes. Et elles ne sont pas les moins ardentess !

Il faut en convenir, si le Parti socialiste ne se prononce pas à une grande majorité, à l'unanimité même, pour le suffrage des femmes, il faudra attendre cette réforme tant souhaitée de nos adversaires. Je vous laisse libres d'apprécier une telle conduite.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Germaine Fauchère.

GERMAINE FAUCHÈRE. — Camarades, si je ne suis pas intervenue pour expliquer le vote *contre* de ma Fédération, au sujet du rapport du Conseil National des femmes, c'est parce que je sais qu'il est une coutume dans notre Parti, c'est de ne jamais lire les rapports féminins, et par courtoisie, de voter pour. C'est ainsi qu'on persiste, parfois, dans certaines erreurs dont les contre-coups peuvent être sérieux pour notre Parti.

Pourquoi, en effet, ce débat sur la Réforme électorale ? Il faut bien avouer que si la réforme électorale a été mise à l'ordre du jour de ce Congrès, c'est parce qu'il s'est trouvé dans le Groupe parlementaire des camarades qui, en accord avec leurs fédérations, ont fait, en raison des derniers débats de la Chambre, des réserves sur le droit de vote des femmes. Et, faire des réserves, dans notre Parti, sur le droit de vote des femmes, c'est faire un recul incontestable sur les décisions prises et confirmées dans tous nos Congrès.

Pourquoi ces réserves ? Pourquoi ce recul ? Si ce n'est la crainte pour beaucoup de nos camarades, de voir les partis de conservation sociale profiter du vote féminin.

Leur crainte est-elle vaine ? J'ai bien peur, hélas ! que non. Je pense que cette crainte est due au défaut de propagande organisée dans notre Parti en faveur des femmes. Ce n'est pas le moment, ici, de revenir sur l'utilité d'un organisme féminin ; il a été décidé par un Congrès, et sans doute nos camarades font-elles ce qu'elles peuvent dans cet organisme. Mais leur action, de l'avis même de ceux qui ont voté leur rapport, est nettement insuffisante.

Quoi ? dans un parti de combat comme le nôtre, on ne compte que 3.500 femmes ? Et si nous en croyons le Trésorier du Parti lui-même, alors que les Jeunesses socialistes sont en augmentation, les femmes socialistes seraient en diminution ?

Peut-être y a-t-il une exagération. Mais il n'en est pas moins vrai que notre propagande féminine est au-dessous de ce qu'elle devrait être. Et je m'explique alors les craintes de mes camarades qui, pour reprendre une phrase de Sixte-Quenion, sont socialistes avant d'être féministes. (*Applaudissements.*)

Mais je vous pose alors le problème, camarades : Peut-il être question pour nous, de revenir en arrière et de dire que le vote des femmes, malgré nos décisions de Congrès, sera maintenant reculé ou conditionné ? Je vous supplie, quant à moi, de n'en rien faire. Car c'est alors que les réactionnaires auraient, eux, le beau rôle, pour intensifier leur propagande et pour faire voter par le Sénat un projet de loi pour lequel ils ont toujours été réfractaires.

Mais si je vous demande de confirmer nos positions antérieures, je vous demande aussi de prendre plus au sérieux la propagande auprès des femmes. Je ne crois pas au succès de la propagande auprès des femmes, si elle n'est pas faite par vous tous. Et lorsque j'entends certaines femmes dire qu'il est utile que des femmes parlent à des femmes, je pense, moi, qu'il est indispensable que ce soit surtout les hommes qui soient nos propagandistes. (*Applaudissements.*) Pourquoi une propagande spéciale

aux femmes par des femmes ? Est-ce que les questions politiques qui les intéressent ne sont pas les mêmes qui préoccupent les hommes ? Est-il besoin, pour les convaincre, de leur faire des discours pathétiques, qui soulèvent sans doute l'enthousiasme, mais qui ne laissent ni chez elles, ni chez leurs compagnons, le désir de lutte qui est indispensable ?

Je me souviens de l'émotion causée à Paris, par le discours de Léon Blum, à la Journée internationale des femmes. On s'attendait, ce soir-là, à ce que Léon Blum fasse un appel vibrant en faveur du droit de vote. Mais plus réaliste, Léon Blum, ne s'attardant pas à cette question, appuya surtout sur la nécessité de prendre dans toutes les réunions la crise économique comme thème de propagande. Il disait aux femmes, et aux hommes qui étaient présents, ce soir-là, en prenant comme exemple l'admirable étude d'une de nos camarades belges, Isabelle Blume : « Toutes vos réunions pour le recrutement féminin devraient être basées sur la crise économique. Vous devriez expliquer aux femmes et aux hommes que si chaque ménage ouvrier avait le minimum de nécessaire, c'est-à-dire suffisamment d'ustensiles de ménage, suffisamment de linge, suffisamment de lits pour coucher les enfants, dans les familles nombreuses, la crise économique serait en grande partie résolue. »

(Suzanne Buisson monte sur l'estrade et vient parler au président.)

LE PRÉSIDENT. — Une seconde : Suzanne Buisson me fait observer que dans le discours de Germaine Fauchère, son rapport est mis en cause, elle me demande d'y répondre. Certainement, le Congrès voudra lui donner la parole.

GERMAINE FAUCHÈRE. — Je ne vois pas où je mets Suzanne Buisson en cause. Mais je ne demande pas mieux qu'elle prenne la parole. Mais est-ce qu'on a le droit d'exprimer son avis, maintenant, dans le Parti ? *(Applaudissements.)*

Eh bien, camarades, ce discours ne fut guère compris. Et j'entends encore, à la sortie, et je pourrais dire nous

entendons encore à la sortie, car nous étions nombreux, des militantes qui disaient : « Ce n'est pas là le discours d'un chef de parti. » Mais si ce n'était pas là le discours d'un chef de parti, et si on déclare indispensable une propagande qui serait spécifiquement féminine, que fait-on pour cela ?

Quelles sont les questions en plus de la crise économique, qui peuvent intéresser les femmes ? Je n'en vois, à mon sens, que deux : la question de la paix et la question de l'enfant. (*Applaudissements.*) Et là, je cherche en vain quelle a été l'œuvre particulière du Parti et du Comité national des femmes.

La question de la paix : il y a eu en mars dans toutes les régions, organisés par le secrétariat du Parti et par le secrétariat du Groupe parlementaire, cinquante meetings contre les deux ans. Combien de femmes ont pris la parole dans ces réunions où parfois des centaines de citoyennes étaient réunies ? Est-ce que les fédérations n'auraient pas dû obligatoirement inscrire une femme et à défaut, est-ce que le Comité national des femmes n'aurait pas dû exiger la présence d'une oratrice ? (*Applaudissements.*)

Les communistes, eux, ont pris l'initiative d'un vaste rassemblement mondial des femmes contre la guerre. Ils englobent des milliers de femmes, communistes et autres. Ils préparent ainsi, à notre détriment, un terrain de recrutement et un terrain électoral qui leur sera favorable.

Nous, sur ce terrain, nous n'avons encore rien fait ; et dans quelque temps, lorsque peut-être nous nous déciderons à répondre à leur appel, nous marcherons une fois de plus à leur remorque, alors que notre place était à la tête de ce rassemblement.

Les enfants ? Je ne crois pas me tromper en disant que c'est là un des meilleurs terrains de propagande pour le socialisme auprès des femmes. Nous aussi, nous parcourons souvent le pays, pour former partout où cela est possible de ces groupes de « Faucons rouges », que vous applaudissiez avec tant d'enthousiasme. (*Applaudissements.*) Nos Faucons rouges ne sont pas toujours des

enfants de militants. Mais il sont toujours des enfants de travailleurs. (*Applaudissements.*) Et nous pouvons bien dire qu'il nous est arrivé d'amener au Parti, grâce à cette propagande, des hommes et des femmes pour qui le socialisme avait commencé par être un épouvantail.

En résumé, je crois, camarades, que notre propagande auprès des femmes doit être plus à leur portée. Les considérations sur le passé, et l'avenir leur importe moins que le présent qui les accable, avec les lourds fardeaux qu'il traîne derrière lui. C'est le chômage qui les asservit, c'est la guerre qui les effraie, c'est l'amour de leurs petits qui les guide !

Et c'est pour cela que la Fédération de l'Aisne m'a chargée de vous lire cette motion :

Le Congrès, fidèle à la position traditionnelle du Parti, proclame une fois de plus l'égalité absolue des droits des hommes et des femmes. Il constate toutefois que la propagande auprès des femmes n'a pas été poursuivie avec l'efficacité désirable, et que par suite, dans un certain nombre de régions, le vote des femmes risque de favoriser les partis de conservation sociale.

C'est pourquoi le Congrès charge le prochain Congrès National d'étudier la forme à donner à notre propagande pour atteindre vraiment et rapidement les éléments féminins. Et, désireux de manifester son entière sympathie à l'effort de nos militantes, il demande que les femmes ne soient jamais oubliées dans la constitution des organismes centraux, fédéraux et locaux.

(*Applaudissements.*)

Et lorsque, hommes et femmes, unis dans une même action, nous livrerons la bataille, alors le Parti n'aura rien à craindre du vote des femmes. Au contraire : à ce moment-là l'entrée des femmes dans la bataille politique deviendra l'élément décisif qui portera le socialisme au pouvoir. (*Très vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Suzanne Buisson.

SUZANNE BUISSON. — Camarades, il est très vrai que je n'étais pas inscrite dans cette discussion. Et, certes, je n'avais pas l'intention de prendre la parole, ce soir, le

président peut m'en être témoin. Je n'avais pas l'intention de parler à nouveau et si le rapport du Comité national n'avait pas été mis en cause, je n'aurais pas repris, je n'aurais pas redemandé la parole.

Hier matin, camarades, vous m'avez fait, lorsque je suis arrivée à cette tribune, un accueil fraternel. Et vous vous avez bien voulu voter à l'unanimité moins deux voix, le rapport que je vous ai présenté. Si c'est une erreur que vous avez commise, il est encore temps de la réparer. (*Applaudissements.*) Mais alors, le Congrès dira qu'il reprend la discussion, et que nous apporterons à nouveau nos arguments devant le Congrès.

Citoyens, on vient de vous rappeler que vous ne lisez pas les rapports. Mais dans les chemises que le Congrès vous a remises, vous avez tous trouvé la brochure des rapports. Et vous pouvez vous reporter au rapport du Comité national, vous verrez combien nous avons fait de réunions, et s'il y a encore des secrétaires fédéraux, dans cette salle, qui est celui qui peut dire que nous n'avons pas répondu à son appel ? Que celui-là se lève, et alors nous dirons : « Oui, nous n'avons pas fait notre devoir. » Mais si aucun secrétaire fédéral ne peut dire que nous n'avons pas répondu à un appel pour une réunion, alors je considérerai que nous avons fait dans notre domaine, tout ce que nous avons pu, puisque nous avons apporté notre concours partout où il a été demandé. (*Applaudissements.*)

127 réunions d'un rapport à l'autre, plus de 50 réunions, nous ne les avons pas chiffrées, depuis le dernier rapport. Je dis 50 réunions dans le pays, nationalement, organisées par le Comité national. Mais en plus, de ces 50 réunions, rien que nous, quelques femmes, dans la Seine (je regrette de ne pas vous avoir apporté notre bulletin intérieur), à cinq ou six ou sept, peut-être dix camarades, nous avons encore fait 116 réunions pendant la période électorale. Nous n'avons jamais refusé notre concours à qui que ce soit ! (*Applaudissements.*) Et je considère que nous avons apporté notre cote-part à l'effort du Parti.

Le Parti nous a dit : « Vous avez une mission spé-

ciale à remplir, vous irez aux femmes. » Nous y sommes allées ; quel langage leur avons-nous tenu ? Ah ! les camarades qui nous ont entendues dans les fédérations, peuvent le dire ! Le langage que nous tenions, c'est un langage socialiste ; nous avons dit aux femmes ce que Rachel Lempereur vous a dit tout à l'heure ; « Il y a du blé, et vos enfants n'ont pas de quoi manger ! Il y a des étoffes, et vous êtes obligées de raccommo-der les tabliers, les chaussettes. » Nous leur disons cela dans toutes les réunions, et je regrette que des camarades qui nous ont entendues ne soient pas là pour le dire. Notre camarade Midon, de la Meurthe-et-Moselle, notre camarade Hohmann, de la Meuse, nous ont appelées, dans ces fédérations, où ils ont tant de mal, ils nous disaient : « Mais depuis que vous êtes venues, depuis qu'elles vous ont vues, les femmes comprennent qu'elles doivent venir dans les réunions. » Eh bien, citoyens, nous croyons que nous avons rempli le rôle que le Parti nous a donné, car nous avons toujours parlé en socialistes.

La question des ligues, elle est du ressort du Parti. Rachel Lempereur, dans son rapport, hier, vous le disait ; la conférence nationale l'a écartée, parce que ce n'est pas du ressort de la conférence, parce que cette question est du ressort du Parti lui-même, c'est la Commission des résolutions, ce soir, qui en décidera et non pas nous.

Mais nous, qu'est-ce que nous avons fait, quand la question des ligues s'est posée ? Nous avons posé la question à la C. A. P., et la C. A. P. nous a répondu par un ordre du jour que je vous signalais hier matin, et que vous trouverez également dans le rapport. Sur la proposition de notre camarade Zyromski, le Parti nous a répondu ce que nous disions nous-mêmes : que les résolutions du Parti se rapportent aux femmes comme aux hommes, que nous n'avions pas le droit d'adhérer à des organismes extérieurs au Parti, et nous nous sommes conformées aux résolutions du Parti lui-même ! (*Applaudissements.*)

Mais, citoyens, ce n'est pas seulement dans les livres et dans les brochures, que vous trouverez le résultat du Comité national. Nous avons une fierté, nous autres, et

moi spécialement, j'ai le droit de le revendiquer devant le Congrès : nous avons essayé de former des propagandistes qui se sont mises au service du Parti. Alors qu'il y a quelques années les noms des femmes étaient quasi inconnus dans le Parti, alors qu'ils étaient très rares, qu'il était très rare de voir une femme prendre la parole dans nos Congrès, aujourd'hui c'est une véritable floraison de jeunes femmes que nous avons encouragées (*applaudissements*), que nous sommes allées chercher jusque chez elles, que nous avons amenées au service du Parti, et que nous encourageons constamment, parce que nous voulons apporter, précisément, au Parti, ces forces neuves, ces forces féminines dont il a besoin.

Eh bien, citoyens, la secrétaire du Comité national est à cette tribune ; elle attend sans peur votre verdict. Si le président le juge utile, on peut remettre aux voix le rapport du Comité national. Pour mon compte, je n'y vois aucun inconvénient. Et quel que soit le résultat, je le dis à nos camarades du bureau, comme je le dis à nos camarades du secrétariat, chaque fois que vous aurez besoin de notre concours, que vous nous approuviez ou que vous nous désapprouviez, de quelque façon que le Parti accueille notre Comité national, nous sommes une phalange d'un certain nombre de femmes qui avons tout de même l'habitude du Parti, qui avons tout de même l'habitude des réunions, car depuis trente ans nous participons à la propagande, nous sommes un certain nombre de femmes qui, quoi que vous disiez, et quoi que vous fassiez, se mettent à la disposition du Parti, et qui continueront la bataille ! (*Applaudissements très vifs.*)

LE PRÉSIDENT. — Il ne peut pas être question de remettre aux voix un rapport déjà adopté, et d'ailleurs il vient d'être adopté une seconde fois !

La parole est à Bracke, dernier orateur inscrit. (*Applaudissements.*)

BRACKE. — Camarades, notre ami Séverac, qui était inscrit, m'a demandé de prendre la parole à sa place pour dire quelques mots. Il a pensé que sur un sujet où j'ai bataillé depuis si longtemps, il n'était pas mauvais

que ce fût ma voix qui fût entendue par le Parti dans le Congrès.

Je voudrais faire remarquer d'abord que la question qui est à l'ordre du jour, c'est la réforme électorale. Et tout à l'heure, j'ai entendu qu'on a parlé de la réforme électorale, autrement que pour la réforme du scrutin, pour la proportionnelle. Je crois que si personne ne s'est fait inscrire, c'est parce qu'il ne s'agit que de renouveler une fois de plus l'affirmation qui a toujours été celle du Parti, et qui de plus en plus, j'en suis sûr, est celle du Parti, à savoir qu'il veut la proportionnelle, qu'il la veut comme on l'a toujours dit (*applaudissements*) juste et loyale, c'est-à-dire écartant, à la fois, toutes les primes et tout panachage. Nous avons en somme, dernièrement encore, renouvelé une proposition de ce genre, par une proposition de résolution que Graziani et moi au nom du groupe tout entier, avons déposée à la Chambre, avec demande de discussion immédiate. Par conséquent, je ne crois pas que ce soit un oubli de la part du bureau, ou de la part des orateurs si on n'a pas pensé à venir ajouter quelques minutes ou quelques heures de discussion sur un sujet où tout le monde est d'accord depuis longtemps, et où je le répète, on l'est de plus en plus.

Mais j'ai, en disant : la réforme électorale est à l'ordre du jour, voulu rappeler que dans la réforme électorale, il y a la question du vote féminin, parce que c'est une question d'actualité, qui a été portée à l'ordre du jour par le Conseil national, sur une initiative contre. Autrement, il est bien évident qu'une revendication de l'Internationale tout entière, de tous les socialistes depuis toujours, — et je pourrais dire de tous les démocrates, à savoir l'égalité des sexes en matière politique, — ne serait pas, évidemment, mise en discussion. C'est parce qu'on la mise en discussion sous une certaine forme, qu'elle a été abordée.

Mais c'est la seule question. Et mon amie Germaine Monnet me permettra de lui dire que les choses dont quelques-unes ont été extrêmement intéressantes, qu'elle a apportées ici, étaient une critique : 1° des hommes

du Parti, qui ne font pas leur devoir pour la propagande afin d'amener des femmes au Parti ; et 2° d'autre part de la façon dont la propagande se fait auprès des femmes. Bref, des demandes de réformes de la propagande, d'amélioration de la propagande.

Je ne suis pas chargé de répondre pour Blum, mais comme il est président, il ne se donnera peut-être pas la parole pour dire que le jour où il a prononcé l'admirable discours que Germaine Monnet rappelait tout à l'heure, c'était après avoir dit que s'il ne parlait pas du vote des femmes, c'était parce que cela lui semblait ne pas être le sujet unique, le jour où il s'agissait du recrutement féminin, comme dans la Journée internationale des femmes ; et que, d'autre part, cela lui semblait une chose sur laquelle on était là tellement d'accord qu'il n'y avait pas nécessité d'en parler.

Il a alors pris un autre sujet, qui était la façon de faire la propagande, de la façon la plus directe qu'il concevait.

Maintenant, je voudrais ajouter seulement quelques mots aux discussions qui ont été apportées. Je remercie notre camarade Breitman, et aussi Germaine Monnet, d'avoir été d'accord sur un point : dire à mon vieil ami Sixte-Quenin, et à ceux qui le suivent : « Mais prenez garde ! mais vous diminuez la barrière contre le fascisme, en invitant le Parti à renoncer à cette revendication » qui, je le répète, a été toujours, toujours, celle du socialisme ! (*Applaudissements.*) C'est évident : vous mettez une arme dans les mains de la réaction et du fascisme, si celui-ci voit qu'il n'y a même plus d'opposition à son succès de la part des socialistes.

Marthe Louis-Lévy a dit que j'avais une motion à présenter. Ce n'est pas une motion de moi, c'est un ordre du jour qui serait déposé par la délégation du Nord tout entière. La délégation avait pensé que ce qui était compris dans le rapport présenté par Rachel Lempereur, au nom de la Fédération des femmes, ne constituait pas une motion proprement dite, faite pour être votée par un Congrès rapidement. Mais il ne s'agira pas, naturelle-

ment, d'opposer une motion à une motion ; la Commission des résolutions verra ce qu'elle doit faire.

Je voudrais d'abord analyser le raisonnement de beaucoup de camarades qui disent : « Oui, oui, nous sommes prêts, en principe, nous sommes en principe pour le vote des femmes, nous sommes... » Non, Sixte-Quenin ! non, tu n'es pas « en principe » pour le vote des femmes ! Tu es, au contraire, « par circonstance », pour le vote des femmes, quand tu crois qu'il te sera favorable ; quand on est « par principe » pour quelque chose, c'est en dehors des circonstances et du résultat ! (*Applaudissements.*) On dit : « Les femmes ne sont pas éduquées. Le jour où elles seront éduquées, nous serons prêts... » Avez-vous un « éducomètre » pour savoir à quel moment elles auront l'éducation qu'il faut ? (*rires*), car, enfin, quand on pense que certains ont chiffré le délai... deux ans, trois ans ! Vous savez, cette éducation-là se ferait joliment vite ! Car l'éducation des hommes ne s'est pas faite avec cette rapidité ! Nous tâchons encore de la faire, et tout à l'heure, quand Germaine Monnet disait : « Vous savez, la propagande chez les femmes n'est pas encore très bien faite, elle est tout à fait insuffisante... » Je me disais, et je le dis maintenant au Parti, que, malgré tous ses efforts, la propagande qu'il fait auprès des hommes est encore très insuffisante aussi ! Je le lui ai déjà dit l'autre jour.

Le raisonnement tenu par beaucoup de camarades, à cet égard, c'est celui-ci : « Oh ! nous ne nous battons que quand il n'y aura plus de danger. » Eh bien, ce n'est pas cela qu'il faut dire, camarades ! Il faut, en réalité, se persuader que la question du vote féminin n'est que naturellement un petit point de la bataille pour l'égalité des sexes, pour l'égalité des droits, et cela veut dire pour l'existence des droits pour les deux sexes. Car les hommes aussi, pour leurs droits, ont absolument besoin que les femmes soient avec eux, pour les réclamer, pour les préparer et pour les aider à l'émancipation d'ensemble de l'humanité toute entière ! (*Applaudissements.*)

Maintenant, camarades, je vais vous lire la notion telle que la Fédération du Nord l'avait préparée, la Fédéra-

tion du Nord qui, à l'unanimité, je n'ai pas besoin de vous le dire, votera n'importe quelle motion rappelant que le Parti maintient plus strictement que jamais le devoir pour tous, le devoir de vote, le devoir de soutien, et le devoir d'initiative pour l'égalité politique des femmes, sans qu'on oublie le reste de l'égalité des droits et le reste, comme je le disais, c'est l'existence et l'exercice des droits pour tous.

Le Congrès renouvelle avec force les décisions qui furent toujours celles du socialisme international, en faisant un devoir strict à toutes ses fédérations, de même qu'à tous ses militants et élus, de faire tous leurs efforts et de prendre toutes les initiatives nécessaires pour que l'égalité complète, politique, économique, juridique, entre les sexes, se réalise au plus tôt en France.

Il déclare par conséquent que toutes les occasions doivent être saisies pour que soient donnés par la loi, aux femmes françaises, les mêmes droits d'électorat et d'éligibilité qu'aux hommes.

(Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Je lève la séance en remerciant le Congrès de son assiduité. Séance demain à 16 h. 30.

Une voix. — Et les votes ?

LE PRÉSIDENT. — Mais on ne vote pas maintenant. Toutes les propositions sont renvoyées à la Commission des résolutions qui les rapportera devant vous, demain à 16 h. 30.

La séance est levée.

HUITIÈME SÉANCE

Mercredi 12 Juin 1935

(Séance de l'après-midi)

Président : ROGER-SALENPROS (député-maire de Lille).

Assesseurs : WACHEMAECKER (Moselle) et ROPHÉ (Eure).

**VOTES SUR LES PROPOSITIONS
DE LA
COMMISSION DES RÉSOLUTIONS**

LE PRÉSIDENT. — La parole est au Secrétaire général adjoint du Parti.

PROPAGANDE DES ÉLUS

SÉVERAC. — La Commission des résolutions unanime propose de renvoyer à la C. A. P. et plus particulièrement à sa sous-commission de propagande un texte de la Haute-Savoie, concernant l'utilisation des parlementaires pour la propagande générale du Parti.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

EXCLUSION DU CITOYEN FROSSARD

SÉVERAC. — Par 20 voix et 9 abstentions, et aucune voix contre, la Commission des résolutions propose au Congrès de prononcer l'exclusion du citoyen Frossard.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

LE 33^e CONGRÈS FEDERAL

SÉVERAC. — La Commission demande le renvoi à la C. A. P. et au Conseil National de deux propositions, l'une concernant le lieu du 33^e Congrès national, l'autre concernant l'ordre du jour.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

LAMBOT, maire de Trignac (Loire-Inférieure). — Je demande la parole sur la fixation du lieu du prochain Congrès. Camarades, je ne serai pas long. Au mois de février 1934, j'avais demandé à notre camarade Granvallet, s'il était possible d'obtenir du Parti le secours financier qui aurait permis à la Fédération de la Seine-Inférieure d'organiser le Congrès à Nantes.

Cette année, camarades, la situation n'est plus la même. Nous avons conquis, dans notre département, trois municipalités nouvelles, parmi lesquelles celle de Nantes (*Applaudissements.*) Je vous demande donc, camarades, puisque l'année dernière le Congrès n'a pu avoir lieu à Nantes, de bien vouloir, pour la Pentecôte de 1936, accepter que le Congrès ait lieu chez nous. Et par avance je vous dis que vous serez les bienvenus. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La proposition du camarade Lambot est envoyée à l'examen de la C. A. P.

EXERCICE DES DROITS ELECTORAUX

SÉVERAC. — La Commission des résolutions vous propose d'adopter la décision suivante :

Le Congrès donne au Groupe parlementaire le mandat de reprendre et de défendre les projets de lois de nature à faciliter à tous ceux que leur métier éloigne de leur résidence électorale, l'exercice de leurs droits de citoyens.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

SÉVERAC. — Une proposition ayant été faite d'abaisser à 18 ans l'âge électoral, par 30 voix contre 5 la Commission des résolutions vous demande de renvoyer la question au prochain Conseil national.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

LE TIMBRE MATTEOTTI

SÉVERAC. — Nous vous demandons aussi de renvoyer à la C. A. P. l'examen d'une modification dans la délivrance des timbres Matteotti.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

LE " POPULAIRE "

SÉVERAC. — Et aussi de renvoyer à la C. A. P. et au Conseil d'administration et de direction du *Populaire* la question de la Page du Parti...

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?
Adopté.

SÉVERAC — ...de renvoyer aussi au Conseil d'administration du *Populaire* un vœu par lequel une page spéciale serait consacrée, quinze jours au moins avant la date des Congrès, à la publication des diverses résolutions...

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — ...ainsi qu'un vœu tendant à faire une place plus large à l'information agricole dans les colonnes du *Populaire*...

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — ...de renvoyer à la C. A. P. la motion par laquelle la Fédération du Rhône demande au Congrès national d'étudier la création d'un timbre spécial à tarif réduit pour les chômeurs justifiant d'une ancienneté d'un an au Parti.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

L'UNITE ORGANIQUE

SÉVERAC. — J'ai mis les camarades de la Commission des résolutions au courant de l'état des travaux de la Commission d'unification des partis prolétariens, Parti socialiste, Parti communiste, Parti d'unité prolétarienne, et quelques autres formations politiques se réclamant, comme nous, de la lutte des classes.

La Commission vous propose de charger Bracke, Blum, Auriol, Zyromski et Paul Faure d'examiner de près les textes déposés par le Parti communiste et le Parti d'unité prolétarienne et éventuellement d'en rédiger un pour notre parti.

LE PRÉSIDENT. — Pas d'opposition ? Adopté.

LA DEVALUATION

SÉVERAC. — Sur proposition de la Drôme, la Commission des résolutions vous demande de renvoyer à l'étude de la C. A. P. et du prochain Conseil national, le problème de la dévaluation, afin de fixer, ainsi que le Groupe parlementaire nous le demandait il y a deux jours, la politique du Parti en cette matière.

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ? Adopté.

LES TECHNICIENS

SÉVERAC. — La même Fédération de la Drôme ayant exprimé le désir que la C. A. P. étudiat le problème de l'intégration dans les cadres du Parti d'une Fédération des techniciens, la Commission des résolutions vous demande de renvoyer cette proposition à la C. A. P.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

AFRIQUE DU NORD

SÉVERAC. — A l'unanimité, moins une voix, a été adopté le texte que Vincent Auriol va rapporter devant vous.

VINCENT AURIOL. — Camarades, la Commission a été saisie de trois textes importants et longs, des camarades de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. Voici le texte que nous vous demandons d'adopter et qui exprime la volonté commune à nos amis :

Le Congrès, ému par les incidents multiples et graves provoqués par la dictature généralisée dans l'Afrique du Nord, et par les effets de ces incidents sur le malaise et la misère chaque jour accentués des populations ainsi que le rapprochement des masses qui vivent sur le sol africain, constate une fois de plus que les gouverneurs généraux et les résidents ne sont le plus souvent, dans les colonies, pays de protectorats, que les mandataires d'un capitalisme oppressif et spoliateur et non les représentants de la France républicaine.

Il proteste contre la carence du gouvernement marocain dans l'application des lois ouvrières, malgré les engagements pris par les-pouvoirs publics, et également contre les mesures de sabotage de l'enseignement public, et notamment la réduction de personnel enseignant titulaire.

Il assure les camarades du Maroc de l'appui du Parti, et renvoie l'ordre du jour au Groupe parlementaire, en vue de prendre toutes les initiatives nécessaires dans le sens de cet ordre du jour.

Il proteste avec véhémence contre l'arrestation arbitraire du camarade Gonzalez, seul maire socialiste de l'Algérie, emprisonné au mépris de toute justice et victime des calomnies les plus cruelles à l'heure même où le gouvernement

laisse se développer des démonstrations publiques des Croix de Feu avec le concours de trente avions.

(*Applaudissements.*)

Il proteste avec indignation contre la dictature du Résident général de Tunisie qui, depuis des mois, multiplie les mesures de répression, supprime toutes libertés de presse et de réunions, et révolté par le jugement rendu par le tribunal de Tunis, contre les camarades Durand Angliviel, Cohen Hadria, Faivre et Moatti, rédacteurs de *Tunis socialiste*, il exige le rappel immédiat du Résident général discrédité par ses attitudes et actes arbitraires et qui ne doit sa carrière qu'à la faveur politicienne.

Il adresse à tous ces camarades ainsi persécutés pour leur fidélité à l'action et à l'idéal socialiste, l'expression de son affectueuse sympathie et les assure de l'appui fraternel du Parti tout entier.

(*Applaudissements.*)

Je voudrais dire un seul mot en ce qui concerne l'Algérie : le Groupe parlementaire s'occupera des questions posées.

Pour Gonzalez, le *Populaire* vous a déjà mis au courant. Mais ce que nous avons appris ces jours-ci, c'est que tandis que Gonzalez, seul maire socialiste, est emprisonné, hier à Alger, le colonel de La Rocque présidait publiquement une grande démonstration des Croix de Feu, avec trente avions qui ont survolé et la manifestation et la ville ! Et quant à Tunis, vous savez aussi ce qui s'est passé : les condamnations de notre vaillant camarade Durand Angliviel à deux mois de prison, avec sursis sans doute, mais 1.000 francs d'amende, sans sursis, et de nos autres amis : un mois de prison et 500 francs d'amende ; mais ce que vous ne savez pas, c'est le véritable héroïsme des camarades qui luttent là-bas, les conditions effroyables dans lesquelles ils luttent. Ils n'ont plus un journal, je ne dis pas du Parti, mais pas un journal de gauche même qui leur parvienne. Ils sont isolés et comme exilés chez eux, ils n'ont aucun rapport avec la vie politique de la France ; ils vivent dans des conditions pénibles. et c'est pourquoi je demande ici aux camarades d'exprimer notre admiration à cet homme qu'est Durand Angliviel. (*Applaudissements.*) Alors que tous ses camarades ont été

frappés, rapatriés en France, il a devant le tribunal, avec un courage, une fierté, une émotion profonde qui est allée au cœur de tous, dit aux juges avec fierté : « Oui, frappez ; si vous devez frapper les camarades, frappez-moi, parce que c'est moi qui ai engagé, entraîné mes camarades dans l'action ; vous pouvez me frapper ; mais, me demander de renier ce qui est mon existence même, c'est-à-dire renier mon Parti, impossible ! » Et il aurait fallu voir les avocats de toutes les opinions s'approcher de lui, alors qu'il était bouleversé par les sanglots à l'évocation de notre admirable ami Durel renvoyé en France ; il aurait fallu observer tout l'auditoire pour nous rendre compte combien leur effort, leur abnégation et leur courage ont attiré à eux et à nous tous ceux qui ne pensent pas comme nous ; c'est leur héroïsme qui là-bas tient lieu de l'action et constitue aujourd'hui la seule propagande de notre Parti. Nous n'allons pas là-bas, nous ne pouvons pas y aller. M. Peyrouton, le gendre de l'exilé, que nous avons soutenu et qui n'ignore ni ce qu'est la classe ouvrière ni ce qu'est l'exil... (*applaudissements très vifs*) et qui laisse exiler les autres pour leurs idées, M. Peyrouton a beau supprimer la presse socialiste, le socialisme grandit par l'héroïsme de ses militants. Je vous demande de leur envoyer l'expression profonde de votre solidarité et de votre affection ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Le Congrès est unanime.

NAVILLE. — Un seul mot, camarades, pour expliquer pourquoi il y a eu une voix, à la Commission, qui ne s'est pas portée sur ce texte. Il va de soi, bien entendu, qu'il ne s'agissait pas de solidarité envers nos camarades de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. Elle est pleine, entière et complète. Mais nous avons simplement pensé que la position d'ensemble du Parti dans la question coloniale, à l'heure actuelle, était insuffisante, que nous manquions au point de vue politique, d'une stratégie du soulèvement des populations coloniales, en liaison avec le prolétariat de la métropole, et c'est simplement cela que nous avons tenu à indiquer.

LE VOTE DES FEMMES

SÉVERAC. — Sur le vote des femmes, nous nous sommes trouvés à la Commission des résolutions, en présence de deux textes : l'un, présenté par la Fédération du Nord, a obtenu 21 mandats ; l'autre, présenté par notre camarade Quenin, au nom de la Fédération des Bouches-du-Rhône, en a obtenu 5, et il y a eu 5 abstentions. Nous allons d'abord entendre notre camarade Quenin.

SIXTE-QUENIN. — Camarades, au nom de la minorité de la Commission des résolutions, je propose à votre adoption le texte suivant sur le suffrage des femmes :

Le Parti socialiste s'est affirmé de tous temps pour l'égalité des sexes, et n'a cessé de combattre en faveur des droits de la femme.

Il considère que tous ses efforts doivent tendre à effacer toutes distinctions entre les sexes comme entre les classes.

Le Congrès affirme comme une tâche essentielle pour ses élus et tous ses militants, la propagande socialiste auprès des femmes, afin de les libérer de tous les préjugés et traditions qui retiennent encore un trop grand nombre d'entre elles sous la domination des ennemis des travailleurs et de la liberté.

Mais, considérant le danger que pourrait représenter pour les libertés publiques l'attribution immédiate du droit de vote aux femmes, lequel risquerait d'amener légalement l'installation du fascisme au pouvoir, le Congrès donne mandat à la C. A. P. et au Groupe parlementaire, lorsque la question du suffrage féminin sera à l'ordre du jour des travaux parlementaires, de se concerter pour déterminer leur action au mieux des intérêts du socialisme et de la classe ouvrière.

Camarades, vous remarquerez que le texte que je vous propose mérite le reproche que lui a fait hier notre camarade Marthe Louis-Lévy. On m'a dit hier qu'il n'était pas sérieux de proposer un texte qui se contente de régler un problème momentanément, et de ne pas fixer quelle pourra être l'attitude du Parti dans un avenir plus ou moins prochain.

Je reconnais que je mérite ce reproche, et je m'excuse auprès des camarades des fédérations qui partageant mon point de vue, avaient cru devoir établir des paliers en

faveur de la réalisation du suffrage des femmes ; je ne puis pas les suivre dans cet ordre d'idées. Parce que si j'ai parfois trouvé devant moi des contradicteurs qui, peut-être, n'ayant pas autre chose à me reprocher, me faisaient grief d'avoir un nom qui rappelait celui d'un pape, je n'ai jamais trouvé personne, devant moi, pour me reprocher d'avoir quelque chose d'un prophète. Je n'ai rien d'un prophète, je ne suis pas en mesure de savoir ce que nous pourrions faire demain sur cette question. Je me contente de vous signaler le danger que représente, actuellement, l'attribution du droit de vote aux femmes. Et c'est contre ce danger immédiat que je me permets de mettre le Parti en garde.

Et maintenant ne voulant pas abuser de vos instants, je voudrais répondre à mon vieil ami Bracke, en ce qui concerne une observation qu'il a présentée hier soir. Si nous voulions en croire Bracke, la position que je demande au Parti de prendre, bien loin de repousser le danger du fascisme, ne ferait que le rapprocher. Bracke me disait — je crois que d'autres l'avaient dit avant lui — : « Mais c'est justement parce que vous manifestez votre peur, votre terreur même de l'attribution du droit de vote aux femmes, que vous allez pousser les réactionnaires à adopter immédiatement cette position. Par conséquent, loin de retarder le danger, vous allez le rapprocher. »

Eh bien, je n'apprendrai rien à Bracke, qui connaît la question encore mieux que moi, en lui rappelant que lorsque, dernièrement, à la Chambre, il a déposé une proposition de loi ou une proposition de résolution tendant à attribuer le droit de vote immédiat aux femmes, à peu près tous les réactionnaires du Parlement ont voté en faveur de cette proposition. Les socialistes ont voté parce qu'ils étaient tenus par des raisons de principe, les réactionnaires ont voté parce qu'il considéraient, en effet, que si la proposition est contraire à leurs principes, elle représente pour eux un intérêt politique immédiat. Donc, je ne crains pas que nous ayons besoin d'ouvrir les yeux des réactionnaires, sur l'intérêt que représenterait pour eux l'attribution du droit de vote aux femmes. Les réaction-

naires sont déjà renseignés, et la preuve, camarades, vous l'avez dans la campagne qui a été menée dernièrement soit dans des grands journaux d'information, soit dans toute la presse cléricale, en faveur de cette attribution du droit de vote aux femmes. Donc, nous ne signalons rien de dangereux aux réactionnaires, ils sont aussi bien renseignés que nous sur l'importance de la question, et je crois, en réalité, que si, dans ce Congrès, il va se trouver une majorité qui refusera de nous suivre, qui maintiendra au moins dans la lettre, dans la loi du Parti, les décisions antérieures du Parti, ce n'est pas parce que les uns et les autres vous vous ferez des illusions sur les dangers que ferait courir la décision que l'on vous demande de prendre. En réalité, et je crois bien que c'est le sentiment de Bracke lui-même, vous sentez, comme je le sens moi-même, les inconvénients de la position nouvelle, que je demande au Parti. Et comme ces inconvénients sont d'ordre immédiat, vous préférez les retenir, au lieu de retenir le danger que je vous signale, qui vous apparaît comme un danger lointain.

Car, en effet, je suis persuadé, comme la plupart d'entre vous, que le vote des femmes ne sera pas acquis pour les élections prochaines. Et si je voulais ne m'en tenir qu'à une question de possibilité, je dirais moi aussi qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que la loi socialiste soit maintenue. Mais, camarades, je n'arrive pas à comprendre que le Parti socialiste, qui s'est toujours dressé contre les prétentions sénatoriales, que le Parti socialiste qui s'est toujours dressé contre la possibilité qu'a le Sénat de s'opposer aux décisions prises par la Chambre du suffrage universel, je n'arrive pas à comprendre, dis-je, que maintenant des camarades socialistes, sachant que le suffrage des femmes est un danger, disent qu'il n'y a pas lieu de s'en préoccuper, parce que nous avons la presque certitude que le Sénat ne votera pas les propositions votées par la Chambre.

Moi, camarades, je refuse d'abriter mes sentiments derrière la résistance sénatoriale ; j'ai trop eu souvent l'occasion de protester contre l'obstacle sénatorial, pour aujourd'hui vouloir l'utiliser, et je demande au Parti, en

votant ma proposition, non pas de se prononcer au point de vue du principe, contre le droit de vote pour les femmes, mais de décider simplement que le Parti ne va pas se lier les mains, et que demain, alors qu'il ne sera peut-être pas possible de demander de nouveau, dans un Congrès national, l'avis du Parti, ce soit la C. A. P. et le Groupe parlementaire qui, compte tenu du moment, puissent prendre la décision qui sera la meilleure, en ce qui concerne l'intérêt du Parti.

C'est le seul but que j'ai voulu atteindre en menant la campagne que vous savez, et je remercie d'avance les camarades qui voudront bien faire écho à mes paroles et qui voteront la proposition que je dépose. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Bracke.

BRACKE. — Camarades, comme vous l'avez entendu, la majorité de la Commission vous propose de voter un ordre du jour qui a été déposé par les délégués du Nord. Je dois dire que nous remercions les camarades femmes qui ont accepté que notre proposition soit présentée sous la forme que nous avons choisie, au lieu du texte contenu dans leur rapport de la Conférence des Femmes, qui était un peu plus long, et qui comprenait des considérants tenant à la fois aux conditions générales dans lesquelles se pose le problème et aussi à la situation des femmes en France et dans le monde entier.

On a voulu, sous la forme brève que les délégués du Nord ont proposée à la Commission, donner au Congrès l'occasion de faire une fois de plus que ce qui a été toujours la situation choisie par le socialisme international, soit affirmé par le Congrès actuel.

Je ferai comme mon vieil ami Jarjaille — Sixte-Quenin, si vous préférez, mais il est populaire sous les deux noms — je ferai comme lui : je commencerai par vous lire le texte qui vous est proposé par la majorité de la Commission, et ensuite j'ajouterai deux mots seulement de commentaires :

Le Congrès renouvelle avec force les décisions qui furent toujours celles du socialisme international, en faisant un

devoir strict à toutes ses fédérations et sections, de même qu'à tous les militants et élus, de faire tous leurs efforts et de prendre toutes les initiatives nécessaires pour que l'égalité complète, politique, économique, juridique entre les sexes se réalise au plus tôt en France.

Il déclare par conséquent que toutes les occasions doivent être saisies pour que soient donnés par la loi, aux femmes françaises, les mêmes droits d'électorat et d'éligibilité qu'aux hommes.

Maintenant, qu'ajouter ? Notre camarade Sixte-Quenin vous dit : « Prenez garde ! Vous allez à un danger. » Nous ne craignons pas les dangers, nous voulons au contraire parer à ces dangers par notre action. Nous ne voulons pas laisser aux ennemis la facilité de se dire qu'ils sont les défenseurs des droits de la femme. Nous n'avons pas peur d'eux, d'autant plus qu'ils sont divisés.

Si je voulais, en effet, analyser seulement les discussions qui ont eu lieu dans les derniers jours, pour ainsi dire, dans la presse française, il me serait facile de montrer que M. de Kérillis, par exemple, a peur du droit donné aux femmes. L'ancien membre du Parti qu'est Buré — car nous fournissons, vous savez, des hommes à tous les partis, partis de gauche, partis de droite, la bourgeoisie est obligée de venir chercher chez nous ses meilleurs hommes, que ce soit pour un travail ou que ce soit pour un autre — il me serait facile de montrer qu'il essaye en ce moment d'empêcher que l'égalité des sexes au point de vue politique soit réalisée sous la forme de droit électoral. Mais je ne m'amuserai pas à prendre Jarjaille dans ses propres plaisanteries, dans ses propres galéjades ; je demanderai seulement au Congrès de manifester une fois de plus l'unanimité du prolétariat international, qui veut que tous les prolétaires, que tous les travailleurs des deux sexes soient de plus en plus réunis et que, par conséquent, les droits politiques soient donnés également aux deux sexes, aussi bien aux femmes qu'aux hommes, et que tous ensemble, nous travaillions à l'émancipation de l'humanité ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Personne ne demande la parole ? Le débat est clos. Personne ne demande le vote par mandats ?

SIXTE-QUENIN. — Si.

(Il est procédé au vote par appel nominal. La motion du Nord obtient 2.117 mandats ; la motion Sixte-Quenin, 720 ; il y a 273 abstentions et, 158 absences.)

LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

SÉVERAC. — Sur le problème de la représentation proportionnelle, la Commission des résolutions est unanime à vous demander de voter un texte que notre camarade Bracke va vous lire et appuyer de quelques mots.

BRACKE. — Camarades, il est presque inutile que le Congrès prenne une fois de plus une résolution sur le sujet. Mais ce sont les circonstances qui nous y obligent. Au moment où non seulement nous, mais les circonstances crient : « Dissolution ! Dissolution ! » et où nous pouvons en tout cas être appelés à demander au pays de dire enfin sa volonté, il est naturel que nous disions sous quelle forme cette volonté doit être exprimée dans des conditions de justice et de loyauté, que le Parti a toujours réclamées depuis longtemps, et il me serait facile de rappeler les campagnes admirables où la voix de Jaurès expliquait, au monde entier et à la France, la nécessité de faire qu'au lieu de demander à un pays constamment de savoir qu'elles seraient les opinions qui n'auraient pas le droit d'être représentées, ce soit au contraire et enfin comme l'ont réclamé tous les démocrates, toutes les opinions qui seraient représentées dans la mesure où les citoyens le veulent. C'est pourquoi nous vous proposons le texte suivant :

Le Congrès se félicite qu'une proposition de résolution ait été déposée à la Chambre des députés par le Groupe socialiste au Parlement, en vue de l'institution d'une représentation proportionnelle par scrutins de listes sans prime ni panachage.

Il compte sur tous les membres du Parti, fédérations, sections, militants, pour engager et appuyer toutes les actions susceptibles de faire établir ce mode de représentation juste et loyal.

Nous sommes ainsi fidèles à nous-mêmes ; nous sommes ainsi fidèles à l'action du Parti, depuis des années. Nous sommes ainsi fidèles à la volonté exprimée par l'Internationale dans son Congrès de Zurich, en 1893. Nous sommes ainsi fidèles au désir de chacun des citoyens, de savoir que sa voix ne sera pas annulée, mais comptera pour s'ajouter à toutes les voix de tous les citoyens qui pensent comme lui pour conduire la nation dans l'orientation que le pays aura voulue. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?
Adopté.

MUSIQUES ET CHORALES

SÉVERAC. — A l'unanimité la Commission des résolutions vous demande d'adopter la résolution suivante, concernant la Fédération des musiques et chorales socialistes :

Le Congrès applaudit au mot d'ordre lancé par la Chorale. L'appui de la C. A. P., du *Populaire*, de toutes les fédérations et sections socialistes est acquis à cette nouvelle organisation.

Le Congrès demande à chacun de faire dans son rayon d'action le maximum d'efforts pour que cette fédération soit rapidement assise sur une base large et solide.

Il se félicite qu'un Comité d'initiative ait pu maintenant être constitué. Il n'est d'ailleurs pas limitatif. Appel a été fait à tous les représentants des municipalités ouvrières et socialistes, les organisations ouvrières socialistes, syndicales, aux dirigeants des Sociétés musicales, chorales et artistiques, pour élargir encore ce Comité d'initiative, pour permettre l'exécution du travail matériel que demandera la réalisation de cette fédération.

Le Congrès charge le camarade Chabrier, président de l'Harmonie et de la Chorale socialiste, d'en assurer le secrétariat

provisoire. Les organismes réguliers de la Fédération seront constitués par elle-même dès que cela sera rendu possible par sa réalisation même.

LE PRÉSIDENT. — Adopté, à l'unanimité.

DEFENSE DE L'ECOLE LAÏQUE

SÉVERAC. — Nous arrivons maintenant à la défense de l'Ecole laïque.

Voici le texte que la Commission des résolutions vous demande d'adopter :

Le XXXII^e Congrès du Parti socialiste, confirme les principes énoncés à Nancy en ce qui concerne les rapports de la laïcité et du socialisme. Il considère que l'éducation populaire donnée à l'Ecole laïque est le plus sûr moyen d'émancipation et de libération des esprits. C'est pour cette raison que s'accroît la lutte ouverte ou sournoise contre l'Ecole laïque et ses maîtres, à l'heure même où sous la pression des difficultés économiques les forces capitalistes s'orientent vers des formules fascistes.

La lutte pour l'Ecole laïque est une des formes les plus importantes du combat pour la défense des libertés démocratiques.

Pleinement solidaire du personnel enseignant syndicaliste, qu'une haute conscience de ses devoirs de solidarité prolétarienne porte à la pointe du combat contre le fascisme et contre la guerre, le Congrès s'affirme résolu à obtenir la protection des maîtres menacés et la défense des maîtres frappés.

Le Parti invite ses militants à prendre contact avec les organisations syndicales de l'enseignement, pour envisager la constitution de groupements de défense laïque réunissant tous ceux qui sont résolus à défendre activement et l'école et ses maîtres.

Le Congrès, en accord avec les organisations syndicales de l'enseignement, s'élève contre les suppressions injustifiées de postes d'instituteurs et de professeurs, contre les compressions de crédits du budget de l'instruction publique.

Il charge le Groupe parlementaire de réclamer des gouvernements :

1° L'application stricte des lois scolaires et le respect absolu du principe de la séparation des Eglises et de l'Etat ;

2° La prolongation de la scolarité, ce qui implique le vote des crédits supplémentaires nécessaires pour les bâtiments et les maîtres ;

3° La laïcisation complète de tous les enseignements, notamment celui des enfants anormaux, sourds-muets, aveuglés, jeunes infirmes.

Le Congrès rappelle et confirme les décisions du Congrès de Nancy, de 1929, en ce qui concerne le caractère de service public de l'enseignement national, et s'affirme à nouveau partisan de la nationalisation de l'enseignement primaire.

En outre, le Congrès invite à nouveau tous les membres du Parti à donner leur adhésion à la Caisse des écoles, ainsi qu'à toutes les œuvres post-scolaires laïques.

Le XXXII^e Congrès du Parti socialiste exprime sa conviction que le maintien du Concordat et de la loi scolaire Falloux, dans les trois départements de l'Alsace et de la Lorraine, constitue un tremplin pour tous ceux qui cherchent à faire applaudir, modifier ou saboter en France les lois laïques, pierre angulaire de la République.

En ce qui concerne spécialement l'Alsace et la Lorraine, le fait que dix-sept ans après le retour de ces trois départements à la France, ni la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ni l'Ecole laïque n'ont été introduites, constitue une concession dangereuse à l'autonomie qui n'est pas seulement incompatible avec le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la République, mais qui favorise encore la propagande hitlérienne dans ces départements-frontières.

Le Congrès insiste sur le fait que cette législation confessionnelle et particulariste, dont l'esprit est en flagrante opposition avec l'opinion laïque d'une grande partie de la population des trois départements d'Alsace et de Lor-

raîne, favorise singulièrement la propagande en France des adversaires de l'École laïque.

Aussi, attendu que dix-sept ans constituent une période de transition beaucoup trop longue, le Congrès du Parti socialiste demande :

1° La suppression du Concordat et l'abrogation de la législation scolaire confessionnelle dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle ;

2° L'introduction dans les trois départements d'Alsace et de Lorraine de toutes les lois laïques sans exception, et cela non seulement en raison de la situation en Alsace et en Lorraine, mais encore dans l'intérêt même de la défense nécessaire, dans la France entière, de l'École laïque, attaquée par toute la réaction.

(Applaudissements.)

En ce qui concerne la proposition de la Moselle, la Commission des résolutions demande au Congrès de renvoyer au Groupe parlementaire, en lui laissant le choix du moment qui lui paraîtra le plus favorable pour la faire aboutir.

WAGHEMAECKER (Moselle). — Je proteste énergiquement au nom de la Fédération de la Moselle. La proposition de la Commission est un renvoi aux calendes grecques. Je ne peux pas l'accepter.

Camarades, en 1932, la Fédération de la Moselle a demandé que le projet de loi soit une des conditions de la salle Huyghens. On ne l'a pas accepté ! Aujourd'hui, la Fédération du Bas-Rhin, la Fédération du Haut-Rhin, déclarent que dix-sept ans après, c'est une période trop longue. Eh bien, s'ils sont conséquents avec eux-mêmes, ils diront que nous devons exiger du Groupe parlementaire qu'il présente le plus tôt possible le projet de loi. Je ne peux faire qu'une seule concession : c'est que ce projet de loi soit rapporté au moment de la discussion du budget à la Chambre.

Camarades, je crois que nous avons attendu assez longtemps ! Nous ne voulons pas de décision sur le papier, nous voulons des décisions pratiques. Nous savons, mal-

heureusement, à la Chambre, que les anciens défenseurs de la loi laïque, les radicaux, ne voteront pas cette décision. Eh bien, nous devons arracher le masque à ces faux laïques, et c'est pour cela que je demande que le Groupe parlementaire dépose ce projet de loi et le discute au moment de la discussion du budget. (*Applaudissements.*)

VINCENT AURIOL. — Entendu.

CLUCHIER (Vaucluse). — J'aurais voulu, camarades, que cette motion précisât qu'en s'élevant contre les compressions du budget du ministère de l'Instruction publique, on s'élevait aussi contre la restriction des crédits de constructions scolaires. J'aurais voulu aussi que dans notre motion il y eût trace de l'opposition du Congrès du Parti à l'immixtion de l'autorité militaire dans les problèmes de l'éducation nationale. Je regrette de ne pas l'y voir.

SOUCHIER (Ardèche). — La Fédération de l'Ardèche accepte le texte qui vient d'être proposé. Nous avons simplement deux restrictions à faire. Nous ne comprenons pas que le Groupe parlementaire ne dénonce pas la pression militaire qui est faite dans les écoles primaires. Dans l'Ardèche, en particulier, et dans la France, en général, nous avons des instructeurs militaires qui viennent prendre les élèves à la sortie des classes, et qui leur donnent l'enseignement militaire, et non pas la gymnastique rationnelle que nous voudrions.

Je demande, en outre, que le Congrès national fasse sien le vœu de l'Ardèche en ce qui concerne les militants qui envoient encore leurs enfants à l'école libre ! Je demande que ces militants soient contraints de démissionner du Parti. (*Applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Nous aurions voulu que notre résolution contienne que l'Etat devra mettre ses maîtres en demeure de choisir entre leurs fonctions laïques et leur apostolat religieux.

DUPONT. — Le premier des camarades qui viennent d'intervenir a satisfait, puisque nous avons inscrit dans

la résolution les mot : « Prolongation de la scolarité », ce qui indique le vote des crédits supplémentaires nécessaires pour les bâtiments et les maîtres.

Le second de nos camarades doit avoir satisfaction aussi, car si notre résolution ne parle pas des soldats et de la gymnastique militaire, elle constitue la plus belle réponse que le Parti tout entier pouvait faire au discours que le maréchal Pétain a publié dans la *Revue des Deux-Mondes*. (*Applaudissements.*)

Enfin, pour ce qui est de la dernière observation, vous permettez au rapporteur de se féliciter, en tant que militant du Syndicat des instituteurs, que notre motion marque une unité de vues entre l'action syndicale qui est menée par les instituteurs de ce pays et le Parti socialiste qui s'engage à les soutenir en défendant la laïcité. (*Applaudissements.*)

WAGHEMAECKER. — Camarades, je ne veux pas de phrases, je veux des décisions du Congrès, et je demande au Congrès le vote par mandats sur la question du dépôt immédiat du projet de loi et de la discussion au moment de la discussion du budget...

VINCENT AURIOL. — Camarades, il est inutile de procéder à un vote par mandats : je prends l'engagement et Léon Blum et moi nous prenons l'engagement, au nom du Groupe parlementaire, de déposer la proposition de loi et d'intervenir dans la discussion du prochain budget de l'éducation nationale.

WAGHEMAECKER. — Avec vote ?

VINCENT AURIOL. — Bien entendu !

WAGHEMAECKER. — Bien !

UN DÉLÉGUÉ. — La déclaration nous suffit et nous faisons confiance à nos camarades.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

LA LUTTE POUR LE POUVOIR ET CONTRE LA CRISE

SÉVERAC. — Nous arrivons maintenant, camarades, aux motions sur la question principale : celle de la lutte pour le pouvoir. Nous nous trouvons en présence de plusieurs textes. Le texte présenté par le groupe *Vérité* sera défendu devant vous par le camarade Molinier.

Une motion du Rhône sera défendue par le camarade Reynard.

Une motion rédigée par Auriol, Moch et Paz sera défendue par le camarade Moch.

La motion de la *Bataille* sera défendue par Zyromski.

Enfin, la motion du Nord sera défendue par Lebas.

La Commission des résolutions a proposé qu'un quart d'heure soit accordé à chacun des rapporteurs.

Une voix. — C'est trop !

SÉVERAC. — Ils n'en abuseront pas.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Reynard.

REYNARD (Rhône). — Camarades, nous avons essayé de faire une synthèse des motions d'extrême gauche, et nous n'avons pu l'obtenir. Nous avons bloqué la motion de l'Action socialiste, la motion du C. A. S. R. et la motion du Rhône, qui prend nom au Congrès de « Motion du C. A. S. R. et de l'Action socialiste ».

Nos camarades bolchevistes-léninistes sont venus nous trouver, nous n'avons pu nous mettre d'accord à cause de la question des milices ouvrières. Nous sommes allés trouver nos camarades de la *Bataille socialiste*, et nous leur avons demandé si nous ne pouvions bloquer nos deux motions. Notre camarade Zyromski nous a répondu que, puisque la motion de la *Bataille socialiste* se maintenait, il ne pouvait en changer ni une virgule, ni un mot.

Dans ces conditions, nous venons devant le Congrès présenter et lire notre motion :

Considérant que la lutte contre la crise, née de l'économie capitaliste, ne peut être entreprise efficacement dans le corps de la société actuelle ;

Considérant que tous les plans établis pour lutter contre cette crise, ne pourront se réaliser que contre le capitalisme, par conséquent avec le prolétariat ;

Considérant que la lutte contre la crise est donc liée à la conquête du pouvoir par le prolétariat, et que ce n'est qu'après cette prise de pouvoir que les plans proposés pourront se réaliser, sans pour cela abandonner la lutte pour arracher à la bourgeoisie les revendications immédiates du prolétariat ;

Considérant qu'il ne peut plus être question de prendre le pouvoir uniquement par le moyen du suffrage universel, et bien moins encore en collaboration quelconque avec la bourgeoisie, mais que ce pouvoir ne peut être conquis que par des méthodes révolutionnaires sans en éliminer aucune ;

Considérant qu'il y a donc lieu de prendre toutes mesures urgentes pour provoquer le plus rapidement possible l'unité politique et économique de la classe ouvrière ;

Considérant qu'un conflit international armé, dans lequel nos dirigeants pourraient engager notre pays, ne serait en aucun cas profitable à la classe ouvrière française et qu'elle devrait en profiter pour renverser le régime capitaliste et décréter la dictature du prolétariat ;

Considérant que les décisions de la réunion du Congrès d'Amsterdam doivent, plus que jamais, être mise en vigueur,

Le Congrès vote les mesures immédiates suivantes :

A. — Envoi d'une délégation de représentants de toutes les tendances du Parti près des dirigeants de la Troisième Internationale pour y discuter tous les moyens propres à réaliser l'unité totale du prolétariat. Mandatement de ces délégués au sein de la Deuxième Internationale, pour envisager une rencontre entre les membres des deux Internationales et accélération des travaux de la Commission d'unification.

B. — Décision qu'en aucun cas de conflit où la France se trouverait engagée, sous un prétexte quelconque, le Parti ne fera alliance avec les partis bourgeois, sous prétexte d'union et de défense nationale, même si ce conflit prenait l'allure d'une défense de la République, de la démocratie du droit ou même de l'U.R.S.S.

Au cas où le prolétariat serait surpris par les événements, et ne pourrait empêcher la mobilisation, le Parti devra comme seule position de repli, appeler le prolétariat à l'insurrection.

C. — Décision de renforcer ses méthodes d'action, de resserrer la discipline du Parti, à tous les degrés, et de mettre au point de toute urgence, les moyens pour la reprise de la propagande anti-militariste, la préparation de la grève générale insurrectionnelle, la constitution de Comité de salut public, l'armement du prolétariat, conformément à la tradition révolutionnaire.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Molinier.

MOLINIER. — Camarades, il n'y aura pas à ce Congrès de motion d'unanimité ; il n'y aura pas même une seule motion de la majorité. Il y aura une ou deux motions de la minorité. Il y aura, comme vous venez de l'entendre, une série de motions. Qu'est-ce que cela exprime ? Qu'elle en est la cause ? Il faut que vous y réfléchissiez.

La cause en est au fait que dans notre Parti, à l'heure actuelle, il y a sur un certain nombre de positions politiques, une révision qui s'opère, et que cette révision n'est pas encore opérée, et que les tendances, lentement, évoluent, les unes dans un sens, les autres dans l'autre.

Voyez-vous, camarades, ce qui fait la gravité de cette situation, ce n'est pas l'absence d'unanimité, c'est l'absence de clarté des motions sur les grands problèmes politiques que notre Parti aura demain à traiter.

Les questions clefs, les questions fondamentales pour nous, la question de la défense nationale, la question de l'armement du peuple et la question du parlementarisme ne sont pas encore réglées dans ce Parti, ni dans ce Congrès.

Défense nationale ? Nous avons déjà défini notre position, et je n'abuserai pas en le recommençant. Nous avons exposé l'importance des questions internationales, à travers lesquelles se règlent les questions de la guerre et de la défense nationale.

La question de l'armement, j'y reviendrai en terminant.

La question du parlementarisme ? C'est sur celle-là, camarades, que je veux, attirer votre attention.

Quel est à l'époque présente, le rôle de ce Parlement ? Même vous, camarades du Groupe parlementaire, et c'est

à vous que je m'adresse, car même si nous ne sommes pas d'accord aujourd'hui, avec vous, sur la politique que vous fait mener le Parti, vous serez demain, par le développement du fascisme ou du bonapartisme, ceux de vous qui ne se mettront pas à genoux, les premières victimes du fascisme, que nous aurons à défendre. Or, vous vous engagez ainsi vers votre agonie, les uns et les autres sans vous rendre compte que cette société aux heures où nous vivons, il y a tout un procès de structure qui la modifie complètement ; que la démocratie bourgeoise, elle, se développe en crevant, et que si vous n'instaurerez pas autre chose, en restant sur son plan, vous condamnez, ici comme partout le prolétariat à la défaite. (*Applaudissements*).

Le camarade Blum, auquel je tiens à répéter ce que j'ai dit à la Commission des résolutions, afin de liquider un petit incident de Congrès, qui est considéré par l'ennemi de classe comme l'ennemi n° 1 et qui sera défendu par les groupes de défense auxquels nous appartenons, comme l'ami n° 1 contre le fascisme, mais combattu politiquement par nous, quand même implacablement, le camarade Blum a déclaré à la Commission des résolutions qu'il n'était pas hier un partisan de la participation gouvernementale, mais qu'il sentait le moment où le développement du Front Populaire, que je n'analyserai pas, contraindrait le Parti socialiste à cette participation éventuelle, que, dans ce cas-là, le gouvernement qui serait créé malgré lui, dit-il, auquel il acquiescerait en principe, parce qu'on ne pourrait pas faire autrement, serait peut-être un gouvernement dont le principe de combat serait singulièrement élargi.

Camarades qui allez retourner dans vos fédérations, sachez qu'une position pareille c'est un crime pour le camarade Blum, pour le Groupe parlementaire, pour le Parti socialiste et surtout pour toute la classe ouvrière de France ! (*Applaudissements*.) Vous n'aboutirez pas sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Vous n'aboutirez pas, je me résume, sur ce point par cette formule : dans la période où nous sommes entrés, le Parlement a, certes, son importance, la lutte électorale a, certes, son

importance, surtout dans un pays où il y a un grand attachement, un énorme attachement aux traditions parlementaires, mais elles n'ont d'importance pour un parti du prolétariat lucide que comme appoint à toute lutte révolutionnaire... et pas comme le tout de la lutte du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Le problème est là. Il n'est que là. Vous avez ici hésité, Moch, avec votre tri-plan, d'autres avec autre chose, entre les deux voies et ceux d'entre vous — il y en a beaucoup — qui cherchent sincèrement une solution à la situation présente, seront contraints par la brutalité des événements à venir sur les positions que nous avons avec vous étudiées et que nous avons définies.

Oui, vous étiez, Paul Faure, vous l'avez dit hier, le grand parti de la montée ouvrière dans la démocratie. Mais vous avez oublié à Tours et aujourd'hui que la démocratie bourgeoise, c'est la démocratie qui exprimait la dictature du capitalisme financier de la bourgeoisie, et qu'au jour où cette démocratie ne suffit plus pour que les moyens de commande, les moyens de production restant entre les mains de la bourgeoisie, elle instaure son système de protection : le fascisme.

En face de cet exemple mondial, il vous fallait changer de voie. Il vous fallait comprendre que si vous mainteniez la possibilité d'une défense nationale de l'Etat bourgeois, vous mainteniez par cela même la possibilité d'une alliance avec les partis de la bourgeoisie. Que si vous mainteniez la possibilité d'une alliance avec le Parti radical, vous risquiez de sombrer avec lui dans sa faillite en étant assimilés aux yeux des couches ouvrières et paysannes qu'il trompe, à lui-même, à ses faillites et à ses trahisons, et en portant l'opprobre de ces trahisons. (*Applaudissements.*)

Or, toutes ces combinaisons, maintenant, ont le Parti radical pour axe. Je ne dis pas, et nous ne disons pas, que dans les élections on doit ne pas tenir compte parfois de l'attachement des ouvriers aux illusions du Parti radical. Mais les meilleures façons de tenir compte de cela, c'est de dire à ces ouvriers : « Si vous voulez que

nous nous désistions, exigez du candidat radical la rupture avec son parti, la rupture avec l'Union nationale. »

Camarades, nous vous disons que cela était fonction de votre position sur la défense nationale. Et, qu'en réalité, si vous étiez d'accord avec nous, en niant toute défense nationale, vous auriez une toute autre orientation de votre activité, car il n'y aurait pas pour vous de possibilité de lien et d'alliance avec les partis de la bourgeoisie. C'est la meilleure façon pour conquérir les couches qu'ils exploitent de ne pas s'allier avec ceux qui les exploitent ! L'autre, c'est un marché de dupes, dont vous subirez vous-mêmes les conséquences !

Camarades, il y a le C. U. A. A. dont nous reparlerons et dans le C. U. A. A...

LUSSY. — Ah ! Ah ! (*Rires.*)

MOLINIER. — Même là presse.

LUSSY. — Non ! je suis délégué !

MOLINIER. — Ces appellations du Comité antifasciste si elles vous font rire, nous, elles ne nous font pas rire, et je vous prie de respecter la discipline de la tribune !

LE PRÉSIDENT. — Personne ne la trouble !

MOLINIER. — Le Comité d'unité d'action antifasciste comprend les membres dirigeants du Parti radical. Et pourtant, au même moment, le même Parti radical est au pouvoir, et emprisonne ceux qui luttent contre la guerre en soldats, ou René Gérin ou autres ! Allez donc comprendre quelque chose à cette lutte antifasciste ! Nous disons aussi : « Rupture avec le Parti radical ! » Nous disons aussi, nous — et je veux répondre aux camarades, brièvement — : Programme d'action, oui ! Dans notre résolution, nous ne mettons pas obstacle à ce que les partis ouvriers envisagent avec la C. G. T., avec les Syndicats confédérés et unitaires le plan de la C. G. T. comme base d'action commune sur certains points, et non pas sur son principe, car vous n'êtes pas partisans ici, je l'espère, de la rénovation économique de l'Etat capitaliste, envisagée sur certains de ses points.

Mais, camarades, quelle action ? Vous pouvez toujours revendiquer un programme, l'appeler programme d'action, mais ce n'est pas de l'appeler « programme d'action » qui le fait être un programme d'action. Il faut préconiser une politique et des moyens qui mettent cette masse en action.

Vous ne pouvez pas laisser la masse inerte dans de grands soi-disant rassemblements qui ne sont que des meetings et puis préconiser un programme d'action sans que cette masse qui est telle qu'elle est, qui a les intérêts qu'elle a, qui a les possibilités qui lui sont propres, qui a les moyens d'action qui sont les siens, entre en mouvement propulsée par nos organisations.

Je sais qu'on propose la grève générale. Mais il faut la préparer, la grève générale ! La grève générale, au stade où nous sommes, ce n'est pas seulement le fait des organisations syndicales, — et nous respectons l'autonomie des syndicats, parce qu'elle existe, mais cette autonomie ne peut rien seule, — les syndicats ne peuvent rien, si les partis politiques ne se mettent pas à préconiser la grève générale comme moyen. Il faut absolument créer partout des comités pour toute l'action du prolétariat. Il faut que cette action du prolétariat et des masses travailleuses ait une forme d'organisation ; chez nous, je répète ce que disait Naville, hier, pour conclure sur ce point cette forme d'organisation, ce sont les comités d'usines, les communes prolétariennes, ce qu'en Russie, avec leurs traditions eux, ils appelaient les Soviets.

Sur ce point, ne suffisent pas des combinaisons d'en haut, au Parlement, il faut que déjà la masse qui aura à exercer le pouvoir, qui aura à terrasser l'ennemi, trouve ces formes d'organisation qui lui sont propres, elles créent cette dualité de pouvoir d'où sort la dictature du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Ensuite, se posent pour nous, deux questions excessivement importantes : Vous avez réglé ici, et nous n'avons rien dit, nous ne sommes par intervenus, nous avons voté avec vous le problème du vote des femmes. Les uns l'envisagent sous le côté parlementaire de la question : est-ce que ce problème en le réglant favorablement sera

favorable au développement du socialisme ? Ou est-ce que les femmes étant dans les catégories les plus exploitées, les plus écrasées par les préjugés bourgeois, tout cet écrasement ne se manifesterait pas au vote par un apport de voix nouvelles aux réactionnaires ?

Mais, vous avez là encore, camarades, d'un côté et de l'autre, oublié l'essentiel. Si pour les femmes, on doit revendiquer le vote, c'est pour mettre les femmes en activité politique, mais on doit comprendre que la propagande du Parti doit aller plus loin, parce que la femme par son sexe et sa fonction est plus exploitée que l'homme, et qu'en touchant les forces les plus exploitées, on a des couches plus armées sur le terrain extra-parlementaire. (*Applaudissements.*)

Et c'est ainsi, pour les jeunes. Ces jeunes qui, actuellement, ont une angoisse telle qu'ils ne se contentent plus du but de nos jeunes ; les éduquer. Ils veulent s'éduquer, mais pourquoi faire ? Ils cherchent une perspective d'avenir, ils cherchent une perspective de vie ! Ces jeunes, il faut que notre Parti fasse parmi eux une propagande particulière parce que comme couches les plus exploitées, les plus misérables, les plus angoissées, elles sont des moteurs plus rapides, plus énergiques que les couches adultes.

Nous avons aussi, dans notre motion sur ce point — et camarades, croyez-moi, si je vous dis tout cela, c'est pour vous demander, avec passion, d'y réfléchir, parce qu'il s'agit de votre destin, en même temps et surtout du destin de la classe ouvrière française, nous avons aussi parlé des colonies. Nous pensons qu'il faut systématiquement, par une lutte de classe aux colonies, affaiblir l'impérialisme français. Nous pensons que la lutte contre la crise de l'impérialisme français, ce n'est pas en lui proposant des moyens de le renflouer. Il les connaît fort bien ! Le 6 février, il a lutté contre la crise au détriment du prolétariat par l'avènement d'un gouvernement de force, qui nous a arraché bien des réformes, bien des salaires et bien des lois sociales. Ce n'est pas en le favorisant dans cette lutte contre cette crise, c'est en l'amoin-drissant, en l'affaiblissant ; or, il y a là-bas, aux colonies

des intérêts puissants pour nous de fomenter la révolte : c'est ainsi affaiblir l'impérialisme français, c'est le faire chanceler, c'est faciliter notre victoire ! (*Applaudissements. Conversations dans la salle.*)

Camarades, permettez-moi de vous dire...

Une voix. — Au nom de l'Afrique du Nord, je proteste contre la révolte des indigènes !

MOLINIER. — Camarades du Nord, permettez-moi de vous dire...

LE MÊME DÉLÉGUÉ. — Je ne suis pas du Nord ! Ils ont dit qu'il fallait fomenter des révoltes des indigènes, pour nous, qui sommes déjà aux prises avec tant de difficultés... (*Applaudissements. Bruits.*)

MOLINIER. — Camarade, maintenant que votre mécontentement s'est exprimé, permettez-moi de vous dire une chose : ou bien ces exploités des colonies vous réussirez à les rendre solidaires de la classe ouvrière française, ou bien c'est la bourgeoisie qui, dans les grèves de vos régions, vous enverra des soldats marocains comme en Espagne ! (*Bruits. Applaudissements. Protestations.*)

Regardez l'exemple espagnol ! (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Molinier va conclure.

MOLINIER. — Camarades, nous avons ici un certain nombre de voix de la Fédération du Maroc, et je vous répète, et je ne vous demande pas de m'interrompre, ni de m'approuver, je vous prie d'y réfléchir !

Une voix. — C'est tout fait !

UN AUTRE DÉLÉGUÉ. — On n'a pas attendu après toi !

LE PRÉSIDENT. — Ne perdons pas de temps, continuez Molinier !

MOLINIER. — Voyez-vous, camarades, quand on touche les problèmes brûlants, où il s'agit en réalité des questions décisives sur lesquelles on se contrôle, vous oubliez d'écouter les camarades qui vous exposent ce qu'ils pen-

sent ! En Espagne, dans les Asturies, en Espagne, à Séville, en Espagne, ailleurs, parce que nos camarades du Parti socialiste espagnol, et parce que les anarchistes avec leurs conceptions fausses sur l'armée ne s'étaient pas préoccupés ni de l'armée, ni des colonies, on leur a envoyé des troupes coloniales pour briser leur révolution libératrice. (*Protestations.*)

Une voix. — C'est faux !

MOLINIER. — Ah ! ils s'en sont occupés ? Oui, j'oubliai, mais c'est en votant des crédits pour la conquête des colonies !

JEAN LONGUET. — C'est faux !

LE PRÉSIDENT. — N'interrompez pas !

Une voix. — Vous êtes ici, comme un agent provocateur.

LE PRÉSIDENT. — Continuez, Molinier !

MOLINIER. — Non, pas quand je suis traité d'agent provocateur !

LE PRÉSIDENT. — Écoutons dans l'ordre et le calme !

MOLINIER. — Camarades, si vous, par votre propagande de masse, vous n'organisez pas cette volonté de lutte, qui s'exprime dans les couches exploitées des colonies aussi, cette volonté s'exprimera sous les drapeaux nationaux des rebelles, et échappera à la solidarité internationale du prolétariat ! Et, alors, je vous dis camarades, et je regrette vraiment... (*Bruits, protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Théo-Bretin, je t'en prie ! je permets à l'orateur de conclure !

MOLINIER. — Il ne s'agit pas ici des hommes, camarades, il s'agit du programme que nous défendons, et je vous affirme, camarades, que ceux qui défendent ces programmes à des moments donnés se sont exposés partout, aux colonies, ou ailleurs, courageusement pour leurs

idées. Ne discutons pas les hommes ; discutons des programmes, voulez-vous ? Purement et simplement. Et, alors, abordons l'autre question qui est du même ordre, la question de la lutte au moment où cette lutte devient aiguë et décisive, elle se transforme en action de masse. Vous pouvez, camarades, applaudir énergiquement quand un orateur parle de révolution, mais il faut l'organiser ! Or, aucune des résolutions qui nous sont présentées ne pose le problème :

a) De la création des groupes de défense, systématiquement dans le Parti ;

b) De la compréhension de ces groupes comme des cadres d'une milice du prolétariat, de la compréhension de ces milices du prolétariat, comme des cadres d'organisation de la volonté et de la haine des masses, au moment où les masses veulent agir avec les armes. (*Quelques applaudissements.*)

Et je terminerai après avoir demandé une dernière minute au président...

LE PRÉSIDENT. — Adopté !

MOLINIER. — ... en vous disant : vous avez en face de vous une formule : la crise terminale, comme disait Blum à la Commission des résolutions, ou non la crise terminale. Eh bien ! cette crise, elle ne sera terminale que dans la mesure où par l'action, le programme et la dynamique de cette action, c'est-à-dire la haine de classe que vous suscitez, vous saurez la terminer au profit du prolétariat ! (*Applaudissements.*)

Il faut aujourd'hui se décider, même s'il n'y a qu'un nombre infime de mandats ; je déploie grand le drapeau de toutes les conceptions que nous défendons. Et je vous dis : « Dans l'action, de chaque jour, nous serons disciplinés à l'action que vous déciderez, mais nous vous mettrons en face de l'expérience des conceptions que nous avons défendues ! » (*Interruptions.*)

Non, jamais Hitler n'a conquis, en Allemagne, le pouvoir par le bulletin de vote !...

JEAN LONGUET. — Si, il s'en est servi !

LE PRÉSIDENT. — Ne rendez pas plus lourde la tâche de l'orateur ! Terminez.

MOLINIER. — Hitler a appuyé son action démagogique électorale sur une action de rue, une terreur de rue, des milices de rues, en face desquelles on répondait : « Ne provoquez pas », là-bas aussi ! Jamais, camarades, vous n'arriverez dans la période actuelle, par des moyens parlementaires : les Parlement, les illusions parlementaires dans les masses, l'attachement à la démocratie dans les masses, il faut s'en servir comme d'un appoint puissant, comme d'un propulseur puissant, pour l'action extra-parlementaire des masses ! Les journaux, comme *Le Temps*, répètent chaque jour que nous sommes des putschistes. Eh bien ! camarades, c'est à la fois un calcul et une appréciation erronés ? Vous qui êtes contre notre conception de l'armement, méfiez-vous en criant que vous voulez nationaliser les banques, en criant que vous voulez prendre le pouvoir, vous facilitez l'armement des milices ennemies, vous facilitez la concentration des forces extra-parlementaires de l'ennemi. (*Protestations.*) Et c'est l'ennemi qui fera le putsch à votre place ! La révolution, si vous ne l'organisez pas, c'est l'ennemi qui la fera !

LE PRÉSIDENT. — Tu as terminé, Molinier ?

MOLINIER. — Je conclus. J'ai une demi-minute, je l'utilise...

Plusieurs voix. — Assez !

LE PRÉSIDENT. — Une demi-minute !

MOLINIER. — Camarades, je vous dirai en terminant que tout ce que le Parti décidera, nous l'appliquerons en militants disciplinés...

Une voix. — C'est tout naturel !

LE PRÉSIDENT. — Ne l'interrompez pas !

MOLINIER. — Il y a dans la classe ouvrière française, à la suite de la défection de ce qui fut le phare de la révolution mondiale, c'est-à-dire la révolution russe, une

grande confusion. Nous nous attacherons pas à pas, par l'action et par la discussion, à la clarifier. Et vous, camarades, nous vous demanderons une chose, comme nous : c'est quand vous contrôlerez que vos méthodes sont fausses, d'avoir le courage de rejoindre avec nous la ligne du léninisme, la ligne du bolchevisme ! (*Applaudissements, protestations, bruits.*)

LEBAS. — Mais il faut y aller au bolchevisme. Qu'est-ce qu'il fait ici, ce garçon-là ?

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Jules Moch.

JULES MOCH. — Camarades, je n'utiliserai certainement pas le quart d'heure que me confère le règlement. Je viens ici faire une très courte déclaration : Vincent Auriol, Maurice Paz et moi-même avons, au nom de diverses fédérations de province, apporté à cette tribune des motions assez sensiblement différentes des motions dites principales, parce que plus connues. Ce matin, sans difficulté aucune, nous avons fusionné nos trois textes en un seul, que nous savions court et que nous croyions clair et précis. Mais, en même temps, la sous-commission désignée par la Commission des résolutions, nous apportait une grande joie : sur les rassemblements immédiats nécessaires, sur l'action dans le réel, qui seule nous importe, il va vous être présenté tout à l'heure une motion de quasi-unanimité rapportée par le principal signataire de notre propre motion, notre amis Vincent Auriol, qui y a fait entrer les idées auxquelles nous tenions particulièrement. Dans cette motion, se reflète, en effet, l'essentiel de notre pensée. Car, je le répète, ce qui compte le plus, pour nous, plus que des discussions scolastiques relatives à un avenir indéterminé, c'est l'actuel, l'immédiat, le pratique, c'est le rassemblement antifasciste et la lutte contre la misère humaine. Et de ce point de vue, nous avons, dans le texte qui va vous être soumis, pleine satisfaction. Nous avons même la faiblesse de penser que notre effort, aux uns ou aux autres, n'y a peut-être pas été entièrement étranger.

Nous ne pouvions nous rallier à l'une des quatre mo-

tions qui restent en présence, qui ne traduisent pas nos pensées, et qui, d'ailleurs, dépouillées des problèmes immédiats, traitent selon nous de questions qui nous semblent surtout théoriques et abstraites.

Nous ne voulons pas davantage maintenir notre motion pour les raisons suivantes : nous avons l'impression que cette motion répond à un courant plus large dans le Parti, que les quatre cents mandats qu'elle a recueillis dans le vote pour la désignation de la Commission des résolutions. Nous croyons que si nous avions pu la répandre dans les diverses fédérations, nous aurions réuni pour une action immédiate un nombre important de mandats. Et c'est ce sentiment, je le dis tout de suite, qui nous encouragera à poursuivre notre effort constructif, ce Congrès étant pour nous un point de départ et non pas un fin.

Nous sommes décidés à poursuivre cet effort et pour éviter de poser à des délégués mandatés sur des motions autres que la nôtre, et avant que la nôtre fût connue, mais ralliés à notre thèse au cours de la discussion, pour leur éviter, dis-je, d'avoir à choisir entre des mandats donnés avant la parution de toutes les thèses et leur sentiment formé au cours de ces débats, nous retirons notre motion, et nous demandons instamment à nos amis de voter avec allégresse, avec enthousiasme, la motion d'action immédiate que rapportera tout à l'heure Vincent Auriol, et de s'abstenir, comme nous-mêmes, dans le vote des motions sur la prise du pouvoir amputées des indications relatives à l'action immédiate et aux rassemblements contre la crise. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Zyromski.

ZYROMSKI. — Camarades, je viens rapporter devant vous la résolution dite de la *Bataille Socialiste*. Je la rapporte au nom de tous ses signataires, au nom de notre camarade Bracke, comme au nom de notre camarade Marceau Pivert.

Nous nous présentons devant vous homogènes, cohérents et disciplinés. Et nous vous demandons de voter cette résolution parce que nous sommes convaincus que

dans la situation présente, avec la crise de l'économie capitaliste, qui se développe, cette résolution est la seule qui discerne clairement la perspective révolutionnaire qu'un Parti comme le nôtre devrait reconnaître. Elle voit clairement que le triomphe du socialisme est lié indissolublement à la nécessité d'une révolution prolétarienne.

Elle ne veut pas s'abandonner aux complaisances et aux facilités de ce que j'ai appelé un jour le « social-légalisme » et le « social-pacifisme ». Elle sait que c'est seulement par la pratique d'une lutte de classes, de plus en plus étendue, que la marche au socialisme pourra se poursuivre jusqu'à son terme, et encore une fois, en ne voulant rien négliger, en ne voulant rien limiter, quand il s'agit d'utiliser tous les moyens que la démocratie nous offre encore, elle ne veut pas laisser le prolétariat dans cette illusion funeste, dans cette illusion meurtrière, qu'il fera l'économie de sa propre révolution prolétarienne.

Pour nous — et nous l'avons également dit clairement dans notre résolution — le socialisme ne se sépare pas de la révolution prolétarienne. Le socialisme ne s'accomplira pas sans que le prolétariat ayant pris véritablement conscience à la fois de son devoir et de son pouvoir révolutionnaire, ne le mette en œuvre pour briser les cadres de l'Etat bourgeois, et pour instaurer sa dictature du prolétariat contre la dictature du capitalisme !

Cette révolution prolétarienne, qui utilise la puissance de la classe ouvrière à la fois dans sa capacité de production, et dans sa force de masse, cette révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec les coups d'Etat sporadiques et dispersés, inspirés d'un blanquisme, en effet, périmé. Mais ce qui est peut-être encore plus périmé que le blanquisme, c'est cette conception que pour notre part nous voyons encore se conserver dans notre Parti, et qui est, je ne crains pas de le dire, une des illusions les plus funestes, celle qui garde quelque optimisme dans l'éventualité des progrès décisifs du prolétariat, sans l'utilisation des moyens révolutionnaires du prolétariat. Que ce soit par la grève générale se transformant en grève insurrectionnelle, en grève révolution-

naire, que ce soit par la combinaison des moyens politiques de la classe ouvrière, et des moyens économiques, que ce soit — et la controverse qui s'est élevée hier soir entre nos camarades du Nord et nous sur l'armement général du prolétariat prouve la profondeur de la divergence, — nous ne pensons pas, nous autres, que le prolétariat puisse avoir l'illusion d'aboutir à sa victoire totale, sans l'utilisation même des armes que la bourgeoisie a maintenant à sa disposition ; ce que nous voulons rechercher, c'est comme nous l'avons dit, la jonction des prolétaires dans les casernes, avec les prolétaires grévistes, jonction des hommes et jonction des armes, car c'est par la force des armes que l'on battra finalement la bourgeoisie.

Nous ne sommes pas du tout inspirés de cette idée fausse, de cette idée que je ne craindrai pas de qualifier d'antirévolutionnaire et qui consisterait à transformer les militants du Parti, de transformer les Jeunesses du Parti en soldats armés de la révolution sociale. La révolution sociale exige des armes beaucoup plus importantes et beaucoup plus perfectionnées que les quelques revolvers que nous pourrions mettre à leur disposition. Ce sont les armes de la bourgeoisie, qu'il faut conquérir et il faut les conquérir par un puissant travail de masse et par un puissant travail de pénétration qui nécessite une transformation de la structure du Parti.

Et c'est également un des points fondamentaux de notre résolution : une fois la perspective révolutionnaire discernée, une fois admis le caractère inéluctable de la révolution prolétarienne telle que je l'ai définie, il faut admettre la modification de la structure du Parti. Le Parti, à l'heure actuelle, est essentiellement et surtout organisé en vue d'un certain travail, que je ne sous-estime pas, que je ne néglige pas. Mais il faut un parallélisme d'action à côté de ce travail nécessaire ; à côté de ce travail que je ne sous-estime pas, il faut en accomplir un autre ; et pour cet autre, la structure de notre Parti ne répond pas à ces nécessités de la lutte.

Je ne veux pas, à l'heure actuelle, insister sur ces modifications de structure, mais vous comprenez tous

qu'un Parti comme le nôtre, s'il veut véritablement être un outil révolutionnaire, un instrument révolutionnaire au service du prolétariat, ne peut plus se contenter de ce fonctionnement, de ce mécanisme normal qui, encore une fois, peut valoir quand il s'agit d'un travail légal, d'un travail électoral, d'un travail de croissance parlementaire, qui ne vaut pas pour mettre le prolétariat sur le pied de guerre contre la bourgeoisie.

Voilà notre résolution. Nous l'avons soumise au Parti. Nous l'avons soumise au Parti, non pas avec la volonté qu'elle soit acceptée intégralement par lui, mais avec le souci constant, que nous avons toujours eu, de faire pénétrer le plus possible, dans la conception générale du Parti, dans la méthode et dans la pratique du Parti, un certain nombre d'idées qui sont conçues en fonction générale de la lutte de classes.

Nous n'avons pas pensé, et je crois que nos camarades du Nord ne doivent pas également avoir beaucoup d'illusions, nous n'avons pas pensé que la motion du Nord, qui est extraite du rapport Paul Faure-Séverac-Lebas, avec des modifications dont je ne sous-estime pas l'importance, nous ne pensons pas que cette motion puisse être considérée comme une motion de suffisante synthèse ; nous aurions voulu qu'ils puissent aller au delà ; nous leur avons demandé, mais je crois qu'ils étaient décidés à ne pas aller plus loin, et je sais d'ailleurs que les camarades ayant voté le rapporté Paul Faure-Lebas-Séverac sont également décidés à se rallier à cette résolution, mais pas au delà de cette résolution. Ce n'est pas le moment de se livrer à des critiques rétrospectives, ni à des regrets de certaines attitudes. Le débat est plus haut. Ils n'ont pas cru pouvoir aller au delà, nous, nous n'avons pas cru pouvoir nous contenter de cela. Et c'est pourquoi, après un certain nombre d'explications très claires, la motion du Nord a été maintenue, telle quelle, et notre résolution telle quelle également.

Notre résolution n'aura pas la majorité dans le Parti. Mais la *Bataille Socialiste* sait qu'il n'est pas nécessaire d'avoir immédiatement la majorité dans le Parti pour renoncer à toute espérance, au contraire. Nous sommes

fiers, à la *Bataille Socialiste*, pendant des années, et des années, d'avoir jeté des idées qui, ensuite, ont été acceptées par la majorité du Parti.

Je n'ai pas besoin de vous citer un certain nombre d'exemples, un certain nombre de leçons. Nous sommes ici dans le Parti en militants fidèles et disciplinés. Et nous avons la volonté de tirer des événements le plus possible de leçons pour indiquer et orienter la ligne générale du Parti dans la voie de l'action révolutionnaire. Nous continuerons. La *Bataille Socialiste* a déjà joué son rôle quand il s'est agi de lutter contre les pratiques de la collaboration bourgeoise. Elle a joué son rôle quand il s'est agi de pousser de toutes ses forces à l'unité d'action et à l'unité d'organisation. Elle a fait tous ses efforts pour que notre Parti conserve son caractère de classe et son caractère de Parti véritablement « unitaire » de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, elle ne triomphe pas encore, en ce qui concerne le discernement de cette perspective révolutionnaire et la nécessité d'adapter la structure du Parti à cette ligne générale révolutionnaire indiquée par l'évolution économique du capitalisme. Mais elle est fière d'avoir posé le problème. Elle est fière de l'avoir posé au nom de nombreuses fédérations. Elle continuera sa lutte, elle continuera sa bataille socialiste pour ce but, persuadée qu'elle sert puissamment les intérêts du Parti socialiste, les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière et les intérêts et les nécessités de l'unité ouvrière. Elle le fera sans prendre l'allure d'une sorte de parti dans le Parti, sans avoir la volonté, bien entendu, de constituer un corps étranger dans le Parti. Nous sommes tous des militants qui avons pris notre part de nos responsabilités et qui savons même faire incliner nos préférences personnelles devant l'intérêt général et supérieur du Parti. Mais nous avons la volonté au sein du Parti, de mener cette lutte avec le plus de ténacité possible, car voyez-vous, Séverac et Paul Faute me permettrons de leur dire, je n'étais pas d'accord avant de venir à ce Congrès, et après les avoir entendus, je suis obligé de dire que je suis de plus en plus en désaccord, et je ne comprends véritablement

pas comment des hommes qui ont été nourris de la pensée socialiste et de la pensée socialiste révolutionnaire en arrivent à raisonner maintenant dans cette période de crise du capitalisme, en se raccrochant plus ou moins à des conceptions que, il y a plusieurs années, eux-mêmes rejetaient et qui ne correspondent plus à la nécessité de la lutte présente. (*Applaudissements.*)

Ne pas comprendre le caractère obligatoire, le caractère inéluctable de la force prolétarienne révolutionnaire, ne pas comprendre qu'elle est indissolublement liée au succès de la marche au socialisme, croire qu'il est suffisant de travailler à l'organisation du prolétariat, certes (c'est une tâche sacrée et pour notre part nous ne nous en désintéressons pas). Voilà leur erreur. Certes, la propagande socialiste est une tâche sacrée, mais ne voir que cela, et ne pas pas préparer le Parti à cette bataille révolutionnaire définitive et totale, ne pas lui donner cette prescience, ce pouvoir et cette conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire ! Etre méfiant perpétuellement, et perpétuellement effrayé des transformations et des adaptations de tactique et de méthodes que la perspective révolutionnaire impose, voilà, Séverac et Paul Faure, votre erreur. Ça a été pour moi, vous le savez, je ne crains pas de le dire, une véritable peine d'être obligé de me séparer de camarades avec lesquels j'ai lutté pendant de longues années ; je n'ai pas hésité à le faire, parce que je suis convaincu qu'en agissant ainsi je sers véritablement les intérêts du Parti en lui disant : En dehors de cette lutte révolutionnaire pour laquelle il faut que tu te prépares, il n'y a que des illusions et des duperies. Nous ne voulons pas que la Section Française de l'Internationale Ouvrière, que notre Parti, qui est l'héritier d'une grande tradition révolutionnaire nationale, qui est l'héritier d'une grande tradition révolutionnaire qui s'est répandue sur le monde, nous ne voulons pas que ce Parti, au moment de la bataille décisive, fasse ce que d'autres ont fait. Nous avons véritablement notre patriotisme de Parti, notre patriotisme de Parti consiste à le relier toujours à sa grande tradition révolutionnaire ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Dernier rapporteur : Lebas.

LEBAS. — Camarades, aux termes de nos débats, je me bornerai à vous dire quelques mots. Ils suffiront, j'en suis sûr, car il n'est pas de règle que les rapporteurs discutent entre eux, répondent aux observations et aux critiques qui peuvent être faites sur les textes qu'ils rapportent.

Votre Commission des résolutions, après une brève discussion, a tenu à prendre la mesure qui lui permettrait d'aboutir à un accord si cet accord était possible.

Elle constitua donc une sous-commission. Les membres de cette sous-commission, après une discussion de courte durée, s'aperçurent qu'il y avait encore, malgré un effort évident en vue d'un accord, des points de divergences tels que c'était perdre son temps que de le chercher au moment, où il apparaissait peu probable. Et c'est ainsi que nous avons, après avoir fait les uns et les autres cette constatation, estimé que notre rôle n'était cependant pas terminé. Nous nous sommes demandés si nous pouvions nous réunir sur une résolution qui correspondrait à la situation politique actuelle faite au Parti, dans le pays, afin de vous présenter un texte unanime, contenant les règles essentielles de notre action immédiate de lutte contre la réaction capitaliste et le fascisme. Et nous avons été heureux d'aboutir à un accord qui fut constaté tout à l'heure à la Commission des résolutions.

C'est entendu, nous allons nous séparer dans un instant, ou plutôt nous partager dans le vote sur des textes différents, au sujet de la conquête du pouvoir. Mais quelques minutes après, nous allons nous retrouver unis sur un texte que nous rapportera Auriol, pour, à la sortie de ce Congrès, retournant chez nous, reprendre avec une ardeur nouvelle et accrue notre action commune contre nos ennemis communs. (*Applaudissements.*)

Le texte que la Fédération du Nord vous présente, sera également adopté par nos amis Paul Faure et Séverac. On a dit, avec raison, ici, que ce texte représentait un effort... oh ! je ne dis pas d'unanimité, non ! mais un effort de plus grande majorité. Il aboutira à cela. Nous aurions simplement désiré que cette majorité fût plus

importante encore. Il n'a pas dépendu de nous que cette grande majorité ne fût pas obtenue. Et ceci dit, je vous donne immédiatement lecture de notre texte :

Le Congrès tient à faire remarquer que s'il a apporté à l'ordre du jour la lutte pour le pouvoir, ce n'est pas pour provoquer sur ce point capital des discussions doctrinales si intéressantes soient-elles, mais pour appeler l'attention des travailleurs des villes et des campagnes sur la nécessité impérieuse dans les circonstances économiques et politiques actuelles, de conquérir l'Etat en vue de réaliser le socialisme.

Cette nécessité doit être aujourd'hui reconnue non seulement par le prolétariat mais par les petits propriétaires, les artisans, les petits commerçants, les travailleurs intellectuels, tous victimes de la crise économique, vieille de cinq ans, et mère de toutes les autres crises financières, politiques, internationales.

Les partis bourgeois, réunis dans un bloc national, sont au pouvoir, et ils usent de tous les moyens de pression, d'informations mensongères, que donne la possession du capital et de l'Etat, pour y rester.

Les groupements fascistes exploitent à la fois la faillite des partis républicains et le mécontentement populaire, né de la crise du capitalisme, pour tenter de s'emparer du pouvoir. Le coup de force du 6 février 1934 en est la preuve.

Les travailleurs guidés par le socialisme, prenant de plus nombreux unis dans leur action de classe, la route qui les conduira au pouvoir.

Le Parti socialiste, dans le cours des trente dernières années, a précisé ce qu'il faut entendre par conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas d'une conquête parcellaire, de la puissance politique, mais de la main-mise complète du prolétariat sur le pouvoir, condition préalable à tous efforts efficaces pour transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, la totalité des forces de l'Etat pouvant ainsi briser les résistances de la bourgeoisie vaincue, mais non encore réduite à l'impuissance, c'est cela la dictature du prolétariat.

Le pouvoir politique étant le moyen, la transformation

socialiste de la société étant le but final, il est clair que celui-ci ne sera atteint que par une série de mesures dont les premières porteront naturellement sur les entreprises les plus évoluées et les plus concentrées : banques, assurances, mines de charbon et de fer, industries métallurgiques, électricité, minoteries, engrais, transports, etc., conformément aux décisions du Congrès de Toulouse.

Pour répondre à la question : comment conquérir le pouvoir ? Le Congrès se souvenant des leçons de l'Histoire et du mouvement ouvrier international, déclare que le Parti socialiste se gardera bien d'enfermer son action dans des limites tracées par l'imagination révolutionnaire ou réformiste. Tantôt ce sont d'insurmontables difficultés économiques et particulièrement financières qui ont déchaîné les révolutions ; tantôt ce sont les guerres et les défaites qui les ont provoquées. L'avenir peut créer des situations analogues. Elles ne seront pas le fait du mouvement ouvrier socialiste dont toute l'action, tend au contraire, à en préserver les peuples, mais ce qu'il faut retenir du passé, c'est que quelles que puissent être les circonstances aidant à l'avènement au pouvoir d'une classe nouvelle, toutes supposent que la classe dominante est trahie par ses propres forces qu'elle tire de l'Etat.

Dans leurs luttes aux formes multiples pour conquérir le pouvoir, les travailleurs se heurteront toujours aux puissances militaires et policières tant que les gouvernements bourgeois pourront les utiliser pour leur défense et leur répression. S'ils estiment qu'il serait puéril et périlleux pour l'organisation socialiste de laisser croire à la possibilité de conquérir l'Etat par un coup de force préparé secrètement et tenté par quelques formations de combat dont les projets seraient certainement connus, même suggérés par les agents du gouvernement, ils jugent indispensable sans porter atteinte aux statuts d'autonomie du mouvement syndical, et à ses attributions dans leur déclenchement et dans leur conduite, d'employer les formes multiples de l'action directe de la classe ouvrière sur le terrain économique : cessation du travail, grève généralisée et continue, grève générale.

Le moment, aussi bien, peut venir de circonstances dues

à la crise économique et financière, à la guerre, où le gouvernement perd la maîtrise de l'armée et de la police ; en prévision de cette situation résultant des événements, le Parti socialiste a le devoir d'intensifier sa propagande dans tous les milieux. Il faut que l'idée même de la nécessité de la transformation du régime capitaliste en régime collectiviste ou communiste prenne racine partout et s'étende, après avoir conquis les travailleurs, les jeunes prolétaires qui ont un intérêt évident à la disparition du régime capitaliste, aux classes moyennes et aux fonctionnaires de toutes les administrations et de tous les services publics, police comprise.

Le Congrès déclare que jamais le Parti socialiste n'a eu pour justifier son but final autant d'arguments décisifs fournis par le capitalisme en pleine crise.

Le capitalisme, grâce à l'exploitation des travailleurs — la science appliquée a connu un si grand développement aujourd'hui et depuis cinq ans — ne trouve plus une consommation suffisante pour l'écoulement de tous ses produits ; à la puissance de production ouvrière toujours accrue, correspond une capacité d'achat de la population ouvrière en constante diminution, contradiction qui est au fond de la crise, et pour la solution de laquelle tous les remèdes capitalistes ont été reconnus inefficaces, quand ils n'ont pas empiré le mal. Devant la faillite, et ne sachant plus que faire, la classe capitaliste s'en prend à la forme républicaine de l'Etat. Elle s'attaque aux libertés et aux droits qui sont à la base même de la République. De là, le péril fasciste. De là vient aussi que le Parti socialiste n'a jamais cessé de proclamer que le plus sûr moyen de lutter contre le fascisme, c'est de lutter contre la crise.

Pour engager cette lutte, le Parti socialiste proposera et popularisera les remèdes de nature à pallier aux suites les plus douloureuses de la crise, et à en abrégier la durée tout en rappelant que le mal inhérent au régime capitaliste ne sera définitivement épargné aux hommes que lorsque ce régime lui-même sera établi.

Le Congrès décide de reprendre le programme de revendications sur lequel le Parti socialiste avait proposé au Parti communiste de s'accorder en vue de leur action, et

qui contenait à côté d'un certain nombre de réformes immédiates d'autres urgentes sans doute, mais de réalisation plus lointaine, et tendant à nationaliser des monopoles de fait des richesses concédées.

Il charge la C. A. P. de le soumettre à un nouvel examen en vue de le compléter ou de l'amender au besoin. Il compte sur les fédérations et les sections pour le propager et le répandre aussi largement que possible. Il compte sur le Groupe parlementaire, ayant le programme comme guide de son action, pour combattre irréductiblement et quoi qu'il advienne, les projets déflationnistes du gouvernement qui, par de nouvelles réductions de traitements, de pensions, de retraites, de subventions des projets communaux et départementaux, et par des atteintes à la loi des assurances sociales ne pourrait qu'aggraver les conditions de vie déjà si dures des travailleurs.

En même temps que le Parti socialiste luttera ainsi contre la crise, il combattra le mouvement fasciste d'une part, en usant largement de la liberté de réunions et de manifestations, pour entretenir et étendre le grand courant populaire qui déjà les fit reculer à plusieurs reprises et qui s'est magnifiquement affirmé lors des élections municipales dernières.

D'autre part, en rappelant aux fédérations la nécessité d'organiser un dispositif de sécurité et d'autodéfense conçu dans le cadre de la motion de Toulouse, qui s'impose d'une manière d'autant plus urgente que les ligues fascistes développent partout leurs formations militaires et paramilitaires. Ainsi il contribuera à maintenir les libertés publiques et les institutions républicaines qui assurent à notre propagande ce contact constant avec les masses sans lequel un parti risque de dégénérer en secte.

Dans cette lutte contre le fascisme, qui est une des tâches pressantes du Parti socialiste, les accords intervenus entre le Parti communiste et lui ont eu les effets les plus heureux. Comme le Conseil national du 3 mars, le Congrès de Mulhouse l'enregistre avec satisfaction et décide la continuation de cette action commune malgré le désaveu qui vient d'être infligé par le secrétaire général de l'Internationale communiste à l'opposition des deux

partis ouvriers à la politique militariste du gouvernement français.

Cette action, le Parti socialiste la poursuivra avec la plus grande loyauté. Il lui donnera au gré des circonstances et des possibilités le plus possible de vigueur et d'ampleur. Mais il n'oubliera jamais que cette action commune sera d'autant plus efficace que sera plus grande sa propre force à lui-même. Il considérera son effort d'action commune comme un effort supplémentaire venant s'ajouter à tout ce qu'il avait à accomplir avant que l'action commune eût été possible et ne devant jamais les amoindrir ou les gêner.

Il accepte avec joie cette tâche nouvelle, mais sans renoncer à sa grande tâche de toujours qui demeure de propager le socialisme et de faire de ses sections des groupements de plus en plus nombreux et puissants, par la conscience de leurs militants et la volonté de lutte qui les anime ; en travaillant ainsi à la formation de consciences socialistes, le Parti rendra du même coup plus facile le passage de l'unité d'action à l'unité organique, parce qu'il sait bien que plus une conscience a la familiarité des principes du socialisme, plus elle donnera de prix à la réalisation d'un seul parti des travailleurs.

Il continuera donc d'agir avec vigueur dans le sens de l'initiative prise par le Conseil national du travail et qui a déjà donné quelques résultats assez significatifs pour que tous les espoirs restent permis.

De même que la vigueur de l'action commune dépend pour une large part de la force propre du Parti socialiste, de même l'unité future et peut-être prochaine du Parti de la classe ouvrière implique que le front unique dont on parle tant soit d'abord une réalité vivante et féconde dans nos propres rangs, nos sections, fédérations, Conseils et Congrès nationaux, où sont respectés les droits des minorités, où chacun peut librement exprimer son opinion et faire prévaloir son point de vue, sont seuls qualifiés pour déterminer la politique et fixer l'ordre de marche de l'ensemble de notre Parti.

Le Congrès, plus soucieux encore que de précédentes Assemblées, de sauvegarder la propre unité du Parti, fac-

teur indispensable d'une unité plus étendue, met en garde les militants contre tout ce qui peut, de l'intérieur, affaiblir cette unité, faire naître des ferments de discorde, fausser le libre jeu de ces règles statutaires et la loyale application de sa charte constitutive.

Il demande plus de cohésion et discipline à tous les degrés et pour tous, pour le militant comme pour la section, pour le Groupe parlementaire comme pour la C. A. P., la propagande écrite ou parlée devant toujours s'inspirer franchement des résolutions de nos Assemblées souveraines.

Face au fascisme et à la crise, et pour aboutir plus vite au regroupement de toute la masse du prolétariat, en vue d'établir le socialisme, et de fonder la paix, il nous faut un parti organiquement fort, nombreux et discipliné ; politiquement capable d'entraîner de plus en plus les travailleurs par sa doctrine, son but final, ses mots d'ordre et le rayonnement de son influence, à de victorieux combats.

(Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Les rapporteurs ayant parlé, qui demande la parole ?

LAMBOT (Loire-Inférieure). — Je suis assez gêné, pour la bonne raison que la Fédération de la Loire-Inférieure s'est prononcée en grosse majorité pour la motion signée Paul Faure-Lebas et Séverac. Mais elle a à faire certaines réserves : elle regrette que vous ne parliez pas du tout de la Confédération générale du travail. Dans la motion qui vient de nous être lue par notre camarade Lebas, on parle de grève généralisée et générale. Or, je ne pense pas qu'il appartienne au Parti de prendre l'initiative d'une grève générale ? Je voudrais demander à notre camarade Lebas s'il ne serait pas possible d'indiquer dans cette motion que cela devrait être fait en accord avec la Confédération générale du travail ?

SÉVERAC. — Ça y est, Lambot !

LE PRÉSIDENT. — Lebas, voulez-vous répondre ?

LEBAS. — A deux endroits, il est fait mention des organisations syndicales et particulièrement de celle avec laquelle nous avons des rapports fraternels et cordiaux : la Confédération générale du travail. Quand on parle du programme, il est dit :

Le Congrès est heureux de constater que dans cette direction, le programme socialiste est en plein accord avec le programme-plan de la Confédération générale du travail...

LAMBOT. — Je suis satisfait, merci.

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?

DORMOY. — Citoyens, je voudrais en quelques mots rapides préciser la position que nous avons prise, mes amis et moi, et donner les raisons qui nous déterminent à voter la résolution rapportée par notre camarade Lebas.

Nous aurions, évidemment, un grand nombre de réserves à faire sur le texte. Il est certain — et on le sait — qu'il ne nous donne pas entièrement satisfaction. Mais seulement — et je le dis, non point pour Zyromski, encore moins pour notre camarade Bracke — je crois que la résolution du Nord peut permettre au Parti d'en finir avec une logomachie, une gymnastique soi-disant révolutionnaire qui le mine et entrave son action et son effort de propagande.

Je ne veut pas rouvrir les débats de ce Congrès, mais on aurait tort de croire que notre action est limitée par la légalité, que nous nous refuserions de sortir, le cas échéant, de la légalité. On se trouperait sur nos intentions, parce que l'Histoire interrogée, comme a dit Séverac, montre que tous les mouvements politiques et sociaux se sont déroulés dans la violence. Et Marx avait raison quand il disait que la force avait été la grande accoucheuse des sociétés dans le passé.

Dernièrement, le citoyen Maurice Thorez, pour justifier la thèse de la révolution catastrophique, qui était à ce moment la sienne, qui est aussi celle d'un certain nombre d'entre nous, reprenait à son compte les paroles qui ter-

minent la « Misère de la philosophie », que Marx, d'ailleurs, avait empruntées à George Sand : « Le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant, c'est ainsi que la question se trouve invinciblement posée. »

Oui, mais quand Marx écrivait ces choses, c'était en 1846 ou 1847, et dix-huit mois ou deux ans après, le peuple ouvrier de Paris conquérait de haute lutte le suffrage universel sur les barricades de février.

Alors moi je le dis à ceux auxquels Paul Faure faisait allusion hier, qui paraissent nier la valeur révolutionnaire du suffrage universel ; je leur dis, moi aussi, qu'ils ne sont pas de véritables révolutionnaires, qu'ils sont en réalité, par la position qu'ils prennent, des contempteurs des révolutions du passé.

Voyez-vous, je pense — et je suis sûr de traduire la pensée profonde de l'immense majorité de ce Congrès — qu'être révolutionnaire, c'est moins une question d'opinion qu'une question de situation, de moment et de circonstance. Le suffrage universel ! Mais il peut être un outil admirable, entre les mains des prolétaires, s'ils savent s'en servir. Bracke se rappelle sûrement le discours que Guesde prononçait à Reims, devant Blanqui, discours qui provoquait d'ailleurs de l'émoi dans l'âme du « désémuré de Clairvaux ». Guesde disait aux travailleurs qui l'écoutaient : « Essayez ! je vous demande d'essayer, je vous supplie d'essayer. Usez du bulletin de vote qui peut être pour vous un admirable instrument de libération. Vous êtes le nombre, vous êtes la force et, en la circonstance, la force est l'expression du droit. »

Eh bien ! cette opinion est nôtre. Et pour reprendre une formule employée à différentes reprises dans ce Congrès, nous disons que nous acceptons tous les moyens, jusques et y compris les moyens légaux. Sur ce point, comme sur bien d'autres, Jaurès et Guesde étaient d'accord. Je me rappelle le discours de Marcel Sembat, au Congrès de Tours. Sembat nous apprenait que Jaurès s'était toujours refusé à condamner systématiquement la violence. Quand ses amis, les grands intellectuels, ses condisciples de l'Ecole normale lui disaient : « Nous sommes avec vous, mais dites un mot, répudiez l'action

révolutionnaire du prolétariat », il répondait : « Jamais je ne prononcerai ce mot ! Jamais je ne dirai cette chose, parce que la classe ouvrière volée, exploitée, meurtrie, a le droit, le cas échéant, de recourir à l'insurrection pour se libérer de ses chaînes... » (*Applaudissements.*)

C'est en complet accord avec cette tradition socialiste que je viens affirmer notre fidélité à ce que l'on appelle communément « la participation ministérielle » que Rivière désignait hier sous le nom de « partage du pouvoir ». Nous pensons que notre Parti doit avoir confiance et en ses hommes et en ses solutions. A l'heure actuelle, non seulement il ne doit point se dégager, mais il a même le devoir de rechercher toutes les responsabilités.

Je veux cependant ajouter que la participation ministérielle, ou le partage du pouvoir, tel que nous l'entendons, n'a rien de commun, vous le pensez bien, avec la chasse, avec la course aux portefeuilles, qui est sans dignité et sans grandeur ! (*Applaudissements.*) Nous n'acceptons point, quant à nous, de donner nos militants, nos hommes en otages à ce gouvernement bourgeois ! (*Applaudissements.*) Nous restons fidèles à la conception que j'ai essayé d'exposer, parce que quand nous disons que nous voulons aller au pouvoir, c'est avec le Parti, fidèles aux décisions du Parti, pour le Parti et par le Parti ! (*Applaudissements.*)

Cette conception était la nôtre, hier. Elle est encore la nôtre aujourd'hui. Nous la défendrons à l'intérieur de notre Parti, dans la plénitude des droits que revendiquait tout à l'heure Zyromski pour lui-même. Nous resterons fidèles à cette conception et disciplinés dans l'action, malgré les défaillances individuelles, dont nous ressentons plus que quiconque et plus profondément que d'autres, la cruelle blessure. (*Applaudissements.*)

Tel est le sens que nous donnons au vote que nous allons émettre. Nous voterons dans les conditions que je viens d'expliquer, la résolution du Nord, rapportée par Lebas, persuadés qu'elle peut être le point de départ d'un redressement nécessaire et urgent pour le Parti. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Paul Faure.

PAUL FAURE. — Rassurez-vous, ni discours, ni motion ! Je veux simplement adresser un appel à ceux de nos camarades qui avaient reçu, dans leurs fédérations, le texte rédigé par Séverac, que la motion du Nord nous apparaît comme s'inspirant et se rapprochant le plus de ce texte. Je m'y rallie donc pleinement, et j'invite les camarades qui avaient voté notre texte à en faire autant. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ? Nous allons émettre nos votes. Comment voterons-nous ? En donnant les noms des rapporteurs, c'est-à-dire je prends l'ordre dans lequel ils ont parlé : Reynard, Molinier, Moch, Zyromski, Lebas.

MOCH. — Ma motion est retirée avec demande d'abstention.

LE PRÉSIDENT. — Moch égale abstention. Mais le bureau demande aux fédérations qui ne sont pas unanimes, de dénombrer leurs votes de la façon suivante, dans l'ordre que je vois dire : Lebas, Zyromski, Abstention, Molinier, Reynard.

(*On procède au vote par mandats. Il donne les résultats suivants : Motion rapportée par Lebas, 2.025 ; Zyromski, 777 ; Abstentions, 229 ; Molinier, 105 ; Reynard, 83 ; Absents, 58.*)

LE PARTI ET LES AUTRES FORMATIONS POLITIQUES

SÉVERAC. — Je poursuis, camarades. Sur le problème important de l'affiliation des membres ou des groupes du Parti à des formations politiques, la Commission des résolutions, à l'unanimité, moins trois voix, vous demande d'adopter la résolution suivante :

Le Congrès confirme les résolutions des Congrès antérieurs, aux termes desquels il continue d'être interdit aux membres et aux groupes du Parti de donner leur affiliation à n'importe quelle autre formation politique.

(*Applaudissements.*)

Il appartiendra à la C. A. P. de dire quelles sont les formations politiques auxquelles l'affiliation est impossible, étant bien entendu que ces interdictions ne sauraient affaiblir l'élan avec lequel le Parti s'efforcera de prendre dans le pays l'initiative d'un grand mouvement de lutte antifasciste.

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?
Adopté.

UN DÉLÉGUÉ DES VOSGES. — Je demande simplement où commence et où finit une organisation politique ?

SÉVERAC. — La C. A. P. en jugera.

PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

Le problème de la participation éventuelle des socialistes au gouvernement a été évoquée au sein de la Commission des résolutions après les débats qui ont eu lieu ici même, vous ne pouvez pas en être surpris. Sur le problème, deux textes ont été retenus : un texte de Zyromski, qui a obtenu 8 voix au sein de la Commission des résolutions, et un texte de Lebas, qui en a obtenu 24. Nos deux camarades vont venir rapporter devant vous.

ZYROMSKI. — Les camarades doivent se souvenir qu'à l'occasion du rapport du Groupe socialiste au Parlement, j'avais déposé sur le bureau du Congrès, pour être transmis à la Commission des résolutions, un texte qui avait pour objectif de couper court aux tentatives de participation ministérielle. Nous avons eu l'occasion, ces derniers jours, à propos des deux dernières crises ministérielles, de constater qu'au sein du Groupe socialiste au Parlement, un courant assez fort se déterminait en faveur d'une participation ministérielle que nous continuons à réprouver et à condamner. Et beaucoup de camarades ont craint que si le Congrès de Mulhouse, c'est-à-dire l'instance souveraine du Parti, ne redisait pas avec force et avec une précision adaptée aux circonstances son opposition à certaines combinaisons gouvernementales, le Parti risquerait de se trouver dans les mois qui vont suivre,

dans une situation périlleuse pour lui, et il risquerait de voir la participation ministérielle se faire dans des conditions où il l'a toujours rejetée. C'est pourquoi nous avons pensé qu'un texte très clair et très simple et, encore une fois, adapté aux circonstances présentes, était indispensable pour armer la Commission administrative permanente, chargée d'exécuter les décisions du Congrès.

Notre camarade Lebas vous présentera un texte qui demande, en effet, la confirmation des résolutions des Congrès antérieurs. Mais nous avons pensé que cela n'était pas suffisant. Autant, camarades, nous sommes convaincus que le grand mouvement populaire qui se déroule dans le pays, au sein duquel les organisations politiques et les organisations syndicales de la classe ouvrière sont à la fois les animateurs et les pivots, autant nous croyons que ce mouvement populaire peut se transformer en formation gouvernementale dans laquelle, à l'image du pays les partis de la classe ouvrière détendraient la direction, l'autorité et la majorité, autant nous continuons à être résolument et clairement opposés à ces formes de participations ministérielles, à ces combinaisons gouvernementales qui sont déterminées par les effectifs numériques des groupes parlementaires et qui croient pouvoir réaliser un programme commun, avec des éléments différents, des éléments disparates incapables de lutter contre la crise.

Nous avons voulu que le Parti coupe l'herbe sous les pieds à ces tentatives de participation, et nous ne pensons point, camarades, que le texte que vous propose notre camarade Lebas, qui, je le reconnais, garantit la souveraineté du Parti, mais qui ne lui redonne pas d'une manière assez nette les directives nécessaires à cet égard, suffise pour conjurer le péril.

Nous avons bien le droit de le rappeler, surtout après la déclaration intéressante de notre camarade Dormoy, qui est venu s'affirmer partisan de la participation ministérielle ; tous les camarades qui ont été partisans dans le passé et qui continuent à en être partisans dans les circonstances actuelles, utilisant certains événements politiques, n'ont pas craint de voter sans aucune hésitation

la résolution rapportée par le camarade Lebas. Ils n'ont pas voté la nôtre. (*Applaudissements.*) Et ils n'ont pas voté la nôtre, parce qu'ils savaient que nous, nous ne nous contentons pas d'un rappel des décisions du Congrès.

Voilà, camarades, notre résolution :

Le Congrès est heureux de constater que dans cette direction, le programme socialiste est en plein accord avec le programme-plan de la Confédération générale du Travail.

Le Congrès est convaincu qu'aucune solution, même provisoire, des difficultés actuelles, ne saurait être recherchée dans la constitution d'un gouvernement de coalition, dont la composition serait déterminée par l'effectif parlementaire des groupes résolus à lui fournir leur appui, et préalablement mis d'accord sur un programme.

Le Congrès se prononce à nouveau contre des combinaisons de ce genre, dont l'impuissance et la stérilité ne feraient qu'aggraver la crise et qui favoriseraient par cela même les progrès du fascisme.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'une simple confirmation rituelle des décisions du Congrès ; nous voulons nous placer dans les hypothèses politiques présentes, et écarter tout moyen de faire revivre ces formes de participation ministérielle contre lesquelles nous avons lutté dans le passé, contre lesquelles nous continuons à lutter, et nous ne voulons pas que la C. A. P. soit sans mandat précis et récent, en présence de situations qui peuvent se renouveler.

Nous vous demandons, par conséquent, de voter ce texte, persuadés que c'est celui-là seul qui pourra écarter les menaces dont l'immense majorité du Parti ne veut pas.

Nous vous demandons de le voter parce que, comme dans la question précédente, nous voulons une politique claire, une politique inspirée de la ligne générale de classe, une politique qui encore une fois ne se ferme pas les yeux devant les réalités présentes.

Nous n'avons pas voulu, tout à l'heure, fermer les yeux devant la réalité révolutionnaire de l'heure présente, ne fermez pas les yeux sur les réalités parlementaires d'aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole au second rapporteur, notre camarade Lebas.

LEBAS. — Camarades, notre ami Zyromski, en présentant son texte, a cru utile d'interpréter celui que je vous présente au nom de la majorité de la Commission des résolutions. Mais il l'a fait incomplètement, et inexactement. Car, ainsi que vous allez en juger, notre texte ne se borne pas à une simple confirmation des résolutions prises par nos Congrès antérieurs, sur la question de la participation ministérielle, ou de la collaboration gouvernementale. Il y a autre chose. Il y a la garantie, certaine, donnée au Parti, que si dans l'avenir la question de la participation devait se poser, c'est lui-même, comme il l'a voulu jusqu'à maintenant, qui serait appelé à prendre sa décision.

Zyromski a cru bon de faire un rappel des dernières crises ministérielles, des deux dernières, pour prêter au Groupe parlementaire des intentions qui pourraient inquiéter le Congrès. Il faut être juste : comme parlementaire, j'ai suivi les deux dernières crises ministérielles, j'ai participé assez activement aux réunions assez nombreuses du Groupe. Et je dois dire que le Groupe parlementaire n'a nullement eu l'intention de chercher à entraîner le Parti dans une politique qu'il a toujours réprouvée.

Le Groupe parlementaire n'a pas voulu mettre le Parti devant un fait accompli. Le Groupe parlementaire, dans les relations qu'il a eues avec des groupes voisins, n'a pas violé les résolutions du Parti.

Alors que peut-on, vraiment, reprocher à nos élus ? Je dois reconnaître qu'aucun reproche justifié ne peut leur être adressé. Tenez ! la première de ces crises, ce fut celle qui se produisit au début de novembre 1934. Camarades, on se trouvait, alors, déjà dans la situation politique présente. Elle inquiétait sérieusement les travailleurs, tous les socialistes. On pouvait se demander si dans l'intérêt même de la défense des libertés publiques, des droits ouvriers, pour la lutte contre le fascisme, la question de l'entrée de socialistes dans un gouvernement ne se poserait pas, et il a suffi que le Groupe se dise : « Etant donné la gravité de la situation, nous pourrions nous trouver

devant la question », pour que le Groupe, sans y être appelé, ni sollicité, posât lui-même la question à la Commission administrative permanente. Il vint, par sa délégation exécutive, exposer à la C. A. P., convoquée spécialement pour cela, lui rendre compte de la crise ministérielle, de la gravité de la situation, et la C. A. P., en accord avec le Groupe parlementaire, prit la décision que voici :

La C. A. P. remercie le Groupe parlementaire de sa communication. Elle est résolue, non seulement à suivre la situation avec la vigilance qu'elle exige, mais à répondre à des événements d'une gravité exceptionnelle par des décisions de caractère exceptionnel.

Si, devant le péril couru par les libertés publiques et les libertés ouvrières, devant les ravages de plus en plus douloureux exercés par le chômage et la détresse pay-sanne, des républicains sentant à leur tour le caractère exceptionnel des circonstances se déterminent à opposer à la violence fasciste la forme républicaine et constituent un gouvernement de combat pour la sauvegarde des libertés démocratiques et contre la crise, elle déclare — la C. A. P. — ne poser d'avance aucune limite au concours que leur apporterait le Parti. Elle charge son bureau de se tenir en contact permanent avec la délégation exécutive du Groupe.

Camarades, ce texte-là, il a été voté par l'unanimité de la C. A. P. Je n'oublie pas, d'ailleurs, au moment où je vous parle, quelle fut la discussion que provoqua au sein de la C. A. P., le rapport politique de Blum et d'Auriol. Et devant la gravité de la situation, tous les membres de la C. A. P. estimèrent que ce texte y répondait parfaitement.

Alors, aujourd'hui, qu'y a-t-il de changé ? La situation conserve le même caractère de gravité. Est-ce que tout récemment, lors de la dernière crise, le Groupe socialiste au Parlement a manqué à la règle du Parti ? Est-ce qu'il a essayé de s'évader de la discipline ? Est-ce qu'il s'est livré à une manifestation quelconque, même d'ordre privé, qui eût pu légitimer une protestation du Parti ou de la C. A. P. ? Nullement, camarades ! Et d'ailleurs, ce qui

prouve bien, réserve faite de l'opinion des députés sur le fond même de la question, que notre Groupe parlementaire a agi de la façon la plus correcte envers le Parti, c'est que lui-même, le Groupe, a demandé au secrétaire du Parti de convoquer spécialement la Commission administrative permanente. La réunion eut lieu au siège du Parti, puis c'est à notre demande que les membres de la C. A. P. se rendirent à la Chambre pour recevoir un compte rendu complémentaire, car nous devons assister à des réunions avec des délégués des groupes de gauche.

Et nous estimions, nous, députés du Parti, que la C. A. P. devait être informée jusqu'au dernier moment, de toutes nos conversations, de tous nos actes possibles.

Par conséquent, il y a eu dans ces deux dernières crises, vous le voyez, rapport étroit entre le Groupe parlementaire et la Commission administrative permanente. Alors y a-t-il une crainte pour demain ? Est-ce que, camarades, nos résolutions de Congrès sur la question de la participation ministérielle, ont perdu de leur valeur, de leur force ? Pas du tout ! Nous sommes encore actuellement garantis. Toutefois, j'ai aussi estimé que nous devons profiter de l'occasion pour poser la question au Congrès du Parti, et pour lui demander de prendre une résolution. Mais résolution disant quoi ? Résolution revenant sur la question de la participation ministérielle, qui ne se pose pas ? Nullement. Mais résolution nécessaire pour éviter tout doute, tout malentendu, sur le pouvoir du Parti, en ce qui concerne la décision à prendre, si le problème de la participation était de nouveau posé.

Et c'est alors, camarades, qu'il nous est apparu, à nous dont l'opinion est bien connue sur le fond de la question, que nous pouvions confirmer d'abord, je ne dis pas seulement, mais d'abord, nos résolutions antérieures prises sur la question de la participation ministérielle, inviter le Congrès à faire sienne la décision prise par la C. A. P., dont je viens de vous donner lecture, et ajouter quelques lignes qui donnent au Parti toutes garanties en ce qui concerne son pouvoir exclusif de décision.

Ce qu'il faut en ce moment, ce n'est pas une nouvelle manifestation antiministérielle du Parti. On connaît bien ces sentiments sur ce point ! Ce qu'il faut, c'est qu'il

ne puisse pas y avoir, chez qui que ce soit, quelle que soit l'opinion qu'on ait, je le répète, sur le fond de la question, aucun doute sur l'organisme qui prendra la décision.

Or, camarades, le texte que nous vous présentons, répond à cela. Il donne toutes garanties à toutes les fédérations, à tous les membres du Parti, et nous estimions, par conséquent, qu'il est suffisant. Le voici :

Le Congrès, confirme les résolutions antérieures, notamment celles du Congrès national extraordinaire de janvier 1930, sur la question de la collaboration ministérielle. Il fait sienne la décision suivante, prise par la C. A. P., le 7 novembre 1934 :

La C. A. P. est résolue non seulement à suivre la situation avec la vigilance qu'elle exige mais à répondre, à des événements d'une gravité exceptionnelle par des décisions de caractère exceptionnel si, devant le péril couru par les libertés publiques et les libertés ouvrières, devant les ravages de plus en plus dangereux exercés par le chômage et la détresse paysanne, des républicains, sentant à leur lour le caractère exceptionnel des circonstances, se déterminent à opposer à la violence fasciste la force républicaine et constituent un gouvernement de combat pour la sauvegarde des libertés démocratiques, et, contre la crise, elle déclare n'opposer d'avance aucune limite au concours que leur apporterait le Parti.

Elle charge son bureau de se tenir en contact permanent avec la délégation du groupe.

Et nous ajoutons :

Aux termes de ce texte, la décision appartient au Parti lui-même, représenté par la C. A. P., qui en rendra compte immédiatement au Conseil national souverain.

En somme, par ce texte, et par la décision prise par la Commission administrative, en novembre dernier, on ne remet pas en question les résolutions antérieures sur la question de la participation ministérielle, résolutions qui sont confirmées pleinement, mais on prend des mesures de garantie quant à leur application possible. C'est

cela tout simplement, camarades, et cela suffit à l'anti-ministériariste endurci que je suis et demeure. (*Applaudissements.*) Je veux croire que cette résolution suffira à la grande majorité du Congrès. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Une voix. — Vote par mandats !

LE PRÉSIDENT. — J'entends réclamer par un grand nombre de délégués le vote par mandats. Adopté. Le scrutin est ouvert. On votera en donnant le nom du rapporteur : Lebas, Zyromski.

(*Il est procédé au vote, par mandats. La motion Lebas obtient 2.168 mandats ; la motion Zyromski, 803 ; il y a 196 abstentions et 110 absences.*)

ACTION IMMEDIATE

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Vincent Auriol.

VINCENT AURIOL. — Camarades, la Commission des résolutions m'a donné le mandat de soumettre au Congrès cette résolution d'action immédiate votée à l'unanimité de la Commission, moins les camarades léninistes-trotskistes.

Voici le texte :

En raison de la misère accrue des masses laborieuses et des dangers qui menacent les libertés publiques, le Congrès est résolu à prendre les mesures immédiates qui s'imposent.

Il décide d'intensifier ses moyens propres de propagande, et donne mandat à la C. A. P. d'établir à cet effet un plan inspiré des procédés et des méthodes les plus modernes.

Il décide de poursuivre avec plus de persistance encore la réalisation de l'unité organique de la classe ouvrière, puisque c'est autour du Parti réuni que le rassemblement des masses ouvrières, des masses paysannes, des classes moyennes, menacées ou ruinées, prendrait tout son élan et toute son efficacité.

Il déclare que, dès à présent, et en attendant cette réunification nécessaire, il appartient au Parti de prendre l'initiative d'un grand mouvement populaire pour défendre les libertés démocratiques contre les effets politiques, économiques et sociaux de la crise capitaliste.

Dans cet effort, le Parti n'entend rien abdiquer ni de son indépendance, ni de son programme, ni de sa discipline, à laquelle restent toujours soumis ses militants et ses élus.

L'action de rassemblement qu'il entreprend ne doit ni le détourner de sa tâche spécifique, ni porter la moindre atteinte à sa cohésion.

Pour cette action, il fait appel au Parti communiste, comme aux autres partis prolétariens, et aux grandes organisations syndicales ouvrières et paysannes.

En accord avec elles, il s'efforcera de grouper toutes les organisations antifascistes et tous les éléments de démocratie qui se sont spontanément levés dans le pays au lendemain du 6 février.

En conséquence, le Congrès donne mandat à la C. A. P., tout en accélérant les travaux de la Commission de réunification, de provoquer sans retard une réunion comprenant, aux côtés des délégués des organisations politiques et économiques de la classe ouvrière et paysanne, les représentants des principaux groupements ayant témoigné déjà leur résolution de lutter contre le fascisme et contre la crise.

Il conviendra tout d'abord d'envisager, dans le cadre des départements ou des régions, avec le concours des municipalités prolétariennes et antifascistes, les moyens de légitime défense et de résistance indispensables contre les tentatives et les actes de violence du fascisme.

Il conviendra, dans l'état d'impuissance de la Chambre actuelle, visiblement incapable d'apporter des atténuations à la crise et des soulagements à la misère, de préparer dans le pays, comme au Parlement, une campagne énergique pour la dissolution.

Il conviendra, en vue de la nouvelle consultation populaire, d'établir avec la collaboration des techniciens de

tous ordres, et sur le plan élaboré à Toulouse par le Parti et du plan du travail de la C. G. T., un programme d'action immédiate qui serait celui d'une majorité populaire résolue à mettre un terme aux misères et aux angoisses engendrées par la crise et à briser, en prenant appui sur les masses laborieuses, les résistances du grand capitalisme bancaire et industriel.

Il conviendra, enfin, dès la réalisation de l'accord, d'organiser à travers le pays, dans les villes et dans les campagnes, la propagande destinée à imprimer à ce programme et aux espoirs qu'il doit susciter une force d'impulsion irrésistible.

Camarades, vous me permettrez d'ajouter un mot pour me réjouir avec vous, que ce Congrès se termine sur une résolution unanime.

Après ce débat d'une si belle tenue, où le Parti s'est montré riche en idées et en militants, tous passionnés pour le socialisme, car là est le salut, le Parti déclare que ce qui le préoccupe aujourd'hui et l'émeut, c'est la misère des millions d'hommes malheureux dont le plus grand nombre sont dispersés, désemparés et déçus. A tous ceux-là, avec tous les partis prolétariens, nous disons : « Nous vous appelons à la bataille, venez à nous pour défendre votre pain, la paix et la liberté », et par là nous prouvons, une fois de plus, que nous ne négligeons ni l'idéal, ni le réel, ni l'effort de longue haleine, ni la bataille immédiate.

Le Parti va continuer le combat. Sur son programme intact, sur sa doctrine fortifiée par les faits et par les débats mêmes, sur sa structure à laquelle il s'appuiera, il s'arcbutera pour se lancer dans l'effort commun à tous les hommes de travail. Et il aura pour le soutenir sa libre discipline, à laquelle les militants et les élus demeurent toujours soumis.

Nous avons dit tout à l'heure, je dois le répéter à la tribune, que dans les mouvements d'ensemble, les organes seront de liaison, et non de superposition. Le Parti, pour nous, demeure le Parti et c'est sur lui que nous nous appuierons pour lutter avec les autres. Bien

entendu, la propagande intensive, renouvelée, organisée, étendue, et aussi l'effort pour l'unité organique, la condition et effet du rassemblement demeurent notre préoccupation essentielle. Il faut maintenant définir avec les autres organisations, le programme, l'objet et le but déterminé de ce rassemblement populaire. Cela nous sera facile, désormais, car notre décision unanime, et surtout la résolution d'action va étonner l'adversaire et par là-même déjà le désarmer. (*Applaudissements.*)

Quand le peuple ouvrier des villes et des campagnes avec les C. G. T., avec les partis prolétariens frères, avec tous ceux qui au lendemain du 6 février, se sont dressés, viendront à nous et se mettront en mouvement, alors ce sera le peuple révolutionnaire de France en marche pour la liberté, pour le pain, pour la paix, et ce sera, comme aux grandes heures de l'Histoire, un immense espoir pour ceux qui sont au dehors, dans les prisons, ou qui sont, chez nous, en exil, et faisant cela, provoquant ce mouvement de masses, nous aurons ainsi travaillé pour le Socialisme, pour l'Internationale. (*Acclamations.*)

LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?
Charles Pivert.

CHARLES PIVERT. — Il est bien entendu que cette motion implique l'élargissement ou plutôt la création d'un Comité d'unité d'action antifasciste, sur le plan national, comme il a déjà été créé dans la région parisienne ? Je pose la question au rapporteur.

VINCENT AURIOL. — Je crois que c'est très clair, et c'est la C. A. P. qui fixera le Comité d'organisation, mais il est bien entendu que, dans notre pensée, ce sont des Comités départementaux et régionaux de coalition antifasciste.

LEBAS. — Pardon, de quoi s'agit-il ?

LE PRÉSIDENT. — Auriol, voulez-vous répéter ?

VINCENT AURIOL. — Nous avons déjà défini ce que serait cette action dans les départements, avec les municipa-

lités socialistes, les organisations prolétariennes et antifascistes ; et nous avons été d'accord sur le détail. Nous ferons ce qui se fait déjà dans certaines régions : la C. A. P., s'inspirant de notre résolution, organisera et donnera les instructions. Nous avons dit, d'ailleurs, que déjà dans plusieurs régions, ou à Paris, ou ailleurs, et à Toulouse même, et dans d'autres, ces organismes régionaux de Front populaire existent. Nous avons voté une résolution dont nous allons nous inspirer pour défendre ces organismes-là.

ZYROMSKI. — Je peux tout à fait rassurer Lebas...

LEBAS. — Cela me suffit.

ZYROMSKI. — Il ne s'agit pas de créer un super-parti antifasciste, il s'agit de créer des organes de liaison entre les organes antifascistes.

LE PRÉSIDENT. — Naville a la parole.

NAVILLE. — Camarades, je n'ai que quelques mots à dire, au sujet du manifeste qui vient de vous être présenté par Auriol. Nous aurions voulu que le Congrès puisse se terminer sur quelque chose qui soit véritablement un appel, quelque chose qui soit en même temps une réponse — une réponse à l'attente qui existe dans le pays tout entier, autour des décisions de ce Congrès. Et, malheureusement, nous sommes obligés de constater que la conséquence de l'impossibilité de s'être mis d'accord, sur les motions d'orientation générale, s'est reflétée dans le fait que le manifeste rapporté au nom de la très grande majorité de la Commission des résolutions ne contient pas du tout ce qu'on pouvait attendre, ce qu'on peut attendre, ce que le pays attend.

Quoi, camarades ? Simplement l'annonce de la préparation d'un rassemblement général, dont on ne précise pas sérieusement les formes et l'objectif ? Simplement, en conclusion, l'affirmation qu'il nous faut avant tout préparer une consultation électorale, qui pourra porter au gouvernement les partis qui, au Parlement, sont représentés par nous, par les communistes, et par quelques autres groupements ? Est-ce que vous croyez vraiment

qu'à l'heure présente, c'est cela que les ouvriers, que les paysans attendent de nous ? Est-ce que vous croyez qu'il suffit dans des circonstances, que pourtant pas mal de camarades ont décrites au cours des débats — où d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre, d'un mois à l'autre, les circonstances peuvent se précipiter, parce que la crise continue, parce que les classes sont en mouvement, parce que toutes les couches populaires sont à l'heure actuelle en grand bouillonnement — croyez-vous que dans de telles circonstances, nous n'aurions pas dû nous adresser à elles, avec une programme immédiat, à réaliser sur un plan qui ne soit pas simplement une attente de victoire électorale future ? Est-ce que vous ne croyez pas qu'au moment où l'on nous apprend, dans les journaux d'hier et d'avant-hier, que la Banque de France, contre les spéculateurs, a suspendu les avances sur lingots, mesure qui peut devenir dans la suite aussi déjà une mesure préparatoire de ce que l'on appelle l'embargo sur l'or, et préparer, par conséquent, précisément dans des délais assez courts, des échéances très graves sur le plan économique — est-ce que vous ne croyez pas que nous avons quelque chose à dire ? Qu'est-ce que nous aurons à dire ?

On a lancé des appels ici : « Donnez-nous votre opinion, Congrès de Mulhouse, sur la question de la dévaluation ; donnez-nous votre opinion sur ce que nous devons faire ? » Qui a donné des réponses ? Nous avons fait des efforts pour apporter ces réponses ; les autres ne nous en ont pas donné. Et ce manifeste de Vincent Auriol est obligé de traduire ce vide derrière un simulacre de rassemblement ! (*Applaudissements.*)

Alors, camarades, nous reposons une fois de plus ce problème : front populaire, rassemblement général autour des partis ouvriers, bien sûr ! Mais, s'il vous plaît, avec quel programme immédiat ? Avec quelles possibilités de prendre des décisions ? S'il s'agit de généralités abstraites, nous connaissons très bien (précisément par le débat qui a précédé celui-ci, entre la motion de Zyromski et la motion de Lebas) la conclusion de pareilles positions ! Nous serons pris au dépourvu, nous n'aurons adopté qu'une résolution générale qui prévoit tout sim-

plement l'organisation de grands rassemblements, qui faciliteront la prochaine campagne électorale, et lorsque nous serons placés, dans huit jours, dans quinze jours, dans un mois, ou dans deux mois, devant des nécessités immédiates qui imposeront pour nous de prendre des mesures et des décisions, qui auront leurs répercussions sur des années, pour notre Parti et pour la classe ouvrière, vous serez sans directives, nous serons sans directives, nous n'aurons pas répondu à l'appel qu'on attend de nous !

Nous n'avons pas opposé à ce manifeste de soi-disant unanimité, et qui reflète en réalité l'absence d'unanimité qui existe sur les questions fondamentales, aujourd'hui, un autre texte. Dans la motion générale que nous avons présentée, l'ensemble de ces questions est traité non seulement en général, mais aussi en particulier. Elle suffit donc.

Nous avons centré notre appel, précisément, sur les problèmes brûlants. On nous a reproché, dans la discussion ici, et dans la Seine aussi, le fait que nous parlions du gouvernement Flandin — c'était Flandin hier, aujourd'hui c'est Laval — que nous n'envisageons pas le problème suffisamment largement. Eh bien, nous croyons que c'est le Congrès qui aurait dû, au lieu précisément de s'évader d'une part dans cette division de motions qui fait qu'aucune responsabilité n'est prise, et d'autre part dans ce manifeste tout à fait creux, nous croyons que le Congrès aurait dû apporter autre chose à cette attente des masses aujourd'hui qui vont se tourner vers vous et vous dire : « Qu'avez-vous fait à Mulhouse ? Qu'est-ce que vous nous avez préparé contre le gouvernement Laval ? Qu'est-ce que vous nous promettez, immédiatement ? Car nous ne pouvons pas attendre. » Beaucoup l'ont dit, ici. Les masses ne peuvent plus attendre ! Voilà pourquoi il ne suffit pas, à l'heure actuelle, de reporter toujours à un prochain Conseil national, à un prochain Congrès, ou à de prochaines élections, l'affirmation de ce que l'on veut faire, de ce que l'on peut faire à l'heure actuelle. Au lieu de nous mettre à la tête des masses en les entraînant dans une direction que nous aurions tracée, nous nous mettons à leur queue,

en attendant qu'elles marchent avant pour les suivre ensuite !

En Belgique, se poursuit une expérience dont on ne parle pas assez : c'est la même que vous préparez à l'heure actuelle, dans des circonstances aggravantes pour nous, parce que, précisément, nous avons l'expérience de ces difficultés qui se présentent d'une manière nouvelle, dans la crise actuelle du capitalisme. Et, cette expérience, nous ne l'utilisons même pas ! Et demain, lorsque, en France, des positions seront prises analogues à celles qu'a prises le P. O. B., beaucoup seront bien étonnés ! Aujourd'hui, si nous vous faisons cet avertissement, si nous vous disons : « Il ne faut pas mettre la moindre espérance dans cette résolution, qui s'appelle résolution d'action, mais qui en réalité est encore une fois une résolution de passivité », si nous vous demandons de ne pas approuver ce texte, c'est parce que nous voulons que par là vous signifiez au contraire de la part de ceux qui ne l'accepteront pas, que vous voulez porter tout votre effort dans le sens que nous avons tracé, dans la résolution générale que nous avons défendue.

Ce que j'ai dit à ce sujet, je ne le dis pas seulement au nom de notre tendance. Les camarades du Rhône et les camarades de l'Action socialiste m'ont prié de la dire en leur nom aussi. Et je crois pouvoir ajouter — et l'expérience vous le montrera — qu'à cette heure présente, et dans ce Congrès, nous avons aussi parlé au nom de l'immense majorité du prolétariat ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Le Congrès fera, je crois, l'économie d'un vote par mandats, et se montrera unanime, moins les mandats au nom de qui a parlé notre camarade Naville...

NAVILLE. — Et ceux du Rhône et de l'Action sociale.

LE PRÉSIDENT. — Bien entendu. Adopté.

Le Congrès croit-il devoir interrompre ses travaux pour permettre durant quelques minutes les pourparlers en vue de la nomination des organismes centraux ? Dix minutes d'interruption.

MOLINIER. — Camarade président, le vote sur la motion Auriol est-il fait ?

Quelques voix. — Oui !

LE PRÉSIDENT. — Le vote est acquis.

(Interruption de séance.)

LES ORGANISMES CENTRAUX

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je donne la parole à Séverac.

SÉVERAC. — Voici le résultat du scrutin pour la nomination du Comité national des femmes socialistes. Les vingt et un titulaires sont : Aucouturier, Th. Léon-Blum, Brunschwig, Suzanne Buisson, Dupuis-Verecque, Deixonne, Y. Demême, Dereuse, B. Fouchère, Grumbach, A. Jouenne, S. Lacorre, M. Louis-Lévy, A. Marty-Capgras, Mureine, Nicolitch, Ch. Osmin, G. Picard-Moch, Vincent, Watrelot, S. Weill-Raynal.

Pour la délégation au Comité International des Femmes socialistes, c'est la C. A. P. qui la nomme. Mais c'est un vote des femmes socialistes qui la désigne. Sont arrivées bien loin devant les autres nos deux représentantes actuelles, au sein du Comité international, les camarades Suzanne Buisson et Marthe Louis-Lévy.

La Commission des résolutions vous demande de renouveler leurs mandats aux camarades Léon Blum, directeur politique du *Populaire*, et au camarade Lebas, administrateur du *Populaire*. (*Applaudissements.*)

Lebas me fait remarquer que le poste d'administrateur est pourvu par le Conseil d'administration et de direction lui-même. Je pense cependant que l'assentiment que vous avez donné par vos applaudissements à ma proposition n'enlève aucun prestige à Lebas ! (*Applaudissements.*)

Nous vous demandons de renouveler leurs mandats aux représentants de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, au sein du Comité exécutif de l'Internationale.

Ce sont, comme titulaires, nos camarades Bracke, Blum, Longuet ; comme suppléants, Auriol, Grumbach et Zyromski. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — La C. A. P. serait après votre ratification, composée comme suit :

Motion du Nord :

Léon Blum, Bracke, Château, Marx Dormoy, Emile Farinet, Paul Faure, Grandvallet, S. Grumbach, Lagorgette, Jean Lebas, Louis Lévy, Jean Longuet, Alexis Mailly, Albert Rivière, Roger Salengro, J.-B. Séverac, Raoul Evrard, Escourrou, Favier, Mazoyer, Vincent Auriol, titulaires ; Caille, Chanut, Théo-Bretin, Louise Saumonneau, suppléants.

Motion « Bataille Socialiste » :

Zyromski, Graziani, Marceau Pivert, Descourtieux, Paul Colliette, Coeylas, Delépine, Monnet, titulaires ; Robert Dupont, Pierre Bloch, suppléants.

Motion Drôme-Haute-Garonne :

André Blumel et Jules Moch, titulaires ; Maurice Paz, suppléant.

Motion Molinié :

Rous, titulaire ; Frank, suppléant.

Motion Reynaud :

Fogel, titulaire.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — Le Conseil d'administration du *Populaire* serait composé, après votre ratification, de la manière suivante :

Motion du Nord :

Léon Blum, Bracke, Farinet, Paul Faure, Gaillard, Grandvallet, Jean Lebas, Jean Longuet, J.-B. Séverac,

Théo-Bretin, Lucien Roland, Depreux, Albert Paulin, titulaires.

Motion Drôme-Haute-Garonne :

Maurice Paz et Lazurick, titulaires ; Dominois, suppléant.

Motion « Bataille Socialiste » :

Jamet, Joublot, Petonnet, Robert Dupont, Descourtieux, titulaires ; Floutard et Métayer, suppléants.

Motion Molinié :

Molinié.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — La Commission des conflits, pour laquelle il faut avoir dix ans de présence dans le Parti (c'est l'instance pour laquelle on demande le plus d'ancienneté), serait ainsi composée :

Motion du Nord :

Jamin, Albert Paulin, Jacques Sicard, Suzanne Buisson, Kastelbaum, titulaires ; Marthe Louis-Lévy et Péronne, suppléants.

Motion « Bataille Socialiste » :

Jousse et Gonin, titulaires ; Evrard (Seine-et-Oise) et Charles Pivert, suppléants.

Motion Drôme-Haute-Garonne :

Charles Lussy, titulaire, et Robert-Jean Longuet, suppléant.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

SÉVERAC. — La Commission de contrôle serait composée comme suit :

Nantillé, Marchard, Lamarque, Voirin, Montceau, Prudhon, Pajeau, Lerch et Chabrier, titulaires ; Péronne et Moulin, suppléants.

LE PRÉSIDENT. — Adopté.

Et maintenant, je suis sûr de traduire l'opinion du Congrès en adressant nos remerciements les plus chaleureux à notre sténo-dactylographe... (*applaudissements*) qui, jusqu'au bout, sans désespérer, nous est demeurée fidèle ; aux représentants de tous les journaux qui ont bien voulu, en toute objectivité... (*murmures ironiques*) rendre compte de nos travaux (*applaudissements*) ; à nos camarades de la Fédération du Haut-Rhin, du Conseil municipal, de la Section de Mulhouse ; aux militants du rang, qui pendant quatre jours, et de longues heures durant les nuits, ont rempli avec un magnifique dévouement, le rôle d'hommes de confiance ! (*Applaudissements.*)

J'ai le droit de dire, en plein accord avec vous, n'est-il pas vrai ? que nous garderons de notre séjour dans la ville prolétarienne, socialiste de Mulhouse, un souvenir inoubliable ! (*Applaudissements.*)

Je déclare clos ce beau Congrès, et je déclare nos travaux terminés au double cri de :

Vive le Parti ! Vive l'Internationale !

(*Vifs applaudissements.*)

VOTES PAR MANDATS

I. — Vote sur le rapport moral du Secrétariat général du Parti

Ont voté pour :

Ain, 22 mandats ; Aisne, 2 ; Alger, 10 ; Allier, 54 ; Basses-Alpes, 6 ; Hautes-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 15 ; Ardennes, 26 ; Ariège, 25 ; Aube, 13 ; Aude, 63 ; Aveyron, 12 ; Bouches-du-Rhône, 166 ; Calvados, 3 ; Cantal, 4 ; Charente, 14 ; Charente-Inférieure, 24 ; Cher, 19 ; Constantine, 10 ; Corrèze, 15 ; Côte-d'Or, 44 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Creuse, 26 ; Dordogne, 22 ; Doubs, 15 ; Drôme, 11 ; Eure-et-Loir, 12 ; Finistère, 23 ; Gard, 37 ; Haute-Garonne, 101 ; Gers, 22 ; Gironde, 66 ; Hérault, 45 ; Ile-et-Vilaine, 10 ; Indre, 15 ; Indre-et-Loire, 26 ; Isère, 54 ; Jura, 21 ; Landes, 6 ; Loire-et-Cher, 24 ; Loire, 20 ; Haute-Loire, 9 ; Loire-Inférieure, 47 ; Loiret, 4 ; Lot, 2 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 7 ; Maine-et-Loire, 7 ; Manche, 5 ; Marne, 13 ; Haute-Marne, 9 ; Maroc, 9 ; Mayenne, 5 ; Meurthe-et-Moselle, 10 ; Meuse, 7 ; Morbihan, 23 ; Nièvre, 14 ; Nord, 406 ; Oise, 12 ; Oran, 25 ; Orne, 4 ; Pas-de-Calais, 96 ; Puy-de-Dôme, 64 ; Basses-Pyrénées, 13 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 91 ; Haut-Rhin (Belfort), 10 ; Rhône, 40 ; Haute-Saône, 20 ; Saône-et-Loire, 64 ; Savoie, 10 ; Seine, 99 ; Seine-Inférieure, 14 ; Seine-et-Marne, 21 ; Seine-et-Oise, 32 ; Deux-Sèvres, 21 ; Somme, 18 ; Tarn, 42 ; Tarn-et-Garonne, 5 ; Tunisie, 12 ; Var, 31 ; Vaucluse, 27 ; Vendée, 8 ; Vienne, 10 ; Haute-Vienne, 84 ; Vosges, 1 ; Yonne, 9.

Ont voté contre :

Aisne, 31 ; Alpes-Maritimes, 3 ; Ardèche, 8 ; Calvados, 4 ; Cantal, 2 ; Charente, 1 ; Charente-Inférieure, 2 ; Drôme, 19 ; Gironde, 2 ; Hérault, 9 ; Ile-et-Vilaine, 4 ; Indre, 3 ; Indre-et-Loire, 3 ; Isère, 3 ; Landes, 1 ; Haute-Loire, 1 ; Loiret, 8 ; Lot, 3 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Maine-et-Loire, 2 ; Manche, 1 ; Marne, 14 ; Maroc, 9 ; Meurthe-et-Moselle, 3 ; Moselle, 5 ;

Nièvre, 8 ; Nord, 11 ; Oise, 19 ; Orne, 1 ; Rhône, 10 ; Savoie, 2 ; Seine, 127 ; Seine-Inférieure, 1 ; Seine-et-Oise, 79 ; Deux-Sèvres, 7 ; Somme, 4 ; Tarn-et-Garonne, 10 ; Var, 4 ; Vendée, 8 ; Vosges, 6 ; Yonne, 1.

Ont voté pour avec réserves :

Indre-et-Loire, 13 ; Pyrénées-Orientales, 32.

Abstentions :

Alpes-Maritimes, 1 ; Charente, 1 ; Finistère, 1 ; Manche, 7 ; Moselle, 3 ; Basses-Pyrénées, 1 ; Rhône, 12 ; Savoie, 6 ; Haute-Savoie, 15 ; Seine-Inférieure, 5 ; Deux-Sèvres, 2 ; Var, 4.

Fédérations absentes :

Corse, 5 ; Eure, 20 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Sarthe, 22.

II. — Vote sur le rapport du Groupe Parlementaire

Ont voté pour :

Ain, 22 mandats ; Aisne, 33 ; Alger, 10 ; Allier, 48 ; Basses-Alpes, 6 ; Hautes-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 3 ; Ardèche, 21 ; Ardennes, 26 ; Ariège, 25 ; Aube, 13 ; Aude, 63 ; Aveyron, 12 ; Bouches-du-Rhône, 166 ; Cantal, 4 ; Charente, 16 ; Charente - Inférieure, 23 ; Cher, 18 ; Constantine, 10 ; Corrèze, 15 ; Creuse, 26 ; Dordogne, 22 ; Doubs, 15 ; Drôme, 15 ; Eure-et-Loir, 12 ; Finistère, 28 ; Gard, 37 ; Haute-Garonne, 101 ; Gers, 22 ; Gironde, 67 ; Hérault, 14 ; Ille-et-Vilaine, 14 ; Indre-et-Loire, 18 ; Isère, 53 ; Jura, 21 ; Landes, 3 ; Loir-et-Cher, 24 ; Loire, 20 ; Haute-Loire, 9 ; Loire-Inférieure, 47 ; Lot, 2 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 7 ; Manche, 12 ; Marne, 15 ; Haute-Marne, 9 ; Maroc, 18 ; Mayenne, 5 ; Meuse, 7 ; Morbihan, 21 ; Moselle, 3 ; Nièvre, 16 ; Nord, 406 ; Oise, 31 ; Oran, 25 ; Orne, 1 ; Pas-de-Calais, 96 ; Puy-de-Dôme, 64 ; Basses-Pyrénées, 10 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 91 ; Haut-Rhin (Belfort), 10 ; Haute-Saône, 20 ; Saône-et-Loire, 64 ; Savoie, 13 ; Seine, 82 ; Seine-Inférieure, 4 ; Seine-et-Marne, 21 ; Seine-et-Oise, 63 ; Deux-Sèvres, 15 ; Somme, 22 ; Tarn, 42 ; Tarn-et-Garonne, 5 ; Tunisie, 12 ; Var, 31 ; Vaucluse, 27 ; Vienne, 10 ; Haute-Vienne, 84 ; Yonne, 10.

Ont voté contre :

Alpes-Maritimes, 5 ; Ardèche, 2 ; Calvados, 7 ; Cantal, 2 ; Charente-Inférieure, 3 ; Drôme, 15 ; Hérault, 9 ; Indre, 15 ; Indre-et-Loire, 21 ; Isère, 4 ; Landes, 4 ; Haute-Loire, 1 ; Loiret, 12 ; Lot, 3 ; Lot-et-Garonne, 1 ; Marne, 12 ; Meurthe-et-Moselle, 3 ; Nièvre, 6 ; Nord, 11 ; Orne, 4 ; Basses-Pyrénées, 4 ; Rhône, 62 ; Savoie, 5 ; Seine, 121 ; Seine-Inférieure, 1 ; Seine-et-Oise, 48 ; Deux-Sèvres, 15 ; Tarn-et-Garonne, 10 ; Var, 7 ; Vosges, 7.

Ont voté pour avec réserves :

Allier, 6 ; Cher, 1 ; Côte-d'Or, 44 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Hérault, 31 ; Indre-et-Loire, 3 ; Maine-et-Loire, 9 ; Manche, 1 ; Pyrénées-Orientales, 32 ; Haute-Savoie, 15 ; Seine-Inférieure, 15 ; Vendée, 16.

Abstentions :

Finistère, 1 ; Indre, 3 ; Lot-et-Garonne, 2 ; Meurthe-et-Moselle, 10 ; Morbihan, 2 ; Moselle, 5 ; Seine, 23 ; Var, 1.

Fédérations absentes :

Corse, 5 ; Eure, 20 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Sarthe, 22.

**III. — Vote sur la motion préalable
de la Fédération de la Seine
relativement au suffrage féminin**

Ont voté pour :

Ain, 22 mandats ; Alger, 10 ; Allier, 18 ; Basses-Alpes, 6 ; Hautes-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 16 ; Ariège, 25 ; Bouches-du-Rhône, 54 ; Calvados, 7 ; Cantal, 6 ; Charente-Inférieure, 9 ; Cher, 19 ; Constantine, 10 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Dordogne, 22 ; Doubs, 4 ; Drôme, 11 ; Eure, 5 ; Gard, 37 ; Indre-et-Loire, 37 ; Isère, 57 ; Landes, 4 ; Loire, 20 ; Lot-et-Garonne, 5 ; Maine-et-Loire, 9 ; Manche, 13 ; Haute-Marne, 4 ; Mayenne, 5 ; Meurthe-et-Moselle, 13 ; Meuse, 7 ; Oise, 9 ; Orne, 5 ; Puy-de-Dôme, 20 ; Haut-Rhin (Belfort), 3 ; Rhône, 62 ; Saône-et-Loire, 64 ; Haute-

Savoie, 15 ; Seine, 216 ; Seine-Inférieure, 11 ; Seine-et-Oise, 111 ; Deux-Sèvres, 30 ; Tarn-et-Garonne, 15 ; Var, 39 ; Vaucluse, 27 ; Vendée, 16 ; Vienne, 10 ; Haute-Vienne, 28 ; Vosges, 7 ; Yonne, 10.

Ont voté contre :

Aisne, 33 ; Allier, 36 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 7 ; Aude, 63 ; Bouches-du-Rhône, 112 ; Charente, 16 ; Charente-Inférieure, 17 ; Corrèze, 15 ; Côte-d'Or, 44 ; Creuse, 26 ; Doubs, 3 ; Drôme, 19 ; Eure, 15 ; Eure-et-Loir, 12 ; Finistère, 29 ; Haute-Garonne, 101 ; Gers, 22 ; Gironde, 68 ; Indre, 17 ; Indre-et-Loire, 5 ; Jura, 21 ; Loir-et-Cher, 24 ; Loire-Inférieure, 47 ; Loiret, 12 ; Lot-et-Garonne, 1 ; Lozère, 7 ; Marne, 27 ; Haute-Marne, 5 ; Maroc, 18 ; Morbihan, 23 ; Moselle, 8 ; Nièvre, 22 ; Nord, 417 ; Oise, 9 ; Oran, 25 ; Pas-de-Calais, 96 ; Puy-de-Dôme, 40 ; Basses-Pyrénées, 14 ; Pyrénées-Orientales, 32 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 91 ; Haut-Rhin (Belfort), 7 ; Haute-Saône, 20 ; Savoie, 18 ; Seine, 10 ; Seine-Inférieure, 6 ; Somme, 22 ; Tarn, 42 ; Tunisie, 12 ; Haute-Vienne, 56.

Abstentions :

Ardennes, 26 ; Aveyron, 12 ; Doubs, 8 ; Indre, 1 ; Landes, 3 ; Oise, 13 ; Puy-de-Dôme, 4 ; Seine-Inférieure, 3 ; Seine-et-Marne, 21.

Fédérations absentes :

Aube, 13 ; Corse, 5 ; Hérault, 54 ; Ile-et-Vilaine, 14 ; Haute-Loire, 10 ; Lot, 5 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Sarthe, 22.

IV. — Vote sur le suffrage féminin

Ont voté la motion du Nord :

Aisne, 33 mandats ; Allier, 18 ; Basses-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 16 ; Ardennes, 26 ; Ariège, 16 ; Aude, 63 ; Bouches-du-Rhône, 54 ; Charente-Inférieure, 9 ; Constantine, 10 ; Côte-d'Or, 13 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Creuse, 26 ; Dordogne, 22 ; Doubs, 4 ; Drôme, 11 ; Eure, 2 ; Eure-et-Loir, 6 ; Finistère, 9 ; Gard, 37 ; Ile-et-Vilaine, 14 ; Indre, 17 ; Indre-et-Loire, 37 ; Isère, 57 ; Jura, 21 ; Landes,

5 ; Loir-et-Cher, 10 ; Loire, 20 ; Loire-Inférieure, 17 ; Loiret, 12 ; Maine-et-Loire, 9 ; Marne, 25 ; Haute-Marne, 5 ; Maroc, 12 ; Meurthe-et-Moselle, 13 ; Morbihan, 15 ; Moselle, 4 ; Nord, 417 ; Oise, 22 ; Oran, 25 ; Pas-de-Calais, 48 ; Puy-de-Dôme, 40 ; Basses-Pyrénées, 8 ; Pyrénées-Orientales, 32 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 21 ; Haut-Rhin (Belfort), 3 ; Rhône, 62 ; Haute-Saône, 20 ; Saône-et-Loire, 64 ; Haute-Savoie, 15 ; Seine, 219 ; Seine-Inférieure, 11 ; Seine-et-Marne, 21 ; Seine-et-Oise, 100 ; Deux-Sèvres, 30 ; Somme, 22 ; Tarn, 10 ; Tarn-et-Garonne, 15 ; Tunisie, 8 ; Var, 39 ; Vaucluse, 27 ; Vendée, 16 ; Vienne, 10 ; Haute-Vienne, 56 ; Vosges, 7.

Ont voté la motion Sixte-Quenin :

Allier, 36 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 7 ; Ariège, 9 ; Aube, 13 ; Bouches-du-Rhône, 112 ; Charente-Inférieure, 17 ; Côte-d'Or, 25 ; Doubs, 3 ; Drôme, 19 ; Eure, 9 ; Eure-et-Loir, 6 ; Finistère, 20 ; Haute-Garonne, 101 ; Gironde, 68 ; Indre-et-Loire, 5 ; Landes, 2 ; Loir-et-Cher, 12 ; Loire-Inférieure, 30 ; Marne, 2 ; Haute-Marne, 4 ; Morbihan, 8 ; Moselle, 4 ; Nièvre, 22 ; Oise, 9 ; Pas-de-Calais, 48 ; Puy-de-Dôme, 24 ; Basses-Pyrénées, 4 ; Haut-Rhin (Belfort), 7 ; Savoie, 18 ; Seine, 7 ; Seine-Inférieure, 6 ; Seine-et-Oise, 11 ; Tarn, 32 ; Tunisie, 3 ; Haute-Vienne, 28.

Abstentions :

Ain, 22 ; Alger, 10 ; Hautes-Alpes, 6 ; Aveyron, 12 ; Cher, 19 ; Côte-d'Or, 6 ; Doubs, 8 ; Eure, 9 ; Gers, 22 ; Hérault, 54 ; Indre, 1 ; Loir-et-Cher, 2 ; Lot, 5 ; Lot-et-Garonne, 6 ; Maroc, 6 ; Basses-Pyrénées, 2 ; Haut-Rhin, 70 ; Seine-Inférieure, 3 ; Tunisie, 1.

Fédérations absentes :

Calvados, 7 ; Cantal, 6 ; Charente, 16 ; Corrèze, 15 ; Corse, 5 ; Haute-Loire, 10 ; Lozère, 7 ; Manche, 13 ; Mayenne, 5 ; Meuse, 7 ; Orne, 5 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Sarthe, 22 ; Yonne, 10.

**V. — Vote sur la question de la lutte pour le pouvoir
et contre la crise**

Ont voté pour la motion du Nord :

Ain, 15 mandats ; Aisne, 2 ; Alger, 1 ; Allier, 54 ; Basses-Alpes, 6 ; Hautes-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 9 ; Ardennes, 16 ; Ariège, 9 ; Aube, 9 ; Aude, 31 ; Bouches-du-Rhône, 136 ; Charente-Inférieure, 20 ; Cher, 8 ; Côte-d'Or, 30 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Creuse, 26 ; Dordogne, 13 ; Doubs, 15 ; Drôme, 1 ; Eure, 15 ; Eure-et-Loir, 9 ; Finistère, 26 ; Gard, 37 ; Haute-Garonne, 8 ; Gers, 14 ; Gironde, 68 ; Hérault, 20 ; Ille-et-Vilaine, 14 ; Indre, 11 ; Indre-et-Loire, 7 ; Isère, 29 ; Jura, 21 ; Landes, 3 ; Loir-et-Cher, 23 ; Loire, 20 ; Haute-Loire, 9 ; Loire-Inférieure, 40 ; Loiret, 4 ; Lot, 2 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 7 ; Maine-et-Loire, 5 ; Marne, 2 ; Haute-Marne, 9 ; Mayenne, 5 ; Morbihan, 16 ; Nièvre, 9 ; Nord, 403 ; Oise, 6 ; Oran, 13 ; Orne, 3 ; Pas-de-Calais, 81 ; Puy-de-Dôme, 56 ; Basses-Pyrénées, 14 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Pyrénées-Orientales, 14 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 80 ; Rhône, 12 ; Haute-Saône, 19 ; Saône-et-Loire, 64 ; Savoie, 7 ; Seine, 66 ; Seine-Inférieure, 12 ; Seine-et-Marne, 15 ; Seine-et-Oise, 26 ; Deux-Sèvres, 13 ; Somme, 12 ; Tarn, 34 ; Tarn-et-Garonne, 1 ; Var, 15 ; Vaucluse, 23 ; Vendée, 1 ; Haute-Vienne, 84.

Motion de la « Bataille Socialiste » :

Ain, 7 ; Aisne, 28 ; Alger, 9 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 14 ; Ardennes, 2 ; Ariège, 15 ; Aube, 4 ; Aude, 32 ; Bouches-du-Rhône, 30 ; Calvados, 7 ; Charente-Inférieure, 6 ; Cher, 9 ; Côte-d'Or, 14 ; Dordogne, 9 ; Drôme, 2 ; Eure, 5 ; Eure-et-Loir, 3 ; Finistère, 2 ; Haute-Garonne, 34 ; Gers, 7 ; Hérault, 24 ; Indre, 6 ; Indre-et-Loire, 23 ; Isère, 23 ; Landes, 3 ; Loir-et-Cher, 1 ; Haute-Loire, 1 ; Loire-Inférieure, 7 ; Loiret, 7 ; Lot, 3 ; Lot-et-Garonne, 2 ; Maine-et-Loire, 3 ; Marne, 20 ; Maroc, 5 ; Morbihan, 5 ; Moselle, 6 ; Nièvre, 4 ; Nord, 8 ; Oise, 11 ; Oran, 12 ; Orne, 2 ; Pas-de-Calais, 6 ; Puy-de-Dôme, 8 ; Pyrénées-Orientales, 18 ; Haut-Rhin, 11 ; Rhône, 17 ; Haute-Saône, 1 ; Savoie, 5 ; Haute-Savoie, 14 ; Seine, 101 ; Seine-Inférieure, 7 ; Seine-

et-Marne, 6 ; Seine-et-Oise, 72 ; Deux-Sèvres, 17 ; Somme, 9 ; Tarn, 8 ; Tarn-et-Garonne, 5 ; Tunisie, 12 ; Var, 18 ; Vaucluse, 3 ; Vendée, 11 ; Yonne, 9.

Motion bolcheviste-léniniste :

Ardennes, 2 ; Ariège, 1 ; Drôme, 11 ; Finistère, 1 ; Isère, 5 ; Loiret, 1 ; Lot-et-Garonne, 1 ; Maine-et-Loire, 1 ; Marne, 5 ; Maroc, 7 ; Nièvre, 5 ; Nord, 6 ; Rhône, 9 ; Seine, 45 ; Tarn-et-Garonne, 1 ; Var, 2 ; Vaucluse, 1 ; Yonne, 1.

Motion C. A. S. R. :

Haute-Garonne, 7 ; Indre-et-Loire, 2 ; Meurthe-et-Moselle, 13 ; Nièvre, 4 ; Rhône, 24 ; Seine, 9 ; Seine-et-Oise, 13 ; Var, 4 ; Vosges, 7.

Abstentions :

Aisne, 3 ; Ardennes, 6 ; Aveyron, 12 ; Cantal, 6 ; Cher, 2 ; Constantine, 10 ; Drôme, 16 ; Haute-Garonne, 52 ; Gers, 1 ; Hérault, 10 ; Indre, 1 ; Indre-et-Loire, 10 ; Landes, 1 ; Manche, 13 ; Maroc, 6 ; Meuse, 7 ; Morbihan, 2 ; Moselle, 2 ; Oise, 14 ; Pas-de-Calais, 9 ; Haut-Rhin (Belfort), 10 ; Savoie, 6 ; Haute-Savoie, 1 ; Seine, 5 ; Seine-Inférieure, 1 ; Somme, 1 ; Tarn-et-Garonne, 8 ; Vendée, 4 ; Vienne, 10.

Fédérations absentes :

Charente, 16 ; Corrèze, 15 ; Corse, 5 ; Sarthe, 22.

**VI. — Vote sur la question
de la participation ministérielle**

Ont voté la motion Lebas :

Ain, 15 mandats ; Aisne, 5 ; Alger, 1 ; Allier, 54 ; Hautes-Alpes, 6 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 9 ; Ardennes, 22 ; Aube, 9 ; Aude, 32 ; Aveyron, 12 ; Bouches-du-Rhône, 136 ; Charente-Inférieure, 18 ; Cher, 10 ; Constantine, 10 ; Côte-d'Or, 30 ; Côtes-du-Nord, 15 ; Creuse, 26 ; Dordogne, 22 ; Doubs, 15 ; Drôme, 17 ; Eure, 15 ; Eure-et-Loir, 12 ; Finistère, 20 ; Gard, 37 ; Haute-Garonne, 101 ; Gironde, 68 ; Hérault, 30 ; Ille-et-Vilaine, 14 ; Indre, 11 ; Isère, 52 ; Jura,

21 ; Landes, 3 ; Loire, 20 ; Loire-Inférieure, 47 ; Loiret, 4 ; Lot, 2 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 7 ; Maine-et-Loire, 5 ; Manche, 13 ; Marne, 7 ; Haute-Marne, 9 ; Mayenne, 5 ; Meuse, 7 ; Morbihan, 23 ; Nièvre, 16 ; Nord, 411 ; Oise, 20 ; Oran, 13 ; Orne, 5 ; Pas-de-Calais, 90 ; Puy-de-Dôme, 56 ; Basses-Pyrénées, 14 ; Bas-Rhin, 79 ; Haut-Rhin, 91 ; Haut-Rhin (Belfort), 10 ; Haute-Saône, 19 ; Saône-et-Loire, 64 ; Savoie, 9 ; Seine, 66 ; Seine-et-Marne, 15 ; Seine-et-Oise, 26 ; Somme, 22 ; Tarn-et-Garonne, 5 ; Var, 15 ; Vaucluse, 23 ; Vendée, 1 ; Vienne, 10 ; Haute-Vienne, 84.

Motion Zyromski :

Ain, 7 ; Aisne, 27 ; Alger, 9 ; Alpes-Maritimes, 4 ; Ardèche, 14 ; Ardennes, 4 ; Ariège, 25 ; Aube, 4 ; Aude, 31 ; Bouches-du-Rhône, 30 ; Calvados, 7 ; Charente-Inférieure, 8 ; Cher, 9 ; Côte-d'Or, 14 ; Drôme, 13 ; Eure, 5 ; Finistère, 9 ; Hérault, 24 ; Indre, 6 ; Isère, 5 ; Landes, 4 ; Loiret, 8 ; Lot, 3 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Maine-et-Loire, 4 ; Marne, 20 ; Meurthe-et-Moselle, 13 ; Moselle, 8 ; Nièvre, 6 ; Nord, 6 ; Oise, 11 ; Oran, 12 ; Pas-de-Calais, 6 ; Puy-de-Dôme, 8 ; Pyrénées-Orientales, 32 ; Rhône, 62 ; Haute-Saône, 1 ; Savoie, 9 ; Haute-Savoie, 15 ; Seine, 160 ; Seine-et-Marne, 6 ; Seine-et-Oise, 85 ; Tarn-et-Garonne, 10 ; Var, 24 ; Vaucluse, 4 ; Vendée, 11 ; Vosges, 7 ; Yonne, 10.

Abstentions :

Aisne, 1 ; Gers, 22 ; Indre, 1 ; Indre-et-Loire, 42 ; Loir-et-Cher, 24 ; Maroc, 18 ; Deux-Sèvres, 30 ; Tarn, 42 ; Tunisie, 12 ; Vendée, 4.

Fédérations absentes :

Basses-Alpes, 6 ; Cantal, 6 ; Charente, 16 ; Corrèze, 15 ; Corse, 5 ; Haute-Loire, 10 ; Meurthe-et-Moselle, 13 ; Hautes-Pyrénées, 10 ; Sarthe, 22 ; Seine-Inférieure, 20.

Fédérations représentées et Délégués

- AIN (22 mandats) : Lagorgette, Louis Lévy.
AISNE (33 mandats) : Pierre Bloch, Levindrey, citoyenne
G. Monnet.
ALGER (10 mandats) : Paul Faure.
ALLIER (54 mandats) : Boujon, Désormières, Dormoy,
Thivrier, Villatte.
BASSES-ALPES (6 mandats) : Martin Bret.
HAUTES-ALPES (6 mandats) : Paul Faure.
ALPES-MARITIMES (8 mandats) : Jeanjacquot.
ARDECHE (23 mandats) : Souchier.
ARDENNES (26 mandats) : Dehuz.
ARIEGE (25 mandats) : Costedoat.
AUBE (13 mandats) : Michel, Rincant.
AUDE (63 mandats) : Chapeau, Hudelle, Picollo, Richou.
AVEYRON (12 mandats) : Maurice Paz.
BOUCHES-DU-RHONE (166 mandats) : Dedieu, Goirand,
Sauley, Sixte-Quenin.
CALVADOS (7 mandats) : Marie.
CANTAL (6 mandats) : Chancel, Fontanier.
CHARENTE (16 mandats) : Meunier.
CHARENTE-INFERIEURE (26 mandats) : Grasset, Martin,
Mouillet.
CHER (19 mandats) : Castagnez.
CONSTANTINE (10 mandats) : Citoyenne Picard-Moch,
Tuffou.
CORREZE (15 mandats) : Roumajon, Spinasse.
CORSE (5 mandats).
COTE-D'OR (44 mandats) : Bonamy, Cartaux, Coulon,
Hérard.
COTES-DU-NORD (15 mandats) : Valot.
CREUSE (26 mandats) : Chazette, Larpin, Rivière.
DORDOGNE (22 mandats) : Gaynard, Portas.
DOUBS (15 mandats) : Lamy, Minjoz.

- DROME** (30 mandats) : Citoyenne Picard-Moch, Jules Moch, Soulès.
- EURE** (20 mandats) : Murtin, Rophé.
- EURE-ET-LOIR** (12 mandats) : Dollenmaier, Guirot.
- FINISTÈRE** (29 mandats) : Guy Le Normand.
- GARD** (37 mandats) : Gerbore.
- HAUTE-GARONNE** (101 mandats) : Audony, citoyenne Aucouturier, Vincent Auriol, Berlià, Coll, Desbals, Masquère.
- GERS** (22 mandats) : Cézan.
- GIRONDE** (68 mandats) : Barbin, Domengine, Guillet, Martron, Vaudel, Vielle.
- HERAULT** (54 mandats) : Garric, Roucayrol.
- ILLE-ET-VILAINE** (14 mandats) : Dubreil.
- INDRE** (18 mandats) : Paul Faure, Maurice Maurin.
- INDRE-ET-LOIRE** (42 mandats) : Fournier, Lhermenault, Meunier, Rioublanc.
- ISERE** (57 mandats) : Arnol, Bardin, Géry, Marcel, Roland.
- JURA** (21 mandats) : Bousset, Briche.
- LANDES** (7 mandats) : Broca, citoyenne Castets.
- LOIR-ET-CHER** (24 mandats) : Breitman, Fichant, Gigand.
- LOIRE** (20 mandats) : Roiron, Vieux.
- HAUTE-LOIRE** (10 mandats) : Maurice Thiolas.
- LOIRE-INFERIEURE** (47 mandats) : Lambot.
- LOIRET** (12 mandats) : Moinard.
- LOT** (5 mandats) : Auricoste, citoyenne Auricoste.
- LOT-ET-GARONNE** (6 mandats) : Gérard.
- LOZERE** (7 mandats) : Lucien Roland, Marcel Privat.
- MAINE-ET-LOIRE** (9 mandats) : Reynès.
- MANCHE** (13 mandats) : Le Corre, Mahaut.
- MARNE** (27 mandats) : Vanrullen.
- HAUTE-MARNE** (9 mandats) : Giudicelli.
- MAROC** (18 mandats) : Yves Farge, Richou.
- MAYENNE** (5 mandats) : Choquet.
- MEURTHE - ET - MOSELLE** (13 mandats) : Midon, Nordemann.
- MEUSE** (7 mandats) : Berger, Hohmann.
- MORBIHAN** (23 mandats) : L'Hévéder.
- MOSELLE** (8 mandats) : Lippmann, Waghemacker.
- NIEVRE** (22 mandats) : Nessler.

- NORD** (417 mandats) : Bouchery, Bracke, Brodel, citoyenne Brodel, Cardon, citoyenne Cardon, Deudon, Hochedez, Lagrange, Laurent, Lebas, Lecomte, Lejeune, Saint-Venant, Salengro, citoyenne Tydgat, Tydgat.
- OISE** (31 mandats) : Berthe Fouchère, Héraude.
- ORAN** (25 mandats) : Paul Faure.
- ORNE** (5 mandats) : Hélène.
- PAS-DE-CALAIS** (96 mandats) : Cadot, Just Evrard, Raoul Evrard, Jamin, Louis, Pantigny.
- PUY-DE-DOME** (64 mandats) : Isnal, Albert Paulin, Viple.
- BASSES-PYRENEES** (14 mandats) : Chaze.
- HAUTES-PYRENEES** (10 mandats) : Rella, citoyenne Rella.
- PYRENEES-ORIENTALES** (32 mandats) : Canal.
- BAS-RHIN** (79 mandats) : Bronner, M. Naegelen, Schneider, Wolhé.
- HAUT-RHIN** (91 mandats) : Ergmann, Fouilleron, S. Grumbach, Mersch, Richard, Wagner, Waterkotte.
- HAUT-RHIN** (Belfort) (10 mandats) : Jean Rouzaud.
- RHONE** (62 mandats) : Goux, Kayser, Lequertier, Reynard.
- HAUTE-SAONE** (20 mandats) : Grandjean, Roth.
- SAONE-ET-LOIRE** (64 mandats) : Théo-Bretin, Paul Faure, Laville, L'Henry.
- SARTHE** (22 mandats).
- SAVOIE** (18 mandats) : Moulin, Régnier.
- HAUTE-SAVOIE** (15 mandats) : Dumas, Poncet.
- SEINE** (226 mandats) : Balay, Colliette, Dupont, Farinet, Fogel, Gérard, Graziani, Joublot, Longuet, Mazoyer, Molinié, Naville, Charles Pivert, Marceau Pivert, Séverac, Zyromski.
- SEINE-INFERIEURE** (20 mandats) : Etienne Weill-Raynal.
- SEINE-ET-MARNE** (21 mandats) : Diémer, Favier.
- SEINE-ET-OISE** (111 mandats) : Bouvrain, Château, Coeylas, Descourtieux, Gérard, Prudhon, Tannier.
- DEUX-SÈVRES** (30 mandats) : Doré, Sabourin.
- SOMME** (22 mandats) : Basquin, Mailly.
- TARN** (42 mandats) : Danos, Fieu, Malroux.
- TARN-ET-GARONNE** (15 mandats) : Chauvet.
- TUNISIE** (12 mandats) : Loubet, Monnet.

VAR (39 mandats) : Bartoli, Cambier, Torre, Tramoni.
VAUCLUSE (27 mandats) : Cluchier, Lussy.
VENDEE (16 mandats) : Poireaudeau, citoyenne
Poireaudeau.
VIENNE (10 mandats) : Blumel, Pétonnet.
HAUTE-VIENNE (84 mandats) : Gaillard, Roche, Vardelle.
VOSGES (7 mandats) : Benoit, Maimbourg.
YONNE (10 mandats) : Campargue.

COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

Jamin, René Jousse.

COMMISSION DE CONTROLE DU PARTI

Marchand, Nantillé.

GROUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT

Léon Blum, Castagnez, Lagrange, Marsais.

**FÉDÉRATION NATIONALE
DES MUNICIPALITÉS SOCIALISTES**

Poggioli.

COMITÉ NATIONAL DES FEMMES SOCIALISTES

Suzanne Buisson, Berthe Fouchère, Rachel Lempereur,
Marthe Louis-Lévy, Charlotte Osmin.

INDEX DES INTERVENTIONS

AURIOL (Vincent)....	201-207, 403-417, 488, 517-519, 569-573.
BALAY.....	98-99, 338-355.
BENOIT.....	170-176.
BLOCH (Pierre).....	58-61, 149-151.
BLUM (Léon).....	40, 94-97, 160-168, 207-227, 356-357, <i>passim</i> 358-512 <i>en qualité de pré-</i> <i>sident.</i>
BLUMEL.....	104-116.
BOUVRAIN.....	470-472.
BRACKE.....	20-24, 129-132, 358-370, 508-512, 523- 524, 525-526.
BREITMAN.....	499-501.
BRETIN.....	<i>Cf. : THÉO-BRETIN.</i>
BRICHE.....	321-338.
BUISSON (Citoyenne Suzanne).....	133-137, 248, 505-508.
CAMPARGUE.....	68-70.
CLUCHIER.....	530.
COEYLAS.....	56-58, 200-201, 268-273.
COSTEDOAT.....	30-32, 236-248, 283.

DANOS.....	196.
DORMOY.....	<i>passim</i> 43-116 en qualité de président, 558-560.
DUPONT.....	43-47, 300-306, 530-531.
DUPRÉ.....	474-478.
EVARD.....	<i>passim</i> 169-248 en qualité de président.
FÀUCHÈRE (Citoyenne Germaine).....	505-505.
FAURE (Paul).....	74-93, 228-230, 436-447, 561.
FOUILLERON.....	501-505.
GRAZIANI.....	<i>passim</i> 117-169 en qualité de président.
GRUMBACH.....	126-128, 381-388, 454-459.
HÉRARD.....	152-153.
JAMIN.....	100-104.
LAGORGETTE.....	143-144.
LAMBOT.....	514, 557-558.
LAURENT.....	169-170.
LEBAS.....	32-41, 153-160, 423-436, 551-558, 565-569.
LEMPEREUR (Citoyenne Rachel).....	137-142, 478-487.
LÉVY (Citoyenne Marthe-Louis).....	494-499.
LONGUET.....	118, 273-283.

MARCEAU-PIVERT.....	<i>Cf.</i> : PIVERT (Marceau).
MAURIN.....	61-68.
MERSCH.....	<i>passim</i> 5-42 en qualité de président.
MINJOZ.....	151-152, 307-311.
MOCH (Jules).....	284-297, 544-545, 561.
MOINARD.....	47-48.
MOLINÉ.....	42, 119-126, 534-544.
MONNET (Georges)....	165-166.
NAEGELEN.....	473-474.
NANTILLÉ.....	164.
NAVILLE.....	48-56, 180-187, 388-396, 519, 573-576.
NESSLER.....	144-148.
PAUL-FAURE.....	<i>Cf.</i> : FAURE (Paul).
PAZ (Maurice).....	311-321.
PIVERT (Charles)....	450-452, 572.
PIVERT (Marceau)...	8-11, 24-30, 71-74, 83-84, 148, 154-155, 192-196, 449.
QUENIN.....	<i>Cf.</i> : SIXTE-QUENIN.
REYNARD.....	396, 402, 532-534.
RIVIÈRE.....	<i>passim</i> 249-298 en qualité de président, 370-381.
ROLLAND.....	117-118.
ROTH.....	176-180.
SALENGRO.....	<i>passim</i> 513-580 en qualité de président.

SÉVERAC.....	5, 11-12, 41-42, 97-98, 148, 231-236, 513-517, 520, 525, 526-529, 532, 561- 562, 577-579.
SIXTE-QUENIN.....	452-453, 487-493, 520-523.
SOUCHIER.....	530.
THÉO-BRETIN.....	55, <i>passim</i> 299-357 <i>en qualité de</i> <i>président.</i>
TUFFOU.....	18-20.
VAGHEMACKER.....	472-473, 529-530, 531.
VANRULLEN.....	99-100, 196-199.
VARDELLE.....	417-423.
VINCENT-AURIOL.....	<i>Cf. : AURIOL (Vincent).</i>
VIELLE.....	459-464.
VIEUX.....	262-267.
WEILL-RAYNAL.....	8.
ZYROMSKI.....	12-18, 36-37, 51, 88, 188-192, 249-262, 299, 449, 545-550, 562-564, 573.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE

Dimanche 9 Juin 1935 (matin)

Ouverture du Congrès, Ordre des travaux.....	5
Les Rapports statutaires :	
Rapport moral et Rapport administratif de la C. A. P.....	11

DEUXIÈME SÉANCE

Dimanche 9 Juin 1935 (après-midi)

Les Rapports statutaires (suite) :	
Rapport moral et Rapport administratif de la C. A. P. (<i>suite et fin</i>).....	43
Rapport de la Trésorerie et du Contrôle.....	98
Rapport de la Commission des conflits.....	98
Rapport de la sous-commission des éditions de la C. A. P.....	104

TROISIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935 (matin)

Le mémoire de Jean Allemane.....	117
Les Rapports statutaires (suite) :	
Rapport de la délégation à l'Internationale....	119

Rapport du Comité national des Femmes socialistes.....	139
Rapport des Jeunesses socialistes.....	143
Rapport du <i>Populaire</i>	144

QUATRIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935 (après-midi)

Vérification des mandats.....	169
Les Rapports statutaires (suite et fin) :	
Rapport du Groupe parlementaire.....	170
La lutte pour le pouvoir et contre la crise.....	231

CINQUIÈME SÉANCE

Lundi 10 Juin 1935 (soir)

La lutte pour le pouvoir et contre la crise (suite)...	249
--	-----

SIXIÈME SÉANCE

Mardi 11 Juin 1935 (matin)

La lutte pour le pouvoir et contre la crise (suite)....	299
---	-----

SEPTIÈME SÉANCE

Mardi 11 Juin 1935 (après-midi)

La lutte pour le pouvoir et contre la crise (suite et fin).....	358
Réforme électorale et vote des femmes.....	450
Défense de l'École laïque.....	454
Réforme électorale et vote des femmes (suite et fin)...	478

HUITIÈME SÉANCE

Mercredi 12 Juin 1935 (après-midi)

Votes sur les propositions de la Commission des Résolutions :

Propagande des élus.....	513
Exclusion du citoyen Frossard.....	514
Le XXXIII ^e Congrès National.....	514
Exercice des droits électoraux.....	515
Timbre Matteotti.....	515
Le <i>Populaire</i>	515
L'Unité organique.....	516
La dévaluation.....	516
Les techniciens.....	517
Afrique du Nord.....	517
Le vote des femmes.....	520
La R. P.....	525
Musiques et Chorales.....	526
Défense de l'Ecole laïque.....	527
La lutte pour le pouvoir et contre la crise....	532
Le Parti et les autres formations politiques....	561
Participation au gouvernement.....	562
Action immédiate.....	569
Les organismes centraux.....	577
Clôture du Congrès.....	580

Annexes

Votes par mandats :

Sur le Rapport moral du Secrétariat.....	581
Sur le Rapport du Groupe parlementaire.....	582
Sur la motion préalable relativement au sur- frage des femmes.....	583
Sur le suffrage des femmes.....	584
Sur la lutte pour le pouvoir et contre la crise..	586
Sur la participation au gouvernement.....	587
Fédérations représentées et déléguées.....	589
Index des interventions.....	593
Table des matières.....	597



LE POPULAIRE

Directeur Politique
LÉON BLOM

Administrateur-Délégué
JEAN LEBAS

9, Rue Victor-Massé, PARIS (IX^e)

Téléphone - Trudaine 94-46
— 94-47
— 94-48

Compte Chèque Postal : Paris 279-37



ABONNEMENTS :

France et Colonies	Etranger
Un an..... 90 fr.	Un an..... 175 fr.
Six mois... 48 fr.	Six mois... 85 fr.
Trois mois. 25 fr.	Trois mois. 45 fr.



LE SEUL QUOTIDIEN SOCIALISTE DE PARIS



Limoges. — IMPRIMERIE NOUVELLE.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE
Désinfection 1984
N° 7655